Ville-Marie
Montréal

# Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 12 février 2019 à 18 h 30

# Bureau d'arrondissement 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

## ORDRE DU JOUR

## 10 – Sujets d'ouverture

**10.01** Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

**10.02** Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 2036, rue Saint-Denis : permettant l'agrandissement d'un bâtiment (40.10)

**10.03** Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1812, rue Sainte-Catherine Est : « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandit dans la cour intérieure (40.08)
- 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure : « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée (40.11)

**10.04** Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

**10.05** Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701001

Période de questions du public (février)

**10.06** Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

**10.07** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701017

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018

**10.08** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701011

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018

**10.09** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701013

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019

**10.10** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701012

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018

**10.11** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701015

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018

**10.12** Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701019

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019

**10.13** Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237074

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018.

## 12 – Orientation

**12.01** Énoncé de politique
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194951001

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par cinq organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

## 20 – Affaires contractuelles

**20.01** Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1166071003

Modifier la résolution CA16 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ dans le cadre du contrat accordé à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada

*District(s) :* Peter-McGill

**20.02** Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1176071002

Modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ dans le cadre du contrat, d'une durée de 3 ans, accordé à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester

*District(s) :* Peter-McGill

**20.03** Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1186071005

Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18-17382 - 7 soumissionnaires)

*District(s) :* Peter-McGill

**20.04** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195179001

Approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville » et accorder une contribution de 7 500 $

**20.05** Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1186071006

Accorder un contrat de 3 ans au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 (5 soumissionnaires)

*District(s) :* Sainte-Marie

**20.06** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1172624015

Modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de diminuer la contribution accordée de 1 125 $ dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 » pour une contribution totale de 16 875 $

**20.07** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction d'arrondissement* - 1176890014

Modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de diminuer la contribution accordée de 14 $ dans le cadre de la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy

**20.08** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1176890012

Modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la contribution accordée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018

**20.09** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1180225001

Modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines

**20.10** Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1198220001

Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49 $, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires)

*District(s) :* Saint-Jacques

**20.11** Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1194206001

Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires

**20.12** Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction des travaux publics* - 1186890015

Modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018

**20.13** Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190619001

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 37 750 $

## 30 – Administration et finances

**30.01** Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701014

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018

**30.02** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1136140004

Abroger la résolution CA13 240394 acceptant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet

**30.03** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194105001

Approuver le dépôt d'un projet dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet

*District(s) :* Peter-McGill

**30.04** Budget - Autorisation de dépense
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195125003

Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023

*District(s) :* Peter-McGill

**30.05** Recours judiciaires et règlement de litiges
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190326001

Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO Canada ltée

**30.06** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1184206001

Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public

**30.07** Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1196937001

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur l'avenue Goulet au nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

*District(s) :* Sainte-Marie

**30.08** Administration - Adhésion / Cotisation
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195377001

Accepter l'offre du conseil municipal et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans l'arrondissement auprès de l'organisme Ré:Sonne, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

**30.09** Déclaration / Événement / Proclamation
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1181440001

Aliéner à titre gratuit, des équipements informatiques désuets de 2018 à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec(OPEQ)

**30.10** Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701016

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019

## 40 – Réglementation

**40.01** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303010

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.02** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400012

Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

*District(s) :* Peter-McGill

**40.03** Urbanisme - Résolution d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180607010

Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.04** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869013

Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.05** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869014

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.06** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869015

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Hôtel Germain - 2e projet de résolution

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.07** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187199004

Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

*District(s) :* Peter-McGill

**40.08** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869016

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandi dans la cour intérieure, situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.09** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199001

Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

*District(s) :* Peter-McGill

**40.10** Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255001

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au mode d'implantation d'un agrandissement situé au 2036, rue Saint-Denis

*District(s) :* Saint-Jacques

**40.11** Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180607012

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.12** Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1197195001

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1re partie, B)

*Territoire(s) concerné(s) :* Ensemble du territoire - Ville centrale

**40.13** Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1192624002

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A) et édicter les ordonnances

**40.14** Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914001

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame, côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles

*District(s) :* Peter-McGill

**40.15** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255002

Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

*District(s) :* Peter-McGill

**40.16** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400014

Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

*District(s) :* Peter-McGill

**40.17** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400011

Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

*District(s) :* Peter-McGill

**40.18** Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701018

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de remplacer le directeur général adjoint par le directeur d'arrondissement délégué - Avis de motion et dépôt

**40.19** Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303002

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - Avis de motion et dépôt

**40.19.1** Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303002

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - 1er projet de règlement

**40.20** Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195353002

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne

**40.21** Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195353001

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h, dans l'esprit d'une rue partagée, sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne

**40.22** Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914002

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de l'avenue De Lorimier

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.23** Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914003

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15 h à 19 h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est

*District(s) :* Sainte-Marie

**40.24** Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303001

Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria - 1er projet de résolution

*District(s) :* Saint-Jacques

## 50 – Ressources humaines

**50.01** Nomination

CA *Direction d'arrondissement* - 1183536004

Prolonger, jusqu'au 12 mars 2019, la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

**50.02** Nomination

CA *Direction d'arrondissement* - 1183536004

Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 11 mars 2019

## 60 – Information

**60.01** Dépôt

CM *Direction des travaux publics* - 1186071004

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2018 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

## 70 – Autres sujets

**70.01** Approbation des recommandations des comités et commissions

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1198150001

Refuser l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés

**70.02** Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.05

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Période de questions du public (février) |

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:28

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Période de questions du public (février) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.07

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701017**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018 |

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:17

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701017

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-21

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

# Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mercredi 5 décembre 2018 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

**PRÉSENCES :**

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

**AUTRES PRÉSENCES :**

M. Alain Dufort, directeur général adjoint
M$^{e}$ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Josée Poirier, chef de division des Sports des Loisirs et du Développement Social

M. Mohamed Bouhdid, inspecteur du poste 21 du Service de police

---

**10.01 - Ouverture de la séance**

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 33. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 30, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

---

**10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public**

901-905, avenue De Lorimier : aucune intervention
1664-1682, avenue Lincoln : une intervention
501, rue de la Gauchetière Ouest (HEC) : aucune intervention
1000, rue Saint-Denis : aucune intervention

---

**10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public**

Aucune demande.

---

**CA18 240634**

**Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018**

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

---

**10.06 - Période de questions des membres du conseil**

Aucune question.

---

**10.05 - Période de questions du public**

Nom du demandeur et objet de la question

Madame Lucie Bernier
- Entretien d'une ruelle

Monsieur Graham Singh (Hector Singh, père et fils)
- Remerciements pour les écoles primaires en construction

Monsieur Jean-Yves Bourdages
- Place Commémorative des Franciscains
- Entente entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Commission scolaire de Montréal visant à régir le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux

Monsieur Nicholas Zoghbi
- Sécurité des piétons sur la rue Campion
- Immeuble abandonné au 1449, rue Dorion

Monsieur Matthieu Pajot
- École primaire sur le site des Sœurs Grises
- Levier en aménagement urbain sur un terrain privé

Monsieur Éric Michaud
- Projet Maestria - Devimco

Monsieur Martial Bellavance
- Rue Lambert-Closse et le trafic dangereux de la STM

Monsieur Robert Hajaly
- Projet Maestria - Devimco
- Clubs de nuit dans le quartier des spectacles

---

**CA18 240635**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 et 10.08.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240636**

**Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation tenue le 29 novembre 2018**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation tenue le 29 novembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1185237072

---

**CA18 240637**

**Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1182701001

---

**CA18 240638**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 12.01 et 12.02.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240639**

**Approuver le Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 et approuver la grille d'évaluation des demandes de soutien financier économique**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver le programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020;

D'approuver le recours à sa grille d'évaluation pour toute demande de soutien financier de nature économique.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1180318025

---

**CA18 240640**

**Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par six organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les catégories de reconnaissance des 6 organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, et ce, jusqu'au 18 mars 2023;

| | |
|---|---|
| Académie boxe Frontenac | B |
| Au coup de pouce Centre-Sud inc. | B |
| Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT | B |
| Inter-action du quartier Peter McGill | A |
| Les valoristes COOP de solidarité | B |
| Maison Plein Coeur | C |

Adoptée à l'unanimité.

12.02 1184951013

---

**CA18 240641**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240642**

**Approuver la convention avec BougeBouge dans le cadre de l'évènement « La Classique 5km Montréal souterrain » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec Bougebouge dans le cadre de la deuxième édition de « La Classique 5km Montréal souterrain » qui se tiendra le 3 février 2019;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 10 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1185125005

---

**CA18 240643**

**Approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Sainte-Marie et accorder une contribution de 164 870 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion du programme « Éco-quartier » dans le district de Sainte-Marie et la réalisation du plan d'action de 2019;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 164 870 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1180141012

---

**CA18 240644**

**Approuver trois conventions, se terminant le 1er décembre 2019, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Table inter-action du quartier de Peter-McGill et le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme « Passeport Jeunesse » et accorder une contribution totale de 28 000 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les 3 conventions avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Table inter-action du quartier de Peter-McGill et le Projet T.R.I.P dans le cadre du programme passeport jeunesse;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 10 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 10 000 $ à la Table inter-action du quartier de Peter-McGill;
- 8 000 $ au Projet T.R.I.P

D'imputer cette dépense totale de 28 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1180173009

---

**CA18 240645**

**Approuver la convention, se terminant le 30 novembre 2019, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale ainsi que pour la tenue d'une activité publique de sensibilisation aux enjeux de cohabitation et accorder une contribution de 15 000 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 30 novembre 2019, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et pour la tenue d'une activité publique de sensibilisation aux enjeux de cohabitation;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1185179012

---

**CA18 240646**

**Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'éco-quartier de Saint-Jacques et accorder une contribution de 164 870 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) pour la gestion du programme « Éco-quartier » dans le district de Saint-Jacques et la réalisation du plan d'action de 2019;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 164 870 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1180141013

---

**CA18 240647**

**Approuver la convention et accorder un contrat de 417 629,44 $ à IGF Axiom inc., pour la fourniture des services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures de chaussée, de trottoirs et de réaménagement géométrique sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 480 273,86 $, incluant les contingences (appel d'offres publiques VMP-18-021 - 5 soumissionnaires)**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder un contrat à IGF Axiom inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures de chaussée, de trottoirs et de réaménagement géométrique sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 417 629,44 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-18-021;

D'approuver la convention de services professionnels avec IGF Axiom inc.;

D'autoriser une dépense maximale de 480 273,86 $, incluant une dépense de 62 644,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1184657006

---

**CA18 240648**

**Approuver la convention avec la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la réalisation du plan d'action 2019 de l'Éco-quartier de Peter-McGill et accorder une contribution de 158 540 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion du programme Éco-quartier dans le district de Peter-McGill et la réalisation du plan d'action de 2019;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 158 540 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1180141014

---

**CA18 240649**

**Accorder un contrat de 2 921 514,75 $, d'une durée de trois ans, à G-Tek pour le service d'hydro-excavation, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 2 921 514,75 $ (appel d'offres public 18-17306, lot 3 - 1 soumissionnaire conforme)**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense de 2 921 514,75 $, taxes incluses, pour le service d'hydro excavation, là où requis, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder, à cette fin, un contrat à G-TEK, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit un prix de 2 921 514,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17306 – 1 soumissionnaire);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1186937008

---

**CA18 240650**

**Approuver une convention de services avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie pour l'entretien, l'accueil et le soutien aux opérations de l'immeuble au montant de 105 232 $ et approuver une convention de services avec le Service des loisirs Sacré-Coeur de Montréal pour l'accueil et le soutien aux opérations au montant de 34 480 $ pour une dépense totale de 139 712 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver les conventions avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie et le Service des loisirs Sacré-Coeur de Montréal pour l'entretien, l'accueil et le soutien aux opérations;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 105 232 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 34 480 $ au Service des loisirs Sacré-Coeur de Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 139 712 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1185377005

---

**CA18 240651**

**Approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec Cirque Hors Piste pour des ateliers de cirque et de création collective s'adressant aux jeunes en situation d'itinérance ou de grande précarité et accorder une contribution de 12 650 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D’approuver la convention, se terminant le 30 août 2019, avec Cirque Hors Piste pour la réalisation d'ateliers de cirque et de création collective s'adressant aux jeunes en situation d'itinérance ou de grande précarité;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 12 650 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1185907002

---

**CA18 240652**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.20.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240653**

**Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 810 418 $ pour l'année 2019;
- 810 418 $ pour l'année 2020;
- 810 418 $ pour l'année 2021;

D'imputer cette dépense totale de 2 431 254 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1185038003

---

**CA18 240654**

**Approuver l'entente entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Commission scolaire de Montréal visant à régir le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver l'entente entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Commission scolaire de Montréal visant à régir le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux;

De déléguer à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie l'élaboration et la conclusion des conventions d'utilisation avec les écoles de la Commission scolaire de Montréal sur son territoire.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1184951012

---

**CA18 240655**

**Approuver la convention avec l'Association étudiante de Polytechnique dans le cadre de la cérémonie commémorative en mémoire des victimes de l'École Polytechnique et accorder une contribution de 12 480 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec l'Association étudiante de Polytechnique pour la cérémonie commémorative en mémoire des victimes de l'École Polytechnique;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 12 480 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1184622001

---

**CA18 240656**

**Approuver la convention, pour les années 2019 et 2020, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du « Programme Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution annuelle de 33 300 $ pour un montant total de 66 600 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, pour les années 2019 et 2020, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie pour le « Programme Activités physiques et de loisirs »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 33 000 $ pour l'année 2019;
- 33 000 $ pour l'année 2020;

D'imputer cette dépense totale de 66 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1185377004

---

**CA18 240657**

**Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 35 000 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour un soutien à la mission;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 35 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1184105010

---

**CA18 240658**

**Entériner la réduction de prix négociée par le service de l'approvisionnement avec Le Groupe SDM inc. abaissant ainsi la valeur du contrat de 167 785,69 $ à 150 101,75 $, taxes incluses, pour le service de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc à l'aide d'appareil de dégel électrique pour les saisons 2018-2019 et 2019-2020 (appel d'offres public 18-17126 – 1 soumissionnaire)**

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA18 240596, adoptée à sa séance du 21 novembre 2018, accordé un contrat de 167 785,69 $ à Groupe SDM inc. pour le service de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc à l'aide d'appareil de dégel électrique pour les saisons 2018-2019, 2019-2020 et autoriser une dépense maximale de 167 785,69 $ (appel d'offres public 18 17126 - 1 soumissionnaire);

Attendu que l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes permet dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu qu'une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité;

Attendu la rencontre de négociation entre les parties et l'accord du Groupe SDM inc. des nouveaux prix estimés par le Service de l'approvisionnement :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'entériner la réduction de prix négociée par le service de l'approvisionnement avec le Groupe SDM inc. abaissant ainsi la valeur du contrat de 167 785,69 $ à 150 101,75 $, taxes incluses, pour le service de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc à l'aide d'appareil de dégel électrique pour les saisons 2018-2019 et 2019-2020 (appel d'offres public 18-17126 - 1 soumissionnaire);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1185382013

---

**CA18 240659**

**Approuver la convention avec Montréal en fêtes pour la réalisation de l'événement « Montréal en Fêtes - Party du Nouvel An 2018 » et accorder une contribution de 48 750 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec Montréal en Fêtes pour son projet « Montréal en Fêtes 2018 »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 48 750 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1180318032

---

**CA18 240660**

**Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2019, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour les programmes « Accueil et surveillance », « Camp de jour », « Activités de sports et de loisirs » et « Gestion et opération d'installations aquatiques » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 331 874 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention, se terminant le 30 juin 2019, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, dans le cadre des programmes « Accueil et surveillance », « Camp de jour », « Activités de sports et de loisirs » et « Gestion et opération d'installations aquatiques »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 331 874 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1185038002

---

**CA18 240661**

**Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 51 919,11 $ à INDUKTION Groupe Conseil inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la mise à niveau électromécanique de la Place Émilie-Gamelin et autoriser une dépense maximale de 57 111,02 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-010 – 2 soumissionnaires)**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'autoriser une dépense maximale de 57 111,02 $, taxes incluses, pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour la mise à niveau électromécanique de la Place Émilie-Gamelin, incluant une dépense de 5 191,91 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences;

D'accorder, à cette fin, un contrat à INDUKTION Groupe Conseil inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 51 919,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation VMI-18-010;

D'approuver la convention avec INDUKTION Groupe Conseil inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1186002001

---

**CA18 240662**

**Approuver un projet de modification de bail afin de modifier certaines obligations au bail intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association communautaire et sportive Centre-Sud inc., à compter du 1er janvier 2019, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de modification de bail (Bâtiment 8135)**

Attendu le bail par lequel la Ville de Montréal loue de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc. (ASCCS) des locaux d'une superficie locative de 1 207,7 m² (13 000 pi² ) à être construits au 3e étage de l'immeuble sis au 2093 rue de la Visitation, moyennant un loyer total annuel de 85 000 $ excluant TPS et TVQ (si applicables) pour une période de 25 ans à compter du 1er juillet 2008, utilisés aux fins de l'implantation de la bibliothèque Père-Ambroise (8135-001);

Attendu que des travaux d'agrandissement requièrent une relocalisation partielle de la bibliothèque :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver un projet de modification de bail afin de modifier certaines obligations au bail intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc., et ce, à compter du 1er janvier 2019, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de modification de bail;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.20 1184069018

---

**CA18 240663**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.21 à 20.24.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240664**

**Approuver la convention avec la Société de développement commercial Quartier latin pour son projet « Décorations hivernales » et accorder une contribution de 10 000 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial Quartier latin pour son projet « Décorations hivernales »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.21 1180318033

---

**CA18 240665**

**Accorder une contribution à Expérience Centre-Ville pour la réalisation de ses activités qui viendront soutenir l'activité des commerces de détail pendant la durée des travaux du projet Sainte-Catherine, pour une somme maximale de 2 700 000 $ sur cinq ans consécutifs de 2018-2022, à raison de 100 000 $ en 2018 et de 700 000 $ annuellement pour les années 2019, 2020, 2021 et 500 000 $ pour 2022**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la contribution avec Expérience Centre-Ville pour la réalisation de ses activités qui viendront soutenir l'activité des commerces de détail pendant la durée des travaux du projet Sainte-Catherine;

D'accorder, à cette fin les contributions suivantes :

- 100 000 $ pour l'année 2018;
- 700 000 $ pour l'année 2019;
- 700 000 $ pour l'année 2020;
- 700 000 $ pour l'année 2021;
- 500 000 $ pour l'année 2022;

D'imputer cette dépense totale de 2 700 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel;

Adoptée à l'unanimité.

20.22 1184956003

---

**CA18 240666**

**Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 10 079,68 $**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 1 379,68 $ à Transport 2000 QC;
- 500,00 $ à Univers des chiens;
- 2 500,00 $ à La Table inter-action de quartier Peter McGill;
- 2 000,00 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 700,00 $ au Projet 10;
- 3 000,00 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc.;

D'imputer cette dépense totale de 10 079,68 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.23 1180619010

---

**CA18 240667**

**Accorder une contribution de 2 000 $ à l'Association Bénévole Amitié inc. pour l'organisation de la Grande Fête de Noël - Édition 2018**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder une contribution de 2 000 $ à l'Association Bénévole Amitié inc. pour l'organisation de la Grande Fête de Noël qui aura lieu le 21 décembre 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.24 1180619011

---

**CA18 240668**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.03.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240669**

**Accepter le paiement de 10 000 $ en capital, intérêts et frais de l'action en recouvrement du montant impayé pour un permis d'occupation temporaire du domaine public portant 4 permis d'occupation, intentée par la Ville de Montréal contre 9167-5355 Québec inc. et suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 9 560,79 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-169309-1, exercice 2014/Mod 02**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accepter le paiement de 10 000 $ en capital, intérêts et frais de l'action en recouvrement du montant impayé pour un permis d'occupation temporaire du domaine public portant sur 4 permis d'occupation, intentée par la Ville de Montréal contre 9167-5355 Québec inc. suivant l'encaissement du chèque, radier des livres la somme de 9 560,79 $ en capital et tout solde dû sur le compte 25-169309-1, exercice 2014/Mod 02;

D'imputer cette radiation comme suit :

- radiation taxes foncières : 2101-0000000-000000-00000-11808-000000;
- montant à radier : 9 560,79 $ en capital, et tout solde dû sur le compte 25-169309-1 (exercice 2014/Mod 02).

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1186440005

---

**CA18 240670**

**Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2018**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1185237070

---

**CA18 240671**

**Réaffirmer le mandat octroyé par la résolution CA07 240024 afin de mandater le Service des affaires juridiques à intenter toutes procédures judiciaires requises, y compris le recours à l'injonction et le recours en vertu de l'article 227 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) en Cour supérieure, afin de faire cesser l'usage illégal de stationnement extérieur sur les lots 2 162 009 et 2 162 026 du cadastre du Québec**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réaffirmer le mandat octroyé par la résolution CA07 240024 afin de mandater le Service des affaires juridiques à intenter toutes procédures judiciaires requises, y compris, le recours à l'injonction et le recours vertu de l'article 227 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) en Cour supérieure, afin de faire cesser l'usage illégal de stationnement extérieur sur les lots 2 162 009 et 2 162 026 du cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1182931003

---

**CA18 240672**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240673**

**Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une ordonnance établissant une voie cyclable 4 saisons sur la rue de la Commune, entre l'autoroute Bonaventure et le boulevard Saint-Laurent**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 227 établissant une voie cyclable 4 saisons sur la rue de la Commune, entre l'autoroute Bonaventure et le boulevard Saint-Laurent.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1185353004

---

**CA18 240674**

**Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la circulation sur un tronçon de la rue Hill Park Circle excepté pour des camions et véhicules autorisés, soit entre l'entrée du Pavillon du Lac-aux-Castors et la jonction de la boucle de Hill Park Circle.**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 228 interdisant la circulation sur un tronçon de la rue Hill Park Circle, excepté pour les camions et les véhicules autorisés, soit entre l'entrée du Pavillon du Lac-aux-Castors et la jonction de la boucle de la rue Hill Park Circle.

Adoptée à l'unanimité.

40.02 1185275003

---

**CA18 240675**

**Retirer, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M. chapitre C-4.1), 91 espaces de stationnement tarifés et différentes zones de stationnement désigné et réglementé à des fins d'ajustements pour des travaux autorisés en cours à différents endroits de l'arrondissement de Ville-Marie**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De retirer, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M. chapitre C-4.1), 91 espaces de stationnement tarifés et différentes zones de stationnement désigné et réglementé à des fins d'ajustements pour des travaux autorisés en cours à différents endroits de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1185914010

---

**CA18 240676**

**Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations permettant l'aménagement de conteneurs à déchet dans la cour avant et une terrasse pour la consommation d'aliments de 72 places assises pour le bâtiment situé au 901-905, avenue De Lorimier**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 901-905, avenue De Lorimier, des dérogations permettant l'aménagement de conteneurs à déchet dans la cour avant et une terrasse pour la consommation d'aliments de 72 places assises au lieu de 12, et ce, en dérogation à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1186399010

---

**CA18 240677**

**Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement à la hauteur minimale d'une construction située au 1664-1682, avenue Lincoln**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment situé au 1664-1682, avenue Lincoln, dont la hauteur est inférieure au minimum exigé, et ce, en dérogation aux articles 10 et 11 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1186255012

---

**CA18 240678**

**Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 10e partie, A) et édicter les ordonnances**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 589 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 131 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1182624006

---

**CA18 240679**

**Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à la délivrance du permis lié à la demande de permis de transformation pour la démolition de l'escalier avant et la modification des ouvertures de la façade avant de l'immeuble situé aux 3422 et 3426, rue Stanley**

Considérant que les interventions proposées ne visent pas à maintenir et à mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, et sauvegarder son caractère unique et distinctif;
Attendu que le 10 mai 2018, le comité consultatif d'urbanisme a rendu un avis défavorable :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De refuser, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), la délivrance du permis lié à la demande de permis de transformation numéro 3001413295 pour la démolition de l'escalier avant et la modification des ouvertures de la façade avant de l'immeuble situé aux 3422 et 3426, rue Stanley.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1181044003

---

**CA18 240680**

**Rendre une décision, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à la délivrance du permis lié à la demande de permis de transformation pour le remplacement des fenêtres de l'immeuble situé au 1595, avenue du Docteur-Penfield**

Attendu que les interventions proposées ne visent pas à maintenir et à mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, et à sauvegarder son caractère unique et distinctif;
Attendu que le 15 novembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De refuser, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, le remplacement des fenêtres de l'immeuble situé au 1595, avenue du Docteur-Penfield, suite à la demande de permis de transformation 3001305039.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1181044002

---

**CA18 240681**

**Édicter l'ordonnance nécessaire à l'installation et au maintien d'une enseigne annonçant le 75e anniversaire de l'OACI**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282, o. 216 permettant d'installer et de maintenir une enseigne temporaire sur les terrains situés aux 999, rue Robert-Bourassa et 629, rue Saint-Antoine Ouest, à l'occasion des festivités entourant les 75 ans de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), et ce, du 1er janvier au 31 décembre 2019, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1186255013

---

**CA18 240682**

**Implanter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 14 espaces de stationnement tarifés sur la rue William, côté nord, entre la rue Saint-Henri et le boulevard Robert-Bourassa**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'implanter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 14 espaces de stationnement tarifés sur la rue William, côté nord, entre la rue Saint-Henri et le boulevard Robert-Bourassa.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1185914011

---

**CA18 240683**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 à 40.20.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240684**

**Édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA-24-102), une ordonnance autorisant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour le quadrilatère défini par les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur les nuisances occasionné par des travaux de construction (CA-24-102, article 2), l'ordonnance CA-24-102, o. 4 permettant les nuisances occasionnées par les travaux de construction sur le domaine public de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre les rues Mansfield et De Bleury et les boulevards Robert-Bourassa et René-Lévesque, à raison de 24 h sur 24 h, tous les jours de la semaine, incluant les jours fériés, et ce, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1182931004

---

**CA18 240685**

**Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement au mode d'implantation, aux marges, aux saillies et au quai de chargement pour le bâtiment projeté au 501, rue de la Gauchetière Ouest (HEC)**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment projeté au 501, rue de la Gauchetière Ouest, des dérogations permettant un mode d'implantation isolé, des marges variant entre 0,25 m et 2,6 m, la construction d'un escalier en saillie à 0,2 m de la limite latérale, l'aménagement de deux unités de chargement de petite dimension d'une largeur de 2,5 m, une longueur de 9 m et une hauteur libre de 7,2 m, et ce, en dérogation aux articles 58, 81, 370, 578 et 583 (par 2o) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1184869012

---

**CA18 240686**

**Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations permettant une saillie au-dessus du trottoir, un indice de réflectance solaire de la toiture inférieur à l'indice exigé, et une hauteur maximale de 26,3 m, pour le bâtiment identifié comme « pavillon B4 » de la phase 2 du complexe du CHUM, prévu au 1000, rue Saint-Denis**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment identifié comme « pavillon B4 » de la phase 2 du complexe du CHUM, prévu au 1000, rue Saint-Denis, des dérogations permettant une saillie de 2,5 m au-dessus du trottoir, un indice de réflectance solaire de la toiture inférieur à l'indice exigé, et une hauteur maximale de 26,3 m.

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1187400013

---

**CA18 240687**

**Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 lors de la séance du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240617;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 lors de la séance du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240617;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-291 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 et imposant une cotisation appliquée selon les valeurs foncières pondérées des locaux à l'égard de chaque établissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.14
1180318026
CA-24-291

---

**CA18 240688**

**Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240618;

Vu le dépôt du projet du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1erjanvier au 31 décembre 2019 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240618;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-292 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 et imposant une cotisation appliquée selon les valeurs foncières pondérées des locaux à l'égard de chaque établissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
1180318027
CA-24-292

---

**CA18 240689**

**Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240619;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240619;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-293 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal, Quartier historique pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 et imposant une cotisation appliquée selon les valeurs foncières pondérées des locaux à l'égard de chaque établissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
1180318028
CA-24-293

---

**CA18 240690**

**Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019**

Vu l'avis de motion donné du règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240620;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240620;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-294 intitulé Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 et imposant une cotisation appliquée selon les valeurs foncières pondérées des locaux à l'égard de chaque établissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
1180318029
CA-24-294

---

**CA18 240691**

**Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2019 - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2019 lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240629;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2019 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240629;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le règlement CA-24-290 intitulé Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2019.

Adoptée à l'unanimité.

40.18
1182701005
CA24-290

---

**CA18 240692**

**Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin d'interdire, par ordonnance, l'usage d'une substance fumée ou vapotée lors de certains événements - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin d'interdire, par ordonnance, l'usage d'une substance fumée ou vapotée lors de certains événements lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240630;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin d'interdire, par ordonnance, l'usage d'une substance fumée ou vapotée lors de certains événements » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240630;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le Règlement CA-24-295 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin d'interdire, par ordonnance, l'usage d'une substance fumée ou vapotée lors de certains événements.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
1185237069
CA-24-295

---

**CA18 240693**

**Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'augmenter à 50 000 $ le pouvoir d'un fonctionnaire d'accorder un contrat lorsqu'un seul soumissionnaire a présenté une offre conforme et de permettre au fonctionnaire de niveau B d'approuver un projet visé au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition - Adoption**

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'augmenter à 50 000 $ le pouvoir d'un fonctionnaire d'accorder un contrat lorsqu'un seul soumissionnaire a présenté une offre conforme et de permettre au fonctionnaire de niveau B d'approuver un projet visé au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240616;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'augmenter à 50 000 $ le pouvoir d'un fonctionnaire d'accorder un contrat lorsqu'un seul soumissionnaire a présenté une offre conforme et de permettre au fonctionnaire de niveau B d'approuver un projet visé au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018 par sa résolution CA18 240616;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le Règlement CA-24-296 intitulé Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'augmenter à 50 000 $ le pouvoir d'un fonctionnaire d'accorder un contrat lorsqu'un seul soumissionnaire a présenté une offre conforme et de permettre au fonctionnaire de niveau B d'approuver un projet visé au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec condition, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

40.20
1185237067
CA-24-296

---

**CA18 240694**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.21 à 40.27.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240695**

**Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De modifier le second projet de résolution comme suit :

- par la suppression, à la première ligne de l'objet de la résolution, du mot « résidentiel »;
- par l'insertion, à la suite du sous-paragraphe i) du paragraphe g) de l'article 2), du sous-paragraphe suivant :

  « ii) l'implantation, la volumétrie et l'architecture de la tour doivent assurer la mise en valeur de la pinte de lait; »

- par le remplacement de l'article 3) par le suivant :

  « 3) La présente résolution prendra effet à la date de publication au registre foncier du Québec, d'une servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation du domaine public, sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec d'une superficie aproximative de 505,9 m², identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve , arpenteur géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute. La responsabilité de l'entretien de l'assiette de cette servitude sera convenue entre les parties. »

- par l'insertion, à la suite de l'article 3), de l'article suivant :

  « 4) Cette servitude doit être consentie à titre gratuit à la Ville et doit être publiée dans un délai de 18 mois, à partir de la date d'adoption de la résolution, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet. »

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

1) D'accorder, pour le lot 3 285 252 tel qu'identifié au plan numéro 1 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes, modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14 et 15 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) les retraits d'alignements, la préservation du bâtiment existant et la relocalisation de la pinte de lait existante doivent être substantiellement conformes au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018;
   b) la hauteur, la densité et l'implantation doivent être conformes au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) la fenestration et le traitement des ouvertures doivent être respectueux du caractère architectural d'origine;
   d) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique et sur le passage piétonnier;
   e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 750 360 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que la structure du quatrième étage soit complétée; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   f) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable supplémentaire d'un montant de 500 240 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restaurations et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   g) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i) la structure soutenant la pinte de lait doit tendre à reprendre l'aspect de la structure d'origine;
      ii) l'implantation, la volumétrie et l'architecture de la tour doivent assurer la mise en valeur de la pinte de lait;
      iii) la conservation et la restauration des portions du bâtiment à préserver doivent permettre d'assurer le respect des caractéristiques d'origine;
      iv) le projet doit assurer une interface animée en bordure du passage piétonnier;

3) La présente résolution prendra effet à la date de publication au registre foncier du Québec, d'une servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation du domaine public, sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec d'une superficie aproximative de 505,9 m², identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve , arpenteur géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute. La responsabilité de l'entretien de l'assiette de cette servitude sera convenue entre les parties.

4) Cette servitude doit être consentie à titre gratuit à la Ville et doit être publiée dans un délai de 18 mois, à partir de la date d'adoption de la résolution, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1187303010
pp 387

---

**CA18 240696**

**Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le bâtiment situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield, l'autorisation d'aménager une unité de stationnement supplémentaire au sous-sol du bâtiment, pour porter à 9 le nombre total d'unités et ce, en dérogation à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation à la condition que l'aire de stationnement doit être pourvue d'une plate-forme tournante permettant au véhicule de l'unité supplémentaire de sortir du stationnement en marche avant.

Adoptée à l'unanimité.

40.22
1187400012
pp 388

---

**CA18 240697**

**Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'adopter, pour l'immeuble situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution modifiant la résolution CA07 240034, afin de déroger à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement au toit;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'agrandissement au toit doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans A-100, A-101, A-201 et A-301 datés du 3 avril 2018, dessinés par les architectes Joly Baygin et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 11 octobre 2018;
   b) l'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA);
   c) aucun équipement mécanique, antenne ou autre élément n'est autorisé sur le toit de l'ajout;
   d) les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.

Adoptée à l'unanimité.

40.23
1180607010
pp 389

---

**CA18 240698**

**Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble) – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) la superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 $m^2$;
   b) accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
   c) interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
1184869013
pp 392

---

**CA18 240699**

**Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent) – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
   b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme Campanella & associés *architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
   b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
   c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de tenir compte davantage des critères pour cette unité de paysage, « prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé »;
   d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
   e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;
   f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.25
1184869014
pp 393

---

**CA18 240700**

**Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés le 4 octobre 2018;
   b) de déroger notamment aux articles 10 (paragraphe 2o), 11 et 61 (paragraphe 2o) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.26
1184869015
pp 394

---

**CA18 240701**

**Appuyer l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de l'arrondissement du Sud-Ouest (RCA16 22011) conformément à la politique du Ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET)**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'appuyer l'adoption du règlement relatif à la circulation des camions et des véhicules-outils de l'arrondissement du Sud-Ouest (RCA16 22011) conformément à la politique du Ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET).

Adoptée à l'unanimité.

40.27 1185353006

---

**CA18 240702**

**Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 50.01 à 50.03.

Adoptée à l'unanimité.

---

**CA18 240703**

**Approuver la nomination de 10 membres du Conseil jeunesse de Ville-Marie**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la nomination, à titre de membre du Conseil jeunesse de Ville-Marie, les personnes suivantes, pour un mandat d'un an :

- David Beauregard;
- Emmanuel Charbonneau;
- Vincent Huynh;
- Fatine Karkri;
- Louis-Thomas Kelly :

Et pour un mandat de deux ans :

- Denis Boily Ortega;
- Nadège Christy;
- Lyna Karkri;
- Philippe Pelletier;
- Myranda Plourde.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1185179011

---

**CA18 240704**

**Nommer un membre substitut au sein du comité consultatif d'urbanisme, pour une période de deux ans**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De nommer Monsieur Sébastien Aumais à titre de membre substitut du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie pour une période de 2 ans, en vertu du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), et ce, à compter du 5 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

51.02 1188150001

---

**CA18 240705**

**Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 5 décembre 2018 au 30 juin 2019**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 5 décembre 2018 au 30 juin 2019.

Adoptée à l'unanimité.

51.03 1185237073

---

**Levée de la séance**

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 février 2019 à 18 h 30 heures, à la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard de Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 39.

70.01

---

*Valérie Plante*
*Mairesse*

*Domenico Zambito*
*Secrétaire d'arrondissement*

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 12 février 2019.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.08

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018 |

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:18

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701011

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

# Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le vendredi 21 décembre 2018 à 13 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

**PRÉSENCES :**

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné

**AUTRES PRÉSENCES :**

M. Alain Dufort, directeur général adjoint
M$^{e}$ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
M. Alain Dufresne, Directeur des travaux publics
Madame Maryse Bouchard, directrice intérimaire de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement social

---

**10.01 - Ouverture de la séance**

La mairesse déclare la séance ouverte à 13 h 32. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 40, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

---

**CA18 240706**

**Adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018**

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

---

**10 - Période de questions du public**

Aucune question.

---

**CA18 240707**

**Approuver la nomination de monsieur Marc Labelle à titre de directeur d'arrondissement délégué de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 21 décembre 2018**

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Cathy Wong, Sophie Mauzerolle, Richard Ryan

D'approuver la création d'un poste de directeur d'arrondissement délégué - Ville-Marie à la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'approuver la nomination de monsieur Marc Labelle à titre de directeur d'arrondissement délégué – Ville-Marie à la Direction d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1183536005

---

**Levée de la séance**

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 février 2019 à 18 h 30 heures, à la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard de Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 13 h 38.

70.01

---

*Valérie Plante*
*Mairesse*

*Domenico Zambito*
*Secrétaire d'arrondissement*

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 12 février 2019.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.09

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701013**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019 |

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:18

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701013

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-24

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

# ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

23 janvier 2019
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme

Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

## 1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par deux avis publics parus le 8 décembre 2018 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 17 h 32.

6 personnes assistent à l'assemblée.

## 2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

### a) 15, avenue Viger Ouest – PPCMOI - pp 393 (dossier 1184869014)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 5 décembre 2018, le premier projet de résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 du cadastre du Québec, et ce, en dérogation notamment à l'article 10 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, à la hauteur maximale en mètre.

La présidente d'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

### b) 1935, boulevard De Maisonneuve Est – PPCMOI - pp 392 (dossier 1184869013)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 5 décembre 2018, le premier projet de résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, et ce, en dérogation notamment à l'article 183 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, à un usage commercial au-dessus du rez-de-chaussée.

La présidente d'assemblée indique que madame Beaulieu Catherine, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

### c) 2050, rue Mansfield – PPCMOI - pp 394 (dossier 1184869015)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 5 décembre 2018, le premier projet de résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, et ce, en dérogation notamment aux 10, 11 et 61 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatifs, entre autres, à la hauteur minimal en mètre, et à l'alignement de construction.

La présidente d'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

## 3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 35.

2019/01/24

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

24-01-2019

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.10

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018 |

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:17

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701012

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE**

**13 décembre 2018**
**9 h 00**

**Salle Pont Jacques-Cartier**
**800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage**

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Sébastien Aumais, membre substitut
Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Anne-Rose Gorroz, conseillère en aménagement
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

**1. Ouverture de la séance**
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 05.

**2. Adoption de l'ordre du jour**
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

**3. Dépôt des procès-verbaux**
Le procès-verbal de la séance du comité du 15 novembre 2018 est déposé et remis aux membres.

**4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations**

**4.1 Article 89**
Aucun dossier

**4.2 Projet particulier**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.2.1 | 3001443006 | 2340, rue Sainte-Catherine Est | Favorable avec conditions |
| 4.2.2 | 3001476274 | 1191, rue Peel | Favorable |
| 4.2.3 | 3001472644 | 2051, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec condition |
| 4.2.4 | 3001476003 | 99999, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions et commentaires |

**4.3 Modifications réglementaires**
Aucun dossier

**4.4 Dérogation mineure**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.4.1 | 3001476813 | 1800, avenue Papineau | Favorable avec conditions |

**4.5 Usage conditionnel**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.5.1 | 3001476921 | 2207, rue Fullum | Favorable |
| 4.5.2 | 3001267565 | 1812, rue Sainte-Catherine Est | Favorable avec condition |

**4.6 Titre VIII – Révision de projet**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.6.1 | 3001472820 | 901, rue du Square-Victoria | Favorable |
| 4.6.2 | 3001459194 | 1370, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.3 | 3001420711 | 1669, rue de la Visitation | Favorable avec condition |
| 4.6.4 | 3001469435 | 1125, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.5 | 3001469614 | 5, place Ville-Marie | Favorable |
| 4.6.6 | 3001469594 | 3 et 4, place Ville-Marie | Favorable avec conditions |
| 4.6.7 | 3001472294 | 2051, rue Stanley | Favorable |
| 4.6.8 | 3001467858 | 2445, rue Fullum | Favorable |
| 4.6.9 | 3001343553 | 99999, rue Clark | Favorable avec conditions |
| 4.6.10 | 3001420113 | 1020-1030, rue de la Montagne | Favorable avec conditions |
| 4.6.11 | 3001164614 | 2190, rue Wurtele | Favorable |
| 4.6.12 | 3001466852 | 2000, rue Sainte-Catherine Est | *Défavorable* |
| 4.6.13 | s. o. | 1333, boulevard Robert-Bourassa | Favorable avec conditions |
| 4.6.14 | 3001472666 | 1731, rue Saint-Denis | Favorable |
| 4.6.15 | 3001468107<br>3001467112 | 1824, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.16 | 3001474147 | 800, boulevard De Maisonneuve Est | Favorable avec conditions |
| 4.6.17 | 3001470615 | 1241, rue Guy | Favorable |
| 4.6.18 | 3001475044 | 3480, rue de la Montagne | Favorable avec conditions |
| 4.6.19 | 3001429925 | 501, rue De La Gauchetière Ouest | Favorable |
| 4.6.20 | 3001288761 | 1178-1186, rue Crescent | Favorable avec conditions |
| 4.6.21 | 3000910783 | 1476, rue Crescent | Favorable avec conditions |
| 4.6.22 | s. o | 435, rue McGill | Favorable avec conditions |
| 4.6.23 | 3001427261 | 99999, rue Plessis | Favorable avec conditions et |

| | | | commentaire |
|---|---|---|---|
| 4.6.24 | 3001462760 | 1981, avenue McGill College | Favorable avec condition |
| 4.6.25 | 3001429962 | 1300, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.26 | 3001465645 | 176, rue Sainte-Catherine Est | Favorable avec conditions |
| 4.6.27 | 3001460949 | 1650, rue Saint-Timothée | Favorable avec conditions |
| 4.6.28 | s. o. | 2519, rue De Rouen | Favorable avec conditions |
| 4.6.29 | s. o. | 2537, rue De Rouen | Favorable avec conditions |
| 4.6.30 | 3001458270 | 100, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.31 | 3001469869 | 1800, avenue Papineau | Favorable avec conditions |
| 4.6.32 | 3001472354 | 2307, boul. René-Lévesque Ouest | *Dossier reporté* |
| 4.6.33 | 3001470039 | 100, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| **4.7 Surhauteur** | | | |
| 4.7.1 | 3001477143 | 455, boulevard René-Lévesque Ouest | Favorable avec conditions |
| **4.8 Avis préliminaire** | | | |
| 4.8.1 | 3001425509<br>3001425534 | 1664, rue Poupart | *Dossier reporté* |
| 4.8.2 | 3001474949 | 100, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec condition |
| **4.9 Autres dossiers** | | | |
| 4.9.1 | 3001477926 | 1191, rue Peel | Favorable |
| 4.9.2 | 3001478350 | 1, chemin Macdonald | *Défavorable* |

**5. Prochaine rencontre**

La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 15 janvier 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 17 janvier 2019.

**6. Varia**

6.1 – Point d'information ajouté à l'ordre du jour du CCU concernant l'ajout d'une condition systématique indiquant un délai de 60 jours pour les dossiers de Titre VIII dont les avis du CCU comportent des conditions. Plusieurs dossiers de Titre VIII transmis aux membres pour étude en vue de la présente séance contenaient cette condition systématique.

**7. Levée de l'assemblée**

L'ordre du jour n'étant pas épuisé, deux dossiers sont reportés à la prochaine séance considérant le manque de temps pour les présenter. La présidente lève la séance à 11 h 50.

Sophie Mauzerolle 2018-12-19 Billy Chérubin 2018-12-19

Sophie Mauzerolle — date — Présidente

Billy Chérubin — date — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001443006**
**4.2.1**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 2340, Sainte-Catherine Est

**Responsable :** Anne-Rose Gorroz et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à autoriser les usages « salle de spectacle», « salle de réception », « salle de danse », « salle d'exposition », « restaurant » (pour usage traiteur sans cuisson) et « débit de boissons alcooliques » (lors de la tenue d'événements) pour un bâtiment, l'Église Saint-Vincent-de-Paul, situé du côté sud de la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de la rue Fullum.

Le demandeur souhaite transformer le bâtiment datant de 1874, et désormais fermé au culte, en vue de la tenue d'événements de toutes sortes, publics ou privés (galas, conférences, tournages, levées de fonds, événements corporatifs) incluant des évènements cultuels déjà autorisés (mariages). Les usages demandés sont : «salle de spectacle», «salle de réception», « salle de danse», « salle d'exposition », « restaurant » et « débit de boissons alcooliques ». L'usage « restaurant » sera accessoire à ces derniers et seulement pour le service traiteur sans cuisson. L'usage « débit de boissons alcooliques » sera accessoire également aux autres usages et ne sera autorisé que lors de la tenue d'événements

Un nouvel escalier d'issue est prévu sur la façade ouest du bâtiment, en acier avec rambarde noire, donnant sur une allée piétonne plantée côté ouest. Une allée véhiculaire accèdera à la chapelle pour la livraison «traiteur». Elle sera bordée de plantations de part et d'autre. L'accès par la porte principale servira à introduire les équipements de grandes dimensions. Aucune case de stationnement n'est prévue. Les rénovations extérieures visent la toiture, les fenêtres et le mur sud-ouest.

Les rénovations intérieures concernent des colonnes, moulures, plafonds et planchers, l'installation d'un ascenseur dans l'un des escaliers existants et l'aménagement d'une cuisine sans cuisson (traiteur) à l'arrière de la nef. Les boiseries des anciens bureaux et cuisines ainsi que les bancs de l'église seront entreposés au sous-sol en vue d'une réutilisation.

Une étude d'impact acoustique a été demandée afin d'évaluer l'impact des opérations sur les bâtiments résidentiels situés au coin de Sainte-Catherine/Dufresne et sur la rue Grant ainsi que sur le bâtiment de l'ancien presbytère (ouest du projet) et d'indiquer les mesures de mitigation à mettre en place.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet permet la conservation et la rénovation du bâtiment.

**Considérant que :** Le bâtiment demeurera accessible au public.

Les possibilités de réutilisation du bâtiment sont limitées.

**Considérant que :** L'enjeu du projet repose d'une part sur la conservation et la rénovation des différents éléments de l'immeuble et d'autre part sur la gestion des nuisances sonores sur l'environnement qui doivent être amenées à 0 décibel et qui exige qu'une étude acoustique soit déposée lors de la demande de permis.

**Considérant que :** Ces conditions permettent de considérer que le projet est compatible avec le milieu.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **L'usage « restaurant » est autorisé uniquement pour l'usage « traiteur » sans cuisson et accessoire aux usages « salle de spectacle », « salle de réception », « salle de danse » et « salle d'exposition ».**
- **L'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement comme usage accessoire aux usages « salle de spectacle », « salle de réception », « salle de danse » et « salle d'exposition ».**
- **Aucun café-terrasse ou activité à l'extérieur n'est autorisé.**
- **Une étude acoustique doit être déposée lors de la demande de permis afin d'assurer qu'aucun bruit ne soit perceptible à l'extérieur ni dans les bâtiments résidentiels à proximité.**
- **La demande de permis devra comprendre les plans détaillés des rénovations des éléments intérieurs : colonnes, moulures, planchers, plafonds et ascenseur ainsi que des rénovations des éléments extérieurs : toiture, murs et fenêtres.**
- **L'aménagement paysager ainsi que le nouvel escalier d'issue feront l'objet d'une révision en Titre VIII.**
- **Les demandes subséquentes des travaux intérieurs et extérieurs devront être soumises en révision en Titre VIII.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476274 et 3001477926**
**4.2.2 et 4.9.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ** |
| **Endroit :** | 1191, rue Peel |
| **Responsables :** | Étienne Longtin et Sophie Cournoyer |
| **Description :** | La demande vise à autoriser par projet particulier une nouvelle enseigne au sol à l'entrée du stationnement sur la rue Peel. D'une hauteur de 3,5 m, elle comprend trois sections soit l'entête avec l'identifiant « P » et une flèche d'acheminement, l'écran numérique à message variable pour les tarifs applicables d'une superficie d'environ 0,5 m² par façade et un emplacement destiné au logotype du gestionnaire accompagné des informations requises par le *Règlement d'urbanisme 01-282* pour l'exploitation d'un parc de stationnement public intérieur.<br><br>Seules les deux premières parties de l'enseigne sont rétro éclairées créant ainsi un contraste du lettrage blanc sur le verre noir opaque et assurant ainsi une bonne lisibilité du message. L'enseigne au sol dissimule dans sa partie inférieure des équipements mécaniques existants et nécessaires aux fins du stationnement souterrain (conduits d'aération et siamoises d'incendie) et un grillage permettant l'aération du système électronique de l'enseigne dans sa partie supérieure.<br><br>La présente demande vise également à autoriser des travaux dans un site patrimonial cité soit l'installation de deux enseignes destinées à orienter les usagers posées à plat au-dessus de l'entrée et de la sortie du stationnement. Ces enseignes non lumineuses, d'une superficie de 3,76 m² chacune, sont en métal et recouvertes d'une pellicule réfléchissante. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'enseigne au sol proposée permet d'intégrer les équipements mécaniques présents sur le site au sein d'une proposition de facture sobre et qualité, signalant adéquatement la présence du stationnement souterrain au sein du square Dorchester. |
| **Considérant que :** | Sa hauteur assure une bonne visibilité, tout en demeurant compatible avec le milieu qui est assez dégagé. |

**Considérant que :** La conception et la localisation de l'enseigne s'intègrent harmonieusement aux aménagements du parc, améliorant nettement la situation actuelle.

**Considérant que :** Les messages variables permettront une diffusion de l'information relative aux tarifs applicables en fonction des événements et du moment de la journée.

**Considérant que :** Les autres enseignes proposées sur le site sont conformes aux dispositions réglementaires applicables et s'harmonisent adéquatement avec l'architecture des édicules d'accès au stationnement sur lesquels elles sont installées.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001472644**
**4.2.3**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 2051, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsable :** Charlotte Horny

**Description :** La demande vise l'aménagement de 4 logements, soit deux au 2e étage et deux au 3e dans les locaux situés le long du mur mitoyen avec le 2077, Ste-Catherine qui abrite l'usage «studio de production». Ces logements sont des studios ou une chambre à coucher d'une superficie allant de 23 à 29 m². Le rez-de-chaussée est occupé par un bar-restaurant (la Station des sports). Jusqu'à la fin des années 1990, ces étages étaient occupés par des logements puis par des locaux commerciaux, et ce jusqu'en 2017.

En 2017, un permis a été demandé en vue de transformer les espaces commerciaux du 2e et 3e étages en 25 logements. Toutefois, comme l'immeuble voisin, le 2077-2101, rue Ste-Catherine Ouest, abrite des bureaux et studios de production de films (firme Technicolor), les 4 logements situés le long du mur mitoyen ont été ciblés comme non conformes à la règlementation (contigüité entre un usage sensible et une source de bruit) et furent remplacés dans les plans par des espaces de rangement, formant une zone tampon.

Le propriétaire ayant contesté en cour cette interprétation puisque des logements étaient présents dans cet édifice au moment où l'usage « studio de production » a été autorisé par règlement en 1993, il a été convenu qu'une dérogation à la règlementation devait être examinée.

Selon l'article 307.8, un local occupé à des fins résidentielles ne doit pas être adjacent à un local occupé par un studio de production.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** L'analyse réalisée par l'arrondissement de Ville-Marie en septembre 2018, au 3e étage de l'édifice, a permis de constater qu'il n'y a aucune variation du niveau sonore et que le son du studio de production est inaudible.

**Considérant que :** Le local adjacent accueille actuellement une salle d'enregistrement de doublure de film, donc les seuls sons sont des voix humaines, mais que le règlement en vigueur autorise d'autres activités, comprises dans un « studio de production », qui pourraient engendrer des nuisances sonores, tel qu'un studio de mixage par exemple.

**Considérant que :** L'ordonnance sur le bruit n°4996 fixe à 70 décibels (70dBA) le niveau de bruit maximum toléré pour un local commercial sonorisé, tel qu'un studio de production.

**Considérant que :** De manière préventive et pour assurer la pérennité des deux usages, l'insonorisation du mur mitoyen devrait donc être réalisée en fonction du niveau maximum de bruit autorisé pour l'usage studio de production.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Soumettre des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476003**
**4.2.4**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsables :** Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation était conforme aux paramètres de hauteur et de densité toujours en vigueur depuis 1992, mais comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 173 et 194 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1432 logements, dont 620 locatifs, 6 000 m² de commerce et 677 places de stationnement souterrain répartis sur trois niveaux. Le site du projet est partiellement vacant depuis plusieurs décennies. Six bâtiments, dont l'ancien Spectrum, ont été démolis à la suite de deux autorisations accordées en 2008 et en 2013. Ainsi, au total, le terrain, dont la topographie est marquée d'un dénivelé de 6 m entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, présente une superficie de 8 656 m² partiellement occupée par des stationnements en droits acquis et par une ancienne ruelle qui fait l'objet d'une promesse d'acquisition.

Sur la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée proposé sera occupé par des usages commerciaux répartis autour d'une placette accessible aux heures d'ouvertures des commerces, mais fermée par un claustra en acier tubulaire peint. Les étages supérieurs du plus petit volume seront commerciaux et ceux du volume de sept étages seront résidentiels.

Sur la rue De Bleury, le niveau du rez-de-chaussée occupé par des espaces commerciaux et deux lobbys résidentiels sera composé d'un mur rideau entrecoupé d'insertions de granite, de trois entrées piétonnes et d'un accès véhiculaire surmonté d'un toit-terrasse. Tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée donnant sur la rue De Bleury comporteront des usages résidentiels. Sur le volume de sept étages, les balcons de la façade De Bleury seront intégrés en loggia et concentrés dans la partie sud.

Puisque le site est marqué par un fort dénivelé, le rez-de-chaussée des rues De Bleury et Sainte-Catherine constituent le second niveau de la rue Jeanne-Mance. Ainsi, la rue Jeanne-Mance, en plus d'être occupée par des commerces et les lobbys résidentiels de la seconde tour, comprendra

un second niveau commercial et des gradins accessibles aux résidents du bâtiment.

Pour le reste du basilaire, le niveau immédiatement supérieur sera occupé par des bureaux et les deux tours reliées par une passerelle seront entièrement résidentielles. Sans être identiques, ces deux tours présentent des formes élancées similaires.

Les matériaux privilégiés pour les tours sont le verre gris clair alors que le basilaire a une teinte plus foncée avec une présence importante de granite noir fini au jet de sable ou poli.

Par rapport à la résolution de projet particulier en vigueur, le projet ne comporte aucune dérogation supplémentaire. Par contre, les plans proposés n'étant pas conformes aux plans en annexe, il est nécessaire d'obtenir une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers afin de modifier les plans annexés à la résolution en vigueur.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** CA08 240256 – 1er avril 2008 – Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.

CA13 240403 – 10 juillet 2013 – Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA17 24 0698 – 12 décembre 2017 – Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

**Considérant que :** La proposition constitue présente des améliorations par rapport au projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

**Considérant que :** La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

**Considérant que :** L'unité de paysage de la Sainte-Catherine – Centre (SCC) requiert normalement des matériaux de revêtement en pierre naturelle grise ou en brique d'argile, mais le contexte immédiat de l'édifice Blumenthal avec son grès blanc et du Complexe Desjardins avec sa brique de béton brune permet d'envisager d'autres types de maçonnerie.

**Considérant que :** L'affichage proposé est discret et s'insère bien autant dans le contexte de la rue Sainte-Catherine que dans les rues Jeanne-Mance et De Bleury.

**Considérant qu' :** Une étude d'impacts éoliens devra être déposée dans le cadre de la demande de permis de construction.

**Considérant que :** Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles et qu'il doit par conséquent présenter une valeur à la hauteur du milieu dans lequel il s'insère.

**Considérant que :** La proposition présente des tours d'une volumétrie imposante et massive et qu'une option plus découpée et raffinée, surtout de la tour Ste-Catherine / De Bleury, permettrait une meilleure intégration du projet dans son ensemble.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Le volume de deux étages sur la rue Sainte-Catherine devra comprendre une proportion notable de maçonnerie.**
- **Le volume de six étages à l'angle des rues Sainte-Catherine et De Bleury devra comprendre un pourcentage plus important de granite fini au jet de sable ou de tout autre matériau plus près de la pierre naturelle.**
- **Une étude d'impacts démontrant que le projet engendre des impacts éoliens négligeables devra être fournie avec la demande de permis de construction.**
- **L'étude sur l'ensoleillement devra être mise à jour afin de mieux démontrer les impacts sur la Place des festivals et le contexte plus large du Quartier des spectacles.**
- **La volumétrie de la tour Nord devrait être revue afin de réduire le linéaire de façade sur la rue Sainte-Catherine et être située plus en retrait de la rue De Bleury. Elle pourrait notamment avoir un plus grand linéaire de façade sur la rue De Bleury, tel qu'une implantation en L, sans aucun changement avec la proposition actuelle du côté de la rue Jeanne-Mance, notamment pour le pont reliant les deux tours.**
- **La proposition devrait se démarquer de par sa créativité et sa volumétrie moins rectiligne afin de dégager une signature qui s'inscrit davantage dans le contexte dynamique du Quartier des spectacles.**
- **Le projet révisé devra être présenté à une séance subséquente du comité.**

**Par ailleurs, les membres du comité souhaitent qu'une réflexion soit envisagée sur l'intégration de logement social dans le projet. De plus, les membres suggèrent au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.**

**Les membres désirent soulever une préoccupation face à l'accès de la placette qui selon eux devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du Quartier des spectacles.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476813 et 3001469869**
**4.4.1 et 4.6.31**

**Objet :** **DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 1800, avenue Papineau

**Responsable :** Charlotte Horny

**Description :** La demande vise l'autorisation d'une dérogation mineure pour l'abattage d'arbres, l'implantation de dépendances et de bac à déchets en cour avant, l'absence de clôture autour de l'aire de stationnement et la présence d'équipements mécaniques en façade pour l'école Garneau.

L'école, située dans le bâtiment principal construit en 1916, a son adresse sur l'avenue Papineau. Trois annexes sont construites au cours des années 1950, dont l'une, le long de la rue La Fontaine et les deux autres à l'arrière et sur le côté nord du bâtiment principal. L'une de ces annexes accueille un CPE, avec l'entrée sur la rue de Champlain. Le site comprend trois espaces extérieurs : la cour de l'école, côté Papineau; la cour du CPE, côté de Champlain; et le stationnement des professeurs, avec une entrée par la rue de Champlain près de la rue La Fontaine. Enfin, une bordure végétale encadrée par une clôture s'étend sur une partie de la façade sur la rue La Fontaine.

La CSDM projette de réaménager les espaces extérieurs de l'école Garneau. Une première phase concernant la cour d'école (façade Papineau) a été autorisée en mai 2018. Elle comprenait la décontamination du sol, l'aménagement de terrains de sport en surface synthétique et des aménagements paysagers avec conservation des arbres matures.

La seconde phase vise l'aire de stationnement ainsi que la cour du CPE et l'interface avec la rue La Fontaine. Les travaux prévus sont la décontamination des sols, la mise aux normes du stationnement, le réaménagement de la cour du CPE, la reconstruction des escaliers délabrés et la réfection du système de drainage.

Le nombre de cases de stationnement passera ainsi de 17 à 12, et les cases seront aménagées seulement d'un côté de la cour. Cinq arbres matures seront conservés. Huit arbres seront abattus - trois au fond de la cour du CPE et cinq dans le stationnement – pour effectuer la décontamination du sol. Dix arbres et arbrisseaux (érables, féviers d'Amérique et amélanchiers) seront plantés. Deux tuyaux de refoulement liés au système de drainage sont prévus sur les façades de la rue La Fontaine.

Les deux phases seront réalisées en 2019.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** La décontamination étant une obligation lors de la réfection des espaces extérieurs de l'école, et étant donnés les efforts de conservation et de plantation (les arbres matures seront conservés et dix arbres seront plantés), l'abattage de huit arbres de moindres importances apparaît raisonnable.

**Considérant que :** La localisation du terrain de l'école en tête d'îlot et l'implantation des corps de bâtiment font que l'école dispose de trois cours avant au sens du *Règlement d'urbanisme 01-282* et aucune cour arrière.

**Considérant que :** L'un des deux cabanons se situe en fond de cour tandis que celui situé plus près de la voie publique sera derrière un arbre mature et des arbustes ainsi qu'une clôture ornementale en acier haute de 1,60m. Le bac à déchet sera situé à l'arrière du second cabanon, du côté de l'aire de stationnement, et sera également dissimulé derrière les végétaux et la clôture.

**Considérant que :** Les cases de stationnement sont situées dans une cour séparée des autres activités extérieures. Le dégagement situé au sud des cases, le long du bâtiment, sert d'allée piétonne pour les automobilistes et ne devrait donc pas être séparé par une clôture.

**Considérant que :** Les tuyaux de refoulement sont une exigence de la Ville (Règlement 11-010). Or la localisation des pompes en sous-sol implique la présence de ces tuyaux sur la façade rue La Fontaine.

**Considérant que :** L'interface du bâtiment principal et de l'annexe sur la rue La Fontaine sera améliorée par la suppression des bacs de rangement accotés au bâtiment et de la clôture entre la cour et le trottoir.

**Considérant que :** Les aménagements destinés aux enfants doivent demeurer en surfaces synthétiques ou imperméables pour qu'ils puissent être utilisés au maximum, mais la surface du stationnement pourrait être plus écologique.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Soumettre la proposition de clôture ornementale à la révision.**
- **Revoir l'aménagement du stationnement pour y insérer des matériaux perméables.**

*Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476921**
**4.5.1**

**Objet :** **USAGE CONDITIONNEL**

**Endroit :** 2207, rue Fullum

**Responsables :** Anne-Rose Gorroz

**Description :** La demande vise à autoriser l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum, aux fins de l'École de Technologie Supérieure. Le bâtiment de deux étages se situe entre l'école Jean-Baptiste-Meilleur et l'église Saint-Eusèbe, désormais vacante. Il s'agit d'une bâtisse en brique rouge, datant de 1930, avec un couronnement de bois. L'accès au sous-sol se fait directement par la rue. Le terrain à l'arrière comporte une dizaine de places de stationnement.

Le secteur est résidentiel et institutionnel. On trouve en face du site une clinique dentaire ainsi que le centre PRIM (Productions réalisations indépendantes de Montréal). La rue Ontario se trouve à environ 5 minutes de marche.

Les espaces visés sont localisés au sous-sol et au rez-de-chaussée du bâtiment. Ils accueillaient jusqu'à tout récemment la corporation du Mouvement national des Québécois (règlement 8600 du 17 septembre 1990 à des fins culturelles). Le deuxième étage est occupé par un logement et n'est pas touché par le projet. L'École de technologie Supérieure souhaite louer des espaces de bureaux afin de réaliser des recherches dans le domaine de l'électronique applicable, l'énergie solaire, les capteurs détecteurs, les dispositifs électroniques imprimés et l'application micro-électronique.

La superficie visée totalise 278 m2 et sera aménagée avec des espaces de bureau et de recherche ainsi que des salles de réunion et de vie (cuisinette) pour un nombre de personnes variant de 10 à 25. Ces dernières occuperont les lieux aux heures d'ouverture de travail. Aucune clientèle ne fréquentera le site.

L'apparence du bâtiment n'est pas affectée. Il n'y a pas d'affichage projeté ni de travaux extérieurs ou intérieurs, à l'exception d'un système de climatisation, de chauffage et de ventilation qui sera installé sur la façade arrière.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet répond aux critères d'évaluation de l'article 315 puisqu'il est compatible et complémentaire avec le milieu environnant et qu'il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment.

**Considérant que :** Le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs en termes de circulation compte tenu de la nature des activités visées, de la proximité de nombreux transports en commun et du terrain de stationnement existant à l'arrière du bâtiment.

**Considérant que :** Il n'est pas susceptible non plus d'entraîner d'impacts négatifs en termes de bruit, compte tenu de la nature des activités visées.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001267565**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| **Endroit :** | 1812, rue Sainte-Catherine Est |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise essentiellement à ajouter 65 $m^2$ de superficie de l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée permettant d'atteindre une superficie totale de 420 $m^2$. Cet agrandissement serait le résultat de la fermeture d'une partie de la cour intérieure par la construction d'un volume de 3 étages composé d'un mur rideau vitré encadré par une surface de panneaux de fibrociment de couleur gris foncé. Pour permettre la réalisation de cet agrandissement, il sera nécessaire de démolir certains éléments tels que des escaliers ainsi que des balcons tout en respectant le Code national du bâtiment.<br><br>Le bâtiment s'inscrit dans la trame commerciale du Village à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et l'avenue Papineau à l'extrémité ouest du secteur Sainte-Marie. Actuellement, l'usage « débit de boissons alcooliques » occupe la majorité du rez-de-chaussée ainsi qu'une partie du 2$^e$ étage pour une superficie totale de 553 $m^2$ dont 355 $m^2$ uniquement au rez-de-chaussée.<br><br>Dans le même bâtiment, on y retrouve également un café, un nettoyeur et un salon de coiffure.<br><br>Pour la partie du bâtiment bordant l'avenue Papineau, les travaux de transformation intérieurs (3000708153-18) afin d'aménager un nouvel escalier d'issue et un ascenseur permettant de desservir les 6 nouveaux bureaux au 2$^e$ et 3$^e$ étage sont débutés. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'usage débit de boissons alcooliques est compatible et complémentaire avec le secteur puisque l'établissement est situé directement en bordure de la rue Sainte-Catherine. |
| **Considérant que :** | L'agrandissement du volume existant tel que proposé plutôt que l'aménagement d'un café-terrasse au même endroit est beaucoup moins nuisible pour les riverains. |

**Considérant qu' :** Aucune plainte en lien avec l'établissement n'a été enregistrée à l'arrondissement depuis de nombreuses années.

**Considérant que :** Les transformations extérieures qu'occasionne cet agrandissement ont déjà obtenu l'avis favorable des membres du CCU lors de la séance qui s'est tenue le 14 juin dernier.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **L'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement au rez-de-chaussée et ne peut dépasser 65 m$^2$.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001472820**
**4.6.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 901, rue du Square-Victoria |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser le remplacement des portes d'accès de l'hôtel W, un bâtiment datant de 1950 transformé en hôtel en 2002.<br><br>Les portes coulissantes existantes causent des problèmes d'infiltration d'air dans le lobby de l'hôtel pendant la saison froide et sont remplacées par une porte tournante vitrée. Cette porte est assortie d'une porte à battant, également vitrée, permettant un accès universel. Les boitiers lumineux existants au cadrage de l'ouverture sont conservés.<br><br>Dans l'alcôve d'entrée du restaurant, le parement de bois est remplacé par un parement vitré serti d'un cadre en acier inoxydable brossé. La porte dans l'alcôve est déplacée au mur du côté droit. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les nouvelles portes sont vitrées et restent compatibles à l'architecture du bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001459194**
**4.6.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 1370, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser le remplacement de la vitrine commerciale à la façade Crescent d'un bâtiment de 3 étages datant de 1914 selon les registres de la ville, mais dont l'apparence date plutôt des années 1980.<br><br>La nouvelle vitrine, qui occupe la hauteur totale de l'ouverture, est complètement vitrée et comporte une porte à sa partie gauche. Des ouvertures sont ajoutées à la façade de la ruelle. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les modifications apportées présentent un impact architectural assez faible et restent intégrées à la composition des façades du bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001420711**
**4.6.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 1669, rue de la Visitation |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser le rehaussement et l'agrandissement en cour arrière d'un bâtiment de deux étages datant de 1900 selon les registres de la ville. Celui-ci, quoique ayant besoin de travaux d'entretien importants, a préservé plusieurs de ses caractéristiques d'origine.<br><br>Le projet voit la construction d'un nouveau corps de bâtiment abritant 13 nouvelles unités, portant le total à 16. Un troisième étage est prévu au-dessus de la structure existante, et présente un recul de 1,85 m relativement à la façade du bâtiment d'origine. Ce nouvel étage est revêtu de panneaux métalliques AD300 de la compagnie Vickwest, en deux tons de gris alternés.<br><br>La brique de la façade d'origine est remplacée par un mélange de deux textures de brique Riverdale Smooth et Matt, d'un format non spécifié. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du Règlement d'urbanisme 01-282. |
| **Considérant que :** | Le nouvel étage présente une expression architecturale contemporaine qui le distingue du bâtiment d'origine. |
| **Considérant que :** | Le projet permettra de pérenniser un bâtiment qui a été négligé depuis plusieurs années. |
| **Considérant que :** | La restauration de la façade existante pourrait être davantage détaillée et être plus fidèle à son apparence d'origine. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Détailler les interventions à la façade d'origine, et prévoir restaurer la forme l'apparence d'origine de la maçonnerie, de la corniche, des balcons et des alcôves d'entrée. Pour les portes, prévoir restaurer ou reproduire à l'identique les portes de bois existantes, qui semblent être celles d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001469435**
**4.6.4**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1125, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'installation d'une enseigne surmontant l'entrée principale d'un commerce localisé dans un bâtiment de trois étages datant de 1921 selon les registres de la ville.<br><br>L'enseigne consiste en des lettres lumineuses hautes de 1 mètre de type « channel » et formant l'inscription « ARITZIA ». |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du Règlement d'urbanisme 01-282. |
| **Considérant que :** | L'enseigne est localisée de façon à signaler l'entrée du commerce, et présente une intégration adéquate à la façade de l'immeuble. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001469614**
**4.6.5**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 5, place Ville-Marie |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la réfection complète de l'interface de la rue Mansfield, en phase avec ce qui a été présenté au comité lors des séances précédentes en 2017 et 2018. Un nouvel accès universel est aménagé, alors qu'un escalier est déplacé afin de faire place à une cour pour un centre de la petite enfance localisé dans le 4, place Ville-Marie. Les finis de granit sont remplacés aux surfaces verticales et aux marches.<br><br>Une saillie supportant une enseigne de la banque de développement du Canada au centre de l'escalier d'accès de la rue Mansfield du 5, place Ville-Marie est par contre retirée alors qu'elle était conservée aux versions précédentes. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a déjà fait l'objet de présentations au CCU en janvier et juin 2017, ainsi qu'en mai 2018, et a reçu des avis favorables. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | L'expression de l'accès au bâtiment est renforcée par le retrait de la saillie de granit. Les marches d'accès au pourtour de l'esplanade de Place Ville-Marie sont d'ailleurs continues. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001469594**
**4.6.6**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 3 et 4, place Ville-Marie |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la réfection complète de l'interface des 3 et 4, PVM avec le futur escalier d'accès à l'esplanade, en phase avec ce qui a été présenté au comité lors des séances précédentes en 2017 et 2018.<br><br>Des sections de murs aveugles sont démolies pour laisser place à de nouvelles ouvertures serties de mur-rideau. Les sections vitrées au-dessus des entrées piétonnes actuelles sont transformées en vue d'accueillir les futures descentes véhiculaires menant au garage souterrain.<br><br>Au 4, PVM, le mur-rideau de l'arcade du côté de l'esplanade est démoli et remplacé par un nouveau mur. Le mur-rideau existant semble être celui d'origine, et présente des panneaux vitrés de largeurs variées allant de 2 mètres jusqu'à 4,4 mètres de large. Le nouveau mur présente une trame plus serrée et régulière, avec des largeurs types de panneaux vitrés d'environ 1,2 mètre de large. L'architecte explique cette différence par le poids beaucoup plus important des nouveaux panneaux tympans. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a déjà fait l'objet de présentations au CCU en janvier et juin 2017, ainsi qu'en mai 2018, et a reçu des avis favorables. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les travaux de part et d'autre du futur escalier sont similaires à ceux présentés au CCU lors des séances antérieures, et ayant reçu des avis favorables. |
| **Considérant que :** | La modification du mur-rideau de l'arcade pourrait être davantage similaire à l'apparence de celui d'origine. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Pour le mur-rideau de l'arcade, prévoir une apparence davantage similaire au mur-rideau d'origine démantelé dans le cadre du projet.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001472294**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE – NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE** |
| **Endroit :** | 2051, rue Stanley |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'installation d'une enseigne de type « nom d'occupant d'immeuble » à la marquise surmontant l'entrée principale d'une tour résidentielle présentement en construction.<br><br>L'enseigne consiste en des lettres lumineuses hautes de 0.3 mètre de type « channel » et formant l'inscription « Stan Brooke ». |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | L'enseigne est localisée de façon à signaler l'entrée, et représente le minimum requis pour identifier l'immeuble. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001467858**
**4.6.8**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 2445, rue Fullum |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser quelques modifications aux travaux déjà autorisés sur un triplex datant de 1935, dans le cadre de sa transformation en cinqplex. L'escalier d'accès existant en façade de la rue Fullum qui est situé en partie chez le voisin fait l'objet d'une servitude de passage et est finalement conservé. Ceci permet la préservation de l'essentiel de la façade Fullum du bâtiment.<br><br>Des portes-patio sont ajoutées aux 2e et 3e étages aux balcons de la façade latérale Est, alors qu'une vitrine est ajoutée à la façade Hochelaga au niveau rez-de-chaussée. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Un projet de transformation sur le site a été présenté au CCU en août 2018, et a reçu un avis favorable assorti de conditions visant une meilleure compatibilité des interventions à l'architecture du bâtiment. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.7 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les modifications apportées sont bien intégrées à la composition des façades du bâtiment. |
| **Considérant que :** | La conservation de l'escalier préserve une caractéristique qui semble être d'origine. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001343553**
**4.6.9**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE NOUVELLE CONSTRUCTION** |
| **Endroit :** | 99999, rue Clark |
| **Responsable :** | Louis Routhier |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment municipal d'une superficie de 1 216 m², comportant deux étages pour 9 m de hauteur, comme pavillon de parc (dépendance) pour l'esplanade Clark. Il est implanté le long de la limite ouest du site et il a une superficie totale de plancher de 4 463 m². La construction envisagée s'insère dans une esplanade Clark divisée en deux grandes sections, à savoir une place publique minérale événementielle durant la période estivale (arbres en bacs amovibles et deux mats techniques et d'éclairage) se transformant en patinoire réfrigérée durant la période hivernale et une surface gazonnée dans la partie nord où est installée la scène lors des festivals.<br><br>Suite à l'avancement des plans en cours de projet, des modifications ont été apportées à l'enveloppe de l'immeuble et doivent être présentées au comité. Les changements apportés sont à la façade Est, l'ajout de grilles de ventilation pour la chambre annexe d'Hydro-Québec, le remplacement du revêtement d'aluminium blanc par des panneaux de verre blanc et l'ajustement de la porte d'entrée du restaurant. À la façade nord, le repositionnement des portes de garage et la modification du mur rideau. À la façade sud, l'ajout d'un garde-corps en verre devant les portes escamotables du restaurant. Sur la toiture l'ajout d'une cheminée et l'ajustement de l'édicule de l'ascenseur. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection du Monument-National. |
| **Remarque importante :** | Le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, à sa séance du 5 octobre 2017. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'impact sur l'architecture du bâtiment des changements proposés est mineur. |
| **Considérant que :** | La façade donnant sur la rue De Montigny devrait être plus animée puisqu'elle est située face au Parterre du Quartier des spectacles. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Introduire un élément artistique tel qu'une sérigraphie, un jeu de couleurs ou de lumières, afin d'animer la façade donnant à la rue De Montigny et face au Parterre du Quartier des spectacles.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001420113**
**4.6.10**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **RÉVISION DE PROJET – MATÉRIAUX** |
| **Endroit :** | 1020-1030, rue de la Montagne |
| **Responsable :** | Gabriel Leclerc-André (présenté par Louis Routhier) |
| **Description :** | La demande vise un projet consistant en un basilaire de 4 étages et surmonté d'une tour de 147 m comportant 334 unités résidentielles. Ces deux volumes décalés laissent place à un passage piéton public qui s'engage sous la tour et qui relierait à terme les rues de la Montagne et Lucien-L'Allier.<br><br>La proposition reste dans l'ensemble la même que ce qui a été présenté au CCU, seuls quelques matériaux font l'objet d'une modification. À l'origine le projet proposait que les soffites des loggias soient composés de béton coloré ocre. Suite à la réalisation de tests sur la faisabilité de la coloration du matériau, il s'avère que le résultat n'est pas concluant. Ainsi, le demandeur souhaite plutôt opter pour un béton blanc, tel que proposé pour le mur latéral du basilaire. Le béton des arches du couronnement prévu au départ sera remplacé par de l'aluminium gris clair. Afin de répondre aux conditions du CCU, la déclinaison de 10 teintes pour les garde-corps en verre sérigraphié et en aluminium des balcons des coins nord-est et nord-ouest passera à 5 teintes. Les échantillons de ces matériaux sont présentés au comité. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Le projet a déjà fait l'objet d'une recommandation favorable du CCU pour la surhauteur et la révision de projet. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les éléments lumineux dans le passage couvert présentés dans les différentes perspectives mettent en valeur l'entrée et offrent une échelle humaine à l'espace proposé. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Intégrer aux plans pour permis les éléments lumineux présentés sur les perspectives dans le passage couvert.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001164614**
**4.6.11**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 2190, rue Wurtele |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La résidence unifamiliale d'une hauteur d'un étage à l'étude a été construite en 1952, et fait partie d'un ensemble construit au cours de la période qui a suivi la fin de la seconde guerre mondiale.<br><br>La requérante a remplacé la porte d'entrée avec un modèle à 3 carreaux distribués sur toute sa hauteur, alors qu'elle avait indiqué aux documents déposés avec sa demande de permis que ce serait une porte dotée d'un carreau vitré d'une hauteur de 48 pouces. Le modèle installé pourrait être accepté, étant donné que les portes d'entrée des années 1950 étaient souvent munies de plusieurs carreaux aux formes géométriques formant un assortiment assez étendu. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 110 et 127.13 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les travaux constituent une amélioration visuelle importante, même si la porte n'est pas celle prévue. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001466852**
**4.6.12**

**Objet :** **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**

**Endroit :** 2000, rue Sainte-Catherine Est

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à remplacer l'enseigne sur poteau existante, d'une hauteur de 6,1 m, et installée en 1995, mais pivotée depuis de 180° pour projeter davantage au-dessus de l'espace public. Cette enseigne sera remplacée par une structure de hauteur équivalente, portant au sommet une enseigne horizontale de 3,6 m x 1,1 m portant l'inscription « LOCATION SAUVAGEAU » en rouge et noir sur fond blanc, accompagnée d'un logo reproduisant un rétroviseur affichant l'image de la route qui défile sans fin.

Cette enseigne serait positionnée avec précision pour ne plus empiéter sur le domaine public de plus d'un millimètre.

Une partie verticale de 0,9 m de largeur serait faite d'aluminium gris découpé de petites lignes rouges horizontales illuminées aux DEL. Une seconde enseigne, plus petite, viendrait compléter le tableau en portant l'inscription « BATTERIES Expert » en rouge sur un ovale jaune, lui-même inscrit dans un rectangle rouge.

Bien que la composition de l'ensemble soit dynamique, et que l'enseigne actuelle accuse son âge, la proposition s'inscrit à l'inverse des orientations de la Division de l'urbanisme, qui souhaite éliminer les enseignes sur poteau lorsqu'il est possible, comme c'est le cas ici, de les installer à même le bâtiment et, dans les autres cas, limiter leur hauteur à 2 m.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** L'installation d'une enseigne d'une telle envergure reviendrait à nier le caractère local et piétophile de la rue Sainte-Catherine.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**s. o.**
**4.6.13**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

**Endroit :** 1333, boulevard Robert-Bourassa

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise le presbytère initial de l'église Christchurch qui fut construit à la fin des années 1870. Lors de la construction des Promenades de la Cathédrale au cours des années 1980, le bâtiment a été démoli et reconstruit en apparence identique sur un site légèrement déplacé, mais l'intérieur est incombustible, giclé, et doit répondre aux normes des bâtiments de grande hauteur, puisqu'il est lié au centre commercial et à la tour KPMG, dont il abrite une issue.

L'aménagement actuel répond aux normes de construction de 1986, mais il doit être modifié, parce que l'ascenseur qui constitue la pièce centrale de l'aménagement, et autour duquel s'enroule un escalier ouvert considéré comme une des issues, ne fonctionne plus; en fait, il n'est plus réparable, il ne respecte plus les normes, il ne s'en fait plus dans les mêmes dimensions, et de plus, le gestionnaire souhaite réaménager l'immeuble pour permettre d'en retirer un revenu (il est vacant depuis 2 ans).

Il s'ensuit que l'issue doit être reconfigurée et l'ascenseur remplacé, et que ces exigences diminueraient la surface locative d'environ 20% sur chaque étage, ce qui, vu la petite empreinte au sol de l'édifice, plomberait sa rentabilité de façon indue. Par conséquent, le demandeur propose l'ajout d'une cage d'escalier vitrée de 3,4 m x 4,6 m à l'extérieur de l'assiette existante, qui constituerait un clin d'œil à la tour qui se profile à l'arrière. Une première version du projet a été présentée au comité consultatif d'urbanisme qui avait imposé une condition visant à renoncer à la transparence au niveau de la fausse mansarde. Les architectes ont modifié le projet pour tenir compte des conditions du Comité, mais n'ont pu se résoudre à renoncer à la transparence complète, et ils proposent les 2 options.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Ce projet a reçu un accueil favorable avec conditions du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie à sa séance de novembre 2018.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.3 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

**Considérant que :** L'option transparente est la plus discrète.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour la proposition A.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001472666**
**4.6.14**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES** |
| **Endroit :** | 1731, rue Saint-Denis |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à régulariser, suite à la réception d'un avis d'enseignes sans permis, le statut de 2 enseignes installées depuis avant 1988 à l'intérieur même du mur extérieur de la verrière avant, à l'usage d'un des commerces ayant investi le local commercial à l'étude. Il s'agit d'une simple face en acrylique vert tendre de 0,91 m x 0,76 m (hauteur) portant en lettres fines grises l'inscription « mikado », et en lettres blanches l'inscription « cuisine japonaise – sushi bar », le tout complémenté par un idéogramme se détachant en rouge. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La régularisation de ces enseignes discrètes et intégrées à l'architecture est tout à fait recevable. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001468107 et 3001467112**
**4.6.15**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1824, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un immeuble de 3 étages construit en 1934 pour y loger un concessionnaire automobile. Cette vocation s'est poursuivie sans interruption jusqu'à la fin des années 1980, non sans dommages à l'apparence du bâtiment, qui a été traité, à partir des années 1960, comme un simple fond d'affichage publicitaire aux niveaux supérieurs.<br><br>Depuis, des travaux ont été réalisés permettant de mettre en valeur l'immeuble existant, et le réaménagement de l'entrée, en élargissant celle-ci et en centrant la porte d'entrée sur 2 carreaux latéraux vitrés, ce qui se rapproche davantage du modèle d'origine. L'enseigne sur auvent porte discrètement l'inscription « Le Renault » ainsi que l'adresse en lettres blanches sur fond noir, et l'auvent, quoique sa forme ronde puisse être discutable, se détache à peine sur le fond noir auquel il est juxtaposé. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | La transformation de cet immeuble a reçu un accueil favorable du comité consultatif d'urbanisme et un permis a été délivré en novembre 2015. Le projet prévoyait de conserver l'entrée existante, mais les demandeurs ont procédé au remplacement de cette dernière et d'installer une enseigne sur auvent pour faire office de protection des utilisateurs. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. L'enseigne doit se conformer aux exigences de l'article 519. |
| **Considérant que :** | Les travaux de réaménagement de l'entrée s'insèrent bien au bâtiment, et que l'enseigne s'y insère avec retenue. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001474147**
**4.6.16**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES** |
| **Endroit :** | 800, boulevard De Maisonneuve Est |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise l'installation d'une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur de 100,6 m, à l'extrémité sud de la tour 800, face à la rue Saint-Hubert. Elle remplacerait l'enseigne des frères Warner, qui est actuellement installé dans le coin opposé de la même façade.<br><br>L'affichage devrait se conformer au critère 3°, qui en limite la surface à 10 m², au lieu des 21 m² proposés. On propose l'installation de lettres détachées lumineuses blanches formant, sur 1,83 m de hauteur et 11,48 m de longueur, l'inscription « Intelerad », précédée d'un logo rouge représentant un torse esquissé par 3 taches colorées. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La superficie de l'enseigne proposée excède de 100% celle qui serait conforme à l'article 517. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire de moitié la superficie envisagée pour l'enseigne demandée.**
- **Retirer l'enseigne Warner Bros.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001470615**
**4.6.17**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1241, rue Guy |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande de permis porte sur la transformation d'un bâtiment construit vers 1910, mais agrandi en 1959. L'immeuble serait découpé au dernier étage, qui serait converti à l'usage résidentiel (chambrines de moins de 20 m²), afin de permettre l'aménagement d'une courette éclairant les pièces situées à l'arrière. Une construction hors toit serait ajoutée pour offrir un espace supplémentaire à deux des nouvelles suites.<br><br>Le demandeur propose également le remplacement de l'entrée principale, qui constitue la seule intervention perceptible de la voie publique. Une réfection plus complète de la façade existante sera réalisée dans une seconde phase et fera l'objet d'un permis subséquent. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Un projet plus ambitieux a fait l'objet de plusieurs présentations au comité consultatif d'urbanisme en 2017 et un permis a été délivré, mais le propriétaire y a renoncé et propose une transformation moins extrême. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Le remplacement de l'entrée actuelle, où la porte est centrée entre 2 carreaux latéraux vitrés, par le nouvel accès proposé, où la porte est déplacée à la gauche d'un seul carreau vitré, se rapproche du modèle de 1959. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001475044**
**4.6.18**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 3480, rue de la Montagne |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise d'obturer une ouverture sur le mur latéral Nord avec un panneau de contreplaqué recouvert de tôle d'acier, de percer une nouvelle ouverture de ventilation au mur arrière et d'installer un nouvel appareil d'extraction sur le toit en pente; le tout se dérouleraît sur la partie arrière du bâtiment, qui ne fait pas partie de la construction d'origine.<br><br>Un écran acoustique pourrait être requis pour entourer l'appareil envisagé (il serait fabriqué en tôle d'acier de la même couleur que celle de la toiture existante), ce qui augmenterait son impact visuel. Toutefois, ce ne sera pas perceptible depuis la voie publique. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les percements et l'ajout d'un appareil envisagés se dérouleraient sur un agrandissement arrière de l'immeuble qui n'est pas d'origine et qui est coupé des regards. |
| **Considérant que :** | L'ouverture de ventilation actuelle a été pratiquée dans le mur de maçonnerie d'origine. Son obturation devrait reprendre les mêmes caractéristiques. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Reconstruire le mur de maçonnerie tel qu'à l'origine à l'endroit du percement abandonné.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001429925**
**4.6.19**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 501, rue De La Gauchetière |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise l'installation d'une clôture en aluminium de type persienne de 3,20 m de hauteur servant à fermer le passage entre le bâtiment HEC et le bâtiment situé à l'angle des rues côte de Beaver Hall et de la Gauchetière. L'article 21 du règlement sur les clôtures renvoie au Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282* pour les clôtures qui ne sont pas conformes à certaines dispositions. Dans le cas présent, la clôture à une hauteur de 3,20 m alors que l'article 6 de ce même règlement autorise une clôture d'une hauteur maximale de 2 m. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'installation de la clôture permettrait de fermer la ruelle aux non-usagers, assurer l'évacuation des usagers de HEC et des usagers des bâtiments voisins (issue de secours arrière), faciliter les opérations de service de livraison et de maintenance et finalement, fermer visuellement le passage et ces espaces techniques. |
| **Considérant que :** | La sobriété dans la matérialité, la couleur et l'expression permet d'assurer la neutralité du lien entre le bâtiment voisin et le HEC. |
| **Considérant que :** | La hauteur de l'ensemble de la clôture s'aligne au même niveau qu'un des joints horizontaux du vitrage du bâtiment HEC. |
| **Considérant que :** | Le choix des portes-persiennes favorise la circulation de l'air. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001288761**
**4.6.20**

**Objet :** **RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 1178-1186, rue Crescent

**Responsable :** Étienne Longtin et Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise la construction d'un nouveau bâtiment mixte d'une hauteur totale de 11 étages pour 35 m hors tout et un total de 119 logements. Deux niveaux de sous-sol abritent une aire de stationnement de 29 unités pour véhicule automobile et 29 unités pour vélo accessible depuis la ruelle arrière. Une aire de stationnement pour vélo d'appoint de 3 unités est située en cour avant.

Le basilaire, constitué des 3 premiers étages, est implanté à 3,64 m de l'emprise de la voie publique, en respect de l'alignement de construction du bâtiment adjacent au nord, dégageant des terrasses au sol en cour avant et l'implantation aux limites latérales et arrière, sauf pour la partie nord-ouest du site, dégageant une cour arrière. La hauteur sera calibrée sur le bâtiment adjacent au nord. Le rez-de-chaussée sera occupé par un local commercial d'environ 356 m² de superficie avec accès directs depuis la voie publique et pouvant être subdivisé alors que les étages 2 à 3 seront occupés à des fins résidentielles.

Son revêtement serait de pierre calcaire « Saint-Marc » lisse, décliné dans un appareillage aux hauteurs variées, sauf au rez-de-chaussée, qui serait presque entièrement vitré, et à certains axes verticaux revêtus d'aluminium accentuant l'horizontalité de la composition.

La tour, constituée des 8 étages supérieurs au basilaire, est implantée minimalement en retrait de 4 m depuis la façade du basilaire, dégageant des terrasses privatives sur le toit à ce niveau. Les étages 4 à 11 seront occupés à des fins résidentielles alors que la toiture du 11e étage sera occupée par une terrasse commune, une piscine ainsi que des appentis mécaniques et autres équipements.

Ce volume est constitué d'un assemblage très régulier d'ouvertures et de balcons sur ses 3 faces ouvertes avec fenestration plus généreuse au dernier étage. Le revêtement est composé de deux teintes de brique, claire sur les coins et foncée sur la partie centrale ainsi qu'aux deux derniers étages pour les façades avant, latérale sud et arrière sud-ouest, mais différencié sur les façades latérale et arrière nord-ouest ainsi que latérale nord (mur aveugle) où la brique claire est surmontée de brique foncée aux deux derniers étages.

La présence de sorties de ventilation carrées perçant le revêtement de brique noire, ajoute une certaine animation additionnelle des façades, toutefois sans lien avec la composition.

Le toit plat résiduel est revêtu d'un ballast de pierre de rivière blanche.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Dans son ensemble, le projet de construction satisfait adéquatement aux conditions de la résolution CA14 240103 ainsi que partiellement aux critères d'évaluation applicables pour la révision de projet.

**Considérant que :** La surhauteur projetée n'aurait aucun impact sur les vues sur et depuis le mont Royal ou sur la silhouette du centre-ville, puisqu'elle n'est pas visible avec le cadre bâti environnant.

**Considérant que :** La proposition devrait tendre à respecter les paramètres d'ensoleillement prévus par la réglementation en vigueur pour la rue Crescent ou en considérant la durée minimale d'ensoleillement résultant des hauteurs maximales en mètres prescrites pour ce tronçon.

**Considérant que :** Les impacts éoliens sur le trottoir de la rue Crescent devraient également respecter les paramètres applicables, notamment grâce au retrait important de la surhauteur depuis le basilaire, et ne générer aucun impact supplémentaire sur les autres voies publiques environnantes.

**Considérant que :** L'aluminium employé pour l'apparence du basilaire accentue un effet d'horizontalité dans le traitement, contrastant avec la minceur et la verticalité du bâtiment victorien adjacent devant servir de modèle.

**Considérant que :** Son élévation présente d'ailleurs certaines maladresses, les ouvertures des niveaux supérieurs gagnant à être alignées davantage sur les vitrines du rez-de-chaussée, aidant à mieux définir l'entrée.

**Considérant que :** Les rangs de pierre doivent être calibrés pour arriver avec les ouvertures, les sorties de ventilation être relocalisées à l'intérieur des loggias, le couronnement en béton doit être plus haut ainsi qu'en pierre naturelle et le garde-corps de la terrasse du 4$^{e}$ étage, être reculé de façon à assurer la prépondérance de la façade à l'échelle de la rue.

**Considérant que :** Le traitement de la tour pourrait être revu de manière à lui apporter une animation additionnelle, en utilisant les balcons en saillie, en intégrant mieux les sorties de ventilations carrées projetées à même la composition et en dynamisant le traitement du mur aveugle nord.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Revoir légèrement la composition de l'élévation du basilaire afin d'y dégager une verticalité et d'aligner la maçonnerie sur les ouvertures.**
- **Déplacer, toujours au niveau du basilaire, les percements de ventilation à l'intérieur des loggias, aligner les ouvertures des étages avec les vitrines du rez-de-chaussée, rehausser le couronnement en pierre naturelle et reculer le garde-corps de la terrasse du 4$^{e}$ étage.**
- **Varier, sur la tour, la largeur des balcons, intégrer les sorties de ventilation à la composition et reproduire le traitement du coin sur le mur aveugle nord pour animer ce dernier.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3000910783**
**4.6.21**

**Objet :** **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'INSTALLATION D'ENSEIGNE**

**Endroit :** 1476, rue Crescent

**Responsable :** Monique Gascon

**Description :** La demande initiale, déposée en décembre 2014, consistait à approuver deux enseignes installées sans permis devant un établissement commercial occupant le sous-sol de l'édifice. Le comité consultatif d'urbanisme avait émis un avis favorable envers l'enseigne posée à plat sur le mur de fondation longeant l'escalier d'accès au sous-sol. Par contre, l'enseigne posée au sol à la limite avant de la propriété avait fait l'objet d'un avis favorable assorti d'une condition visant à en réduire la hauteur à 2,14 m (7 pieds) alors que l'enseigne installée atteint 3,86 m (12 pieds 8 pouces).

Après l'obtention de délais supplémentaires pour fournir des plans révisés, le demandeur déposait à l'arrondissement, en janvier 2016, une proposition de modification de l'enseigne installée, qui consistait à éliminer la partie supérieure de forme circulaire, ce qui en réduirait la hauteur totale à 3,04 m (10 pieds). Le principal argument présenté en appui à la proposition était à l'effet qu'une caméra de surveillance était installée au sommet de l'enseigne et qu'une hauteur réduite à 2,14 m (7 pieds) rendrait celle-ci plus facilement accessible et sujette au vandalisme. Selon la division des Permis et inspections, la caméra de surveillance n'est pas assujettie à quelque réglementation que ce soit.

La proposition déposée en janvier 2016 a été présentée le 14 juin 2018 au comité consultatif d'urbanisme, qui a maintenu son avis à l'effet de réduire la hauteur de l'enseigne à 2,14 m (7 pieds).

Le 13 novembre 2018, le demandeur déposait à l'arrondissement un document qui présente des arguments supplémentaires en appui à la conservation de l'enseigne existante et à l'élimination de la partie supérieure de forme circulaire, ce qui en réduirait la hauteur totale à 3,04 m (10 pieds), soit 0,9 m (3 pieds) de plus que la hauteur favorisée par le CCU à deux reprises.

L'argumentaire du demandeur conclut que considérant que la condition posée doit être considérée comme nulle puisqu'elle n'est pas en lien avec un critère PIIA applicable et considérant que le CCU a par ailleurs donné un avis favorable à l'enseigne, le certificat d'autorisation d'enseigne devrait être délivré.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Avis favorable du CCU à sa séance du 14 mai 2015 (2155289008), avec condition : « déposer à l'arrondissement des plans révisés montrant une hauteur réduite à 2,14 m à partir du niveau du trottoir pour l'enseigne au sol.»

Avis favorable du CCU à sa séance du 14 juin 2018 (2155289008), avec condition : « réduire la hauteur totale de l'enseigne à 2,14 m (7 pieds) à partir du niveau du trottoir.»

**Considérant que :** La partie de forme rectangulaire de l'enseigne installée et son orientation perpendiculaire au trottoir assurent une implantation harmonieuse avec l'architecture du bâtiment.

**Considérant que :** L'éclairement limité de la partie de forme rectangulaire de l'enseigne installée contribue à l'ambiance visuelle de la rue.

**Considérant que :** La partie de forme rectangulaire de l'enseigne installée atteint 3,04 m de hauteur (10 pieds) et se trouve à proximité immédiate du trottoir et des piétons.

**Considérant que :** La caméra de surveillance existante sur l'enseigne pourrait être réinstallée sur la façade du bâtiment sans nécessiter l'obtention d'un permis.

**Considérant que :** La hauteur révisée de l'enseigne existante, telle que proposée à 3,04 m (10 pieds) du niveau du trottoir, ne contribue pas positivement à l'ambiance visuelle de la rue en présentant une hauteur très supérieure à celle des piétons, constituant ainsi un obstacle à la vue vers les façades d'intérêt patrimonial élevé qui se trouvent à proximité.

**Considérant que :** L'implantation d'enseignes de grande hauteur dans les cours avant des bâtiments, telles que l'enseigne proposée, ne contribue pas positivement à l'ambiance visuelle de la rue, en ne mettant pas en valeur le patrimoine architectural des façades par l'obstruction de la vue vers celles-ci.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la hauteur totale de l'enseigne à 2,14 m (7 pieds) à partir du niveau du trottoir.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**n° à venir**
**4.6.22**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AVIS PRÉLIMINAIRE** |
| **Endroit :** | 435, rue McGill |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la construction d'un édifice dédié à une occupation mixte, commerciale et résidentielle. La construction requiert la démolition du bâtiment situé aux 439, rue McGill en vertu du règlement CA 24-215.<br><br>L'édifice existant de 4 étages, construit en 1816-1817 pour l'entrepreneur Charles Delorme, est un exemple précurseur de la typologie de maison-magasin qui deviendra courant à Montréal dans la première moitié du XIXe siècle. Le passage cocher, qui présente des appareillages de pierres anciens, présente un intérêt patrimonial particulier. Le bâtiment, vacant depuis 2012, a subi des modifications importantes en 1970 qui lui ont fait perdre une grande partie de ses caractéristiques architecturales. Un énoncé de valeur patrimonial émis le 30 avril 2012 identifie par contre une valeur historique, archéologique et paysagère au site.<br><br>L'édifice à construire, d'un total de 14 étages, présente un basilaire surmonté d'une tour. Le volume de 3 étages en façade avant, recouvert de pierre naturelle grise, inscrit le bâtiment dans le continuum du front bâti de la rue McGill. La tour de 12 étages supplémentaires est implantée sans recul, et présente des saillies verticales de formes ondulantes.<br>Le retrait volumétrique entre le basilaire et la tour est marqué par la présence d'une corniche d'acier corten placée en retrait.<br><br>Le passage cocher est restauré et intégré au projet et devient l'accès principal au site, alors que le mur mitoyen situé au Sud est également conservé et restauré.<br><br>Les murs latéraux du projet présentent un fini de béton texturé, dans un souci d'animation de ces façades aveugles.<br><br>Les équipements mécaniques sont intégrés au volume du bâtiment. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car le bâtiment est un site patrimonial de Montréal. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 105, 127, 127.22 et 713 du *règlement d'urbanisme 01-282.* |

**Considérant que :** Le bâtiment présente un volume qui s'inscrit dans le gabarit des hauteurs de la rue McGill, même s'il contraste avec les bâtiments de part et d'autre sur le même îlot.

**Considérant que :** Le traitement du basilaire présente une apparence qui pourrait être moins banale.

**Considérant que :** Le traitement en saillies ondulantes de la tour induit une texture en profondeur qui rappelle les anciennes façades de pierre des bâtiments du contexte.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Revoir le traitement du basilaire afin de lui induire une expression architecturale plus distinctive.**
- **Fournir un devis technique pour le traitement du mur mitoyen Sud et de l'entrée cochère, en sachant que l'orientation est de les préserver in situ pendant et après les travaux de construction.**
- **Préciser le traitement des murs latéraux selon différentes échelles de perception – piétonne à proximité immédiate, à distance de quelques rues sur McGill et urbaine.**
- **Considérer un traitement induisant une lecture en volume du bâtiment, plutôt que le seul traitement d'une surface.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité..**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001427261**
**4.6.23**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION** |
| **Endroit :** | 99999, rue Plessis |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la construction d'un ensemble de 27 maisons de ville sur un terrain supportant présentement un stationnement de surface. 22 unités donnent sur la rue Panet, alors que 5 autres donnent plutôt sur la rue Plessis. Chaque maison de ville, implantée en retrait sur les rues Plessis et Panet de 2,40 m, abrite une case de stationnement en sous-sol, un rez-de-chaussée, un étage et un loft mezzanine.<br><br>L'accès au stationnement se fait par la rue Panet. Les terrasses extérieures à l'arrière recouvrent un passage donnant accès aux 27 cases de stationnements individuelles. Entre les bâtiments sur Panet et ceux sur Plessis, se trouvent, en sous-sol, des espaces de rangement, de recyclage ainsi qu'une salle à déchets qui permettent de considérer le projet comme un seul bâtiment.<br><br>Les unités présentent des finis de briques de format modulaire en deux tonalités, rouge bordeau (Wakefield Bordeau de Meridian) et gris fusain (Tuxedo de Meridian), installés en alternance et assortis de détails de pierre calcaire grise. Les constructions hors toit sont revêtues de panneaux métalliques de couleur gris foncé.<br><br>Des joints en creux de 2,5 cm sont prévus dans la maçonnerie entre les unités résidentielles.<br><br>Les garde-corps des terrasses au 3e étage ne présentent pas le recul préconisé de deux fois leur propre hauteur relativement à la façade du bâtiment. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Un usage conditionnel (CA18 240432) a été adopté le 4 juillet 2018, pour autoriser un nombre de logements supérieurs au nombre maximal prescrit dans le bâtiment. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 105, 127.21 et 713 du *règlement d'urbanisme 01-282*. |

**Considérant que :** Les bâtiments présentent une implantation et un volume permettant une intégration adéquate au milieu qui est composé principalement de bâtiments résidentiels.

**Considérant que :** La composition des façades présente une certaine qualité d'intégration au milieu, entre autres par les proportions des ouvertures et les détails de maçonnerie.

**Considérant que :** La répétition du même motif de composition crée une impression de monotonie sur l'ensemble du site, particulièrement sur la rue Panet.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Introduire une variété dans la composition des unités, afin de participer de façon plus dynamique au paysage des rues Plessis et Panet et associer cette variété de composition à celle de la tonalité de la maçonnerie.**
- **Prévoir une maçonnerie plus riche que les briques proposées, afin de davantage être en phase avec la qualité des détails de pierre naturelle.**
- **Prévoir un recul d'une fois leur propre hauteur pour les garde-corps des terrasses au 3e étage.**
- **Maintenir l'alignement d'arbres servant de zone tampon avec les propriétés donnant sur la rue Plessis.**
- **Présenter un plan d'aménagement paysager pour l'intérieur du site et sur rue.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

**Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que le demandeur rehausse de façon générale la qualité architecturale du projet.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001462760**
**4.6.24**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

**Endroit :** 1981, avenue McGill College

**Responsable :** Thomas Fontaine

**Description :** La demande vise à autoriser des travaux modifiant la façade principale de l'édifice BNP Paribas, conçu par l'architecte René Menkes en 1981 et ayant mérité le prix d'excellence *Pérennité* de l'Ordre des architectes du Québec en 2009. Le site est célèbre en raison de la présence en cour avant de la statue *Illuminated crowd* de l'artiste Raymond Masson.

Le projet consiste en le réaménagement du hall d'entrée principal, et la construction d'une marquise se déroulant sur la portion Sud de la façade principale, depuis l'intersection du boulevard De Maisonneuve jusqu'à l'entrée du bâtiment. Le parement bleu du mur rideau sous la nouvelle marquise est remplacé par un verre présentant une légère teinte bleutée.

L'accès depuis le boulevard De Maisonneuve est reconfiguré, les murs de l'alcôve étant recouvert d'une œuvre d'art de grand format. L'accès à la station de métro est désormais directement intérieur au hall du bâtiment.

Un grand bandeau lumineux est proposé sur la tranche du bâtiment à l'intersection du boulevard De Maisonneuve, en continuité de celui proposé au fascia de la marquise.

Le concepteur a apporté quelques modifications au projet depuis la dernière présentation. La marquise a été affinée dans son épaisseur passant de 76 cm à 71 cm, et un joint de 30 cm a été ajouté à la jonction de celle-ci avec le bâtiment, induisant une lecture en continu de la façade du bâtiment.

La bande lumineuse est précisée pour être un boitier métallique de 15 cm de profond et de couleur bleue appareillant celle du mur-rideau du bâtiment, en abritant un luminaire DEL en continu sur toute la hauteur du bâtiment. Le boitier lumineux sur la tranche de la marquise est réduit de moitié.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** À la séance du 15 novembre 2018, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec conditions pour le projet.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282.

**Considérant que :** Le bâtiment d'origine présente une grande qualité architecturale, incluant son esplanade qui présente un caractère quasi public.

**Considérant que :** Le joint de 30 cm à la jonction avec le mur permet de préserver une lecture en continu du mur de la façade du bâtiment.

**Considérant que :** L'appel lumineux semble superflu pour un bâtiment qui exprime bien son entrée par sa volumétrie.

**Considérant que :** La marquise abrite un accès universel du bâtiment.

**Considérant que :** La reconfiguration de l'entrée De Maisonneuve exprime bien la fonction d'accès.

**Considérant que :** L'ajout d'un boîtier lumineux créerait un précédent peu souhaitable pour les bâtiments en hauteur du centre-ville.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Renoncer au boitier lumineux qui semble un élément superflu de la composition, et qui présente peu d'intégration à l'expression architecturale de qualité du bâtiment.**
- **Prévoir une marquise offrant plus de légèreté et une expression architecturale distincte du bâtiment permettant une lisibilité de l'intervention relativement à la composition d'origine.**
- **Revoir la proposition d'aménagement pour l'entrée Président-Kennedy afin d'éviter de créer une impasse.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001429962**
**4.6.25**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 1300, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à modifier l'avant-corps et les ouvertures d'un bâtiment datant de 1880 selon le registre de la ville. L'ensemble de maisons de type "terrasse" duquel le bâtiment visé fait partie, est un élégant exemple de l'architecture résidentiel de la 2e moitié du XIXe siècle sur la rue Sainte-Catherine, et présente un intérêt patrimonial élevé. L'avant-corps date de 1977 selon les archives des permis de la ville. L'agrandissement arrière a été érigé dans les années 1980.<br><br>L'avant-corps a déjà été démoli et reconstruit sans autorisation. La nouvelle configuration est un volume orthogonal vitré aux meneaux en métal de couleur noire, plus haut d'environ 0,5 m que l'avant-corps démoli.<br><br>L'alcôve d'accès de l'agrandissement arrière sur la rue de la Montagne, qui permet dans sa forme actuelle de voir le mur arrière de pierre d'origine, est obturée d'un panneau vitré fixe. Une fenêtre est transformée en porte d'accès.<br><br>Des photos prises par le service d'inspection de l'arrondissement démontrent qu'une section de pierre d'origine d'environ 1 mètre de large de la façade avant existe toujours dans sa portion Est. |
| **Élément particulier :** | Il est à noter que les travaux ont été réalisés sans permis. |
| **Remarque importante :** | Ces travaux ont été autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'orientation des critères du Règlement d'urbanisme 01-282 est de mettre en valeur la façade d'origine du bâtiment victorien qui fut modifiée en 1977. |
| **Considérant que :** | L'avant-corps camoufle une partie de la matérialité de grande qualité du bâtiment d'origine. |

**Considérant que :** L'obturation de l'alcôve de la façade de la Montagne camoufle une partie de mur de pierre existant qui avait été laissé apparent à la construction de l'agrandissement arrière.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Dégager la portion de pierre d'origine du bâtiment dans la portion Est de la façade avant, afin de présenter et mettre en valeur cette caractéristique architecturale du bâtiment d'origine.**
- **Prévoir un retrait similaire au retrait existant à l'alcôve de la façade de la Montagne, afin d'exposer et mettre en valeur le mur de pierre de la façade arrière du bâtiment d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions. à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001465645**
**4.6.26**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

**Endroit :** 176, rue Sainte-Catherine Est

**Responsable :** Louis Routhier

**Description :** La demande vise à autoriser la construction d'un nouvel escalier d'issue, le remplacement du revêtement de la construction hors toit ainsi que la restauration des façades.

Construit en 1906 pour le journal La Patrie, ce bâtiment a été un des premiers gratte-ciel du Faubourg Saint-Laurent. Suite à sa vente par l'UQAM en 2007, le propriétaire est maintenant l'église de Scientologie. En plus des travaux extérieurs proposés, l'ensemble du bâtiment sera rénové afin qu'il devienne le siège social de cette organisation.

Une cheminée en brique sera démolie à l'arrière afin de reconfigurer un escalier d'issue desservant tous les étages du bâtiment. Cet agrandissement en aire de bâtiment, d'une empreinte au sol d'environ 28,5 $m^2$, sera recouvert de brique au rez-de-chaussée et au mur à la ligne de lot ainsi que d'acrylique sur la façade arrière. Seule la partie basse en brique de l'agrandissement sera visible depuis l'avenue de l'Hôtel-de-Ville. Le revêtement de crépi de la construction hors toit sera quant à lui remplacé par des panneaux d'aluminium beiges.

Les façades de pierre donnant sur Sainte-Catherine Est et sur Hôtel-de-Ville seront restaurées et des fenêtres reprenant les divisions des fenêtres à guillotines d'origine sont proposées. Les grilles en fer forgé ornant la partie supérieure des fenêtres du rez-de-chaussée seront reproduites, mais la proposition intègre des symboles de l'église de Scientologie au centre des grilles.

Il est à noter que les enseignes feront l'objet d'une demande de certificat distincte.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Un usage conditionnel (CA16 240430) a été adopté le 4 juillet 2018, pour autoriser l'usage « établissement cultuel, tels que lieu de culte et couvent » à tous les étages, sauf dans la partie nord du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 176, rue Sainte-Catherine Est.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** La restauration des façades de l'édifice de la Patrie aura un impact significatif sur sa mise en valeur. Les travaux bonifieront l'environnement bâti de la rue Sainte-Catherine Est.

**Considérant que :** Bien que légèrement visibles, les travaux proposés sur la façade arrière ainsi que sur la construction hors toit n'auront pas d'impact négatif sur le bâtiment.

**Considérant que :** Les grilles ornant les fenêtres du rez-de-chaussée devraient être reproduites telles que celle qu'on retrouve au-dessus de la porte d'entrée.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Proposer des grilles en fer forgé reproduisant celle qu'on retrouve au-dessus de la porte d'entrée principale de l'immeuble.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001460949**
**4.6.27**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

**Endroit :** 1650, rue Saint-Timothée

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise un immeuble de 9 étages construit en 1970 qui constitue un ensemble avec les résidences de 3 étages faisant front sur les rues St-André et Robin. Une analyse extensive de l'état du bâtiment, suite à la récurrence de phénomènes d'infiltration d'eau dans les logements, a révélé, entre autres, que non seulement les murs extérieurs souffrent d'un vice de conception, mais encore que toute la structure de béton est affligée d'un vice de construction, lui enlevant jusqu'à 40% de sa capacité portante.

Une des conséquences importantes est que, pour pouvoir conserver le volume existant, qui est hautement dérogatoire aux paramètres de hauteur du zonage, le demandeur propose de remplacer le revêtement de brique existant par des panneaux de fibrociment plus légers. Il doit également éliminer les garde-corps en béton sur les balcons de l'édifice, pour lesquels on prévoit aussi des travaux de renforcement importants, dans le cas des plus exposés. Les nouveaux garde-corps seraient en aluminium et verre.

Le demandeur propose également d'agrandir l'immeuble par l'ajout devant l'entrée actuelle, qui est trop étroite pour accueillir la clientèle qui, de plus en plus, se déplace en quadriporteur, d'un volume vitré blanc qui détonne dans le paysage. Les traitements de façade seraient différenciés ; face à la rue, on propose un traitement contemporain aléatoire en nuances de gris désalignées, et les largeurs de balcon seraient variées pour ajouter à l'animation. La face arrière serait plus sage, entièrement revêtue de panneaux couleur brique, comme le matériau actuel, et la face Sud serait revêtue de panneaux Solarwall prépercés, de couleur et agencement similaires à ceux de la façade principale, pour assurer le préchauffage de l'air de l'immeuble.

Un projet similaire de remplacement d'un revêtement de brique par un revêtement de fibrociment léger sur un bâtiment de 11 étages voisin appartenant aussi à l'Office municipal d'habitation a reçu un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme en 2012, et les travaux sont aujourd'hui réalisés.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** L'insertion du nouveau volume d'entrée et de la nouvelle marquise est trop brutale.

**Considérant que :** L'intervention proposée est ambitieuse et cherche à renouveler l'apparence de façon contemporaine.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Revoir la configuration proposée en réduisant le volume de la nouvelle entrée et en l'insérant de façon plus subtile.**
- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**n° à venir**
**4.6.28**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION** |
| **Endroit :** | 2519, rue De Rouen |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages sur demi sous-sol, abritant 4 logements, dont la façade serait revêtue de brique blanche pointillée rose (en lien/contraste avec la brique rouge des 2 bâtiments voisins), accentuée par des panneaux d'aluminium gris fer. La composition est déconstruite à chaque étage et elle est animée par le désalignement des masses de couleur. La base et le couronnement de l'édifice ont une hauteur similaire, ce qui semble exagéré au niveau supérieur, et les fenêtres du sous-sol sont très petites, puisqu'elles donnent sur un rangement commun. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | À la séance du 13 mars 2018, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à un projet de construction d'un volume similaire sur les deux lots contigus. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La hauteur du couronnement gagnerait à être réduite. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la hauteur du couronnement proposé.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**n° à venir**
**4.6.29**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION** |
| **Endroit :** | 2537, rue De Rouen |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages sur demi sous-sol avec construction hors toit, abritant 10 logements, dont la façade serait revêtue de brique noire aux sous-sol et rez-de-chaussée, composant ainsi un socle unifiant les 2 niveaux. La partie supérieure serait recouverte de brique d'argile rouge recouverte d'un glacis blanc, laissant légèrement transparaitre la couleur de la masse; la fenestration est traitée de façon verticale par groupements de 2 étages.<br><br>La façade Frontenac est divisée en 4 sections marquant le parcellaire ancien, et la façade de Rouen est percée, à son extrémité Ouest, d'une entrée piétonnière menant à la cour qui distribue à l'extérieur les circulations accédant aux logements. En conséquence, il n'y a pas d'accès aux logements du rez-de-chaussée depuis la rue Frontenac, ce qui nuit à la lecture de la composition. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | À la séance du 13 mars 2018, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à un projet de construction sur les deux lots contigus. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Vu la largeur du bâtiment proposé sur la rue Frontenac, il serait préférable d'accéder aux unités du rez-de-chaussée par l'avant. |
| **Considérant que :** | Les documents déposés, quoique d'une grande qualité graphique, font un peu abstraction des particularités du contexte existant/en construction. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Reconfigurer les logements du sous-sol/rez-de-chaussée pour qu'on y accède depuis la rue.**
- **Présenter de nouveau la proposition au comité consultatif d'urbanisme, avec des documents illustrant, en couleurs, comment s'insère le bâtiment dans le contexte des rues de Rouen et Frontenac.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001458270**
**4.6.30**

**Objet :** **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**

**Endroit :** 100, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à autoriser le remplacement de 4 enseignes annonçant le Complexe Desjardins.

Le Complexe Desjardins a été érigé entre 1974 et 1976 selon les dessins d'un consortium présidé par l'agence La Haye, Ouellet, architectes et urbanistes. C'était à l'époque un symbole de la reprise en mains de l'économie montréalaise par la majorité francophone, mais son rayonnement a connu des hauts et des bas au cours des 20 dernières années; il profite actuellement d'une reprise des investissements en synergie avec le phénomène du Quartier des Spectacles.

Les 4 enseignes visées par la présente demande remplaceraient des enseignes en droits acquis installées à une hauteur de 118 m (tour Nord) et 141 m (tour Sud), qui dérogent au critère 5° de l'article 517 du Règlement d'urbanisme, qui prévoit qu'on ne doit pas voir plus d'une enseigne de ce type d'un même point, et au critère 3°, qui en limite la surface à 11,8 m² ou 14,1 m² au lieu des 27.7 m² proposés. La proposition de 2010 prévoyait une surface verte équivalente, mais dans laquelle l'inscription occupait 3,76 m x 4,33 m, soit 16,28 m².

Le demandeur propose de se plier à la condition retenue par le comité consultatif d'urbanisme en septembre 2018, mais en augmentant la visibilité en insérant le nouveau logo en blanc sur fond vert, comme dans la proposition de 2010.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec conditions à la séance du 11 octobre 2018.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** Ce serait recevable de perpétuer les droits acquis sur le nombre et la localisation des enseignes, puisque la superficie en est réduite.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001470039**
**4.6.33**

**Objet :** **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**

**Endroit :** 100, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à autoriser le renouvellement de l'affichage de l'hôtel du complexe, qui change de bannière et de raison sociale. On propose, d'une part, 2 enseignes au sommet de la tour hôtelière, gérées par l'article 517, et, d'autre part, 6 enseignes au niveau du basilaire, parmi lesquelles l'une remplacerait l'existante, qui a été enchâssée dans le projet particulier. À celle-ci s'ajoutent 4 nouvelles affiches, qui étaient prévues dans le cadre du projet de réaménagement de l'entrée et d'agrandissement du basilaire illustré audit projet particulier, et une dernière, qui serait installée sur une surface non prévue à l'époque, mais qui correspond en superficie à une enseigne qui y est incluse.

Les 2 enseignes au sommet (A et B) sont visées par l'article 517, 3°, qui en limite la surface à 5,6 m² au lieu des 13.3 m² proposés. De plus, leur hauteur serait de 1,07 m, alors que l'enseigne existante a une hauteur de 0,62 m.

Les 6 autres sont jugées à travers la lorgnette du projet particulier, qui n'indique pas avec précision la superficie allouée à chaque enseigne qui y figure, mais à partir duquel on peut estimer les dimensions de celles-ci sur les documents adoptés. De cette façon, on peut évaluer que :

- l'enseigne C, proposée à 17,87 m², excède l'existante de 10 m² ;
- les enseignes D et E, proposées à 17,87 m², excèdent également l'enseigne prévue au projet particulier de 10 m² ;
- L'enseigne F correspond en superficie à celle de l'enseigne illustrée au projet particulier ;
- L'enseigne H correspond en superficie à celle de l'enseigne illustrée au projet particulier ;
- L'aire de l'enseigne I équivaut à celle de l'enseigne illustrée sur un autre plan de façade au projet particulier.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA18 240118) a été adopté le 12 septembre 2017, autorisant la transformation des façades du rez-de-chaussée, au 100, rue Sainte-Catherine Ouest afin d'installer de nouvelles enseignes et de construire un nouveau volume destiné à l'hôtel et à un espace commercial.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 517 du *Règlement d'urbanisme 01-282* et aux documents adoptés avec la résolution CA17 240489.

**Considérant que :** Les enseignes dont les dimensions dépassent les références existantes auraient avantage à être réduites en proportion.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la hauteur des enseignes A et B à 0,65 m.**
- **Réduire la superficie des enseignes C, D et E à 9 m².**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001477143**
**4.7.1**

**Objet :** **SURHAUTEUR ET RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 455, boulevard René-Lévesque Ouest

**Responsables :** Bruno Collin, Gabrielle Leclerc-André et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à autoriser la construction d'un édifice comportant deux tours sur un terrain vacant adjacent au complexe Félix-Martin (SNC-Lavalin) sis au nord-ouest de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue De Bleury.

L'édifice projeté comprend un basilaire de 6 à 7 étages surmontés de deux tours, l'une de 35 étages au nord et l'autre de 45 étages au sud. Le programme est constitué d'espaces commerciaux au rez-de-chaussée, 732 unités résidentielles aux étages, une terrasse commune au toit du basilaire, ainsi qu'un espace commun au dernier étage de la tour sud, dont le plafond lumineux visible de la rue, sera un élément distinctif du projet. L'immeuble comprend également un stationnement intérieur pouvant accueillir 316 vélos et 291 autos. L'accès véhiculaire donne sur la rue De Bleury, dans la partie nord du site.

Le basilaire est aligné sur rue, à l'exception de la partie nord, sur la rue De Bleury, qui est légèrement en retrait afin de dégager les vues sur l'église du Gesù. Ce retrait d'alignement permettra également d'aménager un café-terrasse. L'espace commercial longeant la rue De Bleury intégrera les pierres de l'ancien mur de soutènement qui sera visible de l'extérieur grâce à une fenestration de verre ultra clair.

Les tours décalées l'une de l'autre auront un profil en angle dont la forme rappelle celle d'un K. La plus petite des tours aura un retrait de 2,3 m par rapport à la façade du basilaire donnant sur De Bleury. La plus grande aura un retrait d'environ 1,5 m par rapport au basilaire, à l'exception d'un léger linéaire de façade afin de marquer l'intersection.

Le choix des matériaux de l'enveloppe reste à préciser et fera l'objet d'une présentation subséquente au CCU, mais l'intention vise à utiliser de la maçonnerie pour le basilaire, ainsi que du métal et du verre pour les tours.

Le projet est prévu être réalisé en deux phases. Le phasage du projet s'appuie sur l'idée d'une première tour dans la partie nord accompagnée du basilaire de 7 étages en bordure du boulevard.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet contribuera à marquer la continuité du cadre bâti du boulevard René-Lévesque et à animer la rue De Bleury.

**Considérant que :** Le parti architectural préconisé est également respectueux du caractère identitaire propre au centre des affaires, avec un traitement de mur-rideau sans balcon dans les parties hautes à l'intersection du boulevard et de la rue De Bleury.

**Considérant que :** Le basilaire est conçu de façon à renforcer l'encadrement spatial du domaine public, ainsi que son animation avec des balcons en loggia et du commerce sur rue.

**Considérant que :** Les retraits d'alignement sur la rue De Bleury, dans la partie nord, permettent de dégager visuellement l'église du Gesù, et de contribuer à sa mise en valeur sur le site.

**Considérant que :** Les entrées principales, réparties sur le boulevard René-Lévesque et sur la rue De Bleury, et la présence d'un éventuel café-terrasse aux abords de l'église favorisent une relation dynamique avec le domaine public.

**Considérant que :** Le phasage permet d'assurer une implantation respectueuse sur l'ensemble du site dès la première phase et de moduler la hauteur des tours de façon distinctive.

**Considérant que :** Selon les études d'intégration visuelles, le projet aura un impact notable sur la vue du fleuve depuis le belvédère Kondiaronk. Ainsi, la tour sud devrait être tronquée en suivant un alignement transversal à la rue De Bleury.

**Considérant que :** Les impacts sur l'ensoleillement du domaine public respectent les paramètres du règlement, tandis que l'étude des impacts éoliens est à venir.

**Considérant que :** Le projet s'implantera sur un site d'une grande valeur historique.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Accompagner la demande de permis d'un inventaire archéologique.**
- **Augmenter la hauteur du rez-de-chaussée dans la partie nord de la rue De Bleury de façon à mieux s'intégrer à l'échelle de l'église du Gesù.**
- **Revoir le traitement du mur aveugle pour la portion ouest du basilaire sur René-Lévesque.**
- **Retenir une pierre grise pour l'enveloppe du basilaire, en harmonie avec l'église du Gesù.**
- **Redresser la tour sud en respectant un alignement transversal à la rue De Bleury et tronquer le coin sud-ouest, du 30$^{e}$ au 34$^{e}$ étage, afin de dégager la vue sur le fleuve à partir du belvédère Kondiaronk.**
- **Une étude d'impacts éoliens devra accompagner la demande de permis de transformation.**
- **Maintenir en place le mur de l'ancien Collège Sainte-Marie jusqu'à la jonction avec le mur de soutènement.**
- **Prévoir un élément commémoratif pour souligner la valeur historique du site.**
- **La demande de permis devra être accompagnée des éléments suivants :**
  - **une étude d'impacts éoliens ;**

- **un inventaire archéologique ;**
- **un devis technique pour l'intégration des vestiges de l'ancien Collège Sainte-Marie, incluant la partie de façade existante et le mur de soutènement.**

- **Présenter la version révisée du projet lors d'une séance subséquente du comité.**

*Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001474949**
**4.8.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AVIS PRÉLIMINAIRE** |
| **Endroit :** | 100, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsables :** | Francis Lefebvre, Bruno Collin et Olivier Légaré |
| **Description :** | La demande vise la modification des enseignes annonçant le Complexe Desjardins au rez-de-chaussée du bâtiment du même nom.<br><br>Depuis 2016, les façades du rez-de-chaussée du Complexe Desjardins ont fait l'objet d'une reconfiguration présentant notamment une nouvelle approche relative à l'affichage. Certains éléments ont fait l'objet de révisions et d'autres d'autorisations selon la procédure des projets particuliers, mais l'objectif était le même, soit d'encadrer tout l'affichage commercial au niveau du basilaire afin que celui-ci maintienne une certaine unité d'ensemble.<br><br>La nouvelle proposition vise uniquement les enseignes annonçant le mouvement Desjardins qui existaient avant cette autorisation réglementaire. Ainsi, à l'angle de la rue Jeanne-Mance et du boulevard René-Lévesque, il est proposé de remplacer le fond et l'inscription en acier brossé inoxydable existants par un lettrage en aluminium blanc sur fond vert et de mettre à jour le logo qui a changé. Le soir, le lettrage et les logos seront éclairés d'un halo blanc neutre diffusé entre le boitier et le mur.<br><br>Il est également proposé d'ajouter un nouveau logo à l'angle de la rue Saint-Urbain et du boulevard René-Lévesque. Une enseigne similaire avait été autorisée en 2017, mais les couleurs proposées reprenaient les teintes des autres affiches similaires du complexe.<br><br>Enfin, le logo existant, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain, serait retiré. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Le Mouvement Desjardins a modifié son logo en 2018 et, conséquemment, son affichage doit être mis à jour. |
| **Considérant que :** | La variante discrète et monochrome de l'affichage actuel possède une retenue dans le contraste qui permettait une superficie accrue. |

**Considérant que :** L'encadrement en vigueur pour l'affichage du basilaire du Complexe Desjardins a pour objectif d'avoir un ensemble de façade présentant une unité.

**Considérant que :** Les couleurs proposées et la dimension du lettrage ne répondent pas à l'objectif visé par le cadre réglementaire actuellement en vigueur.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Le remplacement du logo et du lettrage doit présenter la même matérialité et les mêmes couleurs que l'affichage existant, si l'on désire conserver les dimensions des enseignes actuelles.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001478350**
**4.9.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ** |
| **Endroit :** | 1, chemin Macdonald |
| **Responsables :** | Étienne Longtin et Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la démolition de 2 mâts de drapeau d'origine situés à l'entrée de la place des Nations. Ceux-ci arboraient le drapeau du pays hôte et celui de l'exposition, d'où leur matériau, un béton centrifugé de couleur beige agencée à la place, leur format d'une dizaine de mètres de hauteur et leur place proéminente, à proximité immédiate du podium d'honneur où trône majestueusement le logo d'Expo 67 en négatif de la paroi de béton en arrière plan. Les drapeaux des pays participants étaient, quant à eux, groupés à l'écart dans le cadran sud-ouest de place, subséquemment remplacés par des arbres au début des années 1990.<br><br>Selon la documentation soumise et les analyses effectuées, ces mâts sont actuellement dans un état irrécupérable. Cette condition connue depuis un certain temps déjà a mené à la fermeture de l'accès à la place des Nations par décision de l'arrondissement pour assurer la sécurité du public en avril 2016 (périmètre de sécurité au pourtour du site). Jusqu'alors, l'espace central de la place était utilisé comme zone d'entreposage ou d'arrière-scène pour les événements et les travaux dans le secteur.<br><br>Le remplacement des mâts suivant leur démolition n'est pas proposé dans le cadre de ce projet, ceux-ci devant toutefois être dûment documentés par la Section ponts et tunnels de la Division de la gestion des actifs de la Direction des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville de Montréal qui s'engage à conserver dans un registre dans ses archives les dimensions et caractéristiques des mâts mémoires.<br><br>Ce projet est déposé avec l'accord de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), gestionnaire de l'immeuble municipal que constitue le parc Jean-Drapeau, qui souhaite également retrouver l'accès au site de la place des Nations. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |

**Considérant que :** Les travaux proposés ne contribuent pas à assurer le respect des conditions de conservation et de mise en valeur du site patrimonial cité prévues à la réglementation, ceux-ci étant directement liés au caractère protocolaire et civique de ce lieu public.

**Considérant qu' :** À défaut de pouvoir être réparés, les mâts devraient être remplacés selon la forme, l'apparence, la matérialité d'origine et leur emplacement actuel.

**Considérant que :** Les travaux devraient s'inscrire dans une logique de restauration de la place des Nations pour assurer sa transmission aux générations futures, comme lieu commémoratif d'Expo 67 et place publique intégrée aux activités du parc, plutôt que pour les considérations fonctionnelles d'un chantier de construction pouvant continuer de contribuer à sa fragilisation.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Ville de Montréal**

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

## DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Christian Ouchanne, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.4.1 & 4.6.31, parce que :

*(Veuillez préciser votre situation.)*

☑ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;

☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;

☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;

☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;

☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 13/12/2018

**Signature du membre**

**Ville de Montréal**

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

## DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Christian Ducharme, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.7.1, parce que :

*(Veuillez préciser votre situation.)*

☑ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;

☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;

☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;

☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;

☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 13/12/2018

**Signature du membre**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.11

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018 |

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:18

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701015

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**SÉANCE SPÉCIALE**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE**

**19 décembre 2018**
**17 h 00**

**Salle Quartier Chinois**
**800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente

M. Sébastien Aumais, membre substitut
Mme Cloé Cousineau, membre substitut
Mme Caroline Déom, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Maria Karteris, membre
Mme Anniken Kloster, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Louis Routhier, architecte
Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

**1. Ouverture de la séance**
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 17 h 00.

**2. Adoption de l'ordre du jour**
L'ordre du jour est accepté.

**3. Dépôt des documents**

**4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations**

**4.1 Article 89**
Aucun dossier

**4.2 Projet particulier**
Aucun dossier

**4.3 Modifications réglementaires**
Aucun dossier

**4.4 Dérogation mineure**
Aucun dossier

**4.5 Usage conditionnel**
Aucun dossier

**4.6 Titre VIII – Révision de projet**
4.6.1 3001472354 2307, boulevard René-Lévesque Ouest Favorable avec conditions

**4.7 Surhauteur**
Aucun dossier

**4.8 Avis préliminaire**
Aucun dossier

**4.9 Autres dossiers**
Aucun dossier

**5. Prochaine rencontre**
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 15 janvier 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 17 janvier 2019.

**6. Varia**

**7. Levée de l'assemblée**
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 17 h 15.

Sophie Mauzerolle 2018-12-19 — Billy Chérubin 2018-12-19

Sophie Mauzerolle — date — Présidente
Billy Chérubin — date — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**19 décembre 2018**
**3001472354**
**4.6.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 2307, boulevard René-Lévesque Ouest |
| **Responsable :** | Louis Routhier |
| **Description :+** | La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres sur les façades sud et est de la Maison des Infirmières, situées sur le site de l'ancien hôpital pour enfants de Montréal.<br><br>Au rez-de-chaussée, des fenêtres à guillotine en bois et comportant des carreaux traversants sont proposés. Aux 2e et 3e étages, le demandeur propose d'ajouter des meneaux en bois sur des fenêtres à guillotine en bois déjà livrées sur le chantier. Ces moulures, composées d'éléments de bois de 15 mm en applique par-dessus les unités scellées des fenêtres (côté intérieur et côté extérieur), permettraient d'imiter les carreaux que l'on retrouvait sur les fenêtres d'origine. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Il est à noter que l'ensemble des fenêtres a été démantelé sans autorisation et qu'une partie des fenêtres du rez-de-chaussée a été installée sans permis. Ces travaux ont fait l'objet d'un arrêt de chantier. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences du *Règlement autorisant la construction d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex (16-082)*. |
| **Considérant que :** | Les fenêtres proposées aux 2e et 3e étages ne reprennent pas la forme des ouvertures d'origine, mais elles reprennent leur apparence. Comme elles sont aux étages supérieurs, il sera difficile de percevoir que les carreaux ne sont pas traversants. |
| **Considérant que :** | Les fenêtres des 2e et 3e étages seront peu visibles. |
| **Considérant que :** | Le type de fenêtres proposées au rez-de-chaussée reprend la forme et l'apparence des ouvertures d'origine. |
| **Considérant que :** | Des dessins d'ateliers de l'ensemble des fenêtres proposées devront être déposés afin de valider que ces dernières reprennent l'apparence exacte des fenêtres d'origine. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Soumettre les dessins détaillés des fenêtres à guillotine en bois des 2e et 3e étages ainsi que des carreaux en surface proposés.**
- **Soumettre les dessins détaillés des fenêtres à guillotine en bois comportant des carreaux traversant et reprenant les divisions des fenêtres d'origine.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.12

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701019**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019 |

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:18

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701019

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE**

**17 janvier 2019**
**9 h 00**

**Salle Pont Jacques-Cartier**
**800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage**

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

M. Antonin Labossière, membre
Mme Caroline Déom, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Anne-Rose Gorroz, conseillère en aménagement
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement

**1. Ouverture de la séance**
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 05.

**2. Adoption de l'ordre du jour**
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

**3. Dépôt des procès-verbaux**
Le procès-verbal de la séance du comité du 13 décembre 2018 et celui de la séance spéciale du comité sont déposés et remis aux membres.

**4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations**

**4.1 Article 89**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.1.1 | 3001478394 | 1812-1834, rue Amherst | Favorable avec conditions et commentaire |
| 4.1.2 | 3001478242 | 330, rue Christin | Favorable avec conditions et commentaire |

**4.2 Projet particulier**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.2.1 | 3001482656 | 1981, avenue McGill College | Favorable avec commentaire |
| 4.2.2 | 3001481476 | 1900, rue Sherbrooke Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.2.3 | 3001428915 | 1181, rue de la Montagne | Favorable avec condition |
| 4.2.4 | 3001476003 | 99999, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions et commentaires |

**4.3 Modifications réglementaires**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.3.1 | 3001478242 | 330, rue Christin | Favorable avec conditions et commentaire |
| 4.3.2 | s.o. | Modification réglementaire – Dispositions de hauteurs | Favorable |

**4.4 Dérogation mineure**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.4.1 | 3001477599 | 2036, rue Saint-Denis | Favorable avec conditions |

**4.5 Usage conditionnel**
Aucun dossier

**4.6 Titre VIII – Révision de projet**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.6.1 | 3001459043 | 677, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.2 | 3001460250 | 1100, boulevard René-Lévesque Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.3 | 3001475628<br>3001475626 | 61 et 155, boulevard De Maisonneuve Est | Favorable |
| 4.6.4 | 3001475497 | 1212, rue Bishop | Favorable |
| 4.6.5 | 3001477122 | 1400, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.6 | 3001477364 | 1220, rue Saint-Marc | Favorable |
| 4.6.7 | 3001478120 | 425, boulevard De Maisonneuve Ouest | Défavorable |
| 4.6.8 | 3001481857 | 970, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.9 | 3001434674 | 1315, boulevard De Maisonneuve Est | Favorable |
| 4.6.10 | 3001472530 | 2494, boulevard De Maisonneuve Est | Favorable |
| 4.6.11 | 3001474228 | 1699, rue Saint-Denis | Favorable avec conditions |
| 4.6.12 | s. o. | 1600, boulevard René-Lévesque Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.13 | 3001476521 | 2238, rue Hochelaga | Favorable avec conditions |
| 4.6.14 | 3001419493 | 420, rue Saint-Paul Est | Favorable |
| 4.6.15 | 3001377889 | 2532, rue La Fontaine | Favorable avec conditions |
| 4.6.16 | 3001424355 | 2070, rue Clark | Favorable avec conditions |
| 4.6.17 | 3001469823 | 2438, rue La Fontaine | Favorable avec conditions |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.6.18 | 3001470925 | 1444, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable |
| 4.6.19 | 3001476563 | 1668, rue Saint-Denis | Favorable avec conditions |
| 4.6.20 | 3001477349 | 1259, rue Sainte-Catherine Est | Favorable avec conditions |
| 4.6.21 | 3001481835 | 1608A, rue Sainte-Catherine Ouest | Favorable avec conditions |
| 4.6.22 | 3001472297 | 99999, rue Saint-Marc | Favorable |
| 4.6.23 | 3001482656 | 1981, avenue McGill College | Favorable avec commentaire |
| 4.6.24 | 3001431466 | 2036, rue Saint-Denis | Favorable avec conditions |

**4.7 Surhauteur**
Aucun dossier

**4.8 Avis préliminaire**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.8.1 | 3001276585 | 149-151, rue Sainte-Catherine Est | Favorable avec commentaires |
| 4.8.2 | 3001472923 | 1428-1434, rue du Fort | Favorable avec conditions et commentaire |

**4.9 Autres dossiers**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4.9.1 | 3001484638 | 99999, rue Île Sainte-Hélène | Favorable avec condition |

**5. Prochaine rencontre**
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 février 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 février 2019.

**6. Varia**
6.1 – Point d'information ajouté concernant les heures de séances qui débuteront à 8h30 et se termineront à 12h30, si nécessaire.

**7. Levée de l'assemblée**
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 12 h 18.

23-01-2019 — 2019-01-23

Sophie Mauzerolle — date — Présidente

Billy Chérubin — date — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001478394**
**4.1.1**

**Objet :** **ARTICLE 89**

**Endroit :** 1812-1834, rue Amherst

**Responsable :** Anne-Rose Gorroz et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à autoriser, en vertu de l'article 89.4 de la Charte de la Ville de Montréal, la démolition de deux bâtiments résidentiels de 3 étages et la construction d'un projet résidentiel pour personnes itinérantes en réinsertion.

Concernant la démolition des deux bâtiments existants, une étude patrimoniale a été produite afin de documenter les principales caractéristiques des deux bâtiments. Le bâtiment situé au 1812-1814 Amherst a été construit en 1870 et selon le rapport d'expert, il y aurait des travaux de renforcement à effectuer quant à la stabilité du bâtiment. Celui au 1824-1834, rue Amherst a été construit en 1915, et selon le rapport d'expert pour la partie au 1830-1834, il y aurait le renforcement d'une poutre en acier et le renforcement de solives à faire.

La Société d'habitation et de développement de Montréal, mandataire de la Ville de Montréal, créée en 1988, est une société à but non lucratif, financièrement autonome (sans subvention de la Ville). Cette dernière souhaite développer le projet avec l'organisme communautaire « La maison du Père » expert dans le domaine afin d'accompagner la clientèle visée vers la stabilité résidentielle. D'autres organismes partenaires ont déjà assuré l'attribution et la gestion des logements et services d'autres projets (SODHAC, Accueil Bonneau, HAPOPEX, SOCAM, Coopérative d'habitation Anderson, Maison l'Intervalle, Projet logement Montréal…).

Le projet proposé est une construction résidentielle de 54 studios de 24 m², destinés à des personnes itinérantes en démarche d'autonomisation ayant besoin d'aide et d'hébergement. Le bâtiment sera d'une hauteur de 3 et 4 étages (12,79 m) à l'avant sur Amherst et de 5 étages sur la moitié arrière (15,96 m). Un revêtement de briques roses et de briques blanches reproduisant en façade le rythme et le parcellaire, est prévu.

Le projet prévoit un accès central par Amherst, des coursives accédant aux logements autour d'une cour intérieure de 170 m² aménagée, incluant 3 arbres plantés et des espaces communs au rez-de-chaussée (salle communautaire, conciergerie, bureau d'intervenant, buanderie). Les fenêtres de la salle commune (rez-de-chaussée) et la cour intérieure ouvrent sur le parc Ernest-Ouimet adjacent.

Selon l'expertise du consultant, 2 arbres à l'arrière en mauvaise condition seraient à couper (1 érable à Giguère et 1 orme rouge), et la haie d'ifs communs située entre les deux à conserver. Ces arbres seront remplacés à cet emplacement par 3 nouveaux qui s'ajouteront à 3 autres à l'arrière du bâtiment plus au nord.

Des mesures seront prises lors de l'excavation : les prescriptions de la norme BNQ visant la protection des arbres avant et durant les travaux de construction seront incluses au contrat de l'entrepreneur. Par la suite, une fertilisation riche en phosphore et en potassium sera nécessaire. Des cases pour vélos sont prévues selon le règlement. Le projet ne comporte aucune case de stationnement compte tenu du type de clientèle visée et de la proximité des transports en commun.

Le projet est conforme au Plan d'urbanisme, mais déroge principalement au Règlement d'urbanisme 01-282 quant à la hauteur autorisée de 3 étages et 12,50 m alors que le projet présente 3, 4 et 5 étages, soit 12,79 m sur Amherst et 15,96 m à l'arrière.

On note que la procédure de l'article 89.4 ne comporte aucune consultation publique et a également pour effet de ne pas devoir soumettre le projet au Comité d'étude des demandes de démolition.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet répond aux objectifs du Plan d'action montréalais en itinérance pour l'intégration de clientèles vulnérables ayant besoin d'aide et d'hébergement.

**Considérant que :** Les bâtiments à démolir présentent un intérêt de témoins historiques du secteur, mais l'état structural du 1812-1814 est très dégradé. Le second bâtiment est en meilleur état.

**Considérant que :** L'implantation, l'alignement et le parcellaire respectent ceux du milieu. Par ailleurs, même si la hauteur sur rue des bâtiments existants dans le secteur est de 2 et 3 étages et même si la hauteur maximale autorisée est de 3 étages, l'intégration en terme de hauteur et de gabarit par rapport à la rue Amherst se fait par un petit décroché du bâtiment donnant une hauteur de 3 étages sur le parc adjacent.

**Considérant que :** La hauteur de 5 étages (15,96 m) sur la moitié arrière du projet ne se retrouve pas dans le secteur.

**Considérant qu' :** En termes d'impact sur l'ensoleillement, l'abaissement d'une portion du bâtiment à 3 étages réduit l'ombrage du projet sur le parc adjacent. On note que l'ombrage du bâtiment est projeté d'est en ouest du côté de la rue Amherst et non à l'arrière. En conséquence, le projet entraîne peu d'impact en termes d'ensoleillement sur les bâtiments arrière voisins.

**Considérant que :** Le projet propose, avec ses logements traversants, un aménagement et un fonctionnement internes, de qualité, ainsi qu'un travail architectural apprécié.

**Considérant que :** Le projet prévoit la plantation de 9 nouveaux arbres.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Une structure adéquate avec un accès à une source d'eau devrait être prévue pour l'aménagement ultérieur de toits verts.**
- **Les prescriptions de la norme BNQ visant la protection des arbres avant et durant les travaux de construction devront être incluses au contrat de l'entrepreneur.**
- **Le projet devra être soumis pour révision au comité conformément à la procédure du Titre VIII.**

**Par ailleurs, les membres du comité s'interrogent sur la question de l'entretien des bâtiments de la SHDM et de ses conséquences. Ils sont d'avis que la SHDM devrait élaborer et leur transmettre un portrait général de l'état de leurs bâtiments sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre aux membres du comité d'avoir une idée globale des situations similaires à venir, notamment en ce qui concerne les demandes de démolitions.**

*Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001478242**
**4.1.2 et 4.3.1**

**Objet :** **AVIS PRÉLIMINAIRE POUR UN ARTICLE 89 ET MODIFICATION AU PLAN D'URBANISME**

**Endroit :** 330, rue Christin

**Responsables :** Gabrielle Leclerc-André et Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à autoriser la démolition de l'immeuble Le Riga. Pour ce faire, il faut retirer celui-ci de la liste des *Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle – Les habitations* du Plan d'urbanisme. Le projet de remplacement suivra la procédure prévue à l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville, puisqu'il est destiné à de l'habitation pour les personnes ayant besoin d'hébergement. La gestion de l'immeuble sera assurée par l'organisme l'Accueil Bonneau.

La prémisse principale de l'occupation projetée est de tirer un parti maximal des possibilités offertes par le zonage de plein droit, car la SHDM fait valoir que les occasions de construire du logement social sont peu nombreuses et rencontrent souvent de l'opposition au centre-ville, alors que les besoins sont toujours criants.

La proposition consiste en un bâtiment de 7 étages (22,70 m) accueillant 114 logements (90 studios, 18 studios pour couples et 6 logements de 2CC) répartis sur tous les étages, ainsi que des espaces communs et des bureaux pour les intervenants sociaux dans la partie est du rez-de-chaussée. L'entrée principale est aménagée sur la rue Christin. Le bâtiment comporte deux sections distinctes dont chacune desservira une clientèle type, soit les personnes seules et les couples ou de même famille. On retrouve deux espaces extérieurs, un au RC sur Savignac et l'autre au 2$^{e}$ niveau sur Christin, qui seront utilisés exclusivement par chacune des deux clientèles types.

La façade Christin présente un jeu de ressauts et de redents, où les balcons en juliette sont intercalés par des colonnes de briques vernissées de couleurs. Au rez-de-chaussée se déploie en continu devant les ouvertures un écran en acier, perforé d'un motif de feuilles. Des bacs de plantations seront aménagés entre l'écran et la façade. Les cages d'escalier intérieures entièrement vitrées, adjacentes à la cour et à la terrasse du 2$^{e}$ étage, seront visibles de l'extérieur.

La matérialité proposée consiste en des briques vernissées de quatre teintes pour les façades sur Christin et Savignac, de briques grises et beiges pour les façades latérales, d'aluminium pour les juliettes et d'acier pour l'écran au niveau du rez-de-chaussée.

**Élément particulier :** Aucune

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Plusieurs ouvrages et études attribuent indéniablement un intérêt architectural et historique au bâtiment, mais que les interventions sur l'ossature au cours des années, font en sorte qu'aujourd'hui le bâtiment n'est pas récupérable pour l'usage qui lui est destiné.

**Considérant qu' :** Un rapport sur la structure préconise la démolition de l'immeuble.

**Considérant que :** Le projet de remplacement proposé respecte les orientations du Plan d'urbanisme et au zonage.

**Considérant que :** La façade présente une certaine verticalité avec le jeu de ressauts et de redents créé par les bandes de briques de couleur et la fenestration, venant ainsi briser la masse du bâtiment.

**Considérant que :** L'étroitesse des rues Christin et Savignac et la hauteur maximisée du projet et des bâtiments situés de l'autre côté de ces rues auront pour résultat un effet de canyon.

**Considérant que :** La présence de l'entrée principale, des espaces communs et de la cour avant favorisent d'une certaine manière l'animation du domaine public.

**Considérant que :** La relation entre le bâtiment et la rue est cependant affectée avec l'aménagement d'un grillage d'une hauteur de 2 mètres devant les fenêtres des logements, donnant l'impression d'un mur aveugle assombrissant encore plus les logements, puisqu'il n'y aura pas de lumière directe pour les illuminer.

**Considérant que :** La volumétrie et la composition des espaces et des façades de la proposition témoignent d'un effort et d'une volonté réels de mitiger l'impact de l'insertion d'un aussi gros volume dans un espace aussi restreint.

**Considérant que :** Des plans plus complets permettront de peaufiner le projet et d'établir les dérogations nécessaires et qui seront incluses au règlement devant mener à l'adoption du projet.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Revoir le traitement de la proposition afin de privilégier une composition de matériaux plus sobre.**
- **Fournir un devis technique afin de s'assurer que le bâtiment sera documenté lors de son démantèlement.**
- **Retirer complètement ou réduire la hauteur des grillages installés devant les fenêtres, de façon à favoriser une relation plus dynamique entre le bâtiment et le domaine public. Le retrait du grillage est l'option à privilégier selon les membres du comité.**
- **Envisager un retrait au dernier étage pour diminuer l'impact environnemental du nouveau volume sur les alentours et répondre au retrait existant sur le pavillon J.A De Sève de l'UQÀM qui encadre l'autre côté de la rue Christin.**
- **Prévoir un rappel commémoratif au projet de remplacement compte tenu de la valeur patrimoniale et historique du bâtiment à démolir.**
- **Procéder à une révision de projet conformément à la procédure du Titre VIII.**

**Par ailleurs, les membres du comité s'interrogent sur la question de l'entretien des bâtiments de la SHDM et de ses conséquences. Ils sont d'avis que la SHDM devrait élaborer et leur transmettre un portrait général de l'état de leurs bâtiments sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre aux membres du comité d'avoir une idée globale des situations similaires à venir, notamment en ce qui concerne les demandes de démolitions.**

**De plus, les membres ont formulé une demande envers les instances municipales concernant la mise en place d'une façon systématique pour les commémorations de bâtiments d'intérêts patrimoniaux.**

*Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001482656**
**4.2.1 et 4.6.23**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 1981, avenue McGill College

**Responsable :** Étienne Longtin et Thomas Fontaine

**Description :** La demande vise la démolition du poste de ventilation naturelle existant ainsi que la construction d'un nouveau volume d'une largeur d'environ 6,2 m et d'une hauteur de 2 étages pour environ 8 m, comme agrandissement de la station de métro McGill. Celui-ci comprend 2 étages en sous-sol permettant de rejoindre les niveaux « mezzanine » et « quai » de la station existante. Il est principalement occupé par un escalier d'accès et un ascenseur pour permettre l'accessibilité universelle de cette station, alors qu'un puits de ventilation naturelle (sans équipements mécaniques) s'implante dans sa partie nord à l'arrière. Cette construction, d'environ 94 m², serait un agrandissement du bâtiment commercial auquel elle est jumelée.

La volumétrie de l'édicule présente un mur à la limite ouest longeant deux volumes superposés en escalier. Le mur, revêtu de panneaux métalliques texturés, fait office de cloison d'intimité entre l'accès de l'édicule et la terrasse de l'espace commercial jouxtant le site. Une enseigne de signalisation publique (logo du métro) y est apposée en saillie.

Le volume du rez-de-chaussée, revêtu de mur rideau vitré, est implanté en recul d'environ 0,8 m depuis la limite d'emprise de la voie publique afin de permettre l'ouverture sécuritaire des portes pivotantes. Des enseignes de signalisation publique (nom de la station) sont apposées au-dessus des portes d'entrée.

Le volume du 2e étage, revêtu de persiennes métalliques, est implanté à environ 6,6 m de la limite d'emprise de la voie publique afin de minimiser sa visibilité depuis celle-ci.

La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, notamment à l'absence de l'usage « installations du métro » aux usages autorisés (article 134).

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu'à ceux applicables à la révision de projet.

**Considérant que :** La proposition contribue à améliorer la qualité de l'espace public et celle du paysage urbain par la maximisation des ouvertures dans la façade bordant la rue, une intégration urbaine et architecturale en continuité avec le cadre bâti adjacent, tout en assurant les impératifs d'accessibilité universelle portés par ce projet de mise à niveau du réseau du métro.

**Considérant que :** Le projet n'est pas susceptible d'impacter les conditions environnementales du site, encourageant plutôt au passage l'utilisation des transports collectifs, tant le métro existant, que le Réseau électrique métropolitain (REM), en construction, se raccordant à cette station.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**Par ailleurs, les membres du comité ont souligné que, de façon générale, les accès universels devraient être mieux identifiés, afin de faciliter la circulation des personnes à mobilité réduite.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001481476**
**4.2.2**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest

**Responsables :** Gabrielle Leclerc-André et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à autoriser une demande de modification des annexes du projet particulier initial ayant pour objectifs d'améliorer les interventions sur les bâtiments existants et d'agrandir vers la rue Lincoln le 1900, rue Sherbrooke. Une extension du délai de réalisation est aussi demandée.

Les demandeurs proposent de simplifier les transformations sur les bâtiments existants. Ainsi, les nombreux balcons sur la façade latérale est du 1950, rue Sherbrooke sont abandonnés. Afin d'améliorer l'apport de lumière naturelle aux logements, une série de fenêtres dans les mêmes proportions que celles existantes sera ajoutée à la façade arrière de l'immeuble. Quelques persiennes remplaceront des ouvertures, notamment celles au niveau du saut-de-loup de la façade est. Enfin, la passerelle entre les deux bâtiments sera démantelée.

L'agrandissement qui consiste en un troisième volume à l'intersection des rues St-Marc et Lincoln diffère de quelque peu de la proposition initiale. Les éléments qui y sont modifiés sont le retrait d'un étage pour atteindre 8 étages (30,8 m), l'agrandissement de l'aire de plancher ayant pour effet d'étirer le volume vers le nord le long de St-Marc, le déplacement de l'un des accès au stationnement sur cette rue, l'ajout d'ouvertures au rez-de-chaussée et l'abandon des balcons. Les espaces extérieurs communs sont également conservés.

Le projet prévoit au total 273 logements locatifs, des bureaux et des espaces commerciaux aux immeubles existants.

**Élément particulier :** Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice.

**Remarque importante :** CA09 240398 - 2 juin 2009 - Adopter une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978).

CA14 240435 - 8 juillet 2014 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest (Projet le Gramercy).

**Considérant que :** La nouvelle proposition pour la rénovation des bâtiments existants est simplifiée, mettant ainsi davantage en valeur leurs caractéristiques architecturales.

**Considérant que :** L'ajout d'une série de fenêtres à chaque étage du 1950, Sherbrooke s'intègre de façon harmonieuse à la dimension et la répartition des ouvertures existantes.

**Considérant que :** L'abandon des balcons et des structures d'entrée entre les deux bâtiments permet une meilleure lecture de leur volume et de leur mode d'implantation isolé.

**Considérant que :** L'aménagement de la terrasse au 10e étage favorise des interventions simplifiées de façon à dégager les appentis mécaniques d'origine.

**Considérant qu' :** La bonification du projet est toutefois moins notable pour la proposition du nouveau volume au coin des rues Saint-Marc et Lincoln.

**Considérant que :** Le retrait d'un niveau est appréciable, puisqu'il s'intègre davantage à la hauteur du bâtiment au nord et à celui à l'est de Saint-Marc, et ce, sans avoir pour effet d'écraser le volume.

**Considérant que :** L'ajout d'ouvertures au niveau du rez-de-chaussée n'a cependant pas l'effet escompté en termes d'animation des rues puisque les usages qui se trouvent à ce niveau sont du stationnement et des salles mécaniques, et les fenêtres sont en verre dépoli.

**Considérant que :** Sur la rue Saint-Marc, l'espace entre ce nouveau volume et celui au nord, qui mène aux espaces extérieurs communs pourrait également être amélioré afin de bonifier l'environnement bâti de la rue.

**Considérant que :** La composition des façades en quatre strates donne un effet trop horizontal à la construction. Les façades pourraient arborer une composition tripartite telle que les 2 autres bâtiments déjà présents sur le site et la proposition architecturale pourrait se distinguer de la première version.

**Considérant que :** L'impact du nouveau bâtiment sur l'ensoleillement est minime.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un avis favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln.**
- **La façade et l'accès aux espaces extérieurs sur St-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues.**
- **La composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de qualité devrait être favorisée.**
- **Fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001428915**
**4.2.3**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 1181, rue de la Montagne

**Responsable :** Charlotte Horny

**Description :** La demande vise à régulariser des aménagements effectués sans permis depuis 2013, pour le restaurant la Queue de cheval. Le projet de réaménagement diffère de celui présenté en août 2018. Une visite de l'immeuble en septembre 2018 a notamment permis d'établir des constats qui ont modifié la nature des dérogations.

Les transformations proposées comprennent tout d'abord la démolition du podium qui accueillait la terrasse avant et l'aménagement d'une terrasse au niveau du sol. Aussi, il est prévu d'installer une nouvelle fenêtre, identique à celle d'origine, au premier étage, en remplacement de la porte percée en 2013, de remplacer les deux marquises par des marquises en toile de forme arrondie, de relocaliser le comptoir de vente à l'intérieur du bâtiment. Une ouverture sera percée dans le mur latéral de l'alcôve de la porte arrière. Cette ouverture servira de comptoir de vente en remplacement du comptoir ouvrant directement sur la ruelle. L'alcôve sera fermée par une porte vitrée, dont le battant empiètera sur le domaine public.

Le projet inclut par ailleurs la conversion du local utilisé comme chambre froide en salle à déchet. Il vise également à rendre conforme l'occupation du 3$^{e}$ étage par l'usage restaurant (bureau pour l'administration du restaurant ou espace de consommation, toilettes destinées aux clients du restaurant), ainsi que l'aménagement de la terrasse sur le toit, toujours au 3$^{e}$ étage. La capacité d'accueil de la terrasse est de 30 à 100 personnes, selon l'aménagement.

Les dérogations au *Règlement d'urbanisme 01-282* concernent la terrasse du restaurant qui dans le secteur visé, ne peut être aménagée sur le toit d'un bâtiment, ainsi que l'usage du rez-de-chaussée qui peut uniquement être prolongé au niveau immédiatement supérieur, donc l'occupation du 3$^{e}$ étage par le restaurant n'est pas autorisée.

Une autre dérogation concerne l'empiètement sur le domaine public d'un battant de porte qui ne peut empiéter sur le domaine public. Or la nouvelle porte arrière fermant l'alcôve pour le comptoir de vente étant sur la ligne de lot, elle ouvrira sur le domaine public.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet prévoit plusieurs transformations en vue de respecter le permis de transformation délivré en 2013, et de corriger certaines dérogations, existantes depuis 2013.

**Considérant que :** La démolition du podium qui accueille la terrasse avant, construit sans permis, est bien accueillie et l'aménagement au sol proposé respecte le permis en vigueur et donc, les conditions du CCU de 2013.

**Considérant que :** La remise en l'état d'origine de la fenêtre qui avait été transformée en porte sans permis est également bien accueillie.

**Considérant que :** La relocalisation du comptoir de vente dans l'alcôve abritant la porte arrière est une avenue qui répond à la mise aux normes attendue et que la fermeture de l'alcôve par une porte de verre permet de considérer que la vente a lieu à l'intérieur du bâtiment.

**Considérant que :** L'empiètement du battant de la porte sur le domaine public est acceptable dans la mesure où il s'agit d'une ruelle et que la circulation des piétons ou des autos n'en sera pas affectée.

**Considérant que :** La demande visant à régulariser l'occupation du 3$^{e}$ étage par le restaurant apparaît acceptable dans la mesure où la majeure partie de l'étage est destiné à la salle de toilettes et que l'aire de consommation qui pourrait être ajoutée (actuellement occupée par l'administration du restaurant) est de petites dimensions (20 m² ou 214 pi²).

**Considérant que :** Une terrasse sur le toit est envisageable à cet emplacement, car les bâtiments adjacents ne comprennent pas de logements et que le bruit généré par la terrasse ne risque donc pas d'indisposer le voisinage.

**Considérant que :** La marquise proposée pour l'entrée principale a toujours pour effet de masquer le fronton de la porte d'entrée, néanmoins la forme s'intègre davantage à l'ensemble.

**Considérant que :** Dans un souci de lisibilité de la façade, la marquise abritant l'entrée vers le sous-sol devra être supprimée.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Supprimer la marquise de l'entrée du sous-sol.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001476003**
**4.2.4**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsables :** Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation qui était conforme aux paramètres de hauteur et de densité en vigueur depuis 1992, comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 198 et 185 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1636 logements, dont 700 locatifs, 2 700 m² de commerces et bureaux ainsi que 677 places de stationnement souterrain réparties sur trois niveaux.

À la séance du mois de décembre 2018, le Comité a émis plusieurs conditions au projet, lesquelles ont été prises en compte dans sa présente proposition.

En premier lieu, le projet présente désormais un linéaire de façade de 48 m sur la rue Sainte-Catherine, soit une réduction de 6,5 m par rapport à la première proposition. Ainsi, pour permettre de réduire l'impact de la tour sur la rue Sainte-Catherine sans affecter la densité du projet, la largeur de la tour a été augmentée, la forme de son implantation a été modifiée pour prendre celle d'un « L » et la tour sud a été épaissie de 0,5 m.

Également, le projet présente plusieurs éléments distinctifs permettant son intégration dans le contexte du Quartier des spectacles :

- la passerelle, notamment par le traitement de son soffite réfléchissant et de sa volumétrie, agit comme un élément signal du projet : une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue est d'ailleurs portée.
- un étage de transition généré par la passerelle anime les façades et vient briser la masse des deux tours.
- les loggias sont disposées dans une trame rappelant celle d'un tissage comportant un maillage très fin au bas de la tour qui s'agrandit progressivement vers le haut.
- les soffites des loggias présentent un matériau blanc réfléchissant, constitué d'un panneau métallique réfléchissant, qui amène une

texture à l'ensemble de la façade et qui permet de mettre en valeur le tissage proposé.

- les détails d'enveloppe proposés pour la réalisation des loggias dissimulent l'ensemble de la dalle de chacun des balcons en l'intégrant dans la trame du mur-rideau.
- sur la rue Sainte-Catherine, un préau donnant accès à une cour est créé par la construction d'un claustra métallique contemporain évoquant une grille ornementale traditionnelle : ce claustra est également recouvert d'une marquise dotée d'un soffite réfléchissant.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable avec conditions.

**Considérant que :** La proposition constitue une version améliorée du projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

**Considérant que :** Le traitement des soffites des loggias et de la passerelle permettra d'assurer de réduire l'aspect rectiligne du projet tout en conservant une certaine sobriété et une unité d'ensemble.

**Considérant que :** Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles, l'accès de la placette devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du secteur.

**Considérant que :** La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour un claustra amovible sans compromettre la qualité architecturale proposée, afin de favoriser un meilleur accès à la placette, lors des heures d'ouverture.**
- **Accompagner la résolution de projet particulier des critères supplémentaires suivants :**
  - **Les soffites des loggias devront être recouverts d'un parement architectural de grande qualité afin de participer à l'animation des façades des tours.**
  - **Les dalles des balcons des loggias ainsi que les garde-corps devront être intégrés à la trame du mur-rideau.**
  - **La passerelle devra permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble. Une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue devra être portée notamment par le choix des matériaux du soffite.**

**Par ailleurs, les membres du comité réitèrent leur commentaire de la dernière présentation du projet, à l'effet qu'une réflexion sur l'intégration de logement social devrait être envisagée.**

**De plus, les membres suggèrent à nouveau au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.**

*Il est à noter que M. Antonin Labossière tient à exprimer sa dissidence quant au concept de claustra donnant sur la rue Sainte-Catherine.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**s.o.**
**4.3.2**

**Objet :** **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE**

**Endroit :** Arrondissement de Ville-Marie

**Responsable :** Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

**Description :** Il est proposé de modifier le *Règlement d'urbanisme 01-282* afin d'ajouter un article permettant de déroger aux dispositions de hauteurs pour les portions de bâtiments à conserver dans le cadre d'une démolition d'immeuble.

Le *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoit des hauteurs minimales et maximales en mètres et en étages qui s'appliquent à tous les projets de constructions incluant les projets intégrant des éléments patrimoniaux. À titre d'exemple, le projet situé au 2025, rue Peel autorisé par le comité de démolition comprenait une façade à conserver dérogeant à la hauteur minimale.

Il est proposé d'ajouter un article permettant une exception relative aux paramètres de hauteurs et aux règles d'insertion pour un volume en façade dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement.

Lorsqu'une démolition est autorisée, il est très fréquent que la conservation ou la reproduction d'un volume significatif du bâtiment à démolir soit exigée pour des questions de valeur patrimoniale, mais également afin d'enrichir l'encadrement de la rue. Il peut arriver que l'exigence de conservation de ce bâtiment soit dérogatoire à la hauteur et qu'une dérogation mineure soit requise afin d'autoriser ce qui, à l'origine, est une condition à l'autorisation de la démolition.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Les hauteurs minimales visent à assurer un encadrement bâti continu et harmonieux de l'espace public, notamment pour le confort des piétons ou afin d'assurer une harmonisation avec le tissu urbain existant.

**Considérant que :** Les hauteurs en étages jouent un rôle déterminant dans le maintien et la mise en valeur des caractéristiques du bâti patrimonial d'échelle modeste, soit les bâtiments de 3 étages ou moins. L'idée maîtresse consiste à s'assurer d'une continuité de la hauteur des étages dans les ensembles bâtis homogènes.

**Considérant que :** La modification proposée permettrait de corriger une contradiction et faciliterait les efforts déployés en vue d'intégrer des éléments architecturaux d'intérêt, qui ont souvent une valeur historique, à même les projets immobiliers.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001477599 et 3001431466**
**4.4.1 et 4.6.24**

**Objet :** **DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 2036, rue Saint-Denis

**Responsable :** Gabrielle Leclerc-André et Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à autoriser un projet d'agrandissement dont le mode d'implantation déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Le site accueille actuellement un bâtiment de trois étages avec un rez-de-chaussée commercial et un usage résidentiel aux étages. Le bâtiment n'occupe qu'environ le tiers du terrain, alors que la réglementation permet un taux d'occupation de 85%.

L'agrandissement proposé se déploie vers l'avenue Joly, et le taux d'implantation de l'ensemble du bâtiment serait porté à 72%. Le nouveau volume de 3 étages avec mezzanine accueillerait 8 logements de 4 et 6 chambres. Deux logements occupent le sous-sol. Une terrasse et un gymnase communs sont aménagés sur le toit du 3$^{e}$ niveau et à la mezzanine.

Le demandeur propose une façade occupant 9,45 m, alors que le lot mesure 11,9 m., laissant donc un dégagement de 2,5 m entre le nouveau volume et la limite latérale sud. Ce mode d'implantation en jumelé se trouve à enclaver 2 petites courettes distribuant l'aération et la lumière naturelle au bâtiment contigu du côté nord, qui seraient prolongées pour assumer la même fonction pour l'agrandissement. D'autre part, le dégagement permet d'accéder à l'entrée principale qui se situe en cour latérale, au milieu de l'agrandissement. Les espaces de ce nouveau volume ne communiquent pas avec ceux du bâtiment existant.

La façade est encadrée de brique de béton charbon format 10 cm x 30 cm, qui entoure un noyau traité en verre pour les ouvertures, en panneaux de béton préfabriqué jaune et en blocs de béton gris pâle de format 20 cm x 60 cm. La construction hors toit serait également habillée de maçonnerie.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** La configuration du volume ajouté, qui n'occupe que la partie nord du lot, permet d'optimiser l'apport de lumière naturelle dans les logements.

**Considérant que :** La proposition en implantation jumelée permet quant à elle un meilleur accès à l'avenue Joly, en plus de limiter l'impact sur l'ensoleillement.

**Considérant qu' :** L'agrandissement du bâtiment contribuera à consolider le front bâti de l'avenue Joly.

**Considérant que :** La composition souligne la verticalité qui est très présente dans le secteur ; par contre, elle utilise des éléments de grand format, comme la construction contiguë au Nord, alors que le contexte historique utilise plutôt la brique de format Québec

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour une composition plus structurée et plus simple, comportant moins de matériaux différents.**
- **En ce qui concerne l'aile donnant sur la rue Joly, opter pour une brique d'argile de format Québec au lieu de la brique de béton; éliminer le bloc de grand format.**
- **Au sous-sol, agrandir le format des fenêtres situées du côté nord de l'élévation Joly.**
- **Réduire le niveau du sol de la cour latérale afin de dégager davantage les logements en sous-sol.**
- **Souligner la verticalité de l'aile donnant sur la rue Joly, et marquer le coin visible de l'agrandissement.**
- **Présenter à nouveau le projet en Titre VIII lors d'une séance subséquente du comité.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001459043**
**4.6.1**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

**Endroit :** 677, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsable :** Thomas Fontaine

**Description :** La demande vise à apporter certaines modifications au projet de transformation de l'ancien complexe des Ailes suite à sa fusion avec le centre Eaton. À l'intersection des boulevard De Maisonneuve Ouest et Robert-Bourassa, alors qu'une porte d'accès était prévue dans les versions précédentes du projet, une vitrine est désormais proposée.

Une condition énoncée par le CCU lors de la séance de novembre 2018 de rétablir l'entablement au-dessus de la vitrine n'a pas été intégrée au projet pour des raisons techniques. La section de mur-rideau du 3e étage au-dessus de la vitrine appartient à Hydro-Québec et ne peut être modifiée.

Le concepteur propose donc un film translucide devant la dalle entre le niveau rez-de-chaussée et le 2e étage. Une image ancienne fournie par le demandeur et qui daterait des années 1950 illustre le coin nord-ouest du bâtiment Eaton ne comportant pas d'accès, mais plutôt une vitrine. Cette intersection abrita par contre un accès depuis le début des années 2000, lorsque le complexe fut transformé afin d'abriter les Ailes de la Mode.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Le projet de transformation a été présenté au CCU à quatre reprises en juin 2016, avril 2017, octobre 2017 et mars 2018, et a reçu des avis favorables assortis de conditions. La modification de l'accès à l'intersection des boulevard De Maisonneuve Ouest et Robert-Bourassa a également fait l'objet d'une présentation au comité en novembre 2018.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

**Considérant qu' :** Un critère de l'unité de paysage Sainte-Catherine Centre vise l'animation sur rue au moyen d'accès piéton et d'ouvertures multiples.

**Considérant que :** Les croquis anciens laissent penser que le projet d'origine ne comportait pas de portes aux intersections, mais plutôt une vitrine commerciale et donc la proposition restaure une caractéristique d'origine du bâtiment.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **À moins de la démonstration d'une contrainte technique difficilement surmontable, prévoir un meneau horizontal supplémentaire au mur-rideau ,en continuation du bandeau de pierre en saillie s'interrompant de part et d'autre des panneaux tympans proposés.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001460250**
**4.6.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1100, boulevard René-Lévesque Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à installer trois enseignes aux façades nord et nord-est de la tour Laurentienne, une tour commerciale datant de 1986 selon les registres de la ville. Alors que la version précédente du projet proposait trois enseignes au mur-rideau, la version modifiée n'en propose désormais qu'une seule à la façade René-Lévesque. Une autre est proposée à la marquise surmontant l'entrée de la tour, et une troisième à la stèle existante à l'intersection de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque Ouest.<br><br>Les enseignes consistent en le logo de la firme d'avocat BCF. L'enseigne prévue à la façade René-Lévesque n'est pas lumineuse et mesure environ 1 mètre de haut par environ 2,8 mètres de large, alors que l'enseigne prévue à la marquise d'entrée est lumineuse et mesure quant à elle environ 0,5 mètre de haut par 1,5 mètre de large. L'enseigne non lumineuse sur la stèle n'est quant à elle haute que de 25 cm.<br><br>L'enseigne existante de la façade René-Lévesque Ouest, remplacée dans le cadre du projet, a été autorisée en 2006. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. |
| **Remarque importante :** | Le projet d'enseignes a été présenté au CCU à la séance d'octobre 2018, et a reçu un avis favorable assorti d'une condition. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 21 du *Règlement 12-006*. |
| **Considérant que :** | L'enseigne proposée à la marquise est intégrée à l'architecture du bâtiment en signalant l'entrée. |
| **Considérant que :** | L'enseigne de la façade René-Lévesque ne s'intègre pas adéquatement au bâtiment de par son emplacement. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Renoncer à l'enseigne prévue à la façade René-Lévesque Ouest.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001475626 et 3001475628**
**4.6.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 61 et 155, boulevard De Maisonneuve Est |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'installation de 4 persiennes d'évacuation de ventilateurs de salles de bain aux façades visibles depuis la voie publique de trois des bâtiments du complexe d'Habitations Jeanne-Mance (bâtiments C1, C2 et C7). Les persiennes mesurent 200 mm par 200 mm et sont peintes d'une couleur tentant d'appareiller celle de la maçonnerie. Les travaux sont proposés dans le cadre d'une vaste mise à jour des systèmes mécaniques de certains des bâtiments sur le site. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Un projet similaire a été présenté au CCU lors des séances d'août et septembre 2017 et a reçu un avis favorable conditionnel à une intégration plus adéquate des persiennes d'évacuation proposées. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.25 du *règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les persiennes représentent une insertion relativement discrète sur des façades qui ne font pas front à la voie publique. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001475497**
**4.6.4**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1212-1216, rue Bishop |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la modification de l'apparence d'une construction en surhauteur. La façade nord du bâtiment d'origine, qui était dans la version antérieure du projet conservée, est désormais revêtue de brique d'argile rouge. Les traces des anciennes ouvertures, qui étaient conservées, sont donc désormais disparues. La répartition des ouvertures est également modifiée relativement à l'apparence du projet de 2017. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Une version antérieure du projet a été présentée au comité en août 2016 et en avril 2017, et a reçu à ces deux occasions un avis favorable de la part des membres du comité. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.16 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La nouvelle configuration des ouvertures présente un impact faible sur l'architecture du bâtiment considérant leur emplacement sur l'élévation de la ruelle. |
| **Considérant que :** | Le mur de brique d'origine a été remplacé suite à une condition de chantier. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001477122**
**4.6.5**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1400, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'autorisation d'une enseigne non lumineuse en saillie à la façade commerciale d'un édifice de quatre étages datant de 1928, selon les registres de la ville. L'enseigne mesure 0,75 m de large par 0,25 m de haut et présente l'inscription « Rudsak ». |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | L'enseigne présente un message répété déjà présent aux auvents existants arborant la même inscription. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Retirer les inscriptions « Rudsak » existantes aux côtés des auvents, afin d'éviter la répétition du message.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001477364**
**4.6.6**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1220, rue Saint-Marc |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la modification de la construction hors toit d'un bâtiment victorien du village Shaugnessy, construit en 1880 selon les registres de la ville. Le projet d'agrandissement, autorisé en 2017, est toujours en chantier.<br><br>Alors que la version de la construction hors toit présentée au comité en 2016 ne comportait pas d'ouverture à son enveloppe vitrée, le demandeur propose désormais l'ajout de sections ouvrantes à la base de celle-ci. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Une version antérieure du projet a été présentée au comité en juillet, octobre et novembre 2016, et a reçu à ces occasions des avis favorables conditionnels de la part des membres du comité. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.16 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les nouvelles ouvertures présentent un impact faible sur l'architecture du bâtiment considérant leur emplacement à la base de la construction hors toit. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001478120**
**4.6.7**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE – NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE** |
| **Endroit :** | 425, boulevard De Maisonneuve Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne de nom d'occupant d'immeuble sur un édifice de 17 étages datant de 1983 selon les registres de la ville.<br><br>L'enseigne consiste en des lettres détachées lumineuses formant l'inscription « La Capitale », accompagnées du logo de l'entreprise. Le logo et les lettres hautes d'environ 1 m forment une inscription d'une largeur totale de 8,5 m. Trois inscriptions au sol pour la même entreprise sont retirées dans le cadre du projet. D'autres enseignes de type « occupants d'immeuble » sont également présentes à la même façade (Banque Laurentienne et groupe financier Optimum). |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | La multiplication des enseignes de type « occupant d'immeuble » à la façade participe à créer une apparence désordonnée |
| **Considérant que :** | L'enseigne existante à proximité de la porte d'accès principale tenait mieux compte des critères d'intégration harmonieuse à l'architecture du bâtiment et de nombre et dimensions minimales pour identifier l'immeuble. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**Le comité suggère le dépôt d'un plan directeur d'enseignes pour l'ensemble du bâtiment qui présenterait une intégration harmonieuse à l'architecture du bâtiment.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001481857**
**4.6.8**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 970, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise l'autorisation d'une enseigne lumineuse à plat à la façade commerciale d'un édifice de 3 étages datant de 1935, selon les registres de la ville.<br><br>L'enseigne est formée des lettres « SQDC » accompagnées du logo de la société d'État et est proposée au-dessus de la vitrine commerciale. L'enseigne mesure 2,8 mètres de large par 0.9 mètre de haut. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | L'emplacement proposé permet une intégration harmonieuse à la façade du bâtiment, au-dessus de la vitrine commerciale. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001434674**
**4.6.9**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT**

**Endroit :** 1315, boul. De Maisonneuve Est

**Responsable :** Monique Gascon

**Description :** La demande initiale visait l'ajout d'une construction hors toit sur un bâtiment résidentiel et commercial, construit vers 1900 selon les registres de la Ville, et actuellement en transformation pour aménager des logements au rez-de-chaussée. L'agrandissement projeté, au parement de métal prépeint de couleur blanche, s'alignait sur le mur latéral donnant sur la rue Lartigue en arborant un parement de briques blanches, mais ne serait pas visible du boulevard De Maisonneuve du fait de son retrait par rapport à la façade avant.

Les travaux incluaient également le remplacement complet du parement de briques, recouvert de peinture, par un nouveau parement de briques d'argile et de linteaux en briques ou en béton selon les niveaux, l'agrandissement du balcon du 2$^{e}$ étage à l'arrière et le déplacement de l'escalier extérieur en saillie qui y donne accès, tout en limitant ce dernier au 2$^{e}$ étage.

Des plans révisés et un échantillon de parement métallique de couleur grise ont été déposés le 21 décembre 2018, tenant compte de la condition énoncée par le comité en septembre. Toutefois, l'application du retrait exigé de la construction hors toit par rapport à la façade de la rue Lartigue réduit substantiellement la superficie utile de la pièce ajoutée. La proposition actuelle vise à prolonger la construction hors toit jusqu'à la limite latérale du bâtiment, en alignement avec la partie de façade qui se trouve en retrait de la limite du terrain le long de la rue Lartigue. Cet alignement déroge à l'article 22 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, qui impose un retrait de la façade à une distance minimale équivalente au double de la hauteur de la construction, mais peut être autorisé en vertu de l'article 23.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Avis favorable du CCU à sa séance du 13 septembre 2018 (2182682038), avec condition : « déposer des plans révisés montrant un retrait de la construction hors toit par rapport au mur latéral donnant sur la rue Lartigue, en alignement avec les bâtiments immédiatement voisins, l'utilisation d'un parement de couleur grise pour la construction hors toit et l'utilisation de linteaux arqués en briques pour les ouvertures du rez-de-chaussée de la façade donnant sur le boulevard De Maisonneuve.»

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux critères énoncés à l'article 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** La construction hors toit formerait une façade d'un seul plan, en prolongation de l'alignement exigé par la condition du CCU de septembre 2018, ce qui minimiserait son impact visuel sur le cadre bâti existant.

**Considérant que :** La construction hors toit serait visible à partir de l'axe du trottoir du côté opposé de la rue Lartigue, mais la façade donnant sur cette rue est en retrait sur le tiers de sa longueur et présente les caractéristiques d'un mur arrière plutôt que d'un mur de façade principale, puisque le bâtiment est situé sur un terrain de coin.

**Considérant que :** L'apparence extérieure de la construction hors toit s'intégrera adéquatement à celle du bâtiment et aux caractéristiques des bâtiments voisins.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001472530**
**4.6.10**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS-INTÉRIEURS** |
| **Endroit :** | 2494, boulevard De Maisonneuve Est |
| **Responsable :** | Monique Gascon |
| **Description :** | La demande vise le remplacement d'une vitrine d'un local commercial du rez-de-chaussée d'un bâtiment situé à l'intersection de la rue d'Iberville et du boulevard De Maisonneuve, suite à des dommages causés au coin du mur par un véhicule automobile. La vitrine existante abîmée avait été installée sans permis dans le cadre d'un ensemble de travaux de restauration des façades dûment autorisés sans l'inclure pour autant. La nouvelle vitrine proposée, comportant une partie principale divisée en deux panneaux symétriques, et surmontée d'une imposte de pleine largeur, serait installée dans l'ouverture existante et reposerait sur une nouvelle allège en béton, sous laquelle se poursuivrait le nouveau parement de briques d'argile similaires, mais non identiques, aux briques existantes, ces dernières n'étant plus fabriquées depuis quelques années. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Le modèle de vitrine d'origine n'est pas documenté et que la vitrine existante en 2007, remplacée par la vitrine actuelle, ne semblait pas d'origine non plus. |
| **Considérant que :** | Le modèle de vitrine proposé est compatible avec les caractéristiques architecturales du bâtiment, dont la construction daterait de 1900 selon les registres de la Ville. |
| **Considérant que :** | Les proportions verticales dominantes de la composition de la vitrine proposée sont une caractéristique requise par l'article 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001474228**
**4.6.11**

**Objet :** **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**

**Endroit :** 1699, rue Saint-Denis

**Responsable :** Monique Gascon

**Description :** La demande vise une enseigne au sol et une enseigne à plat déjà installées dans la cour anglaise et sur la façade du bâtiment.

L'enseigne au sol est formée d'un panneau portant du lettrage en relief sur chacune de ses faces, suspendu à un poteau en acier peint coiffé de deux luminaires à col de cygne. L'ensemble est placé à la limite de propriété, au bord d'un mur de soutènement qui longe le trottoir. La hauteur de l'enseigne, incluant le poteau et les appareils d'éclairage, atteint 3,81 m par rapport au niveau du trottoir et 4,71 m par rapport au niveau de la cour anglaise qui mène à l'entrée du local commercial affiché. Le panneau empiète actuellement sur le domaine public et serait donc replacé du côté de la cour anglaise afin de corriger la situation.

L'enseigne à plat est composée d'un boîtier en acier peint avec face en acrylique et de lettres en acrylique translucide posées en relief et éclairées de l'intérieur.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

**Considérant que :** L'éclairage indirect de l'enseigne au sol et l'éclairage limité de l'enseigne à plat contribuent positivement à l'ambiance visuelle de la rue.

**Considérant que :** La sobriété de l'enseigne à plat s'harmonise avec l'architecture du bâtiment et contribue à sa mise en valeur.

**Considérant que :** L'enseigne au sol, atteignant 3,81 m de hauteur par rapport au niveau du trottoir, ne contribue pas positivement à l'ambiance visuelle de la rue en présentant une hauteur très supérieure à celle des piétons, constituant ainsi un obstacle à la vue vers les façades d'intérêt patrimonial qui se trouvent à proximité.

**Considérant que :** De façon générale, la présence d'enseignes au sol ne contribue pas positivement à l'ambiance visuelle des rues commerciales dont les bâtiments possèdent des façades d'intérêt patrimonial.

**Considérant que :** Malgré la correction apportée à la position du panneau en vue d'éliminer l'empiètement sur le domaine public, l'enseigne au sol se trouvera toujours à proximité immédiate du trottoir et des piétons.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la hauteur totale de l'enseigne au sol, incluant le poteau et les appareils d'éclairage, à au plus 2 m à partir du niveau du trottoir.**
- **Réduire de 25% la superficie du panneau de l'enseigne.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**n° à venir**
**4.6.12**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 1600, boulevard René-Lévesque Ouest |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un immeuble pyramidal de 18 étages construit en 1958.<br><br>Le demandeur propose de remplacer le mur rideau du basilaire, comportant 3 étages, qui est actuellement inséré entre 2 bandes d'aluminium, par un mur rideau vitré de bas en haut du basilaire, où les panneaux tympan thermos munis d'un côté en céramique frittée reprendraient les 3 bandeaux horizontaux du modèle d'origine (qui étaient en granit gris).<br><br>Le numéro civique serait inscrit en gros sur 2 étages de haut sur les 2 faces visibles. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant qu' :** | Il serait intéressant de vérifier que les finis originaux de granit n'existent pas encore en dessous des finis existants. |
| **Considérant que :** | Le revêtement proposé par le basilaire n'offre aucun lien avec la matérialité de la tour. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :**

- **Renoncer à afficher le numéro civique au niveau des étages.**
- **Ragréer et remettre en valeur les finis de granit d'origine s'ils sont existants sous les finis actuels.**
- **Pour recréer un lien entre la matérialité du basilaire et de la tour, remplacer les panneaux d'aluminium proposés au cadre et aux pilastres définissant l'entrée principale, ainsi qu'aux coins du rez-de-chaussée, par des éléments de pierre naturelle. De plus, advenant le cas où les finis de granit d'origine auraient disparu, au sommet du basilaire et au niveau du plancher du 2e étage, remplacer les panneaux tympans proposés à ces emplacements par des éléments de pierre naturelle.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001476521**
**4.6.13**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 2238-2242, rue Hochelaga |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un bâtiment de coin qui fait partie d'un ensemble de maisons de ville construit en 1999, et sa cour arrière est visible de la rue Messier. C'est actuellement une mer d'asphalte irriguant chacun des garages de l'îlot, dont l'impact est assez important sur le passant.<br><br>Les demandeurs proposent d'allonger la terrasse arrière des 3 unités du coin, pour s'aligner sur la première marche des escaliers d'issue extérieurs, tel que c'est réalisé actuellement sur plusieurs immeubles appartenant au même ensemble. Cette intervention éliminerait le bac de plantation existant qui se retrouverait sous la terrasse. Comme la hauteur du plancher du rez-de-chaussée le permet, l'accès aux garages continuerait de se faire par-dessous la terrasse agrandie. Une portion du revêtement d'asphalte serait retirée pour permettre l'installation de pavé de béton au bas des escaliers, sans qu'aucun effort de végétalisation ne soit entrepris. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 128 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant qu' :** | Il est nécessaire d'ajouter des éléments végétaux à l'environnement actuel. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Réduire la largeur de l'entrée véhiculaire et végétaliser l'intervention à l'extrémité Est du terrain, face à la rue Messier.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001419493**
**4.6.14**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 420, rue Saint-Paul Est |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à remplacer une porte opaque donnant sur la rue Saint-Paul, qui deviendrait éventuellement un accès à une salle de vente des produits de l'abeille récoltés sur les lieux par les usagers.<br><br>La porte existante est pourrie au bas et aurait dû, de toute façon, être remplacée. Le demandeur a modifié sa demande initiale pour intégrer les commentaires du Ministère de la Culture et des Communications, et la porte proposée serait en acajou peint blanc, munie d'un panneau mouluré au bas et d'un panneau vitré en partie supérieure. |
| **Élément particulier :** | Le projet a reçu l'autorisation du Ministère de la Culture et des Communications, puisque l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 105 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | La porte proposée est construite selon le même modèle que les autres portes du bâtiment, quoique désormais partiellement vitrée. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001377889**
**4.6.15**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**

**Endroit :** 2532, rue La Fontaine

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise un immeuble vernaculaire de 3 étages construit en 1885, et passablement modifié au début des années 1980 lorsqu'il a été converti en conciergerie. Le demandeur propose d'agrandir le bâtiment sur 3 étages avec demi-sous-sol, pour créer 4 logements supplémentaires de 4 chambres à coucher. La partie existante serait intouchée en apparence, si ce n'est qu'on prévoit ajouter des fenêtres aux étages en façade Frontenac. Les 2 parties seraient séparées par une cour intérieure aux dimensions encore agrandies pour atteindre 5,5 m x 4,75 m, qui fournirait l'éclairage naturel de plusieurs des chambres des 7 logements envisagés.

L'accès aux logements situés dans l'agrandissement se ferait à travers une cage d'escalier intérieure agissant comme une charnière entre l'ancienne et la nouvelle partie. L'agrandissement serait toujours aligné à zéro en façade Frontenac, tel que l'existant, et les fenêtres des pièces de jour du logement en sous-sol donneraient directement sur le trottoir.

Le niveau du plancher du sous-sol a dû être abaissé, par rapport à la version précédente, parce que le niveau du rez-de-chaussée présumé dépassait les 2 m autorisés par la réglementation ; sur la proposition actuelle, le rez-de-chaussée se trouve à 1,85 m du point le plus bas du trottoir, ce qui fait qu'il faut descendre 1,1 m pour accéder au sous-sol. L'essentiel de la cour latérale serait consacré à l'issue et aux balcons arrière, mais le propriétaire a renoncé à l'aménagement de places de stationnement, alors il reste un peu d'espace qui pourrait être paysagé, où on prévoit la plantation de 2 autres arbres de plus petite ampleur.

La composition de la façade Frontenac est nettement plus dynamique, et contribuerait à la mise en valeur de celle-ci, pour son plus grand bien.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Ce projet d'agrandissement a été reçu favorablement au Comité consultatif d'urbanisme aux séances de mars et juillet 2018, à la condition d'opter pour une brique de teinte différente pour l'agrandissement. Une reconfiguration de l'agrandissement pour créer une cour intérieure de plus grandes dimensions entre les 2 ailes du bâtiment avait rendu impraticable une suggestion adoptée à la séance de mars 2018, à l'effet d'envisager un remodelage de la cour arrière afin d'épargner un des arbres présents à l'arrière.

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

**Considérant que :** Le contexte de la rue Frontenac se prête bien à l'insertion de bâtiments munis d'un demi-sous-sol, puisqu'il y en a déjà plusieurs dans le voisinage.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir un plan d'aménagement paysager des espaces extérieurs.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001424355**
**4.6.16**

**Objet :** **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**

**Endroit :** 2070, rue Clark

**Responsable :** Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise l'agrandissement d'un immeuble d'une hauteur de 4 étages construit en 1910. L'apparence actuelle de l'immeuble remonte à 1962 ou 65, lors de l'agrandissement de l'immeuble.

La requérante propose un agrandissement sans lien de circulation avec l'immeuble existant, occupant approximativement 65 % du terrain résiduel. Le reste logerait la rampe d'accès au stationnement en sous-sol et un petit espace paysagé et clôturé esquissé grossièrement. Ce serait un immeuble résidentiel de 5 étages, dont les niveaux d'étage s'insèrent bien dans la pente de la rue Clark, et qui serait recouvert de brique anthracite, de verre, et de panneaux d'aluminium naturel. Des taches de couleur rouge en panneaux d'aluminium seraient étalées autour de l'entrée principale et de 2 accès directs aux logements du rez-de-chaussée. Ceux-ci sont légèrement reculés et créent une petite extension du trottoir sans intérêt.

Les 2 coins de la nouvelle aile seraient exprimés par l'insertion d'une rangée verticale de balcons du côté ouest, et par la présence d'une section de mur rideau donnant un éclairage naturel maximal du côté est, le tout mettant en valeur la verticalité de l'espace.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** Quoique soulignés de rouge, les accès directs aux logements manquent d'intérêt, et devraient être dotés de véritables portes d'entrée.

**Considérant que :** Malgré l'utilisation anecdotique de la couleur, l'ensemble demeure un peu terne, et la disposition des ouvertures manque de punch.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir un plan d'aménagement paysager des espaces libres situés au niveau du trottoir.**
- **Revoir l'aménagement des accès directs aux logements du rez-de-chaussée.**
- **Introduire une composition plus structurée dans la répartition des ouvertures.**
- **Illustrer le véritable module de maçonnerie sur les élévations.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001469823**
**4.6.17**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION** |
| **Endroit :** | 2438, rue La Fontaine |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un bâtiment vernaculaire qui fait partie d'un ensemble occupant la tête de l'îlot jusqu'à la ruelle qui le divise en deux parties.<br><br>Le demandeur a remplacé les garde-corps en acier soudé existants sans permis par des éléments en aluminium assemblés mécaniquement, et souhaite régulariser les travaux. De plus, il souhaite remplacer les portes de balcon existantes, qui semblent être, du côté intérieur, les portes d'origine, par des portes en acier isolé dotées d'un carreau vitré ouvrant à guillotine. La soumission prévoit aussi un recouvrement d'aluminium sur l'imposte originale, qui est actuellement obturée.<br><br>Les garde-corps en aluminium assemblés mécaniquement sont inclus dans la liste des matériaux prohibés en façade à l'article 89 du *Règlement d'urbanisme*. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 104 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Les balcons existants étaient en mauvais état, mais les garde-corps auraient pu être conservés. |
| **Considérant qu' :** | Il serait préférable de rouvrir les impostes existantes au-dessus des portes de balcon. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Rouvrir les impostes existantes avec des carreaux vitrés, plutôt que de les recouvrir d'aluminium.**
- **Retirer les garde-corps en aluminium assemblés mécaniquement et installer des éléments en métal soudé.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001470925**
**4.6.18**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1444, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à installer 2 enseignes lumineuses à plat, au-dessus de la vitrine d'un petit local commercial, dans l'espace destiné à l'affichage. Il s'agit de 2 boîtiers en aluminium noir de 1 m de hauteur, dotés d'une face en plexi recouvert d'un vinyle noir découpé pour l'inscription « Brûleries FARO Roasting Houses » en blanc, pour la plus petite enseigne, qui mesure 1,3 m.<br><br>L'autre enseigne est de construction similaire et porterait comme inscription 3 pictogrammes très stylisés, représentant une feuille de thé, un grain de café, et une tasse surmontée d'une goutte, le tout en lignes blanches sur fond noir. Seules les inscriptions seraient illuminées. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.* |
| **Considérant que :** | Les enseignes à plat font preuve de discrétion au niveau de l'inscription et de la luminosité. |
| **Considérant que :** | Les enseignes s'insèrent bien au bâtiment. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001476563**
**4.6.19**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1666-1668, rue Saint-Denis |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise le remplacement de l'enseigne installée au sommet de la vitrine d'un avant-corps construit sans permis en 1988, mais dont la situation a été régularisée depuis. Fait inusité, le local est toujours aux mains du même occupant, 31 ans plus tard, et celui-ci désire remplacer l'enseigne existante, en rouge et vert sur fond blanc, qui a été autorisée en 2003 pour une surface de 2,38 m².<br><br>Le demandeur propose une enseigne lumineuse à plat de type similaire, mais d'une hauteur supérieure, qui mesurerait 3,97 m² et dépasserait le parapet de l'avant-corps. La face en vinyle noir porterait simplement l'inscription « Pizzeria Dei Compari » en vert et rouge. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'enseigne à plat proposée serait trop grande pour l'emplacement proposé. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Diminuer la superficie de l'enseigne pour revenir aux dimensions autorisées en 2003.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001477349**
**4.6.20**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1259, rue Sainte-Catherine Est |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un bâtiment récent de 3 étages érigé en 2011 suite à l'affaissement du bâtiment vernaculaire qui occupait les lieux précédemment. Le local attenant au parc Serge-Garant sera sous peu exploité par un nouvel occupant, qui désire installer un boîtier d'enseigne lumineuse.<br><br>Il s'agit d'un boîtier en aluminium noir, muni d'une face en aluminium noir découpée pour y loger l'inscription « TENDRESSE » en lettres jaunes pâle avec une ombre rose-orangé. L'enseigne mesurerait 75 cm de hauteur sur 3,4 m de largeur, qui est en fait alignée sur la largeur de la vitrine, et l'enseigne serait localisée au bas de la surface d'affichage, collée au sommet du vitrage. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'enseigne à plat semble trop basse sur l'emplacement proposé. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Centrer l'enseigne sur la surface d'affichage située au-dessous du bandeau de pierre artificielle**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à cette condition ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001481835**
**4.6.21**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE** |
| **Endroit :** | 1608A, rue Sainte-Catherine Ouest |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise un local commercial du Faubourg Sainte-Catherine qui a été rénové récemment pour y loger un petit comptoir de la Banque Scotia.<br><br>Celle-ci désire désormais y installer une enseigne sur le bandeau de la verrière qui est situé juste au-dessus des vitrines, et qui mesure 30 cm de hauteur. Elle propose un boîtier lumineux de 60 cm de hauteur, qui dépasserait donc au-dessus du bandeau, et qui ferait un retour sur les 2 côtés de l'avant-corps. Le boîtier comme la face serait rouge pompier, et l'enseigne porterait l'inscription « Banque Scotia Solutions » en blanc, précédée du logo de l'institution, constitué d'un globe terrestre stylisé au centre d'un S majuscule.<br><br>Les enseignes des commerces limitrophes sont, quand elles sont installées sur des bandeaux de verrière, des dimensions inférieures à celles qui sont proposées pour la banque. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | L'enseigne à plat est plus haute que les enseignes voisines. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Diminuer de 30% la hauteur de l'enseigne proposée, et renoncer aux retours sur les côtés de l'avant-corps.**
- **Diminuer la largeur de l'enseigne proposée de sorte que le bandeau rouge ne dépasse pas la section vitrée à ses deux extrémités.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001472297**
**4.6.22**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION** |
| **Endroit :** | 99999, rue Saint-Marc |
| **Responsable :** | Francis Lefebvre pour Louis Routhier |
| **Description :** | La demande vise à remplacer l'acier Corten par un revêtement de plaques de cuivre qui se prolonge sur les murs latéraux, tel qu'exigé à la dernière présentation du projet au CCU. Le gabarit du bâtiment ainsi que la composition de la façade de pierre n'ont pas changé. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | À la séance du 10 mai 2018, le CCU a émis un avis favorable au projet avec conditions de retravailler les coins de la fausse mansarde afin d'assurer leur intégration avec le tissu urbain environnant ; et d'identifier une stratégie de gestion des eaux de pluie afin que l'acier Corten ne tache pas la maçonnerie des façades. |
| **Considérant que :** | Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*. |
| **Considérant que :** | Le projet remplacera un stationnement de surface. |
| **Considérant que :** | L'impact de la nouvelle construction sur l'environnement bâti environnant sera positif. |
| **Considérant que :** | La fausse mansarde en cuivre proposée permettra à la fois d'animer la façade et de compléter le couronnement en proposant une interprétation contemporaine des fausses mansardes. |
| **Considérant que :** | Les conditions émises par le CCU à la séance du 10 mai 2018 ont été remplies. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001276585**
**4.8.1**

**Objet :** **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

**Endroit :** 149-151, rue Sainte-Catherine Est

**Responsables :** Thomas Fontaine

**Description :** La demande vise à autoriser la démolition des volumes hors-sol d'un bâtiment de 3 étages datant de 1885, selon les documents fournis par le demandeur.

Le bâtiment existant est d'un gabarit typique de la période de développement de la rue Sainte-Catherine à la fin du XIXe siècle. Haut de trois étages, il présente un rez-de-chaussée commercial et deux niveaux résidentiels. Le bâtiment a subi plusieurs altérations au fils des décennies et parait avoir perdu l'essentiel de son intérêt architectural d'origine. Une visite du service d'inspection de l'arrondissement le 11 janvier 2019 a constaté que le bâtiment était barricadé au moyen de plaques d'acier et paraissait vacant.

Le projet de remplacement est un bâtiment de sept étages abritant 38 unités résidentielles aux étages deux à sept et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée. Il s'agit d'un bâtiment d'un gabarit similaire aux bâtiments érigés récemment dans ce secteur de la rue Sainte-Catherine connaissant un développement dynamique. Le rez-de-chaussée vitré exprime bien sa fonction commerciale, et un traitement plus vitré au dernier étage exprime un couronnement à la composition. Le traitement de l'enveloppe de maçonnerie en brique d'argile de couleur rouge aux étages présente un détail de cadrage aux ouvertures d'une profondeur qui présente le potentiel d'un certain intérêt architectural. La brique d'argile rouge « Camden blend » de la compagnie Redland présente des arêtes texturées.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aux séances du 15 juin 2017 et du 12 avril 2018, le comité consultatif d'urbanisme a émis des avis favorables préliminaires aux projets de démolition et de construction.

À la séance du 15 juin 2017, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande d'usage conditionnel afin autoriser l'usage résidentiel dans une zone M.9 (rue Sainte-Catherine). L'autorisation de la démolition du bâtiment lors de la séance du CEDD à venir est conditionnelle à l'approbation de l'usage conditionnel par le conseil d'arrondissement.

Le projet fut retiré de l'ordre du jour du comité d'études des demandes de démolition suite à la révélation que l'édifice était toujours occupé par des résidents.

**Considérant que :** Le bâtiment ne présente pas des caractéristiques lui induisant une valeur architecturale notable. Les modifications apportées au fils des décennies ont détérioré et banalisé son apparence.

**Considérant que :** Le gabarit et la matérialité proposés permettent une intégration adéquate du projet de remplacement aux bâtiments du contexte. La nouvelle volumétrie proposée exprime le potentiel de développement du site et est compatible aux gabarits des bâtiments construits récemment sur cette section de la rue Sainte-Catherine.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande.**

**Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que le projet de remplacement pourrait contribuer de façon plus significative au secteur du Faubourg St-Laurent.**

**De plus, ils sont d'avis que la proposition architecturale devrait être davantage développée. Ils soulignent également qu'une brique aux arêtes lisses serait plus convenable.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001472923**
**4.8.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AVIS PRÉLIMINAIRE** |
| **Endroit :** | 1428-1434, rue du Fort |
| **Responsables :** | Anne-Rose Gorroz |
| **Description :** | La demande vise à autoriser la démolition d'un bâtiment situé au 1434, rue du Fort, une partie du bâtiment situé au 1428, rue du Fort et l'agrandissement de l'épicerie existante (PA) sur 3 étages.<br><br>Le volume du bâtiment actuel de l'épicerie est conservé ainsi que sa façade. L'agrandissement sera effectué à l'arrière de la maison victorienne (préservée à 60 %) et à l'actuel emplacement du bâtiment à démolir au coin du Fort et de la ruelle.<br><br>Le sous-sol comportera 14 places de stationnement remplaçant les 40 cases actuelles. Un quai de chargement sera aménagé au rez-de-chaussée avec accès par la ruelle. Un espace de dégagement de 125 m² est prévu à l'arrière de l'agrandissement devant le quai chargement et l'accès au stationnement souterrain. Le rez-de-chaussée et le deuxième étage (dans leur partie actuelle et leur partie agrandie) seront destinés à l'épicerie, alors que le troisième étage de l'agrandissement abritera une serre pour la culture de légumes, une aire de préparation et d'emballage des produits et un aménagement vert au toit. La partie conservée de la maison victorienne abritera une salle pour les employées et des aires de préparation.<br><br>Une évaluation patrimoniale pour le bâtiment à démolir ainsi que pour le bâtiment adjacent victorien, respectivement situés aux 1434 et 1428, rue du Fort, a été déposée. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA12 240479), a été retiré le 14 août 2012, suite au désistement du demandeur pour l'agrandissement du bâtiment (1420, rue du Fort) et l'aménagement d'une aire de chargement et d'une aire de stationnement.<br><br>Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA03 240653), a été adopté le 2 septembre 2003 autorisant l'installation de 3 enseignes sur le bâtiment (1420, rue du Fort). |

**Considérant que :** Le projet vient apporter des réponses aux nuisances actuelles engendrées par l'épicerie avec la construction d'un stationnement souterrain, la réduction des cases de stationnement (de 40 à 14), l'aménagement qu'un quai de chargement intérieur et d'un compacteur à déchets et l'aménagement d'une serre et d'un toit vert.

**Considérant que :** Le projet permet la conservation de la plus grande partie du bâtiment victorien.

**Considérant qu' :** Il conserve également la coursive de l'ancien curling dans l'actuelle épicerie.

**Considérant que :** Ce type de supermarché (PA) comble un besoin chez les nombreux résidents du quartier.

**Considérant que :** L'agrandissement s'intègre au secteur en reproduisant un bon encadrement à la rue. Il est aligné à zéro pour une partie et reprend l'alignement de la maison victorienne pour une autre. Cet agrandissement assainit et encadre également la ruelle qui ceinture le projet.

**Considérant qu' :** En termes de développement durable, le projet propose des matériaux de construction durables, une diminution des îlots de chaleur (végétation au toit) et du stationnement.

**Considérant que :** La réduction du nombre de logements est de 11 dans le bâtiment à démolir, les propriétaires devront obtenir l'accord des locataires et les relocaliser.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Restaurer la façade de l'ancien club de curling et ajouter un élément commémoratif.**
- **Fournir une étude de circulation démontrant l'impact du projet sur la circulation dans les rues autour du site et dans la ruelle.**
- **Une lettre d'engagement devra faire partie de la résolution relativement au nombre et dimensions des camions, aux types de manœuvres permises, aux mesures de mitigation (avertisseurs de recul, extinction des moteurs à l'arrêt), et au type de compacteur à déchets, et sa fréquence de levée.**
- **Fournir une lettre de garantie bancaire irrévocable pour l'ensemble du projet.**

**Par ailleurs, les membres du comité soulignent leur appréciation du projet compte tenu des plus-values offertes, notamment l'ajout de l'agriculture urbaine au toit.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001484638**
**4.9.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ** |
| **Endroit :** | 99999, rue Île Sainte-Hélène |
| **Responsable :** | Étienne Longtin |
| **Description :** | La demande vise à autoriser l'abattage de 134 frênes et de 229 autres arbres. Ceux-ci ont dûment été inspectés en décembre 2018 par un ingénieur forestier mandaté par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) ou par la Division de la forêt urbaine de la Direction de la gestion des parcs et de la biodiversité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dans le cadre du programme de lutte contre l'agrile du frêne.<br><br>L'abattage est la seule solution identifiée pour ces arbres qui sont alternativement infestés par l'agrile du frêne, dépérissant de manière irréversible, présentant une déficience structurale affectant leur solidité et susceptible de causer un dommage sérieux aux biens ou déjà morts.<br><br>En plus des 600 arbres qui étaient prévus au plan de réaménagement de l'île Sainte-Hélène (legs du 375$^{e}$ anniversaire de Montréal), un programme triennal de plantation de 1 000 arbres, dans divers secteurs du parc Jean-Drapeau, a débuté à l'automne 2017 auxquels s'ajoutent 200 arbres supplémentaires pour le remplacement des frênes, conformément au Plan maître forestier. De plus, un programme récurrent de remplacement des frênes de 250 arbres est également prévu par cette planification pour un total de 2050 arbres au cours des 8 prochaines années. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | À la séance du 14 juin 2018, le Plan maître forestier du parc Jean-Drapeau visant à encadrer les interventions au patrimoine forestier de ce territoire, a été présenté à titre informatif. |
| **Considérant que :** | Les travaux visés doivent tendre à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Île-Sainte-Hélène (07-036). |
| **Considérant que :** | Les travaux proposés contribuent à l'entretien normal du parc municipal. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Assurer la plantation d'arbres compatibles et en nombre approprié pour le maintien de la qualité paysagère actuelle de chaque sous-secteur du site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène impacté par ces travaux.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Ville de Montréal**

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

## DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.1.2, 4.3.1 d, 4.1.1, parce que :

*(Veuillez préciser votre situation.)*

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☒ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 17 janv. 19

**Signature du membre**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 10.13

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1185237074**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018. |

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:18

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1185237074

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-30

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

# COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

## PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

19 décembre 2018
17 h 30

salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

Mme Maria Karteris, membre

Mme Cloë Cousineau, membre

Mme Caroline Déom, membre

Mme Anniken Kloster, membre

M. Karl Dorais Kinkaid, membre

M. Sébastien Aumais, membre

M. Jean-François Morin, chef de division Urbanisme

M. Louis Routhier, architecte – planification

M$^{e}$ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 4 personnes

## 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

## 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Maria Karteris eut proposé son adoption et que madame Caroline Déom eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise qu'après la présentation de la demande une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

## 3. ÉTUDE DE LA DEMANDE

**1664 à 1682, avenue Lincoln**

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 29 septembre 2018, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

La présidente invite alors monsieur Louis Routhier, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

*Démolition des bâtiments portant les numéros 1664 à 1682, avenue Lincoln, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 19 étages de 118 logements.*

*La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).*

La présentation terminée, la présidente remercie monsieur Routhier et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *qu'il s'agit d'un projet magnifique pour le secteur;*
- *que le projet va contribuer à l'ambiance de la rue.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que monsieur Karl Dorais Kinkaid eut proposé son adoption et que madame Caroline Déom eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

*Considérant que la conservation et la restauration des façades victoriennes mettent en valeur ces témoins du développement urbain du secteur Lincoln au 19e siècle.*

*Considérant que les espaces intérieurs et les volumes arrière des maisons ont été grandement transformés dans le temps et n'ont plus d'intérêt.*

*Considérant que les maisons retrouveront leur fonction résidentielle d'origine.*

*Considérant que la proposition de la tour satisfait les critères d'intégration urbaine et architecturale.*

*Considérant que le projet a fait l'objet de modification afin de répondre aux commentaires émis par le Comité consultatif d'urbanisme lors de sa présentation préliminaire.*

*Il est résolu :*

*D'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 1664 à 1682, avenue Lincoln, et ce, aux conditions suivantes :*

- *obtenir le permis de construction du projet de remplacement préalablement à la délivrance du certificat de démolition;*
- *conserver in situ les façades, les fausses mansardes, les lucarnes ainsi que les murs latéraux visibles de l'avenue Lincoln sur l'ensemble des bâtiments;*
- *les fenêtres sur l'ensemble des façades restaurées des maisons devront reproduire la forme et l'apparence de celles que l'on trouvait à l'origine sur les bâtiments;*
- *ajouter un meneau au dessous de l'entrée principale;*
- *remettre en place la sculpture existante;*
- *assurer la continuité du revêtement de béton sur les tranches apparentes des modules ainsi que dans les loggias.*

Adoptée à l'unanimité

La présidente rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

## 4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 17 h 46.

2018/12/21
Me Domenico Zambito date
Secrétaire d'arrondissement

2018-12-21
Mme Sophie Mauzerelle date
Président du comité

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 12.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1194951001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par cinq organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023 |

Il est proposé :

1. D'approuver les catégories de reconnaissance des cinq (5) organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

**Voici la catégorisation octroyée pour les 5 demandes de reconnaissance reçues:**

| | |
|---|---|
| ATSA | B |
| Maison des jeunes Quinka-buzz inc. | B |
| Mères avec pouvoir | B |
| Sentier Urbain | B |
| Table de concertation des Faubourgs Saint-Laurent | A |

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:06

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1194951001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par cinq organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En mars 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'est doté d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif. Cette Politique a été définie en tenant compte de la mission, de la vision et des principes directeurs de l'arrondissement de Ville-Marie.
La Politique de reconnaissance est un cadre de référence qui permet d'harmoniser, sur des bases équitables, les relations entre l'arrondissement et les organismes du milieu. Elle vise également à instaurer un processus formel de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif qui œuvrent sur le territoire de l'arrondissement afin de répondre adéquatement aux besoins des citoyens en matière d'offre de service dans les domaines d'intervention de la culture, du sport, du loisir et du développement social.

Les organismes suivants ont déposé une demande de reconnaissance auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement.

| |
|---|
| ATSA |
| Maison des jeunes Quinka-buzz inc. |
| Mères avec pouvoir |
| Sentier Urbain |
| Table de concertation des Faubourgs Saint-Laurent |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CA18 240089** Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

**DESCRIPTION**

La Politique prévoit trois catégories : A, B ou C. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. L'OBNL sera informé par l'arrondissement du panier de services

auquel il pourrait avoir droit à la suite de l'analyse de sa demande. L'obtention de la catégorie est déterminée en fonction du niveau de responsabilité de l'arrondissement par rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens; de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'arrondissement ainsi que de l'apport de l'OBNL à l'offre de services aux citoyens. La grille d'analyse permet de classifier les organismes en trois grandes catégories:

**Catégorie A**

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les responsabilités de l'arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, un partage de l'analyse des besoins, un plan d'action concerté, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'arrondissement des services rendus.

**Catégorie B**

Il s'agit d'un OBNL qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il définit par lui-même son plan d'action et ses activités. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'arrondissement. L'impact de son offre de services auprès de la population est important; sa contribution est donc complémentaire aux responsabilités de l'arrondissement.

**Catégorie C**

Il s'agit d'un OBNL qui collabore occasionnellement avec l'arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'arrondissement. De plus, cette catégorie inclut les OBNL régionaux qui ont une reconnaissance pour laquelle l'arrondissement est lié, c'est-à-dire : les OBNL détenant le statut « organisme PANAM reconnu » décerné par le comité exécutif de la Ville et les OBNL ou associations sportives qui sont soutenus par le Programme de soutien aux associations sportives régionales de la Ville de Montréal.

**Voici la catégorisation octroyée pour les 5 demandes de reconnaissance reçues:**

| | |
|---|---|
| ATSA | B |
| Maison des jeunes Quinka-buzz inc. | B |
| Mères avec pouvoir | B |
| Sentier Urbain | B |
| Table de concertation des Faubourgs Saint-Laurent | A |

**JUSTIFICATION**

La Politique de reconnaissance permet, selon des paramètres clairement établis, de soutenir les organismes dans la réalisation de leur mission en mettant à leur disposition un ensemble de ressources. Son application permet également une optimisation des ressources afin d'assurer aux citoyens une offre de service accessible, diversifiée, complémentaire et de qualité.
Les organismes dont il est question au présent sommaire respectent les conditions d'admissibilité et sont conformes aux critères de reconnaissance contenus dans la Politique. Lors de la demande de reconnaissance, les organismes se sont engagés par résolution à adhérer au processus de reddition de comptes et à respecter les exigences liées à sa reconnaissance.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans cette reconnaissance, les organismes ne pourront être autorisés à utiliser les installations, les équipements et déposer une demande de financement auprès de l'arrondissement dans les différents programmes de soutien. Pour les organismes, l'application de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif permet de bénéficier d'un meilleur accompagnement dans leur mission et dans leurs projets de développement. De plus, les organismes bénéficient de soutien professionnel, promotionnel, financier, événementiel, physique et matériel, ce qui favorise le développement d'une offre de service de qualité sur le territoire de l'arrondissement de Ville -Marie.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

En février 2019 :

1. Confirmation de la catégorie de reconnaissance;
2. Précision sur la nature du soutien offert;
3. Description des modalités d'attribution du soutien;
4. Identification de la personne répondante de l'arrondissement pour l'OBNL.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

**Tél :** 514 868-5133
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Josée POIRIER
Chef de division

**Tél :** 514 872-1769
**Télécop. :** 514 868-4160

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
**Tél :** 514 872-0831
**Approuvé le :** 2019-02-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 537 719,89 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 537 719,89 $ (appel d'offres public 16-15230 – 4 soumissionnaires) et abroger la résolution CA16 240248 |

D'abroger la résolution CA16 240248;
D'autoriser une dépense de 537 719,89 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada. (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Entrepreneur paysagiste Strathmore ltée., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 537 719,89 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 491 009,93 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Corinne ANDRIEU **Le** 2016-06-09 16:23

**Signataire :** Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.01

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA16 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ dans le cadre du contrat accordé à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada |

D'abroger la résolution CA16 240314 à l'effet de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ pour le financement du présent dossier;

Les montants de la dépense autorisée et du contrat demeurent inchangé;
Imputer la dépense conformément à l'intervention financière addenda du présent dossier.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 10:12

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 10 mai 2016 | Résolution: CA16 240248 |
|---|---|

**Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 466 415,40 $ à Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 – 4 soumissionnaires)**

Il est proposé par Denis Coderre

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'autoriser une dépense de 466 415,40 $ pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat, d'une durée de 48 mois, à Les Entreprises SGL, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 466 415,40 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 466 415,40 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1166071003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mai 2016

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 14 juin 2016 | Résolution: CA16 240314 |
|---|---|

**Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 537 719,89 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 537 719,89 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires) et abroger la résolution CA16 240248**

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240248 adoptée à sa séance du 10 mai 2016, accordé un contrat, d'une durée de 48 mois, à Les Entreprises SGL, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 466 415,40 $, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires);

Attendu que le soumissionnaire Les Entreprises SGL s'est avéré non conforme :

Il est proposé par Jean-Marc Gibeau

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'abroger la résolution CA16 240248;

D'autoriser une dépense de 537 719,89 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Entrepreneur paysagistes Strathmore ltée., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 537 719,89 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 491 009,93 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1166071003

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2016

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1166071003** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 537 719,89 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 537 719,89 $ (appel d'offres public 16-15230 – 4 soumissionnaires) et abroger la résolution CA16 240248 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

**Étant donné que le plus bas soumissionnaire, Les entreprises SGL, est dans l'incapacité de nous fournir le cautionnement d'exécution tel que décrit dans le cahier des charges, nous nous voyons dans l'obligation de passer au 2ième plus bas soumissionnaire qui devient donc le plus bas soumissionnaire CONFORME, Entrepreneur paysagiste Strathmore ltée.**
L'appel d'offres 16-15230 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 30 mars 2016. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 18 avril 2016. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

Les résultats de lancement de l'appel d'offres 16-15230 sont présentés ci-dessous :

Les 8 firmes suivantes se sont procurées les documents :

- Les Entreprises SGL
- Multifleur Plus Enr.
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky,
- Services KHSM inc.
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Paysagiste ARF
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.
- Irrigation du Haut-Richelieu inc.

Les 4 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- Les Entreprises SGL
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky,
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels internes et le montant de l'octroi :

| Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes | Prix | Contingences | Total |
|---|---|---|---|
| 1 - Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | 537 719,89 $ | | 537 719,89 $ |
| 2 - Techniparc (9032-2454 Québec inc.) | 638 621,56 $ | | 638 621,56 $ |
| 3 - 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 662 224,75 $ | | 662 224,75 $ |
| Estimé interne | 643 860,00 $ | | 643 860,00 $ |
| **Coût moyen des soumissions reçues** | | | **612 855,40 $** |
| **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** | | | **14%** |
| **Écart entre la plus haute et la plus basse conforme** | | | **124 504,86 $** |
| | | | **23%** |
| **Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme** | | | **106 140,11 $** |
| | | | **20%** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| X - Les Entreprises SGL | 466 415,40 $ | | 466 415,40 $ | NON CONFORME |

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit **Entrepreneur paysagiste Strathmore ltée**. au montant de 537 719,89 $, taxes incluses pour une période de quatre (4) ans (2016-2020).

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

## RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

514 872-9790
**Tél :**
**Télécop. :** 514 868-3293

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1166071003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA16 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ dans le cadre du contrat accordé à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada |

## CONTENU

### CONTEXTE

Faisant suite à la résolution CE- CG18 0226, un rehaussement de 450 000 $ de l'enveloppe au budget de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie a été autorisé pour les frais d'entretien généraux du square Dorchester (portions nord et sud) et de la portion nord de la place du Canada afin de prévoir une dépense annuelle et récurrente et ce, à compter de l'exercice 2019. Aussi, cette somme sera dédiée à l'entretien horticole, au déneigement , au maintien de la propreté de la portion sud du square Dorchester et de la place du Canada, ainsi qu'a l'entretien du bassin fontaine de la portion nord du square Dorchester.
Le présent addenda consiste à modifier le mode de financement de ce contrat à compter de l'année 2019. En effet, le rehaussement de l'enveloppe fera en sorte que les surplus prévus à compter de 2019 pour le financement de ce contrat ne seront plus requis et devront être retournés au compte de bilan duquel ils proviennent (voir intervention financière).

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514 872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 466 415,40 $ à Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires) |

D'autoriser une dépense de 466 415,40 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada. (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires).

D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Les Entreprises SGL, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 466 415,40 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 466 415,40 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2016-04-29 15:17

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1166071003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 466 415,40 $ à Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La place du Canada forme, avec le square Dorchester, un ensemble paysagé cohérent issu d'une planification datant de la fin du XIXe siècle. Les deux îlots paysagés situés dans le quartier des affaires de Montréal sont des havres de verdure qui subsistent au milieu de gratte-ciels et d'une circulation envahissante.
Ce square rénové depuis peu a redonné au centre-ville de Montréal un espace vert à la hauteur des autres grands parcs urbains des villes de l'Amérique de nord.

La place du Canada est très fréquentée par les travailleurs pendant l'heure du dîner. De nombreux événements tels que de mini concerts ont lieu durant la saison estivale et sont bien accueillis tant par les travailleurs que par les touristes. Il faut également mentionner que plusieurs départs d'autobus touristiques se font en bordure nord du parc devant les bureaux de Tourisme Québec. Ce square est donc une fenêtre touristique importante pour la Ville de Montréal.

Afin de respecter le devis d'entretien élaboré par la Direction des grands parcs et du verdissement, nous concluons que l'arrondissement ne dispose pas du personnel requis pour entretenir ce square comme il est spécifié dans le protocole des Grands parcs et de la nature en ville. Il est donc nécessaire de faire appel aux services d'une firme spécialisée.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0236 - 24 mars 2014 - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour le réaménagement de la place du Canada pour une somme maximale de 9 267 232,24 $, taxes incluses - Dépense totale de 10 008 610,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6548 (4 soumissionnaires).

### DESCRIPTION

Le but visé par le présent contrat est de pourvoir, entre autres, à l'exécution de travaux d'entretien des surfaces (nettoyage, propreté et déneigement) ainsi que des travaux d'entretien horticole.

**Voilà quelques exemples de tâches à accomplir:**

· Horticulture : taille et/ou préparation de plates-bandes; soins réguliers; soins aux arbustes; plantation de végétaux; entretien des végétaux et désherbage.
· Entretien des surfaces : nettoyage, lavage, décoller les gommes à mâcher, etc.
· Nettoyage de terrain : ramassage et disposition des déchets, des ordures et collecte des matières recyclables.
· Tonte de gazon, ratissage, ramassage des feuilles mortes, fauchage d'herbes, sarclage, binage, désherbage, arrosage, aération.
· Installation de paillis (BRF).
· Entretien et réparations mineures d'équipements de la place et des structures.
· Réfection de pelouses, nivellement, pose de tourbe, roulage, arrosage.
· Terrassement, creusage, fosses, coupes, tranchées, etc.
· Coupe de branches d'arbres dangereuses (jusqu'à 5m de hauteur).
· Tous autres travaux connexes à l'entretien et la réparation mineure des surfaces.
· Installation de balises et déneigement des sentiers.

Ces tâches sont fort diversifiées et doivent souvent être exécutées en urgence.

**JUSTIFICATION**

L'appel d'offres 16-15230 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électroniqu d'appel d'offres (SEAO) le 30 mars 2016. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 18 avril 201( présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 16-15230 sont présentés ci-dessous :

Les 8 firmes suivantes se sont procurées les documents :

- Les Entreprises SGL
- Multifleur Plus Enr.
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky,
- Services KHSM inc.
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Paysagiste ARF
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.
- Irrigation du Haut-Richelieu inc.

Les 4 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- Les Entreprises SGL
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky,
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumi
écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels inter
le montant de l'octroi :

| Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes | Prix | Contingences | Total |
|---|---|---|---|
| 1 - Les Entreprises SGL | 466 415,40 $ | | 466 415,40 |
| 2 - Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | 537 719,89 $ | | 537 719,89 |
| 3 - Techniparc (9032-2454 Québec inc.) | 638 621,56 $ | | 638 621,56 |
| 4 - 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 662 224,75 $ | | 662 224,75 |
| Estimé interne | 643 860,00 $ | | 643 860,00 |
| **Coût moyen des soumissions reçues** | | | **576 245,40** |
| **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** | | | **24%** |
| **Écart entre la plus haute et la plus basse conforme** | | | **195 809,35** |
| | | | **42%** |
| **Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme** | | | **177 444,60** |
| | | | **38%** |

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Les Entrepr
SGL au montant de 466 415,40 $, taxes incluses pour une période de quatre (4) ans (2016-20

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.
**- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'arrosage et l'entretien horticole assurent la survie, la vitalité de nos arbres, vivaces et arbustes ainsi que la beauté des aménagements floraux. Le nettoyage et l'entretien permettent d'augmenter le niveau de propreté et de conserver la fonctionnalité entre autres du mobilier ce qui amène aux usagers un sentiment de sécurité et rend les lieux plus accueillants. Tout ce qui donne envie au gens de fréquenter une place publique.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514-872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-04-27

José PIERRE
Chef de division parcs

**Tél :** 514 872-1462
**Télécop. :** 514 872-6135

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2016-04-29

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 537 719,89 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 537 719,89 $ (appel d'offres public 16-15230 – 4 soumissionnaires) et abroger la résolution CA16 240248 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1166071003.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats

**Tél :** 514-872-0768

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-06-09

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arr adj et responsable de l'administration Ville Marie

**Tél :** 514-872-9857
**Division :**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA16 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ dans le cadre du contrat accordé à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1166071003_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-18

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction**

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 466 415,40 $ à Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

Intervention pour Ville-Marie -16-15230.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alexandre MUNIZ
Agent d'approvisionnement II
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-04-28

Claude HOULE
Chef de section
**Tél :** (514) 872-5282
**Division :** Division de l'acquisition de biens et services

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1166071003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 48 mois, de 466 415,40 $ à Les Entreprises SGL pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et autoriser une dépense maximale de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1166071003.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
**Tél :** 514-872-0768

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-04-29

Dominique MARTHET
Chef de division
**Tél :** 514-872-2995
**Division :**

# Tableau comparatif des prix reçus

| # | Objet | Informations |
|---|---|---|
| 1 | Nom de l'agent d'approvisionnement | Alexandre Muniz |
| 2 | Titre de l'appel d'offres | A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020 |
| 3 | Description ( si nécessaire en complétement du titre) | |
| 4 | No de l'appel d'offres | 16-15230 |
| 5 | **Préposée au secrétariat** | **Michelle Lee (Le 21 avril 2016)** |
| 6 | Type de solicitation | Publique |
| 7 | Date d'ouverture | lundi 18-04-2016 |
| 8 | Service requérant | Direction des travaux publics - Arr. Ville-Marie |
| 9 | Requérant | Benoît Lepage |

| # | Soumissionnaire | Commentaires | Condition de paiement | Garantie de soumission | %/ $ | Délai de livraison | Conformité | No de soumission |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Les Entreprises SGL | | 15 du mois suivant | Fournie | Chèque de 11 658,94 $ | | Conforme | 17634 |
| 2 | Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) ltée | | Net 30 jours | Fournie | Caution de soumission | | Conforme | 17635 |
| 3 | Techniparc (div. 9032-2454 Québec inc.) | | 30 jours après facturation | Fournie | Caution de soumission | | Conforme | 17636 |
| 4 | 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | | 30 jours | Fournie | Caution de soumission | | Conforme | 17637 |
| 5 | | | | | | | | |

| Agent d'approvisionnement | | Numéro de l'appel d'offres: | 16-15230 | Titre de l'appel d'offres: | A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020 | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Alexandre Muniz | | Les Entreprises SGL | | Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) ltée | | Techniparc (div. 9032-2454 Québec inc.) | | 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | | | | | | |
| **No** | **Articles** | **Terme** | **Qté** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | |
| **1** | **MAIN-D'ŒUVRE** | | | | | | | | | | | | | |
| **1,1** | Homme de service | 1 | 8320 | 21,95 $ | 182 624,00 $ | 29,45 $ | 245 024,00 $ | 27,94 $ | 232 460,80 $ | 22,75 $ | 189 280,00 $ | | | |
| | Contingences 10 % | | | | 18 262,40 $ | | 24 502,40 $ | | 23 246,08 $ | | 18 928,00 $ | | | |
| | **Total** | | | | **200 886,40 $** | | **269 526,40 $** | | **255 706,88 $** | | **208 208,00 $** | | | |
| **2** | **TRAVAUX À PRIX UNITAIRE** | | | | | | | | | | | | | |
| **2,1** | Nettoyage du printemps | 1 | 4 | 500,00 $ | 2 000,00 $ | 1 250,00 $ | 5 000,00 $ | 1 300,00 $ | 5 200,00 $ | 5 100,00 $ | 20 400,00 $ | | | |
| | Contingences 10 % | | | | 200,00 $ | | 500,00 $ | | 520,00 $ | | 2 040,00 $ | | | |
| | **Total** | | | | **2 200,00 $** | | **5 500,00 $** | | **5 720,00 $** | | **22 440,00 $** | | | |
| **2,2** | Nettoyage automnal | 1 | 4 | 500,00 $ | 2 000,00 $ | 1 750,00 $ | 7 000,00 $ | 1 300,00 $ | 5 200,00 $ | 4 400,00 $ | 17 600,00 $ | | | |
| | Contingences 10 % | | | | 200,00 $ | | 700,00 $ | | 520,00 $ | | 1 760,00 $ | | | |
| | **Total** | | | | **2 200,00 $** | | **7 700,00 $** | | **5 720,00 $** | | **19 360,00 $** | | | |
| **2,3** | Tonte et découpage du gazon 6855 m2 | 1 | 84 | 125,00 $ | 10 500,00 $ | 285,71 $ | 23 999,64 $ | 313,00 $ | 26 292,00 $ | 420,00 $ | 35 280,00 $ | | | |
| | Contingences 10 % | | | | 1 050,00 $ | | 2 399,96 $ | | 2 629,20 $ | | 3 528,00 $ | | | |
| | **Total** | | | | **11 550,00 $** | | **26 399,60 $** | | **28 921,20 $** | | **38 808,00 $** | | | |
| **2,4** | Réparation des surfaces gazonnées/terreautage | 1 | 27420 | 1,00 $ | 27 420,00 $ | 0,16 $ | 4 387,20 $ | 0,28 $ | 7 677,60 $ | 1,54 $ | 42 226,80 $ | | | |
| | Contingences 10 % | | | | 2 742,00 $ | | 438,72 $ | | 767,76 $ | | 4 222,68 $ | | | |
| | **Total** | | | | **30 162,00 $** | | **4 825,92 $** | | **8 445,36 $** | | **46 449,48 $** | | | |
| **2,5** | Réparation des surfaces gazonnées (gazon en plaques) | 1 | 6855 | 5,00 $ | 34 275,00 $ | 7,00 $ | 47 985,00 $ | 4,47 $ | 30 641,85 $ | 6,95 $ | 47 642,25 $ | | | |

| Agent d'approvisionnement | Numéro de l'appel d'offres: | 16-15230 | Titre de l'appel d'offres: | A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020 |
|---|---|---|---|---|
| Alexandre Muniz | Les Entreprises SGL | Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) ltée | Techniparc (div. 9032-2454 Québec inc.) | 178001 Canada inc. / Groupe Nicky |

| No | Articles | Terme | Qté | Coût unitaire | Total | Coût unitaire | Total | Coût unitaire | Total | Coût unitaire | Total | Coût unitaire | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Contingences 10 % | | | | 3 427,50 $ | | 4 798,50 $ | | 3 064,19 $ | | 4 764,23 $ | | |
| | **Total** | | | | **37 702,50 $** | | **52 783,50 $** | | **33 706,04 $** | | **52 406,48 $** | | |
| **2,7** | Aération du gazon | 1 | 27420 | 0,25 $ | 6 855,00 $ | 0,09 $ | 2 467,80 $ | 0,065 $ | 1 782,30 $ | 0,45 $ | 12 339,00 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 685,50 $ | | 246,78 $ | | 178,23 $ | | 1 233,90 $ | | |
| | **Total** | | | | **7 540,50 $** | | **2 714,58 $** | | **1 960,53 $** | | **13 572,90 $** | | |
| **2,8** | Fertilisation granulaire | 1 | 27420 | 0,25 $ | 6 855,00 $ | 0,12 $ | 3 290,40 $ | 0,15 $ | 4 113,00 $ | 0,27 $ | 7 403,40 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 685,50 $ | | 329,04 $ | | 411,30 $ | | 740,34 $ | | |
| | **Total** | | | | **7 540,50 $** | | **3 619,44 $** | | **4 524,30 $** | | **8 143,74 $** | | |
| **2,9** | Nettoyage à pression eau chaude des trottoirs de béton (270 m2) | 1 | 40 | 250,50 $ | 10 020,00 $ | 125,00 $ | 5 000,00 $ | 325,00 $ | 13 000,00 $ | 240,00 $ | 9 600,00 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 1 002,00 $ | | 500,00 $ | | 1 300,00 $ | | 960,00 $ | | |
| | **Total** | | | | **11 022,00 $** | | **5 500,00 $** | | **14 300,00 $** | | **10 560,00 $** | | |
| **2,10** | Nettoyage à pression eau chaude/froide pavés de granite type Péribonka (5172 m2) | 1 | 40 | 425,00 $ | 17 000,00 $ | 700,00 $ | 28 000,00 $ | 1 625,00 $ | 65 000,00 $ | 680,00 $ | 27 200,00 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 1 700,00 $ | | 2 800,00 $ | | 6 500,00 $ | | 2 720,00 $ | | |
| | **Total** | | | | **18 700,00 $** | | **30 800,00 $** | | **71 500,00 $** | | **29 920,00 $** | | |
| **2,11** | Entretien des plates-bandes, voir annexe 8 | 1 | 1564 | 1,00 $ | 1 564,00 $ | 4,99 $ | 7 804,36 $ | 2,40 $ | 3 753,60 $ | 4,80 $ | 7 507,20 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 156,40 $ | | 780,44 $ | | 375,36 $ | | 750,72 $ | | |
| | **Total** | | | | **1 720,40 $** | | **8 584,80 $** | | **4 128,96 $** | | **8 257,92 $** | | |

| Agent d'approvisionnement | | Numéro de l'appel d'offres: | 16-15230 | Titre de l'appel d'offres: | A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Alexandre Muniz | | Les Entreprises SGL | | Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) ltée | | Techniparc (div. 9032-2454 Québec inc.) | | 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | | | |
| **No** | **Articles** | **Terme** | **Qté** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** |
| **2,12** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation d'arbustes voir annexe 8 | 1 | 154 | 2,50 $ | 385,00 $ | 21,43 $ | 3 300,22 $ | 22,00 $ | 3 388,00 $ | 28,00 $ | 4 312,00 $ |
| | Contingences 10 % | | | | 38,50 $ | | 330,02 $ | | 338,80 $ | | 431,20 $ |
| | **Total** | | | | **423,50 $** | | **3 630,24 $** | | **3 726,80 $** | | **4 743,20 $** |
| **2,13** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de vivaces voir annexe 8 | 1 | 923 | 2,50 $ | 2 307,50 $ | 5,96 $ | 5 501,08 $ | 19,00 $ | 17 537,00 $ | 9,50 $ | 8 768,50 $ |
| | Contingences 10 % | | | | 230,75 $ | | 550,11 $ | | 1 753,70 $ | | 876,85 $ |
| | **Total** | | | | **2 538,25 $** | | **6 051,19 $** | | **19 290,70 $** | | **9 645,35 $** |
| **2,14** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de couvre-sols vivaces voir annexe 8 | 1 | 15313 | 2,50 $ | 38 282,50 $ | 0,78 $ | 11 944,14 $ | 1,60 $ | 24 500,80 $ | 0,50 $ | 7 656,50 $ |
| | Contingences 10 % | | | | 3 828,25 $ | | 1 194,41 $ | | 2 450,08 $ | | 765,65 $ |
| | **Total** | | | | **42 110,75 $** | | **13 138,55 $** | | **26 950,88 $** | | **8 422,15 $** |
| **2,15** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de bulbes + répulsif à écureuil voir annexe 7, 8 et point 4.6 section 2 du devis technique | 1 | 6360 | 2,50 $ | 15 900,00 $ | 0,71 $ | 4 515,60 $ | 1,95 $ | 12 402,00 $ | 1,10 $ | 6 996,00 $ |
| | Contingences 10 % | | | | 1 590,00 $ | | 451,56 $ | | 1 240,20 $ | | 699,60 $ |
| | **Total** | | | | **17 490,00 $** | | **4 967,16 $** | | **13 642,20 $** | | **7 695,60 $** |
| **2,16** | Vidange des 16 poubelles durant la saison hivernale | 1 | 1 | 4 800,00 $ | 4 800,00 $ | 7 998,00 $ | 7 998,00 $ | 26 000,00 $ | 26 000,00 $ | 7 400,00 $ | 7 400,00 $ |
| | Contingences 10 % | | | | 480,00 $ | | 799,80 $ | | 2 600,00 $ | | 740,00 $ |

| Agent d'approvisionnement | | **Numéro de l'appel d'offres:** | 16-15230 | **Titre de l'appel d'offres:** | A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Alexandre Muniz** | | **Les Entreprises SGL** | | **Entrepreneurs Paysagiste Strathmore (1997) ltée** | | **Techniparc (div. 9032-2454 Québec inc.)** | | **178001 Canada inc. / Groupe Nicky** | | | |
| **No** | **Articles** | **Terme** | **Qté** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** | **Coût unitaire** | **Total** |
| | **Total** | | | | **5 280,00 $** | | **8 797,80 $** | | **28 600,00 $** | | **8 140,00 $** | | |
| **2,17** | Déneigement des sentiers incluant installation à l'automne et désinstallation au printemps des balises | 1 | 40 | 150,00 $ | 6 000,00 $ | 298,75 $ | 11 950,00 $ | 650,00 $ | 26 000,00 $ | 1 800,00 $ | 72 000,00 $ | | |
| | Contingences 10 % | | | | 600,00 $ | | 1 195,00 $ | | 2 600,00 $ | | 7 200,00 $ | | |
| | **Total** | | | | **6 600,00 $** | | **13 145,00 $** | | **28 600,00 $** | | **79 200,00 $** | | |
| | | | | **Total** | 405 666,80 $ | **Total** | 467 684,18 $ | **Total** | 555 443,85 $ | **Total** | 575 972,82 $ | **Total** | |
| | | | | **TPS** | 20 283,34 $ | **TPS** | 23 384,21 $ | **TPS** | 27 772,19 $ | **TPS** | 28 798,64 $ | **TPS** | |
| | | | | **TVQ** | 40 465,26 $ | **TVQ** | 46 651,50 $ | **TVQ** | 55 405,52 $ | **TVQ** | 57 453,29 $ | **TVQ** | |
| | | | | **TOTAL** | 466 415,40 $ | **TOTAL** | 537 719,89 $ | **TOTAL** | 638 621,56 $ | **TOTAL** | 662 224,75 $ | **TOTAL** | |

***Soumissionnaire le moins cher au total*** →

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Les Entreprises SGL** | 405 666,80 $ | + TPS | 20 283,34 $ | + TVQ | 40 465,26 $ | = | **466 415,40 $** |

**N° de dossier :** 1166071003

**Nature du dossier :** Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite : ☑ RENA

**Fournisseur :**

Nom : Les Entreprises SGL

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 380494

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

**Financement :** Affectation de surplus

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 77 735,90 $ | 116 603,85 $ | 116 603,85 $ | 116 603,85 $ | 38 867,95 $ | | **466 415,40 $** |

10359 (1013)

CE DOCUMENT EST IMPRIMÉ SUR DU PAPIER À FILIGRANE CHIMIQUE. VOIR LES INSTRUCTIONS AU VERSO.

# La Banque Toronto-Dominion

76295734

MASCOUCHE
163, MONTEE MASSON SUITE 105
MASCOUCHE, PQ J7K 3B4

DATE 2016-04-18
AAAAMMJJ

N° d'ident. - de série 4514-76295734

Payez à l'ordre de VILLE DE MONTREAL

$ *****11 658,94

***ONZE MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT**********94/100 Dollars Canadiens

Signature autorisée requise pour montants supérieurs à 5 000 $ CA

Pour Cautionnement 16-15230

La Banque Toronto-Dominion
Toronto, Ontario
Canada M5K 1A2

Signature autorisée

B4382
Numéro

Contresignataire

NÉGOCIABLE HORS DU CANADA PAR DES CORRESPONDANTS À LEUR COURS ACHETEUR DE TRAITES À DEMANDE TIRÉES SUR LE CANADA

⑈76295734⑈ ⑆09612⑈004⑆ ⑈3808⑈

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services Institutionnels<br>2515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Page sommaire | Appel d'offres public<br>N° 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |

| Émission : | Fermeture : | À : |
|---|---|---|
| 30 mars 2016 | 18 avril 2016 | 14 h |

**A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020**

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 14 h le 18 avril 2016**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à dix pour cent (10 %) du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, doit accompagner cette soumission.

| Description et sommaire de soumission | Montant |
|---|---|
| Entretien horticole et maintien de la propreté de la Place du Canada pour les années 2016 à 2020. | 405606,80 |
| Montant total avant taxes : | 405606.80 $ |
| 20283,84 Taxe sur les produits et services 5 % : | 20280.84 $ |
| 40465,26 Taxe de vente du Québec 9,975 % : | 40460.27 $ |
| **Montant total :** | 466357.91 $ |
| | 466 415,40 |

18 AVR. 2016

***Identification du soumissionnaire***

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 2270896022 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés... Les entreprises SGL

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1030 des Fontaines Mascouche QC J7K-0B3

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

| Nom et titre du responsable (en majuscules) : | Téléphone : 450 966-6262 | | |
|---|---|---|---|
| | Télécopieur : 450-966-6262 | | |
| | Courriel : Stephanie_leblanc0801@outlook | | |
| Signature : | Jour 18 | Mois Avril | Année 2016 |

**Note :** Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services Institutionnels<br>[illegible]15, rue Saint-Hubert<br>[illegible]ntréal (Québec) H2M 1Z4 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Renseignements complémentaires | Appel d'offres public<br>N° 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

## SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** 15 du mois suivant

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : _____ Addenda n° 3 : _____

   Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

| N° | Nom | Organisation | Lien/s d'affaire/s | Indiquez le/les liens d'affaires |
|---|---|---|---|---|
| 1 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 2 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 3 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |

   En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

   1. _____

   Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

   _____

   Contribution

   _____

   Contribution

**SECTION B**

**8. CNESST**

Numéro de référence de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec :

_____

**9. Informations sur le soumissionnaire**

La personne à contacter au sujet des demandes de service :

Nom : Stephanie Leblanc

Téléphone : 450-966-6262

Télécopieur : 450-966-6262

Courriel : stephanie_leblanc0801@outlook.fr

2. Les entreprises SBL — Quebec, Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Stephanie Leblanc - 450-966-6262

Contribution

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Contribution

**5. Veuillez nous indiquer les coordonnées de la personne-ressource qui collaborera avec nous pour la mise en place d'un catalogue de produits normalisés (voir clause 17 des « instructions au soumissionnaire ») :**

Nom : Gaetan Leblanc Tél. : 514-966-3266

**6. Numéro d'enregistrement :**

Numéro d'enregistrement TPS : 812361160

Numéro d'enregistrement TVQ : 4022988626

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 380494

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

**7. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :**

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
*(S.V.P., cochez la case appropriée)*

☑ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

**A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020**

| POSTE | SOUS POSTE | DESCRIPTION | UNITÉ | QUANTITÉ ESTIMÉE 2016-2020 | PRIX UNITAIRE | MONTANT AVANT CONTINGENCES | CONTINGENCES 10 % | TOTAL 2016-2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | MAIN-D'ŒUVRE | | | | | | | |
| | 1.1 | Homme de service | heures | 8 320 | 21.95 $ | 182624.00 $ | 18262.40 $ | 200886.40 $ |
| 2 | TRAVAUX À PRIX UNITAIRE | | | | | | | |
| | 2.1 | Nettoyage du printemps | global | 4 | 500.00 $ | 2000.00 $ | 200.00 $ | 2200.00 $ |
| | 2.2 | Nettoyage automnal | global | 4 | 500.00 $ | 2000.00 $ | 200.00 $ | 2200.00 $ |
| | 2.3 | Tonte et découpage du gazon<br>6855 m2 | global | 84 | 125.00 $ | 10500.00 $ | 1050.00 $ | ~~11500.00~~ $ 11550.00 |
| | 2.4 | Réparation des surfaces gazonnées/terreautage | m² | 27 420 | 1.00 $/m² | 27420.00 $ | 2742.00 $ | 30162.00 $ |
| | 2.5 | Réparation des surfaces gazonnées (gazon en plaques) | m² | 6 855 | 5.00 $/m² | 34275.00 $ | 3427.50 $ | 37702.50 $ |
| | 2.7 | Aération du gazon | m² | 27 420 | 0.25 $/m² | 6855.00 $ | 685.50 $ | 7540.50 $ |
| | 2.8 | Fertilisation granulaire | m² | 27 420 | 0.25 $/m² | 6855.00 $ | 685.50 $ | 7540.50 $ |
| | 2.9 | Nettoyage à pression eau chaude des trottoirs de béton (270 m2) | global | 40 | 250.50 $ | 10020.00 $ | 1002.00 $ | 11022.00 $ |
| | 2.10 | Nettoyage à pression eau chaude/froide pavés de granite type Péribonka (5172 m2) | global | 40 | 425.00 $ | 17000.00 $ | 1700.00 $ | 18700.00 $ |
| | 2.11 | Entretien des plates-bandes, **voir annexe 8** | m² | 1 564 | 1.00 $/m² | 1564.00 $ | 156.40 $ | 1720.40 $ |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2.12** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation d'arbustes **voir annexe 8** | Plant | 154 | 2.50 $ | 385.00 $ | 38.50 $ | 423.50 $ |
| | **2.13** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de vivaces **voir annexe 8** | Plant | 923 | 2.50 $ | 2307.50 $ | 230.75 $ | 2538.25 $ |
| | **2.14** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de couvre-sols vivaces **voir annexe 8** | Plant | 15 313 | 2.50 $ | 38282.50 $ | 3828.25 $ | 42110.75 $ |
| | **2.15** | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de bulbes + répulsif à écureuil **voir annexe 7, 8 et point 4.6 section 2 du devis technique** | Bulbe | 6 360 | 2.50 $ | 15900.00 $ | 1590.00 $ | 17490.00 $ |
| | **2.16** | Vidange des 16 poubelles durant la **saison hivernale** | global | 1 fois / jour | 4800.00 $ | 4800.00 $ | 480.00 $ | 5280.00 $ |
| | **2.17** | Déneigement des sentiers incluant installation à l'automne et désinstallation au printemps des balises | global | 40 | 150.00 $ | 6000.00 $ | 600.00 $ | 6600.00 $ |
| | | | | | | | **Montant total avant taxes 2016-2020** | ~~405816.80~~ 405666.80 $* |

*** Montant à reporter à la page sommaire.**

## SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 16-15230

No du GDD : 1166071003

Titre de l'appel d'offres : A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 3 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 18 - 4 - 2016

Date du dernier addenda émis : 18 - 4 - 2016

Ouverture faite le : 18 - 4 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 8 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Les Entreprises SGL | $ 466 415,40 | √ | |
| 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | $ 537 719,89 | | |
| Techniparc (9032-2454 Québec inc.) | $ 638 621,56 | | |
| Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | $ 662 224,75 | | |
| | $ - | | |

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Les Entreprises SGL est le plus bas soumissionnaire. Son offre étant conforme, cette firme est donc recommandée comme adjudicataire.

Montant de la soumission :

405 666,80 $ + TPS 5% 20 283,34 $ + TVQ 9,975% 40 465,26 $ = 466 415,40 $

En date du 28 avril 2016, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 28 - 4 - 2016

Ville-Marie Montréal

## Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1166071003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une dépense de 466 415,40 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada. (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires).

  D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Les Entreprises SGL, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 466 415,40 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

  D'affecter un montant de 466 415,40 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 466 415,40 $

| | Années antérieures | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | 77 735,90 $ | 116 603,85 $ | 116 603,85 $ | 116 603,85 $ | 38 867,95 $ | **466 415,40 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 425 899,43 $

| | Années antérieures | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | 70 983,24 $ | 106 474,86 $ | 106 474,86 $ | 106 474,86 $ | 35 491,62 $ | **425 899,43 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 425 899,43 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 425 899,43 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 437338

Les crédits pour les années ultérieures sont réservés par l'engagement de gestion VM66071003

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.


*Responsable de l'intervention:*

**Minouche Roy**

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

*Responsable de la vérification:*

**Nathalie Hébert**

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

**N° de dossier :** 1166071003

**Nature du dossier :** Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite : ☑ RENA

**Fournisseur :**

Nom : Entrepreneur paysagiste Strathmore ltée.

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 193514

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

**Financement :** Affectation de surplus

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 89 619,98 $ | 134 429,97 $ | 134 429,97 $ | 134 429,97 $ | 44 810,00 $ | | **537 719,89 $** |

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services Institutionnels<br>9515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Cautionnement de soumission | Appel d'offres public<br>N° 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |

N° MCS2609026-16-19

Compagnie d'Assurance Trisura Garantie
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

1501, Ave McGill Collège #1620 Montréal Qc H3A 3M8

ici représentée par Line Freuchet, Mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « Ville ») le :

18 AVRIL 2016

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) Ltée
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au 2288, De Cannes-Brulées Lasalle Qc H8N 2Z2

ici représentée par J. MILLIGAN, V-P dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour Ville de Montréal N16-15230 A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté de la Place du Canada 2016-2020
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à dix pour cent du montant de la soumission dollars (10%$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les **(120)** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la Ville.

(suite au verso)

N° MCS2609026-16-19

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

**En foi de quoi**, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

St-Laurent, le 15 Avril 2016.

| **Le soumissionnaire** (représentant autorisé) | **La caution** (représentant autorisé) |
|---|---|
| | Lise Frenette |
| Témoin | Témoin |

Accepté par la Ville

Fonctionnaire autorisé

Montréal

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services Institutionnels<br>9515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Page sommaire | Appel d'offres public<br>Nº 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |
|---|---|---|

| Émission : | Fermeture : | À : |
|---|---|---|
| 30 mars 2016 | 18 avril 2016 | 14 h |

**A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020**

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 14 h le 18 avril 2016.** Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à dix pour cent (10 %) du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, doit accompagner cette soumission.

| Description et sommaire de soumission | Montant |
|---|---|
| Entretien horticole et maintien de la propreté de la Place du Canada pour les années 2016 à 2020. | |
| Montant total avant taxes : | 467,684.18 $ |
| Taxe sur les produits et services 5 % : | 23,384.21 $ |
| Taxe de vente du Québec 9,975 % : | 46,651.50 $ |
| **Montant total :** | 537,719.89 $ |

18 AVR. 2016

***Identification du soumissionnaire***

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1143413681 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés ENTREPRENEURS PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTE
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2288 CANNES-BRULEES, LASALLE, QC H8N2Z2
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

| Nom et titre du responsable (en majuscules) : | Téléphone : 514-992-8010 | | |
|---|---|---|---|
| JESSICA MILLIGAN<br>VICE-PRESIDENTE | Télécopieur : 866-844-4365 | | |
| | Courriel : jessica@pslc.ca | | |
| Signature : | Jour 17 | Mois 04 | Année 2016 |

**Note :** Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

**A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020**

| POSTE | SOUS POSTE | DESCRIPTION | UNITÉ | QUANTITÉ ESTIMÉE 2016-2020 | PRIX UNITAIRE | MONTANT AVANT CONTINGENCES | CONTINGENCES 10 % | TOTAL 2016-2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | MAIN-D'ŒUVRE | | | | | | | |
| | 1.1 | Homme de service | heures | 8 320 | 29.45 $ | 245,024.00 $ | 24,502.40 $ | 269,526.40 $ |
| 2 | TRAVAUX À PRIX UNITAIRE | | | | | | | |
| | 2.1 | Nettoyage du printemps | global | 4 | 1250.00 $ | 5,000.00 $ | 500.00 $ | 5,500.00 $ |
| | 2.2 | Nettoyage automnal | global | 4 | 1750.00 $ | 7,000.00 $ | 700.00 $ | 7,700.00 $ |
| | 2.3 | Tonte et découpage du gazon 6855 m2 | global | 84 | 285.71 $ | 23,999.64 $ | 2,399.96 $ | 26,399.60 $ |
| | 2.4 | Réparation des surfaces gazonnées/terreautage | m² | 27 420 | 0.16 $/m² | 4,387.20 $ | 438.72 $ | 4,825.92 $ |
| | 2.5 | Réparation des surfaces gazonnées (gazon en plaques) | m² | 6 855 | 7.00 $/m² | 47,985.00 $ | 4,798.50 $ | 52,783.50 $ |
| | 2.7 | Aération du gazon | m² | 27 420 | 0.09 $/m² | 2,467.80 $ | 246.78 $ | 2,714.58 $ |
| | 2.8 | Fertilisation granulaire | m² | 27 420 | 0.12 $/m² | 3,290.40 $ | 329.04 $ | 3,619.44 $ |
| | 2.9 | Nettoyage à pression eau chaude des trottoirs de béton (270 m2) | global | 40 | 125.00 $ | 5,000.00 $ | 500.00 $ | 5,500.00 $ |
| | 2.10 | Nettoyage à pression eau chaude/froide pavés de granite type Péribonka (5172 m2) | global | 40 | 700.00 $ | 28,000.00 $ | 2,800.00 $ | 30,800.00 $ |
| | 2.11 | Entretien des plates-bandes, **voir annexe 8** | m² | 1 564 | 4.99 $/m² | 7,804.36 $ | 780.44 $ | 8,584.80 $ |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2.12 | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation d'arbustes **voir annexe 8** | Plant | 154 | 21.43 $ | 3,300.22 $ | 330.02 $ | 3,630.24 $ |
| | 2.13 | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de vivaces **voir annexe 8** | Plant | 923 | 5.96 $ | 5,501.08 $ | 550.11 $ | 6,051.19 $ |
| | 2.14 | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de couvre-sols vivaces **voir annexe 8** | Plant | 15 313 | 0.78 $ | 11,944.14 $ | 1,194.41 $ | 13,138.55 $ |
| | 2.15 | Pour remplacement des plants morts (environ 30 % estimé) Fourniture et plantation de bulbes + répulsif à écureuil **voir annexe 7, 8 et point 4.6 section 2 du devis technique** | Bulbe | 6 360 | 0.71 $ | 4,515.60 $ | 451.56 $ | 4,967.16 $ |
| | 2.16 | Vidange des 16 poubelles durant la **saison hivernale** | global | 1 fois / jour | ~~1333~~ 7998.00 $ | 7,998.00 $ | 799.80 $ | 8,797.80 $ |
| | 2.17 | Déneigement des sentiers incluant installation à l'automne et désinstallation au printemps des balises | global | 40 | 298.75 $ | 11,950.00 $ | 1,195.00 $ | 13,145.00 $ |
| | | | | | | | **Montant total avant taxes 2016-2020** | 467,684.18 $* |

*** Montant à reporter à la page sommaire.**

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services Institutionnels<br>9515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Renseignements complémentaires | Appel d'offres public<br>Nº 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

## SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** net trente (30) jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : n/a  Addenda n° 3 : _____

   Addenda n° 2 : _____  Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

| N° | Nom | Organisation | Lien/s d'affaire/s | Indiquez le/les liens d'affaires |
|---|---|---|---|---|
| 1 | n/a | | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 2 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 3 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |

   En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

   1. n/a

      Nom de la compagnie  Nom du contact et téléphone  Province - Pays

      _____

      Contribution

      _____

      Contribution

2. n/a

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Contribution

3.

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Contribution

**5. Veuillez nous indiquer les coordonnées de la personne-ressource qui collaborera avec nous pour la mise en place d'un catalogue de produits normalisés (voir clause 17 des « Instructions au soumissionnaire ») :**

Nom : Jamie Lee Wilt Tél. : (514) 968-9553

**6. Numéro d'enregistrement :**

Numéro d'enregistrement TPS : 890109135RT

Numéro d'enregistrement TVQ : 1020208909

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 193514

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

**7. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :**

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
*(S.V.P., cochez la case appropriée)*

☑ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser :

## SECTION B

**8. CNESST**

Numéro de référence de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec :

85625730

**9. Informations sur le soumissionnaire**

La personne à contacter au sujet des demandes de service :

Nom : JAMIE LEE WILT

Téléphone : 514 968-9553

Télécopieur : 866 844-4365

Courriel : jamie@pslc.ca

**ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE**
**STRATHMORE LANDSCAPE CONTRACTORS (1997) LTD.**

**RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**PRENANT EFFET LE 16 JUIN 2014**

## OCTROI DE CERTAINS POUVOIRS ADMINISTRATIFS

**IL EST RÉSOLU** que Jessica Milligan ou Gordon Milligan soient par la présente autorisés à préparer et à soumettre tout type d'offres ou de contrats pour et au nom de la société et à faire affaire avec tout gouvernement ou toute autre autorité au nom de la société;

**IL EST RÉSOLU** que Jessica Milligan ou Gordon Milligan soient par la présente autorisés à faire affaire avec toute autorité gouvernementale (locale, municipale, provinciale, fédérale ou autre) pour et au nom de la société, y compris et sans limitation, l'Agence du Revenu du Canada, Revenu Québec, la CSST et la Commission des normes du travail; et

**IL EST RÉSOLU** que Jessica Milligan ou Gordon Milligan, vice-présidents de la société, soient par les présentes autorisés à préparer et à signer tout acte ou tout autre document nécessaire ou souhaitable, pour et au nom de la société, aux modalités et conditions jugées acceptables par l'un ou l'autre d'entre eux et à effectuer tout autre chose jugée nécessaire ou souhaitable dans le but de donner effet aux présentes résolutions.

**SIGNÉES** par le soussigné, étant l'administrateur unique de la société.

**DANIEL MILLIGAN**

Montréal

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>9515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Avenant de responsabilité civile | Appel d'offres public<br>N° 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |
|---|---|---|

**ASSUREUR :** Dtart Assurance

**ADRESSE POSTALE :** 7101 Jean Talon St, E 1000, Anjou (Qc) H1M 0A5

**ASSURÉ :** Strathmore Landscape Contractors (1997) Ltd.

**ADRESSE POSTALE :** 2289 de Carmel Pointe-Claire (Qc) H9R 2Z2

**LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :**

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

**DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 – Entretien horticole et maintien de la propreté de la place du Canada, 2016-2020**
**CONTRAT :**

**TABLEAU DES ASSURANCES**

| Nature et étendue du (des) contrat(s) | Police n° | Expiration JJ/MM/AA | Montants de garantie |
|---|---|---|---|
| Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile)<br>Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A -<br>Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance -<br>du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100<br><br>Responsabilité civile automobile<br>Formule des non-propriétaires | 152-035 | 09/06/2016 | Tous dommages confondus<br>5000 000 $ par sinistre<br>2000 000 $ par période d'assurance<br><br>5000 000 $ par sinistre |

**Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :**

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date _____ 20_____
(Signature de l'assureur)

Bfast Assurance
7101, rue Jean-Talon Est
Bureau 1000
Anjou, Qc
H1M 0A5

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>9515, rue Saint-Hubert<br>Montréal (Québec) H2M 1Z4 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Lettre d'engagement | Appel d'offres public<br>N° 16-15230<br>biens et services généraux<br>APP_146_BS_R2_201107_public_R120160111 |

Date d'émission : 15 Avril 2016 N° MCS2609026-16-19

Compagnie d'Assurance Trisura Garantie
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

1501, Ave McGill Collège #1620 Montréal Qc H3A 3M8

ici représentée par Line Freuchet, Mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le : 18 AVRIL 20 16

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) Ltée
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au 2288, De Cannes-Brulées Lasalle Qc H8N 2Z2

ici représentée par J. MILLIGAN, V-P dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour Ville de Montréal N16-15230 A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté de la Place du Canada 2016-2020
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les **(120)** jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, la caution, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

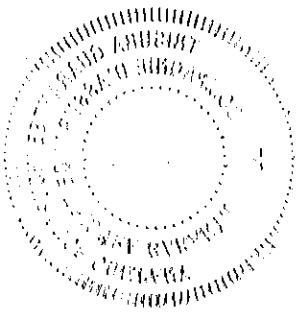
St-Laurent, le 15 Avril 20 16

Par : Line Freuchet
Line Freuchet (nom du signataire)

Compagnie : Compagnie d'Assurance Trisura Garantie

Titre : Mandataire

Adresse : 1501, Ave McGill Collège #1620 Montréal Qc H3A 3M8



Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1166071003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  *D'abroger la résolution CA16 240314 à l'effet de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ pour le financement du présent dossier.*

  *Les montants de la dépense autorisée et du contrat demeurent inchangés.*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 537 719,89 $

| | Années antérieures | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 89 619,98 $ | 134 429,97 $ | 134 429,97 $ | 134 429,97 $ | 44 810,00 $ | | **537 719,89 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 491 009,93 $

Surplus Budget régulier

| | Années antérieures | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 81 834,99 $ | 122 752,48 $ | 122 752,48 $ | 122 752,48 $ | 40 917,50 $ | | **491 009,93 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Clé comptable à compter de 2019

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 028059 | 00000 | 00000 |

- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2018-12-18**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.02

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ dans le cadre du contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), accordé à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester |

D'abroger la résolution CA17 240153 à l'effet de réduire l'affectation de surplus de 465 387.68 $ à 291 199.58 $ pour le financement du présent dossier.

Les montants de la dépense autorisée et du contrat demeurent inchangés.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 10:19

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 11 avril 2017 | Résolution: CA17 240153 |
|---|---|

**Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autoriser une dépense maximale de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires)**

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'autoriser une dépense de 509 660,15 $ pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat d'une durée de 3 ans (36 mois) à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 509 660,15 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 509 660,15 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1176071002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 avril 2017

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1176071002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ dans le cadre du contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), accordé à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester |

## CONTENU

### CONTEXTE

Faisant suite à la résolution CE- CG18 0226, un rehaussement de 450 000 $ au budget de fonctionnement de l'arrondissement a été autorisé pour les frais d'entretien généraux du square Dorchester (portions nord et sud) et de la portion nord de la place du Canada afin de prévoir une dépense annuelle et récurrente à compter de l'exercice 2019. Aussi, cette somme sera dédiée à l'entretien horticole, au déneigement , au maintien de la propreté de la portion sud du square Dorchester et de la place du Canada, ainsi qu'a l'entretien du bassin fontaine de la portion nord du square Dorchester.
.
Le présent addenda consiste donc à modifier le mode de financement de ce contrat à compter de l'année 2019. Les fonds disponibles au budget régulier feront en sorte que les surplus prévus à compter de 2019 pour le financement de ce contrat seront retournés au compte de bilan duquel ils proviennent (voir intervention financière).

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514 872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.02

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autoriser une dépense maximale de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires) |

D'autoriser une dépense de 509 660,15 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester. (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires).
D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme 178001 Canada inc. Groupe Nicky, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 509 660,15 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'affecter un montant de 509 660,15 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2017-03-31 15:30

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autoriser une dépense maximale de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le square Dorchester, anciennement square Dominion, planifié en 1872 et aménagé entre 1876 et 1880, est le projet le plus important de l'histoire montréalaise quant à sa taille, son raffinement et ses formes paysagères de l'époque. Le plan du square restauré en 2009-2011 offre un langage paysagé exceptionnel, caractérisé par des parterres à l'anglaise. Dès les premières années, il accueille les commémorations et les rassemblements à la gloire de la nation nouvellement créée et il est élevé, par le fait même, au statut d'emblème paysagé par excellence, non seulement au coeur de la métropole, mais à l'échelle de ce site comme symbole national.
Le square Dorchester forme, avec la place du Canada, un ensemble paysagé cohérent issu d'une planification datant de la fin du XIXe siècle. Les deux îlots paysagés situés dans le quartier des affaires de Montréal sont des havres de verdure qui subsistent au milieu de gratte-ciels et d'une circulation envahissante.

Ce square rénové depuis 2011 a redonné au centre-ville de Montréal un espace vert à la hauteur des autres grands parcs urbains des villes de l'Amérique de nord.

Afin d'atteindre les standards d'entretien auxquelles on est en droit de s'attendre pour un square de cette qualité, nous concluons que l'arrondissement ne dispose pas du personnel requis. Il est donc nécessaire de faire appel aux services d'une firme spécialisée.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA13 240305, 11 juin 2013: Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat à Groupe Nicky, pour faire l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester pour une période de trois ans et autoriser une dépense maximale de 327 733,63 $ (appel d'offres public 13-12676 – 4 soumissionnaires)
CA11 240330**,** 5 juin 2011: Autoriser une affectation de surplus de 382 331,35 $ et accorder un contrat de 382 331,35 $ à Entreprises G.L. pour l'entretien saisonnier du square Dorchester pendant 3 ans (appel d'offres public VM-11-003 - 4 soumissionnaires)

CG09 0163 - 28 mai 2009 - Octroyer un contrat à «Ramcor construction inc.» au montant

de 5 139 196,49$, taxes incluses, pour l'aménagement du square Dorchester - phase 1 - appel d'offres no 6227 (5 soumissions). Autoriser une dépense de 5 430 946,49$, taxes et dépenses incidentes incluses (1091075008);

**DESCRIPTION**

Le but visé par le présent contrat est de pourvoir, entre autres, à l'exécution de travaux d'entretien des surfaces (nettoyage, propreté et déneigement) ainsi que des travaux d'entretien horticole.

**Voilà quelques exemples de tâches à accomplir:**

· Horticulture : taille et/ou préparation de plates-bandes; soins réguliers; soins aux arbustes; plantation de végétaux; entretien des végétaux et désherbage.
· Entretien des surfaces : nettoyage, lavage, décoller les gommes à mâcher, etc.
· Nettoyage de terrain : ramassage et disposition des déchets, des ordures et collecte des matières recyclables.
· Tonte de gazon, ratissage, ramassage des feuilles mortes, fauchage d'herbes, sarclage, binage, désherbage, arrosage, aération.
· Installation de paillis (BRF).
· Entretien et réparations mineures d'équipements de la place et des structures.
· Réfection de pelouses, nivellement, pose de tourbe, roulage, arrosage.
· Terrassement, creusage, fosses, coupes, tranchées, etc.
· Coupe de branches d'arbres dangereuses (jusqu'à 5m de hauteur).
· Tous autres travaux connexes à l'entretien et la réparation mineure des surfaces.
· Installation de balises et déneigement des sentiers.

Ces tâches sont fort diversifiées et doivent souvent être exécutées en urgence.

**JUSTIFICATION**

L'appel d'offres 17-15968 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électroniqu d'appel d'offres (SEAO) le 6 mars 2017. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 22 mars 2017 présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 17-15968 sont présentés ci-dessous :

Les 10 firmes suivantes se sont procurées les documents :

- 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL
- Les Entreprises Tony Di Feo Inc.
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky
- Les Entreprises Michael Cinquino Inc.
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Paysagiste ARF
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.
- Paysagement DJ Inc.
- Les Entreprises Daniel et Fils inc.
- Paysagiste NRC Landscaping Inc.

Les 5 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL
- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky
- Techniparc (9032-2454 Québec inc.)
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.
- Les Entreprises Daniel et Fils inc.

Cependant, les 2 firmes suivantes ont présentées des soumissions non conformes:

- 9343-6988 Québec inc. / Les Entreprises SGL
- Les Entreprises Daniel et Fils inc.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumi
écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels inter
le montant de l'octroi :

| Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes | Prix | Contingences | Total |
|---|---|---|---|
| 1 - 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 463 327,44 $ | 46 332,74 $ | 509 660,18 |
| 2 - Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | 485 961,95 $ | 48 596,20 $ | 534 558,15 |
| 3 - Techniparc (9032-2454 Québec inc.) | 691 383,53 $ | 69 138,35 $ | 760 521,88 |
| Estimé interne | 509 190,00 $ | 50 919,00 $ | 560 109,00 |
| **Coût moyen des soumissions reçues** | | | **601 580,07** |
| **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** | | | **91 919,89** |
| **Écart entre la plus haute et la plus basse conforme** | | | **250 861,70**<br>**49%** |
| **Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme** | | | **50 448,82**<br>**10%** |

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit 178001 Ca
inc. / Groupe Nicky au montant de 509 660,15 $, taxes incluses pour une période de 3 ans (20
2020).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires
spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.
**- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'arrosage et l'entretien horticole assurent la survie, la vitalité de nos arbres, vivaces et arbustes ainsi que la beauté des aménagements floraux. Le nettoyage et l'entretien permettent d'augmenter le niveau de propreté et de conserver la fonctionnalité entre autres du mobilier ce qui amène aux usagers un sentiment de sécurité et rend les lieux plus accueillants. Tout ce qui donne envie au gens de fréquenter une place publique.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Sébastien BIGUET)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514-872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-03-29

Claude DUBOIS
Adjoint directeur travaux publics

**Tél :** 514 872-9763
**Télécop. :** 514 886-3292

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2017-03-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ dans le cadre du contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), accordé à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176071002_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-18

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction**

**Dossier # : 1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autoriser une dépense maximale de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

15968-PV.pdf17-15968 Det Cah Final.pdf17-15968 Intervention.pdf17-15968 TCP.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sébastien BIGUET
Agent d'approvisionnement
**Tél :** 514-872-7446

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-03-30

Denis LECLERC
Chef de section Biens et services
**Tél :** 514-872-5241
**Division :** Division de L'Acquisition de biens et services

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176071002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 3 ans (36 mois), de 509 660,15 $ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autoriser une dépense maximale de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176071002.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
**Tél :** 514-872-0768

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-03-30

Dominique MARTHET
Chef de division
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ressources financières et matérielles

**N° de dossier :** 1176071002

**Nature du dossier :** Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite : ☑ RENA

**Fournisseur :**

Nom : 178001 Canada inc. Groupe Nicky

Numéro dans Fichier des fournisseurs: 120376

☐ On ne fait pas affaire avec un fournisseur dans ce dossier

**Financement :** Affectation de surplus

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 159 886,74 $ | 159 886,72 $ | 159 886,72 $ | 30 000,00 $ | | | **509 660,18 $** |

# SECTION IV
## FORMULAIRES DE SOUMISSION

**Documents à retourner**

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Page sommaire | Appel d'offres public<br>N° 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |

| Émission : | Fermeture : | À : |
|---|---|---|
| 6 mars 2017 | 22 mars 2017 | 10 h 30 |

## A52 - ENTRETIEN HORTICOLE ET MAINTIEN DE LA PROPRETÉ DU SQUARE DORCHESTER 2017 - 2020

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 10 h 30 le 22 mars 2017**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à deux pour cent (2 %) du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, doit accompagner cette soumission.

| Description et sommaire de soumission | Montant |
|---|---|
| Service d'entretien horticole pour le Square Dorchester, et ce, pour une période de trente-six (36) mois. Selon le bordereau de soumission, les clauses générales et particulières, les instructions au soumissionnaire et les spécifications techniques ci-jointes. | |
| Montant total avant taxes : | 443 279 10 $ |
| Taxe sur les produits et services 5 % : | 22163.96 $ |
| Taxe de vente du Québec 9,975 % : | 44217.12 $ |
| **Montant total :** | 509 660.18 $ |

***Identification du soumissionnaire***

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141894387 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés, 178001 Canada Inc/ Groupe Nicky

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

9771 Waverly Montreal PQ H3L2V7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom et titre du responsable (en majuscules) :<br>MR. Nick Luongo, Président | Téléphone : 514 381.2986 | | |
| | Télécopieur : 514 381.0567 | | |
| | Courriel : nicky@groupenicky.com | | |
| Signature : | Jour 21 | Mois 03 | Année 2017 |

**Note :** Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

# SECTION VII
## BORDEREAU DE SOUMISSION

**Documents à retourner (Format Excel)**

**Bordereau des prix pour des travaux d'entretien horticole pour le Square Dorchester.**
**Appel d'offres: 17-15968**
**Du 16 avril 2017 au 15 avril 2020**

| Poste | Sous poste | Description | Unite | (A) Quantité estimée | (B) Prix unitaire (sans les taxes) | Unité | (C) Montant Total (sans les taxes) (C = A x B) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Main-d'oeuvre | | | | | | |
| 1 | 1.1 | Homme de service | heures | 8790 | 18.60 $ | 18.60 $ | 163494.00 $ |
| | | | | | | Total du poste 1 sans les taxes | 163494.00 $ |
| | Travaux à prix unitaire | | | | | | |
| | 2.1 | Nettoyage du printemps | global | 3 | 2100.00 $ | 2100.00 $ | 6300.00 $ |
| | 2.2 | Nettoyage automnal | global | 3 | 1800.00 $ | 1800.00 $ | 5400.00 $ |
| | 2.3 | Tonte et découpage du gazon (5600m2) | global | 63 | 150.00 $ | 150.00 $ | 9450.00 $ |
| | 2.4 | Terreautage et semence (5600 m2 x 3 années) | m2 | 16800 | 0.83 $ | 0.83 $/m2 | 13944.00 $ |
| | 2.5 | Réparations des surfaces gazonnées (gazon en plaque) (5600 m2 x 3 années) | m2 | 16800 | 4.20 $ | 4.20 $/m2 | 70560.00 $ |
| | 2.6 | Aération du gazon (5600 m2 x 3 années) | m2 | 16800 | 0.30 $ | 0.30 $/m2 | 5040.00 $ |
| | 2.7 | Fertilisation granulaire (5600 m2 x 3 années) | m2 | 16800 | 0.27 $ | 0.27 $/m2 | 4536.00 $ |
| | 2.8 | Entretien des plates-bandes (210 m2 x 3 années) | m2 | 630 | 4.40 $ | 4.40 $ | 2772.00 $ |
| | 2.9 | Nettoyage à pression eau chaude des pavés de béton préfab (990 m2) | global | 30 | 430.00 $ | 430.00 $ | 12900.00 $ |
| 2 | 2.10 | Nettoyage à pression eau chaude/froide pavés de granit type Peribomka (2800 m2) | global | 30 | 380.00 $ | 380.00 $ | 11400.00 $ |
| | 2.11 | Préparation de la plate-bande, plantation de 3550 géranium | global | 3 | 2600.00 $ | 2600.00 $ | 7800.00 $ |
| | 2.12 | Pour 2017 : Fourniture de 3550 géraniums produits à partir de boutures. Variété Designer Rose Pink, pot de 4po Variété Designer Scarlet Red, pot de 4po | global | 1 | 12070.00 $ | 12070.00 $ | 12070.00 $ |
| | 2.13 | Pour 2018 et 2019 : Fourniture de 3550 géraniums par année, produits à partir de boutures. Commandes passés chez le producteur l'automne précédant. Variété Designer Rose Pink, pot de 4po Variété Designer Scarlet Red, pot de 4po | global | 2 | 12070.00 $ | 12070.00 $ | 24140.00 $ |
| | 2.14 | Vidange des poubelles durant la saison hivernale | global | 1 | 600.00 $ | 600.00 $ | 600.00 $ |
| | 2.15 | Déneigement des sentiers incluant épandage d'abrasif | global | 3 | 15800.00 $ | 15800.00 $ | 47400.00 $ |
| | 2.16 | Installation et enlèvement des balises de déneigements | global | 3 | 1400.00 $ | 1400.00 $ | 4200.00 $ |
| | 2.17 | Pour remplacement de 12 balises de déneigement | global | 3 | 325.00 $ | 325.00 $ | 975.00 $ |
| | | | | | | Total du poste 2 sans les taxes | 239487.00 $ |
| | | | | | | GRAND TOTAL sans les taxes (Total du poste 1 + Total du poste 2) | 402981.00 $ |
| | | | | | | Contingence de 10% sans les taxes (10% x GRAND TOTAL) | 40298.10 $ |
| | | | | | | Montant total du 16 avril 2017 au 15 avril 2020 sans les taxes à reporter à la page sommaire (GRAND TOTAL + Contingence) | 443279.10 $ |

**GROUPE NICKY**

## A52 - ENTRETIEN HORTICOLE ET MAINTIEN DE LA PROPRETÉ DU SQUARE DORCHESTER 2017 - 2020

**Veuillez trouver le bordereau de soumission à la section VII**

.

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Renseignements complémentaires | Appel d'offres public<br>N° 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

## SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** 30 jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : _____ Addenda n° 3 : _____

   Addenda n° 2 : _____ Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

| N° | Nom | Organisation | Lien/s d'affaire/s | Indiquez le/les liens d'affaires |
|---|---|---|---|---|
| 1 | | N/A | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 2 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |
| 3 | | | ☐ Oui<br>☐ Non | |

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :** N/A

   1. _____

   Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

   _____

   Contribution

   _____

   Contribution

2. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

**5. Numéro d'enregistrement :**

Numéro d'enregistrement TPS : 103119053

Numéro d'enregistrement TVQ : 1001377520

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 120376

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

**6. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :**

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
*(S.V.P., cochez la case appropriée)*

☑ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

## SECTION B

**7. Attestation de la CNESST :**

Le soumissionnaire doit détenir un certificat d'enregistrement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité du travail en règle, si applicable.

**Une copie de votre certificat valide doit être déposée avec la soumission, si applicable.**

**Nº CNESST du soumissionnaire :** 1141894387

**8. Informations sur le soumissionnaire**

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne à contacter au sujet des employés :

Nom : Mme Johanne Luongo

Téléphone : 514.381.2986 | 514 983.5452

Télécopieur : 514. 381-0567

Courriel : nicky@groupenicky.com

La personne à contacter pour les renseignements administratifs :

Nom :

Téléphone : même

Télécopieur :

Courriel :

La personne à contacter pour les renseignements techniques :

Nom : MR-Nick Luongo

Téléphone : 514 821-8617

Télécopieur : 514 381.0567

Courriel : nicky@groupenicky.com

La personne à contacter en cas d'urgence :

Nom : MR Nick Luongo / Mme Johanne Luongo

Téléphone : 514 821 8617 514 983 5452

Télécopieur : 514 381.0567

Courriel : nicky@groupenicky.com

**9. Questionnaire sur la gestion environnementale de votre entreprise.**

**Politique environnementale:**

- Nous désirons connaître votre politique environnementale, quels sont vos objectifs et les progrès en vue de sa réalisation?

- Votre entreprise a-t-elle un programme d'éducation environnementale pour ses employés? Décrivez-en les grandes lignes.

Montréal

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Cautionnement de soumission | Appel d'offres public<br>N° 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |
|---|---|---|

N° 487461-08-17

AVIVA, Compagnie d'Assurance du Canada
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

630, boul. René-Lévesque ouest, bureau 900, Montréal (Québec) H3B 1S6

ici représentée par Francis Gauthier, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

22 mars 20 17

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

178001 Canada inc. (Groupe Nicky)
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au 9771, rue Waverly, Montréal (Québec) H3L 2V7

ici représentée par MR. Nick Luongo dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres 17-15968 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester renouvelable annuellement au gré de la Caution.
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à deux pour cent du montant de la soumission ~~dollars~~ (2 %).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Montréal

| | | |
|---|---|---|
| **Service de l'approvisionnement**<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | **SECTION IV**<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Cautionnement de soumission | Appel d'offres public<br>Nº 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |

N° 487461-08-17

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

**En foi de quoi,** la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

Québec (Québec), le 16 mars 2017.

| | |
|---|---|
| **Le soumissionnaire** (représentant autorisé) | Francis Gauthier, mandataire pour AVIVA, Compagnie d'Assurance du Canada<br>**La caution** (représentant autorisé) |
| Témoin | Témoin |

Accepté par la Ville

Fonctionnaire autorisé

Documents à retourner

Montréal

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Lettre d'engagement | Appel d'offres public<br>N° 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |
|---|---|---|

Date d'émission : 16 mars 2017

N° 487461-08-17

AVIVA, Compagnie d'Assurance du Canada
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

630, boul. René-Lévesque ouest, bureau 900, Montréal (Québec) H3B 1S6

ici représentée par Francis Gauthier, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

le 22 mars 2017

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

178001 Canada inc. (Groupe Nicky)
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au 9771, rue Waverly, Montréal (Québec) H3L 2V7

ici représentée par MR. Nick Luongo dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres 17-15968 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester renouvelable annuellement au gré de la Caution.
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les cent quatre-vingts (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

Québec (Québec), le 16 mars 2017

Par : _____
(nom du signataire) Francis Gauthier, mandataire

Compagnie : AVIVA,Compagnie d'Assurance du Canada

Titre : Mandataire

Adresse : 630, boul. René-Lévesque ouest, bureau 900, Montréal (Québec) H3B 1S6

Montréal

| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1M2 | SECTION IV<br>FORMULAIRES DE SOUMISSION<br><br>Avenant de responsabilité civile | Appel d'offres public<br>N° 17-15968<br>biens et services généraux<br>APP_153_BS_R2_201107_public_20170124 |
|---|---|---|

**ASSUREUR :** TRAVELERS CANADA

**ADRESSE POSTALE :** 1010 rue de la Gauchetiere Ouest Bur: 1100 Montreal QC H3B 2N2

**ASSURÉ :** 178000 Canada Inc

**ADRESSE POSTALE :** 9771 Rue WAVERLY MONTREAL, QC, H3L 2V7

**LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :**

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

**DESCRIPTION DU CONTRAT : A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester 2017 - 2020 CONTRAT :**

**TABLEAU DES ASSURANCES**

| Nature et étendue du (des) contrat(s) | Police n° | Expiration JJ/MM/AA | Montants de garantie |
|---|---|---|---|
| Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile)<br>Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A -<br>Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance -<br>du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 | TRV0353950 | 24-févr-18 | Tous dommages confondus<br>5000 000 $ par sinistre<br>5000 000 $ par période d'assurance |
| Responsabilité civile automobile<br>Formule des non-propriétaires | TRV0353950 | 24-févr-18 | 5000 000 $ par sinistre |

**Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :**

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date 16 MARS 20 17
(Signature de l'assureur)

# GROUPE NICKY

(178001 Canada inc.)

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE

PAYSAGISTE DÉCORATEUR • ENTRETIEN PAYSAGER • DÉNEIGEMENT

Depuis 1974

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE CERTIFIÉ DE L'ASSOCIATION DES PAYSAGISTES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC

9771 WAVERLY, MONTRÉAL, QUÉBEC H3L 2V7

Tél.: 514-421-2124 / Tél.: 514-381-2986 / Fax: 514-381-0567 / **www.groupenicky.com**

**nicky@groupenicky.com**


**RESOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE 178001 Canada Inc / Groupe Nicky, adopté le**

**24 février 2017.**

**IL EST RESOLU:**

**QUE Mr. Nick Luongo, Président de cette société soit et est autorisé à signer pour et au nom de cette société toute soumission et contrat relatifs à l'aménagement paysager et au déneigement, ainsi que tout document nécessaire et requis pour donner effet aux présentes.**

**COPIE CERTIFIEE CONFORME**

**Ce: 24 février 2017.**

**Secrétaire**

CSST

Le 9 mars 2017

Direction régionale
de Montréal - 2
1199, rue De Bleury, 10e étage
C. P. 6056, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 4E1
Tél. : 514 906-3500
ou 1 888 452-4199
Téléc. : 514 906-3233

Monsieur Nick Luongo
178001 Canada inc.
Groupe Nicky
9771, rue Waverly
Montréal (Québec) H3L 2V7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141894387

**Objet : Confirmation d'inscription**

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, nous vous confirmons que votre entreprise est inscrite à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Cette confirmation d'inscription vise le contrat prévu ou conclu avec Ville de Montréal et intitulé 17-15968. Toutefois, cette confirmation ne dégage pas Ville de Montréal de son éventuelle responsabilité en ce qui concerne le paiement de la cotisation due par l'entrepreneur. Seule l'attestation de conformité est valable à cet égard et doit être demandée à la fin des travaux.

Par ailleurs, nous vous rappelons que le service Demande d'information sur l'état de conformité est également disponible. Celui-ci permet à l'employeur, pendant la durée d'un contrat, d'être tenu informé si l'entrepreneur est conforme ou non conforme à la loi en ce qui concerne le paiement de sa cotisation due à la CSST.

Nous vous invitons à consulter le www.csst.qc.ca ou communiquer avec un de nos préposés aux renseignements au 1 866-302-CSST (2778) si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet ou pour toute autre question.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le centre de conformité et de vérification
des employeurs



ACA_00676

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

**Attestation de Revenu Québec**

Cette attestation est délivrée à :

178001 CANADA INC
9771, RUE WAVERLY
MONTREAL (QUEBEC) H3L 2V7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141894387

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

**Numéro de l'attestation :** 200150-MABA-0368842
**Date et heure de délivrance de l'attestation :** 16 mars 2017 à 21 h 49 min 13 s
**Date de fin de la période de validité de l'attestation :** 30 juin 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

# 2017

**Ce document atteste que**

## Groupe Nicky

**est membre certifié de**

**L'Association des paysagistes professionnels du Québec**

**(APPQ)**

**et qu'il s'engage à respecter les règles et obligations**

**du programme de certification**

**Numéro de membre : 568** **Membre certifié depuis : 1998**

Véronique Pepin

Véronique Pepin
Présidente

Paysagiste
CERTIFIÉ

APPQ

# GROUPE NICKY

(178001 Canada inc.)

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE

PAYSAGISTE DÉCORATEUR • ENTRETIEN PAYSAGER • DÉNEIGEMENT

Depuis 1974

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE CERTIFIÉ DE L'ASSOCIATION DES PAYSAGISTES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC

9771 WAVERLY, MONTRÉAL, QUÉBEC H3L 2V7

Tél.: 514-421-2124 / Tél.: 514-381-2986 / Fax: 514-683-9696 / Courriel: nicky@groupenicky.com


## DÉCLARATION DE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Groupe Nicky reconnaît qu'une approche planifiée de la prévention et de la réduction des déchets et de la pollution entraîne une réduction des coûts à long terme.

Groupe Nicky contrôlera ses activités pour éviter les risques inutiles et inacceptables ou des effets néfastes sur l'environnement.

La sensibilisation à l'environnement et la responsabilité individuelle seront développées chez les salariés, à tous les niveaux, et on encouragera un processus de consultation efficace. La compagnie s'engage à développer et améliorer les normes en utilisant la technologie disponible et ses développements, avec la démarche environnementale de valoriser et recycler les déchets. Les véhicules et les équipements seront entretenus et gérés pour assurer, dans la mesure du possible, la protection maximale de l'environnement.

La Direction s'engage personnellement à garantir que les questions environnementales soient prises en compte.

Tous les employés doivent s'engager personnellement à exécuter leur tâches tout en se souciant de l'environnement.

Tous les employés doivent accorder une attention toute particulière à l'élimination et à la réduction des déchets. Quand le recyclage ou la réutilisation d'un matériau représente un avantage économique.

Groupe Nicky prendra toutes les précautions nécessaires pour assurer la santé et la sécurité au travail de ses employés, que ce soit dans les locaux de la société ou pour toute activité ailleurs. Elle reconnaît également que cette obligation s'applique aux personnes extérieures se trouvant dans les locaux.

La sécurité au travail est de la responsabilité de tous les employés de la société qu'il s'agisse des cadres supérieurs, contremaîtres ou agent et de tous les employés des sous-traitants occupant divers postes.

La société et ses employés partagent la responsabilité en ce qui concerne la santé et la sécurité des tiers affectés par les activités de la société.

GROUPE NICKY
(178001 Canada inc.)
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE
PAYSAGISTE DÉCORATEUR • ENTRETIEN PAYSAGER • DÉNEIGEMENT
9771 WAVERLY, MONTRÉAL, QUÉBEC H3L 2V7
Tél.: 514-421-2124 / Tél.: 514-381-2986 / Fax: 514-683-9696 / Courriel: nicky@groupenicky.com

Pour atteindre ces objectifs, la société s'engage à :

• Fournir un environnement de travail sans danger pour l'exploitation et l'entretien de tous les équipements et installations.

• Mettre en place des pratiques et des méthodes de travail en toute sécurité.

• Veiller à ce que tout le personnel ait les compétences nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions.

• Fournir les informations, les instructions, la formation et l'encadrement, si nécessaire.

Groupe Nicky

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**

**SP17 0182**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 22 mars 2017 à 10 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Ève Lapointe, technicienne juridique – Service du greffe
M. Éric Durette, agent de bureau – Service du greffe
Mme Béatrice Dulcé, agente de bureau principale – Service du greffe

**APPEL D'OFFRES 17-15968**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester 2017 - 2020 » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| 178001 CANADA INC.<br>(GROUPE NICKY)<br>9771, rue Waverly<br>Montréal (Québec) H3L 2V7 | 509 660,18 $<br>(Cautionnement de 2 %<br>du montant de la soumission) |
| 9343-6988 QUÉBEC INC.<br>(LES ENTREPRISES SGL)<br>1030, rue des Fontaines<br>Mascouche (Québec) J7K 0V3 | 526 924,29 $<br>(Traite bancaire de 20 000 $) |
| ENTREPRENEUR PAYSAGISTE<br>STRATHMORE (1997) LTÉE<br>2288, rue de Cannes-Brûlées<br>LaSalle (Québec) H8N 2Z2 | 534 558,15 $<br>(Cautionnement de 2 %<br>du montant de la soumission) |
| LES ENTREPRISES DANIEL ET FILS INC.<br>195, chemin de la Presqu'île<br>Repentigny (Québec) J5Z 0E2 | 632 855,74 $<br>(Aucun dépôt de garantie) |
| 9032-2454 QUÉBEC INC.<br>(TECHNIPARC)<br>11, rue Roussin<br>L'Île-Bizard (Québec) H9C 1J2 | 760 521,89 $<br>(Cautionnement de 2 %<br>du montant de la soumission) |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 6 mars 2017 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/bd

Vér. 1
S.A. 1

Éric Durette
Agent de bureau – Service du greffe

Béatrice Dulcé
Agente de bureau principale – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée



Mes avis

**Saisir un avis**

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

# Liste des commandes

**Numéro** : 17-15968
**Numéro de référence** : 1055969
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester 2017 - 2020

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| 9343-6988 Québec Inc.<br><br>1030 des fontaines<br>Mascouche, QC, J7k0v3<br>NEQ : 2270896022 | Madame Stephanie Leblanc<br><br>Téléphone : 450 966-6262<br>Télécopieur : 450 966-6262 | **Commande : (1248042)**<br>2017-03-08 8 h 41<br>**Transmission :**<br>2017-03-08 8 h 59 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Groupe Nicky<br>9771 rue Waverly<br>Montréal, QC, H3L 2V7<br><br>NEQ : 1141894387 | Monsieur Nick Luongo<br>Téléphone : 514 381-2986<br>Télécopieur : 514 381-0567 | **Commande : (1247202)**<br>2017-03-07 8 h 06<br>**Transmission :**<br>2017-03-07 8 h 06 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Les Entreprise Tony Di Feo Inc.<br>8075 rue Joubert<br>Montréal, QC, H1P 2S2<br>NEQ : 1146356580 | Monsieur Tony Di Feo<br>Téléphone : 514 321-0332<br>Télécopieur : 514 321-1535 | **Commande : (1247116)**<br>2017-03-06 16 h 57<br>**Transmission :**<br>2017-03-06 18 h 16 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| les entreprises daniel et fils inc | Monsieur daniel brault | **Commande : (1255888)** | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 195 presqu'ile<br>Repentigny, QC, J5Z0E2<br>NEQ : 1167560813 | Téléphone : 450 581-5059<br>Télécopieur : | 2017-03-20 16 h 29<br>**Transmission :**<br>2017-03-20 21 h 14 | Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | Les Entreprises Michael Cinquino Inc.<br>8035 danièle<br>Montréal, QC, H8N1V3<br><br>NEQ : 1170464490 | Monsieur Michael Cinquino<br>Téléphone : 514 617-5151<br>Télécopieur : 514 366-3797 | **Commande : (1247919)**<br>2017-03-07 22 h<br>**Transmission :**<br>2017-03-07 22 h | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | Paysagement DJ Inc<br>114 ch d'aigremont<br>Lorraine, QC, j6z4p2<br>NEQ : 1171682512 | Monsieur Dominic Jutras<br>Téléphone : 450 939-7878<br>Télécopieur : | **Commande : (1247678)**<br>2017-03-07 14 h 15<br>**Transmission :**<br>2017-03-07 14 h 15 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | Paysagiste ARF<br>296 des Semailles<br>Varennes, QC, J3x1Y5<br><br>http://paysagistearf.com<br>NEQ : 1169132595 | Monsieur Anthony Chiasson-Leblanc<br>Téléphone : 450 985-0988<br>Télécopieur : | **Commande : (1250458)**<br>2017-03-10 17 h 53<br>**Transmission :**<br>2017-03-10 17 h 53 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| ☐ | Paysagiste NRC Landscaping inc<br>8320 rue de l'aunis<br>Montréal, QC, H1R 2N2<br>NEQ : 1171445688 | Monsieur Santo Sanzone<br>Téléphone : 514 585-0101<br>Télécopieur : | **Commande : (1248271)**<br>2017-03-08 10 h 32<br>**Transmission :**<br>2017-03-08 10 h 32 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☐ | Strathmore Landscape<br>2288 Canne Brûlée (Lasalle)<br>Montréal, QC, H8N 2Z2<br>http://www.pslc.ca NEQ : 1143413681 | Monsieur Gordon MIlligan<br>Téléphone : 514 992-8010<br>Télécopieur : 866 844-4365 | **Commande : (1247078)**<br>2017-03-06 16 h 23<br>**Transmission :**<br>2017-03-06 16 h 23 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| ☐ | Techniparc (9032-2454 Qc Inc).<br>1355, Pitfield,<br>Montréal, QC, H4S 1G3<br>NEQ : 1145571486 | Monsieur Martin Theolis<br>Téléphone : 514 829-8001<br>Télécopieur : 514 336-4519 | **Commande : (1247130)**<br>2017-03-06 17 h 57<br>**Transmission :**<br>2017-03-06 17 h 57 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Besoin d'aide?**

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

**Service clientèle**

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

**À propos**

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

**Partenaires**

© 2003-2017 Tous droits réservés

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 17-15968 — No du GDD : 1176071002

Titre de l'appel d'offres : Entretien horticole et maintien de la propreté du square Dorchester

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 3 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 22 - 3 - 2017

Ouverture faite le : 22 - 3 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 40

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| 9343-6988 Québec inc. / Les | Administratif |
| Les Entreprises Daniel et Fils inc. | Administratif |

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 18 - 9 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 18 - 9 - 2017

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 509 660,18 $ | √ | |
| Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | 534 558,15 $ | | |
| Techniparc (9032-2454 Québec inc.) | 760 521,88 $ | | |

### Information additionnelle

Motifs de refus de la part du preneur de cahier de charges qui n'a pas soumissionné :

Manque de ressources disponibles pour élaborer une soumission.

Préparé par : Sébastien Biguet — Le 29 - 3 - 2017

## Tableau comparatif des prix reçus

| # | Objet | Informations |
|---|---|---|
| 1 | Nom de l'agent d'approvisionnement | **Sébastien Biguet** |
| 2 | Titre de l'appel d'offres | A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester 2017 - 2020 |
| 3 | Description ( si nécessaire en complétement du titre) | |
| 4 | No de l'appel d'offres | **17-15968** |
| 5 | **Préposée au secrétariat** | **Wilay Vannet** |
| 6 | Type de solicitation | Publique |
| 7 | Date d'ouverture | mercredi 22-03-2017 |
| 8 | Service requérant | 52 Ville-Marie |
| 9 | Requérant | Benoit Lepage |



| # | Soumissionnaire | Commentaires | Conformité | No de soumission |
|---|---|---|---|---|
| 1 | ENTREPRENEURS PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE | | Conforme | 20438 |
| 2 | LES ENTREPRISES SGL (9343-6988 QUÉBEC INC.) | | Non conforme | 20439 |
| 3 | LES ENTREPRISES DANIEL ET FILS INC. | | Non conforme | 20440 |
| 4 | TECHNIPARC (DIV. 9032-2454 QUÉBEC INC.) | | Conforme | 20441 |
| 5 | GROUPE NICKY (178001 CANADA INC.) | | Conforme | 20442 |

# Tableau comparatif des prix reçus

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| No l'appel d'offres | 17-15968 | Titre de l'appel d'offres | A52 - Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester 2017 - 2020 | | | Nom de l'agent d'approvisionnement | Sébastien Biguet |
| Date d'ouverture | 2017-03-22 | Appel d'offres | Publique | Service requérant | 52 Ville-Marie | Requérant | Benoit Lepage |

| | ENTREPRENEURS PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE | Non conforme LES ENTREPRISES SGL (9343-6988 QUÉBEC INC.) | Non conforme LES ENTREPRISES DANIEL ET FILS INC. | TECHNIPARC (DIV. 9032-2454 QUÉBEC INC.) | **Adjudicataire recommandé** GROUPE NICKY (178001 CANADA INC.) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total avant taxes** | 464 934,25 $ | 894 912,15 $ | 550 429,00 $ | 661 467,18 $ | 443 279,10 $ |
| **TPS** | 23 246,71 $ | 44 745,61 $ | 27 521,45 $ | 33 073,36 $ | 22 163,96 $ |
| **TVQ** | 46 377,19 $ | 89 267,49 $ | 54 905,29 $ | 65 981,35 $ | 44 217,09 $ |
| **TOTAL** | **534 558,15 $** | **1 028 925,25 $** | **632 855,74 $** | **760 521,89 $** | **509 660,15 $** |

| Commentaires | |
|---|---|

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1176071002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  D'autoriser une dépense de 509 660,15 $, taxes incluses, pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester. (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires).

  D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme 178001 Canada inc. Groupe Nicky, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 509 660,15 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

  D'affecter un montant de 509 660,15 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense ;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 509 660,18 $

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 159 886,74 $ | 159 886,72 $ | 159 886,72 $ | 30 000,00 $ | | | **509 660,18 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 465 387,68 $

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 145 997,90 $ | 145 997,89 $ | 145 997,89 $ | 27 394,00 $ | | | **465 387,68 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 465 387,68 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 465 387,68 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM76071002
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention:*

**Minouche Roy**

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

*Date:* **2017-03-29**

*Responsable de la vérification:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2017-03-29**

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1176071002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de l'addenda:

  *L'affectation de surplus requise pour le financement du présent dossier sera révisée à la baisse de 465 387,68 $ à 291 199,58 $. En effet, étant donné que ce contrat sera financé par le budget régulier à compter de 2019, les surplus qui étaient prévus pour le financement des années 2019 et 2020 du contrat ne seront plus requis. Le montant total du contrat demeure le même, ce n'est que son mode de financement qui est modifié.*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 509 660,18 $

Surplus / Budget régulier

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 159 886,74 $ | 159 886,72 $ | 159 886,72 $ | 30 000,00 $ | | | **509 660,18 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 465 387,68 $

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 145 997,90 $ | 145 997,89 $ | 145 997,89 $ | 27 394,00 $ | | | **465 387,68 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Clé comptable à compter de 2019

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 028059 | 00000 | 00000 |

- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.


*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567


*Date:* **2018-12-18**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.03

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1186071005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18 -17382 - 7 soumissionnaires) |

D'autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $, taxes incluse, pour la fourniture, plantation et entretien des végétaux sur 3 ans sur le Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle (appel d'offres publique 18-17382 – 7 soumissionnaires);
D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %:

D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Urbex Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, prix total approximatif de 348 701,93 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-30 15:30

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1186071005** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18-17382 - 7 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau a, entre autres sur le chemin de la Côte des Neiges, effectué des travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires en 2016.
Par le suite, est venu le projet d'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar–Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal. Le projet est chapeauté par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et il s'inscrit dans les grands objectifs du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) adopté en 2009 par la Ville de Montréal. Le PPMVMR vise à assurer la protection et la mise en valeur du Mont Royal et à rendre la montagne accessible et accueillante.

En continuité avec l'aménagement d'un nouveau seuil au parc du Mont-Royal, dans le secteur Cedar–Côte-des-Neiges, des travaux de modification de géométrie routière menés par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) sur le chemin de la Côte-des-Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle ont été effectués. Cela, avec l'ajout de plusieurs fosses de plantations d'arbres et de vivaces.

L'arrondissement prend le relais pour la touche finale, la fourniture et plantation des végétaux faisant l'objet du présent dossier.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0357 – 28 mai 2015 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de base et conduit, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement : Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 $ (contrat : 11 268 800,78 $ + incidences : 1 737 467,43 $ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue

Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 61 790,56 $ taxes incluses - fournisseur exclusif.
CG15 0152 – 26 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Services intégrés Lemay & associés inc. pour la préparation des plans et devis relatifs à l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar - Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal pour une somme maximale de 607 938,36 $ taxes incluses - Appel d'offres public (15-14105) - (6 soumissionnaires).

CG09 0130 - 30 avril 2009 - Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

**DESCRIPTION**

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO le 26 novembre 2018 et l'ouverture des soumissions a été effectuée le 13 décembre 2018. Le cahier des charges précise les conditions de fourniture et plantation de 74 arbres et 9400 plantes vivaces. Le contrat inclut aussi des végétaux de remplacement au besoin ainsi que 3 ans d'entretien.

**JUSTIFICATION**

L'appel d'offres 18-17382 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électroniqu d'appel d'offres (SEAO) le 26 novembre 2018. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 13 déce 2018. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
Les résultats de lancement de l'appel d'offres 18-17382 sont présentés ci-dessous :

Neuf (9) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres via le système électronique (S

Les 7 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky,
- Entreprises Daniel Robert inc.
- Terrassement Multi-Paysages
- Pépinière Jardin 2000 inc.
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée..
- Urbex Construction inc.
- Les Entreprises Rose Neige

Cependant, les 2 firmes suivantes nous ont dit ne pas avoir eu le temps de nous transmettre le soumission dans le délai prescrit:

- Paysagiste NRC Landscaping inc.
- Les Entreprises Ventec inc.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumi écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels inter le montant de l'octroi :

| Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes | Prix | Contingences | Total |
|---|---|---|---|
| 1 - Urbex Construction inc. | 348 701,93 $ | 34 870,19 $ | 383 572,12 |
| 2 - Pépinière Jardin 2000 inc. | 396 405,06 $ | 39 640,51 $ | 436 045,57 |
| 3 - Entreprises Daniel Robert inc. | 431 697,78 $ | 43 169,78 $ | 474 867,56 |
| 4 - Les entreprises Rose Neige | 443 843,74 $ | 44 384,37 $ | 488 228,11 |
| 5 - Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée. | 487 106,94 $ | 48 710,69 $ | 535 817,63 |
| 6 - Terrassement Multi-Paysages | 610 451,71 $ | 61 045,17 $ | 671 496,88 |
| 7 - 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 695 863,19 $ | 69 586,32 $ | 765 449,51 |
| Estimé interne | 356 422,50 $ | 35 642,25 $ | 392 064,75 |
| **Coût moyen des soumissions reçues** | | | **536 496,77** |
| **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** | | | **152 924,65** |
| **Écart entre la plus haute et la plus basse conforme** | | | **381 877,39**<br>**100%** |
| **Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme** | | | **8 492,63 $**<br>**2%** |

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Urbex Construction inc. au montant de 348 701,93 $, taxes incluses pour une période de 37 mois (20 2022).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.
L'entretien sera financé par l'Arrondissement de Ville-Marie pour un total de 58 664.85 $ sur 3 ans, réparti comme indiqué dans le fichier aspect financier.
La balance de la dépense totale est assumée par la ville centre:
Service de l'urbanisme et de la mobilité

Le coût total maximal de ce contrat de 324 907.27 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 296 683.64 $ est financé par le règlement d'emprunt de compétence ville centre # 17-028 – « Aménagement et réaménagement du domaine public» - CM 17 0194.

Cette dépense sera assumée à 85 % par la ville centre**.**

**- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Il y aura diminution des effets d'îlot de chaleur et amélioration de la qualité de l'air suite à l'ajout de végétation.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le projet améliorera l'offre d'espace public dans ce secteur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2018-12-18 |
|---|---|---|
| Benoit LEPAGE | José PIERRE | |

Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514-872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

**Tél :** 514 872-1262
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-01-29

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1186071005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18 -17382 - 7 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

18-17382_Intervention pour Ville-Marie.pdf

PV 18-17382.pdf

SEAO__Liste des commandes.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alexandre MUNIZ
Agent d'Approvisionnement II
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-04

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens
**Tél :** (514) 872-2608
**Division :** Division Acquisition

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1186071005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18 -17382 - 7 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

1186071005 SUM.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
**Tél :** (514) 872-4014

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872-2288
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1186071005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18 -17382 - 7 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1186071005.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 18-17382 |
| **Titre de l'appel d'offres** | A52-Fourniture, plantation et entretien de végétaux sur le chemin de la Côte-des-Neiges |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire** *(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | Urbex Construction Inc. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1161557807 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 3410 rue Hormidas-Deslauriers, Lachine (Québec) H8T 3P2 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

| Description | Montant total (avant taxes) | TPS (5 %) | TVQ (9,975 %) | Montant total (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|
| Fourniture plantation et entretien de végétaux pour une durée de 3 ans | 303 285,00 $ | 15 164,25 $ | 30 252,68 $ | 348 701,93 $ |

13 DEC. 2018

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186071005

**Nature du dossier :** Contrat d'acquisition de biens ou services

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | URBEX CONSTRUCTION INC. | 224500 |

**Financement :** Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Budget de fonctionnement

Source 3

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

La portion PTI sera assumé par la ville Centre.

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant-Source 1 | | 248 945,65 $ | 25 000,00 $ | 25 961,62 $ | 25 000,00 $ | | | **324 907,27 $** |
| Montant-Source 2 | | 15 554,95 $ | 19 554,95 $ | 19 554,95 $ | 4 000,00 $ | | | **58 664,85 $** |
| **Total** | **0,00 $** | **264 500,60 $** | **44 554,95 $** | **45 516,57 $** | **29 000,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **383 572,12 $** |

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 37 mois

| Date de début : | jour (si connu) | mois | année | Date de fin : | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 01 | mai | 2019 | | 30 | juin | 2022 |

**Formulaire complété par :** Benoît Lepage

Prénom, nom

Date et heure système : 28 janvier 2019 11:49:11

## SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17382

No du GDD : 1186071005

Titre de l'appel d'offres : A52-Fourniture, plantation et entretien de végétaux sur le chemin de la Côte-des-Neiges

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 11 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 13 12 2018

Date du dernier addenda émis : 4 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 12 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 78

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 33

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Urbex Construction inc. | $ 348 701,93 | √ | n/a |
| Pépinière Jardin 2000 inc. | $ 396 405,06 | | n/a |
| Entreprises Daniel Robert inc. | $ 431 697,78 | | n/a |
| Les entreprises Rose Neige | $ 443 843,74 | | n/a |
| Strathmore Landscape | $ 487 106,94 | | n/a |
| Terrassement Multi-Paysages | $ 610 451,71 | | n/a |
| Groupe Nicky | $ 695 863,19 | | n/a |

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Urbex Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme de l'appel d'offres. Son offre est donc recommandée comme adjudicataire.

Montant de la soumission : 303 285,00 $ + TPS 5% 15 164,25 $ + TVQ 9,975% 30 252,68 $ = 348 701,93 $.

En date du 21 décembre 2018, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'AMF n'est pas requise pour cet appel d'offres.

La raison du non-dépôt d'une soumission est la suivante: *1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué*

Préparé par : Alexandre Muniz Le 21 12 - 2018

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 13 décembre 2018 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
Mme Nathalie Pelletier, agente de bureau principale – Servioe du greffe

**APPEL D'OFFRES 18-17382**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52-Fourniture, plantation et entretien de végétaux sur le chemin de la Côte-des-Neiges » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| URBEX CONSTRUCTION INC.<br>3410, rue Hormidas-Deslauriers<br>Lachine (Québec) H8T 3P2 | 348 701,93 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |
| PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.<br>2000, chemin de la Belle-Rivière<br>Sainte-Julie (Québec) J3E 1Y2 | 396 405,06 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |
| LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.<br>11550, avenue Philippe-Panneton<br>Montréal (Québec) H1E 4G4 | 431 697,78 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |
| 9190-8673 QUÉBEC INC. [1]<br>(LES ENTREPRISES ROSE NEIGE)<br>191B, rue Maria<br>Rosemère (Québec) J7A 2Y2 | 443 843,74 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |
| ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE [2]<br>2288, rue de Cannes-Brûlées<br>LaSalle (Québec) H8N 2Z2 | 487 106,94 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

[2] Le nom et l'adresse de ce soumissionnaire n'apparaissaient pas sur la page sommaire déposée avec les documents de soumission. Les informations indiquées au procès-verbal proviennent des autres documents déposées par le soumissionnaire.

.../2

**SP18 0700/2**

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.<br>1355, rue Lépine<br>Joliette (Québec) J6E 4B7 | 610 451,71 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |
| 178001 CANADA INC.<br>(GROUPE NICKY)<br>9771, rue Waverly<br>Montréal (Québec) H3L 2V7 | 695 863,19 $ |
| | (Cautionnement de 2 000 $) |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 26 novembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Guillaume Bélanger
Agent de bureau – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis



Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

# Liste des commandes

**Numéro** : 18-17382

**Numéro de référence** : 1212052

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : A52-Fourniture, plantation et entretien de végétaux sur le chemin de la Côte-des-Neiges

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| Entreprises Daniel Robert Inc.<br>11550 Av Philippe-Panneton<br>Rivière-des-Prairies<br>Montréal, QC, H1E 4G4 | Monsieur Daniel Robert<br>Téléphone : 514 648-3320<br>Télécopieur : 514 494-3964 | **Commande : (1518278)**<br>2018-12-03 16 h 32<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 16 h 50 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Groupe Nicky<br>9771 rue Waverly<br>Montréal, QC, H3L 2V7 | Monsieur Nick Luongo<br>Téléphone : 514 381-2986<br>Télécopieur : 514 381-0567 | **Commande : (1516709)**<br>2018-11-28 13 h 26<br>**Transmission :**<br>2018-11-28 13 h 26 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 33 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Les entreprises Rose Neige<br>191B rue Maria<br>Rosemère, QC, J7A2Y2 | Monsieur Alexandre Plante<br>Téléphone : 450 979-4068<br>Télécopieur : 450 939-3052 | **Commande : (1516620)**<br>2018-11-28 11 h 15<br>**Transmission :**<br>2018-11-28 11 h 15 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Les Entreprises Ventec Inc<br>5600 rue Notre-Dame O Bureau 104<br>Montréal, QC, H4C 1V1 | Monsieur Gino Ventura<br>Téléphone : 514 932-5600<br>Télécopieur : 514 932-8972 | **Commande : (1517732)**<br>2018-11-30 16 h 18<br>**Transmission :**<br>2018-11-30 17 h 38 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Paysagiste NRC Landscaping inc<br>8322 rue de L'aunis<br>Montréal, QC, H1R 2N2 | Monsieur Santo Sanzone<br>Téléphone : 514 585-0101<br>Télécopieur : | **Commande : (1517111)**<br>2018-11-29 10 h 59<br>**Transmission :**<br>2018-11-29 10 h 59 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Pépinière Jardin 2000 inc<br>2000 chemin de la Belle-Rivière<br>Sainte-Julie, QC, j3e 1y2<br>http://www.pepinierejardin2000.com | Monsieur Marc-Antoine Veilleux<br>Téléphone : 450 649-2622<br>Télécopieur : 450 649-9800 | **Commande : (1519650)**<br>2018-12-06 16 h 27<br>**Transmission :**<br>2018-12-06 16 h 27 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-06 16 h 27 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Strathmore Landscape<br>2288 Canne Brûlée (Lasalle)<br>Montréal, QC, H8N 2Z2<br>http://www.strathmore.pro | Monsieur Gordon MIlligan<br>Téléphone : 514 992-8010<br>Télécopieur : 866 844-4365 | **Commande : (1515694)**<br>2018-11-26 12 h 34<br>**Transmission :**<br>2018-11-26 12 h 34 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Terrassement Multi-Paysages<br>1355 rue Lépine<br>Joliette, QC, J6E 4B7 | Monsieur Stéphane Valois<br>Téléphone : 450 756-1074<br>Télécopieur : 450 756-8997 | **Commande : (1516176)**<br>2018-11-27 11 h 25<br>**Transmission :**<br>2018-11-27 11 h 25 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Urbex Construction Inc<br>3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine,<br>Montréal, QC, H8T 3P2<br>http://www.urbexconstruction.com | Monsieur Marc-André Bastien<br>Téléphone : 514 556-3075<br>Télécopieur : 514 556-3077 | **Commande : (1517405)**<br>2018-11-30 8 h 08<br>**Transmission :**<br>2018-11-30 8 h 08 | 3033854 - 18-17382_Addenda #1<br>2018-12-04 12 h 02 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Besoin d'aide?**

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

**Service clientèle**

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

**À propos**

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

**Partenaires**

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

**NO GDD :** **1186071005**

Taux 2016: 1.0951303727

**No d'engagement** **CC86071005**

**Imputations**

| **Fourniture, plantation et entretien de trois ans des végétaux<br>Projet réaménagement CôteDesNeiges/Cedar/HillParkCircle<br>Urbex contruction inc.** | | Dépenses taxes incluses | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|
| Contrat | 6101.7717028.802719.03107.54590.000000.0000.156669.000000.17020.00000 | 295 370.25 $ | 269 712.40 $ | 269 713 $ |
| Contingences | 6101.7717028.802719.03107.54590.000000.0000.156669.000000.17020.00000 | 29 537.02 $ | 26 971.24 $ | 26 972 $ |
| **Total imputations** | | **324 907.27 $** | **296 683.64 $** | **296 685 $** |

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186071005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation mais ne concerne que la portion entretien, laquelle est financée par l'arrondissement de Ville-Marie.:

*" D'autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $, taxes incluse, pour la fourniture, plantation et entretien des végétaux sur 3 ans sur le Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle (appel d'offres publique 18-17382 – 7 soumissionnaires);*

*D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %:*

*D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Urbex Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, prix total approximatif de 348 701,93 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges. "*

L'entretien sera financé par l'Arrondissement de Ville-Marie pour un total de 58 664.85 $ sur 3 ans, réparti comme indiqué dans le fichier aspect financier.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 58 664,85 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 15 554,95 $ | 19 554,95 $ | 19 554,95 $ | 4 000,00 $ | | | **58 664,85 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 53 568,83 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 14 203,74 $ | 17 856,28 $ | 17 856,28 $ | 3 652,53 $ | | | **53 568,83 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 14 203,74 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 028059 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 14 203,74 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07163 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM86071005
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-01-28**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.04

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1195179001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville » et accorder une contribution de 7 500 $ |

D'approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de "Cuisine ta ville";
D'accorder à cette fin une contribution de 7 500 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-30 15:29

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1195179001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville » et accorder une contribution de 7 500 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

*Cuisine ta ville* est un festival biennal d'art relationnel axé sur le dialogue interculturel, l'inclusion et le partage du vécu de la réalité des réfugiés et des nouveaux arrivants. Cette nouvelle édition se déroulera sous le thème des "âges de la vie" et abordera la question l'immigration d'un point de vue intergénérationnel et la parole aux Montréalais de tous âges et origines.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CA17 240235 en date du 9 mai 2017** : Approuver la convention, se terminant le 19 novembre 2017, avec ATSA et accorder une contribution de 7 500 $ pour l'événement Festival d'automne 2017
**CA15 240429 en date du 9 septembre 2015** : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 30 octobre 2015, avec ATSA pour la tenue de l'événement « Le temps d'une soupe » à la place Émilie-Gamelin et accorder une contribution de 5 000 $

### DESCRIPTION

L'événement se déroule du 9 au 12 mai 2019 dans le Quartier des spectacles. Cette édition est composée de trois volets : 1) une programmation artistique présentant des oeuvres en art vivant ou visuel mettant à l'honneur des artistes d'origines diverses; 2) une série de conférence et de témoignages où experts et citoyens seront appelés à présenter divers aspects de l'expérience d'immigration et 3) des "partys de cuisine" où des personnes immigrantes cuisineront devant public des soupes typiques tout en partageant leur vécu.

L'événement permet également de promouvoir le travail d'organismes qui se consacrent à l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes.

**JUSTIFICATION**

L'événement favorise une meilleure compréhension et une sensibilisation du public des enjeux de l'immigration. Il permet également la rencontre et la création de ponts entre citoyens de toutes origines, ce qui contribue à l'intégration des communautés.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La contribution de l'arrondissement représente 4.4% du budget global de l'événement. Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel. Le financement se fait dans le Fonds de soutien financier en développement social.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les activités réalisées par ATSA dans le cadre du projet appuient l'action 9 "Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion" du plan d'action de l'Administration municipale, intégré dans le *Plan Montréal durable 2016-2020.*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Assurer la réalisation de l'événement; sensibiliser le public aux réalités de l'immigration; échanges favorisant l'intégration interculturelle.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conforme au calendrier de réalisation. L'organisme s'engage à fournir le rapport final à la date prévue à cet effet.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2019-01-29 |
|---|---|---|---|
| Martin CRÉPEAU<br>Conseiller en développement communautaire | | Josée POIRIER<br>Chef de division | |
| **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514 868-4180<br>514 868-5810 | **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514 872-1769<br>514 868-4160 |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice, par intérim
**Tél :** 514 872-76671
**Approuvé le :** 2019-01-29

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1195179001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville » et accorder une contribution de 7 500 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1195179001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe



Convention ATSA_1195179001.doc

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

**ET :** **ATSA**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 4430 rue Drolet, Montréal, Québec, H2W 2L8, agissant et représentée par Catherine Harrison-Boisvert, directrice administrative, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 14407 9258 RT 0001
N° d'inscription TVQ : 1022 144282 TQ0001
Numéro d'organisme de charité : 14407 9258 RR0001

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'ORGANISME crée, produit et diffuse des œuvres et événements transdisciplinaires sous forme d'interventions, d'installations, de performances ou de mises en scène réalistes motivées par le désir d'interpeller la population envers des causes sociales, environnementales et patrimoniales cruciales et préoccupantes;

**ATTENDU QUE** l'ORGANISME sollicite la participation financière de la VILLE dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**ATTENDU QUE** la VILLE a remis à l'ORGANISME une copie du Fonds de soutien financier en développement social.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**2.6** « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

### 4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

### 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SEPT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (7 500$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (6 750 $) représentant 90% de la contribution totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un second versement au montant de SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (750 $) représentant 10% de la contribution totale, au plus tard trente jours après la remise d'un rapport final à la satisfaction du Directeur prévue le 12 juin 2019;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 12 mai 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en

totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 4430 rue Drolet, Montréal, Québec, H2W 2L8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la direction administrative. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de 2019

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2019

**ATSA**

Par : _____
Catherine Harrison-Boisvert, directrice administrative

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2019 (Résolution …….).

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**ANNEXE 1**

**PROJET**

Voir le document « **Formulaire_Cuisine ta ville_2019_ATSA** » présenté dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

## ANNEXE 2

## OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

### OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

### OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

### SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |










- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)




**OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?**

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

| Paraphes | |
|---|---|
| VILLE | ORGANISME |
| | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.05

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1186071006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 36 mois au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 5 soumissionnaires) |

D'autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $, taxes incluse, pour la fourniture et la plantation des végétaux prévus pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac - Appel d'offres public 18-17431 (5 soumissionnaires)
D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %:

D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Groupe Nicky (178001 Canada inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, prix total approximatif de 262 633,08 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-30 15:30

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1186071006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 36 mois au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 5 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

**Pôle Frontenac**

Le secteur du pôle Frontenac a été identifié par l'arrondissement de Ville-Marie parmi cinq projets structurants à réaliser en priorité. Ces cinq projets sont inscrits au Programme triennal d'immobilisations depuis 2011. Afin d'encadrer l'aménagement futur de ce secteur, l'arrondissement a adopté en janvier 2012 le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du quartier Sainte-Marie. Le projet du pôle Frontenac, qui couvre la rue Ontario entre l'avenue De Lorimier et la rue Lespérance ainsi que des sections des rues Du Havre et Frontenac, s'inscrit dans le PPU. Il touche à cinq secteurs d'intervention soit : la rue Ontario, le pôle Frontenac, le secteur «JTI-MacDonald», le secteur «Parthenais» et le secteur «Pont-Jacques -Cartier».

Le projet, qui couvre une longueur de chaussée de plus de 1,5 km, vise tant la réfection ou la reconstruction des infrastructures souterraines que le réaménagement en surface des chaussées, des trottoirs et du mobilier urbain.

- Phase I : la rue Ontario entre les rues D'Iberville et Lespérance (Végétaux plantés au printemps 2016);
- Phase II : la rue Ontario entre l'avenue De Lorimier et la rue D'Iberville (Végétaux plantés au printemps 2017) ;

**Végétaux en saillies de trottoir**

En 2018, à même le contrat de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, il y a eu construction de plusieurs saillies de trottoir afin de sécuriser les corridors scolaires. Il importe d'effectuer, au printemps 2019, les plantations nécessaires à compléter les saillies ainsi que d'assurer l'entretien de ces plantations pour les prochaines années.

Afin d'atteindre les standards d'entretien auxquelles on est en droit de s'attendre pour ces aménagements récents et à venir, nous concluons que l'arrondissement ne dispose pas du personnel requis. Il est donc nécessaire de faire appel aux services d'une firme spécialisée.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA18 240335 - 12 juin 2018 - Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa (4042077 Canada inc.) pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)
CA17 240018 - 14 février 2017 - Accorder un contrat de 151 648,53 $ à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue au projet de développement Pôle Frontenac, phase 2 (appel d'offres public VMP-17-001 - 5 soumissionnaires)

CE16 0315 - Le 2 mars 2016 - Accorder à Les Entreprises de construction Ventec inc un contrat de 197 598,10 $ pour la fourniture et plantation des végétaux prévue au projet de développement Pôle Frontenac, phase 1. (appel d'offres public VMP-15-025 - 8 soumissionnaires)

CE14 0614 - Le 16 avril 2014 - Accorder un contrat à Les Pavages Chenail inc., pour la reconstruction des conduites d'eau secondaire et principale. Réaménagement géométrique incluant la reconstruction de la chaussée, construction de trottoirs architecturaux avec bordures de granit et fosse de plantation munies de grilles en fonte par endroits, fourniture et installation de signalisation lumineuse, de mobilier d'éclairage et de mobilier urbains dans la rue Ontario, de la rue D'Iberville à la rue Lespérance. Projet de développement Pôle Frontenac, phase 1. Arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 12 378 372,11 $ (contrat: 10 831 872,11 $ + incidences: 1 546 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 256902 - 5 soumissionnaires (1144822011)

CM13 0870 - Le 16 septembre 2013 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (1132662002);

CM13 0594 - Le 17 juin 2013 - Offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de réaliser les travaux nécessaires dans le cadre du réaménagement Pôle Frontenac phases I et II et autoriser le lancement de plusieurs appels d'offres publics pour la réalisation des travaux (1130989001);

CE13 0709 - Le 22 mai 2013 - Autoriser le transfert de la gouvernance budgétaire du projet 40161 Réaménagement du domaine public du Pôle Frontenac du Service de mise en valeur du territoire (SMVT) - Direction de l'urbanisme et du développement économique vers le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE) - Direction du transport et autoriser les ajustements requis à l'ensemble des systèmes financiers concernés (1130093002);

CM12 0066 - Le 23 janvier 2012 - Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie (1114400007);

CA11 240042 - Le 8 février 2011 - Décréter l'imposition d'une réserve foncière à des fins de parc sur le lot 1 065 651 du cadastre du Québec, situé du côté sud du boulevard De Maisonneuve entre les rues Saint-Marc et Saint-Mathieu dans le district de Peter-McGill, ainsi que sur le lot 1 424 211, situé au coin sud-ouest des rues Ontario et Poupart dans le district de Sainte-Marie (1114400005);

CE10 1075 - Le 7 juillet 2010 - Accord de principe et mandat de planification 2010 - 2011 concernant un énoncé d'aménagement du centre-ville, le PPU du Quartier des grands jardins (quartier ouest) et le PPU du Quartier Sainte-Marie (quartier est) (1104400039).

**DESCRIPTION**

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO le 17 décembre 2018 et l'ouverture des soumissions a été effectuée le 17 janvier 2019. Le cahier des charges précise les conditions de fourniture et plantation 5600 plantes vivaces. Le contrat inclut aussi des végétaux de remplacement au besoin ainsi que 3 ans d'entretien.

**JUSTIFICATION**

L'appel d'offres 18-17431 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électroniqu d'appel d'offres (SEAO) le 17 décembre 2018. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 17 janv 2019. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme. Les résultats de lancement de l'appel d'offres 18-17431 sont présentés ci-dessous :

Huit (8) firmes se sont procurées les documents d'appel d'offres via le système électronique (S

Les 5 firmes suivantes ont présenté des soumissions :

- 178001 Canada inc. / Groupe Nicky
- Entreprises Daniel Robert inc.
- Les Jardins Zeillinger (9116-8799 Québec inc.)
- Pépinière Jardin 2000 inc.
- Les Entreprises Rose Neige

Cependant, les 3 firmes suivantes nous ont dit ne pas avoir eu le temps de nous transmettre le soumission dans le délai prescrit:

- Urbex Construction inc.
- Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée.
- Multifleur Plus enr.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires conformes, les prix soumi écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels inter le montant de l'octroi :

| Firmes soumissionnaires et firmes indépendantes | Prix | Contingences | Total |
|---|---|---|---|
| 1 - 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 262 633,08 $ | 26 263,31 $ | 288 896,38 |
| 2 - Pépinière Jardin 2000 inc. | 401 629,23 $ | 40 162,92 $ | 441 792,15 |
| 3 - Les Jardins Zeillinger | 523 827,82 $ | 52 382,78 $ | 576 210,60 |
| 4 - Les entreprises Rose Neige | 594 506,98 $ | 59 450,70 $ | 653 957,68 |
| 5 - Entreprises Daniel Robert inc. | 611 220,90 $ | 61 122,09 $ | 672 342,99 |
| Estimé interne | 224 201,25 $ | 22 420,13 $ | 246 621,38 |
| **Coût moyen des soumissions reçues** | | | **526 639,96** |
| **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** | | | **237 743,58** |
| **Écart entre la plus haute et la plus basse conforme** | | | **383 446,61**<br>**133%** |
| **Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme** | | | **(42 275,01**<br>**-15%** |

L'écart entre notre estimé et celui du plus bas soumissionnaire conforme s'explique par le fait c nous avons sous estimé les coûts d'arrosage.

Nous recommandons l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit 178001 Ca inc. / Groupe Nicky au montant de 262 633,08 $, taxes incluses pour une période de 36 mois ( 2022).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.
**- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Il y aura diminution des effets d'îlot de chaleur et amélioration de la qualité de l'air suite à l'ajout de végétation.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux critères d'octroi des contrats de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q.,2000, c.56) et de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q.,c. C-19).
Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514-872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Juan Carlos RESTREPO
Chef de Division des Parcs et de L'Horticulture

**Tél :** 514.872.8400
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-01-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1186071006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 36 mois au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

18-17431_Intervention pour Ville-Marie.pdf

Proces verbal 18-17431.pdf

18-17431_SEAO__Liste des commandes.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alexandre MUNIZ
Agent d'Approvisionnement II
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens
**Tél :** (514) 872-2608
**Division :** Division Acquisition

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1186071006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 36 mois au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1186071006.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 18-17431 |
| **Titre de l'appel d'offres** | A52-Entretien horticole du Pôle Frontenac, fourniture, plantation et entretien de végétaux en saillies de trottoir 2019-2022 |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire** *(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | 178001 Canada Inc / Groupe Nicky |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1141894387 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 9771 rue Waverly, Montreal, Québec H7L 2V7 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

| Description | Montant total (avant taxes) | TPS (5 %) | TVQ (9,975 %) | Montant total (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|
| Fourniture plantation et entretien de végétaux pour une durée de 3 ans - Pôle Frontenac | 228,426.25 $ | 11,421.31 $ | 22,785.52 $ | 262,633.08 $ |

17 JAN. 2019

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186071005

**Nature du dossier :** Contrat d'acquisition de biens ou services

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | GROUPE NICKY | 120376 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 136 600,00 $ | 67 818,19 $ | 80 478,19 $ | 4 000,00 $ | | | **288 896,38 $** |

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 36 mois

| | jour (si connu) | mois | année | | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de début : | 15 | avril | 2019 | Date de fin : | 15 | avril | 2022 |

**Formulaire complété par :** Benoît Lepage

Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2019 14:28:57

## SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17431

No du GDD : 1186071006

Titre de l'appel d'offres : A52-Entretien horticole du Pôle Frontenac, fourniture, plantation et entretien de végétaux en saillies de trottoir 2019-2022

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 12 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Ouverture originalement prévue le : 17 - 1 - 2019

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 17 - 1 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 63

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 7 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Groupe Nicky | $ 262 633,08 | √ | n/a |
| Pépinière Jardin 2000 inc. | $ 401 629,23 | | n/a |
| Les jardins Zeillinger | $ 523 827,82 | | n/a |
| Les entreprises Rose Neige | $ 594 506,98 | | n/a |
| Entreprises Daniel Robert inc. | $ 611 220,90 | | n/a |

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise Groupe Nicky est le plus bas soumissionnaire conforme de l'appel d'offres. Son offre est donc recommandée comme adjudicataire.

Montant de la soumission : 228 426,25 $ + TPS 5% 11 421,31 $ + TVQ 9,975% 22 785,52 $ = 262 633,08 $.

En date du 28 janvier 2019, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'AMP n'est pas requise pour cet appel d'offres.

La raison du non-dépôt d'une soumission est la suivante: *1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué*

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 28 - 1 - 2019

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP19 0024**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 17 janvier 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
M. Denis Delorme, agent de bureau – Service du greffe

**APPEL D'OFFRES 18-17431**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 – Entretien horticole du Pôle Frontenac, fourniture, plantation et entretien de végétaux en saillies de trottoir 2019-2022 » sont ouvertes par l'agent de bureau Guillaume Bélanger du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| 178001 CANADA INC.<br>(GROUPE NICKY)<br>9771, rue Waverly<br>Montréal (Québec) H7L 2V7 | 262 633,08 $<br>(Cautionnement de 2 000 $) |
| PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.<br>2000, chemin de la Belle-Rivière<br>Sainte-Julie (Québec) J3E 1Y2 | 401 629,23 $<br>(Cautionnement de 2 000 $) |
| 9116-8799 QUÉBEC INC.<br>(LES JARDINS ZEILLINGER)<br>4341, boulevard Dagenais Ouest<br>Laval (Québec) H7R 1L3 | 523 827,82 $<br>(Mandant bancaire de 2 000 $) |
| 9190-8673 QUÉBEC INC.<br>(LES ENTREPRISES ROSENEIGE)<br>191B, rue Maria<br>Rosemère (Québec) J7A 2Y2 | 594 506,98 $<br>(Cautionnement de 2 000 $) |
| LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.<br>11550, avenue Philippe-Panneton<br>Montréal (Québec) H1E 4G4 | 611 220,90 $<br>(Cautionnement de 2 000 $) |

.../2

**SP19 0024/2**

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 17 décembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Denis Delorme
Agent de bureau – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.



Mes avis

**Saisir un avis**

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

# Liste des commandes

**Numéro** : 18-17431

**Numéro de référence** : 1219760

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : A52-Entretien horticole du Pôle Frontenac, fourniture, plantation et entretien de végétaux en saillies de trottoir 2019-2022

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| 9116-8799 QUÉBEC inc.<br>4341 Boul. Dagenais O.<br>Laval, QC, H7R 1L3<br>http://www.jardinz.com | Monsieur Philippe Gagné<br>Téléphone : 514 990-3165<br>Télécopieur : 514 990-3165 | **Commande : (1528087)** 2019-01-11 15 h 48<br>**Transmission :** 2019-01-11 15 h 48 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Entreprises Daniel Robert Inc.<br>11550 Av Philippe-Panneton<br>Rivière-des-Prairies<br>Montréal, QC, H1E 4G4 | Monsieur Daniel Robert<br>Téléphone : 514 648-3320<br>Télécopieur : 514 494-3964 | **Commande : (1522881)** 2018-12-18 9 h 08<br>**Transmission :** 2018-12-18 9 h 11 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Groupe Nicky<br>9771 rue Waverly<br>Montréal, QC, H3L 2V7 | Monsieur Nick Luongo<br>Téléphone : 514 381-2986<br>Télécopieur : 514 381-0567 | **Commande : (1523387)** 2018-12-19 9 h 14<br>**Transmission :** 2018-12-19 9 h 14 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Les entreprises Rose Neige<br>191B rue Maria | Monsieur Alexandre | **Commande : (1522889)** | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Rosemère, QC, J7A2Y2 | Plante<br>Téléphone : 450 979-4068<br>Télécopieur : 450 939-3052 | 2018-12-18 9 h 11<br>**Transmission :**<br>2018-12-18 9 h 11 | Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Multifleur Plus Enr.<br>7441 Ave Papineau<br>Montréal, QC, H2E 2G9 | Monsieur Marvin Rivera<br>Téléphone : 514 374-2506<br>Télécopieur : 514 374-0871 | **Commande : (1525868)**<br>2019-01-07 14 h 47<br>**Transmission :**<br>2019-01-07 15 h 29 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Pépinière Jardin 2000 inc<br>2000 chemin de la Belle-Rivière<br>Sainte-Julie, QC, j3e 1y2<br>http://www.pepinierejardin2000.com | Monsieur Marc-Antoine Veilleux<br>Téléphone : 450 649-2622<br>Télécopieur : 450 649-9800 | **Commande : (1523213)**<br>2018-12-18 15 h 28<br>**Transmission :**<br>2018-12-18 15 h 28 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Strathmore Landscape<br>2288 Canne Brûlée (Lasalle)<br>Montréal, QC, H8N 2Z2<br>http://www.strathmore.pro | Monsieur Gordon MIlligan<br>Téléphone : 514 992-8010<br>Télécopieur : 866 844-4365 | **Commande : (1525915)**<br>2019-01-07 15 h 32<br>**Transmission :**<br>2019-01-07 15 h 32 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Urbex Construction Inc<br>3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine,<br>Montréal, QC, H8T 3P2<br>http://www.urbexconstruction.com | Monsieur Marc-André Bastien<br>Téléphone : 514 556-3075<br>Télécopieur : 514 556-3077 | **Commande : (1522955)**<br>2018-12-18 10 h 19<br>**Transmission :**<br>2018-12-18 10 h 19 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Besoin d'aide?** **Service clientèle** **À propos** **Partenaires**

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186071006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

*" D'autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $, taxes incluses, pour la fourniture et la plantation des végétaux prévus pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac - Appel d'offres public 18-17431 (5 soumissionnaires)*

*D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %:*

*D'accorder, à cette fin, un contrat à la firme Groupe Nicky (178001 Canada inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, prix total approximatif de 262 633,08 $ taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 288 896,38 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 136 600,00 $ | 67 818,19 $ | 80 476,19 $ | 4 000,00 $ | | | **288 894,38 $** |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 263 800,90 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 124 734,01 $ | 61 927,05 $ | 73 485,49 $ | 3 652,53 $ | | | **263 799,08 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 124 734,01 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07165 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 028059 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 124 734,01 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306117 | 07163 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM86071066
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-01-29**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.06

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1172624015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de récupérer la somme non utilisé de 1 125 $ dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 pour une contribution totale de 16 875 $ |

D'approuver l'addenda modifiant la contribution de l'arrondissement Ville-Marie (CA17 240321) afin de réduire de 1 125 $ la contribution financière octroyée par l'arrondissement à l'organisme *Espace cercle carré* pour une contribution totale de 16 875 $.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-30 15:29

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 14 juin 2017 | Résolution: CA17 240321 |
|---|---|

**Approuver la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 18 000 $**

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'approuver la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 18 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1172624015

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2017

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1172624015

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de récupérer la somme non utilisé de 1 125 $ dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 pour une contribution totale de 16 875 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

La ville avait accordé un montant de 18 000 $ à l'organisme "Espace cercle carré". Les frais réels encourus par *Espace cercle carré* sont de 16 875$.
Le présent dossier vise à approuver l'addenda modifiant la somme requise pour *Espace cercle carré* , approuvé par résolution CA17 240321, afin de réduire de 1 125 $ la contribution financière octroyée par l'arrondissement.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de projets

514 868-4925
**Tél :**
**Télécop. :** 514 868-3292

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.06

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1172624015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 18 000 $ |

D'approuver la convention avec l'organisme Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, la contribution de 18 000 $.

D'imputer cette dépense de 18 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2017-06-02 11:05

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1172624015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 18 000 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'arrondissement de Ville-Marie a mis en place en 2003 un programme de soutien financier pour soutenir les initiatives, les projets et les événements culturels des organismes culturels sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Ce programme s'articule depuis 2008 en deux volets : Interventions dans l'espace public (Volet I) et Soutien à des projets structurants (Volet II).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1172624006 / CA17 240241 Approuver les conventions avec 25 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 204 500 $.
1163105009 / CA16 240238 Approuver les conventions avec quatorze organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2016 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 91 000 $.

**DESCRIPTION**

Espace Cercle Carré est un lieu de création et de diffusion artistique pluridisciplinaire qui contribue à l'éclosion artistique de la relève et participe à l'élan de réhabilitation de l'espace urbain et de revitalisation culturelle du Vieux-Montréal.
Ce projet d'achat ou de renouvellement d'équipements techniques et d'amélioration de l'aménagement de la salle de spectacles permettra à l'organisme de mieux répondre aux exigences des artistes de la relève et accordera une meilleure visibilité au lieu.

**JUSTIFICATION**

L'arrondissement de Ville-Marie a fait du développement culturel une de ses priorités d'action; le Programme de soutien financier vise à reconnaître publiquement et soutenir concrètement les événements qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Le soutien financier apporté par l'arrondissement de Ville-Marie (depuis 2002) a donc permis à ces organismes de se consolider et de devenir des acteurs importants dans le domaine du développement culturel. Il est impératif, non seulement de

préserver les acquis, mais de continuer à soutenir financièrement le fonctionnement de ces organismes afin qu'ils poursuivent leurs actions auprès de la communauté.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La contribution devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce projet augmentera l'offre de service culturel, renforcera le caractère culturel de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, en plus d'accroître les retombées économiques et d'améliorer la qualité de vie des résidants et des travailleurs culturels du quartier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'organisme devra mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Cette participation financière sera remise à l'organisme selon les modalités de décaissement prévues dans le protocole signé par les parties et joints en annexe.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Isabelle CARBONNEAU
Secrétaire

**Tél :** 514-868-4402
**Télécop. :** 514-868-3292

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-05-30

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

**Tél :** 514 872-0831
**Télécop. :** 514 868-3292

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2017-06-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1172624015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de récupérer la somme non utilisé de 1 125 $ dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 pour une contribution totale de 16 875 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1172624015_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-18

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1172624015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 18 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1172624015.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget

**Tél :** 514-868-4953

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-06-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources matérielles et financières
**Tél :** 514-872-2995
**Division :**

**PROTOCOLE D'ENTENTE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **Espace cercle carré**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 36, rue Queen, boîte 002, Montréal (Qc) H3C 2N5 agissant et représentée par Madame Christiane Vien, directrice, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 4 février 2016

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1147435029
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

**ATTENDU QUE** l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser l'a*chat d'équipements et l'aménagement de la salle de spectacles pour la saison 2017-2018*

**ATTENDU QUE** l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet II – Projets structurants;*

**ATTENDU QUE** la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :**

**ARTICLE 1**
**OBJET**

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

**ARTICLE 2**
**OBJET**

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 3**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**3.1** Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix-huit mille dollars (18 000 $), devant être affectée exclusivement à l'a*chat d'équipements et à l'aménagement de la salle de spectacles pour la saison 2017-2018*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

**3.1.1** un premier versement au montant de quatorze mille quatre cents dollars (14 400 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

**3.1.2** conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille six cents dollars (3 600 $) soit 20 %;

**3.1.3** l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

**3.2** Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

**4.1** réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

**4.2** affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

**4.3** assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

**4.4** soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

**4.5** lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Initiales : _____

**4.6** ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

**4.7** respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

**4.8** obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

**4.9** se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

**4.10** prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

**4.11** mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

**4.12** à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

**4.13** remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

**4.14** rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

## ARTICLE 5
## DÉFAUT

**5.1** Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

Initiales : _____

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

**5.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

**5.3** Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

## ARTICLE 6
## RÉSILIATION

**6.1** S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

**6.2** L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

**6.3** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

## ARTICLE 7
## INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

## ARTICLE 8
## AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

**Pour l'Arrondissement** :
M$^{me}$ Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18$^{e}$ étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

**Pour l'Organisme** :
Madame Christiane Vien
Directrice
Espace cercle carré
36, rue Queen, boîte 002, Montréal (Qc) H3C 2N5

Initiales : _____

**ARTICLE 9**
**CONDITIONS GÉNÉRALES**

**9.1 Statut d'observateur**

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

**9.2 Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

**9.3 Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

**9.4 Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**9.5 Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

**9.6 Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**9.7** En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date: _____
M$^{e}$ Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**POUR L'ORGANISME**

Par : _____ Date : _____
Madame Christiane Vien, directrice

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1172624015**; il a été approuvé par la résolution adoptée le .

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

## OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
## ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
### (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

**OBJECTIFS**

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

**OBLIGATIONS**

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

**SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX**

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)




**OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?**

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

**ANNEXE 2**

**DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET**

Initiales : _____

# GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses ré ellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

# BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Espace cercle carré
Nom du projet Achat d'équipements pour la saison 2017-2018
Date de réalisation

| REVENUS | PRÉVU | RÉÉL | AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT |
|---|---|---|---|
| **SUBVENTIONS** | | | |
| **Fédéral (précisez les programmes)** | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Provincial (précisez les programmes)** | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Municipal (précisez les programmes)** | | | |
| Service de la culture | | | |
| Conseil des arts de Montréal | | | |
| Arrondissement de Ville-Marie (précisez) : | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| Valeur du soutien technique accordé par la Ville | | | |
| **TOTAL DES SUBVENTIONS** | | | |
| **REVENUS AUTONOMES** | | | |
| Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités | | | |
| Commandites (précisez) | | | |
| Commandites en biens et services (précisez) | | | |
| Dons (précisez) | | | |
| Campagne de financement (précisez) | | | |
| Contribution de l'organisme demandeur | | | |
| Contribution des partenaires en argent | | | |
| Contribution des partenaires en services | | | |
| Vente de produits dérivés | | | |
| Vente de boisson | | | |
| Vente de nourriture | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL DES REVENUS AUTONOMES** | | | |
| **TOTAL DES REVENUS** | | | |

Initiales : _____

# BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme Espace cercle carré
Nom du projet Achat d'équipements pour la saison 2017-2018
Date de réalisation

| DÉPENSES | PRÉVU | RÉÉL | AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT |
|---|---|---|---|
| **RÉALISATION ET PRODUCTION** | | | |
| Salaires et avantages sociaux | | | |
| Honoraires professionnels | | | |
| Main-d'œuvre technique | | | |
| Cachets | | | |
| Droits d'auteur, droits de suite | | | |
| Location de salle ou de site | | | |
| Location d'équipements (scène, éclairage, etc.) | | | |
| Aménagement de la salle ou du site (achat, location) | | | |
| Matériel | | | |
| Location d'un système de communication | | | |
| Location d'installations sanitaires | | | |
| Location de véhicules | | | |
| Assurances | | | |
| Agence de sécurité | | | |
| Service ambulancier (premiers soins) | | | |
| Achat de boisson | | | |
| Achat de nourriture | | | |
| Achat de produits dérivés | | | |
| Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.) | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION** | | | |
| **PROMOTION ET PUBLICITÉ** | | | |
| Relations de presse | | | |
| Frais de représentation | | | |
| Dossiers de presse | | | |
| Cartons d'invitation, frais de vernissage | | | |
| Production d'imprimés : conception, rédaction et impression | | | |
| Placements média (journaux, internet, télé, radio) | | | |
| Frais de traduction | | | |
| Frais d'affichage | | | |
| Photographie | | | |
| Production vidéo | | | |
| Bannières, oriflammes | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ** | | | |
| **ADMINISTRATION** | | | |
| Salaires et avantages sociaux | | | |
| Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi | | | |
| Frais de déplacement et de représentation | | | |

Initiales : _____

| | | | |
|---|---|---|---|
| Location de bureaux | | | |
| Autre | | | |
| **TOTAL ADMINISTRATION** | | | |
| | | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES** | | | |
| | | | |
| **ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES** | | | |

Initiales : _____

Ville-Marie
Montréal

# PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX INITIATIVES CULTURELLES
# FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Volet I ☐ Volet II ●

| SECTION RÉSERVÉE À L'ADMINISTRATION | |
|---|---|
| Date de réception de la demande: | |
| Numéro de dossier: | |

| INFORMATION SUR L'ORGANISME ET SUR LE MANDATAIRE | | | |
|---|---|---|---|
| Nom légal de l'organisme | ESPACE CERCLE CARRÉ | | |
| Statut juridique | OBNL | Date d'incorporation | 10 mars 2010 |
| Adresse du siège social | 36, rue Queen, boîte 002, Montréal(QC) | | |
| Téléphone | 514 419-0588 | Télécopieur | |
| Site Internet | www.espacecerclecarre.com | | |
| Nom du mandataire désigné | CHRISTIANE VIEN | Titre | DIRECTRICE |
| Téléphone (bureau) | 514 419-0588 | Cellulaire | 514-575-3549 |
| Adresse courriel | espace@cercelcarre.coop | | |
| Profil de l'organisme | *Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet. Le document est joint en annexe.*<br><br>*Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.*<br><br>ESPACE CERCLE CARRÉ est le fruit d'une décision des membres fondateurs de la coopérative d'habitation pour artistes et travailleurs culturels Cercle Carré. La vision, concrétisée depuis, était d'avoir au rez-de-chaussée une résidence d'artistes (gérée depuis par le CALQ) un toit vert et une salle de diffusion artistique. Dès ses premiers balbutiements, cette petite salle pouvant accueillir 60 personnes a pour but d'être un lieu de diffusion pluridisciplinaire pour la relève québécoise et les artistes de la coopérative.<br><br>En 2011, grâce à une subvention du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MDEIE), l'espace est aménagé par Sid Lee Architecture, cabinet voisin sur la rue Queen. Un mur pivotant est créé, offrant une surface supplémentaire pour les expositions d'arts visuels. Nous avons également fait appel à l'agence TP1, afin de créer notre image de marque. Une subvention de l'arrondissement Ville-Marie est obtenue pour l'achat d'équipements. Il faut | | |

| INFORMATION SUR LE PROJET | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Titre du projet | Équipements, aménagement et consultation stratégique | | | |
| Date(s) de réalisation | 2017-2018 | | | |
| Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) | | | | |
| Lieu(x) de réalisation | Salle multidisciplinaire ESPACE CERCLE CARRÉ | | | |
| Discipline | ☐ exposition extérieure | ☒ arts médiatiques | ☒ arts visuels | ☐ cinéma et vidéo |
| | ☒ théâtre | ☐ arts multidisciplinaires | ☒ musique | ☒ danse |
| | ☐ arts du cirque | ☐ autre (spécifiez): | | |
| Budget global du projet | 25 921,33 $ | | | |
| Montant du soutien financier demandé | 18 000$ $ | | | |
| Description sommaire du projet | *Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.*<br><br>ESPACE CERCLE CARRÉ est le fruit d'une décision des membres fondateurs de la coopérative d'habitation pour artistes et travailleurs culturels Cercle Carré. La vision, concrétisée depuis, était d'avoir au rez-de-chaussée une résidence d'artistes (gérée depuis peu par le CALQ) un toit vert et une salle de diffusion artistique. Dès ses premiers balbutiements, le but est de faire de cette petite salle pouvant accueillir 60 personnes, un lieu de diffusion pluridisciplinaire pour la relève québécoise et les artistes de la coopérative.<br>En 2011, grâce à une subvention du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MDEIE), l'espace est aménagé par Sid Lee Architecture, cabinet voisin sur la rue Queen. Un mur pivotant est créé, offrant une surface supplémentaire pour les expositions d'arts visuels. Nous avons également fait appel à l'agence TP1, afin de créer notre image de marque. Soulignons que l'arrondissement Ville-Marie appuie nos demandes en équipement et notre programmation depuis nos débuts . En 2012, ESPACE CERCLE CARRÉ lance son premier évènement. C'est Règne artificiel, exposition de Rosalie Dumont-Gagné, qui part le bal en beauté.<br><br>ESPACE CERCLE CARRÉ travaille d'arrache-pied à assurer sa pérennité. L'organisme fonctionne avec une petite équipe, essentiellement composée de la directrice et d'un coordinateur. Une subvention d'Emploi-Québec et des stagiaires pour des mandats ponctuels permettent le maintien à flot de l'organisme. Depuis trois ans, la créa | | | |

| | |
|---|---|
| Description détaillée | *Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.*<br><br>*La description détaillée doit être jointe en annexe.* ■ |
| Budget prévisionnel | *Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :*<br><br>*- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).*<br>*- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Programme et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.*<br><br>*- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.*<br><br>*- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.*<br><br>***Remplir l'annexe 1.*** |

| | |
|---|---|
| Visibilité liée au projet<br>(Joindre le plan de communication et de promotion du projet en annexe) | *Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.*<br><br>*Le plan de communication et de promotion est joint en annexe.* ■<br><br>*Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes*<br><br>Étant donné nos ressources financières limitées, il nous faut rivaliser d'ingéniosité afin de nous rendre visible aux yeux du public et des médias. C'est pourquoi nous consacrons principalement nos énergies aux plateformes d'informations virtuelles.<br><br>Les réseaux sociaux sont ainsi largement utilisés. Nous gérons ainsi deux pages Facebook, une pour les évènements de ESPACE CERCLE CARRÉ et une consacrée exclusivement à la soirée Humour sur Queen. Nous avons également deux comptes Twitter, puis un compte Instagram.<br><br>Dans un deuxième temps, nous diffusons nos évènements à l'aide de sites d'informations culturelles tel que le Mur Mitoyen, Atuvu et BaronMag. Ces derniers ont d'ailleurs consacré un article au lancement de notre programmation 2016-2017. Nous avons également un bulletin d'information mensuel diffusé à plus de 1 200 personnes, puis nos évènements apparaissent également dans plusieurs infolettres, dont celle de la SDC Vieux-Montréal, qui compte plus de 20 000 abonnés.<br><br>Nous espérons éventuellement avoir assez de moyens financiers pour avoir, outre notre présence virtuelle, une présence physique. |

## DOCUMENTS À JOINDRE AVEC LE FORMULAIRE

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli ;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme ;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande ;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1) ;
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet ;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires ;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Une déclaration des subventions reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements et notamment des autres instances municipales;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires;

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet tel qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

## ENGAGEMENT DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés ESPACE CERCLE CARRÉ (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles,* certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Date : Montréal, 10 avril 2017 Signataire : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Christiane Vien, directrice

# ANNEXE 1 BUDGET PRÉVISIONNEL
# ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
# PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES CULTURELLES

*Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « RÉVISÉ » et « FINAL » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.*

| | |
|---|---|
| **NOM DE L'ORGANISME** | ESPACE CERCLE CARRÉ |
| **NOM DU PROJET** | Équipements, aménagement et consultation stratégique |
| **DATE DE RÉALISATION** | 2017-2018 |

| **REVENUS** | PRÉVU | RÉVISÉ | FINAL |
|---|---|---|---|
| **SUBVENTIONS** | | | |
| **Fédéral** (précisez les programmes) | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Provincial** (précisez les programmes) | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Municipal** (précisez les programmes) | | | |
| Direction de la culture et du patrimoine (précisez le programme) | | | |
| Direction de la culture et du patrimoine (précisez le programme) | | | |
| Arrondissement | 18 000 $ | | |
| Autre (précisez) | | | |
| Valeur du soutien technique accordé par la Ville | | | |
| | | | |
| **TOTAL DES SUBVENTIONS** | | | |
| **REVENUS AUTONOMES** | | | |
| Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités | | | |
| Commandites | 5 000 $ | | |
| Commandites en biens et services | | | |
| Dons (précisez) | | | |
| Campagne de financement | | | |
| Contribution de l'organisme demandeur | 2 921,33 $ | | |
| Contribution des partenaires en argent | | | |
| Contribution des partenaires en services | | | |
| Vente de produits dérivés | | | |
| Vente de boisson | | | |
| Vente de nourriture | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL DES REVENUS AUTONOMES** | 7 921,33 $ | | |
| | | | |
| **TOTAL DES REVENUS** | 25 921,33 $ | | |

# ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE BUDGET PRÉVISIONNEL
# PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES CULTURELLES

| | |
|---|---|
| **NOM DE L'ORGANISME :** | ESPACE CERCLE CARR... |
| **NOM DU PROJET** | quipements, amÉnagementet consultation stratÉgique |
| **DATE DE RÉALISATION** | 2017-2018 |

| **DÉPENSES** | PRÉVU | RÉVISÉ | FINAL |
|---|---|---|---|
| **RÉALISATION ET PRODUCTION** | | | |
| Salaires et avantages sociaux | | | |
| Honoraires professionnels | 6 800 $ | | |
| Main-d'œuvre technique | | | |
| Cachets | | | |
| Droits d'auteur, droits de reproduction | | | |
| Location de salle ou de site | | | |
| Location d'équipements (scène, éclairage, etc.) | | | |
| Aménagement de la salle ou du site (achat, location) | 6 170 $ | | |
| Matériel | | | |
| Location d'un système de communication | | | |
| Location d'installations sanitaires | | | |
| Location de véhicules | | | |
| Assurances | | | |
| Agence de sécurité | | | |
| Service ambulancier (premiers soins) | | | |
| Achat de boisson | | | |
| Achat de nourriture | | | |
| Achat de produits dérivés | | | |
| Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.) | | | |
| Autre (précisez) | 11 051.33 $ | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION** | | | |
| **PROMOTION ET PUBLICITÉ** | | | |
| Relations de presse | | | |
| Frais de représentation | | | |
| Dossiers de presse | | | |
| Cartons d'invitation, frais de vernissage | | | |
| Production d'imprimés : conception, rédaction et impression | | | |
| Placements média (journaux, internet, télé, radio ) | | | |
| Frais de traduction | | | |
| Frais d'affichage | | | |
| Photographie | | | |
| Production vidéo | | | |
| Bannières, oriflammes | | | |
| Autre (précisez) | | | |
| **TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ** | | | |
| **ADMINISTRATION (max. admissible, 10 % du budget total)** | | | |
| Coordination du projet | 1 300 $ | | |
| Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi | | | |
| Frais de déplacement | 500 $ | | |
| Autre (précisez) | 100 $ | | |
| **TOTAL ADMINISTRATION** | 1 800 $ | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES** | 25 921.33 $ | | |
| **ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES** | 0 | | |

# ESPACE CERCLE CARRÉ

CENTRE DE CRÉATION ET DE DIFFUSION DES ARTS VIVANTS ET DES PRATIQUES ÉMERGENTES

## DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

**Équipements, aménagement et consultation stratégique**



ESPACE CERCLE CARRÉ célèbre sa cinquième année d'existence cette année. C'est le moment pour nous d'entamer une réflexion sur les prochains cinq ans ainsi que d'améliorer nos équipements. La présente demande vise ainsi à renouveler et à bonifier nos équipements techniques pour la saison artistique 2017-2018. L'achat de matériel et une amélioration de moyens techniques feraient une

réelle différence pour les artistes et ainsi, pour l'avancement de leur création. La demande incluse également une portion des frais d'un consultant pour élaborer un plan quinquénal afin de pérenniser notre lieu de création et de diffusion..

**Les équipements**

Nous remarquons depuis quelque temps déjà que nos équipements techniques s'usent ou ne répondent plus aux demandes exigées par les artistes. De manière générale, les besoins techniques à remplir pour chacun des évènements sont souvent importants et exigeants. Ainsi, un éclairage précis est primordial pour la mise en espace d'une exposition, ou pour rehausser la performance des acteurs d'une pièce de théâtre, tout comme l'est un système de son professionnel pour un artiste sonore. Dû aux bris de nombreux **luminaires**, notre éclairage n'est plus adéquat et le remplacement la totalité de notre éclairage est devenu nécessaire.

Nous accueillons davantage d'artistes en arts numériques, l'ajout d'un **projecteur** additionnel serait de mise. Une **caméra** sera également très utile afin de prendre des photos de qualité supérieure de nos évènements pour la publicité, notre site internet et nos archives. Un **écran extérieur** serait également d'une grande utilité pour que nos voisins et les passants de la Cité multimédia puisse avoir un aperçu de notre programmation. Cela améliorerait grandement notre visibilité.

En terminant, nous avons hérité avec bonheur du plancher de danse de la compagnie *Tangente* dû à leur relocalisation dans l'édifice Wilder. Cependant nous devons le recouvrir d'un **tapis de danse** pour qu'il soit fonctionnel pour les danseurs ainsi que pour les performeurs.

**L'aménagement**

Comme nous sommes un lieu en dehors du circuit, il est important d'être visible. L'an dernier nous avons installé le logo d' ESPACE CERCLE CARRÉ sur la façade, cependant il n'est pas éclairé et les soirs de spectacles, nous ne sommes à peine perceptible. Nous voulons donc y faire installer un **éclairage** afin d'augmenter notre visibilité sur la rue Queen.

L'autre besoin en aménagement concerne le plancher. Notre plancher a vu de meilleurs jours, ayant subi le passage de milliers de personnes. Nous pourrions vivre avec un plancher usé, mais cette année, à notre grande surprise, la majorité des demandes en arts de la scène étaient en danse. Certaines compagnies de danse moderne dansent directement sur notre plancher en béton et il est impératif que notre plancher ait un traitement de **resurfaçage** afin d'être adéquat pour ces danseurs.


ESPACE
CERCLE CARRÉ

## NOS BESOINS

Voici, de façon plus précise, nos besoins pour ce qui à trait aux équipements, à l'aménagement, aux frais de consultation stratégique ainsi que les ressources financières nécessaires pour les combler.

| | | |
|---|---|---|
| **Renouvellement d'équipement** | | |
| | | **11 051,33 $** |
| Luminaires (24) | 2 225,45 $ | |
| Remplacement lampe projecteur video | 348,00 $ | |
| Projecteur vidéo haute résolution | 2 695,00 $ | |
| Appareil photo & trépied | 749,98 $ | |
| Tapis de danse | 4 559,91 $ | |
| Écran pour projection extérieure | 472,99 $ | |
| **Aménagement de la salle** | | |
| | | **6 170,00 $** |
| Entretien du plancher | 5 200,00 $ | |
| Éclairage de façade | 970,00 $ | |
| **Consultation Stratégique** | | |
| Consultant | 6 800,00 $ | **6 800,00 $** |
| **Administration** | | **1 900,00 $** |
| Coordination | 1 300,00 $ | |
| Communications | 100,00 $ | |
| Frais déplacement | 500,00 $ | |
| **TOTAL** | | **25 921,33 $** |

MONTANTS NON RECEVABLES.

**Service d'un consultant en planification stratégique** → NON RECEVABLE.

Après cinq ans d'activités, nous souhaitons prendre un moment de réflexion afin de nous assurer de consolider la pérennité de l'espace et de ses activités. Nous comptons pour ce, faire appel à un consultant en planification stratégique. Nous avons à cet effet déjà approché **Gilles Prince**, consultant réputé dans le monde des arts, qui a aidé de nombreux organismes artistiques à leur structuration. Gilles Prince nous guidera dans l'élaboration d'un plan quinquennale ainsi que d'une stratégie de communication afin de définir encore plus clairement notre mission. Ceci favorisera notre positionnement local dans l'écosystème culturel.

Depuis 1987, M.Prince a occupé différentes fonctions dans le domaine des communications graphiques et du multimédia, à la fois comme dirigeant d'entreprise, consultant et formateur. Depuis plusieurs années, il s'implique dans les organismes artistiques afin de comprendre leurs spécificités et de mieux contribuer à leur avancement sur le plan organisationnel, des problématiques reliées aux communications et des stratégies de développement des publics. À titre d'exemple, il a contribué à la transformation et à l'actualisation du Conseil québécois de l'estampe, aujourd'hui devenu Arprim, centre dédié au développement et à la diffusion de l'art imprimé au Québec. Il a aussi assuré la direction de la restructuration du Regroupement des artistes des Cantons de l'Est (RACE) qui est devenu Sporobole. Cette importante transformation a fait l'objet de la part de HEC Montréal, d'une étude de cas qui est étudiée dans le cadre du Diplôme de second cycle en gestion des organismes culturels. Présentement, il travaille activement au projet d'immobilisation et de développement du centre d'art et d'essais du 3e impérial à Granby dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Granby. Il a travaillé aussi, à Chicoutimi, avec le centre [Séquence] et Espace Virtuel, un projet unique sur la scène québécoise, d'intégration complète des deux organisations. Il agit aussi à titre de consultant auprès du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ) pour toutes les questions concernant les stratégies de communication et le développement Web. Son approche systémique s'appuie sur une perception globale, se concentre sur les interactions entre les différents éléments qui compose les ensembles et suggère une mise en action par objectif. Cette approche est particulièrement efficace dans le contexte de l'écologie complexe où évoluent les pratiques artistiques actuelles.

Cette consultation vise à élaborer un modèle renouvelé pour ECC, axé sur la création d'une offre de résidences de réseautage. Nous comptons ainsi développer un modèle de coopération avec les organismes artistiques au travers le Québec, en offrant ESPACE CERCLE CARRÉ comme point de

chute à des artistes provenant des régions, des autres provinces ou même de l'international. L'offre pourra intéresser aussi les organismes montréalais qui reçoivent des artistes en résidence de création. L'espace pourrait servir de « hub » afin d'aider ces artistes d'ailleurs à développer des contacts pertinent à leur pratiques. Notre bassin d'expertise, soit les membres artistes de la coopérative d'habitation cercle, devient un atout important à cette nouvelle mission anticipée.

Le travail de consultation sera décliné en quatre phases de rencontre entre le consultant et des administrateurs et membres d'ESPACE CERCLE CARRÉ et de la Coopérative Cercle Carré.

1. La première phase du projet de 16 heures vise à conceptualiser le projet en groupe restreint.
2. La deuxième phase est une période d'écriture de 24h en groupe plus larges (groupe incluant des membres de ECC, du comité ECC et de la coopérative).
3. La troisième phase sert à élaborer le budget détaillé, à développer un plan quinquennal et la phase finale de 24h.
4. La quatrième phase sert à finaliser un plan de communication et à déterminer les diverses actions à entreprendre.

Les objectifs du renouvèlement du positionnement d'ECC sont

- Augmenter et bonifier les ressources humaines et financières d'ECC
- Allez vers un modèle d'affaire coopératif et collaboratif dans le but d'augmenter nos revenus autonomes.
- Renforcer le lien avec les acteurs de l'arrondissement; milieu culturel, industrie créative, citoyens et membre de la coopérative.
- Mettre de l'avant les atouts de notre localisation privilégiée dans le Vieux Montréal, ainsi que la richesse de l'expertise des membres de la coopérative, rayonner à Montréal, au Québec et à l'International.

Cette réflexion en cours en est actuellement à ses tous débuts et le projet sera élaboré davantage au cours de l'année 2017. Ce projet pourrait grandement influencer le développement de la programmation future de l'espace, c'est pourquoi l'actuelle demande n'expose que la programmation de ECC jusqu'à la fin de l'année 2017. Il nous fera plaisir de tenir l'arrondissement des développements à venir.

## ÉCHÉANCIER ET SOUMISSIONS

Nous aimerions effectuer l'achat d'équipement durant l'année 2017, afin que tout soit prêt pour la rentrée culturelle, soit début septembre 2017. Pour ce qui est du plancher, ce serait idéal de faire le resurfaçage pendant l'été quand ECC sera fermé.

**De façon plus précise, voici notre échéancier :**

**Juin 2017**

- Début de l'achat d'équipements.

**Juillet 2017**

- Resurfaçage du plancher.

**Août 2018**

- Éclairage de la façade

**Septembre 2017**

- Tests, installation des équipements dans l'espace et mises au point.

**Décembre 2017**

- Fin du projet.

**N° de dossier :** 1172624015

**Nature du dossier :** Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Espace cerce carré | 197106 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| Montant | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 18 000,00 $ | | | | | | **18 000,00 $** |

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1172624015

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec l'organisme Espace cercle carré dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017;

  D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, la contribution de 18 000 $.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 18 000,00 $

| | Années antérieures | 2017 |
|---|---|---|
| Montant | | 18 000,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 18 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306124 | 07289 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 500046

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Johanne Beaulieu**

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

*Date:* **2017-05-31**

**N° de dossier :** 1172624015

**Nature du dossier :** Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Espace cercle carré | 197106 |

**Financement :** Autre

Précision: Dossier 1172624015 du CA du 14 juin 2017 (CA17 240321). De modifier la contribution accordée à 16 875 $ au lieu de 18 000 $

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| Montant | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 16 875,00 $ | | | | | | | **16 875,00 $** |

ADDENDUM

# Modification à la convention

## CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **Espace cercle carré**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 36, rue Queen, boîte 002, , Montréal (Québec) H3C 2N5 agissant et représentée par mesdames Josée Lacombe et Catherine Melançon, membres du conseil d'administration, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le **29 octobre 2018**.

No d'entreprise du Québec : 1147435029
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240321 du 14 juin 2017 comme suit:

1.1 en remplaçant l'article 5 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

**ARTICLE 5**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**5.1 Contribution financière**

Sous réserve des approbations requises et en considérant de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de seize mille huit cent soixante quinze *dollars (16 875 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectées à la réalisation du Projet.*

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

**POUR L'ORGANISME**

Par : _____ Date : _____
Josée Lacombe, membre du conseil d'administration
Catherine Melançon, membre du conseil d'administration

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1172624015,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le 12 février 2019**.**

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1172624015

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

*" Approuver l'addenda modifiant la contribution de l'arrondissement Ville-Marie (CA17 240321) afin de réduire de 1 125 $ la contribution financière octroyée par l'arrondissement à l'organisme Espace cercle carré pour une contribution totale de* ***16 875 $****."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **16 875,00 $**

| | Années antérieures | **2019** |
|---|---|---|
| Montant | **16 875,00 $** | |

- Afin de refléter les modifications demandées par la convention survenue entre *l'arrondissement de Ville-Marie* et *Espace cercle carré* dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017* , le bon de commande # 1209071 sera réduit du montant de **1 125 $**.

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: **16 875,00 $**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306124 | 07289 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2019-01-17**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.07

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1176890014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de récupérer la somme non utilisés de 14 $ dans le cadre la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy |

D'approuver la modification de la résolution CA17 240662 afin de liquider la somme de 14 $, soit le montant non utilisé à la contribution accordée à MU pour la réalisation de la murale;
D'imputer ce crédit conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:03

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 12 décembre 2017 | Résolution: CA17 240662 |
|---|---|

**Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec MU pour la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy et accorder une contribution de 45 000 $**

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec MU, pour la réalisation de projet de murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 45 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.34 1176890014

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 décembre 2017

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1176890014

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de récupérer la somme non utilisés de 14 $ dans le cadre la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy |

## CONTENU

### CONTEXTE

| **Contenu** | |
|---|---|

En 2017, le conseil d'arrondissement autorisait une contribution maximale au montant de 45 000$ pour la réalisation d'une murale sur le grand muret de béton à l'entrée du nouveau clos de voirie situé sur la rue Bercy.

A cet effet, lors de la remise du bilan financier de MU concernant ce projet, un montant de 44 986 $ a été nécessaire pour la réalisation de cette murale;

Nous vous demandons de liquider la somme de 14 $ correspondant aux sommes non utilisées.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

514 872-6697
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872-4229

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.07

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1176890014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec MU pour la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy et accorder une contribution de 45 000 $ |

D'approuver la convention avec MU, pour la réalisation de projet de murale pour l'année 2018;
D'accorder, à cette fin, la contribution suivante :

- 45 000 $ pour MU;

D'imputer cette dépense de 45 000 $, à même les surplus déjà affectés dans le dossier 1166890018, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2017-12-06 11:02

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1176890014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec MU pour la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy et accorder une contribution de 45 000 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La direction des travaux publics fait appel à l'organisme MU pour la réalisation d'une murale sur la structure de béton qui orne l'entrée principale du nouveau clos de voirie situé au 1455 rue Bercy. Étant un secteur peu achalandé, nous profitons de ces nouvelles installations pour habiller ce muret d'une murale pour éviter que les graffiteurs se servent de cette grande toile pour effectuer eux-mêmes leurs arts urbains non convoités.
Le projet est évalué à 45 000 $. Les travaux seront réalisés au printemps 2018. La division des parcs a déjà procédé à la plantation d'arbres et procédera à la plantation de fleurs au printemps prochain. Le duo de végétation et murale embellira le secteur.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1166890028 - CA16 240485 du 6 octobre 2016 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2016, avec MU et accorder une contribution de 25 000 $ pour la réalisation d'une murale dans le Quartier Latin au 1567, rue Saint Denis

**DESCRIPTION**

Confier le mandat à l'organisme MU (murale urbaine) pour la réalisation d'une murale sur le muret central de l'entrée principale au 1455 rue Bercy. Le concept devra faire l'approbation de la direction des travaux publics avant le début desdits travaux. L'organisme MU s'engage à entretenir cette murale sur une période de cinq ans.

**JUSTIFICATION**

Les projets de murales rejoignent les préoccupations de l'arrondissement au chapitre de la propreté et de la lutte aux graffitis.
Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises, à l'effet que l'organisme MU recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ont été faites le: 29 novembre 2017 à 15h

De plus, les validations requises à l'effet que l'organisme MU recommandé ne fait pas partie

de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA ont été faites le 5 décembre 2017 à 08:00

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 5 décembre 2017

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Lalao RANDRIANARIVELO
agent(e) de bureau

**Tél :** 514 868 4530
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-12-05

Alain DUFRESNE
Chef de division Voirie

**Tél :** 514 872-9763
**Télécop. :** 514 872-2006


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2017-12-06

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176890014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de récupérer la somme non utilisés de 14 $ dans le cadre la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176890014.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176890014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - |
| **Objet :** | Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec MU pour la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy et accorder une contribution de 45 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176890014.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
**Tél :** 514-868-4953

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-12-05

Dominique MARTHET
Chef de division
**Tél :** 514-872-2995
**Division :** Division des ressources financières et matérielles

Montréal, le 23 novembre 2017

**À :** Arrondissement de Ville-Marie
Attn : Manon Ouellet, Contremaître, Direction des travaux publics
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage, Montréal (QC) H2L 4L8

**De :** Élizabeth-Ann Doyle
Directrice générale et artistique, MU
81, boul. Maisonneuve E #1, Montréal (QC) H2X 1J6

**Objet : Réalisation d'une murale au 1455, rue Bercy**

**CONTEXTE :**

L'arrondissement de Ville-Marie fait appel à MU pour la réalisation d'une murale au clos Bercy, situé au 1455, rue Bercy, sur 6 murets de béton. Le 1455 Bercy est situé sur une ancienne rotonde appartenant au CP / et Montréal tramways co. aujourd'hui STM. Depuis 2016 s'y trouvent les bâtiments de voirie des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie. De la rue Bercy se trouvent des murets de béton (arrière des garages).

**ENTENTE:**

| | |
|---|---|
| **Date :** | 23 novembre 2017 |
| **Client :** | Arrondissement de Ville-Marie<br>Manon Ouellet, directrice des travaux publics |
| **Fournisseur :** | MU<br>81, boul. Maisonneuve E #1<br>Montréal (QC) H2X 1J6 |
| **Projet :** | **MURALE EXTÉRIEURE AU CLOS BERCY (1455, RUE BERCY)** |
| **Description des services par le « fournisseur » :** | 1. la direction artistique;<br>2. la recherche de l'artiste-muraliste et de l'équipe artistique;<br>3. la production et coordination du chantier;<br>4. la logistique liée au chantier artistique (permis, assurances, matériel, etc.);<br>5. la coordination de la réalisation de concert avec le client;<br>6. la signalisation adéquate pour annoncer et expliquer le projet;<br>7. Le fournisseur s'engage à réaliser une murale sur la façade de béton de l'édifice, mesurant 50M X 3,5M et en bonne condition (1600 pieds carrés approx.)<br>8. Le fournisseur proposera un.e artiste en charge de la réalisation de la murale |

| | |
|---|---|
| | après proposition d'artistes ayant une facture « didactique » proposée par le fournisseur (inspiration de la murale réalisée par MU au poste GUY)<br>9. Le fournisseur s'engage à peindre la murale au cours de l'été 2018. |
| **Description des obligations du « client » :** | 1. Le client s'engage à soutenir le fournisseur dans ses opérations, à financer le projet et à s'occuper des relations publiques liées à l'activité;<br>2. la préparation du mur (nettoyage) pour assurer la durabilité et la pérennité de l'œuvre;<br>3. Assurer un site sécuritaire pour la réalisation du chantier. |
| **Coûts :** | MU a estimé une tarification près de $25/pieds carrés. En contrepartie de la prestation des services, le client versera un cachet de **QUARANTE-CINQ MILLES (45 000.00$)** dollars, qui sera payable par chèque en devise canadienne, en trois versements, payable selon les conditions suivantes :<br>1. $5,000 à la signature de la présente convention, qui couvriront les honoraires de conception de l'artiste et qui ne seront pas remboursables en cas d'annulation ou de report du projet;<br>2. $35,000 en début de chantier afin de couvrir les dépenses engagées pour l'achat et la location d'équipements;<br>3. $5,000 à la fin du projet. |
| **Paiements :** | Le montant sera versé par chèque ou virement bancaire en trois versements, selon les modalités nommées ci-haut. |
| **Convention :** | Dans le cas où le fournisseur et le client s'entendent pour des services additionnels, une entente écrite devra être préparée et signée séparément de celle-ci. |
| **Droits et propriétés intellectuelles :** | Toute reproduction, diffusion, mention du nom de l'artiste-muraliste et du fournisseur, de leur image, de la prestation et de l'œuvre murale ne pourra se faire sans le consentement écrit de l'artiste et/ou du fournisseur, via le fournisseur. |
| **Indemnisation :** | Le client s'engage à prendre fait et cause pour le fournisseur et toute autre personne qui agit en son nom (les «parties indemnisées »), et de les indemniser des pertes subies par le fournisseur ou par les parties indemnisées, si ces pertes sont attribuables à des dommages matériels, blessures corporelles, accidents ou décès provoqués par faute ou omission du client et de ses représentants. |
| **Force majeure :** | Advenant que l'artiste ne puisse réaliser la fresque pour un cas de force majeure, le fournisseur devra en aviser le client dans un délai minimum de 48 heures et pourra conserver le 50% du montant payé pour la murale, sans plus.<br><br>Si le projet est annulé pour un cas de force majeure, dans un délai de 48 heures du déplacement de l'artiste vers le lieu de réalisation, le client versera dans la semaine suivante 50% du montant payé pour la murale, sans plus. |

| | |
|---|---|
| **Déclarations et garanties :** | Le client déclare, par la présente, et garantit à MU, qu'il est pleinement habilité à assumer les obligations en vertu de la présente et que la présente a été dûment autorisée, signée et remise et qu'elle constitue une entente légale valide et obligatoire dont les clauses vous sont opposables. |
| **Droit applicable** | La présente entente et tout ce qui concerne son interprétation ou son exécution sont exclusivement régis par les lois en vigueur dans la province de Québec, Canada. |



Elizabeth-Ann Doyle
Titre: Directrice générale et artistique, MU
Date: 25 novembre 2017

Manon Ouellet
Titre: Contremaître, division des travaux publics
Date:

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1176890014

**Nature du dossier :** Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | MU | 153547 |

**Financement :** Autre

Précision Veuillez vous réferer au GDD 1166890018 CA16 240183 du 12 avril 2016

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | 45 000,00 $ | | | | | **45 000,00 $** |

# CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **MU,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 81, boulevard de Maisonneuve Est, app #1 Montréal (Québec) H2X 1J6 agissant et représentée par mesdames Elizabeth-Ann Doyle dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 juillet 2012.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter un plan d'action approuvé par le Directeur conformément à la présente convention et à son Annexe A, portant sur le programme de murale, pour la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint;

2.2 **« Annexe A » :** la proposition préparée par l'Organisme.

**ARTICLE 3**
**INTERPRÉTATION**

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et de l'Annexe A et des directives du Directeur;

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet ou des projets sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site internet de du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100 000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au Vérificateur de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes;

4.6.4 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du plan d'action, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.7.2 s'engage à procéder à l'entretien de tout acte de vandalisme sur ces oeuvres pour une durée de cinq ans.

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **Quarante cinq mille dollars (45 000 $)**.

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.2.1 **Un montant de quarante mille cinq cent dollars (40 500** $), représentant 90 % de la contribution accordée**,** sera déboursé dans les trente (30) jours suivant la signature de la convention par les deux parties;

5.2.2 **Le dernier versement au montant de quatre mille cinq cents dollars (4 500 $**) correspondant à 10 % de la contribution sera versé sur demande de l'Organisme suite à l'exécution des travaux et sur présentation d'un rapport final.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

5.4 En cours d'exécution de la **présente convention**, le gouvernement peut obliger l'**organisme** et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

## ARTICLE 6
## DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera

résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

## ARTICLE 9
## INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**ARTICLE 12**
**RELATION CONTRACTUELLE**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

**ARTICLE 13**
**ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS**

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

**ARTICLE 14**
**DURÉE**

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **le 31 décembre 2018.**

L'Organisme s'engage à entretenir les murales pendant 5 ans.

**ARTICLE 15**
**LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

**POUR L'ORGANISME**

Par : _____ Date : _____
Elizabeth-Ann Doyle

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1176890014, elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le

**ANNEXE**

Ville-Marie Montréal

## OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

## ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

Objectifs

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS
Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

signature autorisée et Critères généraux
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)




Où se procurer les différents formats du logo de l'arrondissement ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1176890014

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec MU, pour la réalisation de projet de murale pour l'année 2018;

  D'accorder, à cette fin, une contribution de 45 000$ à même les surplus déjà affectés au dossier 1166890018 pour l'année 2018

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 45 000,00 $

| | Années antérieures | 2018 |
|---|---|---|
| Montant | | 45 000,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 45 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 03101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le bon de commande sera créé pour l'année 2018 lorsque les surplus seront disponibles dans le système comptable.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention:*

**Johanne Beaulieu**

Préposée au budget

Tél.: 514 868-4953

*Date:* **2017-12-05**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.08

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1176890012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la somme non utilisée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 |

D'approuver la modification de la résolution CA17 240521 afin de liquider la somme de 300 $, soit le montant non utilisé à contribution accordée à Spectre de rue dans le programme de déneigement hiver 2017-2018;
D'imputer ce crédit conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:02

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 4 octobre 2017 | Résolution: CA17 240521 |
|---|---|

**Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 et accorder une contribution maximale de 6 000 $**

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2017-2018;

D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 6 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1176890012

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 octobre 2017

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1176890012

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la somme non utilisée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Un montant de 6 000 $ avait été prévu pour couvrir les frais de déneigement pour les personnes à mobilité réduite pour la saison hivernale 2017-2018.
Vingt bénéficiaires se sont prévalus de ce service pour un montant total de 5 700 $.

Nous vous demandons de liquider la somme de 300 $ correspondant aux sommes non utilisées.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon OUELLET
Contremaître

514 872-6697
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872-4229

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.08

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1176890012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 et accorder une contribution maximale de 6 000 $ |

D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2017-2018;

D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 6 000 $ ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2017-09-18 09:31

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1176890012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 et accorder une contribution maximale de 6 000 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le programme TAPAJ s'adresse à des personnes vivant dans une grande précarité et n'étant pas prêtes à intégrer le marché du travail, tant sur les plans personnel que professionnel. L'organisme TAPAJ vient en aide à plus de 200 jeunes en leur offrant l'opportunité de travaillé sur des horaires aussi bien ponctuelles qu'hebdomadaires tout en favorisant leur réinsertion sociale.
Le programme de déneigement vient en aide aux personnes à mobilité réduite leur offrant la possibilité d'exercer leurs activités régulières et conserver pleinement leur autonomie. Ce projet pilote a été créé en 2015-2016 et est grandement apprécié.

Dans le rapport d'activités 2016-2017, c'est plus de 30 jeunes que Tapaj a soutenu dans ce projet de déneigement. Ce groupe a effectué 40 tournées de déneigement dans Ville-Marie entre le 21 novembre 2016 et le 13 mars 2017. Les bénéficiaires du service ont été contacté à quelques reprises afin d'effectuer un suivi sur les prestations de travail des équipes et tous étaient satisfaits des services obtenus.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA16 240529 du 8 novembre 2016 - 1166890029 - Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2016-2017 et accorder une contribution maximale de 5 000 $

**DESCRIPTION**

L'organisme TAPAJ sollicite la direction des travaux publics pour une troisième saison. Déjà, les 17 bénéficiaires de la dernière saison souhaitent obtenir les mêmes services pour l'hiver 2017-2018. L'organisme entrevoit une augmentation de portes à entretenir considérant qu'une publicité a été faite auprès de différents professionnels du CSSS de Ville-Marie.
La contribution maximale de 6 000 $ versée à l'organisme Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ servira à reconduire le programme de déneigement pour personnes à mobilité réduite pour la saison - hiver 2017-2018 et pourra bonifier l'offre pour d'autres

résidents répondants aux critères de sélection.

Une premier versement de 4 845 $ sera versée au début du projet permettant de couvrir les frais reliés au dix-sept bénéficiaires qui ont demandé le service. Advenant que des bénéficiaires demanderaient le service tardivement, un montant de réserve de 1 155 $ est prévu au présent dossier décisionnel après entente avec la direction des travaux publics.

**JUSTIFICATION**

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises, à l'effet que Spectre de rue - TAPAJ recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ont été faites le 18 AOÛT 2017 à 15 h.

De plus, les validations requises à l'effet que Spectre de rue - TAPAJ ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics RENA, ont été faites le 6 septembre 2017 10 h37 min 54 sec.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Lalao RANDRIANARIVELO
agent(e) de bureau

**Tél :** 514 868 4530
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-09-06

Alain DUFRESNE
Chef de division Voirie

**Tél :** 514 872-9763
**Télécop. :** 514 872-2006

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2017-09-07

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176890012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la somme non utilisée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176890012_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1176890012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018 et accorder une contribution maximale de 6 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1176890012.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
**Tél :** 514-872-0768

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-09-07

Dominique MARTHET
Chef de Division
**Tél :** 514-872-2995
**Division :**

## CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, Montréal Qc, H2L 4S8, agissant et représentée par **Monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé en vertu du règlement CA10 240492 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' «**Arrondissement»**

**ET :** **Spectre de rue, pour le programme TAPAJ,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 1280, rue Ontario Est, Montréal, QC, H2L 1R6, agissant et représentée par M. Gilles Beauregard, directeur général, dûment autorisé (e) à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du ;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### ARTICLE 1
### OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme dans le cadre du programme TAPAJ pour la mise à pied pour la reconduction du projet de réinsertion sociale et professionnelle- déneigement hiver 2017-2018. conformément à la présente convention.

### ARTICLE 2
### DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **"Directeur" :** le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son adjoint;

### ARTICLE 3
### INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition qui serait inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 **Plan d'action**

réalise son plan d'action en conformité des dispositions de la présente convention et des directives du Directeur ;

4.2 **Rapports d'étape et final**

dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels non limitativement la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention ;

4.4 **Respect des lois**

se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs ;

4.5 **Promotion et publicité**

Mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document en annexe intitulé Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvée au préalable par la Division des communications

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention ;

4.6.2 autorise le Directeur du Services des finances de la Ville à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais ;

4.6.3 remet au Directeur, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de 100

000 $ et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au Vérificateur de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes ;

4.6.4 remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du plan d'action, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 **Responsabilité**

prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 **Attestation**

fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **(six mille dollars) 6 000 $** pour 2017-2018.

5.2 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

- **Un montant de quatre mille cinq cents dollars (4 845 $),** sera déboursé dans les trente (30) jours, suivant la signature de la convention par les deux parties ;
- Les autres versements seront faits sur demande de l'Organisme et approbation du directeur des Travaux publics.

5.3 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son plan d'action.

## ARTICLE 6
## DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux seules fins qui y sont prévues.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention ;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

8.3 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracté de l'autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulière qu'il aura déterminés.

**ARTICLE 9**
**INCESSIBILITÉ**

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

**ARTICLE 10**
**ASSURANCES**

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

**ARTICLE 11**
**VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**ARTICLE 12**
**RELATION CONTRACTUELLE**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

**ARTICLE 13**
**ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS**

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

**ARTICLE 14**
**DURÉE**

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, **après la période hivernale 2017-2018**.

**ARTICLE 15**
**LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

Par : _____ Date : _____
Gilles Beauregard, directeur général,
Spectre de rue – Programme TAPAJ

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1176890012 elle a été approuvée par la résolution CA _____ 2017.

# ANNEXE

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



**N° de dossier :** 1176890012

**Nature du dossier :** Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | SPECTRE DE RUE | 10773 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | 4 845,00 $ | 1 155,00 $ | | | | **6 000,00 $** |

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL

# Rapport d'activités – Projet TAPEL 2016-2017

D'entrée de jeu, la coordination du programme TAPAJ souhaite remercier l'arrondissement Ville-Marie de son implication dans la conduction de ce projet. Nous aimons souligner que la richesse de ce partenariat tient en grande partie au fait que nous mettons des gens ayant de la difficulté à mettre un toit au-dessus de leur tête au service de personnes qui, sans TAPEL, resteraient prisonnières du leur.

## Déroulement général

L'hiver 2016-17 a été particulièrement chargé aux plan des opérations de déneigement, considérant les nombreuses chutes de neige. Quarante (40) tournées des circuits de déneigement de Ville-Marie ont été effectuées dans l'arrondissement, entre le 21 novembre 2016 et le 13 mars 2017. Au total, 17 personnes se sont prévalues du service de déneigement (la liste exhaustive des bénéficiaires figure en annexe du présent rapport), ceci représentant une augmentation de 35%, comparativement à l'année précédente!

Comme par le passé, les bénéficiaires ont été mis à contribution pour contrôler la qualité de la prestation. Au hasard, suivant le retour des participants déneigeurs, un ou deux participants de chaque circuit de déneigement ont été contactés pour rendre compte du travail effectué.

Cette saison, les travaux de déneigement ont été réalisés par 31 jeunes différents, dans lesquels figurait un noyau de 15 anciens (déneigeurs des années précédentes), rompus à nos pratiques.

## Partenariats

Cette année encore, nous avons diffusé à des professionnels des CSSS de Ville-Marie notre documentation expliquant les modalités d'inscription au service de déneigement (responsables des services de maintien en domicile, physiothérapeutes, ergothérapeutes, infirmières et infirmiers, ainsi que travailleuses et travailleurs sociaux).

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

**Améliorations**

Cette année, en fait de nouveauté, mentionnons que nous avons remis aux participants des émetteurs-récepteurs à grande portée, permettant à ceux-ci d'être en contact direct avec l'équipe d'intervention. De la sorte, nous avons pu, au besoin, aider les jeunes à s'orienter dans l'arrondissement, éclaircir des directives, ou tout simplement prodiguer des encouragements (lorsqu'il faisait très froid, par exemple).

Pour les besoins de formation des déneigeurs, nous avons commencé à mettre les anciens à contribution en les pairant avec les nouveaux. Malgré les frais supplémentaires encourus, nous avons vite réalisé que nous obtenions une meilleure rentabilité en termes d'efficience d'ensemble : le travail d'équipe stimulant les anciens qui se sentaient valorisés dans le rôle de formateur; les nouveaux se sentant bien intégrés par cette mécanique d'accueil. Mentionnons aussi que les pertes de temps, le matin, liées au besoin de devoir expliquer à un déneigeur inexpérimenté en long et en large les spécificités inhérentes à un circuit de déneigement, ont été considérablement réduites.

**Conclusion**

Nous pouvons statuer sur une réussite du projet! TAPEL a été, au fil du temps, l'un des défis les plus prenant que l'équipe de TAPAJ ait eu à relever. En effet, produire l'ensemble des outils logistiques nécessaires aux opérations (cartes des circuits, feuillets de directives, documents informatifs et promotionnels) a été un labeur long, demandant beaucoup de retouches.

Nous constatons cependant, qu'à ce stade, nous avons atteint notre vitesse de croisière et qu'il nous est plus aisé que jamais d'admettre aussi bien de nouveaux bénéficiaires que de nouveaux participants déneigeurs dans le projet. C'est donc avec optimisme que nous envisageons la suite des choses pour l'hiver 2017-18.

L'équipe de TAPAJ vous remercie de l'attention prêtée au présent document.

Pièce jointe : Bénéficiaires du service TAPEL – VM – 2016-17 (doc. Excel)

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL



**21 octobre 2016**

Compétence de Mme Manon Ouellet
Contremaître
Direction des travaux publics

**Objet : demande de soutien financier, dans le cadre du projet TAPEL, hiver 2016-17**

Madame,

Le programme TAPAJ, de l'organisme Spectre de rue, veut, en un premier temps, remercier l'arrondissement de Ville-Marie de lui avoir confié, l'an dernier, le mandat d'offrir un service de déneigement à des personnes aux prises avec des limitations fonctionnelles et souhaite se remettre à contribution pour offrir le même service cet hiver.

Nous estimons le montant nécessaire à offrir le service à 285,00$ par adresse déblayée tout au long de l'hiver, ce montant couvrant tous les frais de main-d'oeuvre afférents (salaires des particpants du programme, frais de gestion et supervision) . À ce stade-ci, dix (12) personnes (satisfaisant aux critères d'admissibilité) nous ont confirmé désirer se prévaloir du service de déneigement dans Ville-Marie.

Nous adressons ici une demande de soutien financier à hauteur maximale de 5'000,00$, conditionnelle à l'obtention de nouveaux bénéficiaires et sollicitons un premier versement de 3'420,00$, correspondant aux douze adresses déjà inscrites. Si vous acceptez ces termes, en accord avec vous, Madame, nous conviendrons d'un moment pour demander un deuxième versement, au cours des premiers mois de 2017.

Nous joignons à cet envoi la liste des bénéficiaires de la saison 2016-17.

L'équipe de la coordination du programme TAPAJ demeure disposée à répondre à toute question que pourrait soulever la présente. Nous vous remercions de l'attention portée à cette lettre.

Cordialement,

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur des programmes TAPAJ et du Travail de milieu
Spectre de rue inc.
514.528.1700, poste 227

| Bénéficiaires du service à l'hiver 2016- | | | |
|---|---|---|---|
| **#** | **Nom** | **# téléphone** | **Adresse** |
| 1 | HOCINE, Amiri | 514-527-4656 | 1702, rue Dorion |
| 2 et 3 | Nsamirizi | 514-967-3619 | 2267, Coupal (appartements 1 et 2) |
| 4 | MONTBLEAU, Pauline | 514-525-8054 | 2484, Rouen |
| 5 | Mme MONBLEAU * | 514-522-5087 | 2172 du Hâvre |
| 6 | GAGNÉ, Jean-Yves | 514-526-6188 | 1150, Sherbrooke Est #505 |
| 7 | Denis Dunn | 514-523-1798 | 2501, de Maisonneuve Est |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 8 | Caroline Lapensée | 514-504-6137 | 1868, rue Dorion |
| 9 | Lise Chevalier | 514-597-2106 | 2244, Bercy |
| 10 | Natacha Dominic | 514 528-8822 | 1329, de Champlain |
| 11 | Maxime Pomerleau | 514-705-2211 | 2450, de Rouen |
| 12 | M. Vaillancourt | 514-220-0308 | 1808, rue Beaudry |
| 13 | Christiane Sirois | 514-236-9127 | 585, rue Darling, app. 1 |
| 14 | Diane Bernier | 438-382-1471 | 2141, rue St-André |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 15 | Mathe Prévost | 514-598-0785 | 1103, rue Amherst |
| 16 | Roselyne Provost | 514-527-4221 | 1680 , ruePoupart |
| 17 | Ginette Pelland | 438-764-0647 | 2328, rue de Bordeaux |

| 17 dans Ville-Marie | |
|---|---|
| **Limitation(s)** | **Nature du service** |
| En fauteuil roulant | Plate-forme élévatrice, débarcadère en face de la porte, escalier |
| En fauteuil roulant | app1: Le tour de la voiture (toyota yaris bleue) vis-à-vis le 2267 Coupal, mais derrière le stationnement réservé. App2: Stationnement clairement indiqué pour personnes handicapées |
| Très agée | Juste l'entrée et les marches. Faire sous le tapis de caoutchouc |
| Problème de hanches - maintenant en marchette | Entrée, escaliers |
| En fauteuil roulant | Entrée, il doit rentrer par le côté Est car pas de marche, passage du trottoir à l'entrée principale jusqu'au côté est. Débarcadère au coin dégagé |
| En fauteuil roulant | Rampe d'accès à l'arrière de l'immeuble (accessible par Iberville), allée du transport adapté jusqu'à la rampe |

| | |
|---|---|
| En fauteuil roulant. Visites très fréquentes à l'hôpital | Dégager balcon et rampe, éliminer le tas de neige au bas de la rampe. Et faire débarcadère sur rue Lalonde : coin sud-ouest |
| Sclérose en plaques | Marches |
| En fauteuil roulant | Entrée avant, rampe d'accès, chemin du trottoir à la rue à l'endroit de la descente pour se rendre dans le véhicule a adapté. |
| En fauteuil roulant | Balcon, rampe, trottoir (chemin entre trottoir et rue pour passer fauteuil) |
| Sclérose en plaques, fauteuil. | Stationnement réservé: Tour de la voiture Auto Scion blanche (739 RNS). Chemin entre le trottoir et la rue. Entrée. |
| Est en fauteuil roulant. Isolée. | Rampe d'accès à l'arrière. Chemin qui se rend de la rampe d'accès jusqu'au stationnement réservé derrière la maison. Tour de sa voiture hyundai accent grise. Mettre la petite carte dans la boite qu'elle laissera sur la table de son balcon arrière. |
| 68 ans, fracture à la hanche, fragile | Entrée |

| | |
|---|---|
| âgée, prob. de mobilité, difficulté à sortir de chez elle l'hiver | Entrée, marches |
| Référée par Lalao Randrianarivelo | Entrée, escaliers |
| Rhumatismes importants - se déplace en quadriporteur | Entrée avant |

Montréal, le 5 septembre 2017

**Compétence de la Direction des travaux publics**
A/S : Mme Lalao Randrianarivelo
Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
Montréal (Québec) H2L 4L8

**Objet : demande d'appui financier pour la saison 2017-18 du projet TAPEL, déneigement à l'intention des personnes à mobilité réduite de Ville-Marie**

Madame,

Depuis 2000, le Programme TAPAJ s'adresse à des personnes vivant dans une grande précarité et n'étant pas prêtes à intégrer le marché du travail, tant sur les plans personnel que professionnel. Annuellement, nous mettons en action plus de 200 jeunes en les employant dans des plateaux de travail, aussi bien sur une base ponctuelle (Volet 1) que hebdomadaire (Volet 2).

Cette année encore, le programme TAPAJ souhaite se mettre à contribution afin d'offrir un service de déneigement à des personnes vivant des restrictions au plan de la mobilité dans l'arrondissement de Ville-Marie. La saison passée, ce sont 17 personnes qui ont bénéficié de nos services.

Grâce à ce service, ces bénéficiaires ont pu conserver leur autonomie et la dignité qui se rattache au fait de pouvoir continuer à normalement exercer ses activités régulières et conserver pleinement leurs prérogatives citoyennes. Au surplus, des échanges d'une grande richesse ont eu lieu dans ce cadre, lors des rencontres mettant en présence des gens qui peinent à garder un toit au-dessus de leur tête avec ces autres qui, sans le bénéfice d'un tel service, resteraient prisonnières du leur.

Nous fixons le montant nécessaire à offrir le service à 285,00$ par adresse déblayée tout au long de l'hiver, ce montant couvrant tous les frais de main-d'oeuvre afférents (salaires des particpants du programme, frais de gestion et supervision et achats matériels) . Au terme de la saison précédente, les 17 personnes ayant bénéficié du service nous ont confirmé désirer se prévaloir du service de déneigement au cours de l'hiver 2017-18. C'est sur la base de ce nombre que nous fixons notre prévison budgétaire pour la saison 2017-18 (voir plus bas).

Considérant toutefois que l'équipe du programme a établi des contacts avec des professionnels d'organismes se consacrant à la défense des droits de personnes à mobilité réduite (*notamment M. Luc Forget, conseiller de l'organisme Ex aequo*) et d'autres, travaillant en CSSS, dédiés au maintien à domicile de personnes âgées, malades, handicapées ou en rémission (*avec en premier lieu, M. Nicolas Rioux, chef de l'administration de programmes des*

*services à domicile au CSSS des Faubourgs, ainsi que quelques ergothérapeutes*), sollicitant d'eux qu'ils fassent la promotion du service TAPEL auprès de leur clientèle, il pourra s'ajouter fort vraisemblablement d'autres bénéficiaires aux 17 actuels.

C'est pourquoi nous adressons ici une demande de soutien financier à hauteur maximale de 6'000,00$, mais sollicitons un premier versement de 4'845,00$ (correspondant aux 17 adresses déjà inscrites). Si ces termes sont acceptés, en accord avec la Direction des travaux publics, nous convenons qu'un deuxième versement pourrait être demandé à l'arrondissement de Ville-Marie, afin de pallier à des coûts additionnels le cas échéant (sans toutefois excéder 6'000,00$).

Je vous remercie de l'attention portée à la présente et demeure disposé à répondre à toute question complémentaire.

Acceptez mes meilleures salutations,

_____

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur du programme TAPAJ
514-528-1700, poste 227

| Bénéficiaires du service à l'hiver 2016- | | | |
|---|---|---|---|
| **#** | **Nom** | **# téléphone** | **Adresse** |
| 1 | HOCINE, Amiri | 514-527-4656 | 1702, rue Dorion |
| 2 et 3 | Nsamirizi | 514-967-3619 | 2267, Coupal (appartements 1 et 2) |
| 4 | MONTBLEAU, Pauline | 514-525-8054 | 2484, Rouen |
| 5 | Mme MONBLEAU * | 514-522-5087 | 2172 du Hâvre |
| 6 | GAGNÉ, Jean-Yves | 514-526-6188 | 1150, Sherbrooke Est #505 |
| 7 | Denis Dunn | 514-523-1798 | 2501, de Maisonneuve Est |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 8 | Caroline Lapensée | 514-504-6137 | 1868, rue Dorion |
| 9 | Lise Chevalier | 514-597-2106 | 2244, Bercy |
| 10 | Natacha Dominic | 514 528-8822 | 1329, de Champlain |
| 11 | Maxime Pomerleau | 514-705-2211 | 2450, de Rouen |
| 12 | M. Vaillancourt | 514-220-0308 | 1808, rue Beaudry |
| 13 | Christiane Sirois | 514-236-9127 | 585, rue Darling, app. 1 |
| 14 | Diane Bernier | 438-382-1471 | 2141, rue St-André |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 15 | Mathe Prévost | 514-598-0785 | 1103, rue Amherst |
| 16 | Roselyne Provost | 514-527-4221 | 1680 , ruePoupart |
| 17 | Ginette Pelland | 438-764-0647 | 2328, rue de Bordeaux |

| 17 dans Ville-Marie | |
|---|---|
| **Limitation(s)** | **Nature du service** |
| En fauteuil roulant | Plate-forme élévatrice, débarcadère en face de la porte, escalier |
| En fauteuil roulant | app1: Le tour de la voiture (toyota yaris bleue) vis-à-vis le 2267 Coupal, mais derrière le stationnement réservé. App2: Stationnement clairement indiqué pour personnes handicapées |
| Très agée | Juste l'entrée et les marches. Faire sous le tapis de caoutchouc |
| Problème de hanches - maintenant en marchette | Entrée, escaliers |
| En fauteuil roulant | Entrée, il doit rentrer par le côté Est car pas de marche, passage du trottoir à l'entrée principale jusqu'au côté est. Débarcadère au coin dégagé |
| En fauteuil roulant | Rampe d'accès à l'arrière de l'immeuble (accessible par Iberville), allée du transport adapté jusqu'à la rampe |

| | |
|---|---|
| En fauteuil roulant. Visites très fréquentes à l'hôpital | Dégager balcon et rampe, éliminer le tas de neige au bas de la rampe. Et faire débarcadère sur rue Lalonde : coin sud-ouest |
| Sclérose en plaques | Marches |
| En fauteuil roulant | Entrée avant, rampe d'accès, chemin du trottoir à la rue à l'endroit de la descente pour se rendre dans le véhicule a adapté. |
| En fauteuil roulant | Balcon, rampe, trottoir (chemin entre trottoir et rue pour passer fauteuil) |
| Sclérose en plaques, fauteuil. | Stationnement réservé: Tour de la voiture Auto Scion blanche (739 RNS). Chemin entre le trottoir et la rue. Entrée. |
| Est en fauteuil roulant. Isolée. | Rampe d'accès à l'arrière. Chemin qui se rend de la rampe d'accès jusqu'au stationnement réservé derrière la maison. Tour de sa voiture hyundai accent grise. Mettre la petite carte dans la boite qu'elle laissera sur la table de son balcon arrière. |
| 68 ans, fracture à la hanche, fragile | Entrée |

| | |
|---|---|
| âgée, prob. de mobilité, difficulté à sortir de chez elle l'hiver | Entrée, marches |
| Référée par Lalao Randrianarivelo | Entrée, escaliers |
| Rhumatismes importants - se déplace en quadriporteur | Entrée avant |

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1176890012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2017-2018;

  D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 6 000 $ ;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 6 000,00 $

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 4 845,00 $ | 1 155,00 $ | | | | | **6 000,00 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 6 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306187 | 03121 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 514198
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Minouche Roy**

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

*Date:* **2017-09-07**

| Bénéficiaires du service à l'hiver 2017-18 dans Ville-Mari | | | | |
|---|---|---|---|---|
| # | Nom | # téléphone | Adresse | Limitation(s) |
| 1 | HOCINE, Amiri | 514-527-4656 | 1702 Dorion | En fauteuil roulant |
| 2 et 3 | Nsamirizi | 514-967-3619 | 2267 Coupal (appartements 1 et 2) | En fauteuil roulant |
| 4 | MONTBLEAU, Pauline | 514-525-8054 | 2484 rouen | Juste très agée.. |
| 5 | Mme MONTBLEAU | 514-522-5087 | 2172 du havre | Problème de hanches - |
| 6 | GAGNÉ, Jean-Yves | 514-526-6188 | 1150, Sherbrooke Est #505 | En fauteuil roulant |
| 7 | Denis Dunn | 514-523-1798 | 2501 de Maisonneuve est | En fauteuil roulant |
| 8 | Caroline Lapensée | 514-504-6137 | 1868, rue Dorion | En fauteuil roulant. |
| 9 | Lise Chevalier | 514-597-2106 | 2244, Bercy | Sclérose en plaque. |
| 10 | Natacha Dominic | 514 528-8822 | 1329 De Champlain | En fauteuil roulant |
| 11 | Maxime Pomerleau | 514-705-2211 | 2450 de Rouen | En fauteuil roulant |
| | M. Vaillancourt | 514-220-0308 | 1808 rue Beaudry | Sclérose en plaques, |
| 12 | Diane Bernier | 438-382-1471 | 2141 St-André | 68 ans, fracture à la |
| | Mathe Prévost | 514-598-0785 | 1103 rue Amherst | âgée, prob. de mobilité, |
| 13 | Roselyne Provost | 514-527-4221 | 1680 Poupart | ? Référée par Lalao |
| 14 | Ginette Pelland | 438-764-0647 | 2328 de Bordeaux | Rhumatismes importants - |
| 15 | Bernardino Canvivo | 514-524-5260 | 2577 rue Montgomery | ? Référée par Lalao |
| 16 | Daniel Lepage | 514-708-6831 | 2349, rue Olivier-Robert | En fauteuil roulant |
| 17 | Denise Auger | 514-526-0568 | 908 Sherbrooke est | Âgée, fragilité |
| 18 | M. Desrrouches | 514 527-7359 | 1850, rue Bercy | Fauteuil roulant |
| 19 | Chantale Lévesques | 514-730-2499 | 790, rue Wolfe | |
| 20 | Michel Lévis | 514-522-4719 | 906 Sherbrooke est | Obésité morbide |

| ie |
| --- |
| **Nature du service** |
| Plate-forme élévatrice, débarcadère en face de la porte, escalier |
| app1: Le tour de la voiture (toyota yaris bleue) vis-à-vis le 2267 Coupal, mais |
| Juste l'entrée et les marches. Faire sous le tapis de caoutchouc |
| Entrée, escaliers |
| Entrée, il doit rentrer par le côté Est car pas de marche, passage du trottoir à |
| Rampe d'accès à l'arrière de l'immeuble (accessible par Iberville), allée du |
| Dégager balcon et rampe, éliminer le tas de neige au bas de la rampe. Et faire |
| Marches |
| Entrée avant, rampe d'accès, chemin du trottoir à la rue à l'endroit de la descente |
| Balcon, rampe, trottoir (chemin entre trottoir et rue pour passer fauteuil) |
| Stationnement réservé: Tour de la voiture Auto Scion blanche (739 RNS). |
| Entrée |
| Entrée, marches |
| Entrée, escaliers |
| Entrée avant |
| Entrée, rampe d'accès, Chemin du trottoir à la rue dans le débarcadère pour |
| Entrée, faire le tour de la voiture qui est dans le stationnement réservé. |
| Entrée avant. |
| Stationnement réservé: tour de la voiture |
| Stationnement réservé : tour de la voiture.  Entrée avant. |
| Entrée avant. |

ADDENDUM

# Modification à la convention

## CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **SPECTRE DE RUE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1280 rue Ontario Est, Montréal (Québec) H1V 1X6 agissant et représentée par Madame Stéphanie Taillon, directrice générale, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue par une séance virtuelle le 22 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) :

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 240521 du 4 OCTOBRE 2017 comme suit:

en remplaçant l'article 5 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

**ARTICLE 5**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**3.1** Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de cinq mille sept cent dollars ***(5 700 $)***,

devant être affectée au déneigement pour personnes à mobilité réduite dans l'arrondissement de Ville-Marie*,* conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

**3.1.1** dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de quatre mille huit cent quarante-cinq dollars (4 845 $) pour l'année 2017-2018;

**3.1.2** conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.2, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2017, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de huit cent cinquante-cinq dollars (855 $) ;

**3.1.3** l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

**3.2** Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

**SPECTRE DE RUE**

Par : _____ Date : _____
Madame Stéphanie Taillon, directrice générale

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe addenda au sommaire décisionnel **1176890012,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le 12 février **2019.**

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1176890012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  *" D'approuver la modification de la résolution CA17 240521 afin de liquider la somme de 300 $, soit le montant non utilisé à contribution accordée à Spectre de rue dans le programme de déneigement hiver 2017-2018 "*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 5 700,00 $

| | Années antérieures | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 4 845,00 $ | 855,00 $ | | | | | **5 700,00 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 5 700,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306187 | 03121 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le bon de commande 1237141, dont le solde est de 300 $, sera liquidé.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-01-30**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.09

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1180225001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines |

D'approuver la modification de la résolution CA18 240240 afin de liquider la somme de 2 398,25 $, soit le montant non utilisé à contribution accordée à Spectre de rue dans le programme des toilettes urbaines;
D'imputer ce crédit conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 10:38

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018 | Résolution: CA18 240240 |
|---|---|

**Approuver la convention, pour une durée de 5 mois, avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage et accorder une contribution de 64 224,00 $**

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage soit les 5 premiers mois de la mise en service;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 64 224 $ ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1180225001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1180225001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines |

## CONTENU

### CONTEXTE

Afin de faciliter la mise en service des toilettes intelligentes, nous avons mandaté l'organisme Spectre de rue pour accueillir les utilisateurs et les informer du fonctionnement le cas échéant. Le projet s'est bien déroulé dans son ensemble mais l'organisme a eu des difficulté à offrir le nombre de bénéficiaires requis sur les plages horaires prévues.
A cet effet, un montant de 64 224 000 $ avait été prévu pour couvrir l'ensemble des frais dédiés à ce projet et la dépense totale s'élève à 61 825,75 $.

Nous vous demandons de liquider la somme de 2 398,25$ correspondant aux sommes non utilisées.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

514 872-6697
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872-4229

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.09

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1180225001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, pour une durée de 5 mois, avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage et accorder une contribution de 64 224,00 $ |

D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage soit les 5 premiers mois de la mise en service.

D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 64 224 $ ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Corinne ANDRIEU **Le** 2018-04-30 11:20

**Signataire :** Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1180225001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention, pour une durée de 5 mois, avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage et accorder une contribution de 64 224,00 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le projet des toilettes urbaines à comme objectif d'offrir des toilettes de qualité et sécuritaires pour ses citoyens et autres usagers. Ce mobilier urbain est une nouveauté pour la Ville, la période d'ajustement des équipes responsables de l'entretien en fonction de l'usage, prendra un certain temps. Afin de faciliter cette mise en service, nous pensons qu'une présence à proximité des unités afin d'accueillir, d'encadrer et d'information les usagés serait nécessaire. Le présent dossier recommande donc l'octroi d'un mandat dans ce sens.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Dossier 1170225001 -Résolution CA17 240166 du 11 avril 2017 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'unités sanitaires automatisées et autoriser une dépense maximale de 3 091 335.12$.
Dossier 1170225005 - Résolution CA17 240461 du 12 septembre 2017 - Accorder un contrat de 561 537.90 $ à Les Constructions H2D inc pour effectuer les travaux de préparation des 3 sites en prévision de l'installation des toilettes autonettoyantes et autoriser une dépense maximale de 573 035.40 $ (appel d'offres public VMP-17-037 - 3 soumissionnaires).

Dossier 1185876004 - Résolution CA18 2401 du 10 avril 2018 - Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante à la Place Sun Yat Sen et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

Le mandat consiste en la fourniture de services sur trois axes:
**Axe 1 - Service à la clientèle**: Aller à la rencontre des usagers, répondre aux questions et donner des détails sur le processus automatisés des unités. Voir les commentaires et le degrés de satisfaction des usagers. Encourager l'utilisation responsables des unités.

**Axe 2 - Observation terrain :** Faire des observations sur l'utilisation, la clientèle, les

temps d'attente, les utilisations irrégulières et le sources potentiels des problèmes techniques.

**Axe 3 - Intervention au niveau de la propreté :** Référé les problèmes de graffitis, de propreté des unités à l'équipe d'entretien sanitaire et voir à la propreté des abords des unités.

Ces tâches seront réalisées par des équipes de deux personnes qui se déplaceront d'une unité à l'autre selon des plages horaires établit en fonction des activités et de l'achalandage retrouvés à proximité de chacune des unités.

**JUSTIFICATION**

L'arrondissement n'a pas les ressources pour réaliser ce genre d'encadrement. L'implication de Spectre de rue dans le dossier des toilettes urbaines par la préparation d'une étude en 2014 réclamant l'installation de toilettes dans l'Arrondissement en a fait un partenaire important pour le projet. Cet organisme s'est donc regroupé avec Le Sac à dos pour son expertise et ses ressources afin de mieux couvrir les plages horaires. Cette aide financière servira à réaliser un mandat ayant un impact significatif sur la qualité du service offert en plus d'aider certains jeunes à la réinsertion sociale,

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cet engagement réalisé de gré à gré au coût direct avec l'organisme représente principalement des frais de main d'oeuvres ainsi que certains frais mineurs rattachés aux déplacements des équipes et à leur identifications (vêtements). Le scénario 2 de l'offre de services est recommandé.
Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

N/A

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le succès du projet des toilettes urbaines repose sur la qualité du service offert aux usagers et sur le maintien de ce niveau de qualité dans le temps. L'information aux usagers et leur encadrement pendant les premiers mois d'utilisation est essentiel afin de s'assurer d'une utilisation responsable de ces équipements et par le fait même mitiger les inquiétudes des citoyens sur le risque d'une utilisation inapproprié des unités.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

N/A

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du mandat: mi-mai 2018
Fin du mandat mi-octobre 2018

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérification effectuées, le signataire de recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Frédéric BEAUDRY, Ville-Marie

Lecture :

Frédéric BEAUDRY, 26 avril 2018

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Robert BÉDARD
Ingénieur

**Tél :** 514 872-7484
**Télécop. :** 514 868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-25

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint

**Tél :** 514-872-9763
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2018-04-27

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1180225001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1180225001_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1180225001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Approuver la convention, pour une durée de 5 mois, avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage et accorder une contribution de 64 224,00 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière  GDD no 1180225001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
**Tél :** (514) 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-30

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** (514) 868-4567
**Division :** Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



ACTION-RÉINSERTION

LE SAC à DOS

Modifications au dépôt initial de projet collaboratif, imaginé par Spectre de rue & Le Sac à Dos :

Préposés aux toilettes urbaines et à l'information

**Présentation des modifications**

Nous remercions l'arrondissement de Ville-Marie de la rétroaction faite sur le dépôt de projet initial. À la lumière de la discussion tenue le 23 avril, nous apportons les modifications suivantes.

Cette nouvelle version de l'offre de service présente une réduction substantielle des coûts afférents au démarrage du projet. On notera toutefois que nous n'avons pu nous résoudre à sacrifier aux besoins d'intervention du projet. Nous estimons que seul un encadrement probant des participants générera le service à la clientèle auquel Ville-Marie est en droit de s'attendre**. Il faut comprendre que ces frais sont moins des frais de supervision que d'intervention.** Pour nos organismes, c'est aussi le gage qui fera bien paraître nos participants et contribuera, tout au long du projet, à professionnaliser la pratique de nos participants.

**Résultat, deux nouveaux scénarios sont présentés.** Dans les deux cas, le nombre d'heures du projet a été diminué et la fin de saison se concentre sur les fins de semaine.

Le premier scénario, le plus économique, prévoit encore 10h de présence terrain par jour, selon l'horaire préalablement présenté (8:00 à13:00 + 15:00 à 20:00), avec une diminution de la présence terrain aprés la Fête du travail (fins de semaine seulement).

Le deuxième scénario propose **davantage de présence terrain** en début de saison (12h par jour), aussi bien pour absorber les impondérables de la nouveauté que d'assurer une présence de soir, lors de la venue des cantines mobiles d'organismes. À mi-course, les heures diminuent à 11 par jour (5h de jour, 6 de soir), sept jour sur sept jusqu'à la Fête du travail (fins de semaine seulement, à partir de ce point.)

Voici, concrètement, quelle forme cela prendrait :

Scénario 1

Période allant du 14 mai au 03 septembre (périodes de rodage + régulière = 10h/jour):

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | Au choix: 8h00-13h00 ou 10h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

Période allant du 04 au 30 septembre (fin de saison 10h/jour)

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | | | | | | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | | | | | | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

Scénario 2

Période allant du 14 mai au 15 juin (période de rodage = 12h/jour):

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 9h00-15h00 | 9h00-15h00 | 9h00-15h00 |
| PM | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Période allant du 16 juin au 03 septembre (période régulière = 11h/jour) :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 9h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Période allant du 04 au 30 septembre (fin de saison = 11h/jour) :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | | | | | | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | | | | | | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Naturellement, les horaires avancés ici sont à titre indicatif et pourraient faire l'objet de nouvelles discussions. Concrètement, toutefois, cela reflètent exactement comment le cadre financier en deux scénarios s'exprime. Le voici :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **BUDGET PRÉVISIONNEL** | | | | | | |
| | **PROJET : TOILETTES PUBLIQUES** | | Changement : diminution du nombre de jours de projet | | | | |
| | | | **SCÉNARIO 1** | | | | |
| | **DÉTAILS** | **PROPOSITION INITIALE** | **Période RODAGE 14 mai au 15 juin Scénario - 10 heures par jour** | **Période RÉGULIÈRE 16 juin à la Fête du travail - 3 septembre Scénario - 10 heures par jour** | **Période RETRAIT 4 au 30 septembre Scénario - Fin de semaine seulement - 10 heures par jour** | **TOTAL SCÉNARIO 1** | **Différence avec la proposition initiale** |
| **Salaires** | **1.5 intervenant-terrain/superviseur par jour** | 21 470.70 $ | 4 210 $ | 11 227 $ | 1 516 $ | 16 952 $ | (4 519) $ |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 8 321 $ | 22 189 $ | 2 140 $ | 32 649 $ | (9 787) $ |
| | | | | | | | - $ |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | | | | 1 350 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | | | | 987 $ | - $ |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | | | | 1 009 $ | - $ |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par pers | 287 $ | | | | 287 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | | | | 540 $ | - $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | | | | 513 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | | | | **54 288 $** | **(14 306) $** |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | | | | 5 429 $ | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | | | | **5 429 $** | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | | | | **59 717 $** | **(15 736) $** |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **BUDGET PRÉVISIONNEL** | | Maintien : Diminution du nombre d'heures total du projet | | | | |
| | **PROJET : TOILETTES PUBLIQUES** | | Changement : rodage - 6 heures par jour x2 Puis 5 heures le jour et maintien 6 heures le soir - horaire variable | | | | |
| | | | | **SCÉNARIO 2** | | | |
| | **DÉTAILS** | **PROPOSITION INITIALE** | **Période RODAGE 14 mai au 15 juin Scénario - 12 heures par jour** | **Période RÉGULIÈRE 16 juin à la Fête du travail - 3 septembre Scénario - 11 heures par jour** | **Période RETRAIT 4 au 30 septembre Scénario - Fin de semaine seulement - 11 heures par jour** | **TOTAL SCÉNARIO 2** | **Différence avec la proposition initiale** |
| **Salaires** | **1.5 intervenant-terrain/superviseur par jour** | 21 470.70 $ | 4 210 $ | 11 227 $ | 1 516 $ | 16 952 $ | (4 519) $ |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 9 985 $ | 24 408 $ | 2 354 $ | 36 746 $ | (5 690) $ |
| | | | | | | | - $ |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | | | | 1 350 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | | | | 987 $ | - $ |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | | | | 1 009 $ | - $ |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par pers | 287 $ | | | | 287 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | | | | 540 $ | - $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | | | | 513 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| | | | | | | | |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | | | | **58 385 $** | **(10 209) $** |
| | | | | | | | |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | | | | 5 839 $ | |
| | | | | | | | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | | | | **5 839 $** | |
| | | | | | | | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | | | | **64 224 $** | **(11 229) $** |

Au risque de nous répéter, nous voulons redire que le rôle de l'intervenant-superviseur est crucial pour la conduction du mandat. L'accompagnement sur le terrain sera primordial dans les premiers temps de l'opération pour professionnaliser la pratique et empêcher toute forme de débordements fâcheux.

La pratique passée du travail avec nos participants (particulièrement dans le travail de nos brigades de propreté) nous a appris que ceux-ci peuvent se montrer excellents travailleurs, mais, que pour y arriver, l'encadrement doit être constant et que le travail d'intervention doit s'effectuer en amont des difficultés qu'ils peuvent vivre, sous forme préventive, donc.

Ainsi, les responsabilités du ou des employés affecté(s) à ce poste devraient se comprendre selon trois axes majeurs :

- Axe 1 : intervention;
- Axe 2 : supervision;
- Axe 3 : élaboration du cadre logistique et comptabilisation statistique.

Nous ne souhaitons pas redire ce que nous avons déjà dit, ce pourquoi nous vous enjoignons à nous contacter pour le cas où plus de précisions seraient nécessaires.

Nous vous remercions de l'attention portée au présent document.

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



ACTION-RÉINSERTION

LE SAC à DOS

Dépôt de projet collaboratif, imaginé par Spectre de rue & Le Sac à Dos :

Préposés aux toilettes urbaines et à l'information

**Remerciements**

Spectre de rue et Le Sac à Dos veulent d'entrée de jeu remercier les personnes qui se chargeront de faire l'examen de la présente offre de services. À la lumière du devis qui nous a été présenté, nous soumettons ici les grandes lignes du cadre que nous souhaitons mettre sur pied communément avec la Ville de Montréal. Il s'agit d'un premier jet et, conséquemment, nous retravaillerons cette offre de concert avec l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'à ce qu'elle nous satisfasse tous.

Le Sac à Dos et Spectre de rue réitèrent leur volonté de travailler en partenariat, équitablement, afin d'offrir une prestation d'ensemble efficace et de faire bénéficier à leurs clientèles respectives des retombées positives du projet.

**Remarques préalables**

À la lumière des éléments inclus dans le devis de service produit par la Direction des travaux publics, nous avons établi les bases de ce projet de façon à procurer à l'arrondissement de Ville-Marie des yeux et des oreilles sur le terrain dans la meilleure mesure, c'est-à-dire, en assurant une présence terrain qui couvre un **maximum d'heures par jour, 7 jours sur 7, pour une période s'échelonnant de mai à octobre 2018.**

Par ailleurs, conscients de la nature sensible du projet des toilettes publiques, le projet a été orienté de façon à procurer à l'arrondissement de Ville-Marie un maximum de renseignements découlant de l'implantation de celles-ci. C'est avec ce souci que nous émettons déjà le souhait de rencontrer fréquemment le personnel de la ville impliqué dans le projet, échanger afin de peaufiner le plus souvent possible l'outil de collecte de données.

Aussi, comme vous le verrez, le projet est fait de telle sorte que deux participants soient ensemble en permanence, ceci pour des raisons d'ordres pratique et de sécurité. Nous considérons qu'un projet mettant en présence des participants issus de programmes en économie sociale avec les utilisateurs des toilettes peut occasionner son lot de situations stressantes ou critiques, notamment lorsqu'il s'agira de référer des personnes vers les ressources les plus appropriées, de faire face à l'insatisfaction d'utilisateurs avec tact, d'observer et rapporter des situations irrégulières (utilisation des toilettes à des fins de trafic de drogue, de prostitution, etc.) et de renseigner au mieux la clientèle. En somme, le projet part du principe que deux têtes valent mieux qu'une!

Enfin, nous désirons exprimer brièvement la réalité des participants qui seront choisis pour remplir le mandat. Ce sont des personnes dont les difficultés du parcours de vie ne seront pas venue à bout de leur résilience et qui ont à coeur d'aller de l'avant dans un processus d'insertion sociale et professionnelle. Ce sont des gens qui ont stabilisé des pans problématiques de leur existence, mais pour qui la rechute est toujours possible, à un degré ou à un autre. Considérant que la mise en rapport de nos participants avec les utilisateurs des toilettes doit en être un de service à la clientèle, nous en appelons à l'avance à la compréhension de l'arrondissement de Ville-Marie : les personnes qui se désisteront de leur poste de préposé en raison de difficultés personnelles ne seront remplacées que par des personnes aptes à occuper le poste. Advenant un désistement, le superviseur assurera la présence terrain dans l'intervalle de remplacement.

**Déroulement général**

Le cadre qui est ici présenté met en présence des équipes sur le terrain 10h par jour. En accord avec ce que le devis exige, nous nous assurerons d'avoir le matin, en semaine, des effectifs dans les premières heures d'activités économiques, de façon à identifier les sources pouvant potentiellement empêcher la reprise normale des opérations. Ces effectifs demeureront en poste de 8h00 à 13h00. Durant cette période de 5 heures, les préposés passeront en moyenne de 30 à 40 minutes par emplacement (temps restant après les déplacements et le temps de pause). Les préposés auront à assurer la propreté générale des lieux (ramassage des déchets très apparents), à compléter le relevé d'inspection et à demeurer sur place, visibles, afin de répondre aux interrogations et commentaires des usagers (lesquels seront aussi compilés).

En soirée, la semaine, selon le même modèle, une équipe de deux personnes effectuera des rondes de 15h à 20h.

En tout temps, pendant leurs quarts de travail, les préposés pourront compter sur l'assistance de leur superviseur (intervenant). Notamment, les préposés disposeront de radios-émetteurs à longue portée qui leur permettront de recourir à une assistance immédiate pour répondre aux questions des utilisateurs; d'obtenir une marche à suivre dans une situation qui dépassera leurs connaissances ou compétences; de valider leur jugement dans une situation donnée, etc. Mais de façon primordiale, l'intervenant-superviseur aura (tout spécialement dans les premières semaines) un rôle de mentor, de formateur et d'accompagnateur auprès des préposés.

La fin de semaine, puisque nous anticipons sur une utilisation plus forte des toilettes dans la journée, particulièrement lors des vacances scolaires, nous pensons pertinent de mettre sur pied le même nombre d'équipes de travail (2 par jour), mais tenir le premier quart pour les deux premières entre 10h et 15h (tranche de prédilection, dans la journée, pour la tenue d'activités familiales).

Le deuxième quart, en accord avec les représentants des travaux publics de Ville-Marie, pourra se tenir de 15h à 20h, ou de 16h à 21h. Pour le bénéfice de nos participants, nous croyons qu'il vaut mieux ne pas les faire travailler après 21h, car, à partir de ce moment, les risques sont grands pour eux d'être mis en présence de personnes qui leur seront potentiellement problématiques (anciennes fréquentations liées à un mode de vie de consommation de drogues, amis intoxiqués, vendeurs de drogue, etc.)

Horaire :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | Au choix: 8h00-13h00 ou 10h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

**Échéancier** : le projet prévoit s'échelonner sur un peu plus de 21 semaines, à compter de la première journée d'opération, jusqu'à la mi-octobre. Très exactement, les dates du projets sont : du 17 mai au 13 octobre 2018.

**Rôle de l'intervenant-superviseur**

Cet emploi conviendra parfaitement à des étudiants dans un domaine d'intervention (toxicomanie, éducation spécialisée, criminologie, travail social, etc.). Le mandat, globalement, devra être compris selon les deux axes suivants:

1) Supervision, intervention et formation auprès des participants des deux organismes;
2) Élaboration en continu du cadre logistique des opérations.

**Axe 1 – supervision**

Les participants qui prendront part à ce projet seront sélectionnés en fonction de leurs capacités à honorer un mandat qui, somme toute, nécessite beaucoup plus de tact qu'en prenant simplement part aux opérations d'une brigade de propreté, par exemple. En effet, la nature même des opérations exige que ceux-ci aient un bon sens du jugement et un fort niveau de débrouillardise. Il arrivera tout de même des situations pour lesquelles ils ne se sentiront pas nécessairement outillés et ce, peu importe la quantité de formation reçue.

Ne pas se sentir suffisamment préparé est une chose; mais se sentir dépassé par les événements en est une autre. C'est là que réside le grand défi de nos intervenants-superviseurs : ceux-ci doivent travailler à prévenir les situations lors desquelles nos participants pourraient se sentir impuissants à remplir leur rôle. Aussi, les intervenants choisis passeront la plupart de leur temps, dans les premières semaines du contrat, avec les participants sur le terrain. Ils apprendront à les connaître, aussi bien à leur contact qu'en participant aux réunions d'équipes et en consultant les outils de suivi. Dans les deux organismes, ils bénéficieront du support des équipes d'intervention actuelle.

Sur le terrain, l'accompagnement des participants aboutira ultimement en un coaching: ceux qui auront de la difficulté à entrer en contact avec les utilisateurs des toilettes pourront se faire montrer des façons de briser la glace; ceux qui auront de la difficulté à connaître leur dossier d'information sur le bout des doigts pourront se faire enseigner des techniques de mémorisation, etc. **Bref, les intervenants du projet devront se montrer créatifs et prompts à rechercher les meilleures pratiques disponibles.**

**Axe 2 – élaboration du cadre logistique**

Pour les intervenants, une portion significative du temps qui ne sera pas employé à l'accompagnement des participants sur le terrain ou dans les démarches de perfectionnement sera dévolu à l'observation du travail des participants, à la validation de leurs rapports, mais aussi au développement du cadre ci-exposé, par exemple en bonifiant l'outil (rapport) d'observation qui devra être rempli à chaque visite de toilette.

Améliorer le cadre logistique signifiera aussi que les intervenants devront faire des rapports à leurs supérieurs immédiats et aux équipes d'intervention (minimalement, de façon hebdomadaire). En plus des rapports, ils devront acheminer leurs recommandations à leurs supérieurs et maintenir un contact collaboratif avec la Direction des travaux publics de Ville-Marie.

Tâches :

- Assigner les participants aux routes de travail (horaires);
- Encadrer le travail des participants;
- Assister à distance ou en personne les participants;
- Rechercher et mettre en place les meilleures pratiques;

- Identifier les besoins en formation des préposés;
- Offrir un coaching individualisé aux participants, selon des besoins identifiés;
- Pourvoir les participants de leur matériel de travail (équipement, uniformes, titres de transport et outils);
- Rendre compte des avancées des participants auprès des équipes d'intervention des deux organismes;
- Rendre compte du déroulement du contrat aux instances décisionnelles des deux organismes;
- Participer à des rencontres de coordination mettant en présence les représentants de la Direction des travaux publics et ceux de la compagnie désignée pour faire l'entretien des toilettes;à
- Développer continuellement l'outil de collecte de données;
- Contrôler, par tous les moyens jugés pertinents, la bonne conduction du mandat;
- Comptabiliser et acheminer à la Direction des travaux publics les données recueillies par les participants;
- Régulièrement contrôler la situation sur le terrain (satisfaction de la clientèle, détecter de nouveaux paramètres quantifiables, etc.).

**Note** : 50 heures en travail d'intervention hebdomadaire sont prévues par le projet. La répartition de ces heures, suivant les aléas du recrutement, pourrait s'effectuer entre deux ou trois intervenants.

**Rôle du préposé**

Nous avons rangé sous trois volets majeurs le travail des préposés (voir plus bas). Essentiellement, toutefois, le mandat tire son importance du travail de liaison avec les riverains, commerçants, travailleurs et touristes utilisateurs des toilettes publiques. Tel que nous l'envisageons, le travail du préposé ne sera pas simplement de se rendre disponible pour répondre aux questions et doléances des utilisateurs, mais aussi d'agir de façon proactive en allant à la rencontre de ces derniers, notamment pour les sonder sur leur satisfaction ou susciter leur réflexion sur des améliorations possibles.

Ainsi, le préposé devra être facilement repérable (port de pièces d'équipement et de vêtements identifiés) et ne pas être confondu avec des préposés à la propreté. C'est pourquoi nous préconisons que les préposés ne soient pas équipés de balais et portes-poussière. Nous pensons qu'il vaut mieux qu'ils aient dans leur trousse des gants en polymère et des sacs à déchets permettant l'enlèvement rapide des déchets apparents.

Parlant de la trousse : celle-ci sera l'équipement de base du préposé. Elle pourrait prendre la forme d'un sac-à-dos. Dans l'idéal, la trousse comprendra:

- une documentation de référence plastifiée, destinée à répondre aux questions techniques sur les toilettes publiques (informations pouvant être données : historique de développement du projet, coûts, aménagements futurs, etc.) et aussi à orienter les utilisateurs dans Ville-Marie (institutions, commerces & hôtels, musées, ressources communautaires, Bureau Accès Montréal, etc.);
- de la documentation sur les programmes de Spectre de rue et de Sac à Dos;
- des dépliants promotionnels au sujet des toilettes publiques (si l'arrondissement juge pertinent d'en produire);

- une trousse de premiers soins;
- un kit de ramassage de seringues à la traîne (pinces + bac de récupération);
- un poncho imperméable;
- des gants en polymère et sacs de poubelle;
- des rapports d'inspection vierges.

Voici le détail des tâches à effectuer, selon les 3 axes que nous avons déterminés:

1) Service à la clientèle;
2) Observation terrain;
3) Propreté.

**Axe 1 – Service à la clientèle** :

- Aller à la rencontre d'utilisateurs (sondage express, prise en note de commentaires);
- Répondre aux questions des utilisateurs (historique et développement anticipé du projet, détail des procédures automatisées de la toilette);
- Encourager l'utilisation responsable des toilettes;
- Référer les utilisateurs vers les ressources appropriées (aussi bien Ville de Mtl, au besoin, que commerces, institutions, etc.);
- Intervenir par liaison radio, en cas d'urgence, afin de faire appeler les premiers répondants;

**Axe 2 – Observation terrain :**

Il s'agit ici du volet qui, à longue échéance, pourrait s'avérer le plus profitable pour l'arrondissement de Ville-Marie. Nous suggérons en effet de procéder à une cueillette d'informations importantes, en continu, qui pourront non seulement renseigner la Direction des travaux publics sur les difficultés d'implantation des toilettes, mais aussi potentiellement guider le développement futur du projet (en particulier s'il s'avère que la fréquentation d'une toilette est supérieure à ce qui est anticipé.)

Nous prenons pour acquis que les toilettes émettent elles-mêmes leurs propres comptabilisations statistiques et qu'il sera intéressant pour la ville d'analyser ces données en corrélation avec, par exemple, le nombre de personnes ou de familles dans la file d'attente à un moment donné.

Note importante : plus bas, sont livrés les paramètres que nous comptons contrôler à chaque visite des toilettes. Ils ne sont livrés qu'à titre indicatif. Nous souhaitons pouvoir élaborer le formulaire de collecte de données (relevé d'inspection) de concert avec la Direction des travaux publics et serons heureux d'y inclure les éléments qu'elle jugera pertinents d'introduire.

L'intervenant superviseur aura la tâche de collecter les relevés d'inspection et de les ventiler dans un document électronique.

- Paramètres contrôlés / observations sur l'état des lieux (éléments du relevé d'inspection) :
    - Heure (arrivée et depart);
    - Nombre de personnes en attente (arrivée et départ);
    - Nombre de parents avec des enfants;
    - Ratio enfants/adultes dans la file d'attente;
    - Nombre d'utilisation irrégulières (par exemple : deux adultes entrant dans la toilette);

- Satisfaction des utilisateurs (sous forme de *spot-checks*: échelle de satisfaction avec indices allant de 1 à 10, par exemple);
- Nombre de commentaires spontanément acheminés;
- Appréciation sur la propreté du lieu à l'arrivée + niveau de poubelle à proximité;
- Comportements problématiques observés : incivilités, consommation et/ou vente de drogues à proximité, intimidation de personnes dans la file, etc.;
- Nombre de graffitis sur les toilettes / nombre de nouveaux graffitis?;
- Dégradation du mobilier urbain à proximité;

**Note sur le relevé d'inspection** : tel que nous le concevons, le relevé permettra de quantifier les paramètres décrits ci-haut et comptera aussi un espace permettant de noter les commentaires des utilisateurs. À la convenance de l'arrondissement, les relevés originaux pourront être acheminés aux travaux publics. L'outil sera élaboré de façon à limiter la composition de textes par les participants, question de 1) garder le tout très lisible (le français de nos participants étant le plus souvent approximatif) et 2) d'obtenir une constance sur l'obtention des résultats tout au long du contrat. Nous conseillerons, encore avec le souci de lisibilité, aux participants de faire directement compléter l'espace commentaire par tout utilisateur voulant donner son opinion.

**Axe 3 – Propreté**

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, par souci de professionnaliser la pratique, nous pensons que les participants ne devraient pas traîner de balais et portes-poussière. Avec des gants, ceux-ci pourront prélever les déchets apparents (gobelets de cafés, journaux, etc.), ainsi que les seringues à la traîne.

Au besoin, puisque Spectre de rue et Sac à Dos sont déjà impliqués dans les brigades de propreté, les préposés, en entrant en contact avec leur superviseur ou ceux des brigades, pourront signaler les dégats plus substantiels ou encombrants : dépôts sauvages, déjections d'humains ou animaux. De même, si les brigades des deux organismes ont achevé leurs quarts respectifs, l'intervenant-superviseur pourra aviser la coordination des effectifs d'Alphanet.

**Équipement :**

La présente offre de services prévoit un montant pour la production de t-shirts, de vestes à capuchons et ponchos imperméables en suffisance pour les effectifs. Nous devrons, comme il en va pour l'outil de collecte de données, élaborer le modèle avec la Direction des travaux publics. Les éléments suivants devront être pensés:

- Couleur des vêtements;
- Inscriptions;
- Logos pouvant être affichés.

**Formations**

De notre avis, des besoins en formation pourraient surgir au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Ce que nous préconisons ici est de rendre obligatoire aux effectifs la formation des brigadiers à la propreté de Ville-Marie (deux seront disponibles, dont l'une, qui nous apparaît opportune, essentiellement dédiée au service à la clientèle.)

En plus, Spectre de rue et Sac à Dos contacteront le Musée de l'Histoire de Montréal et l'Écomusée du fier monde pour voir quel type de ressources peut être mis à contribution pour former localement, par nos équipes d'intervention, les préposés sur les ressources disponibles dans Ville-Marie.

**Budget**

Trouvez, plus bas, une première ébauche des frais afférents à cette offre de service. Tous les nombres annoncés ont fait l'objet d'échange entre Spectre de rue et Sac à Dos et doivent être compris comme une base de discussion avec la Direction des toilettes publiques.

| | BUDGET PRÉVISIONNEL | | |
|---|---|---|---|
| | PROJET : TOILETTES PUBLIQUES | | |
| | **DÉTAILS** | **TOTAL** | **Notes :** |
| **Salaires** | **1.5 superviseur par jour** | 21 471 $ | 50 heures par semaine : 35 heures + 15 heures<br>Taux horaire à 17 $ + charges de l'employeur à 16% |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 2 quarts de travail de 5 heures - 2 préposés le jour + 2 préposés le soir<br>10 heures de présence totale par jour<br>Taux horaire à 12 $ + charges de l'employeur à 16% |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | 270 $ par mois pour 3 "walkie talkie" |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | Coût unitaire 28.62 $ avant taxes |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | Coût unitaire 9.75 $ avant taxes |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par personne | 287 $ | Coût unitaire 8.33 $ avant taxes |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | 200 billets à 2.70 $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | 3 Abonnements - 90 jours à 57 $ |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | |

Nous remercions le comité d'examen de l'attention portée au présent document et demeurons disponibles afin de répondre aux questions qu'il pourrait soulever.

Cordialement,

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur du programme TAPAJ
Spectre de rue inc.
514-528-1700, poste 227
www.spectrederue.org

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL



Et :

Richard Chrétien
Directeur Général
LE SAC à DOS
ACTION/RÉINSERTION

Ville-Marie
Montréal

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1180225001

**Nature du dossier :** Contribution financière

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Spectre de rue | 107731 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 64 224,00 $ | | | | | | **64 224,00 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 5

| | jour (si connu) | mois | année | | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de début : | 15 | mai | 2018 | Date de fin : | 14 | octobre | 2018 |

**Formulaire complété par :** Robert Bédard
Prénom, nom

Date et heure système : 27 avril 2018 13:45:16

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Qc H2L 4L8, agissant et représenté par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **SPECTRE DE RUE INC**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1280, rue Ontario Est, Montréal, Qc H2L 1R6, agissant et représentée par monsieur Gilles Beauregard, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du _____ 2018;

N° d'inscription TPS : N/A
N° d'inscription TVQ : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit à soutenir l'insertion sociale et économique des personnes en créant des passerelles de services, de collaboration et de partenariat avec le réseau communautaire et le réseau étatique**;**

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

**ATTENDU QU'EN** vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du projet de préposés aux toilettes urbaines réalisé en colaboration avec l'organisme Le Sac à Dos.

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant**;**

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Alain Dufresne, assistant directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Direction des travaux publics de l'Arrondissement de Ville-Marie

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme ;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

### 4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

### 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable,

l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la mi-octobre 2018), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil

d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-quatre milles, deux cent vingt-quatre dollars (64 224,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-deux mille cent douze dollars (32 112,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trente-deux mille cent douze dollars (32 112,00 $), au plus tard le 15 août 2018

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 octobre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1280, rue Ontario Est, Montréal, Qc H2L 1R6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19$^{e}$ étage, Montréal, Qc H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____

Me Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2018

**SPECTRE DE RUE INC.**

Par : _____

Gilles Beauregard, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le .. e jour de mai 2018 (Résolution CA ……..…….).

**ANNEXE 1**

**PROJET**

Préposés aux toilettes urbaines et à l'information - Projet collaboratif, imaginé par Spectre de rue et Le Sac à Dos. – ci-joint document de la version originale et version modifiée.

## ANNEXE 2

## NORMES DE VISIBILITÉ

### Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
### Organismes conventionnés

**OBJECTIFS**

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

**OBLIGATIONS**

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

**SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX**

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).










- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)




**OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?**

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

**Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.**

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



ACTION-RÉINSERTION

LE SAC à DOS

Modifications au dépôt initial de projet collaboratif, imaginé par Spectre de rue & Le Sac à Dos :

Préposés aux toilettes urbaines et à l'information

**Présentation des modifications**

Nous remercions l'arrondissement de Ville-Marie de la rétroaction faite sur le dépôt de projet initial. À la lumière de la discussion tenue le 23 avril, nous apportons les modifications suivantes.

Cette nouvelle version de l'offre de service présente une réduction substantielle des coûts afférents au démarrage du projet. On notera toutefois que nous n'avons pu nous résoudre à sacrifier aux besoins d'intervention du projet. Nous estimons que seul un encadrement probant des participants générera le service à la clientèle auquel Ville-Marie est en droit de s'attendre**. Il faut comprendre que ces frais sont moins des frais de supervision que d'intervention.** Pour nos organismes, c'est aussi le gage qui fera bien paraître nos participants et contribuera, tout au long du projet, à professionnaliser la pratique de nos participants.

**Résultat, deux nouveaux scénarios sont présentés.** Dans les deux cas, le nombre d'heures du projet a été diminué et la fin de saison se concentre sur les fins de semaine.

Le premier scénario, le plus économique, prévoit encore 10h de présence terrain par jour, selon l'horaire préalablement présenté (8:00 à13:00 + 15:00 à 20:00), avec une diminution de la présence terrain aprés la Fête du travail (fins de semaine seulement).

Le deuxième scénario propose **davantage de présence terrain** en début de saison (12h par jour), aussi bien pour absorber les impondérables de la nouveauté que d'assurer une présence de soir, lors de la venue des cantines mobiles d'organismes. À mi-course, les heures diminuent à 11 par jour (5h de jour, 6 de soir), sept jour sur sept jusqu'à la Fête du travail (fins de semaine seulement, à partir de ce point.)

Voici, concrètement, quelle forme cela prendrait :

Scénario 1

Période allant du 14 mai au 03 septembre (périodes de rodage + régulière = 10h/jour):

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | Au choix: 8h00-13h00 ou 10h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

Période allant du 04 au 30 septembre (fin de saison 10h/jour)

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | | | | | | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | | | | | | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

Scénario 2

Période allant du 14 mai au 15 juin (période de rodage = 12h/jour):

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 8h00-14h00 | 9h00-15h00 | 9h00-15h00 | 9h00-15h00 |
| PM | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Période allant du 16 juin au 03 septembre (période régulière = 11h/jour) :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 9h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 14h00-20h00 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Période allant du 04 au 30 septembre (fin de saison = 11h/jour) :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | | | | | | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | | | | | | 15h30-21h30 | 15h30-21h30 |

Naturellement, les horaires avancés ici sont à titre indicatif et pourraient faire l'objet de nouvelles discussions. Concrètement, toutefois, cela reflètent exactement comment le cadre financier en deux scénarios s'exprime. Le voici :

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **BUDGET PRÉVISIONNEL** | | | | | | |
| | **PROJET : TOILETTES PUBLIQUES** | | Changement : diminution du nombre de jours de projet | | | | |
| | | | **SCÉNARIO 1** | | | | |
| | **DÉTAILS** | **PROPOSITION INITIALE** | **Période RODAGE 14 mai au 15 juin Scénario - 10 heures par jour** | **Période RÉGULIÈRE 16 juin à la Fête du travail - 3 septembre Scénario - 10 heures par jour** | **Période RETRAIT 4 au 30 septembre Scénario - Fin de semaine seulement - 10 heures par jour** | **TOTAL SCÉNARIO 1** | **Différence avec la proposition initiale** |
| **Salaires** | **1.5 intervenant-terrain/superviseur par jour** | 21 470.70 $ | 4 210 $ | 11 227 $ | 1 516 $ | 16 952 $ | (4 519) $ |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 8 321 $ | 22 189 $ | 2 140 $ | 32 649 $ | (9 787) $ |
| | | | | | | | - $ |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | | | | 1 350 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | | | | 987 $ | - $ |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | | | | 1 009 $ | - $ |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par pers | 287 $ | | | | 287 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | | | | 540 $ | - $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | | | | 513 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | | | | **54 288 $** | **(14 306) $** |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | | | | 5 429 $ | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | | | | **5 429 $** | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | | | | **59 717 $** | **(15 736) $** |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **BUDGET PRÉVISIONNEL** | | Maintien : Diminution du nombre d'heures total du projet | | | | |
| | **PROJET : TOILETTES PUBLIQUES** | | Changement : rodage - 6 heures par jour x2 Puis 5 heures le jour et maintien 6 heures le soir - horaire variable | | | | |
| | | | **SCÉNARIO 2** | | | | |
| | **DÉTAILS** | **PROPOSITION INITIALE** | **Période RODAGE 14 mai au 15 juin Scénario - 12 heures par jour** | **Période RÉGULIÈRE 16 juin à la Fête du travail - 3 septembre Scénario - 11 heures par jour** | **Période RETRAIT 4 au 30 septembre Scénario - Fin de semaine seulement - 11 heures par jour** | **TOTAL SCÉNARIO 2** | **Différence avec la proposition initiale** |
| **Salaires** | **1.5 intervenant-terrain/superviseur par jour** | 21 470.70 $ | 4 210 $ | 11 227 $ | 1 516 $ | 16 952 $ | (4 519) $ |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 9 985 $ | 24 408 $ | 2 354 $ | 36 746 $ | (5 690) $ |
| | | | | | | | - $ |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | | | | 1 350 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | | | | 987 $ | - $ |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | | | | 1 009 $ | - $ |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par pers | 287 $ | | | | 287 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | | | | 540 $ | - $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | | | | 513 $ | - $ |
| | | | | | | - $ | - $ |
| | | | | | | | |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | | | | **58 385 $** | **(10 209) $** |
| | | | | | | | |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | | | | 5 839 $ | |
| | | | | | | | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | | | | **5 839 $** | |
| | | | | | | | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | | | | **64 224 $** | **(11 229) $** |

Au risque de nous répéter, nous voulons redire que le rôle de l'intervenant-superviseur est crucial pour la conduction du mandat. L'accompagnement sur le terrain sera primordial dans les premiers temps de l'opération pour professionnaliser la pratique et empêcher toute forme de débordements fâcheux.

La pratique passée du travail avec nos participants (particulièrement dans le travail de nos brigades de propreté) nous a appris que ceux-ci peuvent se montrer excellents travailleurs, mais, que pour y arriver, l'encadrement doit être constant et que le travail d'intervention doit s'effectuer en amont des difficultés qu'ils peuvent vivre, sous forme préventive, donc.

Ainsi, les responsabilités du ou des employés affecté(s) à ce poste devraient se comprendre selon trois axes majeurs :

- Axe 1 : intervention;
- Axe 2 : supervision;
- Axe 3 : élaboration du cadre logistique et comptabilisation statistique.

Nous ne souhaitons pas redire ce que nous avons déjà dit, ce pourquoi nous vous enjoignons à nous contacter pour le cas où plus de précisions seraient nécessaires.

Nous vous remercions de l'attention portée au présent document.

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



ACTION-RÉINSERTION

LE SAC à DOS

Dépôt de projet collaboratif, imaginé par Spectre de rue & Le Sac à Dos :

Préposés aux toilettes urbaines et à l'information

**Remerciements**

Spectre de rue et Le Sac à Dos veulent d'entrée de jeu remercier les personnes qui se chargeront de faire l'examen de la présente offre de services. À la lumière du devis qui nous a été présenté, nous soumettons ici les grandes lignes du cadre que nous souhaitons mettre sur pied communément avec la Ville de Montréal. Il s'agit d'un premier jet et, conséquemment, nous retravaillerons cette offre de concert avec l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'à ce qu'elle nous satisfasse tous.

Le Sac à Dos et Spectre de rue réitèrent leur volonté de travailler en partenariat, équitablement, afin d'offrir une prestation d'ensemble efficace et de faire bénéficier à leurs clientèles respectives des retombées positives du projet.

**Remarques préalables**

À la lumière des éléments inclus dans le devis de service produit par la Direction des travaux publics, nous avons établi les bases de ce projet de façon à procurer à l'arrondissement de Ville-Marie des yeux et des oreilles sur le terrain dans la meilleure mesure, c'est-à-dire, en assurant une présence terrain qui couvre un **maximum d'heures par jour, 7 jours sur 7, pour une période s'échelonnant de mai à octobre 2018.**

Par ailleurs, conscients de la nature sensible du projet des toilettes publiques, le projet a été orienté de façon à procurer à l'arrondissement de Ville-Marie un maximum de renseignements découlant de l'implantation de celles-ci. C'est avec ce souci que nous émettons déjà le souhait de rencontrer fréquemment le personnel de la ville impliqué dans le projet, échanger afin de peaufiner le plus souvent possible l'outil de collecte de données.

Aussi, comme vous le verrez, le projet est fait de telle sorte que deux participants soient ensemble en permanence, ceci pour des raisons d'ordres pratique et de sécurité. Nous considérons qu'un projet mettant en présence des participants issus de programmes en économie sociale avec les utilisateurs des toilettes peut occasionner son lot de situations stressantes ou critiques, notamment lorsqu'il s'agira de référer des personnes vers les ressources les plus appropriées, de faire face à l'insatisfaction d'utilisateurs avec tact, d'observer et rapporter des situations irrégulières (utilisation des toilettes à des fins de trafic de drogue, de prostitution, etc.) et de renseigner au mieux la clientèle. En somme, le projet part du principe que deux têtes valent mieux qu'une!

Enfin, nous désirons exprimer brièvement la réalité des participants qui seront choisis pour remplir le mandat. Ce sont des personnes dont les difficultés du parcours de vie ne seront pas venue à bout de leur résilience et qui ont à coeur d'aller de l'avant dans un processus d'insertion sociale et professionnelle. Ce sont des gens qui ont stabilisé des pans problématiques de leur existence, mais pour qui la rechute est toujours possible, à un degré ou à un autre. Considérant que la mise en rapport de nos participants avec les utilisateurs des toilettes doit en être un de service à la clientèle, nous en appelons à l'avance à la compréhension de l'arrondissement de Ville-Marie : les personnes qui se désisteront de leur poste de préposé en raison de difficultés personnelles ne seront remplacées que par des personnes aptes à occuper le poste. Advenant un désistement, le superviseur assurera la présence terrain dans l'intervalle de remplacement.

**Déroulement général**

Le cadre qui est ici présenté met en présence des équipes sur le terrain 10h par jour. En accord avec ce que le devis exige, nous nous assurerons d'avoir le matin, en semaine, des effectifs dans les premières heures d'activités économiques, de façon à identifier les sources pouvant potentiellement empêcher la reprise normale des opérations. Ces effectifs demeureront en poste de 8h00 à 13h00. Durant cette période de 5 heures, les préposés passeront en moyenne de 30 à 40 minutes par emplacement (temps restant après les déplacements et le temps de pause). Les préposés auront à assurer la propreté générale des lieux (ramassage des déchets très apparents), à compléter le relevé d'inspection et à demeurer sur place, visibles, afin de répondre aux interrogations et commentaires des usagers (lesquels seront aussi compilés).

En soirée, la semaine, selon le même modèle, une équipe de deux personnes effectuera des rondes de 15h à 20h.

En tout temps, pendant leurs quarts de travail, les préposés pourront compter sur l'assistance de leur superviseur (intervenant). Notamment, les préposés disposeront de radios-émetteurs à longue portée qui leur permettront de recourir à une assistance immédiate pour répondre aux questions des utilisateurs; d'obtenir une marche à suivre dans une situation qui dépassera leurs connaissances ou compétences; de valider leur jugement dans une situation donnée, etc. Mais de façon primordiale, l'intervenant-superviseur aura (tout spécialement dans les premières semaines) un rôle de mentor, de formateur et d'accompagnateur auprès des préposés.

La fin de semaine, puisque nous anticipons sur une utilisation plus forte des toilettes dans la journée, particulièrement lors des vacances scolaires, nous pensons pertinent de mettre sur pied le même nombre d'équipes de travail (2 par jour), mais tenir le premier quart pour les deux premières entre 10h et 15h (tranche de prédilection, dans la journée, pour la tenue d'activités familiales).

Le deuxième quart, en accord avec les représentants des travaux publics de Ville-Marie, pourra se tenir de 15h à 20h, ou de 16h à 21h. Pour le bénéfice de nos participants, nous croyons qu'il vaut mieux ne pas les faire travailler après 21h, car, à partir de ce moment, les risques sont grands pour eux d'être mis en présence de personnes qui leur seront potentiellement problématiques (anciennes fréquentations liées à un mode de vie de consommation de drogues, amis intoxiqués, vendeurs de drogue, etc.)

Horaire :

| | Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AM | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | 8h00-13h00 | Au choix: 8h00-13h00 ou 10h00-15h00 | 10h00-15h00 | 10h00-15h00 |
| PM | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | 15h00-20h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 | Au choix : 15h00-20h00 ou 16h00-21h00 |

**Échéancier** : le projet prévoit s'échelonner sur un peu plus de 21 semaines, à compter de la première journée d'opération, jusqu'à la mi-octobre. Très exactement, les dates du projets sont : du 17 mai au 13 octobre 2018.

**Rôle de l'intervenant-superviseur**

Cet emploi conviendra parfaitement à des étudiants dans un domaine d'intervention (toxicomanie, éducation spécialisée, criminologie, travail social, etc.). Le mandat, globalement, devra être compris selon les deux axes suivants:

1) Supervision, intervention et formation auprès des participants des deux organismes;
2) Élaboration en continu du cadre logistique des opérations.

**Axe 1 – supervision**

Les participants qui prendront part à ce projet seront sélectionnés en fonction de leurs capacités à honorer un mandat qui, somme toute, nécessite beaucoup plus de tact qu'en prenant simplement part aux opérations d'une brigade de propreté, par exemple. En effet, la nature même des opérations exige que ceux-ci aient un bon sens du jugement et un fort niveau de débrouillardise. Il arrivera tout de même des situations pour lesquelles ils ne se sentiront pas nécessairement outillés et ce, peu importe la quantité de formation reçue.

Ne pas se sentir suffisamment préparé est une chose; mais se sentir dépassé par les événements en est une autre. C'est là que réside le grand défi de nos intervenants-superviseurs : ceux-ci doivent travailler à prévenir les situations lors desquelles nos participants pourraient se sentir impuissants à remplir leur rôle. Aussi, les intervenants choisis passeront la plupart de leur temps, dans les premières semaines du contrat, avec les participants sur le terrain. Ils apprendront à les connaître, aussi bien à leur contact qu'en participant aux réunions d'équipes et en consultant les outils de suivi. Dans les deux organismes, ils bénéficieront du support des équipes d'intervention actuelle.

Sur le terrain, l'accompagnement des participants aboutira ultimement en un coaching: ceux qui auront de la difficulté à entrer en contact avec les utilisateurs des toilettes pourront se faire montrer des façons de briser la glace; ceux qui auront de la difficulté à connaître leur dossier d'information sur le bout des doigts pourront se faire enseigner des techniques de mémorisation, etc. **Bref, les intervenants du projet devront se montrer créatifs et prompts à rechercher les meilleures pratiques disponibles.**

**Axe 2 – élaboration du cadre logistique**

Pour les intervenants, une portion significative du temps qui ne sera pas employé à l'accompagnement des participants sur le terrain ou dans les démarches de perfectionnement sera dévolu à l'observation du travail des participants, à la validation de leurs rapports, mais aussi au développement du cadre ci-exposé, par exemple en bonifiant l'outil (rapport) d'observation qui devra être rempli à chaque visite de toilette.

Améliorer le cadre logistique signifiera aussi que les intervenants devront faire des rapports à leurs supérieurs immédiats et aux équipes d'intervention (minimalement, de façon hebdomadaire). En plus des rapports, ils devront acheminer leurs recommandations à leurs supérieurs et maintenir un contact collaboratif avec la Direction des travaux publics de Ville-Marie.

Tâches :

- Assigner les participants aux routes de travail (horaires);
- Encadrer le travail des participants;
- Assister à distance ou en personne les participants;
- Rechercher et mettre en place les meilleures pratiques;

- Identifier les besoins en formation des préposés;
- Offrir un coaching individualisé aux participants, selon des besoins identifiés;
- Pourvoir les participants de leur matériel de travail (équipement, uniformes, titres de transport et outils);
- Rendre compte des avancées des participants auprès des équipes d'intervention des deux organismes;
- Rendre compte du déroulement du contrat aux instances décisionnelles des deux organismes;
- Participer à des rencontres de coordination mettant en présence les représentants de la Direction des travaux publics et ceux de la compagnie désignée pour faire l'entretien des toilettes;à
- Développer continuellement l'outil de collecte de données;
- Contrôler, par tous les moyens jugés pertinents, la bonne conduction du mandat;
- Comptabiliser et acheminer à la Direction des travaux publics les données recueillies par les participants;
- Régulièrement contrôler la situation sur le terrain (satisfaction de la clientèle, détecter de nouveaux paramètres quantifiables, etc.).

**Note** : 50 heures en travail d'intervention hebdomadaire sont prévues par le projet. La répartition de ces heures, suivant les aléas du recrutement, pourrait s'effectuer entre deux ou trois intervenants.

**Rôle du préposé**

Nous avons rangé sous trois volets majeurs le travail des préposés (voir plus bas). Essentiellement, toutefois, le mandat tire son importance du travail de liaison avec les riverains, commerçants, travailleurs et touristes utilisateurs des toilettes publiques. Tel que nous l'envisageons, le travail du préposé ne sera pas simplement de se rendre disponible pour répondre aux questions et doléances des utilisateurs, mais aussi d'agir de façon proactive en allant à la rencontre de ces derniers, notamment pour les sonder sur leur satisfaction ou susciter leur réflexion sur des améliorations possibles.

Ainsi, le préposé devra être facilement repérable (port de pièces d'équipement et de vêtements identifiés) et ne pas être confondu avec des préposés à la propreté. C'est pourquoi nous préconisons que les préposés ne soient pas équipés de balais et portes-poussière. Nous pensons qu'il vaut mieux qu'ils aient dans leur trousse des gants en polymère et des sacs à déchets permettant l'enlèvement rapide des déchets apparents.

Parlant de la trousse : celle-ci sera l'équipement de base du préposé. Elle pourrait prendre la forme d'un sac-à-dos. Dans l'idéal, la trousse comprendra:

- une documentation de référence plastifiée, destinée à répondre aux questions techniques sur les toilettes publiques (informations pouvant être données : historique de développement du projet, coûts, aménagements futurs, etc.) et aussi à orienter les utilisateurs dans Ville-Marie (institutions, commerces & hôtels, musées, ressources communautaires, Bureau Accès Montréal, etc.);
- de la documentation sur les programmes de Spectre de rue et de Sac à Dos;
- des dépliants promotionnels au sujet des toilettes publiques (si l'arrondissement juge pertinent d'en produire);

- une trousse de premiers soins;
- un kit de ramassage de seringues à la traîne (pinces + bac de récupération);
- un poncho imperméable;
- des gants en polymère et sacs de poubelle;
- des rapports d'inspection vierges.

Voici le détail des tâches à effectuer, selon les 3 axes que nous avons déterminés:

1) Service à la clientèle;
2) Observation terrain;
3) Propreté.

**Axe 1 – Service à la clientèle** :

- Aller à la rencontre d'utilisateurs (sondage express, prise en note de commentaires);
- Répondre aux questions des utilisateurs (historique et développement anticipé du projet, détail des procédures automatisées de la toilette);
- Encourager l'utilisation responsable des toilettes;
- Référer les utilisateurs vers les ressources appropriées (aussi bien Ville de Mtl, au besoin, que commerces, institutions, etc.);
- Intervenir par liaison radio, en cas d'urgence, afin de faire appeler les premiers répondants;

**Axe 2 – Observation terrain :**

Il s'agit ici du volet qui, à longue échéance, pourrait s'avérer le plus profitable pour l'arrondissement de Ville-Marie. Nous suggérons en effet de procéder à une cueillette d'informations importantes, en continu, qui pourront non seulement renseigner la Direction des travaux publics sur les difficultés d'implantation des toilettes, mais aussi potentiellement guider le développement futur du projet (en particulier s'il s'avère que la fréquentation d'une toilette est supérieure à ce qui est anticipé.)

Nous prenons pour acquis que les toilettes émettent elles-mêmes leurs propres comptabilisations statistiques et qu'il sera intéressant pour la ville d'analyser ces données en corrélation avec, par exemple, le nombre de personnes ou de familles dans la file d'attente à un moment donné.

Note importante : plus bas, sont livrés les paramètres que nous comptons contrôler à chaque visite des toilettes. Ils ne sont livrés qu'à titre indicatif. Nous souhaitons pouvoir élaborer le formulaire de collecte de données (relevé d'inspection) de concert avec la Direction des travaux publics et serons heureux d'y inclure les éléments qu'elle jugera pertinents d'introduire.

L'intervenant superviseur aura la tâche de collecter les relevés d'inspection et de les ventiler dans un document électronique.

- Paramètres contrôlés / observations sur l'état des lieux (éléments du relevé d'inspection) :
    - Heure (arrivée et depart);
    - Nombre de personnes en attente (arrivée et départ);
    - Nombre de parents avec des enfants;
    - Ratio enfants/adultes dans la file d'attente;
    - Nombre d'utilisation irrégulières (par exemple : deux adultes entrant dans la toilette);

- Satisfaction des utilisateurs (sous forme de *spot-checks*: échelle de satisfaction avec indices allant de 1 à 10, par exemple);
- Nombre de commentaires spontanément acheminés;
- Appréciation sur la propreté du lieu à l'arrivée + niveau de poubelle à proximité;
- Comportements problématiques observés : incivilités, consommation et/ou vente de drogues à proximité, intimidation de personnes dans la file, etc.;
- Nombre de graffitis sur les toilettes / nombre de nouveaux graffitis?;
- Dégradation du mobilier urbain à proximité;

**Note sur le relevé d'inspection** : tel que nous le concevons, le relevé permettra de quantifier les paramètres décrits ci-haut et comptera aussi un espace permettant de noter les commentaires des utilisateurs. À la convenance de l'arrondissement, les relevés originaux pourront être acheminés aux travaux publics. L'outil sera élaboré de façon à limiter la composition de textes par les participants, question de 1) garder le tout très lisible (le français de nos participants étant le plus souvent approximatif) et 2) d'obtenir une constance sur l'obtention des résultats tout au long du contrat. Nous conseillerons, encore avec le souci de lisibilité, aux participants de faire directement compléter l'espace commentaire par tout utilisateur voulant donner son opinion.

**Axe 3 – Propreté**

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, par souci de professionnaliser la pratique, nous pensons que les participants ne devraient pas traîner de balais et portes-poussière. Avec des gants, ceux-ci pourront prélever les déchets apparents (gobelets de cafés, journaux, etc.), ainsi que les seringues à la traîne.

Au besoin, puisque Spectre de rue et Sac à Dos sont déjà impliqués dans les brigades de propreté, les préposés, en entrant en contact avec leur superviseur ou ceux des brigades, pourront signaler les dégats plus substantiels ou encombrants : dépôts sauvages, déjections d'humains ou animaux. De même, si les brigades des deux organismes ont achevé leurs quarts respectifs, l'intervenant-superviseur pourra aviser la coordination des effectifs d'Alphanet.

**Équipement :**

La présente offre de services prévoit un montant pour la production de t-shirts, de vestes à capuchons et ponchos imperméables en suffisance pour les effectifs. Nous devrons, comme il en va pour l'outil de collecte de données, élaborer le modèle avec la Direction des travaux publics. Les éléments suivants devront être pensés:

- Couleur des vêtements;
- Inscriptions;
- Logos pouvant être affichés.

## Formations

De notre avis, des besoins en formation pourraient surgir au fur et à mesure de l'avancée des travaux. Ce que nous préconisons ici est de rendre obligatoire aux effectifs la formation des brigadiers à la propreté de Ville-Marie (deux seront disponibles, dont l'une, qui nous apparaît opportune, essentiellement dédiée au service à la clientèle.)

En plus, Spectre de rue et Sac à Dos contacteront le Musée de l'Histoire de Montréal et l'Écomusée du fier monde pour voir quel type de ressources peut être mis à contribution pour former localement, par nos équipes d'intervention, les préposés sur les ressources disponibles dans Ville-Marie.

## Budget

Trouvez, plus bas, une première ébauche des frais afférents à cette offre de service. Tous les nombres annoncés ont fait l'objet d'échange entre Spectre de rue et Sac à Dos et doivent être compris comme une base de discussion avec la Direction des toilettes publiques.

| | BUDGET PRÉVISIONNEL | | |
|---|---|---|---|
| | PROJET : TOILETTES PUBLIQUES | | |
| | **DÉTAILS** | **TOTAL** | **Notes :** |
| **Salaires** | **1.5 superviseur par jour** | 21 471 $ | 50 heures par semaine : 35 heures + 15 heures<br>Taux horaire à 17 $ + charges de l'employeur à 16% |
| | **4 préposés par jour** | 42 436 $ | 2 quarts de travail de 5 heures - 2 préposés le jour + 2 préposés le soir<br>10 heures de présence totale par jour<br>Taux horaire à 12 $ + charges de l'employeur à 16% |
| **Communication** | 3 "Walkie-Talkie" | 1 350 $ | 270 $ par mois pour 3 "walkie talkie" |
| **Vêtements distinctifs** | Vêtements : Hoodie - 1 par personne | 987 $ | Coût unitaire 28.62 $ avant taxes |
| | Vêtements : Tshirt - 3 par personne | 1 009 $ | Coût unitaire 9.75 $ avant taxes |
| | Vêtements : Poncho Imperméable - 1 par personne | 287 $ | Coût unitaire 8.33 $ avant taxes |
| **Déplacements** | Billets d'autobus | 540 $ | 200 billets à 2.70 $ |
| | Abonnement Bixi | 513 $ | 3 Abonnements - 90 jours à 57 $ |
| | **SOUS-TOTAL PROJET** | **68 594 $** | |
| | FRAIS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | 6 859 $ | |
| | **SOUS-TOTAL GESTION ET ADMINISTRATION** | **6 859 $** | |
| | **TOTAL PROJET** | **75 453 $** | |

Nous remercions le comité d'examen de l'attention portée au présent document et demeurons disponibles afin de répondre aux questions qu'il pourrait soulever.

Cordialement,

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur du programme TAPAJ
Spectre de rue inc.
514-528-1700, poste 227
www.spectrederue.org

TAPAJ
SPECTRE DE RUE
MONTRÉAL



Et :

Richard Chrétien
Directeur Général
LE SAC à DOS
ACTION/RÉINSERTION

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1180225001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

*" D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage soit les 5 premiers mois de la mise en service.*

*D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 64 224 $."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 64 224,00 $

| | Années antérieures | 2018 |
|---|---|---|
| Montant | | 64 224,00 $ |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Taxes non applicables)

Montant: 64 224,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0010000 | 306100 | 01819 | 66501 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 64 224,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306112 | 03101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 548508
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Ghizlane Koulila**

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2018-04-27**

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



**Montréal, le 19 décembre 2018**

**Objet :** demande de remboursement des frais liés au projet des toilettes publiques

Compétence de Mme Manon Ouellet
Contremaître
Section de l'entretien des bâtiments et de
l'enlèvement des graffitis
Arrondissement de Ville-Marie
Travaux publics

Mme Ouellet,

Par la présente, après examen de votre part des justificatifs des dépenses encourues dans le cadre du projet des préposés à l'accueil aux toilettes publiques, je vous soumets, au nom de Spectre de rue et du Sac-à-Dos, une demande de remboursement d'un montant total de 61 825,75$.

Je vous remercie encore infiniment du souci et du temps que vous avez mis dans la conduite de ce dossier.

Je vous souhaite un très agréable temps des fêtes.

Très cordialement,

Jean-Denis Mahoney
Coordonnateur du programme TAPAJ et du travail de milieu
514.528.1700, poste 227

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

ADDENDUM

# Modification à la convention

## CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **SPECTRE DE RUE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 1280 rue Ontario Est, Montréal (Québec) H1V 1X6 agissant et représentée par Madame Stéphanie Taillon, directrice générale, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue par une séance virtuelle le 22 janvier 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) :

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA18 240240 du 8 mai 2018 comme suit:

en remplaçant l'article 5 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

**ARTICLE 5**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**3.1** Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de soixante et un mille huit cent vingt-cinq dollars et soixante-quinze cents ***(61 825,75 $)***, pour permettre aux participants de transmettre les informations pertinentes sur le fonctionnement

des nouvelles toilettes intelligentes et prendre les commentaires des utilisateurs.

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

**3.1.1** dans les trente jours de la conclusion de l'entente écrite de la Ville avec l'organisme, la Ville versera à l'organisme un premier montant de trente deux mille cent douze dollars (32 112 $) ;

**3.1.2** conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme, tel que stipuler à l'article 4.2, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville en 2017, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième montant de vingt neuf mille sept cent treize dollars et soixante-quinze cents (29 713,75 $) ;

**3.1.3** l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

**3.2** Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

**SPECTRE DE RUE**

Par : _____ Date : _____
Madame Stéphanie Taillon
Directrice générale

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe addenda au sommaire décisionnel **1180225001,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le 12 février **2019.**

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1180225001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

  *D'approuver la modification de la résolution CA18 240240 afin de liquider la somme de 2 398,25 $, soit le montant non utilisé à contribution accordée à Spectre de rue dans le programme des toilettes urbaines*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 61 825,75 $

| | Années antérieures | 2018 |
|---|---|---|
| Montant | | 61 825,75 $ |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Taxes non applicables)

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 61 825,75 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306112 | 03101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Le bon de commande no 1273902, dont le solde est de 2 398,25 $, sera liquidé.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-01-30**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.10

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1198220001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49$, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 – 5 soumissionnaires) |

**Accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum Inc. pour le Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires)**
Affecter 354 452,49$ des surplus de l'arrondissement.

D'autoriser une dépense maximale de **388 171,69** $ pour **le Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles**;

D'accorder, à cette fin, un contrat à **Construction Momentum Inc.**, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 323 476,41$, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 64 695,28$;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 11:39

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1198220001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49$, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 – 5 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La mise en valeur du Quartier des spectacles est l'un des chantiers prioritaires de la Ville. Les travaux d'aménagement et de réaménagement sont réalisés en quatre grandes phases, lesquelles ont été subdivisées en plusieurs sous-phases : 1A, 1B et 1C pour la place des Festivals et les rues Jeanne-Mance, Mayor et Balmoral, 2A et 2B pour la création des places publiques Le Parterre et la promenade des Artistes ainsi que le réaménagement du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue du Président-Kennedy; 3A et 3B pour le réaménagement de la rue Sainte-Catherine et enfin, 4A et 4B pour le réaménagement des rues Saint-Urbain et Clark et pour l'aménagement de l'esplanade Clark.
Le présent sommaire concerne des travaux à réaliser sur les joints des dalles de granite ainsi que sur les dalle elle-même de la place des Festivals (phase 1A).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Le présent projet consiste à corriger l'état des surfaces de certains secteur de la Place des Festival. Les travaux consisteront à faire du rejointoiement, du remplacement et du repositionnement de certaines dalles de granite.

### JUSTIFICATION

Depuis prêt de 10 ans, la Place des Festivals est utilisée de façon intensive, hivers comme été et autant par les piétons que par des promoteurs d'événements utilisant des équipements relativement lourds. Les surfaces sont donc grandement sollicitées et exposées aux intempéries. De plus, les jets de la portion centrale de la fontaine sont très puissants et viennent ajouter à l'usure des surfaces de la Place des Festivals. Ce projet se veut donc un projet d'entretien des surface suite à un usure normal en regard de l'utilisation,
Suite à l'appel d'offre public VMP-19-001, nous avons reçu trois (5) soumissions tous conformes.

| SOUMISSIONS CONFORMES | COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES) | CONTINGENCES (20%) (TAXES INCLUSES) | TOTAL (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| Construction Momentum Inc. | 323 476 $ | 64 695 $ | 388 172 $ |
| Maçonnerie Rainville et Frères Inc. | 342 000 $ | 68 400 $ | 410 400 $ |
| Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc. | 408 541 $ | 81 708 $ | 490 249 $ |
| Les entreprises Ventec Inc. | 493 357 $ | 98 671 $ | 592 028 $ |
| Ramcor Construction Inc. | 499 542 $ | 99 908 $ | 599 451 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 303 074 $ | 60 615 $ | 363 689 $ |
| Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) | | | 496 059,94 $ |
| Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) | | | 27,79% |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) | | | 211 279 $ |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) | | | 54,43% |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | 24 483 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | 6,73% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) | | | 22 228 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | | | 5,73% |

Explication de l'écart entre l'estimation et la soumission basse conforme:
- Dans notre dernière estimation des coûts, l'entretien prolongé était en prix séparé exclus, mais nous l'avons finalement inclus au coût des soumission lors du lancement de l'appel d'offre. Le montant de l'entretien prolongé de Construction Momentum Inc. est de 26 076,33$ si on inclus les taxes et les contingences de 20%.
- Dans notre dernière estimation des coûts, il a était prévu des contingences de 10% au lieu de 20%.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

N/A

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La Place des Festivals est très achalandé du 15 mai au 15 octobre, les travaux sont donc prévu en dehors de cette période d'événements.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

N/A

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat par le CA: 6 février 2019
Début de début du projet: à partir du 13 février 2019, selon les conditions météorologiques
Date de fin du projet: 31 décembre 2019

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Domenico ZAMBITO, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christian C MIRON
ingenieur(e)

**Tél :** 514-868-5825
**Télécop. :** 514-868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

**Tél :** 514-872-5793
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**PIÈCES JOINTES AU DOSSIER**

**Dossier # : 1198220001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49$, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 – 5 soumissionnaires) |



01 - VMP-19-001_Ventilation sommaire.pdf



02 - VMP-19-001_Analyse de conformite_signée.pdf



03-VMP-19-001_Aspect financier.pdf



04-VMP-19-001_PV Ouverture.pdf



05-VMP-19-001_Soumission Construction Momentum Inc - Section A.pdf

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christian C MIRON
ingenieur(e)

**Tél :** 514-868-5825
**Télécop. :** 514-868-3293

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1198220001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49$, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 – 5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1198220001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-01

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Soumission VMP-19-001**

**Projet:**
***Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles***

| | | | TPS | TVQ | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Calcul du coût des travaux** | | | **5,0%** | **9,975%** | **Total** |
| **Contrat** | | | | | |
| Montant travaux | | 281 345,00 $ | 14 067,25 $ | 28 064,16 $ | 323 476,41 $ |
| Montant contingences | 20% | 56 269,00 $ | 2 813,45 $ | 5 612,83 $ | 64 695,28 $ |
| **Total - Contrat** | | **337 614,00 $** | **16 880,70 $** | **33 676,99 $** | **388 171,69 $** |
| **Dépenses incidentes** | | | | | |
| Générales | | 0,00 $ | | | |
| Spécifiques | | 0,00 $ | | | |
| **Coût des travaux (montant brut à autoriser)** | | **337 614,00 $** | **16 880,70 $** | **33 676,99 $** | **388 171,69 $** |
| **Calcul du coût après la ristourne** | | | | | |
| Ristourne TPS 100% du 5% | | | 16 880,70 $ | | 16 880,70 $ |
| Ristourne TVQ 50% du 9,975% | | | | 16 838,49 $ | 16 838,49 $ |
| **Coût net des travaux après ristourne** | | | | | **354 452,49 $** |

# Analyse d'admissibilité et de conformité de soumission

## DESCRIPTIONS DES SECTIONS DE L'ANALYSE DE CONFORMITÉ

| | |
|---|---|
| **RÉFÉRENCE** | |
| Guide et IAS | Les numéros indiqués dans ces colonnes font référence aux articles du guide d'élaboration d'appels d'offres publics et de gestion contractuelle (le Guide), ainsi que des instructions aux soumissionnaires (IAS). Ils décrivent de façon détaillée l'exigence de l'élément en question. |
| **ÉLÉMENT À VÉRIFIER** | |
| Questions | Chaque élément doit être vérifié afin de déterminer si l'exigence est rencontrée. Pour ce faire, des questions spécifiques ont été rédigées afin de vous guider dans l'analyse. Pour plus d'information, veuillez consulter les documents de référence. |
| **CONSTAT** | |
| Oui, non, sans objet | Pour chaque question d'un élément, un constat est posé selon la réponse donnée : oui, non ou sans objet. |
| **STATUT INTÉRIMAIRE** | |
| Défaut mineur : | Lorsqu'une exigence n'est pas rencontrée, seulement dans certains cas précis et identifiées dans les IAS, l'élément peut être considéré en défaut mineur. Les éléments pour lesquels il n'est pas possible de cocher « défaut mineur » dans le formulaire, sont ceux qui prévoient un rejet automatique en cas de défaut. |
| Demande de remédier au défaut : | Lorsqu'un défaut mineur est identifié, la Ville peut demander au soumissionnaire de remédier à ce défaut. Dans certains cas d'exception, la Ville peut déclarer l'élément admissible/conforme sans demande de correction auprès du soumissionnaire. |
| Réponse avant : (date et heure) | Lorsqu'une demande de remédier à un défaut est transmise à un soumissionnaire, il est recommandé d'exiger un délai de réponse de 5 jours ouvrables. Un délai différent peut être exigé selon la situation. La lettre de la demande doit indiquer la date et l'heure de réponse et stipuler que tout manquement entrainera le rejet de sa soumission. |
| Réponse satisfaisante reçue : | Lorsqu'une demande de remédier à un défaut a été transmise à un soumissionnaire et que celui-ci donne une réponse jugée satisfaisante dans le délai imparti, l'élément est reconnu admissible/conforme. |
| Avis juridique : | Un avis juridique peut être demandé pour s'assurer de répondre de façon éclairée à une situation particulière qui se présente. Il faut préalablement avoir rapporté la situation à votre gestionnaire et avoir son consentement pour faire la demande au Service des affaires juridiques. La date de la demande doit être inscrite dans cette section. |
| **REMARQUE** | |
| Précisions | Lorsqu'un défaut mineur, une demande d'avis juridique, ou qu'une non admissibilité/non-conformité est identifiée, une remarque explicative est nécessaire. |
| **DÉCISION FINALE** | |
| Non admissible / non conforme : | Lorsqu'un élément ne répond pas à l'exigence, il est trouvé non admissible ou non conforme et la soumission est rejetée. |
| Admissible / conforme : | Lorsqu'un élément répond en tout point à l'exigence, il est trouvé admissible ou conforme. |

CM

Montréal

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

| | |
|---|---|
| **Numéro d'AO :** | 1227058 |
| **Titre d'AO :** | Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles |
| **Projet :** | Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles |
| **Date d'ouverture :** | 28-janv-19 |
| **Heure d'ouverture :** | 11h00 |

**ADJUDICATAIRE**

**No. soumission :**

**Nom de l'entrepreneur :** Construction Momentum Inc.

**Nom de l'entrepreneur :**

**Nombre de soumissions déposées :** 5

NOTE : le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

| Rang | Soumissionnaire | Prix soumis $ | Statut intérimaire | Statut final | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Construction Momentum Inc. | 323 476 | Conforme | CONFORME | |
| 2 | Maçonnerie Rainville et Frères Inc. | 342 000 | Conforme | CONFORME | |
| 3 | Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc. | 408 541 | Conforme | CONFORME | |
| 4 | Les Entreprises Ventec | 493 357 | Conforme | CONFORME | |
| 5 | Ramcor Construction Inc. | 499 542 | Conforme | CONFORME | |
| 6 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |
| 7 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |
| 8 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |
| 9 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |
| 10 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |

**COMMENTAIRES**

**ANALYSE DES DOCUMENTS DE SOUMISSION**

**Analyse faite par :** Christian Miron

**Vérifié par :**

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

**TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :**
Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

**No D'APPEL D'OFFRES :**
VMP-19-001

**PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):**
323 476,41 $

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE :**
Construction Momentum Inc.

**No SEAO :**
1227058

**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :**
5

Christian Miron, ingénieur
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2019/02/01
(Date signature)

**No GDD D'OCTROI :**
1198220001

(Signature du responsable de la conformité)

**RÉSULTAT FINAL :** CONFORME
(Conforme ou non conforme)

| # | RÉF. GUIDE | RÉF. IAS | ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS | CONSTAT OUI | CONSTAT NON | CONSTAT SANS OBJET | STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme | DÉCISION FINALE – Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **ADMISSIBILITE DU SOUMISSIONNAIRE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2.2.2.1 | 2.5.6 | **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 2 | 2.2.2.2 | 2.11.1 | **Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Passez au point 4. | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si non, passez au point 3 suivant. | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2.2.2.3 | 2.11.2 | **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) | ☐ | ☑ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 4 | 2.2.2.4 | 2.11.4 | **Attestation de Revenu Québec (RQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si non, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 5 | 2.2.2.5 | 2.11.3 | **Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? | ☑ | ☐ | | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 6 | 2.2.2.6 | 2.12 | **Registre des firmes sanctionnées en vertu de la politique de gestion contractuelle** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire fait partie du registre des firmes sanctionnées en vertu de la PGC ? (voir procédure du service des approvisionnements) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION** | | | | | | | | | | | |
| 7 | 2.2.2.7 | 2.9.1 | **Garantie de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La garantie de soumission est-elle jointe ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *inférieur à 500 000 $* (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? : | | | | | | | | | | | |
| | | | Chèque visé : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o Est-il fait à l'ordre de la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Lettre de garantie bancaire irrévocable : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe C : « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Est-ce que la garantie est encaissable dans la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *supérieur ou égal à 500 000 $* (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B du CCAG : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 8 | 2.2.2.8 | 2.9.1.3 | **Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » est jointe? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La lettre est-elle valide pour la même période de validité de la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 9 | 2.2.2.9 | 2.1 | **Obtention du cahier des charges sur SEAO** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges sur le SEAO ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 10 | 2.2.2.10 | 2.3.1 / 2.3.5 | **Visite supervisée des lieux** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 11 | 2.2.2.11 | 2.5.1 | **Formulaire de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission complet de la Ville ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix ou la signature (des sections A-B-C)? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 12 | 2.2.2.11 | 2.6 | **Signature** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle dûment signée ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2.2.2.1 2 | 3.2 | **Consortium** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Y a-t-il formation d'un consortium ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 14 | 2.2.2.13 | 2.5.4 / 2.5.5 | **Format** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | **CONFORMITE DES PRIX** | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2.2.3.1 | 2.5.3, 3.8 et 3.9 | **Prix** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix unitaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix forfaitaire? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) du/des prix à la section C- Bordereau de soumission ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | **AUTRE CONFORMITE (laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)** | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 17 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 18 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 19 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 20 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |

Signature de l'analyste de dossier

2024/02/01
Date

Christian Miron
Nom de l'analyste de dossier

**REMARQUE :**

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

**TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :**
Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

**No D'APPEL D'OFFRES :**
VMP-19-001

**PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):**
342 000 $

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE :**
Maçonnerie Rainville et Frères Inc.

**No SEAO :**
1227058

**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :**
4

Christian Miron, ingénieur
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2019/02/01
(Date signature)

**No GDD D'OCTROI :**
1198220001

(Signature du responsable de la conformité)

**RÉSULTAT FINAL :** CONFORME
(Conforme ou non conforme)

| # | RÉF. GUIDE | RÉF. IAS | ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS | CONSTAT OUI | CONSTAT NON | CONSTAT SANS OBJET | STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2.2.2.1 | 2.5.6 | **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 2 | 2.2.2.2 | 2.11.1 | **Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Passez au point 4. | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si non, passez au point 3 suivant. | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2.2.2.3 | 2.11.2 | **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) | ☐ | ☑ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 4 | 2.2.2.4 | 2.11.4 | **Attestation de Revenu Québec (RQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si non, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 5 | 2.2.2.5 | 2.11.3 | **Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? | ☑ | ☐ | | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 6 | 2.2.2.6 | 2.12 | **Registre des firmes sanctionnées en vertu de la politique de gestion contractuelle** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire fait partie du registre des firmes sanctionnées en vertu de la PGC ? (voir procédure du service des approvisionnements) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION** | | | | | | | | | | | |
| 7 | 2.2.2.7 | 2.9.1 | **Garantie de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La garantie de soumission est-elle jointe ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *inférieur à 500 000 $* (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? : | | | | | | | | | | | |
| | | | Chèque visé : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o Est-il fait à l'ordre de la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Lettre de garantie bancaire irrévocable : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe C : « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Est-ce que la garantie est encaissable dans la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *supérieur ou égal à 500 000 $* (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B du CCAG : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 8 | 2.2.2.8 | 2.9.1.3 | **Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » est jointe? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La lettre est-elle valide pour la même période de validité de la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 9 | 2.2.2.9 | 2.1 | **Obtention du cahier des charges sur SEAO** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges sur le SEAO ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 10 | 2.2.2.10 | 2.3.1 / 2.3.5 | **Visite supervisée des lieux** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 11 | 2.2.2.11 | 2.5.1 | **Formulaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire complet de la Ville ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 12 | 2.2.2.1 | 2.6 | **Signature** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle dûment signée ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2.2.2.1 2 | 3.2 | **Consortium** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Y a-t-il formation d'un consortium ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 14 | 2.2.2.13 | 2.5.4 / 2.5.5 | **Format** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | **CONFORMITÉ DES PRIX** | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2.2.3.1 | 2.5.3, 3.8 et 3.9 | **Prix** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix unitaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix forfaitaire? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) du/des prix à la section C- Bordereau de soumission ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | **AUTRE CONFORMITÉ (laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)** | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 17 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 18 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 19 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 20 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |

Signature de l'analyste de dossier

2019/02/01
Date

Christian Miron
Nom de l'analyste de dossier

**REMARQUE :**

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

**TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :**
Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

**No D'APPEL D'OFFRES :**
VMP-19-001

**PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):**
408 541 $

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE :**
Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc.

**No SEAO :**
1227058

**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :**
2

Christian Miron, ingénieur
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2019/02/01
(Date signature)

**No GDD D'OCTROI :**
1198220001

(Signature du responsable de la conformité)

**RÉSULTAT FINAL :** CONFORME
(Conforme ou non conforme)

| | RÉF. | | ÉLÉMENTS À VÉRIFIER | CONSTAT | | | STATUT INTÉRIMAIRE | | | | | REMARQUE | DÉCISION FINALE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
| | | | **ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2.2.2.1 | 2.5.6 | **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 2 | 2.2.2.2 | 2.11.1 | **Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Passez au point 4. | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si non, passez au point 3 suivant. | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2.2.2.3 | 2.11.2 | **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.*** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) | ☐ | ☑ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 4 | 2.2.2.4 | 2.11.4 | **Attestation de Revenu Québec (RQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si non, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 5 | 2.2.2.5 | 2.11.3 | **Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? | ☑ | ☐ | | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 6 | 2.2.2.6 | 2.12 | **Registre des firmes sanctionnées en vertu de la politique de gestion contractuelle** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire fait partie du registre des firmes sanctionnées en vertu de la PGC ? (voir procédure du service des approvisionnements) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION** | | | | | | | | | | | |
| 7 | 2.2.2.7 | 2.9.1 | **Garantie de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La garantie de soumission est-elle jointe ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *inférieur à 500 000 $* (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? : | | | | | | | | | | | |
| | | | Chèque visé : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o Est-il fait à l'ordre de la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Lettre de garantie bancaire irrévocable : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe C : « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Est-ce que la garantie est encaissable dans la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *supérieur ou égal à 500 000 $* (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B du CCAG : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 8 | 2.2.2.8 | 2.9.1.3 | **Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » est jointe? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La lettre est-elle valide pour la même période de validité de la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 9 | 2.2.2.9 | 2.1 | **Obtention du cahier des charges sur SEAO** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges sur le SEAO ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 10 | 2.2.2.10 | 2.3.1/ 2.3.5 | **Visite supervisée des lieux** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 11 | 2.2.2.11 | 2.5.1 | **Formulaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire complet de la Ville ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 12 | 2.2.2.11 | 2.6 | **Signature** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle dûment signée ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2.2.2.1 2 | 3.2 | **Consortium** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Y a-t-il formation d'un consortium ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 14 | 2.2.2.13 | 2.5.4 / 2.5.5 | **Format** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | **CONFORMITÉ DES PRIX** | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2.2.3.1 | 2.5.3, 3.8 et 3.9 | **Prix** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix unitaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix forfaitaire? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) du/des prix à la section C- Bordereau de soumission ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | **AUTRE CONFORMITE (laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)** | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 17 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 18 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 19 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 20 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |

Signature de l'analyste de dossier

2019/02/01
Date

Christian Miron
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

**TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :** Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

**No D'APPEL D'OFFRES :** VMP-19-001

**PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):** 493 357 $

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE :** Les Entreprises Ventec

**No SEAO :** 1227058

**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :** 1

Christian Miron, ingénieur
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2019/02/01
(Date signature)

**No GDD D'OCTROI :** 1198220001

(Signature du responsable de la conformité)

**RÉSULTAT FINAL :** CONFORME
(Conforme ou non conforme)

| # | RÉF. GUIDE | RÉF. IAS | ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS | CONSTAT OUI | CONSTAT NON | CONSTAT SANS OBJET | STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2.2.2.1 | 2.5.6 | **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 2 | 2.2.2.2 | 2.11.1 | **Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Passez au point 4. | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si non, passez au point 3 suivant. | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2.2.2.3 | 2.11.2 | **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.* | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) | ☐ | ☑ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 4 | 2.2.2.4 | 2.11.4 | **Attestation de Revenu Québec (RQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si non, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 5 | 2.2.2.5 | 2.11.3 | **Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? | ☑ | ☐ | | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 6 | 2.2.2.6 | 2.12 | **Registre des firmes sanctionnées en vertu de la politique de gestion contractuelle** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire fait partie du registre des firmes sanctionnées en vertu de la PGC ? (voir procédure du service des approvisionnements) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION** | | | | | | | | | | | |
| 7 | 2.2.2.7 | 2.9.1 | **Garantie de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La garantie de soumission est-elle jointe ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *inférieur à 500 000 $* (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? : | | | | | | | | | | | |
| | | | Chèque visé : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | ○ Est-il fait à l'ordre de la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | | |
| | | | ○ L'annexe B : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Lettre de garantie bancaire irrévocable : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | ○ L'annexe C : « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ Est-ce que la garantie est encaissable dans la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *supérieur ou égal à 500 000 $* (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | ○ L'annexe B du CCAG : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 8 | 2.2.2.8 | 2.9.1.3 | **Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » est jointe? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La lettre est-elle valide pour la même période de validité de la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 9 | 2.2.2.9 | 2.1 | **Obtention du cahier des charges sur SEAO** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges sur le SEAO ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 10 | 2.2.2.10 | 2.3.1.7 2.3.5 | **Visite supervisée des lieux** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 11 | 2.2.2.11. | 2.5.1 | **Formulaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire complet de la Ville ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 12 | 2.2.2.11 | 2.6 | **Signature** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle dûment signée ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2.2.2.1.2 | 3.2 | **Consortium** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Y a-t-il formation d'un consortium ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 14 | 2.2.2.13 | 2.5.4 / 2.5.5 | **Format** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | **CONFORMITE DES PRIX** | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2.2.3.1 | 2.5.3, 3.8 et 3.9 | **Prix** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix unitaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix forfaitaire? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ○ Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ○ Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) du/des prix à la section C- Bordereau de soumission ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | **AUTRE CONFORMITE (laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)** | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 17 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 18 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 19 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 20 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |

Signature de l'analyste de dossier

2019/02/01
Date

Christian Miron
Nom de l'analyste de dossier

**REMARQUE :**

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

**TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :**
Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

**No D'APPEL D'OFFRES :**
VMP-19-001

**PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):**
499 542 $

**NOM DU SOUMISSIONNAIRE :**
Ramcor Construction Inc.

**No SEAO :**
1227058

**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :**
3

Christian Miron, ingénieur
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2019/02/01
(Date signature)

**No GDD D'OCTROI :**
1198220001

(Signature du responsable de la conformité)

**RÉSULTAT FINAL :** CONFORME
(Conforme ou non conforme)

| # | RÉF. GUIDE | RÉF. IAS | ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS | CONSTAT OUI | CONSTAT NON | CONSTAT SANS OBJET | STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE** | | | | | | | | | | | |
| 1 | 2.2.2.1 | 2.5.6 | **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 2 | 2.2.2.2 | 2.11.1 | **Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Passez au point 4. | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si non, passez au point 3 suivant. | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2.2.2.3 | 2.11.2 | **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** *seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.* | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) | ☐ | ☑ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 4 | 2.2.2.4 | 2.11.4 | **Attestation de Revenu Québec (RQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Si oui, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si non, | | | | | | | | | | | |
| | | | o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 5 | 2.2.2.5 | 2.11.3 | **Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? | ☑ | ☐ | | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 6 | 2.2.2.6 | 2.12 | **Registre des firmes sanctionnées en vertu de la politique de gestion contractuelle** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire fait partie du registre des firmes sanctionnées en vertu de la PGC ? (voir procédure du service des approvisionnements) | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | **CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION** | | | | | | | | | | | |
| 7 | 2.2.2.7 | 2.9.1 | **Garantie de soumission** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La garantie de soumission est-elle jointe ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *inférieur à 500 000 $* (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? : | | | | | | | | | | | |
| | | | Chèque visé : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o Est-il fait à l'ordre de la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Lettre de garantie bancaire irrévocable : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe C : « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Est-ce que la garantie est encaissable dans la Ville de Montréal ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si le total de la soumission est *supérieur ou égal à 500 000 $* (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | Cautionnement de soumission : | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | | |
| | | | o L'annexe B du CCAG : « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » est-elle complétée et dûment signée ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Le cautionnement de soumission est-il valide pour la même période que la soumission ? | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☐ | ☐ | ☑ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 8 | 2.2.2.8 | 2.9.1.3 | **Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » est jointe? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La lettre est-elle valide pour la même période de validité de la soumission ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 9 | 2.2.2.9 | 2.1 | **Obtention du cahier des charges sur SEAO** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges sur le SEAO ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 10 | 2.2.2.10 | 2.3.1 / 2.3.5 | **Visite supervisée des lieux** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ? | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 11 | 2.2.2.11 | 2.5.1 | **Formulaire** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire complet de la Ville ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 12 | 2.2.2.11 | 2.6 | **Signature** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ La soumission est-elle dûment signée ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |

## ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

| # | GUIDE | IAS | QUESTIONS | OUI | NON | SANS OBJET | Défaut mineur | Demande de remédier au défaut | Réponse avant : (date et heure) | Réponse satisfaisante reçue | Avis juridique (date de la demande) | PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité) | Non admissible / Non conforme | Admissible / Conforme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2.2.2.1 2 | 3.2 | **Consortium** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Y a-t-il formation d'un consortium ? | ☐ | ☑ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| 14 | 2.2.2.13 | 2.5.4 / 2.5.5 | **Format** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | **CONFORMITÉ DES PRIX** | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2.2.3.1 | 2.5.3, 3.6 et 3.9 | **Prix** | | | | | | | | | | | |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix unitaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? | ☐ | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| | | | ▪ Est-ce que le bordereau de soumission (section C du Formulaire de soumission) est à prix forfaitaire? | ☑ | ☐ | | | | | | | | | |
| | | | o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? | ☑ | ☐ | | | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) du/des prix à la section C- Bordereau de soumission ? | ☐ | ☑ | ☐ | ☐ | | | | | | ☐ | ☑ |
| | | | **AUTRE CONFORMITE (laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)** | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 17 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 18 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 19 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |
| 20 | | | ▪ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | ☐ | | ☐ | | | ☐ | ☑ |

Signature de l'analyste de dossier

2019/02/01
Date

Christian Miron
Nom de l'analyste de dossier

**REMARQUE :**

Ville-Marie Montréal

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1198220001

**Nature du dossier :** Contrat de construction

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Construction Momentum Inc | 388633 |

**Financement :** Affectation de surplus

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

Étant donné qu'une portion de la soumission est à prix unitaire, il a été prévu 20% de contingences.

| | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | 388 171,69 $ | | | | | **388 171,69 $** |

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 11

| | jour (si connu) | mois | année | | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de début : | | février | 2019 | Date de fin : | | décembre | 2019 |

**Formulaire complété par :** Christian Miron

Prénom, nom

Date et heure système : 31 janvier 2019 13:13:00

Ville-Marie
Montréal

# Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles

## VMP-19-001

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 28 janvier 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 10 janvier 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de monsieur Christian Miron, ingénieur et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

| Nom de l'entreprise | Montant total de la soumission |
|---|---|
| Construction Momentum inc. | 323 476,41 $ |
| Maçonnerie Rainville et Frères inc. | 342 000,00 $ |
| Le groupe Lefebvre M.R.P. inc. | 408 541,18 $ |
| Les entreprises Ventec inc. | 493 356,58 $ |
| Ramcor Construction inc. | 499 542,23 $ |

2019-01-28
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

2019-01-28
Jacinthe Meilleur — date
Analyste de dossiers

2019/01/28
Christian Miron — date
Ingénieur

Montréal

**Appel d'offres public**
**Exécution des travaux**
**N° : VMP-19-001**

# FORMULAIRE DE SOUMISSION

**CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE**

## Section A - Sommaire

ORIGINAL

| Parution : | | | Ouverture : | | | À : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Jour | Mois | Année | Jour | Mois | Année | Arrondissement Ville-Marie<br>800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage<br>Montréal (Québec) H2L 4L8 avant 11h00 |
| **10** | **1** | **2019** | **28** | **1** | **2019** | |

**Titre : Rejointoiement de dalles de granite - Quartier des spectacles** **Contrat : VMP-19-001**

| Description et sommaire de soumission | Montant |
|---|---|
| **Rejointoiement de dalles de granite - Quartier des spectacles** | |
| Montant total avant taxes : | 281 345,00 $ |
| Taxe sur les produits et services 5 % : | 14 067,25 $ |
| Taxe de vente du Québec 9,975 % : | 28 064,16 $ |
| **Montant total :** | **323 476,41 $** |

***Identification du soumissionnaire***

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170953237

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Construction Momentum inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2994, boulevard Dagenais Ouest, Laval (QC) H7P 1T1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

| Nom et titre du signataire (en majuscules) : | Téléphone : 514-977-5665 | | |
|---|---|---|---|
| Gérard Labelle, Chargé de projet | Télécopieur : 450-963-4141 | | |
| | Courriel : glabelle@constructionmomentum.com | | |
| Signature: | Jour | Mois | Année |
| | 28 | janvier | 2019 |

**Note :** Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1198220001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

*" Affecter 354 452,49$ des surplus de l'arrondissement.*

*D'autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ pour le Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles;*

*D'accorder, à cette fin, un contrat à Construction Momentum Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 323 476,41$, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires);*

*D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 64 695,28$ "*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 388 171,69 $

| | Années antérieures | 2019 |
|---|---|---|
| Montant | | 388 171,69 $ |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 354 452,49 $

| | Années antérieures | 2019 |
|---|---|---|
| Montant | | 354 452,49 $ |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 354 452,49 $ Surplus- Quartier des spectacles

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31020 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 354 452,49 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 03103 | 55402 | 014733 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM98220001
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-02-01**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.11

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1194206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires |

D'autoriser une dépense d'un montant de 542 943.31 $ taxes inlcuses pour le programme d'entretien ménager et de surveillance au Grand Chalet et au Pavillon du lac aux castors (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires dont deux soumissionnaires ont obtenu le pointage intérimaire;
D'accorder, à cette fin, un contrat d'une durée de 24 mois à Coforce inc., soit du 1er mars 2019 au 28 février 2021, au prix de sa soumission, soit au prix total 542 943.31$ taxes incluses, conformément aux cahiers des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 11:40

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1194206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le parc du Mont-Royal est fréquenté par plus de cinq millions de visiteurs annuellement. Il est cher aux cœurs des montréalais qui y voient un joyau à préserver et qui en prennent un soin jaloux. Les bâtiments qui sont inclut dans le présent devis sont prestigieux et ont une valeur patrimoniale inestimable. Ils sont utilisés autant par les touristes qui voient en la montagne une destination incontournable que par les habitués qui viennent en profiter fréquemment.

Le Pavillon du Lac-aux-Castors construit en 1958 abrite un restaurant au premier étage ainsi qu'un local pour offrir des services aux usagers du parc au rez-de-chaussée. Entièrement vitré, il offre une vue imprenable sur le lac. L'hiver est une haute saison pour le pavillon, il déborde alors de patineurs et de skieurs venus profiter des installations.

Le chalet du Mont-Royal quant à lui est un bâtiment patrimonial construit en 1932. Il a pour fonction première d'être un chalet relais, donc d'offrir des services aux usagers après qu'ils aient gravit la montagne. Il abrite un café, une boutique et de grandes salles de bains, mais surtout une immense salle des pas perdus où les usagers peuvent se détendre avant de repartir. Il est donc ouvert au grand public la majorité du temps, sauf lors d'événement locatifs où il est transformé en salle de réception. Il est la destination de premier choix pour les visiteurs, avec le belvédère qui donne la plus belle vue sur le centre-ville de Montréal, il est donc très fréquenté toute l'année.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA16 240617 - 13 décembre 2016 : Accorder un contrat de 1 574 467,65 $ à Perform Net (9063-4825 Québec inc.) pour une durée de 48 mois (4 ans) afin d'assurer les services

d'entretien ménager à la Cour municipale (appel d'offres public 16-15654 - 6 soumissionnaires)

**DESCRIPTION**

Les travaux prévus doivent être exécutés aux bâtiments suivants :

1- Pavillon du Lac au Castor : 2000, chemin Remembrance
2- Chalet du Mont-Royal : 1196, voie Camillien-Houde
3- Kiosque K20 est situé en bordure du lac aux castors

Le présent contrat couvre 6 volets :
1. Entretien sanitaire des bâtiments (zones décrites en Annexe 4) Bâtiments 1,2,3
2. Surveillance des deux bâtiments – 1 et 2
3. Entretien hivernale (selon les plans en Annexe 2)
4. Grand ménage
5. Projets spéciaux : nombre d'heures supplémentaire autres que celles prévues au devis
6. Appels de service

Le présent sommaire décisionnel propose d'octroyer le contrat au soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage conformément à la grille d'évaluation.

Le présent contrat vise la fourniture de services professionnels pour l'entretien ménager et la surveillance du Grand Chalet et du Pavillon du lac aux castors. Le devis technique tient compte de trois volets sur l'entretien ménager, soit l'entretien ménager journalier, le grand ménage ainsi que le volet des événements spéciaux.

**JUSTIFICATION**

En janvier 2015, la direction des travaux publics confiait à une firme privée les travaux d'entret ménager et de surveillance du Grand Chalet et du Pavillon du Lac aux castors pour une période trois ans soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018. Malheureusement, considérant l'insatisfaction de la direction des travaux publics sur les services rendus par la compagnie B.G. entreprise dans le domaine de l'entretien ménager, le conseil d'arrondissement du mois de septembre 2018 résiliait le contrat accordé à B.G.S. suite à l'appel d'offres public 15-14671. Afin de pallier de poursuivre l'entretien et la surveillance des deux bâtiments, le conseil d'arrondissement accordait un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Coforce pou période du 3 septembre au 21 novembre 2018 ainsi qu'un autre contrat du 22 novembre 2018 1er mars 2019 permettant ainsi le lancement d'un appel d'offres public.

En septembre 2018, la direction de l'approvisionnement a procédé à l'appel d'offres public 18-17206. Suivant l'ouverture des soumissions, la direction des travaux publics n'était pas satisfai des montants alloués tant au niveau de l'entretien hivernal qu'au niveau des deux grands ména des bâtiments. La direction des travaux publics a conclu de procéder à l'annulation de cet appe d'offres et procéder au lancement d''un nouvel appel d'offres avec un système à deux enveloppe nous permettant ainsi de redéfinir plus spécifiquement les besoins pour les services requis.

En décembre 2018, un nouvel appel d'offres a été lancé 18-17268. >Onze preneurs du cahier d charges et 6 firmes ses sont désistées. Nous avons donc reçu 5 soumissions dont deux ont obte le pointage intérimaire.

L'entreprise Coforce inc., étant déjà installé sur les lieux, débutera officiellement les travaux d'entretien ménager et de surveillance au Grand Chalet et au Pavillon du lac aux castors le 1er mars 2019 pour un contrat de deux ans soit du 1er mars 2019 au 28 février 2021.

**Tableau normalisé à joindre au dossier décisionnel soumis aux instances**

**Contrat de services professionnels et tout contrat octroyé à la suite d'un système d'évaluation à deux (2) enveloppes**

| SOUMISSIONS CONFORMES | NOTE INTÉRIM | NOTE FINALE | COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES) | AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES) | TOTAL (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Coforce inc.** | 83,30 | 2,46 | 542 943 $ | | 542 943 $ |
| Conciergerie Speico inc. | 65,00 | | | | |
| Les entreprises Fervel inc. | 70,80 | 1,45 | 833 346 $ | | 833 346 $ |
| Service d'entretien Carlos inc. | 60,00 | | | | |
| Service d'entretien ménager Vimont inc. | 51,00 | | | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 550 000 $ | | 550 000 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) | | | | | -7 057 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) | | | | | -1,28% |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) | | | | | 290 403 $ |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) | | | | | 53,49% |

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

OSBL

Le soumissionnaire ayant obtenu le pointage le plus élevé, Coforce inc est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la partie III, Loi sur les compagnies du Québec.
Puisqu'il est dûment enregistré à titre d'organisme de bienfaisance de l'agence du revenue du canada (ARC) COFORCE Inc. / 106896848RR0001 il est donc exonérés du régime de la TPS et de la TVQ

Autorité des marchées financier(AMF)
Puisque la dépense de ce contrat est 1 000 000,00 $ et plus (incluant tous les renouvellements)
Coforce a fournie une autorisation de l'AMF valide jusqu'en 2021.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Isabelle GIRARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

**Tél :** 872-6697
**Télécop. :** 872-4229

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Christian BISSONNETTE
Adjoint au directeur travaux publics

**Tél :** 514-872-5793
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-04

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1194206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

18-17268 DetCah.pdf 18-17268 PV.pdf 17268 Résultat comité.pdf 17268 intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-4542

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Denis LECLERC
Chef de section
**Tél :** 514872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction Acquisition

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1194206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers |
| **Objet :** | Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1194206001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

18-17268 - A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux- Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20

| FIRME | Présentation de l'offre 5% | Compréhension du mandat et la problématique 10% | Approche proposée 20% | Capacité de production et échéancier 25% | Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20% | Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20% | Pointage intérimaire total 100% | Prix $ | Pointage final | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coforce inc. | 4,50 | 7,83 | 16,33 | 19,67 | 17,00 | 18,00 | 83,3 | 542 943,31 $ | 2,46 | 1 |
| Conciergerie Speico inc. | 3,17 | 3,83 | 13,00 | 17,17 | 12,67 | 15,17 | 65,0 | | | Non conforme |
| Les entreprises Fervel inc. | 3,83 | 8,17 | 14,33 | 14,00 | 16,67 | 13,83 | 70,8 | 833 346,00 $ | 1,45 | 2 |
| Service d'entretien Carlos inc | 2,50 | 4,33 | 11,00 | 14,33 | 12,50 | 15,33 | 60,0 | | | Non conforme |
| Service d'entretien ménager Vimont inc. | 4,00 | 6,83 | 8,33 | 13,33 | 12,17 | 6,33 | 51,0 | | | Non conforme |

| Agent d'approvisionnement | Badre Eddine Sakhi |
|---|---|

| Comité | |
|---|---|
| Date | lundi 28-01-2019 |
| Heure | 14h30 |
| Lieu | 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5 |

| Multiplicateur d'ajustement |
|---|
| 10000 |

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1194206001

**Nature du dossier :** Contrat de services professionnels

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Coforce inc. | 363752 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 226 226,37 $ | 271 471,66 $ | 45 245,29 $ | | | | **542 943,32 $** |

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 24

| Date de début : | jour (si connu) | mois | année | Date de fin : | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 01 | mars | 2019 | | 28 | février | 2021 |

**Formulaire complété par :** Manon Ouellet

Prénom, nom

Date et heure système : 31 janvier 2019 07:55:37

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 18-17268 |
| **Titre de l'appel d'offres** | A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20 |
| **Mode d'adjudication** | Système de pondération - Double enveloppe |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire** *(Selon le Registre des entreprises du Québec)* | Coforce Inc. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1142 142 398 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 11301, rue Mirabeau, Anjou Québec H1J 2S2 |

*Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».*

| Description | Montant total (avant taxes) | TPS (5 %) | TVQ (9.975 %) | Montant total (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|
| Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20 | 542 943 .31 $ | Exonéré- $ | Exonéré- $ | 542 943.31 $ |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 18-17268 |
| **Titre de l'appel d'offres** | A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20 |
| **Mode d'adjudication** | Système de pondération - Double enveloppe |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire** *(Selon le Registre des entreprises du Québec)* | Coforce Inc. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1142 142 398 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 11301, rue Mirabeau, Anjou,Québec H1J 2S2 |

*Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».*

| Description | Quantité prévisionnelle annuelle | Unité de mesure | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) |
|---|---|---|---|---|
| | A | | B | A x B |
| **Année 1** | | | | |
| Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20, le tout conformément au devis technique | 9 825 | Taux horaire | 25.45 $ | 250 046.25 $ |
| Grand ménage annuel du Pavillon du Lac-aux-Castors, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 3 569.90$ | 3 569.90 $ |
| Grand ménage annuel du Chalet du Mont-Royal, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 7 437.30$ | 7 437.30 $ |
| Entretien hivernal du Pavillon du Lac-aux-Castors, du Chalet du Mont-Royal, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 1 983.28$ | 1 983.28 $ |
| Entretien lors d'événements d'envergures, le tout conformément au devis technique ainsi qu'un employé supplémentaire lors de tempête de neige | 150 | Taux horaire | 32.00 $ | 4 800.00 $ |
| **Année 2** | | | | |
| Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20, le tout conformément au devis technique | 9 825 | Taux horaire | 26.14 $ | 256 825.50 $ |
| Grand ménage annuel du Pavillon du Lac-aux-Castors, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 3 663.50 $ | 3 663.50 $ |
| Grand ménage annuel du Chalet du Mont-Royal, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 7 632.30$ | 7 632.30 $ |
| Entretien hivernal du Pavillon du Lac-aux-Castors, du Chalet du Mont-Royal, le tout conformément au devis technique | 1 | Prix forfaitaire | 2 035.28 $ | 2 035.28 $ |
| Entretien lors d'événements d'envergures, le tout conformément au devis technique | 150 | Taux horaire | 33.00$ | 4 950.00 $ |
| **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire** | | | | 542 943.31 $ |

**Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.**

## ANNEXE 7.00 Q - À TITRE INFORMATIF, LE TAUX HORAIRE POUR UN APPEL D'URGENCE EN DEHORS DES HEURES DE TRAVAIL. (ENVELOPPE B - OFFRE FINANCIÈRE)

Le PRESTATAIRE DE SERVICE doit fournir un service complet pour les appels d'urgence en dehors des heures de travail. Le PRESTATAIRE DE SERVICE doit pouvoir répondre dans un délai de deux (2) heures et ce 7jrs/7jrs jours fériés inclus. Ces travaux ne font pas partie des heures prévues et feront l'objet d'un bon de commande à part. Le personnel affecté aux appels d'urgence doit avoir la même compétence et rencontrer les mêmes exigences que celles mentionnées dans ce devis technique.

**Année 1 :**
Taux horaire pour appel d'urgence : 50.00/heure

**Année 2 :**
Taux horaire pour appel d'urgence : 51.50/heure

***Année de prolongation***

**Année 1 :**
Taux horaire pour appel d'urgence : 53.05/heure

**Année 2 :**
Taux horaire pour appel d'urgence : 54.64/heure

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 18-17268
**Numéro de référence** : 1219234
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux- Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| Bon menage.com<br>1150 RUE BELANGER<br>APP 809<br>Montréal, QC, H2S1H5 | Monsieur DJODY BENCHADI<br>Téléphone : 438 405-1777<br>Télécopieur : | **Commande : (1518173)**<br>2018-12-03 14 h 39<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 14 h 39 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Coforce Inc.<br>11301 Mirabeau<br>Montréal, QC, H1J2S2<br>http://www.coforce.ca | Monsieur Sébastien Richer<br>Téléphone : 514 354-3430<br>Télécopieur : 514 354-5887 | **Commande : (1518243)**<br>2018-12-03 15 h 53<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 15 h 53 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Conciergerie SPEICO Inc<br>7651 rue Cordner<br>arr. LaSalle<br>Montréal, QC, H8N 2X2<br>http://speico.com | Monsieur Carlos Gomes<br>Téléphone : 514 364-0777<br>Télécopieur : 514 364-6779 | **Commande : (1518183)**<br>2018-12-03 14 h 49<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 14 h 49 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Les Entreprises Fervel Inc.<br>401, avenue Ste-Croix<br>Montréal, QC, H4N 2L3<br>http://www.fervel.ca | Monsieur Lino Lopes<br>Téléphone : 514 744-4627<br>Télécopieur : 514 744-6223 | **Commande : (1528006)**<br>2019-01-11 14 h 30<br>**Transmission :**<br>2019-01-11 14 h 30 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| MJ Maintenance inc.<br>5142 rue brazier<br>Montréal, QC, h1r1g6 | Monsieur mohamed jridi<br>Téléphone : 514 588-4217<br>Télécopieur : 514 259-2971 | **Commande : (1520533)**<br>2018-12-10 19 h 30<br>**Transmission :**<br>2018-12-10 19 h 30 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Quebecor Media inc<br>612 rue Saint-Jacques<br>Montréal, QC, H3C 4M8 | Monsieur Jean-Pierre Demers<br>Téléphone : 514 380-1852<br>Télécopieur : | **Commande : (1518744)**<br>2018-12-04 16 h 03<br>**Transmission :**<br>2018-12-04 16 h 03 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Service d'entretien Alphanet<br>640, boul. Guilmond<br>Longueuil, QC, J4G1P8 | Monsieur Alejandro Figueroa<br>Téléphone : 450 651-1490<br>Télécopieur : 450 651-2614 | **Commande : (1518238)**<br>2018-12-03 15 h 48<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 15 h 48 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Service D'entretien Carlos Inc.<br>8610, du Creusot<br>Montréal, QC, H1P 2A7 | Monsieur Walther Carlos<br>Téléphone : 514 727-3415<br>Télécopieur : 514 722-3038 | **Commande : (1519015)**<br>2018-12-05 11 h 51<br>**Transmission :**<br>2018-12-05 11 h 51 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Services récréatifs Demsis inc.<br>2099, boul. Fernand Lafontaine<br>Longueuil, QC, J4G2J4 | Monsieur Jean-Guy Cadorette<br>Téléphone : 514 982-6774<br>Télécopieur : 514 982-9040 | **Commande : (1518471)**<br>2018-12-04 10 h 18<br>**Transmission :**<br>2018-12-04 10 h 18 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| sts maintenance<br>400 rue de l'Aqueduc<br>Montréal, QC, H3C1Z6<br>http://www.stsmaintenance.com | Monsieur Stefan Tremblay<br>Téléphone : 514 312-8283<br>Télécopieur : 514 448-2412 | **Commande : (1518395)**<br>2018-12-04 8 h 55<br>**Transmission :**<br>2018-12-04 8 h 55 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Vimont Inc.<br>940 rue Michelin suite 4<br>Laval, QC, H7L5C1 | Monsieur Juan Jose Romero<br>Téléphone : 450 663-9998<br>Télécopieur : 450 967-7345 | **Commande : (1518279)**<br>2018-12-03 16 h 35<br>**Transmission :**<br>2018-12-03 16 h 51 | Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |

© 2003-2019 Tous droits réservés

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 15 janvier 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
Mme Nathalie Pelletier, agente de bureau principale – Service du greffe

**APPEL D'OFFRES 18-17268**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-Castors et du Chalet du Mont-Royal ainsi que l'entretien ménager du kiosque K20 » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

**Soumissionnaires**

COFORCE INC.
11301, rue Mirabeau
Anjou (Québec) H1J 2S2

(Cautionnement de 50 000 $)

CONCIERGERIE SPEICO INC.
7651, rue Cordner
LaSalle (Québec) H8N 2X2

(Cautionnement de 50 000 $)

LES ENTREPRISES FERVEL INC.
401, avenue Sainte-Croix
Saint-Laurent (Québec) H4N 2L3

(Cautionnement de 50 000 $)

SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.
8610, rue du Creusot
Saint-Léonard (Québec) H1P 2A7

(Cautionnement de 50 000 $)

SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER VIMONT INC.
940, rue Michelin, bureau 4
Laval (Québec) H7L 5C1

(Cautionnement de 50 000 $)

**.../2**

**SP19 0011/2**

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 3 et 11 décembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que le 3 décembre 2018 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Guillaume Bélanger
Agent de bureau – Service du greffe

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17268 — No du GDD : 1194206001

Titre de l'appel d'offres : A52 - Entretien ménager intérieur et extérieur et surveillance ainsi que l'entretien hivernal des deux bâtiments principaux soit le Pavillon du Lac-aux-

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 12 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 15 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 15 - 1 - 2019

Date du comité de sélection : 28 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 45,45

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 7 - 2019

Date d'échéance révisée : 14 - 7 - 2019

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Coforce inc. | 542 943,31 $ | √ | |
| Les entreprises Fervel inc. | 833 345,99 $ | | |
| Conciergerie Speico inc. (Note intérimaire < 70%) | | | |
| Service d'entretien Carlos inc (Note intérimaire < 70%) | | | |
| Service d'entretien ménager Vimont inc. (Note intérimaire < 70%) | | | |

### Information additionnelle

6 désistements: Pas d'intérêt pour le mandat

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 31 - 1 - 2019

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1194206001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

*" D'autoriser une dépense d'un montant de 542 943.31 $ pour le programme d'entretien ménager et de surveillance au Grand Chalet et au Pavillon du lac aux castors (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires dont deux soumissionnaires ont obtenu le pointage intérimaire;*

*D'accorder, à cette fin, un contrat d'une durée de 24 mois à Coforce inc., soit du 1er mars 2019 au 28 février 2021, au prix de sa soumission, soit au prix total 542 943.31$, conformément aux cahiers des charges "*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 542 943,31 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 226 226,37 $ | 271 471,66 $ | 45 245,28 $ | | | | **542 943,31 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Taxes non applicables)

Montant: 37 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0010000 | 306112 | 03819 | 66501 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 226 226,37 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306119 | 07167 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM94206001
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Ce dossier est conforme à l'article 573.3 de la L.C.V.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

*Date:* **2019-01-31**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 20.12

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1186890015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018 |

D'approuver le report de la réalisation de la murale pour la Maison du développement durable de 2018 à 2019;
De conserver le montant de la contribution prévue au projet de la Maison du développement durable au budget 2018 et de modifier la résolution CA18 240235 pour le report du budget et la réalisation en 2019;

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-05 09:52

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018 | Résolution: CA18 240235 |
|---|---|

**Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018 et accorder une contribution totale de 73 932 $**

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver les conventions avec MU, Festival Montréal en arts, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2018;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 52 500 $ au MU;
- 16 197 $ à la Société Écocitoyenne de Montréal (SèM);
- 5 235 $ au Festival Montréal en Arts;

D'imputer cette dépense totale de 73 932 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1186890015

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1186890015

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

**PROJETS DE MURALES 2018**
Pour le volet 2, la contribution de l'arrondissement de Ville-Marie pour les 4 projets retenus s'élèvera à 73 932 $.

| Arrondissements | Organismes | Projets retenus | Nombre de murales à être réalisées | Montant de la contribution octroyé |
|---|---|---|---|---|
| Ville-Marie | Société écocitoyenne de Montréal | Du vert à l'art dans les ruelles de Sainte-Marie | 1 | 16 197,00 $ complété |
| Ville-Marie | MU | Murale pour la Maison du développement durable | 1 | 18 750,00 $ reporté |
| Ville-Marie | Festival Montréal en Arts | Montréal en murales | 1 | 5 235,00 $ complété |
| Ville-Marie | MU | Hommage à Alanis Obomsawin | 1 | 33 750,00 $ complété |
| **Total** | | | | **73 932,00 $** |

Le projet a été présenté au Programme d'art mural en 2018 et a obtenu le financement pour aller de l'avant. Cependant, l'étendue des travaux qui ont cours aux abords des surfaces ciblées par la murale (Carré St-Laurent),
l'ampleur du chantier de construction, l'empiètement de ce dernier sur une des voies de la rue Clark ainsi que les nombreux inconvénients (poussières, etc.) ont poussé MU à reporter la fin du projet en 2019. Un premier versement a été effectué au montant de 13 125$ en 2018 laissant un solde à payer au montant de 5 625 $ suite à la fin des travaux et à la remise du rapport final en 2019.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

514 872-6697
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872-4229

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.12

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1186890015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018 et accorder une contribution totale de 73 932 $ |

D'approuver les conventions avec MU, Festival Montréal en arts, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2018;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 52 500,00 $ pour MU;

- 16 197,00 $ pour Société Écocitoyenne de Montréal (SèM) ;

- 5 235,00 $ pour Festival Montréal en Arts;

D'imputer cette dépense totale de 73 932,00 $, à même les surplus déjà affectés dans le dossier 1166890018, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-04-26 13:33

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1186890015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018 et accorder une contribution totale de 73 932 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Par ses politiques et ses programmes, la Ville de Montréal a notamment pour objectifs d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyens dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. Un de ces moyens passe par l'art mural.

Créé en 2016 suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la concertation des arrondissements, Service de la culture et l'arrondissement de Ville-Marie) et le ministère de la Culture et des Communications, le Programme d'art mural comporte trois volets, correspondant chacun à une démarche et à des critères d'appréciation différents (Volet 2 : Murales de quartier – Service de la concertation des arrondissements, Volet 1 : Murales de grande visibilité et le volet 3 : Murales de la collection d'art public (concours séparé) - Service de la culture et le ministère de la Culture et des Communications).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

1176890010 - CA17 240312 du 14 juin 2017 -Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2017, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales pour la saison 2017 et accorder une contribution totale de 64 047,50 $
1166890018 - CA16 240183 - Réserver une somme de 125 000 $ par année pendant trois ans, soit les années 2016, 2017 et 2018 pour un total de 375 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement pour la réalisation de divers projets de murales dans l'arrondissement de Ville-Marie

**DESCRIPTION**

**Le volet 1 du Programme d'art :**

Aucun projet de murale de grande visibilité n'a été déposé pour l'arrondissement de Ville-Marie.

**Le volet 2 du Programme d'art:**

Le volet 2 du Programme d'art mural est axé sur la mobilisation des milieux et la prévention des graffitis. Il vise la réalisation de murales qui tiennent compte des besoins et des objectifs des communautés locales. Les projets doivent être conçus ou réalisés en impliquant des citoyens, des entreprises, des organismes ou des institutions locales, notamment par des activités de consultation, de médiation culturelle, de mobilisation ou d'éducation. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif et aux organismes publics ou parapublics autres que municipaux. Les projets doivent avoir obtenu l'appui de l'arrondissement concerné.

Le volet 2 est géré par le Service de la concertation des arrondissements. Il est doté d'un budget maximal de 300 000 $ provenant du Service de la concertation des arrondissements, auquel s'ajoute une contribution de l'arrondissement Ville-Marie pouvant aller jusqu'à 125 000 $ pour les projets proposés dans cet arrondissement.

Les contributions financières octroyées peuvent aller jusqu'à concurrence de 49 000 $ par projet et sont non récurrentes. La part de financement ne peut excéder 2/3, ou 66,7 %, du budget total du projet. Dans le cas des projets déposés dans Ville-Marie, le financement peut aller jusqu'à 100 % du coût des projets et jusqu'à concurrence de 98 000 $, la part de l'arrondissement étant incluse dans le programme. Cette contribution est réalisée à raison de 50 % de financement des services centraux et 50 % de l'arrondissement Ville-Marie par projet.

En décembre 2017, un appel de projets pour les volets 1 et 2 du Programme d'art mural a été lancé. Dans le volet 2, trente et un (31) projets ont été déposés, dont huit dans l'arrondissement Ville-Marie. Vingt-huit (28) de ces projets étaient admissibles selon les critères énoncés, dont six (6) dans l'arrondissement de Ville-Marie. Ils ont été présentés à un jury composé de :

- Un artiste ou un expert en arts visuels
- Un représentant du milieu communautaire
- Un représentant en diversité sociale
- Un représentant du design urbain
- Un représentant du Service de la concertation des arrondissements de la Ville de Montréal
- Une représentante du Service de la culture de la Ville de Montréal
- Une représentante de l'arrondissement de Ville-Marie

Des 28 projets soumis au jury, 4 sont recommandés dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Pour le volet 2, la contribution de l'arrondissement de Ville-Marie pour les 4 projets retenus s'élèvera à 73 932 $.

| **Arrondissements** | **Organismes** | **Projets retenus** | **Nombre de murales à être réalisées** | **Montant de la contribution octroyé** |
|---|---|---|---|---|
| Ville-Marie | Société écocitoyenne de Montréal | Du vert à l'art dans les ruelles de Sainte-Marie | 1 | 16 197,00 $ |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Ville-Marie | MU | Murale pour la Maison du développement durable | 1 | 18 750,00 $ |
| Ville-Marie | Festival Montréal en Arts | Montréal en murales | 1 | 5 235,00 $ |
| Ville-Marie | MU | Hommage à Alanis Obomsawin | 1 | 33 750,00 $ |
| **Total** | | | | **73 932,00 $** |
| | | | | |

**JUSTIFICATION**

Les projets ont été soumis dans le cadre d'un appel de projets à un jury, qui selon les critères conformes aux objectifs du programme d'art mural a émis des recommandations. Les critères d'appréciation des projets du volet 2 étaient les suivants :

- Adéquation du projet avec les problématiques et les objectifs du milieu (30 %)
- Mobilisation des citoyens, des entreprises et des organismes locaux (20 %)
- Qualité du portfolio et de la démarche artistique proposée (20 %)
- Visibilité, accessibilité et problématique du mur ou du secteur visé (15 %)
- Faisabilité technique et financière du projet proposé (10 %)
- Répartition équilibrée des projets sur le territoire montréalais (5 %)

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce projet est en accord avec les engagements du Plan *Montréal durable 2016-2020* , en particulier l'action 10 qui vise à préserver le patrimoine et promouvoir la culture.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les murales dans l'arrondissement de Ville-Marie auront un impact auprès des usagers puisqu'elles se déploieront sur des murs extérieurs et seront visibles de l'espace public pour les citoyens. Leur réalisation s'inscrit dans le cadre de besoins identifiés par les communautés concernées. Les citoyens, élèves, institutions et organisations locales sont fortement impliqués et mobilisés dans les projets choisis.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Selon les calendriers des organismes et les activités de médiation avec la population et les partenaires, des inaugurations seront planifiées avec les partenaires au cours de l'été et de l'automne 2018.
Les étapes subséquentes sont les suivantes:

- Signature des conventions : mai 2018
- Implication des communautés concernées: mai à octobre 2018
- Réalisation des murales : juin à octobre 2018
- Support à la réalisation des projets : tout au long des projets
- Inauguration des projets de murales : juillet à octobre 2018

- Réception de la part des organismes des bilans de projet : 15 décembre 2018

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

**Tél :** 514 872-6697
**Télécop. :** 514 872-4229

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-18

Alain DUFRESNE
Chef de division Voirie

**Tél :** 514 872-9763
**Télécop. :** 514 872-2006

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur
**Tél :** 514 872-0100
**Approuvé le :** 2018-04-24

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1186890015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1186890015_addenda.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1186890015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018 et accorder une contribution totale de 73 932 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière  GDD no 1186890015.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
**Tél :** (514) 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-04-20

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

**Tél :** 514.872.2661
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe



©Laurent Gascon et L'escouade de la muralité
*Balance chromatique* (1972)

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2018
## Formulaire

Montréal Québec

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2018

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences et les critères d'admissibilité, ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2018, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s'assurer de déposer une demande complète et conforme.

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

---

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

**Section 1 – Présentation de l'organisation**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nom de l'organisation | MU | | | | |
| Adresse | 81 boulevard de Maisonneuve Est, #1<br>Montréal, QC<br>H2X 1J6 | | | | |
| Responsable de l'organisation | Elizabeth-Ann Doyle | | | | |
| Téléphone | (514) 509-6877 | Courriel | elizabeth@mumtl.org | | |
| Responsable du projet | Solène Vinck-Keters | | | | |
| Téléphone | (514) 509-6877 | Courriel | solene@mumtl.org | | |
| Numéro de compte TPS | | | | Numéro de TVQ | |

| **Description de l'organisation** (mission et activités régulières) |
|---|
| MU est un organisme de bienfaisance qui transforme l'espace public montréalais en réalisant des murales ancrées dans les communautés locales. Le cœur de sa démarche : créer des murales de grande qualité artistique pour voir et vivre l'art au quotidien, pour déclencher une transformation sociale et pour léguer, à Montréal, un musée à ciel ouvert. Depuis 2007, MU a réalisé plus de 100 murales d'envergure et pérennes dans 15 quartiers de la ville en plus de mettre en œuvre un important volet éducatif.<br><br>La démocratisation de l'art est au cœur de son mandat. En plus de soutenir des artistes par sa politique de cachets équitables (près de 1,5 million de dollars en honoraires artistiques en dix ans) et de leur offrir une vitrine publique, MU contribue à susciter une réflexion sur l'impact des arts visuels auprès des citoyens en les intégrant dans son approche de développement. Cette approche allie la création d'œuvres visuelles dans l'espace public à une requalification et une création de sens commun.<br><br>Via la création et le legs d'œuvres murales, MU vise à favoriser le sentiment d'appartenance des communautés montréalaises tout en participant à la vitalité économique, aux relations entre citoyens, à la qualité et la fierté du milieu de vie. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Années d'expérience en art mural | 12 | Nombre de projets d'art mural | 110 |

**Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'artiste ou du collectif | | En concertation avec les organismes de la MDD | |
| Artiste principal | | En concertation avec les organismes de la MDD | |
| Téléphone | 514-927-5308 | Courriel | |
| Équipe de réalisation<br>(s'il y a lieu) | | Équipe d'assistants-muralistes (étudiants en arts visuels) de MU faisant partie du programme de mentorat de l'organisme. | |
| Années d'expérience en art mural | | Nombre de projets d'art mural | |

**Section 3 – Présentation du projet**

| | |
|---|---|
| **Nom du projet** | Maison du développement durable (MDD) |

**Description du projet de murale**

La Maison du développement durable (MDD) fait appel à MU pour la réalisation d'une murale sur la façade de l'édifice donnant sur la rue Clark. Ce long mur en béton lisse est la cible de nombreux graffitis, ce qui renforce le sentiment d'insécurité sur cette portion de rue située en plein coeur du Quartier des spectacles, à deux pas de la partie piétonne de la rue Sainte-Catherine. Pour ce projet, MU fera appel à un artiste respecté du monde du graffiti afin d'enrayer le problème de vandalisme récurrent sur le mur.

De plus, le style préconisé devra se prêter facilement à une démarche inclusive afin que des journées de peinture participative puissent être organisées avec les employés et les usagers de la Maison du développement durable. Ainsi, des citoyens pourront participer directement à la réalisation de la murale tout en échangeant avec l'artiste et en découvrant ainsi les différents aspects de son travail.

Artistes envisagés : 1) Julien Sicre (alias MSHL) - Son esthétique, abstraite, faite d'aplats, peut rappeler les affiches lacérées de Jacques Villeglé ; 2) Roadsworth, dont la mission artistique fait écho à la mission de la MDD ; 3) Danaé Brissonnet, qui évoque une nature surréaliste et onirique; 4) plusieurs artistes de renommée internationale qui illustrent la nature et l'environnement pourraient aussi être invités. Un document de présentation est joint en annexe.

| | |
|---|---|
| Arrondissement visé | Ville-Marie |
| Adresse du mur ou secteur visé | Maison du développement durable<br>50, rue Sainte-Catherine Ouest<br>Montréal, QC H2X 3V4<br><br>Façade donnant sur la rue Clark |
| Nombre de murales | 1 |
| Surface estimée du ou des murs | 1 144 pieds carrés |

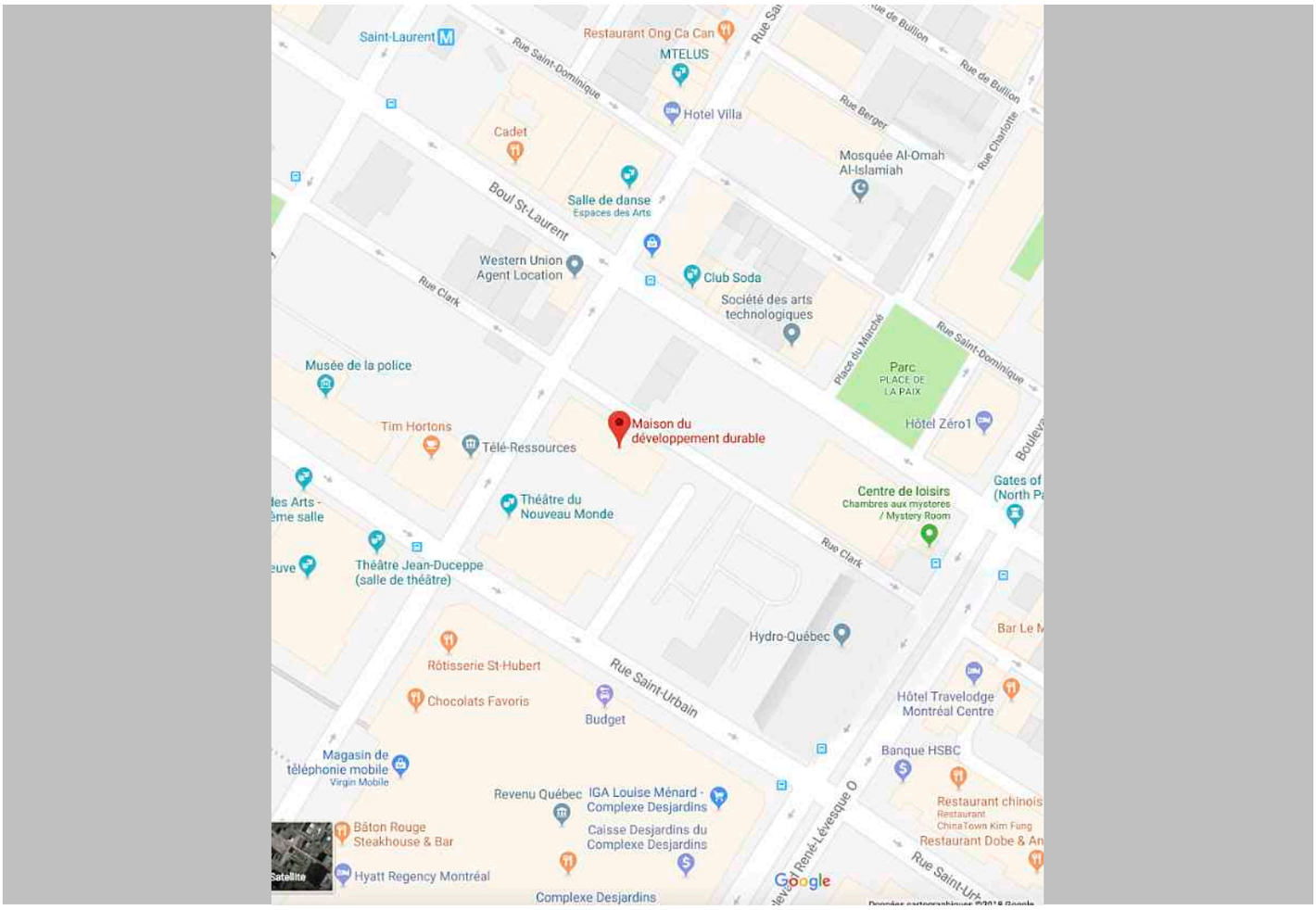
**Caractéristiques du mur ou secteur visé**

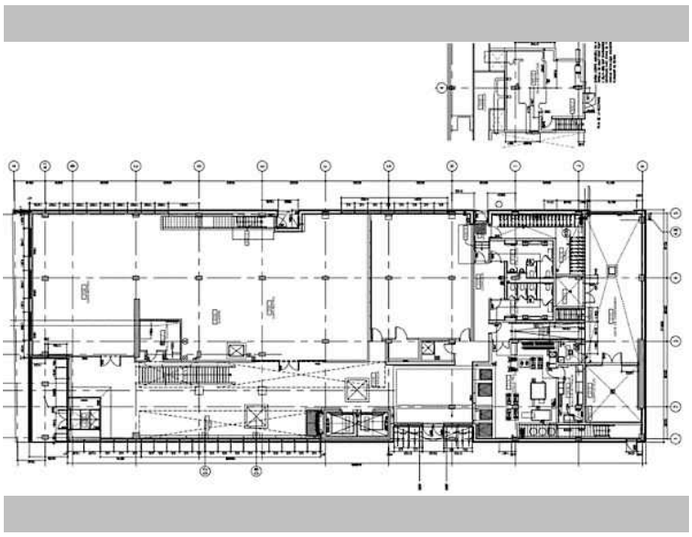
Le mur ciblé fait partie de la Maison du développement durable. Il est situé sur la rue Clark, à l'angle de la rue Sainte-Catherine.

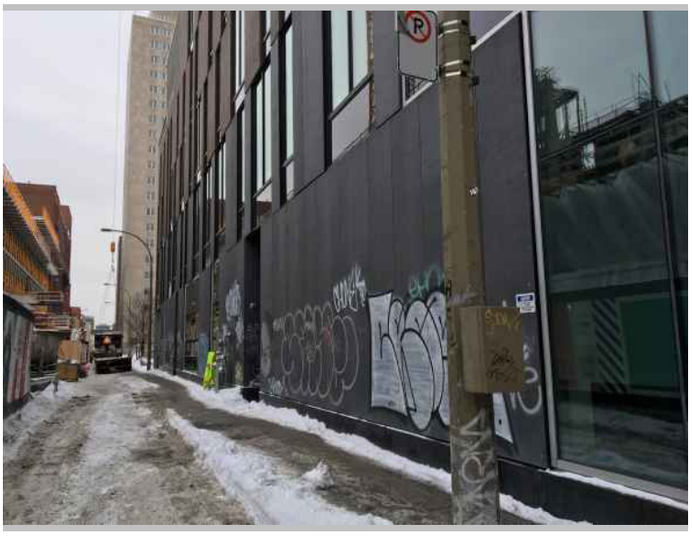
Ce bâtiment inauguré en 2011, est reconnu pour sa performance écologique et pour ses matériaux en lien avec sa mission. De fait, de 10 à 20 % de la masse du ciment Portland contenu dans le béton a été remplacée par des cendres volantes, un résidu des centrales thermiques au charbon.

Le mur donnant sur la rue Clark est particulièrement touché par le vandalisme et est dégradé par de nombreux graffitis. Avec la construction du Carré Saint-Laurent, dont les murs vitrés donneront sur cette même façade, en plus du nouveaux projet d'aménagement de l'esplanade Clark, ce mur de la MDD devient des plus visibles et rend la dégradation de son état d'autant plus déplorable.

**Plans et photos du mur ou secteur visé**









**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Adéquation du projet avec le contexte local** |
|---|
| Huit organisations engagées dans la promotion du développement durable se sont unies afin de créer la Maison du développement durable, un pôle de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'innovations, inaugurée il y a sept ans. Il a pour mission d'inspirer les citoyens, les experts et les élus et de créer une synergie entre ses membres fondateurs : Amnistie internationale, le Centre de la petite enfance Le Petit réseau, le Conseil régional de l'environnement de Montréal, ENvironnement JEUnesse, Équiterre, Option consommateurs, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec et Vivre en Ville.<br><br>Premier bâtiment certifié LEED® Platine NC au Québec, il sert de modèle et de référence pour tous ceux qui s'intéressent à la protection de l'environnement en matière de construction. Des visites commentées en groupe permettent au public de s'informer sur les caractéristiques du bâtiment et un parcours d'interprétation du bâtiment autoguidé est proposé gratuitement depuis l'automne 2012, dans lequel pourrait, à terme, être présentée la future murale. |
| **Partenaires** |
| Arrondissement Ville-Marie, Maison du développement durable (8 partenaires) |

| **Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté** |
|---|
| Les ateliers de médiation culturelle pourraient être réalisés en partenariat avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU), organisme d'éducation présent dans la MDD, qui vise à conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux. Les ateliers que nous offrirons s'inscrivent dans les mêmes objectifs de persévérances scolaires et d'engagement citoyen que nos ateliers "Laisse ta trace" et "MUtation", en offrant aux jeunes des opportunités de développement personnel et de découverte des métiers artistiques.<br><br>Ainsi, les ateliers seront une initiation aux différentes techniques (fresque, graffiti, mise au carreau, traçage, pochoir etc.) ainsi qu'à l'histoire de l'art mural dans le but de sensibiliser les jeunes à cette forme d'art et à son impact dans l'espace public. Ce sera, par la même occasion, l'opportunité d'apprendre aux jeunes les bases d'un projet collectif en vue de leur transmettre les outils pour s'approprier, collégialement, l'espace public.<br>Les participants seront également introduits à la démarche de l'artiste et initiés à différentes techniques. Une rencontre avec l'artiste sera aussi envisagée selon ses disponibilités.<br>Ces ateliers seront offerts également dans le cadre d'un financement octroyé par la ville dans le cadre de sa politique de l'enfant.<br><br>MOBILISATION CITOYENNE :<br>Dans le cadre de ce projet, nous procéderons à une distribution de dépliants explicatifs dans les résidences environnantes afin d'entamer un dialogue avec les citoyens. Ainsi, ce serait près de 1 000 dépliants qui seraient distribués dans les résidences.<br><br>Nous présenterons également le projet dans les nombreuses tables de concertation de l'arrondissement (culture, jeunesse). Ce sera l'occasion d'informer les principaux acteurs de l'arrondissement et de répondre aux questions des citoyens. |

| **Nombre de personnes rejointes** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Citoyens | 3000 | Entreprises | | Organisations | 8 |
| Précisions | • Les ateliers de médiation seront conçus en partenariat avec la MDD et ses huit locataires/membres | | | | |
| **Nombre total d'activités prévues** | | | 6 | | |

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Mesures de préservation de la murale** | | | |
|---|---|---|---|
| Moyens de préparation du mur | Enlèvement des graffitis, dégraissage de la surface avec produit biodégradable et nettoyage au jet à haute pression, application d'une couche d'apprêt de qualité supérieure sur l'entièreté du mur. | | |
| Pose d'enduit anti-graffiti | oui | Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche | oui |
| Mesures de suivi prévues | La murale sera inspectée régulièrement. MU procède à des examens et suivis annuels de toutes ses murales. Si besoins, des retouches seront réalisées dans les meilleurs délais (48 heures durant les mois chauds) et aussitôt que les conditions climatiques le permettront durant les mois froids (absence de pluie, température supérieure à 5 degrés Celsius). | | |

**Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural**

| **Objectifs de résultats du Programme d'art mural** | **Actions pour l'atteinte des objectifs** |
|---|---|
| Embellir le paysage urbain par l'art | Réalisation d'une murale sur une façade de la Maison du développement durable. Travailler en concertation avec la ville, l'arrondissement Ville-Marie et la communauté pour que la murale devienne une partie intégrante des efforts de revitalisation du quartier. |
| Soutenir et mettre en valeur la création artistique | Solliciter des artistes de la relève ou des artistes internationaux art mural pour la réalisation d'une murale d'envergure. Élargir et diversifier notre panel d'artistes afin de faire découvrir aux citoyens toute la richesse de la création artistique montréalaise. |
| Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie | En collaboration avec les différents acteurs de la MDD et du PQDS, réalisation d'ateliers participatifs pendant lesquels les participants auront l'occasion de découvrir différentes techniques associées au travail des artistes invités. |
| Prévenir le vandalisme | Si la réalisation d'une murale est un frein au vandalisme et au problème de graffiti récurrent sur les murs, chez MU nous savons qu'il est important de restaurer une murale rapidement après un acte de vandalisme et aussi souvent que nécessaire pour enrayer efficacement et sur du long terme ce genre de problème. Nous attachons donc une grande importance à l'inspection, la restauration, et l'entretien rapide de nos murales. |
| Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais | MU est le seul organisme producteur de murales qui intervient sur l'ensemble du territoire montréalais. Jusqu'à présent, nous sommes intervenus dans 15 quartiers. Chaque année nous cherchons de nouveaux partenaires et de nouvelles opportunités pour étendre notre rayon d'action. |
| Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville | MU attache une grande importance à collaborer avec des artistes dont l'oeuvre procède d'une esthétique forte. Cette esthétique, couplée à une thématique en adéquation avec le quartier, permet aux murales de devenir des points de repère, et ainsi de développer les sentiments de fierté et d'appartenance. |
| Enrichir le patrimoine artistique public | Au coeur du Quartier des spectacles, près de la murale du TNM, et des nouvelles oeuvres d'art public, cette nouvelle oeuvre pourra faire partie du corpus d'oeuvres grandissant de ce secteur. |

## Section 4 – Échéancier

| Activités | Début | Fin |
|---|---|---|
| Concertation et mobilisation du milieu MDD | 01/05/2018 | 30/05/2018 |
| Sélection artiste et conception | 01/06/2018 | 29/06/2018 |
| Préparation du mur (décapage, nettoyage, dégraissage) | 04/09/2018 | 06/09/2018 |
| Réalisation de la murale | 06/09/2018 | 30/09/2018 |
| Activités de médiation culturelle | 09/09/2018 | 30/09/2018 |
| Inauguration protocolaire de la murale avec tous les partenaires du projet | 01/10/2018 | 01/10/2018 |
| Envoi d'un rapport de projet détaillé à l'ensemble des partenaires | | 30/11/2018 |
| Promotion du projet via les outils promotionnels du festival Mtl en Arts | | |
| Préparation des murs | | |
| Réalisation de l’œuvre par l'artiste (et son équipe de réalisation) | | |
| Conférence - Rencontre entre l'artiste et le public | | |
| Inauguration de la murale (date à choisir dans cette période) | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

## Section 5 – Montage financier

### Budget-Revenus

| Sources des revenus prévus | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Précisez la source des revenus** | **Revenus prévus confirmés** | **Revenus prévus anticipés** | **Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande) |
| **Contributions financières** | SDC du Village | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **Programme d'art mural:** Soutien financier demandé | 0 | 12,500.00 $ | |
| | Arrondissement: Ville-Marie | 0.00 $ | 12,500.00 $ | |
| | **(A) Total des contributions** | 0.00 $ | 25,000.00 $ | |
| **Revenus autonomes** Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc. | Maison du développement durable | 0.00 $ | 15,000.00 $ | |
| | SEM - matériaux et frais d'activités | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Organisations et partenaires | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Bébévoles résidents (15 pers., 3h chac.) | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(B) Total des revenus autonomes** | 0.00 $ | 15,000.00 $ | |
| **(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)** Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J) | | 0.00 $ | 40,000.00 $ | |

### Budget-Dépenses

| | **Nature des dépenses** | | | | **Dépenses totales** | **Répartition du soutien financier demandé à la ville*** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salaires** EX: Coordonnateur, artistes, honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, gestion du chantier, etc. | Titre du poste | Nb d'heures X taux horaire | | | | |
| | Honoraires artiste muraliste | 1,00 | * | 10.000,00 $ | 10.000,00 $ | |
| | Équipe d'assistants | 164,00 | * | 18,00 $ | 2.952,00 $ | |
| | Gestion chantier | 100,00 | * | 25,00 $ | 2.500,00 $ | |
| | Coordination | 100,00 | * | 18,00 $ | 1.800,00 $ | |
| | Conception maquette | 1,00 | * | 2.000,00 $ | 2.000,00 $ | |
| | Charge projet verdissement | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | **(D) Total salaires** | | | | 19.252,00 $ | 48.1 % |
| **Frais d'opération** Ex. : Matériel et équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc. | Préparation du mur | | | | 3.000,00 $ | |
| | Echafaudages | | | | 2.000,00 $ | |
| | Peinture et autres matériels | | | | 2.000,00 $ | |
| | Transport | | | | 100,00 $ | |
| | Entretien | | | | 3.000,00 $ | |
| | Frais de retouches | | | | 0,00 $ | |
| | Location equipement | | | | 0,00 $ | |
| | **(E) Total des frais d'opération** | | | | 10.100,00 $ | 25.3 % |
| **Projet d'implication de la communauté** Ex. : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel | Coordination | | | | 750,00 $ | |
| | Conception et animation | | | | 3.000,00 $ | |
| | Matériel | | | | 2.000,00 $ | |
| | Inauguration de la murale (location, technique) | | | | 0,00 $ | |
| | Materiels inauguration | | | | 0,00 $ | |
| | Materiels fête de quartier et "Pot Luck" communautaire | | | | 0,00 $ | |
| | Salaires équipe SEM | | | | 0,00 $ | |
| | Bénévoles résidents comite ruelle | | | | 0,00 $ | |
| | **(F) Total projet d'implication de la communauté** | | | | 5.750,00 $ | 14.4 % |
| **Communication et publicité** Ex. : Graphisme, site Internet, médias sociaux, impression, etc. | Relations de presse | | | | 500,00 $ | |
| | Mobilisation citoyenne et communautaire | | | | 750,00 $ | |
| | Photos et vidéo | | | | 750,00 $ | |
| | Mise à jour du site Internet - ajout de la mention du projet | | | | 0,00 $ | |
| | Relation de presse - Rédaction d'un communiqué + mise en page + t | | | | 0,00 $ | |
| | Signalétique sur le site du festival (Coroplast) | | | | 0,00 $ | |
| | Frais relié à la publicité payante sur facebook (sondage) | | | | 0,00 $ | |
| | **(G) Total communication et publicité** | | | | 2.000,00 $ | 5.0 % |
| **Frais d'administration** Ex : Locaux, téléphonie, papeterie,etc. | Frais administratifs | | | | 1.500,00 $ | |
| | Téléphonie | | | | 0,00 $ | |
| | Papeterie - Photocopie | | | | 0,00 $ | |
| | Assurances | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(H) Total des frais d'administration** | | | | 1.500,00 $ | 3.8 % |
| **Contingences (10%)** Ex : imprévus | Imprévus | | | | 1,398.00 $ | |
| | **(I) Total des contingences** | | | | 1,398.00 $ | 3.5 % |
| **(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)** | | | | | 40,000.00 $ | |

**Pourcentage en honoraires d'artistes:** 37.0 %

**Contribution du Programme d'art mural:** 32.0 %

**Contribution de l'arrondissement:** 32.0 %

Commentaires additionnels:

**Section 6 – Signature**

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

| **Signataire de la demande** | | | |
|---|---|---|---|
| Nom | Elizabeth-Ann Doyle | Fonction | Directrice générale et artistique |
| Date | 28/02/2018 | Signature |  |

**Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)**

**Pour tous les projets des volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants:**

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 15 œuvres)
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers
- L'avenant d'assurance responsabilité civile couvrant la période de réalisation du projet pour une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00$) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée (une copie devra être fournie dans les dix jours de la signature de la convention ou avant cette date).

**Pour tous les projets du volet 1 – Murales à grande visibilité, vous devez fournir également:**

- Une maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Une lettre d'autorisation du propriétaire du mur

**Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.**

**ENVOYER VOTRE FORMULAIRE**

(Choisir Envoyer avec "Application de messagerie par défaut/continuer" - Si des difficultés sont éprouvées lors de l'envoi, le formulaire peut être enregistré puis envoyé par courriel ou tout autre moyen à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca)



©Laurent Gascon et L'escouade de la muralité
*Balance chromatique* (1972)

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2018
## Formulaire

Montréal Québec

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2018

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences et les critères d'admissibilité, ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2018, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s'assurer de déposer une demande complète et conforme.

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

---

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

### Section 1 – Présentation de l'organisation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nom de l'organisation | MU | | | | |
| Adresse | 81 boulevard de Maisonneuve Est, #1<br>Montréal, QC<br>H2X 1J6 | | | | |
| Responsable de l'organisation | Elizabeth-Ann Doyle | | | | |
| Téléphone | (514) 509-6877 | Courriel | elizabeth@mumtl.org | | |
| Responsable du projet | Solène Vinck-Keters | | | | |
| Téléphone | (514) 509-6877 | Courriel | solene@mumtl.org | | |
| Numéro de compte TPS | | | | Numéro de TVQ | |

| **Description de l'organisation** (mission et activités régulières) |
|---|
| MU est un organisme de bienfaisance qui transforme l'espace public montréalais en réalisant des murales ancrées dans les communautés locales. Le cœur de sa démarche : créer des murales de grande qualité artistique pour voir et vivre l'art au quotidien, pour déclencher une transformation sociale et pour léguer, à Montréal, un musée à ciel ouvert. Depuis 2007, MU a réalisé plus de 100 murales d'envergure et pérennes dans 15 quartiers de la ville en plus de mettre en œuvre un important volet éducatif.<br><br>La démocratisation de l'art est au cœur de son mandat. En plus de soutenir des artistes par sa politique de cachets équitables (près de 1,5 million de dollars en honoraires artistiques en dix ans) et de leur offrir une vitrine publique, MU contribue à susciter une réflexion sur l'impact des arts visuels auprès des citoyens en les intégrant dans son approche de développement. Cette approche allie la création d'œuvres visuelles dans l'espace public à une requalification et une création de sens commun.<br><br>Via la création et le legs d'œuvres murales, MU vise à favoriser le sentiment d'appartenance des communautés montréalaises tout en participant à la vitalité économique, aux relations entre citoyens, à la qualité et la fierté du milieu de vie. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Années d'expérience en art mural | 12 | Nombre de projets d'art mural | 110 |

**Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'artiste ou du collectif | Association des commissaires autochtones du Canada | | |
| Artiste principal | Camille Larivée (comissaire) | | |
| Téléphone 514-927-5308 | Courriel | camille.larivee@gmail.com | |
| Équipe de réalisation (s'il y a lieu) | Une équipe d'assistant-e-s muralistes sera attitrée à l'artiste (étudiants en arts visuels). | | |
| Années d'expérience en art mural | | Nombre de projets d'art mural | |

**Section 3 – Présentation du projet**

| | |
|---|---|
| **Nom du projet** | Hommage à Alanis Obomsawin - Série des "Bâtisseur-euse-s culturel-le-s" |

**Description du projet de murale**

Cette murale s'inscrit dans le cadre de notre collection "Les bâtisseurs culturels". Initiée en 2010 par MU, elle vise à reconnaître l'inestimable contribution des créateur-trice-s de la métropole de différentes disciplines artistiques, qu'ils-elles soient montréalais-e-s d'origine ou d'adoption, au rayonnement local, national et international de la scène culturelle montréalaise.

Reçue commandeure de l'Ordre de Montréal en 2017, Alanis Obomsawin est une cinéaste, artiste graveure, chanteuse et conteuse d'origine abénaquise. Elle a milité toute sa vie pour mettre en lumière et défendre la culture des Premières Nations en donnant la parole aux autochtones.
Des prix prestigieux sont venus souligner son engagement exceptionnel comme le Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène en 2008 et le Prix du Québec Albert-Tessier en 2016 en autres. Elle a été reçue membre de l'Ordre du Canada, en 1983, et grande officière de l'Ordre national du Québec, en 2016.
Ce projet se fera en partenariat avec l'ONF (archives, dir. artistique, communications, etc.).
Pour ce projet, nous ferons appel à l'artiste Camille Larivée, qui agira en tant que commissaire autochtone afin d'identifier des artistes autochtones susceptibles de réaliser la murale. Camille Larivée a fondé "Unceded Voices: Street Artists Convergence", une biennale qui réunie des artistes de rue autochtones et non autochtones provenant du Canada et des États-Unis.

| | |
|---|---|
| Arrondissement visé | Ville-Marie |
| Adresse du mur ou secteur visé | District Peter-McGill ou Vieux-Montréal |
| Nombre de murales | 1 |
| Surface estimée du ou des murs | 1500 pieds carrés |

**Caractéristiques du mur ou secteur visé**

Réaliser une murale en hommage à Alanis Obomsawin serait un positionnement fort dans l'arrondissement Ville-Marie, coeur historique de Montréal, qui demeure aujourd'hui encore le centre de la vie économique, sociale et culturelle de la ville, où des populations autochtones étaient déjà établies depuis 2 500 ans.

Grâce à la connaissance et l'expérience de Camille Larivée ainsi qu'à sa volonté de "bâtir des ponts entre les Premières Nations et les Blancs, et de briser les préjugés et les stéréotypes reliés aux autochtones, lesquels peinent à prendre leur place dans le milieu des arts visuels», ce projet permettra d'accroître la visibilité des autochtones au coeur de Montréal et de concourir à une meilleure compréhension des réalités historiques, sociales et culturelles de ces derniers. Cette dernière fait aussi de la médiation culturelle avec les communautés autochtones présentes au Square Cabot dans ce secteur.

L'artiste sera sélectionné-e selon une démarche qui devra mettre en valeur l'identité et l'iconographie autochtones.

**Plans et photos du mur ou secteur visé**

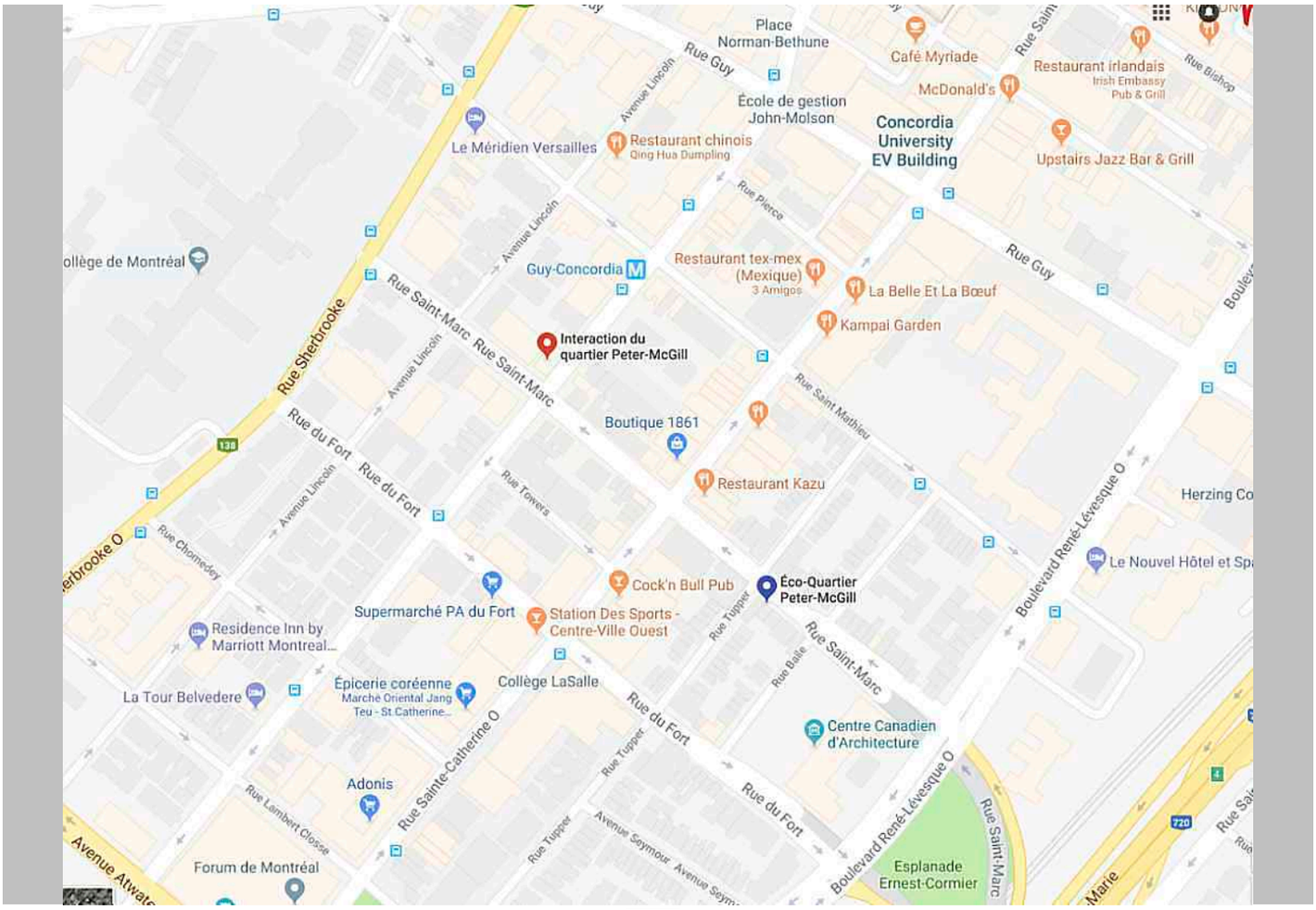







**Photo 3**
**(pdf seulement)**

**Photo 4**
**(pdf seulement)**

## Section 3 – Présentation du projet (suite)

### Adéquation du projet avec le contexte local

Bien que 33 % des habitants de Montréal soient issus de la diversité, seulement 13 % des artistes exposés dans les lieux de diffusion montréalais sont issus de cette diversité.

Comme le souligne l'étude réalisée pour le conseil des arts de Montréal sur les pratiques professionnelles en arts visuels issues de l'autochtonie et de la diversité à Montréal, les artistes autochtones pâtissent d'un manque de reconnaissance publique par l'absence presque totale d'oeuvres publiques signées par des artistes autochtones alors que la ville de Montréal (Tiohtiá:ke) se trouve sur un territoire Mohawk non cédé.

Cette murale d'envergure mettra alors non seulement en avant la personne et le travail d'Alanis Obomsawin mais aussi le travail plastique d'un-e artiste autochtone afin d'offrir une double visibilité autochtone dans l'arrondissement et de "faire des arts autochtones, dans toute leur variété, une composante centrale et fondatrice de l'identité artistique montréalaise", comme le recommande l'étude du CAM.

L'ONF, où Alanis Obomsawin réalise des films qui relatent la vie et les préoccupations des Premières nations et aborde des enjeux importants depuis plus de 40 ans, fera partie des partenaires du projet.

### Partenaires

Arrondissement Ville-Marie, Centre Inter-bande des Jeunes du Centre d'amitié autochtone de Montréal (en cours), Office national de film du Canada

### Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté

Les ateliers de médiation culturelle accompagnant la murale seront réalisés en collaboration avec un centre communautaire local, comme le Centre Inter-bande des Jeunes du Centre d'amitié autochtone de Montréal, dont l'objectif est de fournir un environnement sûr et sécuritaire pour les jeunes Autochtones de Montréal, âgés de 10-29 ans, dans le but de promouvoir l'épanouissement personnel, culturel, éducatif .

Les ateliers que nous offrirons s'inscrivent dans les mêmes objectifs de persévérances scolaires et d'engagement citoyen que nos ateliers "Laisse ta trace" et "MUtation", en offrant aux jeunes des opportunités de développement personnel et de découverte des métiers artistiques.

Ainsi, les ateliers seront une initiation aux différentes techniques d'art mural dans le but de sensibiliser les usagers du centre à cette forme d'art et à son impact dans l'espace public.
Les participants seront également introduits à la démarche de l'artiste et initiés à différentes techniques.

MOBILISATION CITOYENNE :
Dans le cadre de ce projet, nous procéderons à une distribution de dépliants explicatifs dans les résidences environnantes afin d'entamer un dialogue avec les citoyens. Ainsi, ce serait près de 1 000 dépliants qui seraient distribués dans les résidences.

MÉDIATION CULTURELLE PHASE 2:
En partenariat avec l'ONF, il est prévu d'organiser une rencontre autour du corpus d'oeuvres cinématographiques d'Alanis Obomsawin, en présence de celle-ci et de l'artiste-muraliste qui lui rendra hommage, sur le modèle de ce que nous avions fait pour la murale en hommage à Norman McLaren.

### Nombre de personnes rejointes

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Citoyens | 5000 | Entreprises | | Organisations | 2 |
| Précisions | Les participants aux ateliers de médiation culturelle dédiés aux usagers du Centre d'amitié autochtone seront des résidents du secteur (objectif de 80 participants). | | | | |
| **Nombre total d'activités prévues** | | | 4 | | |

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Mesures de préservation de la murale** | | | |
|---|---|---|---|
| Moyens de préparation du mur | Enlèvement des graffitis si besoin, dégraissage de la surface avec produit biodégradable et nettoyage au jet à haute pression, réparations cimentaires de fissures et rejointements de briques, application d'une couche d'apprêt de qualité supérieure sur l'entièreté du mur. | | |
| Pose d'enduit anti-graffiti | non | Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche | oui |
| Mesures de suivi prévues | La murale sera inspectée régulièrement. MU procède à des examens et suivis annuels de toutes ses murales. Si besoins, des retouches seront réalisées dans les meilleurs délais (48 heures durant les mois chauds) et aussitôt que les conditions climatiques le permettront durant les mois froids (absence de pluie, température supérieure à 5 degrés Celsius). | | |

**Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural**

| **Objectifs de résultats du Programme d'art mural** | **Actions pour l'atteinte des objectifs** |
|---|---|
| Embellir le paysage urbain par l'art | Réalisation d'une murale dans l'arrondissement Ville-Marie et la communauté pour que la murale devienne une partie intégrante des efforts de revitalisation du quartier. |
| Soutenir et mettre en valeur la création artistique | Solliciter des artistes de la relève ou des artistes n'ayant pas ou peu d'expérience en art mural pour la réalisation d'une murale d'envergure. Élargir et diversifier notre panel d'artistes afin de faire découvrir aux citoyens toute la richesse de la création artistique montréalaise. |
| Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie | En collaboration avec les différents acteurs communautaires, réalisation d'ateliers participatifs pendant lesquels les jeunes auront l'occasion de découvrir différentes techniques associées au travail des artistes invités. |
| Prévenir le vandalisme | Si la réalisation d'une murale est un frein au vandalisme et au problème de graffiti récurrent sur les murs, chez MU nous savons qu'il est important de restaurer une murale rapidement après un acte de vandalisme et aussi souvent que nécessaire pour enrayer efficacement et sur du long terme ce genre de problème. Nous attachons donc une grande importance à l'inspection, la restauration, et l'entretien rapide de nos murales. |
| Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais | MU est le seul organisme producteur de murales qui intervient sur l'ensemble du territoire montréalais. Jusqu'à présent, nous sommes intervenus dans 15 quartiers. Chaque année nous cherchons de nouveaux partenaires et de nouvelles opportunités pour étendre notre rayon d'action. |
| Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville | MU attache une grande importance à collaborer avec des artistes dont l'oeuvre procède d'une esthétique forte. Cette esthétique, couplée à une thématique en adéquation avec le quartier, permet aux murales de devenir des points de repère, et ainsi de développer les sentiments de fierté et d'appartenance. |
| Enrichir le patrimoine artistique public | Pour la réalisation de nos murales, nous cherchons en priorité des lieux n'ayant pas, de prime abord, de vocation artistique ou culturelle. |

## Section 4 – Échéancier

| Activités | Début | Fin |
|---|---|---|
| Sélection et embauche de l'équipe artistique (assistant(s)-muraliste(s)) | 01/05/2018 | 22/06/2018 |
| Distribution de dépliants pour informer les résidents de la réalisation imminente | 09/07/2018 | 10/07/2018 |
| Préparation du mur (décapage, nettoyage, dégraissage, réfection, etc.) | 16/07/2018 | 27/07/2018 |
| Réalisation de la murale | 01/08/2018 | 28/09/2018 |
| Activités de médiation culturelle | 09/07/2018 | 09/08/2018 |
| Inauguration protocolaire de la murale avec tous les partenaires du projet | 10/09/2018 | 28/09/2018 |
| Envoi d'un rapport de projet détaillé à l'ensemble des partenaires | | 30/11/2018 |
| Promotion du projet via les outils promotionnels du festival Mtl en Arts | | |
| Préparation des murs | | |
| Réalisation de l’œuvre par l'artiste (et son équipe de réalisation) | | |
| Conférence - Rencontre entre l'artiste et le public | | |
| Inauguration de la murale (date à choisir dans cette période) | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

## Section 5 – Montage financier

### Budget-Revenus

| Sources des revenus prévus | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Précisez la source des revenus** | **Revenus prévus confirmés** | **Revenus prévus anticipés** | **Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande) |
| **Contributions financières** | SDC du Village | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **Programme d'art mural:** Soutien financier demandé | 0 | 22,500.00 $ | |
| | Arrondissement: Ville-Marie | 0.00 $ | 22,500.00 $ | |
| | **(A) Total des contributions** | 0.00 $ | 45,000.00 $ | |
| **Revenus autonomes** Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc. | Commandite peinture | 1,000.00 $ | 0.00 $ | |
| | Service-Canada | 1,000.00 $ | 0.00 $ | |
| | Organisations et partenaires | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Bébévoles résidents (15 pers., 3h chac.) | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(B) Total des revenus autonomes** | 2,000.00 $ | 0.00 $ | |
| **(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)** Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J) | | 2,000.00 $ | 45,000.00 $ | |

### Budget-Dépenses

| | **Nature des dépenses** | | | **Dépenses totales** | **Répartition du soutien financier demandé à la ville*** |
|---|---|---|---|---|---|
| **Salaires** EX: Coordonnateur, artistes, honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, gestion du chantier, etc. | Titre du poste | Nb d'heures X taux horaire | | | |
| | Coordination | 50,00 * | 18,00 $ | 900,00 $ | |
| | Conception maquette | 50,00 * | 30,00 $ | 1.500,00 $ | |
| | Honoraires réalisation | 160,00 * | 50,00 $ | 8.000,00 $ | |
| | Equipe d'assistants | 160,00 * | 15,00 $ | 2.400,00 $ | |
| | Gestion chantier | 50,00 * | 18,00 $ | 900,00 $ | |
| | Commissaire | 1,00 * | 2.500,00 $ | 2.500,00 $ | |
| | | 0,00 * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | **(D) Total salaires** | | | 16.200,00 $ | 34.5 % |
| **Frais d'opération** Ex. : Matériel et équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc. | Matériel (peinture) | | | 2.000,00 $ | |
| | Transport | | | 400,00 $ | |
| | Échelle(s) - Location | | | 160 | |
| | Équipement de travail en hauteur | | | 3.000,00 $ | |
| | Nettoyage du mur | | | 1.500,00 $ | |
| | Préparation du mur | | | 1.500,00 $ | |
| | Entretien | | | 3.000,00 $ | |
| | **(E) Total des frais d'opération** | | | 11.400,00 $ | 24.3 % |
| **Projet d'implication de la communauté** Ex. : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel | Coordination | | | 1.650,00 $ | |
| | Conception et animation | | | 3.000,00 $ | |
| | Matériel | | | 1.000,00 $ | |
| | Inauguration de la murale (location, technique) | | | 0,00 $ | |
| | Materiels inauguration | | | 0,00 $ | |
| | Materiels fête de quartier et "Pot Luck" communautaire | | | 0,00 $ | |
| | Salaires équipe SEM | | | 0,00 $ | |
| | Bénévoles résidents comite ruelle | | | 0,00 $ | |
| | **(F) Total projet d'implication de la communauté** | | | 5.650,00 $ | 12.0 % |
| **Communication et publicité** Ex. : Graphisme, site Internet, médias sociaux, impression, etc. | Préparation des éléments (graphisme) | | | 750,00 $ | |
| | Impression | | | 750,00 $ | |
| | Site internet et médias sociaux | | | 500,00 $ | |
| | Distribution de dépliants | | | 250,00 $ | |
| | Vidéo | | | 5.000,00 $ | |
| | Signalétique sur le site du festival (Coroplast) | | | 0,00 $ | |
| | Frais relié à la publicité payante sur facebook (sondage) | | | 0,00 $ | |
| | **(G) Total communication et publicité** | | | 7.250,00 $ | 15.4 % |
| **Frais d'administration** Ex : Locaux, téléphonie, papeterie,etc. | Frais de bureau | | | 2.000,00 $ | |
| | Téléphonie | | | 0,00 $ | |
| | Papeterie - Photocopie | | | 0,00 $ | |
| | Assurances | | | 0,00 $ | |
| | | | | 0,00 $ | |
| | | | | 0,00 $ | |
| | **(H) Total des frais d'administration** | | | 2.000,00 $ | 4.3 % |
| **Contingences (10%)** Ex : imprévus | Imprévus | | | 4,500.00 $ | |
| | **(I) Total des contingences** | | | 4,500.00 $ | 9.6 % |
| **(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)** | | | | 47,000.00 $ | |

**Pourcentage en honoraires d'artistes:** 30.0 %

**Contribution du Programme d'art mural:** 48.0 %

**Contribution de l'arrondissement:** 48.0 %

Commentaires additionnels:

**Section 6 – Signature**

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

| **Signataire de la demande** | | | |
|---|---|---|---|
| Nom | Elizabeth-Ann Doyle | Fonction | Directrice générale et artistique |
| Date | 28/02/2018 | Signature |  |

**Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)**

**Pour tous les projets des volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants:**

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 15 œuvres)
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers
- L'avenant d'assurance responsabilité civile couvrant la période de réalisation du projet pour une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00$) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée (une copie devra être fournie dans les dix jours de la signature de la convention ou avant cette date).

**Pour tous les projets du volet 1 – Murales à grande visibilité, vous devez fournir également:**

- Une maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Une lettre d'autorisation du propriétaire du mur

**Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.**

**ENVOYER VOTRE FORMULAIRE**

(Choisir Envoyer avec "Application de messagerie par défaut/continuer" - Si des difficultés sont éprouvées lors de l'envoi, le formulaire peut être enregistré puis envoyé par courriel ou tout autre moyen à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca)



©Laurent Gascon et L'escouade de la muralité
*Balance chromatique* (1972)

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2018
## Formulaire

Montréal Québec

# Programme d’art mural

## Appel de projets 2018

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences et les critères d’admissibilité, ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2018, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s’assurer de déposer une demande complète et conforme.

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

---

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

### Section 1 – Présentation de l’organisation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nom de l’organisation | Société écocitoyenne de Montréal | | | | |
| Adresse | 2187 Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5 | | | | |
| Responsable de l’organisation | Roxanne L'Écuyer | | | | |
| Téléphone | (514) 523-9220 | Courriel | direction@sem-montreal.org | | |
| Responsable du projet | James Oger | | | | |
| Téléphone | (514) 523-9220 | Courriel | verdissement@sem-montreal.org | | |
| Numéro de compte TPS | 895073849RT | | | Numéro de TVQ | 1018817175 |

| **Description de l’organisation** (mission et activités régulières) |
|---|
| Fondée en 1995 par des citoyens engagés, la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d’informer, sensibiliser et mobiliser la population aux enjeux environnementaux urbains à travers des projets de verdissement, d’action citoyenne et de gestion des matières résiduelles. Bien enracinée dans le quartier de Sainte-Marie, la SEM a développé à travers les années une approche qui place les résidents, ainsi que l’amélioration de leur qualité de vie, au cœur de son action. La SEM est mandataire, depuis sa fondation, du programme éco-quartier pour le district de Sainte-Marie.<br><br>Depuis ses débuts, la Société écocitoyenne de Montréal utilise une approche axée sur la participation citoyenne et développe ses projets en collaboration étroite avec le milieu. Ce type d'approche permettant d’être très actif dans la vie de quartier, mais surtout de rester au coeur des préoccupations de la population. Bien ancrée dans l'action locale, la SEM est reconnue dans le quartier pour réaliser des projets novateurs et centrés sur les besoins de sa population. Elle a été mandatée en 2015, par l’Office Municipal d’Habitation de Montréal, pour mener un projet de sensibilisation et d’optimisation de la gestion des matières résiduelles dans des habitations ciblées. Elle est également responsable depuis 2015 de l’entretien horticole du site de la Corporation d’Habitation Jeanne-Mance dans la continuité des aménagements réalisés, en plus d'avoir réalisé 15 ruelles vertes et de faire partie des organismes porteurs du projet Quartier nourricier. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Années d’expérience en art mural | 6 | Nombre de projets d’art mural | 5 |

**Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Nom de l'artiste ou du collectif | Kolab | | | |
| Artiste principal | Fluke | | | |
| Téléphone | (514) 522-9471 | Courriel | info@ashop.ca | |
| Équipe de réalisation (s'il y a lieu) | L'artiste principal sera assisté d'un artiste professionnel ou émergent (dans le cadre d'une activité de mentorat). | | | |
| Années d'expérience en art mural | 9 | Nombre de projets d'art mural | 250 | |

**Section 3 – Présentation du projet**

| | |
|---|---|
| **Nom du projet** | Du vert à l'art dans les ruelles de Sainte-Marie |

**Description du projet de murale**

La SEM prévoit, dans le cadre du projet Du vert à l'art dans les ruelles vertes de Sainte-Marie, la réalisation d'une murale dans une ruelle verte, autour de la thématique de la mise en valeur de l'histoire polonaise, qui est importante pour le quartier Sainte-Marie mais pour les lieux ciblés plus précisément.

Le projet propose de s'imbriquer à une démarche déjà présente, porteuse, mobilisatrice et structurante pour le quartier que sont les ruelles vertes. C'est dans cette optique que la démarche artistique se développera, en impliquant les résidents riverains en amont et tout au long des étapes de réalisation du projet. Ce projet permettra de répondre à un intérêt déjà manifesté par les comités de résidents des ruelles tout en rendant hommage à une communauté ayant contribué à bâtir le quartier. Il permettra de mobiliser et d'impliquer davantage les résidents ainsi que des représentants de la communauté polonaise afin qu'ils contribuent tous ensemble à l'amélioration de la qualité du milieu de vie. Nous souhaitons, que cette démarche artistique contribue au renforcement des liens créés avec l'aménagement de la ruelle verte en 2015.

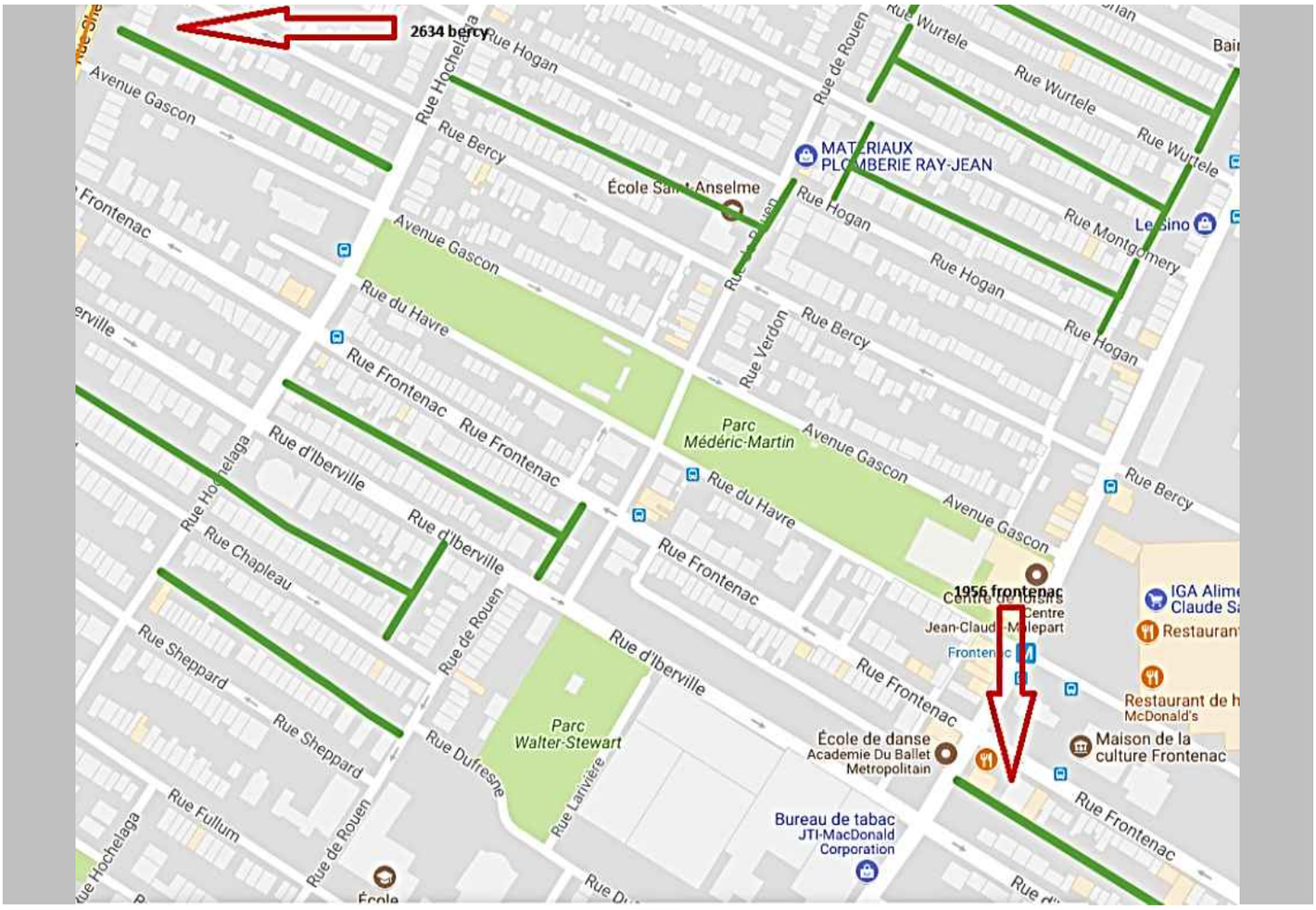
Ce projet de murale viendra également contribuer à la vitalité artistique et culturelle bien définie dans Sainte-Marie, avec le pôle de création culturel des Faubourgs, en plus de bonifier et de s'intégrer au parcours qui relie les 15 ruelles vertes déjà aménagées, comprenant en plus des nombreux végétaux, des panneaux d'interprétation, des jeux au sol, des micro bibliothèques, des nichoirs peints par les enfants, etc.

| | |
|---|---|
| Arrondissement visé | Ville-Marie |
| Adresse du mur ou secteur visé | Le projet se réalisera sur le mur de Dom Polski, situé au 1956 Frontenac, riverain de la ruelle verte Les Fins Filous. Le "plan B" cible la ruelle La Petite Pologne, avec notamment une murale à l'adresse du 2634 Bercy, ainsi que d'autres interventions à l'intérieur de la même ruelle. Voir plan de localisation pour tous les détails. |
| Nombre de murales | 1 |
| Surface estimée du ou des murs | 1500 pieds carrés environ |

**Caractéristiques du mur ou secteur visé**

Le mur de la proposition principale du présent projet est celui de l'édifice Dom Polski, propriété de la Société polonaise de l'aigle blanc, un lieu culturel emblématique de la communauté polonaise dont le rayonnement va bien au-delà des frontières du quartier Sainte-Marie. Il s'agit d'un des 3 centres culturels polonais toujours en activité, ainsi qu'une des plus vieilles organisations à Montréal, en activité depuis au moins les années 1930. Le mur de grande envergure est en bon état, situé à l'angle des rues Frontenac et Ontario, à deux pas de la station de métro Frontenac, de la Maison de la culture, de la bibliothèque et du Marché solidaire Frontenac. En plein coeur de ce qu'on désigne comme le pôle Frontenac, ce secteur du quartier est très achalandé et de nombreux murs à proximité sont fréquemment graffités. Le plan B de la proposition prévoit des interventions dans la ruelle La Petite pologne, qui porte son nom en hommage à la communauté polonaise. Cette ruelle se situe au coeur du quartier polonais d'autrefois, à deux pas de l'église Notre-Dame de Czestochowa qui est rattachée à la plus vieille paroisse polonaise de Montréal. Le mur principal est immeuble résidentiel de la rue Bercy, qui est situé à l'entrée de la ruelle et visible de la rue en plus d'être à deux pas de la rue Sherbrooke. Les démarches ont été entreprises auprès des propriétaires des murs inclus dans la proposition et elles ont toutes été obtenues (autorisations écrites sinon verbales). Et dans l'éventualité où un problème surviendrait avec l'un ou l'autre des murs, de nombreux résidents d'autres ruelles ont manifesté leur intérêt comme en témoignent les lettres d'appuis jointes.

**Plans et photos du mur ou secteur visé**












**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Adéquation du projet avec le contexte local** |
|---|
| Outre le fait que le projet se situe dans un contexte où la lutte aux graffitis est un enjeu important et que des demandes de murale nous avaient déjà été adressés par les comités de résidents, nous jugeons qu'il s'agit ici d'un complément idéal dans un cadre d'une ruelle verte proposant, de surcroit, une thématique pour la mise en valeur du patrimoine et de l'histoire du quartier.<br><br>Non seulement les citoyens continuent de s'impliquer activement en faisant partie prenante de la démarche, mais la murale permet d'embellir et d'améliorer la qualité de vie du milieu là où le verdissement rencontre ses limites. Comme ce fut le cas donc pour le développement des ruelles vertes, la contribution des résidents riverains sera mise à profit à chaque étape du projet, permettant utilement de créer des liens, de renforcer le tissu social du quartier et contribuant à "l'empowerment" de la communauté. Cette approche et ces objectifs sous-jacents cadrent tout à fait dans des contextes de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et de Quartiers verts, tous deux présents dans le quartier Sainte-Marie.<br><br>La thématique du projet, combinée à la volonté d'intégrer la communauté polonaise dans la démarche, permettra des rapprochements entre ceux qui ont contribué à faire le quartier autrefois et ceux qui l'habitent aujourd'hui. Cette initiative s'intègre tout à fait dans un des axes porté par la table de quartier, tournant autour de la notion du "Vivre ensemble" et portera une signification particulière pour la communauté polonaise dont 2018 marque les 100 ans de la libération de la Pologne. Le projet pourra également être inclut dans les diverses balades et parcours qui ont cours, soit La balade des Faubourgs - art et culture ou encore dans les diverses visites offertes à chaque années dans les ruelles (Promenade de Jane, Club de marcheurs, AmiEs du Jardin Botanique, rallyes jeunesse, balades des partenaires, etc). |
| **Partenaires** |
| Des nombreux partenaires, éluEs et institutions qui nous ont donné leur appui, sont donc partenaires la CDC Centre-Sud et Voies culturelles des Faubourgs pour la mobilisation et les communications. Ensuite la Division des sports, loisir et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'événement inaugural, et finalement, et non les moindres, les citoyens pour leur implication dans le projet. |

| **Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté** |
|---|
| La SEM prévoit, à l'image des projets et initiatives qu'elle mène de front, travailler et collaborer avec les citoyens riverains, propriétaires, organismes communautaires et autres acteurs interpellés par le projet. Ce travail s'amorcera dès le printemps, une fois l'annonce des projets sélectionnés, lors des premières activités de la saison, qui sont souvent des journées d'entretien printanières. Ce sera l'occasion de présenter pour une première fois le projet et son déroulement. Comme ces activités sont souvent les premières de la saison, après quelques mois de relâche, un aspect social (goûter matinal, pot luck) est souvent au rendez-vous. Il s'agit donc d'un moment de prédilection pour que le comité de la ruelle fasse connaissance et créé un premier contact avec l'artiste. Par le suite, une intervention de médiation culturelle à proprement parlée sera organisée dans le cadre d'un événement déjà prévu dans le calendrier de fêtes et événement de la ruelle (fête quartier, BBQ, Noël des campeurs, etc). Cette intervention prendra la forme d'un exercice d'idéation et d'imagination, adapté à toutes les clientèles.<br><br>Le travail de validation de l'esquisse qui s'en suit avec la communauté pourra être fait à même les échanges réguliers du chargé de projet verdissement avec le comité de résidents. Au besoin, de petites rencontres pourraient facilement être organisées dans la ruelle pour compléter le processus. À cette étape-ci, la réalisation de la murale pourra commencer, après toutefois avoir pris soin de fournir le calendrier de réalisation des travaux à l'ensemble des résidents. Ceux-ci, de même que tous les partenaires, seront invités à venir assister à la réalisation de l'œuvre et peut-être, si la situation s'y prête, à donner un coup de main à certains moments déterminés. Une fois la murale achevée, une inauguration sera prévue dans la ruelle Les Fins filous avec une fête, pour souligner la réalisation de la murale. À cet événement festif, un aspect spécifique sur l'héritage culturelle polonais pourra être mis de l'avant avec notamment la visite du centre culturel Dom Polski, de la danse polonaise traditionnelle et un buffet polonais confectionné par la Patisserie Wawel, qui se situe à deux pas. Pour cet événement, le soutien de l'équipe d'animation estivale de la Division des Sports et Loisirs a été confirmé, de même que celui du côté de la communauté polonaise. |

| **Nombre de personnes rejointes** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Citoyens | 288 | Entreprises | 3 | Organisations | 2 |
| Précisions | Le nombre de personnes rejointes chiffrées ci-haut n'inclut que les citoyens, entreprises et organisations riverains de la ruelle Fins filous, à cela il faut ajouter le rayonnement global du projet dans le milieu, ce qui est difficilement chiffrable. | | | | |
| **Nombre total d'activités prévues** | | | 5 | | |

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Mesures de préservation de la murale** | | | |
|---|---|---|---|
| Moyens de préparation du mur | Un lavage sous pression de la surface sera effectué. Une couche d'apprêt acrylique "Sherwin Wiliams Extérieur Résistance" de haute qualité sera ensuite appliquée afin de préparer la surface à recevoir la peinture à l'aérosol. La peinture de haute qualité "Belton Premium" spécialement conçue en Allemagne pour les murales artistiques sera utilisée. Il s'agit du plus haut grade de qualité en matière d'aérosol au monde. Elle contient des agents protecteurs de rayons UV qui assure que les couleurs restent vives pour une durée visée de 10 ans. | | |
| Pose d'enduit anti-graffiti | oui | Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche | oui |
| Mesures de suivi prévues | Un enduit anti-graffiti sera appliqué sur la murale. Une somme monétaire sera prévue a des fins de réparations et de maintient de la murale. Tout vandalisme ou détérioration de la murale sera signalé au Ashop qui s'occupera de faire les réparations, et ce pour une période de 5 ans. | | |

**Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural**

| **Objectifs de résultats du Programme d'art mural** | **Actions pour l'atteinte des objectifs** |
|---|---|
| Embellir le paysage urbain par l'art | Réalisation de murale de qualité, s'intégrant et mettant en valeur l'histoire et le patrimoine d'un quartier. Projet artistique qui viendra s'intégrer à un pôle de création culturel et qui sera mis en valeur, notamment, par le circuit déjà existant reliant les ruelles vertes ainsi que par les diverses balades thématiques déjà offertes. |
| Soutenir et mettre en valeur la création artistique | Partenariat avec une compagnie de production québécoise autogérée d'artistes muralistes. Partenariat avec un artiste membre de la communauté polonaise. |
| Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie | Poursuite du travail amorcé avec les projets de ruelle verte. Inclusion des citoyens et autres parties prenantes dans l'idéation de la démarche. |
| Prévenir le vandalisme | Pose de l'enduit anti-graffiti sur les murales. Rôle de surveillance et de "gardien" joué par les résidents riverains de la ruelle. |
| Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais | Permettre à des citoyens issus d'un quartier au prise avec des problématiques sociodémographiques, de s'impliquer dans un projet professionnel de murale. Faire la promotion et la valorisation de l'art muraliste lors des diverses visites et balades organisées dans le parcours des ruelles vertes. |
| Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville | Créer des ponts entre une communauté culturelle qui a façonné le quartier autrefois et les gens qui y habitent et qui s'y impliquent. Rendre hommage au patrimoine culturel d'un quartier montréalais. Permettre à des résidents de contribuer à améliorer leur milieu de vie immédiat. |
| Enrichir le patrimoine artistique public | Création d'une oeuvre unique, inclusive et concertée dans un contexte sans précédent, qui est accessible à tous et visible du domaine public. |

## Section 4 – Échéancier

| Activités | Début | Fin |
|---|---|---|
| Annonce du projet auprès des comités, partenaires et dans les réseaux de la SEM: infolettre, Facebook, site web | 30/04/2018 | 18/05/2018 |
| Annonce de l'obtention du financement et de la réalisation du projet dans les réseaux de nos partenaires (CDC Centre-Sud, Voies culturelles, TCF, GISM, etc) | 30/04/2018 | 18/05/2018 |
| Finalisation des choix de murs | 07/05/2018 | 01/06/2018 |
| Obtention des autorisations auprès des propriétaires | 07/05/2018 | 01/06/2018 |
| Premières activités printanières dans les ruelles, présentation du projet et rencontre avec l'artiste | 14/05/2018 | 08/06/2018 |
| Interventions de médiation culturelle dans chacune des ruelles, dans le cadre d'événements dans les ruelles | 18/06/2018 | 22/07/2018 |
| Travail, présentation et validation des esquisses par citoyens, les partenaires, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie | 23/07/2018 | 27/08/2018 |
| Préparation des murs | 13/08/2018 | 24/08/2018 |
| Réalisation des murales | 27/08/2018 | 14/09/2018 |
| Annonce des murales réalisées, émission d'un communiqué et invitation à l'événement d'inauguration | 14/09/2018 | 20/09/2018 |
| Événement d'inauguration | 21/09/2018 | 23/09/2018 |
| Rédaction et remise du rapport | 01/10/2018 | 26/10/2018 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

## Section 5 – Montage financier

### Budget-Revenus

| Sources des revenus prévus | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Précisez la source des revenus** | **Revenus prévus confirmés** | **Revenus prévus anticipés** | **Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande) |
| **Contributions financières** | SDC du Village | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **Programme d'art mural:** Soutien financier demandé | 0 | 32,394.00 $ | |
| | Arrondissement: Ville-Marie | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(A) Total des contributions** | 0.00 $ | 32,394.00 $ | |
| **Revenus autonomes** Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc. | SEM - Salaires | 1,799.00 $ | 0.00 $ | |
| | SEM - matériaux et frais d'activités | 1,151.00 $ | 0.00 $ | |
| | Organisations et partenaires | 1,050.00 $ | 1,000.00 $ | |
| | Bébévoles résidents (15 pers., 3h chac.) | 585.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(B) Total des revenus autonomes** | 4,585.00 $ | 1,000.00 $ | |
| **(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)** Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J) | | 4,585.00 $ | 33,394.00 $ | |

### Budget-Dépenses

| | **Nature des dépenses** | | | | **Dépenses totales** | **Répartition du soutien financier demandé à la ville*** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salaires** EX: Coordonnateur, artistes, honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, gestion du chantier, etc. | Titre du poste | Nb d'heures X taux horaire | | | | |
| | Artiste principal | 180,00 | * | 45,00 $ | 8.100,00 $ | |
| | Assistant Artiste | 175,00 | * | 25,00 $ | 4.375,00 $ | |
| | Gestion Projet & chantier | 68,00 | * | 25,00 $ | 1.700,00 $ | |
| | Coordination de projet | 40,00 | * | 25,00 $ | 1.000,00 $ | |
| | Frais Administratif | 60,00 | * | 35,00 $ | 2.100,00 $ | |
| | Charge projet verdissement | 20,00 | * | 20,70 $ | 414,00 $ | |
| | | | * | | 0,00 $ | |
| | **(D) Total salaires** | | | | 17.689,00 $ | 46.6 % |
| **Frais d'opération** Ex. : Matériel et équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc. | Peintures & Canettes aerosol | | | | 1.500,00 $ | |
| | Transport | | | | 250,00 $ | |
| | Materiel et Echafaudage | | | | 2.000,00 $ | |
| | Materiel et Equipement pour le nettoyage de la ruelle et des murs | | | | 600,00 $ | |
| | Solution anti-graffiti | | | | 2.000,00 $ | |
| | Entretien et suivi de la murale (5 ans ) | | | | 2.000,00 $ | |
| | Location equipement | | | | 700,00 $ | |
| | **(E) Total des frais d'opération** | | | | 9.050,00 $ | 23.8 % |
| **Projet d'implication de la communauté** Ex. : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel | Mediation intervenants et concertation | | | | 750,00 $ | |
| | Atelier Artistes | | | | 1.000,00 $ | |
| | Materiels Ateliers | | | | 500,00 $ | |
| | Intervenants inauguration | | | | 460,00 $ | |
| | Materiels inauguration | | | | 300,00 $ | |
| | Materiels fête de quartier et "Pot Luck" communautaire | | | | 800,00 $ | |
| | Salaires équipe SEM | | | | 1.225,00 $ | |
| | Bénévoles résidents comite ruelle | | | | 585,00 $ | |
| | **(F) Total projet d'implication de la communauté** | | | | 5.620,00 $ | 14.8 % |
| **Communication et publicité** Ex. : Graphisme, site Internet, médias sociaux, impression, etc. | Frais de communications | | | | 350,00 $ | |
| | Graphisme,Impressions, site internet | | | | 400,00 $ | |
| | Creation plaque | | | | 150,00 $ | |
| | Diffusion dans les reseaux de l'organisme, de la table de quartier, etc | | | | 620,00 $ | |
| | Relation de presse - Rédaction d'un communiqué + mise en page + t | | | | 0,00 $ | |
| | Signalétique sur le site du festival (Coroplast) | | | | 0,00 $ | |
| | Frais relié à la publicité payante sur facebook (sondage) | | | | 0,00 $ | |
| | **(G) Total communication et publicité** | | | | 1.520,00 $ | 4.0 % |
| **Frais d'administration** Ex : Locaux, téléphonie, papeterie,etc. | Assurances, locaux et equipements | | | | 500,00 $ | |
| | Frais d'administration | | | | 500,00 $ | |
| | Papeterie - Photocopie | | | | 0,00 $ | |
| | Assurances | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(H) Total des frais d'administration** | | | | 1.000,00 $ | 2.6 % |
| **Contingences (10%)** Ex : imprévus | Imprevus | | | | 3,100.00 $ | |
| | **(I) Total des contingences** | | | | 3,100.00 $ | 8.2 % |
| **(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)** | | | | | 37,979.00 $ | |

**Pourcentage en honoraires d'artistes:** 32.8 %

**Contribution du Programme d'art mural:** 85.3 %

**Contribution de l'arrondissement:** 0.0 %

Commentaires additionnels:

Le présent projet, du point de vue financier, peut sembler ambitieux, mais il est pertinent de gard

**Section 6 – Signature**

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

| **Signataire de la demande** | | | |
|---|---|---|---|
| Nom | Roxanne L'Écuyer | Fonction | Directrice générale |
| Date | 28/02/2018 | Signature | |

**Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)**

**Pour tous les projets des volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants:**

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 15 œuvres)
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers
- L'avenant d'assurance responsabilité civile couvrant la période de réalisation du projet pour une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00$) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée (une copie devra être fournie dans les dix jours de la signature de la convention ou avant cette date).

**Pour tous les projets du volet 1 – Murales à grande visibilité, vous devez fournir également:**

- Une maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Une lettre d'autorisation du propriétaire du mur

**Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.**

---

**ENVOYER VOTRE FORMULAIRE**

(Choisir Envoyer avec "Application de messagerie par défaut/continuer" - Si des difficultés sont éprouvées lors de l'envoi, le formulaire peut être enregistré puis envoyé par courriel ou tout autre moyen à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca)



©Laurent Gascon et L'escouade de la muralité
*Balance chromatique* (1972)

# Programme d'art mural

**Appel de projets 2018**
**Formulaire**

Montréal Québec

# Programme d’art mural

## Appel de projets 2018

Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences et les critères d’admissibilité, ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2018, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s’assurer de déposer une demande complète et conforme.

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

---

Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme
Cocher une seule case

○ Volet 1 : Murale de grande visibilité

◉ Volet 2 : Murale de quartier

### Section 1 – Présentation de l’organisation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nom de l’organisation | S.P.D.A.C Inc / Festival Mtl en Arts | | | | |
| Adresse | 576 rue Sainte-Catherine Est, bureau 211 | | | | |
| Responsable de l’organisation | Stéphane MABILAIS | | | | |
| Téléphone | (514) 370-2269 | Courriel | stephane@mtlenarts.com | | |
| Responsable du projet | Stéphane MABILAIS | | | | |
| Téléphone | (438) 828-7474 | Courriel | stephane@mtlenarts.com | | |
| Numéro de compte TPS | | | | Numéro de TVQ | |

| **Description de l’organisation** (mission et activités régulières) | | | |
|---|---|---|---|
| La Société de Promotion et de Diffusion des Arts et de la Culture (S.P.D.A.C), organisme à but non lucratif enregistré, a pour missions de promouvoir et démocratiser l'art par le biais de diverses activités artistiques telles que des expositions, performances artistiques participatives, animations pour les enfants, projections de films, soirées festives, création de murales. Elle cherche aussi à assurer la meilleure diffusion au plus grand nombre de créateurs possible, en leur offrant un contact privilégié avec le grand public québécois en général, ainsi que les touristes, les amateurs d'art et la communauté des gens d’affaires. Ces objectifs se concrétisent chaque année par l'organisation du festival Mtl en Arts dans lequel sont regroupées les nombreuses propositions artistiques et culturelles et pendant lequel se rencontrent les publics et les artistes.<br><br>Depuis 2017, Mtl en Arts propose des projets de murales. L'année passée, les artistes Jason Botkin, Arnold, Marc Sirus et Borrris ont collaboré autour de la réalisation d'une grande murale rue Notre-Dame ("D-CONSTRUCTION"), en travaux et en changement depuis quelques années maintenant. L'objectif de cette murale était de mettre en peinture le chaos qui peut s'assortir aux chantiers de construction, faisant ainsi le lien avec le contexte dans lequel évolue la rue. Aussi, une autre murale a été réalisée par l'artiste BONAR en direct pendant la 18ème édition du festival. | | | |
| Années d’expérience en art mural | 1 | Nombre de projets d’art mural | 2 |

**Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Nom de l'artiste ou du collectif | Kolab | | | |
| Artiste principal | Dodo Ose | | | |
| Téléphone | (514) 927-5308 | Courriel | dodo@ashop.ca | |
| Équipe de réalisation (s'il y a lieu) | Artiste collaborateur : FIVE Eight | | | |
| Années d'expérience en art mural | 9 | Nombre de projets d'art mural | 250 | |

**Section 3 – Présentation du projet**

| | |
|---|---|
| **Nom du projet** | Mtl en Murales |

**Description du projet de murale**

Ce projet entre dans le cadre du festival Mtl en Arts dont la 19ème édition se déroulera du 27 juin au 1er juillet 2018. L'artiste principal du collectif KOLAB choisi pour réaliser cette murale est le franco-québécois Dodo Ose, qui mélange les techniques de peinture et dont le style est à la fois surréaliste, romantique, onirique et très poétique. Son travail, associant le figuratif à l'imaginaire permet de concevoir une œuvre qui peut facilement s'accorder aux thèmes proposés par le comité, tout en répondant aux attentes créatives des festivaliers et au contexte du quartier dans lequel il s'installe et avec lequel il cohabite. Il sera accompagné de l'artiste Five Eight, connu pour ses représentations du design néon.

Cette murale s'élabore autour du concept de collaboration avec les différentes parties prenantes du projet dans sa conception : partenaires, comités d'organisations locales et citoyens décident ensemble de l'œuvre qu'ils souhaitent avoir sur le mur par la biais d'un sondage. Cette pratique permet de mobiliser les habitants dans le projet en s'appuyant sur les technologies mobiles et plateformes numériques, et d'accroître leur sentiment d'appartenance à la ville en leur donnant l'opportunité d'exprimer leur avis.
Les objectifs du projet sont d'abord d'embellir le paysage urbain tout en enrichissant le patrimoine du quartier, soutenir la création artistique en mettant en avant un collectif local et également faciliter l'accès à l'art en l'introduisant dans l'espace public. La rue étant piétonne à partir du mois de mai permet la création d'une murale détaillée que les passants pourront prendre le temps d'apprécier, et ce tous les étés.

| | |
|---|---|
| Arrondissement visé | Ville-Marie |
| Adresse du mur ou secteur visé | 1302 Rue Sainte-Catherine E<br>Croisement rue Visitation et Ste-Catherine |
| Nombre de murales | 1 |
| Surface estimée du ou des murs | 402 pi2 |

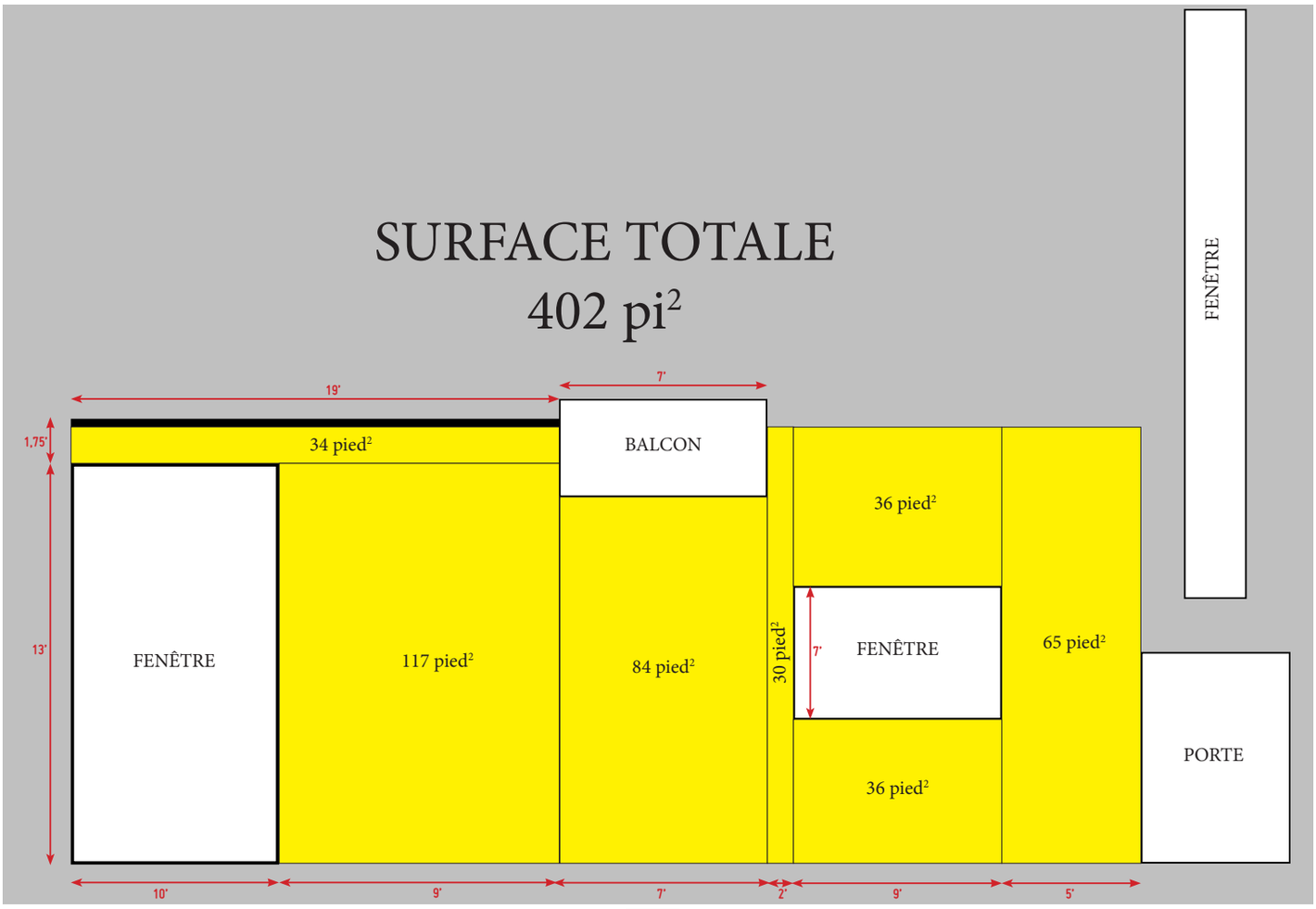
**Caractéristiques du mur ou secteur visé**

Le mur se situe sur la rue Visitation, au croisement de la rue Sainte-Catherine, à deux pas du métro Beaudry.

Il est fait de briques et compte une vitrine à sa gauche, un balcon et une grande fenêtre au centre, ce qui lui confère une surface globale de 402 pi2 environ. Nous avons pu remarquer qu'il est en très bon état général, et ne nécessite donc pas de remise en état.

Par sa situation géographique, cette murale bénéficiera d'une grande visibilité dans le quartier, car placée au cœur du Village. Aussi, sa visibilité et son accessibilité seront augmentées sur les périodes estivales, lors de la "piétonnisation" de la rue liée à l'exposition annuelle d'art public, Aires Libres, gérée par la SDC.

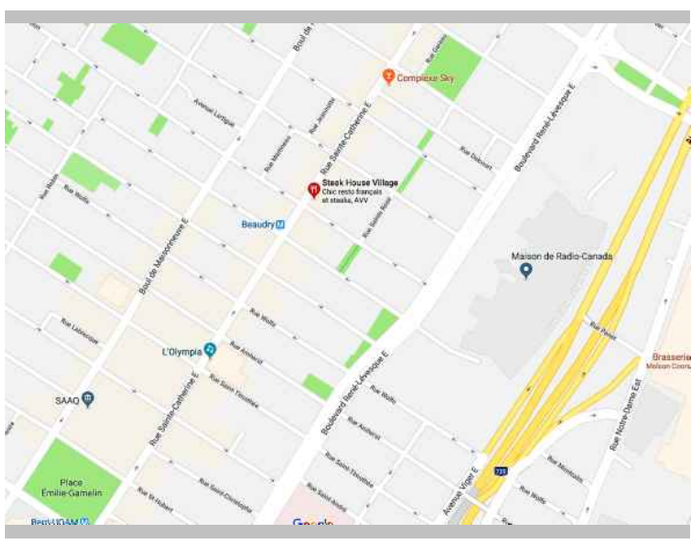
**Plans et photos du mur ou secteur visé**









**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Adéquation du projet avec le contexte local** |
|---|
| Le projet s'établit dans le Village, quartier gai de Montréal. Depuis sa création, le quartier mise sur les arts pour sa revitalisation. En effet, il a été beaucoup déserté car aux prises avec une forte criminalité. Si le sentiment de sécurité des résidents s'accroît au fil du temps, il reste instable, notamment à cause d'une vague de violence qui a fait resurgir ce débat public il y a quelques années. La réalisation de certains projets nous a amenés à comprendre que l'aménagement du territoire a un fort impact sur le sentiment de sécurité des habitants, et peut ainsi le favoriser.<br><br>Le festival Mtl en Arts a été créé avec la volonté d'aider à redynamiser ce quartier. Né en 1999, Mtl en Arts poursuit ce travail en mettant en place différentes activités culturelles et artistiques destinées à tous les publics sur 5 jours de festival, fin juin de chaque année. Il collabore depuis 10 ans avec la SDC du Village qui travaille dans la même ligne, avec ses installations artistiques éphémères (Boules Roses, expo-photo, etc.) et son exposition d'art public Aires Libres. L'association des deux structures permet la rencontre de deux acteurs locaux importants du milieu des affaires et du milieu artistique.<br><br>Le quartier fait également face à un problème de graffitis et de tags et la réalisation de plusieurs murales a déjà démontré son efficacité pour enrayer ce fléau. À titre d'exemple, une murale réalisée il y a 10 ans pour le collectif d'artistes Art du Commun au coin des rues Sainte-Catherine et Champlain n'a jamais été vandalisée. C'est le cas de la plupart des autres murales du quartier. Aussi, nous pensons que la réduction des graffitis augmente le sentiment de sécurité des résidents et des visiteurs.<br>L'embellissement du quartier grâce à des murales est donc une suite logique de la démarche artistique et de revitalisation du Village, que Mtl en Arts cherche à mettre en avant dans sa programmation. |
| **Partenaires** |
| Le propriétaire du restaurant Steak Frites (mise à disposition du mur) et la SDC du Village (aide financière). |

| **Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté** |
|---|
| - Dans le cadre de ce projet de murale, nous souhaitons mobiliser les organisations locales ainsi que les citoyens dans la conception de l'œuvre, en collaboration avec l'artiste.<br>Tout d'abord, un comité composé de différentes organisations locales se réunira afin de déterminer deux thèmes en lien avec le contexte local dans lesquels l'œuvre devra s'inscrire. A partir de ces thèmes, l'artiste réalisera deux esquisses : une par thème proposé. Ensuite, les esquisses réalisées seront partagées sur les réseaux sociaux (Facebook) et soumises au vote des publics par un système de sondage. Il s'étalera sur une semaine et sera relayé par nos partenaires locaux, l'artiste et son réseau afin d'assurer une première diffusion à large échelle sur cette période. L'esquisse ayant reçu le plus de votes sera celle qui sera reproduite en direct au moment du festival, entre le 27 juin et le 1er juillet.<br>- En termes de médiation culturelle, une rencontre entre l'artiste et le public sera organisée pendant le festival, pour que Dodo Ose puisse échanger avec les citoyens à propos de son œuvre et de son travail en général. Aussi, des personnes formées pour l'événement seront présentes et chargées de la médiation liée à la murale : la présenter et répondre aux questions du public pendant le temps du festival.<br>- La mobilisation des citoyens et des organisations locales dans la conception de la murale est importante pour Mtl en Arts, qui cherche au mieux à intégrer les publics et partenaires dans la mise en place de son événement. De plus, le travail de médiation est motivé par la volonté du festival de favoriser le rapport entre l'œuvre et le citoyen, et d'instaurer des flux d'échanges multiples entre toutes les parties prenantes (publics, artiste, œuvre, institutions, partenaires) pour vivre une véritable "expérience artistique" plutôt que de simplement inclure la murale dans le quotidien des Montréalais et résidents du quartier.<br><br>Pour finir, ce projet entend rejoindre ses publics par l'intermédiaire des réseaux sociaux et du site web (ceux du festival mais aussi ceux de son réseau), des publications parues dans les médias, et surtout par le festival en lui-même qui se déroule en extérieur fin juin 2018. La murale sera promue par l'intermédiaire de ces mêmes canaux de communication et sera également inaugurée officiellement en aval du festival, lors d'un moment réunissant l'équipe du festival, les partenaires (publics et privés) et l'artiste. |

| **Nombre de personnes rejointes** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Citoyens | 150000 | Entreprises | | Organisations | 3 |
| Précisions | Les "citoyens" représentent les résidents du quartier ainsi que le plus large public du festival Mtl en Arts (qui peuvent venir d'autres quartiers de Montréal et même de l'étranger) ; les "organisations locales" correspondent à la SDC du Village, aux Voies culturelles des faubourgs et à Mtl en Arts. | | | | |
| **Nombre total d'activités prévues** | | | 5 | | |

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Mesures de préservation de la murale** | | | |
|---|---|---|---|
| Moyens de préparation du mur | La première étape consiste à nettoyer le mur et ainsi atténuer les graffitis et la murale existante et vieillie par le temps. Pour réaliser cette tâche, nous ferons appel à l'entreprise Éco-Graffiti. La machine à pression sera utilisée pour enlever la peinture. Le mur sera ensuite enduit de la "Solution B", produit sécuritaire et biodégradable, sans solvant agressif ni acide. Pour finaliser la préparation du mur, nous opterons pour passer du "primer" sur le mur, par dessus lequel l'artiste pourra peindre directement. | | |
| Pose d'enduit anti-graffiti | oui | Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche | oui |
| Mesures de suivi prévues | Après la réalisation de la murale, le mur sera vernis afin de le préserver des éventuelles tentatives de vandalisme dans les mois et années qui suivront. L'équipe de Mtl en Arts s'engage à venir inspecter l'état de la murale régulièrement (sa proximité géographique lui permet de le faire souvent). Si toutefois une dégradation de la murale a lieu sur la période sur laquelle l'organisation s'est engagée avec l'artiste à la préserver, elle prendra des mesures nécessaires pour remédier au problème sans altérer l'œuvre originale. | | |

**Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural**

| **Objectifs de résultats du Programme d'art mural** | **Actions pour l'atteinte des objectifs** |
|---|---|
| Embellir le paysage urbain par l'art | Le mur visé se situe dans un quartier sensible et soumis aux graffitis et tags qui polluent ses murs. En faisant intervenir un artiste basé à Montréal, Mtl en Arts attend de son œuvre qu'elle participe à la mise en valeur du paysage urbain et du patrimoine local, de par sa valeur esthétique et son adéquation avec le contexte dans lequel l'œuvre s'inscrit (le thème et l'esquisse étant réfléchis et choisis en amont par toutes les parties prenantes du projet). |
| Soutenir et mettre en valeur la création artistique | Dodo Ose, intégré au collectif KOLAB, s'assure une solide réputation dans le milieu de l'art urbain. L'intégrer à la programmation du festival permet de mettre en lumière son travail, et lui laisser la liberté d'exprimer son art de façon détaillée, la murale s'établissant dans à un secteur piéton l'été. |
| Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie | Faire intervenir les organismes locaux ainsi que les citoyens permet d'augmenter leur sentiment d'appartenance au quartier, en ce qu'ils participent réellement à la conception même du projet : ils choisissent la murale (l'esquisse), selon leurs envies et par rapport à leurs connaissances du quartier et leurs vécus. |
| Prévenir le vandalisme | Nous avons remarqué que les murs sur lesquels sont réalisées des œuvres picturales sont très souvent protégés des actes de vandalisme (graffitis, tags). En effet, la réputation des artistes freinent souvent les graffeurs à peindre par dessus et ainsi détériorer l'œuvre. De plus, un vernis sera ajouté à la murale à la fin du festival afin de prévenir et empêcher justement ces actes de vandalisme. Mtl en Arts s'engage aussi à inspecter régulièrement le mur et remédier à toute détérioration dans la période minimale de 5 ans fixée par le programme. |
| Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais | Ce projet prend forme sur un mur visible et accessible par tous (quartier piéton l'été). La présence de médiateurs sur le site permettra également un accès facilité à l'art pour tous. Aussi, cette œuvre s'inscrira dans un projet de promenade urbaine qui tend à grandir tous les ans par la création d'autres murales. |
| Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville | Nous pensons que le fait d'avoir une ville embellie par les œuvres d'artistes de talent et, en plus, d'avoir pu participer à la conception d'une de ces murales aide grandement à l'augmentation du sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens d'une ville qui peuvent de cette manière se l'approprier. |
| Enrichir le patrimoine artistique public | Montréal est une ville qui offre déjà un paysage artistique riche (on trouve de nombreuses murales à travers ses quartiers). Mtl en Arts, souhaite enrichir et ajouter une à deux murales à chaque édition du festival et ainsi créer un parcours urbain avec les années, autour de la rue Ste-Catherine (quartier gai). |

## Section 4 – Échéancier

| Activités | Début | Fin |
|---|---|---|
| Approche et signature des ententes avec les propriétaires des murs | 01/02/2018 | 08/04/2018 |
| Choix des deux thématiques par le jury | 05/03/2018 | 08/04/2018 |
| Présentation des thématiques choisies à l'artiste | 09/04/2018 | 09/04/2018 |
| Création des esquisses par l'artiste | 09/04/2018 | 27/04/2018 |
| Présentation des esquisses pour approbation | 30/04/2018 | 14/05/2018 |
| Sondage médias sociaux (quelle esquisse pour la murale ?) | 15/05/2018 | 22/05/2018 |
| Conférence de presse | 30/05/2018 | 30/05/2018 |
| Promotion du projet via les outils promotionnels du festival Mtl en Arts | 06/06/2018 | 01/07/2018 |
| Préparation des murs | 22/06/2018 | 24/06/2018 |
| Réalisation de l'œuvre par l'artiste (et son équipe de réalisation) | 27/06/2018 | 01/07/2018 |
| Conférence - Rencontre entre l'artiste et le public | 30/06/2018 | 23/09/2018 |
| Inauguration de la murale (date à choisir dans cette période) | 02/07/2018 | 13/07/2018 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

## Section 5 – Montage financier

### Budget-Revenus

| Sources des revenus prévus | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Précisez la source des revenus** | **Revenus prévus confirmés** | **Revenus prévus anticipés** | **Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande) |
| **Contributions financières** | SDC du Village | 2,500.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **Programme d'art mural:** Soutien financier demandé | 0.00 $ | 10,470.00 $ | |
| | Arrondissement: Ville-Marie | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(A) Total des contributions** | 2,500.00 $ | 10,470.00 $ | |
| **Revenus autonomes** Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc. | Contribution Mtl en Arts | 2,500.00 $ | 0.00 $ | |
| | SEM - matériaux et frais d'activités | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Organisations et partenaires | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Bébévoles résidents (15 pers., 3h chac.) | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(B) Total des revenus autonomes** | 2,500.00 $ | 0.00 $ | |
| **(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)** Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J) | | 5,000.00 $ | 10,470.00 $ | |

### Budget-Dépenses

| | **Nature des dépenses** | | | | **Dépenses totales** | **Répartition du soutien financier demandé à la ville*** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salaires** EX: Coordonnateur, artistes, honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, gestion du chantier, etc. | Titre du poste | Nb d'heures X taux horaire | | | | |
| | Artiste principal | 60,00 | * | 80,00 $ | 4.800,00 $ | |
| | Assistant | 40,00 | * | 40,00 $ | 1.600,00 $ | |
| | Gestion chantier | 50,00 | * | 18,00 $ | 900,00 $ | |
| | Coordination Projet | 30,00 | * | 18,00 $ | 540,00 $ | |
| | Frais Administratif | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | Charge projet verdissement | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | **(D) Total salaires** | | | | 7.840,00 $ | 50.7 % |
| **Frais d'opération** Ex. : Matériel et équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc. | Préparation du mur - Nettoyage du mur | | | | 625,00 $ | |
| | Matériels artistiques (peinture, primer, pinceaux etc ...) | | | | 700,00 $ | |
| | Échelle(s) - Location | | | | 160,00 $ | |
| | Location Élévateur hydraulique 12' | | | | 375,00 $ | |
| | Enduit anti-graffiti | | | | 550,00 $ | |
| | Frais de retouches | | | | 750,00 $ | |
| | Location equipement | | | | 700 | |
| | **(E) Total des frais d'opération** | | | | 3.160,00 $ | 20.4 % |
| **Projet d'implication de la communauté** Ex. : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel | Conférence de l'artiste dans le cadre du festival Mtl en Arts - Cachet | | | | 400,00 $ | |
| | Coordination de la rencontre avec les organismes | | | | 350,00 $ | |
| | Médiation culturelle - Personnel sur les lieux | | | | 600,00 $ | |
| | Inauguration de la murale (location, technique) | | | | 300,00 $ | |
| | Materiels inauguration | | | | 0,00 $ | |
| | Materiels fête de quartier et "Pot Luck" communautaire | | | | 0,00 $ | |
| | Salaires équipe SEM | | | | 0,00 $ | |
| | Bénévoles résidents comite ruelle | | | | 0,00 $ | |
| | **(F) Total projet d'implication de la communauté** | | | | 1.650,00 $ | 10.7 % |
| **Communication et publicité** Ex. : Graphisme, site Internet, médias sociaux, impression, etc. | Responsable des médias sociaux (conception visuel + texte + diffusi | | | | 500,00 $ | |
| | Impression - pleine page dans le programme du festival | | | | 250,00 $ | |
| | Conception / Graphisme - page consacrée au projet de la murale | | | | 120,00 $ | |
| | Mise à jour du site Internet - ajout de la mention du projet | | | | 50,00 $ | |
| | Relation de presse - Rédaction d'un communiqué + mise en page + t | | | | 200,00 $ | |
| | Signalétique sur le site du festival (Coroplast) | | | | 250,00 $ | |
| | Frais relié à la publicité payante sur facebook (sondage) | | | | 100,00 $ | |
| | **(G) Total communication et publicité** | | | | 1.470,00 $ | 9.5 % |
| **Frais d'administration** Ex : Locaux, téléphonie, papeterie,etc. | Loyer (%) | | | | 150,00 $ | |
| | Téléphonie | | | | 50,00 $ | |
| | Papeterie - Photocopie | | | | 150,00 $ | |
| | Assurances | | | | 250,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(H) Total des frais d'administration** | | | | 600,00 $ | 3.9 % |
| **Contingences (10%)** Ex : imprévus | Imprevus | | | | 750.00 $ | |
| | **(I) Total des contingences** | | | | 750.00 $ | 4.8 % |
| **(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)** | | | | | 15,470.00 $ | |

**Pourcentage en honoraires d'artistes:** 41.0 %

**Contribution du Programme d'art mural:** 67.0 %

**Contribution de l'arrondissement:** 0.0 %

Commentaires additionnels:

**Section 6 – Signature**

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

| **Signataire de la demande** | | | |
|---|---|---|---|
| Nom | MABILAIS Stéphane | Fonction | Directeur général |
| Date | 27/02/2017 | Signature |  |

**Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)**

**Pour tous les projets des volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants:**

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 15 œuvres)
- Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers
- L'avenant d'assurance responsabilité civile couvrant la période de réalisation du projet pour une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00$) dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée (une copie devra être fournie dans les dix jours de la signature de la convention ou avant cette date).

**Pour tous les projets du volet 1 – Murales à grande visibilité, vous devez fournir également:**

- Une maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Une lettre d'autorisation du propriétaire du mur

**Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.**

---

**ENVOYER VOTRE FORMULAIRE**

(Choisir Envoyer avec "Application de messagerie par défaut/continuer" - Si des difficultés sont éprouvées lors de l'envoi, le formulaire peut être enregistré puis envoyé par courriel ou tout autre moyen à l'adresse artmural@ville.montreal.qc.ca)

Ville-Marie Montréal

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186890015

**Nature du dossier :** Contribution financière

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | MU | 139328 |
| 2. | FESTIVAL MONTRÉAL EN ARTS | 133319 |
| 3. | SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL (SèM) | 380164 |

**Financement :** Autre

Précision: Financé par les surplus déjà affectés du 116 689 0018 CA16 240183 du 12 avril 2016

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

Société écocitoyenne de Montréal (SèM) 16 197,00 $ // MU 18 750,00 $ et 33 750,00 $ // Festival Montréal en Arts 5 235,00 $

| | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 73 932,00 $ | | | | | | **73 932,00 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 7

| | jour (si connu) | mois | année | | jour (si connu) | mois | année |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de début : | | mai | 2018 | Date de fin : | 31 | décembre | 2018 |

**Formulaire complété par :** Lalao Randrianarivelo

Prénom, nom

Date et heure système : 18 avril 2018 13:44:02

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET :** **S.P.D.A.C INC / FESTIVAL MTL EN ARTS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 576 rue Sainte-Catherine Est, bureau 211, Montréal, Québec, H2L 2E1 agissant et représentée par Stéphane Mabilais, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

**ATTENDU QU'**en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 2**
**DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement ou son représentant autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Service de la concertation des arrondissements

**ARTICLE 3**
**OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

**4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2018**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Conditions spéciales**

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille deux cent trente cinq dollars (5 235$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trois mille six cent soixante quatre dollars et cinquante cents (3 664,50$) représentant 70% de la somme totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille cinq cent soixante dix dollars et cinquante cents (1 570,50$) représentant 30% de la somme totale dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2018 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

## ARTICLE 11
## LICENCE

**11.1** L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

**11.2** La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

**13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

**13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 576 rue Sainte-Catherine Est, bureau 211, Montréal, Québec, H2L 2E1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Stéphane Mabilais. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2018

**S.P.D.A.C INC / FESTIVAL MTL EN ARTS**

Par : _____
Stéphane Mabilais, Directeur

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE )

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

## 1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

**1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

**1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

**2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;
  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

**2.2.** Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairesse.montreal.ca/, section « **Lancer une invitation »**.

**Note** : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

**2.3.** Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

**2.4.** Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;
  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

**2.5.** Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

| |
|---|
| Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville. |

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Lancer une invitation »** sur https://mairesse.montreal.ca/.

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET :** **SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2187, rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5 agissant et représentée par Roxanne L'Écuyer, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

**ATTENDU QU'**en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2

## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement ou son représentant autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Service de la concertation des arrondissements

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

**4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2018**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Conditions spéciales**

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de seize mille cent quatre vingt dix sept dollars (16 197$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de onze mille trois cent trente sept dollars et quatre vingt dix cents (11 337,90$) représentant 70% de la somme totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille huit cent cinquante neuf dollars et dix cents (4 859,10$) représentant 30% de la somme totale dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2018 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

## ARTICLE 11
## LICENCE

**11.1** L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

**11.2** La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

**13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

**13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 2187 rue Larivière, Montréal, Québec, H2K 1P5, et tout avis doit être adressé à l'attention de Roxanne L'Écuyer. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2018

**SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Roxanne L'Écuyer, Directrice

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE )

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

## 1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

**1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

**1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

**2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;
  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

**2.2.** Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairesse.montreal.ca/, section « **Lancer une invitation »**.

**Note** : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

**2.3.** Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

**2.4.** Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;
  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

**2.5.** Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

| |
|---|
| Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville. |

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Lancer une invitation »** sur https://mairesse.montreal.ca/.

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET :** **MU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 81 boulevard de Maisonneuve Est, bureau 1, Montréal, Québec, H2X 1J6 agissant et représentée par Elizabeth-Ann Doyle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

**ATTENDU QU'**en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2

## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement ou son représentant autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Service de la concertation des arrondissements

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

**4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2018**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Conditions spéciales**

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-huit mille sept cent cinquante dollars (18 750,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de treize mille cent vingt-cinq dollars (13 125,00$) représentant 70% de la somme totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille six cent vingt-cinq dollars (5 625,00$) représentant 30% de la somme totale dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2018 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

## ARTICLE 11
## LICENCE

**11.1** L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

**11.2** La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

**13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

**13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 81 boulevard de Maisonneuve Est, bureau 1, Montréal, Québec, H2X 1J6, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Elizabeth-Ann Doyle. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2018

**MU**

Par : _____
Elizabeth-Ann Doyle, Directrice

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE )

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

## 1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

**1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

**1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

**2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;
  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

**2.2.** Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairesse.montreal.ca/, section « **Lancer une invitation »**.

**Note** : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

**2.3.** Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

**2.4.** Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;
  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

**2.5.** Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

| |
|---|
| Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville. |

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Lancer une invitation »** sur https://mairesse.montreal.ca/.

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET :** **MU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 81 boulevard de Maisonneuve Est, bureau 1, Montréal, Québec, H2X 1J6 agissant et représentée par Elizabeth-Ann Doyle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

**ATTENDU QU'**en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2

## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement ou son représentant autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Service de la concertation des arrondissements

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

**4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2018**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Conditions spéciales**

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente trois mille sept cent cinquante dollars (33 750,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt trois mille six cent vingt-cinq dollars (23 625,00$) représentant 70% de la somme totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille cent vingt cinq dollars (10 125,00$) représentant 30% de la somme totale dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2018 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

## ARTICLE 11
## LICENCE

**11.1** L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

**11.2** La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

**13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

**13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

**13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

**13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

**13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

**13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 81 boulevard de Maisonneuve Est, bureau 1, Montréal, Québec, H2X 1J6, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Elizabeth-Ann Doyle. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 2018

**MU**

Par : _____
Elizabeth-Ann Doyle, Directrice

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE )

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

## 1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

**1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

**1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

**2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;
  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

**2.2.** Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairesse.montreal.ca/, section « **Lancer une invitation »**.

**Note** : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

**2.3.** Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

**2.4.** Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;
  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

**2.5.** Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

| |
|---|
| Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville. |

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Lancer une invitation »** sur https://mairesse.montreal.ca/.

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1186890015

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

*"- D'approuver les conventions avec MU, Festival Montréal en arts, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2018;*

*- D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :*

*- 52 500,00 $ pour MU;*

*- 16 197,00 $ pour Société Écocitoyenne de Montréal (SèM) ;*

*- 5 235,00 $ pour Festival Montréal en Arts.*

*- D'imputer cette dépense totale de 73 932 $, à même les surplus déjà affectés dans le dossier décisionnel 1166890018."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 73 932,00 $

| | Années antérieures | 2018 |
|---|---|---|
| Montant | | 73 932,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 73 932,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 03101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM66890018

- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

*Responsable de l'intervention:*

**Ghizlane Koulila**

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2018-04-20**

## ENTENTE DE RECONDUCTION DE PROJET 2018 À 2019

**ENTRE :** MU, personne morale ayant sa place principale d'affaires au 81, boulevard de Maisonneuve Est, #1 agissant et représentée par Elizabeth-Ann Doyle autorisé, aux fins des présentes.
ci-après appelée « MU »

**ET** : Peter Gibson (alias Roadsworth) demeurant au ~~1829 Laurier Est~~ 7122 Waverly, Unité #103, Montréal, QC, ~~H2H 1B3~~ H2S 3J3
ci-après appelé « Artiste »

ATTENDU QUE MU a obtenu le financement d'un projet de murale dans l'arrondissement de Ville-Marie afin de réaliser une murale en 2018 située à la Maison du développement durable (50 Ste-Catherine O.) dans le cadre du programme d'art mural, volet 2.
ATTENDU QUE le projet doit être reporté en 2019 pour des raisons hors du contrôle des parties (construction de l'Ilot St-Laurent) :

- L'Artiste confirme ses disponibilités aux dates visées dans l'échéancier (mois de juin ou de septembre 2019);
- L'Artiste s'engage à aider MU pour l'entretien de la murale pour les 5 prochaines années;
- L'Artiste donne son autorisation pour la reproduction et l'utilisation sans frais et sans limite de temps des photos de l'œuvre par laquelle la Ville de Montréal, pour ses publications et son site Internet; s'engage à les accompagner des légendes et crédits fournis par l'organisme, dont le nom de l'Artiste;
- L'Artiste confirme qu'il recevra la somme totale de DOUZE MILLE DOLLARS CANADIENS (12,000.00 $ CAD) taxes incluses pour son cachet artistique.

ATTENDU QUE cette entente entre en vigueur seulement sur octroi du financement total du projet ainsi que de l'acceptation du projet/et candidature de l'artiste par les partenaires, citoyens, groupes de concertation, etc.

Pour MU
Elizabeth-Ann Doyle

Date : 11-~~10~~-2018

Pour Peter Gibson

Date : Oct. 18 / 2018

2018

# ARTIST AGREEMENT – MU

## Maison du développement durable 2018

This Artist's Agreement *(«this Agreement»)* is made the 11th of August 2018 between MU, a nonprofit corporation, located on 81 Maisonneuve Blvd #1, in the city of Montreal, province of Québec, H2X 1J6 (« MU ») and ROADSWORTH (« the Artist »; MU and the Artist together constituting the «Parties»).

MU wishes to hire the Artist to design and execute to completion a Public Art Mural, (« the Artwork ») at Centre for Sustainable Development, 50 Ste-Catherine W. Montreal, and to participate in certain promotional activities associated with the Artwork (the Artwork and all such associated activities together constituting the Project). The Artist wishes to undertake the Project.

Therefore, in order to ensure the mutual satisfaction of the Parties in the execution of the Project, and intending to be legally bound, the Parties agree as follows in this Agreement.

### Article I
### Execution of the Artwork

**1.1** **Approval of Design.** The Artist acknowledges that MU (« the Client ») must approve the «design» for the Artwork BEFORE execution of the Artwork begins. The Artist further agrees to take all reasonable steps to ensure that the Artwork directly replicates the approved «design». The Parties will work together in collegiality and good faith to agree on the «design». However, should none of the designs be accepted by the client, MU will not be held responsible by the Artist. The present agreement will be void and no compensation beyond Art. 5.1 1st instalment will be remitted to the Artist.

**1.2** **Supplies.** MU will provide necessary supplies for the execution of the Artwork, such as (where appropriate) scaffolding or lift, paint, brushes and rollers, and gridding equipment. MU will provide the Artist with a checklist of all supplies provided. The Artist agrees to return all unused supplies, appropriately packaged for storage, to MU upon completion of the Project. Throughout the Project, the Artist will take all appropriate, necessary, and proper care of all supplies including, but not limited to, replacing lids on paint cans when not in use, cleaning up all supplies after using them, and storing all materials and equipment in a locked storage area when not in use.

**1.3** **Assistants.** MU shall select and control the terms of engagement for all assistants who work with the Artist on the Project. The Parties will cooperate to the greatest extent possible, in the identification, training, and supervision of assistants. The Artist acknowledges, however, that MU share ultimate control in these areas. The Artist will not involve any individual in the Project as an employee, independent contractor, or

| MU | Artist |
|---|---|
| | |



©MU

volunteer, without first obtaining the consent of an authorized MU representative and having all necessary forms signed.

1.4 **Diligent Process.** The Artist agrees to work diligently to complete the Artwork on or before October 1st, 2018 («project Completion date»). If, at any time, it becomes apparent to the Artist, that the Artist will not be able to complete the Artwork by the Completion Date, it is the Artist's responsibility to notify MU. If at any time it becomes apparent to MU that the Artist will not be able to complete the Artwork by the Completion Date, the Artist will be notified of this concern. The Parties will attempt to negotiate in good faith an extension for the time necessary for the full completion of the Artwork. An extension of the contract does not necessarily mean an increase in the Artist's Compensation. If MU, after review of all information and assessing the progress of the Artwork, wishes to assign the remaining portion of the project to another artist, MU may do so at this time.

1.5 **Care of Worksite**. It is the Artist's responsibility to keep the Worksite reasonably clear of debris at all times, including picking up trash generated by the Project. The Artist should notify MU or its authorized representative immediately if there is any type of problem with the maintenance of the Worksite.

1.6 **Signage.** The Artist agrees to create all signage for the Artwork, as determined by MU. Signage will include, at a minimum, credits identifying the Artwork as a project of MU, Artist name, Artist Assistants names, title of the artwork, all mural sponsors and appropriate copyright information using the standard MU crediting template.

## Article II
## Promotional Events

2.1 **Promotional Activities**. The Artist agrees to participate in promotional activities associated with the Artwork as requested by MU, including (without limitation) community days, dedications, press releases, and other appearances and or statements as needed.



| MU | Artist |
|---|---|
| | |

©MU

# ARTIST AGREEMENT – MU

## Maison du développement durable 2018

### Article III
### Ownership, Care, and Use of the Artwork

3.1 **Associated Materials.** All documents, plans, artwork, and other materials developed or prepared by the Artist in connection with the Project, other than the Artwork itself or anything prepared at the specific direction of MU (the Associated Materials), shall be the sole and absolute property of the Artist. So long as any of the Associated Materials remain in the posession of the Artist, the Artist shall permit MU to display all such Associated Materials such items in any exhibition or other public forum, or use in any printed materials, upon reasonable notice and at no charge to MU.

3.2 **Copyright.** The Artist is the sole owner of the copyright of the Artwork. In consideration of the Compensation set forth in this contract and for other good and valuable consideration, receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, the Artist hereby agrees that the copyright in the Artwork will be owned jointly by MU and the Artist. The Artist authorizes MU to use, reproduce, or exhibit the Artwork in public as per the terms and conditions of this Agreement. The Artist hereby assigns a one-third interest in all copyrights in the Artwork, including copyrights in all artwork and designs contained in the Artwork, to MU. The Artist agrees to execute instruments evidencing such assignments upon request by MU. The Artist shall cause the Artwork to bear the following designation in the proper MU Template form:
The Title of the Artwork must be included provided it has been approved by MU followed by © The Artist and MU. All rights reserved.

3.3 **Release of moral rights.** In order to proceed to mural maintenance and repairs, the Artist waives his moral rights over the Artwork as made provision for in any enforceable law including his right to anonymity, his right to the integrity of the Artwork including the right that the Artwork shall not be mutilated, nor modified nor associated to an institution or a cause subject to the terms made provision for hereby.

3.4 **Compensation.** In compensation for the authorizations and waivers granted by the Artist in favor of MU for the purpose of this Agreement, the fees to be paid to the Artist by MU as per article 5.1 of this Agreement include an amount for the right of exhibition and an amount for the right of use and reproduction.

3.5 **Repair and Alteration**. Without limitation to the generality of article 3.3, the Artist agrees that MU shall have the right to repair, restore, or alter the Artwork as follows: If in the sole judgement of MU the reaction to the Artwork is such that changes to the Artwork are required, the Artist has not made a good-faith effort to execute the design as approved in

| MU | Artist |
|---|---|
| | PG |



©MU

article 1.1 of this contract, or the Artist is unable to execute the design approved pursuant to this contract because of skill or style, MU shall have the right to alter the Artwork accordingly, to the extent deemed necessary by MU. In the event that the Artwork deteriorates, becomes offensive in any way, becomes mutilated, marred by graffiti, or is otherwise in need of repair to the extent deemed necessary by MU, MU shall have the right to make whatever repairs or restoration are, in the judgment of MU, necessary and appropriate. The Artist hereby waives any and all rights that he might otherwise have under or any other enforceable law, to impede, control, or demand any alterations, repairs, restorations, or other changes to the Artwork.

3.6 **Use of Reproductions by MU.** The Artist acknowledges that MU may, from time to time, permit the reproduction of the Artwork the Artwork in appropriate circumstances in order to help publicize MU's programs, enhance the public's awareness and appreciation of public art, and / or raise money for MU or to further MU's mission. MU will not have any obligation to consult with the Artist on such uses of the Artwork, or to pay the Artist any portion or percentage of the proceeds there from. All such uses of the Artwork will include the copyright notice as described in article 3.2 of this contract.

3.7 **Use of Reproductions by the Artist.** MU acknowledges that the Artist may, from time to time, permit the reproduction of the Artwork in appropriate circumstances in order to illustrate the Artist's work in books or periodicals, or otherwise present the Artist's work to the public, or incorporate images of the Artwork or any portion thereof into subsequent creative works. The Artist will not have any obligation to consult with MU on such uses, or to pay MU any portion or percentage of the proceeds there from. All such uses of the Artwork will include the copyright notice as described in this contract.

3.8 **Commercial Use by Sponsors.** In the event that MU or the Artist receive a request to reproduce the Artwork on or in connection with the sponsor of the Artwork or the Project, the Parties will make reasonable efforts to consult with one another about such proposal and such Use. Any such Use of the reproductions requires the written consent of the Artist. The Artist cannot refuse such use of the reproductions without serious grounds.

3.9 **Commercial Use of Reproductions.** In the event that MU or the Artist receive a request to reproduce the Artwork on or in connection with a product or service that will be sold to the public to benefit any other person or entity (a Commercial Use), the Parties will make reasonable efforts to consult with one another about such proposal, and to include one another in any negotiation of the terms on which such Commercial Use may occur. Any Commercial Use of the reproductions requires the written consent of the Artist. The Artist cannot refuse such use of the reproductions without serious grounds. In the event that



| MU | Artist |
| --- | --- |
| | |

©MU

MU is unable to locate the Artist, or the Artist fails to participate in good faith in any negotiation, MU may enter an agreement for Commercial Use on any terms they choose and without any obligation to the Artist.

## Article IV
## Insurance and Liability

**4.1** **Liabilities and Insurance**. The Artist agrees to maintain an insurance policy or policies providing general liability and personal injury coverage for losses of at least one million dollars ($1,000,000) per occurrence and two million dollars ($2,000,000) on aggregate, naming MU as co-insured.

**4.2** **Cost of Insurance Policy.** MU will pay the fees for the insurance as outlined in article 4.1 of this Agreement.

**4.3** **Agreement to Hold Harmless**. The Artist agrees to hold MU, its agents and representatives harmless for any loss or injury arising in connection with the Project or any activity having connection with the Project, and to desist from pressing any claim against MU in connection with the Project or any activity having connection with the Project, except a claim arising from gross negligence or willful misconduct, or a claim for Compensation due as outlined in this Agreement.

## Article V
## Compensation

**5.1** **Amounts and Method**. In consideration of the Artist's work on the Project, and in consideration of the authorizations and abdications granted by the Artist in favor of MU pursuant to this Agreement, MU commits to pay the Artist twelve thousand dollars in Canadian currency ("$12,000.00" CAD), less any insurance co-payments and or fees for safety violations as described in this Agreement. The Artist agrees to accept this sum (the Compensation) as full compensation for the Project. Compensation will be paid in three installments as follows:

| | |
|---|---|
| **First installment** | $6,000.00 at the official contract signature |
| **Second installment** | $4,000.00 at the beginning of the Project |
| **Final installment** | $2,000.00 at the end of the Project |

| MU | Artist |
|---|---|
| | PG |



©MU

# ARTIST AGREEMENT – MU

## Maison du développement durable 2018

**5.2** **No Withholding**. Compensation paid hereunder shall not be subject to tax withholding. The Artist is responsible for **ALL** applicable tax obligations. MU will not deduct any Canadian taxes from the Compensation.

### Article VI
### Miscellaneous

**6.1** **Independent Contractor**. The Artist shall perform all work on the Project as an Independent Contractor of MU. No act, or failure to act, by MU, shall render or be deemed to render the Artist an employee of MU, or shall serve to establish that the Artist has provided services in any other capacity other than Independent Contractor.

**6.2** **Assignment.** This Agreement is for the personal services of the Artist, and may not be assigned by the Artist to another party or parties.

**6.3** **Governing Law.** This Agreement is governed by and construed in accordance with the laws of Québec (Canada). The administrative region of Montreal shall have exclusive jurisdiction over any and all disputes arising from this Agreement.

**Agreement Acceptance**

The Artist acknowledges that he has fully read, fully understands, and is in complete agreement with, the terms and conditions set forth in this Agreement.

MU and the Artist are executing this Agreement as of the date stated in this the first paragraph of this Agreement.

***Artist's Acceptance***

X _____ **Date Signed** 11/08/18

By: Peter Gibson ("ROADSWORTH")

**MU's *Acceptance***

_____ **Date Signed** 11/08/2018

**By: Elizabeth-Ann Doyle**
**Title: Executive and Artistic Director**

| MU | Artist |
|---|---|
| EAD | PG |



©MU

Montréal, le 10 octobre 2018

**A :** Krystel Papineau
Directrice des communications et de la programmation
Maison du développement durable
50, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 101, Montréal (Québec) H2X 3V4

**De :** Elizabeth-Ann Doyle
Directrice générale et artistique, MU
81, boul. Maisonneuve Est, #1, Montréal (QC) H2X 1J6

**Objet : Report du projet de murale prévu à la Maison du développement durable (mur Clark)**

Chère Krystel,

Cette lettre a pour but de faire le suivi sur le projet de murale 2018 sur le mur Clark de la Maison du développement durable. De fait, la réalisation de l'œuvre de l'artiste ROADSWORTH, prévue pour la fin de la saison 2018, devra être reportée au début de la saison 2019 étant donné l'étendue des travaux de construction du Carré St-Laurent qui risquent de nuire à la production et à la pérennité de la murale.

MU propose donc un amendement à la convention (report du projet à 2019) afin d'assurer la pérennité de l'œuvre par une adhérence maximale de la peinture. MU recommande le report du projet et de l'enveloppe budgétaire y étant associée. Il est à noter cependant qu'une portion du budget devra tout de même être engagé en 2018 afin de couvrir les frais liés à la réalisation de la maquette (6 000$) selon le contrat signé avec l'artiste ainsi que les dépenses administratives encourues. À cette fin, nous vous ferons parvenir les éléments suivants :

- un rapport d'étape ;
- un bilan des dépenses engagées;
- un budget incluant les montants perçus de l'arrondissement, de la Ville et de la MDD;
- une lettre d'engagement de l'artiste pour la réalisation de la murale en 2019 selon la maquette approuvée par la MDD et la Ville de Montréal.

Nous aurons besoin de votre part une lettre confirmant l'acceptation du report et l'engagement à la contribution financière. Pour ce qui est de MU, la présente lettre fait foi de notre engagement à produire la murale en 2019, selon les conventions et ententes signées en 2018.

Merci de votre collaboration,

Elizabeth-Ann Doyle
Directrice générale et artistique, MU

c.c. **Manon Ouellet**, contremaître et resp. programme art mural, Arrondissement de Ville-Marie
**Chloé Roumagère**, conseillère en planification, Serv. de la concertation des arrondissements et resp. programme art mural, volet 2,Ville de Montréal

MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Partenaire principal Hydro Québec

Montréal, le 12 novembre 2018

Elizabeth-Ann Doyle
Directrice générale et artistique, MU
81, boul. de Maisonneuve Est #1
Montréal (Québec) H2X 1J6

**OBJET :** Report du projet de murale prévu à la Maison du développement durable (MDD)

Madame Doyle,

Je souhaite, par la présente, vous confirmer que la Maison du développement durable appuie la décision de reporter le projet de murale sur la façade Clark de son immeuble située au 50, rue Ste-Catherine Ouest à la saison 2019.

De plus, je vous assure que le soutien financier prévu dans le cadre du projet au montant de quinze mille dollars ($15,000 CAN) sera maintenu. Le premier versement de 50% sera d'ailleurs effectué tel que prévu en 2018 afin de vous assurer de notre engagement dans le projet.

La MDD est fière d'être un partenaire de MU dans la réalisation de ce projet, qui poursuivra les objectifs de revitalisation du quartier, d'éradication du vandalisme récurrent sur le mur, et qui favorisera l'implication communautaire et aura une influence sur le sentiment d'appartenance et de sécurité des citoyens.

Recevez, Madame, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

À la saison prochaine !

*Josée Duplessis*
*Directrice générale, Maison du développement durable*

**Rapport d'étape - bilan financier signé par la personne dûment autorisée**

**Dépenses réelles**

| | Contribution demandeur | Contribution propriétaire | Contribution partenaire 1 _____ | Contribution partenaire 2 _____ | Contribution partenaire 3 _____ | Contribution arrondissement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Préparation du mur** | | | | | | |
| Honoraires professionnels | | | | | | |
| Exécution des travaux | | | | | | |
| Matériel et équipements | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Réalisation de la murale** | | | | | | |
| Honoraires de l'artiste principal | | 2 000.00 $ | | | | 2 000.00 $ |
| Honoraires de l'équipe de réalisation | | | | | | |
| Gestion du chantier | | | | | | |
| Matériel et équipements | | | | | | |
| Transport | | | | | | |
| Échafaudages | | | | | | |
| Entreposage | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

| **Dépenses réelles (suite)** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Contribution demandeur | Contribution propriétaire | Contribution partenaire 1 _____ | Contribution partenaire 2 _____ | Contribution partenaire 3 _____ | Contribution arrondissement |
| **Projet d'implication de la communauté** | | | | | | |
| Liens avec le milieu | | | | | | |
| Animation d'activités | | | | | | |
| Frais d'activités associées au projet (achat de matériel périssable, etc.) | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Gestion du projet** | | | | | | |
| Gestion de projet | | 500.00 $ | | | | 500.00 $ |
| Locaux, équipements et assurances | | | | | | |
| Frais de communications | | | | | | |
| Suivi et entretien de la murale | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Frais administratifs | | | | | | |
| **TOTAL** | **- $** | **2 500.00 $** | **- $** | **- $** | **- $** | **2 500.00 $** |
| Proportion des contributions (%) | 0.0% | 33.3% | 0.0% | | | 33.3% |
| Montants reçus 2018 | | **7 500.00 $** | | | | **13 125.00 $** |

**Signature de la personne dûment autorisé** _____

| Contribution en services (cocher) | Contribution **Programme d'art mural** | **TOTAL** |
|---|---|---|
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | 2 000.00 $ | **6 000.00 $** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |
| | | - **$** |

| Contribution en services (cocher) | Contribution **Programme d'art mural** | **TOTAL** |
|---|---|---|
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | 500.00 $ | **1 500.00 $** |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | | - $ |
| | **2 500.00 $** | **7 500.00 $** |
| | 33.3% | |
| | **4 375.00 $** | |





# MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
## Arrondissement de Ville-Marie
Rapport d'étape | 2018

## MURALE À LA MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE | VILLE-MARIE | 2018-2019

**Contexte**

C'est au début de 2018 que la Maison du développement durable (MDD) fait appel à MU pour la réalisation d'une murale sur la façade de l'édifice donnant sur la rue Clark. Ce long mur en béton lisse est la cible de nombreux graffitis, ce qui renforce le sentiment d'insécurité sur cette portion de rue située en plein cœur du Quartier des spectacles, à deux pas de la partie piétonne de la rue Sainte-Catherine.

Le projet a été présenté au Programme d'art mural en 2018 et a obtenu le financement pour aller de l'avant. Cependant, l'étendue des travaux qui ont cours aux abords des surfaces ciblées par la murale (Carré St-Laurent), l'ampleur du chantier de construction, l'empiètement de ce dernier sur une des voies de la rue Clark ainsi que les nombreux inconvénients (poussières, etc.) ont poussé MU et ses partenaires à reporter le projet initialement prévu à la saison 2018 à la saison 2019. La murale sera réalisée par l'artiste Roadsworth (Voir esquisse en Annexe).

Après avoir surveillé l'évolution des travaux tout au long de la belle saison, nous en sommes venues à la conclusion que le report était la meilleure alternative afin d'assurer la pérennité de l'œuvre et la sécurité du chantier de murale. (Voir photos des lieux en Annexe)

**Artiste:** ROADSWORTH
**Dates :** Été 2019 (approuvé en 2018)
**Superficie :** 1500 pieds carrés, approx.
**Lieu de l'intervention :** Maison du développement durable, façade donnant sur la rue Clark
**Propriétaire :** Maison du développement durable

## RETOMBÉES ENVISAGÉES DU PROJET POUR L'ORGANIME ET L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

- Embellissement des abords de la Maison du développement durable par une intervention artistique durable.
- Création d'un dialogue entre employés de la MDD, citoyens, passants et équipe artistique.
- Augmentation sentiment de fierté dans le secteur et changement de perception.
- Diminution du vandalisme.
- Grande visibilité due au nouvel édifice en face.

## PARTENAIRES

**Partenaires financiers :**

- Ville de Montréal (programme d'art mural)
- Arrondissement de Ville-Marie
- Maison du développement durable

**Commanditaires :**

- Benjamin Moore

## ANNEXE A | PHOTOS DES LIEUX JUSTIFIANT LE REPORT






ENTRÉE
#2



## ANNEXE B | ESQUISSE PROPOSÉE PAR L'ARTISTE ROADSWORTH





ADDENDUM

# Modification à la convention

## CONVENTION

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

**ET:** **MU,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 81, boulevard de Maisonneuve Est, app #1 Montréal (Québec) H2X 1J6 agissant et représentée par madame Elizabeth-Ann Doyle dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 juillet 2012.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA18 240235 du 8 mai 2018 comme suit:

en remplaçant l'article 5 : OBLIGATIONS DE LA VILLE par le suivant :

**ARTICLE 5**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

**3.1** Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de dix huit mille sept cent cinquante dollars ***(18 750 $)***, devant être affectée à la réalisation du murale sur le mur de la Maison du développement durable dans l'arrondissement de Ville-Marie***,***

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

**3.1.1** Un premier versement de treize mille cent vingt-cinq dollars (13 125$) a été effectué en 2018. Étant donné les travaux majeurs sur la rue donnant accès au mur, la réalisation de la murale sera reportée en 2019 ;

**3.1.2** conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'organisme suite à la réalisation du projet, tel que stipuler à l'article 4.2, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un deuxième et dernier montant de cinq mille six cent vingt-cinq dollars (5 625 $) ;

**3.1.3** l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan déposé par l'organisme.

**3.2** Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

Par : _____ Date : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

**ORGANISME**

**MU**

Par : _____ Date : _____
Elizabeth-Ann Doyle

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe addenda au sommaire décisionnel **1186890015,** elle a été approuvée par la résolution CA _____adoptée le 12 février **2019.**

Ville-Marie Montréal

## Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1186890015

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

*"D'approuver le report de la réalisation de la murale pour la Maison du développement durable de 2018 à 2019;*

*De conserver le montant de la contribution prévue au projet de la Maison du développement durable au budget 2018 et de modifier la résolution CA18 240235 pour le report du budget et la réalisation en 2019"*

*Le solde non versé en 2018 à Mu pour la murale à la Maison du développement durable est de 5 625 $, ce solde a été reporté en 2019.*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 73 932,00 $

| | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | 68 307,00 $ | **5 625,00 $** | | | | | **73 932,00 $** |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: 5 625,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0012000 | 306107 | 03101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

Les crédits sont réservés par le bon de commande no 1274072 dans le compte ci-dessus.


*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567


*Date:* **2019-01-29**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 20.13

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1190619001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 37 750 $ |

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 3 000 $ au Centre récréatif Poupart inc;
- 500 $ au Jardin communautaire Saint-Eusèbe;
- 3 000 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 1 000 $ au Collectif La Grande Transition;
- 2 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc;
- 3 000 $ au Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal inc;
- 6 000 $ Les YMCA du Québec (YMCA Centre-Ville);
- 2 000 $ à l'Église Saint-Georges;
- 3 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
- 3 000 $ à l'Organisation Radio-Dodo;
- 2 000 $ au Groupe Harmonie;
- 3 000 $ à la Coop Les Valoristes;
- 1 250 $ à Innovation Jeunes.

D'imputer cette dépense totale de 37 250 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-05 15:06

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1190619001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 37 750 $ |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

| Montant | Nom de l'organisme et coordonnées | District |
|---|---|---|
| **3 000 $** | Madame Marie-Josée Lacasse<br>Centre récréatif Poupart inc.<br>2421, rue la Fontaine<br>Montréal (QC) H2K 2A1<br>Téléphone : 514-524-7543<br>* Soutien aux activités du camp de jour lors de la semaine de relâche | Sainte-Marie |
| **500 $** | Monsieur Michel Bédard<br>Jardin communautaire Saint-Eusèbe<br>2416, rue De Rouen<br>Montréal (QC) H2K 1M2<br>Téléphone: 514-778-0353<br>* Fonctionnement de l'organisme | Sainte-Marie |
| **3 000 $** | Monsieur Pierre Monette<br>Club optimiste Saint-Jacques de Montréal<br>1750, rue Beaudry<br>Montréal (QC) H2L 3E9<br>Téléphone : 514-527-2119<br>* Fonctionnement de l'organisme | Saint-Jacques |

| Montant | Nom de l'organisme et coordonnées | District |
|---|---|---|
| **1 000 $** | Monsieur Natael Bureau<br>Collectif La Grande Transition<br>10-5323, rue de Brébeuf<br>Montréal (QC) H2J 3L8<br>Téléphone: 514-702-6757<br>* Projet "Organiser la résistance" du 24 au 26 mai 2019 | Hors arrondissement |
| **2 500 $** | Monsieur René Binette<br>Écomusée de la maison du fier monde inc<br>2050, rue Amherst<br>Montréal (QC) H2L 3L8<br>Téléphone : 514-528-8444<br>* Encan annuel de l'organisme, le 7 mai 2019 | Saint-Jacques |
| **3 000 $** | Madame Maria Luisa Monreal<br>Carrefour St-Eusèbe de Montréal inc<br>2349, rue de Rouen<br>Montréal (QC) H2K 1L8<br>Téléphone : 514-525-5212<br>* Fonctionnement de l'organisme | Sainte-Marie |
| **3 000 $** | Madame Mélanie Richer<br>Les YMCA du Québec<br>(YMCA Centre-Ville)<br>1440, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3A 1P7<br>Téléphone : 514-849-8393, poste 1783<br>* Demande 1: Implantation d'un service sportif d'inclusion sociale - Gym Alternatif | Peter-McGill |
| **2 000 $** | Monsieur Steven Mackison<br>Église Saint-Georges<br>1101, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3B 2S6<br>Téléphone : 514-866-7113<br>* Programme de repas destiné aux personnes sans-abri | Peter-McGill |
| **3 000 $** | Monsieur Donald Gaumont<br>Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie<br>1700, rue Amherst<br>Montréal (QC) H2L 3L5<br>Téléphone : 514 524-6626<br>* Soutien pour l'achat d'équipement technologique interactif dans le but de favoriser l'apprentissage des étudiants | Saint-Jacques |
| **3 000 $** | Madame Noémie Roche<br>Les YMCA du Québec | Peter-McGill |

| | | |
|---|---|---|
| | (YMCA Centre-Ville)<br>1440, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3A 1P7<br>Téléphone : 514 849-8393<br>* Demande 2: Organisation du programme des Rendez-vous du Y de l'organisme | |
| **1 500 $** | Madame Annie Lalonde<br>Association Les Chemins du Soleil<br>1155, rue Alexandre-DeSève<br>Montréal (QC) H2L 2T7<br>Téléphone : 514 528-9991<br>* Offre de camp de jour pendant la semaine de relâche | Saint-Jacques |

| Montant | Nom de l'organisme et coordonnées | District |
|---|---|---|
| **2 500 $** | Monsieur Yvon Deschamps<br>La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud<br>2093, rue de la Visitation<br>Montréal (QC) H1L 3C9<br>Téléphone : 514-522-2246<br>* Quatrième souper spectacle bénéfice de l'organisme, le 14 mai 2019 | Saint-Jacques |
| **3 000 $** | Madame Brigitte Alepin<br>Organisation Radio-Dodo<br>2385, rue Sainte-Catherine Est<br>Montréal (QC) H2K 2J5<br>Téléphone : 438-397-8581<br>* Appui à la mission de l'organisme | Sainte-Marie |
| **2 000 $** | Madame Solange Baril<br>Groupe Harmonie<br>760-1801, boulevard de Maisonneuve Ouest<br>Montréal (QC) H3H 1J9<br>Téléphone : 514-939-2640<br>* Organisation d'activités à l'intention des résidents et résidentes aînés du quartier | Peter-McGill |
| **3 000 $** | Madame Marica Vazquez Tagliero<br>Coop Les Valoristes<br>1378, rue Ontario Est<br>Montréal (QC) H2L 1S1<br>Téléphone : 514-836-0640<br>* Création d'un dépôt permanent situé au centre-ville de Montréal | Saint-Jacques |
| **1 250 $** | Madame Jenna Smith<br>Innovation Jeunes<br>150-1410, rue Pierce<br>Montréal (QC) H3H 2K2<br>Téléphone : 514-843-3996 | Peter-McGill |

* Programmation spéciale à la bibliothèque pendant la semaine de relâche

**TOTAUX PAR DISTRICT:**
- Cabinet de la mairesse:1 000 $
- Sainte-Marie: 9 500 $
- Saint-Jacques: 15 500 $
- Peter-McGill: 11 250 $

**JUSTIFICATION**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-11

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

**Tél :** 514-868-5531
**Télécop. :** 514-872-8347

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

**Tél :** 514-872-9052
**Télécop. :** 514 872-5607

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1190619001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Objet :** | Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 37 750 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1190619001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-05

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**N° de dossier :** 1190619001

**Nature du dossier :** Contribution financière

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 15

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | Centre récréatif Poupart inc | 119427 |
| 2. | Jardin communautaire Saint-Eusèbe | 252657 |
| 3. | Club optimiste Saint-Jacques de Montréal | 143167 |
| 4. | Collectif La Grande Transition | À créer |
| 5. | Écomusée de la maison du fier monde inc | 119527 |
| 6. | Carrefour St-Eusèbe de Montréal inc | 134546 |
| 7. | Les YMCA du Québec (Deux demandes de 3 000 $ reliées au YMCA Centre-ville) | 296130 |
| 8. | Église Saint-Georges | 295668 |
| 9. | Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie | 119746 |
| 10. | Association Les Chemins du Soleil | 133186 |
| 11. | La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud | 360985 |
| 12. | Organisation Radio-Dodo | 439911 |
| 13. | Groupe Harmonie | 175735 |
| 14. | Coop Les Valoristes | 363763 |
| 15. | Innovation Jeunes | 134548 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

Explsication supplémentaire à inscrire sur le talon de chèque du numéro 7 - Les YMCA du Québec (YMCA Centre-ville): Voici le contenu: Deux demandes de 3 000 $ ont été transmises à la conseillère du district de Peter-McGill, madame Cathy Wong, concernant les deux projets suivants: 1. Service sportif d'inclusion sociale - SSIS (Référence: Mélanie Richer) et 2. Programme des Rendez-vous du Y du YMCA Centre-ville (Référence: Noémie Roche)

| | Années antérieures | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 37 250,00 $ | | | | | | | **37 250,00 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 1

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de début : | 12 | février | 2019 | Date de fin : | 12 | février | 2019 |
| | jour (si connu) | mois | année | | jour (si connu) | mois | année |

**Formulaire complété par :** Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 05 février 2019 12:03:37

**DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS**
**CA DU 12 FÉVRIER 2019**

| Organisme demandeur | Projet | District |
|---|---|---|
| Madame Marie-Josée Lacasse<br>Centre récréatif Poupart inc.<br>2421, rue la Fontaine<br>Montréal (QC) H2K 2A1<br>Téléphone : 514-524-7543 | Maintenir les activités du camp de jour de la semaine de relâche 2019 | Sainte-Marie |
| Monsieur Michel Bédard<br>Jardin communautaire Saint-Eusèbe<br>2416, rue De Rouen<br>Montréal (QC) H2K 1M2<br>Téléphone: 514-778-0353 | Lors du CA du 05-12-2018, monsieur Bédard a remis cette demande aux membres du CA.<br>Montant demandé pour le fonctionnement de l'organisme. | Sainte-Marie |
| Monsieur Pierre Monette<br>Club optimiste Saint-Jacques de Montréal<br>1750, rue Beaudry<br>Montréal (QC) H2L 3E9<br>Téléphone : 514-527-2119 | Montant demandé pour le bénéfice des familles, des enfants défavorisés et des personnes du troisième âge (développement de programmes pour contrer le décrochage scolaire et organisation de plusieurs événements destinés à cette clientèle. | Saint-Jacques |
| Monsieur Natael Bureau<br>Collectif La Grande Transition<br>10-5323, rue de Brébeuf<br>Montréal (QC) H2J 3L8<br>Téléphone : 514-702-6757 | Organisation du projet « Organiser la résistance qui se tiendra dans l'arrondissement de Ville-Marie en 2019, du 24 au 26 mai 2019. (Projet permettant un espace de rassemblement et de réflexion propre aux mouvements sociaux. | Hors arrondissement |
| Monsieur René Binette<br>Écomusée de la maison du fier monde inc<br>2050, rue Amherst<br>Montréal (QC) H2L 3L8<br>Téléphone : 514-528-8444 | Encan annuel 2019 de l'Écomusée du fier monde qui aura lieu le 7 mai 2019. | Saint-Jacques |
| Madame Maria Luisa Monreal<br>Carrefour St-Eusèbe de Montréal inc<br>2349, rue de Rouen<br>Montréal (QC) H2K 1L8<br>Téléphone : 514-525-5212 | Fonctionnement de l'organisme. | Sainte-Marie |
| Madame Mélanie Richer<br>Les YMCA du Québec<br>(YMCA Centre-Ville)<br>1440, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3A 1P7<br>Téléphone : 514-849-8393, poste 1783 | Service sportif d'inclusion sociale (SSIS) – Gym Alternatif destiné à toutes personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, pouvant être vulnérables et fréquentant les ressources du centre-ville de Montréal. | Peter-McGill |
| Monsieur Steven Mackison<br>Église Saint-Georges<br>1101, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3B 2S6<br>Téléphone : 514-866-7113 | Programme de repas destiné aux personnes sans-abri en fonction sept jours par semaine. | Peter-McGill |
| Monsieur Donald Gaumont<br>Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie<br>1700, rue Amherst<br>Montréal (QC) H2L 3L5<br>Téléphone : 514 524-6626 | Permettre à l'organisme de se munir d'équipement technologique interactif pour favoriser l'apprentissage des étudiants; | Saint-Jacques |

**DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS**
**CA DU 12 FÉVRIER 2019**

| Organisme demandeur | Projet | District |
|---|---|---|
| Madame Noémie Roche<br>Les YMCA du Québec<br>(YMCA Centre-Ville)<br>1440, rue Stanley<br>Montréal (QC) H3A 1P7<br>Téléphone : 514 849-8393 | Le programme des Rendez-vous du Y du YMCA Centre-ville permet de briser l'isolement et de supporter l'autonomie des personnes de 55 ans et plus. | Peter-McGill |
| Madame Annie Lalonde<br>Association Les Chemins du Soleil<br>1155, rue Alexandre-DeSève<br>Montréal (QC) H2L 2T7<br>Téléphone : 514 528-9991 | Offre de camp de jour de la relâche scolaire à 22 enfants de 6 à 12 ans habitant l'arrondissement à un coût quasi-nul, 15$ pour le 1er enfant d'une famille et 10$ pour les autres enfants de cette même famille. | Saint-Jacques |
| Monsieur Alain Desjardins<br>Réseau Action TI<br>550, rue Sherbrooke Ouest<br>Bureau 355, Tour O<br>Montréal (QC) H3A 1B9<br>Téléphone : 514-840-1240 | Événement : Davatore qui aura lieu du 19 au 21 mars 2019 au Palais des congrès.<br>Ce projet constitue une référence dans le domaine des TI en matière d'intelligence d'affaires et d'analytique. | Saint-Jacques |
| Monsieur Yvon Deschamps<br>La Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud<br>2093, rue de la Visitation<br>Montréal (QC) H1L 3C9<br>Téléphone : 514-522-2246 | Quatrième souper spectacle bénéfice « Yvon et ses amis » organisé dans le but de soutenir la levée de fonds annuelle qui aura lieu le 14 mai 2019. | Saint-Jacques |
| Madame Brigitte Alepin<br>Organisation Radio-Dodo<br>2385, rue Sainte-Catherine Est<br>Montréal (QC) H2K 2J5<br>Téléphone : 438-397-8581 | Appui à la mission de Radio-Dodo, initiative neutre patronnée par la commission canadienne de l'UNESCO. La radio est dédiée aux enfants réfugiés et victimes des guerres et a pour mission de leur offrir un moment de trêve pour oublier la guerre.<br>L'organisme veut offrir deux choix d'émissions (français/arabe et anglais/arabe). | Sainte-Marie |
| Madame Solange Baril<br>Groupe Harmonie<br>760-1801, boulevard de Maisonneuve Ouest<br>Montréal (QC) H3H 1J9<br>Téléphone : 514-939-2640 | Organisation d'une activité avec les résidentes et résidents aînés du quartier (sous la forme d'une marche exploratoire, d'une rencontre animée dans un parc ou d'une activité rencontre discussion, idéalement en présence de la conseillère du district de Peter-McGill. | Peter-McGill |
| Madame Marica Vazquez Tagliero<br>Coop Les Valoristes<br>1378, rue Ontario Est<br>Montréal (QC) H2L 1S1<br>Téléphone : 514-836-0640 | Création d'un dépôt permanent situé au centre-ville de Montréal. | Saint-Jacques |
| Madame Jenna Smith<br>Innovation Jeunes<br>150-1410, rue Pierce<br>Montréal (QC) H3H 2K2<br>Téléphone : 514-843-3996 | Programmation spéciale à la bibliothèque pendant la semaine de relâche. | Peter-McGill |

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

Montréal, le 23 janvier 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 2L8

Madame la Mairesse,

Dans le cadre de notre quatrième souper spectacle bénéfice «Yvon et ses amis», auquel l'arrondissement Ville—Marie était un fidèle partenaire, je me permets encore une fois cette année de **vous solliciter pour l'octroi d'un montant de 3 000 $** afin de soutenir notre levée de fonds qui aura lieu le mardi 14 mai 2019, au *Théâtre St-James* situé au cœur du vieux Montréal.

Encore une fois cette année, nous serons accompagnés sur scène par plusieurs de nos amis humoristes de renom, tels que : *Lise Dion, Louis-José Houde,* François Bellefeuille etc., en plus d'avoir l'occasion de partager un souper trois services.

Cet événement-bénéfice répond à une cause qui nous tient tout particulièrement à cœur, soit d'amasser des fonds pour la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud, qui a pour principale mission de soutenir l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) dans l'offre de ses programmes dédiés à la jeunesse. La persévérance et la réussite scolaire, l'accessibilité aux loisirs pour tous et la maturité scolaire des tout-petits sont des enjeux primordiaux pour la Fondation.

Cette année, la campagne majeure de financement est au cœur de nos priorités afin de nous aider à réaliser cet idéal que nous voulons atteindre : l'agrandissement du centre multifonctionnel et la pérennité des innombrables services qu'offre l'ASCCS aux milliers de jeunes qui en profitent plus de 200 000 fois par année.

FONDATION
YVON DESCHAMPS
CENTRE-SUD

2093, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C9

T 514.522.2246
TC 514.522.6702

www.FYDCS.ca

**De plus, nous profitons de la présente, pour vous inviter officiellement à titre d'invitée d'honneur de cette événement, votre présence se veut indispensable au succès de cette soirée.** Nous inviterons également les conseillers municipaux de l'arrondissement Ville Marie. Nous souhaiterions obtenir une confirmation de votre part dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les plus distingués et nous vous assurons de notre entière collaboration pour tous renseignements supplémentaires rendez-vous le site de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud ou communiquez avec nous par courriel à fondation@fydcs.ca.

Yvon Deschamps
Président d'honneur

c.c. Pierre Monette, directeur exécutif ASCCS
Tél. : 514 522-2033 pmonette@asccs.qc.ca

----- Transféré par Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL le 2019-01-08 16:03 -----

De : "Melanie Richer (YQC)" <Melanie.Richer@ymcaquebec.org>
A : Cathy Wong <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Cc : "Art Campbell (YQC)" <Art.Campbell@ymcaquebec.org>
Date : 2019-01-08 15:13
Objet : Merci! Gym alternatif

Bonjour Cathy,

Tout d'abord, j'espère que tu as passé de belles Fêtes et je te souhaite une Bonne Année 2019.

Je tenais aussi à te remercier encore pour le 5 000$ que tu nous as accordé pour l'année 2018, en soutien à notre service sportif d'inclusion sociale, le Gym alternatif. C'était très apprécié et je peux te confirmer qu'il y a été utilisé à bon escient.

Grâce à celui-ci, plus de 105 personnes vulnérables et ayant des problèmes de dépendances ont pu venir pratiquer des activités physiques de groupe, dans les locaux du YMCA centre-ville. en 2018. En tout, il y a eu un total de 47 activités et 594 participations. Un franc succès et ce service est très apprécié des hommes en thérapie à l'Armée du Salut, il favorise même leur rétention dans leur processus d'arrêt de consommation.

Comme nous sommes en début 2019, je me demandais si j'avais encore la possibilité de te faire une demande de soutien pour le même projet, pour cette année?

Je te prie de recevoir mes plus cordiales salutations et au plaisir de te recroiser bientôt!

Mélanie

--

**Mélanie Richer**
Gestionnaire, Service d'aide à l'itinérance - Dialogue | Manager, Homeless Service - Dialogue

**Les YMCA du Québec | Centre-ville**
1440, rue Stanley, 6e étage, Montréal, Qc H3A 1P7
T : 514 849-8393, p. 1783 M : 514 463-7658 C : melanie.richer@ymcaquebec.org
ymcaquebec.org Facebook Twitter

----- Transféré par Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL le 2019-01-23 15:59 -----

De : Noémie Roche (YQC) <Noemie.Roche@ymcaquebec.org>
A : "cathy.wong@ville.montreal.qc.ca" <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2019-01-23 11:51
Objet : Demande de soutien financier

Bonjour Cathy,
Comme discuté en décembre dernier, je te transmets une demande de subvention de 3000$ issus de ton budget discrétionnaire à l'attention du Rendez-Vous Y.

*Le programme des Rendez-vous Y du YMCA Centre-ville permet de briser l'isolement et de supporter l'autonomie des personnes de 55 ans et plus. Nous offrons un lieu de rassemblement et de partage, sécuritaire et chaleureux, où se déroulent des activités artistiques, sportives (4 classes par semaines), de loisirs et d'apprentissage, libres et dirigées. Cette programmation variée valorise l'implication des membres et des bénévoles au sein de la communauté et leur permet de rester actif physiquement, mentalement et socialement.*
*Le programme dépend presque uniquement de la participation de bénévoles, eux-mêmes ainés, étant donné le manque de ressources financières pour engager du personnel. Nous sommes ouverts 52 semaines par an, incluant les fêtes de fin d'année et la majorité des jours fériés grâce à leur implication sans faille.*
*Près de 70 ainés ont bénéficié de nos services en 2018 ; en moyenne nos membres viennent plus de 10 fois chacun chaque mois. Ville Marie est le premier arrondissement de provenance de nos membres.*
*Le programme est majoritairement auto-financé mais peine à atteindre l'équilibre budgétaire : en effet malgrè un travail approfondi pour améliorer la qualité du service rendu, l'augmentation nécéssaire du prix de l'abonnement (aujourd'hui à 14$ par mois taxes inclues) a causé la perte d'un nombre notable de membres. Alors que son impact dans la vie des ainés est très important, ce programme coûte seulement 15000$.*

Témoignages : « **Il y a beaucoup de monde qui vit seul. C'est peut-être le seul moment de la journée où on parle à du monde. Ça remplace la famille jusqu'à un certain point** »
**Reto, 80 ans, originaire de la Suisse**

*Budget prévisionnel 2019*

| | |
|---|---|
| *Inscriptions des membres* | *5000* |
| *Emploi été Canada* | *2500* |
| *Location salle* | *1200* |
| ***Sous-Total*** | ***8700*** |
| *Salaires et charges sociales* | *11000* |
| *Dépenses d'opérations hors* | *2000* |

| | |
|---|---|
| *salaires et charges sociales* | |
| *Frais indirects* | *2000* |
| ***Sous-Total*** | ***15000*** |
| ***Contribution nette totale*** | ***-8300*** |

Je suis disponible pour toute question supplémentaire.

Je te prie de recevoir, Cathy, mes plus sincères salutations.

**Noémie Roche**
Coordonnatrice, programmes jeunesse et aînés | Coordinator, youth and seniors programs

**Les YMCA du Québec | Centre-ville**
1440, rue Stanley Montréal, Qc H3A 1P7
T : 514-849-8393, p. 1747 C : noemie.roche@ymcaquebec.org
www.ymcaquebec.org ww.facebook.com/yzone.cv

**Le Y. Plus qu'un gym. Une cause.**
**The Y. More than a gym. A cause.**

----- Transféré par Ginette OUIMET/MONTREAL le 2019-01-29 15:14 -----

De : Brigitte Alepin <brigitte.alepin@gmail.com>
A : <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
Cc : <anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca>, <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>, <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>, <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, <richard.ryan@ville.montreal.qc.ca>, <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>, <sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2019-01-25 08:23
Objet : Re: Radio-Dodo 2018-2019

Bonjour Monsieur Gravel,

Merci énormément de votre correspondance, c'est encourageant.

Radio-Dodo est un projet exceptionnel 100% réalisé à Montréal qui est disponible en français, anglais et arabe pour tous les enfants de Montréal et qui a été couvert par les plus grands médias au monde (BBC WORLD, THE GUARDIAN, NPR) en 2018.

Toutefois, si nous ne réussissons pas à avoir le budget pour engager un directeur/directrice cette année, nous allons devoir arrêter le projet parce que c'est rendu trop gros et nous ne pouvons plus arriver avec un budget total de 20 000$, tel que le budget de 2018. En 2019, même si plusieurs d'entre nous (incluant moi-même) faisons du bénévolat, nous devons absolument réunir au moins 50 000 $ pour survivre.

SVP, j'aimerais beaucoup vous parler.

Merci énormément,

Brigitte

**De :** <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
**Date :** mercredi 23 janvier 2019 à 11:13
**À :** Brigitte Alepin <brigitte.alepin@gmail.com>
**Cc :** <anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca>, <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>, <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>, <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, <richard.ryan@ville.montreal.qc.ca>, <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>, <sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca>
**Objet :** Re: Radio-Dodo 2018-2019

Bonjour Madame Brigitte Alepin,

Nous apprécions beaucoup votre mission et ce que vous offrez aux enfants.
Bien que cette mission ne relève pas de nos compétences d'arrondissement, les élus sont très sensibles et ont demandé à ce qu'un dossier de contribution discrétionnaire soit apporté au prochain conseil d'arrondissement pour approbation.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des questions,

**Félix Gravel**
**Directeur de cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie**
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5180 / Télec.: 514 872-8347
felix.gravel@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

Restez branchés : Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

De : Brigitte Alepin <brigitte.alepin@gmail.com>
A : <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
Cc : <anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca>, <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>, <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>, <sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca>, <richard.ryan@ville.montreal.qc.ca>, <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2019-01-16 07:19
Objet : Re: Radio-Dodo 2018-2019

Chère Madame La Mairesse, Cher Monsieur le Directeur de cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie,

J'espère que vous allez bien.

Radio-Dodo, 100% réalisé à Montréal par des montréalais et accessible à tous les montréalais, a besoin de la Ville de Montréal et nous nous demandions si vous avez reçu le message ici-bas envoyer le 9 novembre 2018.

Merci beaucoup,

Brigitte

---

----- Transféré par Ginette OUIMET/MONTREAL le 2019-01-29 15:08 -----

De : Brigitte Alepin <brigitte.alepin@gmail.com>
A : <felix.gravel@ville.montreal.qc.ca>
Cc : <anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca>, <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>, <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>, <sophie.mauzeroile@ville.montreal.qc.ca>, <richard.ryan@ville.montreal.qc.ca>, <mairesse@ville.montreal.qc.ca>, <ariane.marchand.labelle@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-11-09 16:59
Objet : Radio-Dodo 2018-2019

Chère Madame La Mairesse, Cher Monsieur le Directeur de cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie,

J'espère que vous allez bien. Voilà deux ans que Radio-Dodo est fière de compter Le Ministère de la Famille du Québec parmi ses proches partenaires. Pour marquer cet anniversaire, vous trouverez ci-joint le compte-rendu de la Saison 2018 de Radio-Dodo, incluant un sommaire des projets pour la saison 2019. Sur cette lancée, je me demandais si vous seriez disponible pour discuter de collaboration pour 2019.

Pour rappel, Radio-Dodo est une initiative neutre patronnée par la commission canadienne de l'UNESCO et récipiendaire de la Médaille de la Paix remise par les organisations YMCA. La radio est dédiée aux enfants réfugiés et victimes des guerres et a pour mission de leur offrir un moment de trêve pour danser, chanter, sourire, oublier la guerre pour enfin les accompagner aux pays des rêves !

En 2018, l'implication de Radio-Dodo a été montréalaise, québécoise et internationale. On estime que plusieurs milliers d'enfants ont ainsi profité de Radio-Dodo pour s'endormir paisiblement, les dimanches soir, et nous souhaitons en aider davantage en 2019 en offrant deux choix d'émissions (français/arabe et anglais/arabe) et en intégrant **Radio-Dodo à des classes de maternelle et prématernelle à Montréal tout en mettant en place des projets qui permettent à ces enfants d'y participer.**

Rappelons enfin que de grandes personnalités se sont jointes à nous l'année dernière comme le journaliste Bernard Derome, l'écrivaine Kim Thúy, l'actrice Macha Grenon, l'auteur-compositeur Michel Rivard et tant d'autres. Il a été aussi question de Radio-Dodo dans plusieurs grands médias au monde tels The Guardian, NPR ,Radio-Canada et BBC News.

Merci beaucoup et dans l'attente de vos disponibilités pour une rencontre.

Très cordialement,

Brigitte

**Brigitte Alepin, FCPA,FCA,MPA,M.FISC**
Professeure - Département des sciences comptables – ESG UQAM

Bureau 514-987-3000, poste 1818 | Mobile 514-712-3331
alepin.brigitte@uqam.ca | alepin.b@agorafiscalite.com
www.brigittealepin.com
www.thePricewepay.ca
www.taxcoop-conference.com **Nouveauté** Global Tax 50
www.radio-dodo.info **Nouveauté** Saison 2 en ligne



Radio-Dodo-Ville de Montréal 2018-2019.pdf

**AIDER LES ENFANTS À FAIRE DE BEAUX RÊVES**
En ondes tous les dimanches de 19h à 20h depuis le 1er janvier 2017
Organisation canadienne à but non lucratif
2385, Sainte-Catherine Est Montréal, (Québec).Canada H2K2J5
www.radio-dodo.info

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Canadian Commission for UNESCO
Commission canadienne pour l'UNESCO

Le 7 novembre 2018

Ville de Montréal
800 de Maisonneuve est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

**Objet : Rapport de la progression des activités de Radio-Dodo en 2018 et sommaire des projets pour 2019**

Messieurs, Mesdames,

Voilà deux années que Radio-Dodo est fière de vous compter parmi ses proches partenaires. Pour marquer cet anniversaire, Vous trouverez ci-joint le compte-rendu de la Saison 2018 de Radio-Dodo, résumant les accomplissements réalisés durant la saison 2018 de Radio-Dodo. Sur cette lancée, je me demandais si vous seriez disponible pour discuter de collaboration pour l'année 2019.

Pour rappel, Radio-Dodo est une initiative neutre et patronnée par la commission canadienne de l'UNESCO. La radio est dédiée aux enfants réfugiés et victimes des guerres et a pour mission de leur offrir un moment de trêve pour danser, chanter, sourire, oublier la guerre pour enfin les accompagner aux pays des rêves !

Depuis notre partenariat, Radio-Dodo a beaucoup grandi grâce a vous. En voici un bref résumé :

**Une équipe plus forte :**



- Notre équipe a été en bonne partie renouvelée et nous sommes particulièrement fiers d'avoir l'ex-chef d'antenne de Radio-Canada Bernard Derome à la barre des émissions, ainsi que Marya Zarif pour coanimatrice en langue arabe.
- En outre, nous avons pu compter sur des collaborations plus diversifiées et souvent prestigieuses, comme c'est le cas pour la journaliste Isabelle Maréchal, l'écrivaine Kim Thúy, l'actrice Macha Grenon, l'auteur-compositeur Michel Rivard.
- Notre Conseil des gouverneurs se compose maintenant de Brigitte Alepin, Bernard Derome, Wajdi Mouawad et de l'hon. Louise Otis, juge internationale.

**Contenu plus riche :**

- Durant la saison, chaque émission était organisée autour d'un thème bien précis et d'intérêt pour les enfants comme : Les animaux sauvages, Le système solaire... tout en veillant toujours à ce que le contenu musical ainsi que celui des contes et chroniques soit approprié.
- Chaque émission compte en moyenne 2 histoires racontées par nos nombreux collaborateurs cités plus haut, et une rubrique « Pourquoi... ? » qui a pour but de répondre aux questions des tous petits dites scientifiques, animée par Sanaa Bendahmane, étudiante à la maîtrise en comptabilité à l'ESG, d'origine algérienne.

**De nouveaux Partenaires de radiodiffusion :**




- Nous avons conclu une entente avec CHOQ.ca, la webradio de l'UQÀM, dans les studios de laquelle nous enregistrons nos émissions et qui les héberge. Nul autre que le directeur général de la station, William Maurer, en réalise également le montage. (Voir photo)
- De plus, nous avons renouvelé notre partenariat avec Radio Rozana, qui nous diffuse en Turquie et dans le nord de la Syrie.
- Depuis février 2018, nous comptons un **nouvel partenaire de radiodiffusion** : Radio Jékafo. Ainsi, nos émissions sont diffusées au **Mali**.
- Les émissions sont maintenant disponibles en écoute continue sur **Google Play** et **iTunes**, ce qui augmente la portée de nos émissions.

## Reconnaissance et rayonnement :

Radio-Dodo a reçu le Médaille de la Paix de YMCA



- Radio-Dodo a reçu la prestigieuse **médaille de la paix**, décernée par le YMCA. (Voir photo)
- La Commission Canadienne pour l'**UNESCO** continue à nous patronner.
- Notre première saison a été très favorablement répercutée dans les médias ainsi que la seconde. Une brève revue de presse vient d'ailleurs compléter le présent rapport ;
- Tout comme **CTV** l'a fait en ouverture de la saison actuelle, **The Guardian, NPR** ainsi que **BBC News** sont venus en studio et dans une famille syrienne afin de réaliser un reportage plus complet sur les retombées positives de Radio-Dodo. (Voir revue de presse ici-bas)
- **La rectrice de l'UQAM**, Mme. Magda Fusaro, nous a fait honneur de sa présence aux studios de Radio-Dodo pour y livrer un message de soutien au nom de la communauté universitaire. Le journal « Actualités UQAM » a couvert l'évènement. (Voir photo)



## En route pour 2019



Pour cette nouvelle saison, Radio-Dodo a des projets spectaculaires :

- **Inclure davantage nos enfants :**

Nous travaillons actuellement pour conclure de nouveaux partenariats pour l'année 2019 avec différentes **CPE**, classes de **maternelle** et prématernelle de Montréal pour faire bénéficier les petits de nos émissions.

Pour la prochaine saison, nous envisageons d'aller en **mission** dans le grand nord canadien pour rencontrer nos enfants **autochtones** et leur faire découvrir Radio-Dodo.

Aussi, nous avons approchés des enfants pour coanimer les prochaines émissions. D'ailleurs, l'un de ces enfants, la petite syrienne Rahaf fraîchement arrivée au Canada, était au micro de BBC World.

- **Plus accessible :**

En plus d'être disponible en écoute sur Google Play et ITunes, les émissions de la saison 3 seront disponibles sur la plateforme **Spotify** ce qui augmentera notre portée.

Nos émissions sont actuellement bilingues (Français/Arabe). Pour cette nouvelle saison, nous envisageons d'offrir deux choix d'émissions (français/arabe et anglais/arabe) nous permettre de diffuser partout au Canada et ainsi, inclure les enfants anglophones. Notre site web est déjà traduit dans ce but-là.

Nous sommes présentement en discussion avec des radios au **Liban** afin de conclure un nouvel partenariat de radiodiffusion du fait de la présence d'une grande communauté de réfugiés syriens et palestiniens dans ce pays.

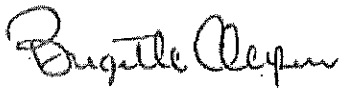
**En conclusion :**

Persuadée que la situation mondiale des réfugiés, des autochtones et la cause des enfants est importante pour la Ville de Montréal, je me permets de vous solliciter pour que la Ville de Montréal poursuive, à nos côtés, cette très belle aventure amorcée il y a de cela trois ans : celle de Radio-Dodo.

Nous avons poursuivi et poursuivons toujours la recherche de financement auprès de sources publiques et privées, afin de nous permettre de payer non seulement nos partenaires de diffusion mais éventuellement aussi du personnel dédié.

Nous vous remercions encore très chaleureusement du soutien que vous nous avez accordé et qui est, pour nous, une source importante de motivation dans la poursuite de ce projet magique et rassembleur, destiné aux enfants (et à leur famille).

Mes sentiments distingués,



Brigitte Alepin, FCPA, CPA, MPA, M.FISC.
Idéatrice et cofondatrice de Radio-Dodo

# Radio-Dodo : Revue de presse

EDUCATION

# 'Radio Dodo' Creates Bedtime Stories For Syrian Refugees

4:36

+ QUEUE

DOWNLOAD

EMBED

TRANSCRIPT

June 13, 2018 · 4:26 PM ET
Heard on All Things Considered

NPR's Ari Shapiro talks to Brigitte Alepin, the creator of "Radio Dodo," or Sleepytime Radio, a program that creates bedtime stories for Syrian refugees.

Article consultable sur : https://www.npr.org/2018/06/13/619672905/radio-dodo-creates-bedtime-stories-for-syrian-refugees




L'entrevue est disponible sur : https://www.bbc.co.uk/programmes/p066frf7

Support The Guardian Subscribe Search jobs Sign in Search

News Opinion Sport Culture Lifestyle More

The Guardian International editic

World ▸ Europe US Americas Asia Australia Middle East Africa Inequality Cities Global development

The Upside
Refugees

# Radio Sleepytime brings bedtime stories for Syria's bereft children

Canadian Brigitte Alepin's brainchild Radio-Dodo is a bilingual radio station with stories, songs and segments to help Syria's scattered kids get to sleep

Supported by skoll FOUNDATION

*Clothilde Goujard in Montreal*



Advertisement

SPONSOR CONTENT
When success means doing good in the world




Lien de l'article : https://www.theguardian.com/world/2018/may/02/radio-dodo-syrian-refugee-children-bedtime

ACTUALITESUQAM

RECHERCHE ET CRÉATION SCÈNE UNIVERSITAIRE CULTURE SPORTS | ARCHIVES SÉRIES

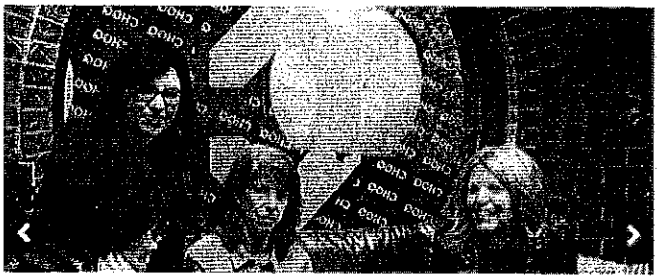
— S'ABONNER À ACTUALITÉS UQAM — PROPOSER UNE NOUVELLE — SALLE DE PRESSE —

# Radio-Dodo pour les enfants de la guerre

Créée par Brigitte Alepin, l'émission vise à réconforter les enfants victimes de la guerre en Syrie et au Mali.

*Par Claude Gauvreau*

13 AVRIL 2018 À 09H08



PLUS D'ACTUALITÉS

26 OCTOBRE 2018
**Développer sa fibre entrepreneuriale**
Les Uqamiens ont jusqu'au 5 novembre pour poser leur candidature au concours Mon Entreprise 2019.

25 OCTOBRE 2018
**Meilleure critique littéraire**
La chargée de cours Manon Auger remporte le prix Jean-Éthier-Blais 2018.

25 OCTOBRE 2018
**Odorat et comportement**
Une étude révèle l'existence de voies nerveuses reliant les centres olfactifs et locomoteurs dans le cerveau des vertébrés.

25 OCTOBRE 2018
**Accélérer Montréal**

Article disponible sur : https://www.actualites.uqam.ca/2018/reconforter-enfants-guerre-grace-radio-dodo

Gravel le matin - Audio fil du mercredi 22 mars 2017
8 h 41 | Entrevue avec Brigitte Alepin, idéatrice et co-fondatrice de Radio-Dodo

< AUDIO FIL DU JEUDI 26 AVRIL 2018

# *Radio-Dodo* : quand la radio permet une trêve aux enfants en zone de guerre

PUBLIÉ LE JEUDI 26 AVRIL 2018

20 h 40 Radio-Dodo : Une radio pour les enfants réfugiés de la guerre
11 min 17 s



Entrevue disponible ici : https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/on-dira-ce-qu-on-voudra/segments/entrevue/69565/radio-dodo-enfants-beaux-reves-treve-syrie

Radio-Canada

‹ AUDIO FIL DU MERCREDI 27 DÉCEMBRE 2017

# Faire grandir Radio-Dodo, des émissions de radio pour les réfugiés

PUBLIÉ LE MERCREDI 27 DÉCEMBRE 2017

**17 h 39 Deuxième saison pour le projet Radio-DoDo : Entrevue avec Brigitte Alepin**
9 min 29 s



Une femme et trois enfants à l'extérieur d'une tente d'un camp de réfugiés à Ain Issa, en Syrie. Photo : Reuters / Erik de Castro

**L'an dernier, Brigitte Alepin s'est donné pour mission de réconforter les enfants syriens et leur famille avec des émissions radiophoniques créées pour eux à Montréal et diffusées tous les dimanches de 19 h à 20 h. Après avoir atteint les réfugiés syriens, elle veut étendre le public de Radio-Dodo.**

**Bernard Derome en renfort**

La fiscaliste Brigitte Alepin poursuit l'aventure Radio-Dodo. Elle s'enthousiasme qu'un projet « tout simple, qui part de Montréal, puisse avoir une portée aussi efficace pour les gens qui ont besoin d'être réconfortés ». Pour cette deuxième saison, Radio-Dodo prend de l'ampleur : « On a ajouté des chroniqueurs, l'équipe a grandi, on offre une variété de chroniques aux enfants pour les divertir », explique Brigitte Alepin. L'ancien journaliste de Radio-Canada Bernard Derome est désormais le coanimateur de Radio-Dodo.

L'aventure de Radio-Dodo est liée aux racines syriennes de Brigitte Alepin. Le père de la fiscaliste a été dénommé Alepin parce que ses papiers d'identification indiquaient « Alep-Syrie » à son arrivée au Canada.

Pour lire la suite : http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/le-15-18/segments/entrevue/52880/syrie-mali-refugies-radio-montreal

**YMCA Québec** @YMCAQuebec · 22 sept.

@RADIO1DODO a reçu une Médaille de la #paix du YMCA. Félicitations! #YMCAPaix @BrigitteAlepin #Syrie #réfugiés #initiativeinternationale



9 août 2017 – Reportage TV5 Monde





Pour lire la suite : http://www.tv5mondeplus.com/toutes-les-videos/magazine/focus-info-syrie-radio-dodo

# Une radio québécoise pour les enfants réfugiés de la guerre

PUBLIÉ LE VENDREDI 30 JUIN 2017
MIS À JOUR LE DIMANCHE 2 JUILLET 2017



Les enfants réfugiés syriens ont reçu des radios en cadeau pour écouter « Radio-Dodo ». Photo : Radio-Canada

Pour lire la suite : http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1042109/radio-dodo-refugies-syriens-turquie-gaziantep-brigitte-alepin

Radio-Canada

# Des berceuses à la radio pour les enfants syriens



**Les enfants syriens pourront bientôt bénéficier d'une courte trêve avant de se mettre au lit. Radio-DoDo, une émission essentiellement musicale offerte par le biais de radio Rozana, une radio citoyenne syrienne, promet de leur offrir des chansons et des berceuses pour les aider à passer une bonne nuit de sommeil.**

L'émission, qui sera diffusée dès le 1er janvier, est née d'un désir de la fiscaliste Brigitte Alepin d'apporter un peu de réconfort aux enfants syriens.

Brigitte Alepin est elle-même d'origine syrienne. Son grand-père, originaire d'Alep, s'est installé au Canada avec ses frères, il y a de ça plusieurs décennies.

Comme le grand-père de Brigitte Alepin évoluait dans le domaine des affaires, il a cru bon d'adopter un patronyme à consonance francophone pour faciliter son intégration.

En hommage à sa ville de naissance, il a donc retenu le nom « Alepin ».

« Tous les Alepin du Canada viennent de la ville d'Alep », confirme d'ailleurs la fiscaliste.

Brigitte Alepin garde un lien important avec la ville qui a vu naître ses ancêtres. Elle y est elle-même allée pour la dernière fois en 2004 en compagnie de son fils, qui était alors âgé de 10 ans.

La fiscaliste dit être particulièrement touchée par le sort des enfants syriens, particulièrement vulnérables dans le contexte de la guerre.

« C'est tellement bouleversant [...] on a des photos de mon fils dans la ville d'Alep en train de jouer avec des enfants. Indépendamment des croyances, de la religion, ce sont des enfants », raconte-t-elle.

Pour lire la suite : http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1007816/radio-dodo-emission-enfants-syriens-berceuse-musique-treve-reconfort-brigitte-alepin-alep

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

# BRIGITTE ALEPIN

**Le 1er janvier dernier, alors que nous finissions tous de festoyer pour célébrer l'arrivée de la nouvelle année, la plupart d'entre nous bien au chaud devant de la tourtière, du macaroni au fromage ou des restants de dinde, à l'autre bout du monde, des milliers et des milliers de petits Syriens et autres enfants réfugiés ont reçu en même temps un cadeau. Pendant une heure, ils ont pu écouter à la radio une émission juste pour eux, *Radio-DoDo*.**

MARIE-CLAUDE LORTIE
LA PRESSE

Une heure de musique, de messages de réconfort en français et en arabe.

« Le but, c'est de les accompagner pendant une heure jusqu'à ce qu'ils s'endorment », explique la comptable et fiscaliste Brigitte Alepin, idéatrice du projet.

**« Ce qu'on veut, c'est soulager les enfants. »**

— Brigitte Alepin

Mme Alepin, qui est notre personnalité de la semaine, est proche de la Syrie et bouleversée par le drame qui secoue le pays. Son nom de famille est celui que son grand-père s'est donné en arrivant à Montréal du Moyen-Orient, il y a 100 ans. Plus simple de se faire appeler par le gentilé de sa ville d'origine, Alep, que par le nom de Béchir Kabacoubji. La coanimatrice de *Radio-DoDo*, avec l'artiste d'origine syrienne Chadi, est aussi une Alepin : Anne-Marie, la comédienne, la cousine de Brigitte et la conjointe de Biz, le rappeur-écrivain de Loco Locass, qui participe lui aussi à l'aventure.

Le projet, qui vise aussi la distribution de radios et de couvertures, est financé par un grand donateur anonyme. Il est non partisan, neutre, pas question de stresser quiconque avec le conflit. On veut calmer les enfants, leur faire faire de beaux rêves, explique Mme Alepin, qui a acheté une heure de diffusion de Radio Rozana, un diffuseur dans les camps de réfugiés installé à Paris et fondé par des journalistes syriens qui ont fui Damas à cause du conflit.

Mme Alepin, vous l'aurez compris, n'est pas une fiscaliste comme les autres.

Pour lire la suite : http://plus.lapresse.ca/screens/c0dce8d4-7689-4965-bc49-3b67954d8631%7C_0.html

# J'ai fondé Radio-Dodo. Une radio pour aider les enfants réfugiés syriens à s'endormir

Publié le 01-01-2017 à 10h48 - Modifié le 05-01-2017 à 10h12
6 réactions | 3125 lu

Temps de lecture : 3 minutes



Par **Brigitte Alepin**
Fiscaliste

LE PLUS. Le 1er janvier 2017, "Radio Dodo" diffusera sa première émission à destination des enfants et des réfugiés syriens. Pilotée par la fiscaliste et auteure québécoise Brigitte Alepin, cette radio sera diffusée grâce aux ondes de Radio Rozana et animée en arabe et en français. Comment le projet est-il né ? Qui le soutient ? Quelle application concrète ? Les explications de la fondatrice.

Édité par **Henri Rouillier**

PARTAGER RÉAGIR RECEVOIR LES ALERTES
4 82
Votre adresse e-mail
OK



COMMENT PARTICIPER ?
Avec le Plus, L'Obs vous propose une expérience inédite d'information. L'objectif est de mettre en valeur les talents et les richesses du web, en vous faisant participer.
JE PUBLIE | JE PARRAINE

JE M'ABONNE À LA NEWSLETTER DU PLUS
Mon email
JE M'INSCRIS

YVES ROCHER FRANCE
2 POUR 1
MAGASINEZ !

ANNONCES AUTOMOBILE
DS DS 3 - 19180

Pour lire la suite : http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1633489-j-ai-fonde-radio-dodo-une-radio-pour-aider-les-enfants-refugies-syriens-a-s-endormir.html

Association
Les Chemins du Soleil

Montréal, le 24 janvier 2019

Monsieur Félix Gravel
Direction de cabinet de la Mairesse
800 boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

**Objet : Demande d'aide financière – Camp de jour de la relâche 2019**

---

Madame Plante,
Monsieur Beaudry,
Madame Mauzerolle,
Madame Wong,

L'Association Les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie de Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Du 4 au 8 mars 2019, nous offrirons un camp de jour de la relâche scolaire à 22 enfants de 6 à 12 ans habitant l'arrondissement Ville-Marie dont la situation socioéconomique des familles est précaire. Au programme : sorties sur l'île de Montréal (Centre des sciences, aréna, Maison des enfants), sortie inter-organisme glissade sur tube organisée par le comité activité de la table 6-12, sports, grands jeux, ateliers culinaires et artistiques. Considérant la situation économique difficile des familles desservies, il est primordial, pour nous, d'offrir ce camp de jour à un coût quasi nul, et ce, sans en affecter la qualité. Le faible coût demandé – 15$ pour la semaine pour le premier enfant d'une famille et 10$ pour les autres enfants de cette même famille (incluant les sorties et une collation par jour) – est, somme toute, symbolique pour les parents puisqu'il leur permet de contribuer tout en respectant les limites de leur budget.

Les prévisions budgétaires du camp de la relâche sont d'environ 5000$, nous vous demandons **une contribution de 1500$** afin d'offrir aux jeunes une expérience enrichissante dans un environnement sécuritaire où les saines habitudes de vie sont mises à l'honneur.

En espérant une réponse favorable de votre part, nous vous prions d'accepter, chers élus, nos plus sincères salutations.

Annie Lalonde
Coordonnatrice, Association Les Chemins du Soleil
514-528-9991
coordination@lescheminsdusoleil.org



REÇU LE
29 JAN. 2019

carrefour st-eusèbe

2349, rue De Rouen Montréal Qc H2K 1L8 • 514-525-5212 • carrefoureusebe@bellnet.ca

**Demande de contribution financière présentée à Mme. Valérie Plante**
**Mairesse de Montréal et aux élus de Ville-Marie**
**— 10 décembre 2018—**

**Le Carrefour Saint Eusèbe**

Le Carrefour Saint-Eusèbe est un organisme communautaire, œuvrant auprès des 50 ans et plus, qui vise à améliorer la qualité de vie et le maintien dans la communauté des aînés du quartier Sainte-Marie et de ses alentours. Il encourage la participation active des aînés au sein de la société afin de briser l'isolement et de maintenir leur autonomie, par l'engagement social, l'entraide, la socialisation, les loisirs et la croissance personnelle.

Le territoire desservi par Carrefour Saint-Eusèbe est le quartier Sainte-Marie, situé dans le secteur est de l'arrondissement Ville-Marie.

Fort d'une expérience de plus de 30 ans d'intervention auprès des personnes aînées du quartier Sainte-Marie, l'organisme a développé une expertise solide en matière de soutien aux aînés en situation de vulnérabilité et de renforcement de leur participation sociale. En tant qu'organisme communautaire enraciné dans le milieu, il possède une connaissance approfondie des besoins des personnes aînées et dispose de la capacité pour y répondre. Agissant en concertation avec d'autres intervenants du milieu, le Carrefour Saint-Eusèbe cherche maximiser l'impact de ses actions auprès des personnes aînées.

**Le profil du quartier Sainte-Marie**

Le quartier Sainte-Marie, espace géographique et social d'intervention du Carrefour Saint-Eusèbe, compte une population d'environ 25 000 résidants (soit à peu près 28 % de la population de l'arrondissement). Quelque 2 600 personnes âgées de 65 ans et plus vivent dans le quartier. Selon les dernières informations disponibles, environ la moitié de ces personnes aînées sont âgées 75 ans ou plus. Ces aînés habitent seuls pour la moitié d'entre eux et plus du tiers vivent sous le seuil du faible revenu. Les aînés à faible revenu consacrent, dans la plupart des cas 60 % de leur budget mensuel à la nourriture et au logement. S'agissant des dépenses récurrentes de médicaments, transport, électricité, vêtements, etc., ils ont des choix difficiles à faire.

D'après des données récentes, la fréquence du faible revenu après impôts à Sainte-Marie s'élevé à 33 % des ménages, soit 7 % de plus qu'à Montréal (Table de développement social Centre-Sud, avril 2015). Divers organismes communautaires constatent que les personnes âgées de 65 ans et plus sont plus nombreuses que jamais à solliciter l'une ou l'autre forme d'aide alimentaire.

**La problématique des personnes aînées**

Le taux de prévalence des problèmes de santé de longue durée augmente avec l'allongement de l'espérance de vie. Il en résulte une importante perte d'autonomie. L'isolement social compte aussi parmi les plus importantes causes de vulnérabilité et de fragilité chez les personnes âgées. Les aînés voient leurs réseaux sociaux se rétrécir, d'où une perte de soutien social. Ils souffrent d'isolement social et se sentent oubliés. Le fait de vivre seul, d'être limité dans ses activités, d'avoir de faibles revenus ou d'être privé d'un réseau social informel solide constituent autant de facteurs de vulnérabilité, de fragilité et non-reconnaissance de leurs droits.

Les personnes aînées en situation de vulnérabilité ont besoin de socialisation communautaire et de retrouver une confiance en eux-mêmes et envers d'autres personnes. Ils ont besoin d'être informés sur leurs droits et de connaître les ressources du milieu. La construction ou la reconstruction d'un réseau social (formel et informel) est un besoin important des aînés pour réduire leur vulnérabilité et favoriser leur participation sociale en tant que citoyens à part entière.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, beaucoup de personnes aînées en situation de vulnérabilité ne mangent pas convenablement en raison de la faiblesse de leurs revenus, de leurs problèmes de santé, de leur perte d'autonomie, de la faible disponibilité d'aliments de qualité dans le quartier à des prix abordables, de leur méconnaissance des ressources existantes, etc. Cette situation s'aggrave durant la période automne-hiver. Les personnes aînées nécessitent des services d'alimentation adaptés et de qualité, axés sur leurs besoins, combinant l'accès à un repas chaud et des contacts personnalisés, et permettant de tisser des liens, briser l'isolement et diminuer leur vulnérabilité.

**Description sommaire du projet**

Le projet contribuera aux efforts du Carrefour Saint-Eusèbe pour améliorer la sécurité alimentaire des personnes aînées du quartier Sainte-Marie et pour leur offrir un meilleur accès à des services d'aide et de promouvoir leur socialisation en tissant des liens avec leur milieu et de mieux protéger leurs droits. Grâce à votre contribution financière que vous nous avez accordée pour l'année 2018, nous avons pu augmenter le nombre de repas offerts par semaine ainsi que le nombre d'aînés bénéficiaires. Notre service est maintenant offert à raison de cinq (5) jours/semaine, par rapport à 3 jours/semaine en 2017.

Le projet permettra *i)* en matière de sécurité alimentaire, de consolider l'offre de services de popote roulante, *ii)* en matière d'aide et de soutien aux aînés vulnérables, de poursuivre une ligne d'écoute pour aînés isolés ou en difficulté (ligne amitié) et de réaliser des tournées-popote facilitant le dépistage de vulnérabilités et, *iii)* en matière de protection des droits, de dépister des cas de violation de leurs droits.

***— Population cible***

Ce projet s'adresse à toutes les personnes aînées du quartier et le respect de la pluralité des vieillissements liés aux conditions socio-économiques est un principe directeur de notre action. Ce projet porte une attention particulière à la diversité des aînés dans le quartier. Cette diversité s'exprime par différences importantes au sein de la population aînée, sur les plans socio-économique, origine ethnoculturelle, orientation sexuelle, état de santé, niveau de vulnérabilité, etc.

***— Montant de la subvention demandée***

La subvention demandée est de **3 000 $** Cette activité nous permettra de poursuivre la mise en œuvre de nos activités et nos services adressés aux personnes aînées du quartier. Le Carrefour Saint-Eusèbe reçoit actuellement un financement de base en vertu duquel il dispose d'une employée spécialisée en intervention de milieu, auprès des personnes aînées.

Nous souhaitons, grâce à votre contribution, renforcer nos actions en matière de sécurité alimentaire dans le quartier, par les services de popote roulante pour les personnes aînées en perte d'autonomie.

**La contribution financière de Madame Valérie Plante, Mairesse de Montréal et Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie, sera affectée en totalité aux services directs aux aînés en matière de sécurité alimentaire, d'intervention pour diminuer les vulnérabilités et à l'information et sensibilisation sur les droits des personnes aînées.**

***— Visibilité et promotion***

Le Carrefour Saint-Eusèbe veillera à ce que l'information sur ce financement soit mentionnée dans ses publications et lors des activités publiques liées au projet.

***— Durée du projet***

Les activités du projet se réaliseront entre janvier et décembre 2019.

Maria-Luisa Monreal
Directrice générale

Centre
communautaire
de loisirs
**Sainte-Catherine
d'Alexandrie**

1700 rue amherst
Montréal, Qc
H2L 3L5
514-524-6626
www.cclsca.qc.ca

Montréal, le 15 janvier 2019

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de ville – district de Saint-Jacques
Arrondissement de Ville-Marie

Objet : **Demande de soutien financier discrétionnaire**

Cher Monsieur Beaudry,

Comme vous le savez déjà, le 25 janvier prochain aura lieu l'inauguration de la salle Lorette Legaré au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA). Cette inauguration est un hommage à une bénévole d'exception, membre de notre conseil d'administration durant les 20 dernières années, connue et reconnue par bon nombre d'organismes et d'institutions de notre communauté.

La salle Lorette Legaré (ancienne salle Ontario), qui s'est refaite une beauté pour l'occasion, est très appréciée par nos membres, professeurs et visiteurs. Au quotidien, autant en journée qu'en soirée, cette salle accueille plusieurs cours de langues et de francisation, en plus de nombreuses rencontres d'organismes.

Le CCLSCA est un centre de loisirs, certes, mais également et surtout un organisme de proximité qui se fait une fierté d'être un lieu d'accueil et de partage. Pour l'année 2018-19, nous comptons déjà plus de 700 membres. Rajoutons que plus de 40 000 personnes fréquentent, annuellement, nos locaux et profitent de nos activités.

À l'occasion de son inauguration officielle, nous souhaiterions doter la salle Legaré d'un tableau numérique. Nous considérons que cet atout technologique interactif favoriserait grandement l'apprentissage de nos étudiants tout en offrant un outil supplémentaire aux participants lors des divers ateliers et réunions. Un tel tableau numérique représente cependant un investissement de plus de 4000$. C'est pourquoi nous soumettons une demande d'appui financier discrétionnaire à la Ville de Montréal.

En cas de réponse favorable de votre part, nous souhaiterions grandement pouvoir annoncer cette acquisition lors de l'inauguration de la salle Lorette Legaré, le 25 janvier prochain.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Beaudry, nos salutations les plus distinguées.

Directeur général

Cc : Madame Ginette Ouimet, Chargée de secrétariat, Arrondissement Ville-Marie.

Centre Récréatif Poupart
514 524-7543 • crpoupart.qc.ca

*Montréal, le 07 Janvier 2019*

Mme Valérie Plante
Mairesse de l'Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est,
19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8

**Objet : Demande de contribution financière de 3000$ afin de maintenir les activités du camp de jour de la semaine de relâche 2019 au Centre récréatif Poupart**

Mme Plante,

Vous savez, pour être venue nous visiter et nous avoir déjà offert votre aide par le passé, que nous avons besoin du soutien de tous les paliers de gouvernement pour réaliser notre mission d'organisme communautaire de loisir desservant les familles issus de milieux plus défavorisés. Le Centre récréatif Poupart accueille dans son milieu de vie la population du quartier Ste-Marie depuis 1979. Nous offrons des activités de loisir accessibles toute l'année auprès des O à 99 ans. Notre action veut valoriser les jeunes afin qu'ils ne recherchent pas cette valorisation dans des méfaits de toutes sortes; stimuler le développement des jeunes dès leur plus jeune âge avec des activités amusantes, instructives et de mise en forme; les éloigner de la délinquance, des drogues et tout ce qui dégénère en de graves problèmes sociaux; et enfin, aider les familles du quartier à assurer la sécurité de leur enfant. Le loisir offert est axé sur la culture, les arts, le sport et le développement personnel et social et prend la forme d'un milieu de vie permettant d'offrir: jeux libres variés, animation, danse, informatique, basketball, camp de jour (relâche scolaire et estival) ou encore de la cuisine. Toutes ces activités sont principalement financées par les dons et subventions que nous recevons. N'ayant plus de financement récurrent pour nous permettre d'offrir le camp de la relâche scolaire, l'an dernier celui-ci a été offert grâce au soutien du maire à même son budget discrétionnaire. C'est ce qui nous amène, à nouveau, à solliciter l'aide financière de l'Arrondissement afin d'obtenir les $3000 nécessaire à la mise en place du camp de la relâche scolaire 2019 (du lundi 4 au vendredi 8 mars 2019). Ce camp de jour s'adresse aux enfants et adolescents de 5 à 17 ans et permet d'organiser des activités dans la journée entre 7h et 21h afin d'éviter que ceux-ci se retrouvent seuls à la maison et afin de soutenir les parents en leur offrant une solution alternative à faible coût pour la garde de leurs enfants lors de cette période. Pour cause, pendant la relâche scolaire la plupart des services de garde des écoles sont fermés laissant les parents avec très peu d'option.

Nous vous remercions de l'attention portée à notre demande. Dans l'espoir d'une réponse favorable veuillez recevoir Mme Plante, nos salutations distinguées.

Marie-Josée Lacasse, Directrice Générale
Centre récréatif Poupart Inc

AMI DE LA JEUNESSE

CLUB OPTIMISTE ST-JACQUES DE MONTRÉAL

1750, rue Beaudry, Montréal, P.Q. H2L 3E9 • (514) 527-2119

Montréal, le 21 novembre 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement Ville-Marie
Ville de Montréal
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

**Objet : Demande de Soutien financier pour 2019**

Madame la Mairesse,

La présente a pour but de solliciter un octroi financier au montant de 3000.$ via votre fond de soutien aux élus pour l'année 2019, et ce au bénéfice des familles, des enfants défavorisés et des personnes des troisièmes âges de notre organisme.

Grâce à votre aide cela nous permettra de poursuivre notre travail et de répondre adéquatement au besoin des citoyens démunis de l'arrondissement.

Auprès des écoles nous favoriserons les programmes pour contrer le décrochage scolaire et organiserons les événements suivants : l'art de s'exprimer ainsi que la dicté. Nous réaliserons notre camp de jour estival, la sécurité sur roues, la sécurité aquatique, ainsi que la sécurité Halloween et plusieurs autres activités.

Auprès des personnes du troisième âge, nous ferons tout pour combattre l'isolement par des sorties, des repas communautaire, des jeux de société et du bénévolat.

Pour les familles et les enfants, nous organiserons comme l'an passé des séjours plein air estival et hivernal à la campagne. Nous tenons aussi à vous rappeler que nous desservons plus de trente-huit mille personnes annuellement

Nous vous remercions de votre aide indispensable. Nous demeurons à votre entière disposition pour toutes informations supplémentaires. Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos salutations et nos meilleurs sentiments.

Le Président,

Pierre Monette
514 522-2033

REÇU LE
23 NOV. 2018




Montréal, le 22 novembre 2018

Madame la Mairesse Valérie Plante
Cabinet des élus de l'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

**Objet : Sollicitation de votre appui pour le projet *Organiser la résistance***

Bonjour madame la Mairesse,

Nous espérons que vous allez bien.

Tout d'abord, nous tenons à vous féliciter pour votre première année à la Mairie de Montréal, ainsi qu'à souligner l'anniversaire de votre victoire. Ce sont les victoires, comme celle du 3 novembre 2017, qui renforcent notre projet d'une société meilleure.

Le Collectif La Grande Transition est un OBNL dont la mission est de favoriser une convergence de militant.e.s autour d'une transition vers une alternative sociale et économique qui soit écologique, féministe, égalitaire et démocratique. Nous organisons depuis 2018 une grande conférence annuelle. **En 2018, la conférence *La Grande Transition* fut un franc succès avec plus de 1 600 participant.e.s se sont joint à nous dans 120 activités rassemblant et près de 320 panélistes de 12 pays, dont une dizaine de conférencières et de conférenciers de renommée internationale.** Tout en mettant Montréal à l'avant-plan sur la scène nationale et internationale dans le domaine de la transformation sociale et du progrès social, notre projet bénéficie d'un ancrage dans la communauté qui se renforce de plus en plus. Plusieurs organisations syndicales, populaires et institutionnelles ont offert leur appui cette année, nous permettant de recueillir plus de 57 000$. Le succès de l'événement a été le fruit des efforts conjoints des partenaires et des organisations soutenant des initiatives novatrices en matière de réflexion collective pour les mouvements sociaux.

Pour l'édition 2019, la conférence s'intitulera *Organiser la résistance* et se tiendra **dans l'arrondissement Ville-Marie** à l'Université du Québec à Montréal du 24 au 26 mai. Ainsi, la formule sera révisée afin de permettre aux participant.e.s de contribuer davantage à une réflexion active et centrale portée sur la conjoncture politique et sociale du Québec et davantage sur les luttes des mouvements sociaux en cours et à venir. Portée par l'expérience des actrices et des acteurs des mouvements sociaux, cette nouvelle édition a comme visée d'outiller les participant.e.s engagé.e.s dans leurs milieux. Nous



REÇU LE
29 NOV. 2019

espérons rassembler des intervenant.e.s en provenances des milieux syndicaux, communautaires, écologistes, étudiants, féministes, politiques, antiracistes et autochtones.

Globalement, la conférence a trois grands objectifs: (1) promouvoir les alternatives au capitalisme et aux différents systèmes d'oppression, (2) outiller les mouvements sociaux et les initiatives transformatrices en partageant des expériences et des savoirs et (3) renforcer les liens entre les milieux universitaires critiques et les organisations militantes. Pour plus de détails sur le projet de conférence de la dernière année, visitez lagrandetransition.net.

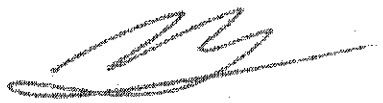
Pour arriver à ces fins, le collectif d'organisation estime devoir récolter 38 000$ en financement, en sus des frais d'inscription pour les participant.e.s (frais qui seront faibles afin de maximiser la participation). Ces sommes serviront principalement à couvrir les frais de traduction de l'anglais vers le français, le déplacement des invité.e.s internationaux, ainsi que la location des espaces pour accueillir les quelques centaines de participant.e.s durant trois jours. Nous recherchons activement des appuis parmi les personnalités et les organisations progressistes partageant nos valeurs.

**Pour cette raison, nous sollicitons votre appui pour la réédition de ce projet permettant un espace de rassemblement et de réflexion propre aux mouvements sociaux. Une contribution discrétionnaire de 1 000$ serait très précieuse dans le cadre de notre recherche de financement pour l'édition 2019.**

**Plus d'informations se trouvent en pièce attachée (page 3).*

Votre soutien est important pour la continuité de ce projet de forum des mouvements sociaux d'ici et d'ailleurs. En vous remerciant de prendre en considération notre demande d'appui. Nous demeurons à votre disposition.

Veuillez accepter, madame la Mairesse, nos plus cordiales salutations.



Natael Bureau, *Coordonnateur - Collectif La Grande Transition*

**Prévisions Budgétaires**

| | |
|---|---|
| ***Dépenses prévues*** | |
| | |
| ***Invité.e.s spéciaux (transport et hébergement)*** | ***8 000 $*** |
| ***Logistique de l'événement (salles, traduction, garderie, etc.)*** | ***27 640 $*** |
| ***Promotion*** | ***1 475 $*** |
| ***Frais administratifs et bancaires*** | ***300$*** |
| ***Coordination*** | ***10 000 $*** |
| ***Total*** | ***47 415 $*** |
| | |
| ***Revenus prévus*** | |
| | |
| ***Frais d'inscription*** | ***12 500 $*** |
| ***Subventions et dons*** | ***38 000 $*** |
| ***Total*** | ***50 500 $*** |

**Liste succincte d'organisations ayant appuyé le projet en 2018 :**

- ❑ Attac-Québec
- ❑ Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
- ❑ Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- ❑ Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
- ❑ Syndicat général des professeurs et professeures de l'université de Montréal
- ❑ Département de sociologie UQAM
- ❑ Association Générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal
- ❑ Fondation Rosa Luxembourg
- ❑ Fédération Autonome de l'Enseignement (FAE)
- ❑ Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
- ❑ Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
- ❑ Et plusieurs autres...

**Pour joindre la Coordination du Collectif :**
Natael Bureau, *Coordonnateur*
(514) 702-6757
info@lagrandetransition.net

**Pour un appui financier,**
**les chèques doivent être adressés au:**
Collectif La Grande Transition
5323 rue de Brébeuf, Bureau 10, 2e étage
Montréal (Québec), H2J 3L8

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 5 novembre 2018

Monsieur Félix Gravel
Arrondissement de Ville-Marie

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint une demande d'appui transmise à la mairesse de l'arrondissement, Valérie Plante.

Nous espérons que vous pourrez nous appuyer et être des nôtres lors de l'encan 2019.

Je vous souhaite une bonne année et vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués,

René Binette, FAMC
Directeur de l'Écomusée du fier monde

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

Montréal, le 5 novembre 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement de Ville-Marie

Madame la mairesse,

Par la présente, nous sollicitons l'appui de l'arrondissement de Ville-Marie à l'encan annuel 2019 de l'Écomusée du fier monde. Cet événement se tiendra le mardi 7 mai 2019. Notre demande est de l'ordre de 2 500 $, ce qui constitue le montant obtenu en 2018.

Votre appui est important et nous permet de continuer notre mandat de musée d'histoire et de musée citoyen. L'encan annuel est le principal événement bénéfice de l'Écomusée ; les sommes recueillies nous permettent de mieux servir le public et la communauté. Nous serons en mesure d'accorder à l'arrondissement une visibilité dans le catalogue de l'événement. Nous joignons une copie de la page du catalogue de l'an dernier.

Nous espérons pouvoir compter sur vous.
Je vous souhaite une bonne année et vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

René Binette, FAMC
Directeur de l'Écomusée du fier monde

cc- Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
Cathy Wong, conseillère du district Peter-McGill
Richard Ryan, conseiller désigné
Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée
Félix Gravel

REÇU LE
23 NOV. 2018

VILLE-MARIE
MON CENTRE



Valérie Plante
Mairesse de Montréal
et de Ville-Marie
mairesse@ville.montreal.qc.ca



Robert Beaudry
*Conseiller de la Ville*
District de Saint-Jacques
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca



Sophie Mauzerolle
*Conseillère de la Ville*
District de Sainte-Marie
sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca



Cathy Wong
*Conseillère de la Ville*
District de Peter-McGill
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca



Richard Ryan
*Conseiller de la Ville désigné*
District du Mile-End
richard.ryan@ville.montreal.qc.ca



Anne-Marie Sigouin
*Conseillère de la Ville désignée*
District de Saint-Paul-Émard-
Saint-Henri Ouest
anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca

Merci à l'Écomusée du fier monde
d'être le témoin privilégié de notre communauté.

Ville-Marie
Montréal

Demande de financement
Cathy WONG
A :
Ginette OUIMET
2019-01-10 18:25
Cc :
Nady JEAN-LOUIS
Masquer les détails
De : Cathy WONG/MONTREAL
A : Ginette OUIMET/MONTREAL@MONTREAL
Cc : Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL@MONTREAL
Bonjour Ginette, premièrement, bonne année! J'espère que tu as passé de joyeuses fêtes.

Le St-George Anglican's Church aimerait faire une demande de financement de 2000$ pour les souvenirs dans les repas qu'ils offrent aux itinérants à chaque jour. Puisque leur demande est réparti sur plusieurs courriel, je leur ai parlé pour réunir le tout. Voici les informations de l'activité pour laquelle ils sollicitent du financement :

« The financial support is to help offer meals to the homeless that come to our Drop in Centre. It operates seven days a week and a community lunch is served everyday. In addition we offer our Inter-faith Meal to the Streets program once a month on Saturday, and have partnered with two other churches to offer dinner for the homeless on Mondays and Fridays. Lastly, we recently partnered with the Wolf Pack Street Patrol and have provided them our space as a base of operations to do their night-time street ministry."

Si tu as des questions, n'hésite pas à me contacter.

Merci!

—

Cathy Wong
Présidente - Conseil municipal de la Ville de Montréal
Conseillère de la Ville - District de Peter-McGill

800, boul. De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone : 514 868-5169
Télécopie : 514 872-8347
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca

Début du message transféré :

**Expéditeur:** "Macksion" <steven@mackison.com>
**Date:** 29 novembre 2018 à 19:20:34 UTC−5
**Destinataire:** cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
**Objet: Rép :□ Thanks and request for contact person□**

Dear Cathy,
I am writing you to see if the offer you made when we last met regarding discretionary funds that you might be able to offer to one of our outreach projects is still available.
Our outreach program is thriving. Our Drop in Centre for the homeless operates seven days a week and a community lunch is served everyday. In addition we offer our Inter-faith Meal to the Streets program once a month on Saturday, and have partnered with two other churches to offer dinner for the homeless on Mondays and Fridays. Lastly, we recently partnered with the Wolf Pack Street Patrol and have provided them our space as a base of operations to do their night-time street ministry.

With approximately 100 people a day being fed at St. George's the needs around Christmas are great. If you could assist us financially with our Christmas Lunch for the homeless on Wednesday, November 19 - where we do a special meal with gift bags for all who attend, that would be most helpful.

I would love the opportunity to chat with you about it further.

Sincerely yours,

Steven

The Rev. Canon Steven Mackison
St. George's Anglican Church
1101 Stanley St.
Montreal, QC
H3B 1Z1

Groupe Harmonie
Organisme communautaire

Montréal, le 29 janvier 2019

**Madame Cathy Wong**
Conseillère de la Ville – Peter-McGill
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Madame,

Le **Groupe Harmonie** est un organisme communautaire sis dans le district **Peter-McGill** de l'Arrondissement de Ville-Marie dont la mission première est d'intervenir auprès de personnes de 55 ans et plus aux prises avec une dépendance aux substance ou au jeu.

Seul organisme communautaire au Québec à poursuivre une mission spécialisée en gérontoxicomanie, le **Groupe Harmonie** a aussi développé des services de soutien auprès de personnes ainées en situation de vulnérabilité ou à risque de le devenir dans son quartier, afin de pouvoir les guider vers les ressources pouvant répondre à leurs besoins, dont le **Groupe Harmonie** lorsqu'une dépendance à l'alcool, à la médication, à la drogue ou au jeu fait partie de la situation.

En action depuis 1983, le **Groupe Harmonie** est bien implanté dans son quartier. Ses intervenantes connaissent bien les ressources et services aux personnes ainées de son secteur et de plu et c'est à ce titre qu'il a été interpellé pour porter le *Volet Ainé* du *Projet Mon Peter-McGill* depuis 2017.

L'objet de cette lettre est une demande de soutien financier afin de pouvoir mener, au printemps 2019, une activité avec les résidentes et résidents ainés du quartier. Celle-ci prendra la forme d'une marche exploratoire, d'une rencontre animée dans un parc ou d'une activité rencontre discussion, idéalement en présence de la conseillère de Peter-McGill. Nous demandons un montant de 2 000 $ pour l'organisation et la réalisation de ce projet.

Merci de l'attention que vous porterez à cette demande,

Bien à vous,

**Solange Baril**
Directrice générale
GROUPE HARMONIE

1801, boul. De Maisonneuve O., Bureau 760, Montréal (Québec) H3H 1J9
Tél. : (514) 939-2640 Téléc. : (514) 934-3776
Courriel : groupeharmonie@cooptel.qc.ca
**www.groupeharmonie.org**

*Mme Valérie Plante,*
Mairesse de Montréal et de l'arr. Ville-Marie.
Cabinet des élus de l'arr. V-M.
https://mairesse.montreal.ca/envoyer-un-message-la-mairesse

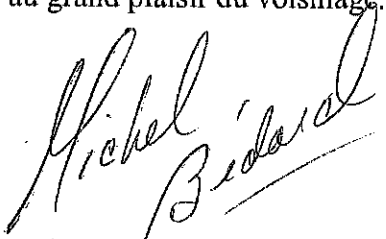
*Mme Sophie Mauzerolle,*
Conseillère de Ville, district Ste-Marie, Ville de Mtl.
Cabinet des élus, arr. V-M.
sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca

Objet : accorder svp une contribution discrétionnaire de 1,500$
au Jardin communautaire Saint-Eusèbe (JcS-E).
Numéro de fournisseur : 252657.

Montant devant couvrir *les frais de fonctionnement de l'osbl*, et les frais déjà engagés pour décorer le Jardin au temps des fêtes 2018-19 (pour le bonheur des usagers du Parc Stewart). Montant voué aussi à soutenir l'implication du JcS-E dans le quartier, et lui permettre de réaliser des projets au bénéfice de la communauté et de la Ville.

Quelques observations récentes et importantes : le réaménagement du Parc Stewart est une réussite et l'appréciation des citoyens s'est manifestée d'avril à novembre 2018 par une "hausse étonnante de fréquentation" des usagers au Parc ! Le terrain de balle molle a été envahi tous les soirs d'été et d'automne par des joueurs et des supporteurs, du jamais vu depuis 30 ans que je demeure à l'orée du Parc… En fin de soirée, divers nouveaux jeux collectifs ont occupé joyeusement certains groupes d'amis ! Fait remarquable, de nombreux résidents ont modifié leurs trajets ou *"habitudes pédestres sur rues"* pour emprunter les voies piétonne et cyclable du Parc ! L'opportunité de passer par un lieu nettement *plus vert* s'avère donc préféré, voire très prisé… Au Parc Stewart, la présence du JcS-E y est sûrement pour quelque chose car les passants nous ont souvent exprimé des éloges. Donc parmi nos projets, il y aura une étude de faisabilité de la *végétalisation plus intense et fleurie (avec hautes graminées aussi)* d'une voie près du JcS-E. Ce n'est pas la rue Dufresne, car on prend déjà soin de cette rue, au grand plaisir du voisinage...

Salutations distinguées.
Merci pour votre intérêt, et votre considération
qui vivifie l'appartenance au quartier.



Jardin communautaire Saint-Eusèbe,
2416 rue De Rouen, Montréal, H2K 1M2
514-778-0353. ebmmichel@hotmail.com

Michel Bédard,
Président du comité jardin.

Montréal, le 5-12-2018.

## Demande de contribution financière provenant du Jardin communautaire Saint-Eusèbe

Ginette OUIMET A : Sophie MAUZEROLLE, mairesse 2018-12-06 13:20

Cci : Ginette OUIMET

Bonjour,

Cette demande de contribution a été remise par un citoyen lors du conseil d'arrondissement d'hier.

J'ai appelé monsieur Michel Bédard et je l'ai informé que sa requête serait analysée pour le premier conseil de 2019, soit celui du 12 février 2018.

Je vous informe qu'elle sera inscrite dans le tableau de suivi pour la prochaine rencontre préparatoire des élus-es.

Bonne journée.

**Ginette Ouimet**
Chargée de secrétariat
Cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5531 / Télec.: 514 872-8347
ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie Montréal

Restez branchés :

Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

scan@ville.montreal.qc.ca_20181206_130507.pdf

LES VALORISTES
COOPÉRATIVE
DE SOLIDARITÉ

Montréal, le 25 janvier 2019

**Cabinet des élus de l'arrondissement**
Arrondissement Ville-Marie
800,boulevard de Maisonneuve Est,19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

*Objet: Demande d'aide financier provenant du budget discrétionnaire*

Bonjour,

*Les Valoristes, coopérative de solidarité* est une entreprise d'économie sociale à but non lucratif fondé en 2012. Notre mission est de favoriser et d'appuyer, dans une approche de gestion inclusive et participative, la récupération de matières consignées, recyclables et réutilisables par les valoristes, ainsi que faire connaître et reconnaître l'importance de leur contribution. À ce jour, la coopérative a entamé différentes démarches pour sensibiliser, informer et mobiliser la population québécoise concernant l'importance de ces individu(e)s, presque invisibles, qui récoltent les matières consignées, recyclables et réutilisables des poubelles, de la récupération et des espaces publics en échange d'argent. Il va s'en dire que majoritairement, ceux et celles qui s'adonnent à cette activité le font en but d'atténuer leur pauvreté et qui ont certaines difficultés à intégrer le marché du travail conventionnel.

Comme toute entreprise d'économie sociale, la Coop Les Valoristes cherche les moyens de poursuivre et d'étoffer son mandat soit par la création d'un dépôt permanent situé au centre-ville de Montréal. Étape par étape, depuis 2012, nous travaillons dans ce sens, avec la création des dépôts ponctuels, dépôts mobiles et dépôts temporaires et avec la précieuse participation de nos bénévoles valoristes. Pour la saison 2019, nous continuons le projet de dépôt temporaire dans l'arrondissement Ville-Marie pendant quatre mois, et pour ce faire nous comptons de nouveau avec notre équipe de bénévoles.

C'est dans ce contexte que nous faisons appel à votre enveloppe budgétaire de « discrétionnaire » pour nous permettre de maintenir et de promouvoir ce projet

REÇU LE
04 FEV. 2019

LES VALORISTES
COOPÉRATIVE
DE SOLIDARITÉ

dépôt temporaire et la participation de bénévoles valoristes. À cet effet, nous estimons qu'une somme de **3000$** nous permettrait de remplir adéquatement notre rôle de promoteur de la participation de bénévoles et pour couvrir les frais de ces derniers liés à leur repas, boissons froides ou chaudes, à lavage de linge et liés à leur transport jusqu'au dépôt. À votre demande, nous serions disposés à vous faire parvenir nos états financiers et un bilan du projet.

Nous vous remercions de tout l'intérêt que vous avez porté à notre coopérative, à ce jour, et apprécions grandement votre soutien passé, présent et futur!

L'équipe Les Valoristes, coopérative de solidarité,



Par Marica Vazquez Tagliero,
coordonnatrice
Coop Les Valoristes
1710 r. Beaudry - local 2.42
H2L 3E7

Le 31 janvier, 2019

Madame Cathy Wong
Conseillère de la Ville
Présidente du conseil de la Ville
Ville-Marie et Peter-McGill
Bureau de l'arrondissement
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal Québec H2L 4L8

**Objet : Demande de financement pour Innovation Jeunes**

Madame Wong,

Je suis heureuse de vous souhaiter une Bonne Année 2019 et de pouvoir vous soumettre une demande de soutien pour le centre Innovation Jeunes.

Le centre Innovation Jeunes a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent le centre-ville dans le but de leur donner des possibilités d'intégration harmonieuse à la vie sociale, scolaire et familiale.

Comme vous le savez, nous offrons le service de la Bibliothèque pour enfants dans nos locaux depuis 2017, un service essentiel aux familles du quartier de Peter-McGill. Les enfants ciblés pour ce projet spécial sont résidents du district de Peter-McGill. D'ailleurs, 90 % des familles qui sont membres de notre Bibliothèque résident dans le quartier. Plusieurs d'entre elles sont issus de l'immigration ou sont des nouveaux arrivants au quartier. La bibliothèque est devenue un point d'intégration et d'alphabétisation pour les enfants.

L'an dernier, nous avons pu offrir une programmation spéciale à la bibliothèque pendant la semaine de relâche grâce à votre contribution. Les heures d'ouverture ont pu être augmentées (de 10 h à 18h à tous les jours) et nous avons bonifiés les activités pédagogiques et culturelles. Cette semaine était un grand succès, très appréciée par les familles. Nous avons accueilli au-dessus de 50 familles au cours de cette semaine-là. Cette année, nous voulons reproduire l'activité.

1410, rue Pierce, bur.150, QC H3H 2K2
TÉL.: 514 843-3996; INNOVATION@DIRECTION.CA ; WWW.INNOVATIONJEUNES.CA

De même, nous voulons assurer une offre de service continue en activités reliées à l'alphabétisme et à la culture. Ceci inclus notre Club de Science et des activités saisonnières telles que le Club des Petits Jardiniers de Peter-McGill (qui débutera en printemps) et des marathons de lecture.

Nous avons ainsi besoin de votre aide afin de réaliser cette programmation bonifiée pour les enfants de Peter-McGill. Notre financement à l'heure actuelle ne couvre pas tous les coûts liés à l'animation et au matériel. Vous trouverez ci-joint un budget décrivant les coûts. Votre octroi de 3000 $ apporterait une aide précieuse et nous permettrait de bonifier l'offre en animation de la Bibliothèque autant d'une manière quantitative que qualitative.

Veuillez agréer, Madame Wong, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jenna Smith
Directrice

Budget : Programmation bonifiée pour la semaine de relâche, 4-8 mars et le printemps 2019.

| | |
|---|---|
| Club de Science (tous les jeudi): | 1000 $ |
| Club des Petits Jardiniers de Peter-McGill | 750 $ |
| Animation semaine de relâche (250$/jour x 5 jours) | 1250 $ |
| TOTAL | 3000 $ |

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1190619001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

*" Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :*

*- 3 000 $ au Centre récréatif Poupart inc;*
*- 500 $ au Jardin communautaire Saint-Eusèbe;*
*- 3 000 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;*
*- 1 000 $ au Collectif La Grande Transition;*
*- 2 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc;*
*- 3 000 $ au Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal inc;*
*- 6 000 $ Les YMCA du Québec (YMCA Centre-Ville);*
*- 2 000 $ à l'Église Saint-Georges;*
*- 3 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;*
*- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;*
*- 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;*
*- 3 000 $ à l'Organisation Radio-Dodo;*
*- 2 000 $ au Groupe Harmonie;*
*- 3 000 $ à la Coop Les Valoristes;*
*- 1 250 $ à Innovation Jeunes."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **37 750,00 $**

| | Années antérieures | **2019** |
|---|---|---|
| Montant | | 37 750,00 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Taxes non applicables)

Montant: **37 750,00 $**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306161 | 01101 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM90619001**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2019-02-05**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018 |

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:19

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701014

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er au 31 décembre 2018.

### JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-23

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| 9055-0344 QUEBEC INC. | 1314680 | 10-DÉC. -2018 | Facture 19092 - Location de tracteur avec opérateur de gré à gré - TP Voirie | 4 283,49 | BOIVIN, MARIE-EVE |
| | | | | 4 283,49 | |
| | | | | | |
| 9201-9991 QUEBEC INC. | 1316854 | 19-DÉC. -2018 | Facture 12185 : Brunch de Noël équipe travaux publics, Ville-Marie. | 2 007,89 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 007,89 | |
| | | | | | |
| ANTOINE OLIVIER TRAITEUR INC. | 1314676 | 10-DÉC. -2018 | Soumission 3081 - Brunch employés du 17 janvier 19 | 2 330,20 | ROUGIER, ISABELLE |
| | | | | 2 330,20 | |
| | | | | | |
| BETON MOBILE RIVE-SUD INC. | 1313581 | 05-DÉC. -2018 | Factures 880500 - 880349 - 880499 - Mélange de béton, frais chauffage - TP aqueduc | 13 340,18 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 13 340,18 | |
| | | | | | |
| BIO SERVICE MONTREAL INC. | 1257863 | 12-DÉC. -2018 | 2018 - Bon de commande ouvert pour neutralisant d'odeur en format de 20 ou 200 litres - TP-Voirie | 6 998,46 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | | | | 6 998,46 | |
| | | | | | |
| CENTRE DE LOCATION ARCO INC. | 1313778 | 05-DÉC. -2018 | RESTREPO, ALEJANDRO. ACQUISITION DE GENERATRICE HONDA POUR CAMION | 15 590,64 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 15 590,64 | |
| | | | | | |
| CLEAN WATER WORKS INC | 1315598 | 13-DÉC. -2018 | Soumission 12 décembre 2018 - Travaux urgence sur Saint-Antoine près de Lucien L'Allier, chemisage structural conduite d'égout principale | 22 572,31 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 22 572,31 | |
| | | | | | |
| COFORCE INC. | 1314451 | 07-DÉC. -2018 | Nettoyage des fenêtres extérieures situé au 775, rue Gosford. | 3 550,00 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 3 550,00 | |
| | | | | | |
| CONSTRUCTION URBEX INC. | 1313479 | 04-DÉC. -2018 | Facture 662 - Location tracteur chargeur (hors contrat) pour l'aide au déblaiement le 15 et 16 novembre 2018. - TP Voirie | 2 922,90 | BOIVIN, MARIE-EVE |
| | | | | 2 922,90 | |
| | | | | | |
| COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL | 1314854 | 10-DÉC. -2018 | Achat sur entente - IPad - élus + réserve | 3 313,40 | SIROIS, CELINE |
| | | | | 3 313,40 | |
| | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| DORSON LTEE | 1313358 | 04-DÉC. -2018 | ALEJANDRO RESTREPO, ACHAT DE JUMPING JACK 0879 | 10 267,62 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 10 267,62 | |
| | | | | | |
| ELOI MOISAN INC. | 1314612 | 07-DÉC. -2018 | Mélèze séché et frais de livraison pour les besoins de l'équipe des parcs. | 6 467,23 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 6 467,23 | |
| | | | | | |
| EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC. | 1313563 | 05-DÉC. -2018 | Soumission du 9 novembre 2018 - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur selon le devis du lundi à vendredi (130$/h) et le samedi et dimanche (130 $/h) - TP aqueduc. | 22 572,31 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 22 572,31 | |
| | | | | | |
| GAZ METRO PLUS | 1251756 | 04-DÉC. -2018 | Contrat de service pour entretien annuel, inspection mensuelle et main-d'oeuvre des 22 réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - rue Ste-Hélène. | 2 323,60 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 323,60 | |
| | | | | | |
| GROUPE ABS INC. | 1315814 | 13-DÉC. -2018 | Soumission 183835 du 5 décembre 2018 - contrôle qualitatif des matériaux et leur mise en ¿uvre. Travaux de carrottage de chaussée à divers endroits dans l'arrondissement Ville-Marie. | 4 388,48 | BELLEVILLE, ERIC |
| | | | | 4 388,48 | |
| | | | | | |
| GROUPE RNET | 1313687 | 05-DÉC. -2018 | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. Tel que la soumission : 2018-10-27 | 3 632,57 | DUFRESNE, ALAIN |
| | 1315673 | 13-DÉC. -2018 | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. Tel que la soumission : 2018-12-29 | 3 359,60 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 6 992,17 | |
| | | | | | |
| GROUPE SANYVAN INC. | 1314684 | 10-DÉC. -2018 | Soumission 6 décembre 2018 - Service de hydro excavation lundi au vendredi 305$/h 8h-16h et fin de semaine samedi - dimanche 8h - 16 h - TP Voirie | 9 846,57 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | | | | 9 846,57 | |
| | | | | | |
| GRUES MAURICE GENDRON LTEE | 1310567 | 06-DÉC. -2018 | Service de location d'une grue pour l'installation de sapin de Noel Place Vauquelin. (voir les détails complets de la soumission du 14 novembre 2018 portant le numéro_#G /181114/564/GI) en pièce jointe. | 3 233,61 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 3 233,61 | |
| | | | | | |
| HABITATIONS LA TRAVERSEE | 1317029 | 19-DÉC. -2018 | Facture S190 - Location de l'Espace Fullum le 4 octobre 2018 | 2 030,22 | POIRIER, JOSEE |
| | | | | 2 030,22 | |
| | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| IMPRIMERIE G.G. INC. | 1313977 | 05-DÉC. -2018 | Devis 134546-1-2 - Programme "Maison de la culture" | 7 296,63 | BOUCHARD, MARYSE |
| | | | | 7 296,63 | |
| | | | | | |
| LE CARREFOUR BRIQUES + PAVES PLUS INC. | 1314620 | 07-DÉC. -2018 | Ventouse à pavés capacité de 280 livres, équipe parcs. | 4 015,77 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 4 015,77 | |
| | | | | | |
| LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC. | 1315858 | 18-DÉC. -2018 | Facture 152443 Base signalisation 48" pour tuyau 2", peinture jaune et transport - TP Circulation | 2 939,65 | EZZAHER, DRISS |
| | | | | 2 939,65 | |
| | | | | | |
| LES PRODUITS MURPHCO | 1314026 | 06-DÉC. -2018 | Soumission COM0072835 - Achat profilé corrugué gris pierre, feuille FAB, Vis métal -bois pour la fabrication de cabane au chute à neige - TP Voirie | 2 020,05 | BOIVIN, MARIE-EVE |
| | | | | 2 020,05 | |
| | | | | | |
| LOCATION D'OUTILS BROSSARD INC. | 1316441 | 17-DÉC. -2018 | Locations d'outils pour les besoins de l'équipe des parcs, Ville-Marie. Reçu six factures autorisées pour paiement. | 6 243,52 | RESTREPO, JUAN CARLOS |
| | | | | 6 243,52 | |
| | | | | | |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | 1276956 | 06-DÉC. -2018 | Location de 2 voitures compactes pour 1 mois - entente 1263855 -TP entretien | 5 173,78 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | 19-DÉC. -2018 | Location de 2 voitures compactes pour 1 mois - entente 1263855 -TP entretien | 97,13 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 5 270,91 | |
| | | | | | |
| MELIUS SECURITE | 1313293 | 04-DÉC. -2018 | Soumission 28 novembre 2018 - Ajouter un Intercom RDC, quincaillerie et main-¿uvre - TP Voirie | 2 526,00 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 2 526,00 | |
| | | | | | |
| M. INOX | 1313704 | 05-DÉC. -2018 | Installation de 6 peaux et le retour de la dernière peau au garage. Au quartier des spectacles. | 2 939,65 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 939,65 | |
| | | | | | |
| MULTI-INDUSTRIEL A.D. LTEE | 1315191 | 11-DÉC. -2018 | BELLEVILLE, ERIC.ACQUISITION DE TABLETTE ET INSTALLATION D'ARMOIRE POUR LE MAGASIN | 2 540,16 | BELLEVILLE, ERIC |
| | | | | 2 540,16 | |
| | | | | | |
| NETTOYEUR REAL. D. | 1247087 | 13-DÉC. -2018 | 2018-BC ouvert pour service de nettoyage de nappes - TP entretien Hôtel de ville | 3 000,00 | HEBERT, NATHALIE |
| | | | | 3 000,00 | |
| | | | | | |

Ville-Marie
Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| OLIVIER MONTULET | 1314703 | 10-DÉC. -2018 | Soumission 4 décembre 2018 - Service de formation en compagnonnage OPA pour employés, tarif de 750 $ par employé deux jours de formation - TP aqueduc | 10 498,75 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 10 498,75 | |
| | | | | | |
| SOLUTIONS GRAFFITI | 1314644 | 07-DÉC. -2018 | Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, 2015 Drummond, arr. Ville-Marie. Tel que la soumission : 2018-12-03 S-181203-07 | 5 133,89 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 5 133,89 | |
| | | | | | |
| STELEM | 1315454 | 12-DÉC. -2018 | ACHAT DE PIÈCES DE BORNES INCENDIE MUELLER POUR INVENTAIRE DÉPOT VMA | 5 956,88 | BELLEVILLE, ERIC |
| | 1316833 | 19-DÉC. -2018 | ACHAT DE SCIE A ANNEAU HYDRAULIQUE ET UNITE HYDRAULQUE POUR AQUEDUC VILLE-MARIE | 20 918,76 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 26 875,64 | |
| | | | | | |
| ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC. | 1315584 | 13-DÉC. -2018 | ÉRIC BELLEVILLE, INVENTAIRE AQUEDUC ET ÉGOUTS 0879 | 2 424,58 | BELLEVILLE, ERIC |
| | 1316827 | 20-DÉC. -2018 | BELLEVILLE, ERIC RÉAPPRO 0879 | 4 637,09 | BELLEVILLE, ERIC |
| | 1317137 | 20-DÉC. -2018 | BELLEVILLE, ÉRIC RÉAPPRO AQUEDUC ET ÉGOUTS | 8 163,82 | BELLEVILLE, ERIC |
| | | | | 15 225,49 | |
| | | | | | |
| TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC. | 1313090 | 03-DÉC. -2018 | Facture 1484 et 1485 - licences annuelle Netspot - bibliothèques | 3 097,14 | BOUCHARD, MARYSE |
| | | | | 3 097,14 | |
| | | | | | |
| TENAQUIP LIMITED | 1313179 | 04-DÉC. -2018 | RESTREPO, ALEJANDRO. ACHAT D'APPAREIL A DRESSER ET ARRONDIR LES TUYAUX 1 1/2¨À 2. ¨ | 4 607,65 | BISSONNETTE, CHRISTIAN |
| | | | | 4 607,65 | |
| | | | | | |
| TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC. | 1312624 | 18-DÉC. -2018 | BC ouvert pour opinions sur dossier par Dre Anne Thériault | 3 464,59 | ANDRIEU, CORINNE |
| | | | | 3 464,59 | |
| | | | | | |
| ULINE CANADA CORP | 1315168 | 11-DÉC. -2018 | ÉRIC BELLEVILLE, PALETTES PLASTIQUES 0879 | 12 864,83 | DUFRESNE, ALAIN |
| | 1315179 | 11-DÉC. -2018 | ÉRIC BELLEVILLE, BAC DE RAYONNAGE 0879 | 6 473,01 | BELLEVILLE, ERIC |
| | | | | 19 337,84 | |
| | | | | | |
| WOLSELEY CANADA INC. | 1314651 | 07-DÉC. -2018 | Achat de Mini tapping Tool (RT1000 3/4" CTS OUTIL TARAUDER), selon la soumission #8637127 en annexe. | 12 021,55 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 12 021,55 | |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4048873 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON | 16411 | Différents plats salés bibliothèque Frontenac le 13 déc. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 20-Déc. -18 | 331,20 |
| 9149-4179 QUEBEC INC. | 5150 | Location de théâtre le 14 déc. party de Noël | Culture, sports, loisirs et développement social | Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir | 10-Déc. -18 | 377,95 |
| ABC ENVIRONNEMENT INC. | a10543 | Camion inspection avec caméra + rapport PACP | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 07-Déc. -18 | 866,15 |
| ANGLOCOM INC. | 76922 | Traduction anglais Avis aux résidents Parc Guy Paxton le 26 nov. 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 62,99 |
| ANNIE BACON | 288 | Rencontres d'élèves de 5e et 6e années en date du 6 décembre | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 03-Déc. -18 | 262,47 |
| ANNIKEN KLOSTER | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 700,00 |
| ANTONIN LABOSSIERE | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 700,00 |
| APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES | 17841 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 29-Nov. -18 | 76,50 |
| | 18308 | Formation Signalisation des travaux routiers les 27 et 28 nov. 18 - | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 17-Déc. -18 | 400,00 |
| ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS A L'OUTILLAGE MUNICIPAL (A.P.O.M.) | 2246 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 20-Déc. -18 | 100,45 |
| AUDIO CINE FILMS INC | 164019 | Film Les chiens de garde pour Maison de la culture Frontenac du 27 oct. au 12 nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 27-Nov. -18 | 325,46 |
| | 164584 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 14-Déc. -18 | 325,45 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| AUTOBELLA CA. | 2010917 | Lavage pour FYA 1026 -1400000 18363-19 sept 2018 | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 21,00 |
| | 201810120 | Lavage de voiture pour FVA1021-140 18363 | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 21,00 |
| | 20181018 | Lavagede voiture pour FFG 6867-134 09317(AUSE) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 21,00 |
| | 20181019 | Lavage d'autos du 22 octobre 2018(équipe de René Bergeron) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 30-Nov. -18 | 62,99 |
| | | | | | | |
| BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS | 181402 | Installation 32 tiges R6 | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 10-Déc. -18 | 432,55 |
| | | | | | | |
| BEATRICE SWIFT | 1 | Animation lecture Les mots partagés - bibliothèque Frontenac les 7 et 21 nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 30-Nov. -18 | 550,00 |
| | 2 | Planification et réalisation animation lecture Les Mots Partagés les 5 et 19 déc. 2018 bibliothèque Frontenac | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 04-Déc. -18 | 550,00 |
| | | | | | | |
| BOO! DESIGN INC. | 21412 | Mise à jour Fiches permis - modifications graphiques | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 341,21 |
| | 21419 | 3 pictogrammes - carte interactive | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 89,24 |
| | 21454 | Conception, impression 8 magnétiques portes de voiture 24x12 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 288,72 |
| | | | | | | |
| BOUCHARD, MARYSE | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois du novembre 2018 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 18-Déc. -18 | 126,97 |
| | | | | | | |
| CABANE THEATRE | 181124 | Représentation Les Mélodies suspendues bibliothèque Frontenac le 24 nov. | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 07-Déc. -18 | 580,00 |
| | | | | | | |
| CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS | 944505 | Rencontre des chefs RH le 26 oct. | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 11-Déc. -18 | 44,09 |
| | 944506 | Frais de déjeüner-Réunion d'équipe-(31 oct) Monique Jalbert | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 03-Déc. -18 | 131,02 |
| | 944507 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 29-Nov. -18 | 51,02 |
| | 944508 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 29-Nov. -18 | 39,37 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS | 944509 | Frais de nourriture et breuvage (déjeûner pour CCU de nov 2018)) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 29-Nov. -18 | 84,92 |
| | 944529 | Frais de déjeuner--Comité CCU -11 et 13 déc 2018 | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 18-Déc. -18 | 84,92 |
| CAROLINE DEOM | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 600,00 |
| CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC | pu036796 | NOR tome VII Matériaux | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 12-Déc. -18 | 26,04 |
| | pu040515 | Normes ouvrage routier tomme II construction routière | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 12-Déc. -18 | 21,63 |
| | pu044813 | Norme ouvrage routier tome VI entretien | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 12-Déc. -18 | 19,00 |
| CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE | fm0395967 | Inspection, réparation support de valve | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 29-Nov. -18 | 189,93 |
| CHAN, ELIZABETH PUI-YEN | rembempl1812 | Remboursement frais kilométrage et stationnement septembre à décembre 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 19-Déc. -18 | 185,38 |
| | rembempl1812 | Remboursement achat eau pour 2 concerts St Jax 22 sept et 24 nov.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 19-Déc. -18 | 9,10 |
| CHRISTIAN DUCHARME | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 300,00 |
| CLOE COUSINEAU | ccu20181231 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 300,00 |
| CNW-TELBEC INC | df006316 | Avis médias, diffusion photos les 9, 26 et 27 nov. 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 151,18 |
| COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM) | sdip0000707 | Formation D. Roy (ma retraite j'en prends le contrôle)les 10, 17 et 24 octobre 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir | 30-Nov. -18 | 164,37 |
| | sdip0000804 | Formation Ma retraite, j'en prends le contrôle(Christine Racine)-AUSE | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 156,54 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| COMMISSION SCOLAIRE DE MONTR | sdip0000837 | Formation:" Ma retraite, j'en prends le contrôle-Sandra Nenes(AUSE) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 173,01 |
| | | | | | | |
| COMPRESSEURS GAGNON INC | serv11588 | Service entretien compresseur | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 11-Déc. -18 | 262,47 |
| | | | | | | |
| CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC. | 52440 | Destruction de documents(2 bacs de 360L) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 18-Déc. -18 | 19,84 |
| | 52988 | 1 cabinet de sécurité - 17e étage | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 5,72 |
| | 52989 | 3 cabinets de sécurité - greffe | Services administratifs | Greffe | 03-Déc. -18 | 17,17 |
| | 52990 | Service du 13 nov(frais d'appel oubliés)-Sandra Nenes | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 27-Nov. -18 | 36,75 |
| | 52994 | Destruction de document incluant frais d'appel | Travaux publics | Autres - Transport | 10-Déc. -18 | 86,35 |
| | 54029 | Destruction de documetns pour la DAUSE | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 12-Déc. -18 | 103,36 |
| | 54058 | Destruction de documents et frais d'appels(AUSE) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 19-Déc. -18 | 56,59 |
| | | | | | | |
| CONSULTATION TK | 10456 | Services professionnels - 1811-007 | Direction - Ville-Marie | Administration, finances et approvisionnement | 28-Nov. -18 | 881,03 |
| | | | | | | |
| COOPERATIVE JEUNESSE DE SERVICES - CENTRE-SUD | 9180817 | Sce barbecue le 14 août | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 06-Déc. -18 | 320,00 |
| | | | | | | |
| COPIE EXPRESS | in0002727 | 817 lettres et 817 formulaires demandes permis animalier | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 752,55 |
| | in0002730 | 1500 Avis aux résidents - Réaménagement parc Ste Marie | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 151,71 |
| | in0002732 | 300 tracts Séance du Conseil d'arrondissement, 8 affiches couleur | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 143,83 |
| | in0002735 | 200 signets, 20 cartes BAM Fermée | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 122,84 |
| | in0002762 | 15 affiches, 100 flyers, 100 signets BAM | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 105,51 |
| | in0002771 | 425 + 800 avis aux résidents Parc Joyeux et Guy Paxton | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 160,11 |
| | in0002793 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 99,74 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| COPIE EXPRESS | in0002799 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 146,98 |
| COSE INC. | b1753191 | Formation E.Belleville Courage managérial et comminication le 10 sept. 18 | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 10-Déc. -18 | 262,47 |
| CYBERCAP | 612 | Animation activité photobooth Centre récréatif Poupart le 22 nov.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 29-Nov. -18 | 250,00 |
| DANY MICHAUD | 201819novemt | Changement # de compte bancaire pour rejet 04/12/18 MK -Spectacle culture ville-Marie Salle Ermitage et St Jax en sept. oct. et nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 27-Nov. -18 | 840,00 |
| | 201829novemt | Spectacle Ville-Marie automne St Jax le 24 nov. et les 1er et 11 déc.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 04-Déc. -18 | 390,00 |
| DENICOURT ARPENTEURS-GEOMETRES INC. | 48572 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 18-Déc. -18 | 734,91 |
| DIANE DUCHARME | 20181206dd | Animation Conte Noel Noisette 6 décembre | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 12-Déc. -18 | 50,00 |
| DIANE RICHER | 1181213 | Lecture à voix haute de textes choisis | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 07-Déc. -18 | 150,00 |
| DISTRIBUTION NIGAVA INC | f5085 | 3 igloo sports Jug | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 11-Déc. -18 | 382,54 |
| DOAN, DANIEL HIEU | rembempl1811 | Remb-frais de déjeûner-Réunion division | Travaux publics | Autres - Transport | 19-Déc. -18 | 46,37 |
| DOR DOCTEUR | 489853 | Réparation porte de garage le 2 déc. 18 | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 17-Déc. -18 | 640,95 |
| EDITIONS DU ROGNON | 181111 | Atelier: Magie des couleurs : la carte à gratter , dimanche 11 novembre 2018 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 14-Déc. -18 | 275,00 |
| ELOI THEBERGE-LEGAULT | 2018111701 | Présence au défilé du Père Noël le 17 nov. observation sur l'usage du cannabis, soumission compte-rendu. | Culture, sports, loisirs et développement social | Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir | 27-Nov. -18 | 140,00 |

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ELYSE DE LAFONTAINE | 0127 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 14-Déc. -18 | 314,96 |
| EMMANUELLE LIZERE | no130 | Réalisation atelier Petit tour du monde en musique bibliothèque Frontenac le 4 déc. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 13-Déc. -18 | 262,47 |
| EQUIPEMENT NCN LTEE | 190704vm | Réparation pompe manuel | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 12-Déc. -18 | 140,05 |
| EQUIPEMENTS TWIN INC. | 8055170 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 30-Nov. -18 | 178,48 |
| ETUDE PIETRO MACERA INC. | 40829 | Huissier lettre | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 12-Déc. -18 | 202,47 |
| FATA, ROSIE | rembempl1812 | Remboursement frais kilométrage et stationnement les 28 et 30 nov. 18 | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 10-Déc. -18 | 21,91 |
| FERLAND, LUCIE | rembempl1812 | Jeux de lumières chez Canadiantire | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 14-Déc. -18 | 12,69 |
| FRONTENAC LAVE AUTO 1 | 581 | 30 lavages véhicule | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 10-Déc. -18 | 503,94 |
| GARDIUM SECURITE INC. | 72230 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Greffe | 30-Nov. -18 | 217,95 |
| GAZ PROPANE MONIN INC. | liv043241 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 14-Déc. -18 | 212,85 |
| GELINAS, JEAN-FRANCOIS | rembempl1811 | Dépenses diverses boîte rangement, gants, peinture, cadenas... les 27 oct., 6 et 18 nov. 2018 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 10-Déc. -18 | 554,33 |
| GROUPE GERMAIN INC | r139293 | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 07-Déc. -18 | 1 130,00 |
| | | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Émission des permis et inspections | | 500,00 |
| GROUPE LETTRA INC. | glsi2555618 | | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 317,06 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT | 11405 | Atelier Des animaux au poil le 9 déc, 18 bibliothèque Frontenac | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 04-Déc. -18 | 213,00 |
| GUILLAUME, SAMUEL | rembempl1811 | Remboursemment frais de stationnement 20 sept, 11 oct, 1er et 22 nov. 18 université de Sherbrooke | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 04-Déc. -18 | 44,17 |
| | rembempl1812 | Remboursement achats Canadian Tire et Bureau en Gros les 15 et 18 nov. 2018 | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 10-Déc. -18 | 41,10 |
| GUY LAFONTAINE | 181106 | Comité évaluation demandeurs de permis 2019 le 6 nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 10-Déc. -18 | 300,00 |
| HELENE LEVEILLE | 201803 | Animation club de lecture bibliothèque Frontenac | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 04-Déc. -18 | 250,00 |
| HYDRO WESTMOUNT | 639667 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Éclairage des rues | 03-Déc. -18 | 70,66 |
| IMPRIMERIE G.G. INC. | 74260 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 26-Nov. -18 | 163,78 |
| | 74309 | 4 affiches Magie dans Sainte-Marie | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 152,23 |
| | 74418 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 19-Déc. -18 | 566,93 |
| INDIGO PARC CANADA INC. | 3763275 | 20 billets prépayés parking | Services administratifs | Conseil et soutien aux instances politiques | 28-Nov. -18 | 356,12 |
| | 3784469 | Stationnement-Voiture Électrique 1 pr Équipe Circulation(No:140-183-56)-Carte 302669 | Travaux publics | Autres - Transport | 06-Déc. -18 | 382,61 |
| | 3784470 | Stationnement-Voiture Électrique 2(140-183-57)Carte 302670 | Travaux publics | Autres - Transport | 06-Déc. -18 | 382,61 |
| | 3784471 | Stationnement-Voiture Électrique 3 pr Équipe Circulation(No:140-183-58)-Carte 302671 | Travaux publics | Autres - Transport | 06-Déc. -18 | 382,61 |
| | 3784472 | Stationnement-Voiture Électrique 4- pr Équipe Circulation(No:140-183-53)-Carte 302668 | Travaux publics | Autres - Transport | 06-Déc. -18 | 382,61 |
| IRIS DEBAUVE | 181120 | Animation Heure de conte Garderie Centre Sud Kiri et CPE Carrefour le 20 nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 30-Nov. -18 | 300,00 |
| | 181211 | Animation projets spéciaux Heure du conte garderies Kiri et CPE Carrefour - bibliothèque Frontenac le 11 déc. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 04-Déc. -18 | 300,00 |
| ISABELLE GAUTHIER | automne2018 | Enseignement du cours d'initiation en patinage | Culture, sports, loisirs et développement social | Gestion install. - Arénas et patinoires | 07-Déc. -18 | 600,00 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| JOUDY HILAL | 50 | Photos Fête des récoltes 22 sept. Square Cabot | Culture, sports, loisirs et développement social | Autres - activités culturelles | 07-Déc. -18 | 152,50 |
| | 51 | Photos Parcs R.-Blain et M. Barthe le 22 sept.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 42,50 |
| | 54 | Photos inauguration Centre récréatif Poupart, retouches photos choisies le 22 nov.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 152,50 |
| | 55 | Photos arena Camilien-Houde en son et lumière, retouches photos choisies le 2 nov.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 80,00 |
| | 56 | Photos conseil jeunesse, retouches photos choisies le 5 déc.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 97,50 |
| | 57 | Photos piscine Quintal, retouches photos choisies le 4 déc, 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 107,50 |
| | 58 | Photos Magie Sainte-Marie, retouches photos choisies le 6 déc, 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 92,50 |
| J.ROBERT THIBODEAU ARCHITECTURE ET DESIGN INC. | r139294 | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Émission des permis et inspections | 10-Déc. -18 | 1 463,82 |
| KARL DORAIS KINKAID | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 600,00 |
| KUMULUS EXPERIENCES CREATIVES | 057 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 30-Nov. -18 | 125,98 |
| LAFARGE CANADA INC | 709550001 | 32MPA, chargement | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 30-Nov. -18 | 654,20 |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC. | 00147315 | 12 impressions Panneaux d'information CMYK 40"x40" | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 04-Déc. -18 | 619,13 |
| | 00147329 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 647,13 |
| | 00147378 | 6 impressions CMYK 42"x30" | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Déc. -18 | 260,33 |
| LA MISSION BON ACCUEIL | in00031590 | 14 boîtes à lunch CSLDS le 5 déc.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 11-Déc. -18 | 203,00 |
| L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE | 0077471118 | Frais de taxi pour DAUSE(compte 007747 | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 10-Déc. -18 | 26,51 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND D | 0077581118 | 1 coupon le 30 nov. 18 - CSLDS | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 11-Déc. -18 | 15,51 |
| | 0077631118 | 2 coupons A.Picard le 30 nov.18 | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 17-Déc. -18 | 58,22 |
| LE CLUB DE VOLLEY-BALL CELTIQUE INC. | 4929 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Autres - Activités récréatives | 26-Nov. -18 | 350,00 |
| L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC. | 183303 | Carte d'affaire (OCT) pr Julie Potvin et Sandra Vidal | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 18-Déc. -18 | 32,06 |
| | 184692 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 07-Déc. -18 | 18,66 |
| | 185234 | 3700 fiches différents permis | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Déc. -18 | 618,38 |
| | 185739 | Cartes affaire Christian Miron - nov. 18 | Travaux publics | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 17-Déc. -18 | 18,66 |
| | 185746 | 250 cartes d'affaires E.Belleville | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 19-Déc. -18 | 18,66 |
| L'ENSEMBLE MRUTA MERTSI | 20181206ccs | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 11-Déc. -18 | 250,00 |
| LE RESEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINERANTES DE MONTREAL INC. | 181205 | Inscription Annie Gauthier RAPSIM Atelier Forum Santé le 11 janv.19 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 13-Déc. -18 | 50,00 |
| LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC. | 1180010 | Plantes Noël pour bureaux et salons | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 10-Déc. -18 | 598,69 |
| LES MARCHES LOUISE MENARD INC. | 2614 | Achat de petits produits ménagers pour la cuisine du 17e | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 26-Nov. -18 | 12,00 |
| | 2615 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 193,10 |
| | 2623 | Breuvages, nourriture départ employés BAM 29 nov.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 98,31 |
| | 2626 | Rencontre C/D RFM 21 novembre | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 12-Déc. -18 | 26,26 |
| | 2628 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 22,23 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| LES MARCHES LOUISE MENARD INC | 2629 | Chocolatines - rencontre de suivi PTI avec équipes parcs entretien et aménagement | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 10-Déc. -18 | 18,05 |
| | 2643 | Rencontre équipe RFM 06 décembre | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 12-Déc. -18 | 51,55 |
| LES YOGISTOIRES | 231181111 | Animation garderie bibliothèque Père Ambroise le 24 nov.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 27-Nov. -18 | 30,00 |
| | 232 | Animation garderie bibliothèque Père Ambroise le 8 déc.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 27-Nov. -18 | 150,00 |
| LETOURNEAU, ALEXANDRE | rembempl1812 | Remboursement achat décorations de Noël le 6 déc. 18 | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 11-Déc. -18 | 35,71 |
| LIMA, MARIE EVE | rembempl1812 | Remboursement Betonel, IGA, Taxi Coop (14 août, 16 oct et 25 nov) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 12-Déc. -18 | 57,03 |
| LIZOTTE ELECTRIQUE INC | 012340 | Réparation quadruplex qui alimente compacteur à déchets | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 28-Nov. -18 | 646,20 |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | v3663001 | Contravention | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 28-Nov. -18 | 88,25 |
| LOUIS- ETIENNE DORE | 87 | Photos Parcs Médéric Martin et Charles-Campbell les 20 et 21 nov. 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 338,58 |
| LOUIS STABILE | ccu20181219 | Honoraire présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 500,00 |
| LYNE CARON | 2018111702 | Observation et rapport d'observation utilisation canabis lors du défilé du Père Noël le 17 novembre 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir | 10-Déc. -18 | 140,00 |
| MAILLOUX, JOHANNE | rembempl1812 | Facture Cordonnerie ST-Marc, 23 novembre 2018 | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 14-Déc. -18 | 8,50 |
| MAITRE DES CLES | 8084 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 19-Déc. -18 | 262,47 |
| | 8085 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 19-Déc. -18 | 262,47 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| MANNA, GIOVANNI | rembempl1811 | Remboursement achat 2 jeans le 18 nov, 18 | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 03-Déc. -18 | 52,88 |
| MARC DJOKIC | fr201811686 | Duo Djokic-LeBlanc Les lundis d'Edgar le 26 nov. 18 Maison de la Culture Frontenac | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 30-Nov. -18 | 734,91 |
| MARIA KARTERIS | ccu20181219 | Honoraire-Présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 600,00 |
| MARTHET, DOMINIQUE | rembempl1811 | Remboursement kilo et stationnement de mai à décembre 2018 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 12-Déc. -18 | 260,85 |
| MARYLEE BERNARD | 095 | Mise en page publicité dans le journal l'Itinéraire | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Déc. -18 | 25,00 |
| MATHEW HENRY SAMBERG | r185530 | | Direction - Ville-Marie | Exploitation des stationnements | 07-Déc. -18 | 90,46 |
| MOBIDIC | 579 | Création carton Temps des fêtes bibliothèque Père Ambroise | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 131,23 |
| | 582 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 131,23 |
| OLIVIER DOMENCHINI | 201401 | Photos Terrain 066 - Atelier 30 le 30 oct. 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 280,00 |
| PART DU CHEF | 060687 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 26-Nov. -18 | 204,36 |
| PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES | 3350 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 27-Nov. -18 | 421,98 |
| PATRICE ST-AMOUR | 94 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 26-Nov. -18 | 818,90 |
| PIANO ESMONDE WHITE | 3950 | Location piano, transport le 26 nov.18 église St JAx | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 04-Déc. -18 | 892,39 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PIANO ESMONDE WHITE | 3972 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 30-Nov. -18 | 892,39 |
| PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST | b0000pd60s12 | Loyer janvier 2019 local S123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 05-Déc. -18 | 352,75 |
| POIRIER, JOSEE | rembempl1812 | Remboursement frais kilométrage et stationnement juillet à décembre 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 19-Déc. -18 | 153,16 |
| PRODUITS SANY | 3227954 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 03-Déc. -18 | 289,14 |
| | 3346134 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 03-Déc. -18 | 118,43 |
| | 3353470 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 03-Déc. -18 | 153,54 |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 13283 | Location sonorisation, éclairage Centre Poupart - cde du 22 nov. | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 10-Déc. -18 | 871,40 |
| REMORQUAGE BURSTALL CONRAD | 1006611 | Remorquage Nissan Rouge(G88DCF) le 17-05-2018 | Travaux publics | Autres - Transport | 10-Déc. -18 | 68,24 |
| RESTO PLATEAU | 519890 | Soupes servies à l'Aréna C. Houde le 6 déc.18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 11-Déc. -18 | 413,75 |
| ROSETTE D'ARAGON | 20181201 | Animation éveil à la lecture le 1er déc. bibliothèque de Frontenac | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 10-Déc. -18 | 140,00 |
| SARAH OUELLET, STENOTYPISTE OFFICIELLE | 350 | Prise notes 27 pages sténotypes, copies, envoi, déplacement | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 10-Déc. -18 | 752,24 |
| SAULNIER, KARL | rembempl1811 | Remboursement frais de stationnement les 26 et 27 nov. 18 - ETS | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 04-Déc. -18 | 27,60 |
| SEBASTIEN AUMAIS | ccu20181219 | Honoraire présence au CCU(août à déc 2018) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 20-Déc. -18 | 200,00 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC. | 227562 | Service de messagerie pour la DAUSE | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 10-Déc. -18 | 53,75 |
| | 227599 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 11-Déc. -18 | 93,71 |
| | 227603 | Distribution nov. 2018 pour TP Voirie | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 10-Déc. -18 | 106,22 |
| | 227607 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 18,27 |
| | | | | | | |
| SHOP3D CANADA PRINTING SUPPLIES LTD. | 10089 | Bandes 2.85mm de plusieurs couleurs bibliothèque Père Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 27-Nov. -18 | 201,27 |
| | | | | | | |
| SIMON BOULERICE | 181122 | Rencontre littéraire le 12 déc. bibliothèque Père Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 06-Déc. -18 | 262,47 |
| | | | | | | |
| SIROIS, CELINE | rembempl1812 | Remboursement frais kilométrage et stationnement janvier à décembre 2018 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 11-Déc. -18 | 63,51 |
| | | | | | | |
| SIX CREATIVELAB | f1481c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 26-Nov. -18 | 67,19 |
| | f1484c40 | Corrections outils promotionnels pour l'événement Magie dans Sainte Marie | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 28-Nov. -18 | 67,19 |
| | f1489c40 | 3 panneaux horaires patinoires Toussaint Louverture, Walter Stewart, Des Vétérans | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 246,72 |
| | f1490c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 134,38 |
| | f1491c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 764,31 |
| | f1494c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Déc. -18 | 67,19 |
| | f1495c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 67,19 |
| | f1500c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 167,98 |
| | | | | | | |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 9666308400 | Frais de messagerie -Équipe Circulation(Driss) | Travaux publics | Autres - Transport | 17-Déc. -18 | 162,49 |
| | 9673702846 | Frais de messagerie-Circulation(Driss Ezzaher) | Travaux publics | Autres - Transport | 18-Déc. -18 | 219,58 |
| | | | | | | |
| SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY | 187883 | Formation secourisme | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 10-Déc. -18 | 114,04 |
| | | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Décembre 2018**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SONORISATION GPS | in00099 | Sonorisation 27 oct. enseble Kamaam275 et 17 novembre Yu Kyung-Hwa | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 27-Nov. -18 | 583,10 |
| | in00104 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 30-Nov. -18 | 577,43 |
| | | | | | | |
| SPECTRE DE RUE INC . | 820 | Retrait panneaux domaine public le 13 nov.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 20-Déc. -18 | 200,00 |
| | | | | | | |
| THIBEAULT, ANDRE | rembempl1811 | Remboursement frais de stationnement les 26 et 27 nov. 18 - ETS | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 04-Déc. -18 | 27,61 |
| | | | | | | |
| TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL + N20 | 41500003042 | Copie CD, clé USB - division ss1 | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 27-Nov. -18 | 8,25 |
| | | | | | | |
| VERSALYS | 153768 | Cours excel le 13 déc. J.Melaven, M. Dorsainvil, J. Verronneau | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 17-Déc. -18 | 456,70 |
| | 153769 | Cours MS/Word R. Cayer, J.Melaven, M.Dorsainvil, J.Verronneau le 11 déc. 18 | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 17-Déc. -18 | 608,93 |
| | | | | | | **52 148,16** |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| **Décembre 2018** | | | |
| **Arrondissement Ville-Marie** | | | 60 |
| Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie | | | 11 |
| Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 5 |
| 2018-12-05 10:39:05 | **2185850043** | Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 005456250, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-05 10:38:28 | **2185850042** | Imposer une suspension d'un (1) jour à une employée portant le numéro de matricule 005313650, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-05 10:37:53 | **2185850041** | Imposer une suspension d'un (1) jour à une employée portant le numéro de matricule 005018780, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-05 10:37:23 | **2185850040** | Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 005041800, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-05 10:08:38 | **2185850039** | Imposer une suspension de deux (2) jours à un employé portant le numéro de matricule 005149620, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 6 |
| 2018-12-07 14:36:15 | **2185850047** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100034389, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-07 14:35:56 | **2185850046** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100085149, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-07 14:35:30 | **2185850045** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100034392, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-07 14:35:04 | **2185850044** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 004977040, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-06 08:56:43 | **2185850049** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100026996, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2018-12-06 08:56:32 | **2185850048** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100015237, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| **Année 2018** | | | 17285 |
| **Décembre 2018** | | | 1140 |
| **Arrondissement Ville-Marie** | | | 60 |
| Ville-Marie , Direction d'arrondissement , - | | | 3 |
| Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| 2018-12-21 12:00:24 | **2182944038** | Autoriser, à compter du 1er janvier 2019, les modifications à la structure de postes de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de l'exercice budgétaire 2019, et ce, sous réserve de l'approbation du budget par les instances désignées de la Ville de Montréal | |
| Décision déléguée - DA182944038 | | | |
| Article 23.04 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| 2018-12-10 14:06:42 | **2186250032** | Autoriser le règlement hors Cour d'un action en dommages intentée par Développement Olymbec inc. contre la Ville de Montréal pour un montant de 5 000 $, en capital, intérêts et frais. C.Q.: 500-22-236113-174, N/Réf. : 17-000033. Imputation: Arr. Ville-Marie | |
| Décision déléguée - DA186250032 | | | |
| Article 23.08 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| 2018-12-04 11:01:36 | **2180059097** | RADIER des livres de la Ville la somme de 3 665,36$ en capital et tout solde dû réclamée à Andrei Chalov en recouvrement du coût des dommages causés à un arbre et un banc public impayé, dans l'arrondissement Ville-Marie / compte 80-221571-1 exercice 2016 mod 01, notre dossier 17-003333. Imputation Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DA180059097 | | | |
| Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines | | | 25 |
| Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 5 |
| 2018-12-21 14:56:08 | **2182944138** | DEPLACEMENT - FLEURY,MARC Matricule: 739159000 A/C du: 2019-01-01 Titre d'emploi: CADRE (C/M) EN REAFFECTATION No poste: 77141 | |
| Décision déléguée - DA182944138 | | | |
| 2018-12-17 11:57:23 | **2187729349** | PROMOTION - SAUVE,BENOIT Matricule: 100204909 A/C du: 2019-01-05 Titre d'emploi: C/S TRAV.& DÉNEIGEMENT_- ARR. No poste: 68226 | |
| Décision déléguée - DA187729349 | | | |
| 2018-12-07 10:03:48 | **2187729343** | PROMOTION - BOUCHARD,MARYSE Matricule: 283542999 A/C du: 2018-12-11 Titre d'emploi: DIRECTEUR(TRICE) - CULT., SP., LOIS. & DEV.SOC. EN ARRONDISSEMENT No poste: 14603 | |
| Décision déléguée - DA187729343 | | | |
| 2018-12-06 09:35:10 | **2187729337** | PROMOTION - ADAM,GABRIELLE Matricule: 100231132 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72390 | |
| Décision déléguée - DA187729337 | | | |
| 2018-12-06 09:33:07 | **2187729336** | PROMOTION - GAUDET-BOISVERT,BENOIT Matricule: 100212721 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 73326 | |
| Décision déléguée - DA187729336 | | | |
| Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 9 |
| 2018-12-21 15:03:26 | **2187729352** | EMBAUCHE - ATTIBBI,MOHAMED Matricule: 100228277 A/C du: 2019-01-07 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 60 A 89 CREDITS No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB187729352 | | | |
| 2018-12-19 14:59:21 | **2187729353** | EMBAUCHE - BESSE-BERGIER,AGATHE Matricule: 100233121 A/C du: 2019-01-07 Titre d'emploi: AGENT(E) DE RECHERCHE No poste: 76704 | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| | | Décision déléguée - DB187729353 | |
| 2018-12-17 11:56:46 | **2187729350** | CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - MEERT,JULIE Matricule: 100055156 A/C du: 2018-12-15 Titre d'emploi: CHARGE(E) DE COMMUNICATION No poste: 47102 | |
| | | Décision déléguée - DB187729350 | |
| 2018-12-12 14:28:18 | **2187729339** | RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - FLOREA,NICOLAE Matricule: 100097508 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 75428 | |
| | | Décision déléguée - DB187729339 | |
| 2018-12-11 12:08:21 | **2187729344** | EMBAUCHE - GIRARD,ALEXANDRA Matricule: 100162645 A/C du: 2018-12-02 Titre d'emploi: BIBLIOTHECAIRE - OCCASIONNEL No poste: 65105 | |
| | | Décision déléguée - DB187729344 | |
| 2018-12-06 14:02:29 | **2182944135** | DEPLACEMENT - CHOLETTE,ROBERT Matricule: 100216766 A/C du: 2018-11-02 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 37733 | |
| | | Décision déléguée - DB182944135 | |
| 2018-12-06 13:06:37 | **2187729342** | PROMOTION - MIRANDA,SORAYA Matricule: 728678000 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE DEVELOPPEMENT CULTUREL No poste: 77692 | |
| | | Décision déléguée - DB187729342 | |
| 2018-12-06 13:06:14 | **2187729341** | EMBAUCHE - GAILLARD,CAMILLE Matricule: 100225101 A/C du: 2018-12-07 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 00000 | |
| | | Décision déléguée - DB187729341 | |
| 2018-12-03 13:06:01 | **2187729338** | DEPLACEMENT - AYALA ROSAS,ANA Matricule: 100181498 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: AIDE-BIBLIOTHECAIRE No poste: 65097 | |
| | | Décision déléguée - DB187729338 | |
| Article 11.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| 2018-12-17 11:58:06 | **2182944136** | CESSATION - JEAN-BAPTISTE,SPENCER Matricule: 324294999 A/C du: 2018-12-11 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000 | |
| | | Décision déléguée - DA182944136 | |
| Article 07.02 (RCE02-004) - Directeur général | | | 1 |
| 2018-12-06 18:04:26 | **2186376009** | Autoriser, à compter du 1er janvier 2019, les modifications à la structure de postes du Service de la concertation des arrondissements dans le cadre de l'exercice budgétaire 2019, incluant toutes les modifications survenues entre la fermeture de cet exercice budgétaire jusqu'à ce jour. | |
| | | Décision déléguée - DG186376009 | |
| Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A | | | 8 |
| 2018-12-21 11:12:59 | **2187729356** | PROMOTION - GOULET,JEAN-FRANCOIS Matricule: 687838000 A/C du: 2019-01-19 Titre d'emploi: TECHNICIEN - FORMATEUR (TRESORERIE) - CUM No poste: 71525 | |
| | | Décision déléguée - DA187729356 | |
| 2018-12-21 11:12:38 | **2187729355** | PROMOTION - PUGI,BENJAMIN Matricule: 100194476 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: C/S SOUTIEN TECHNIQUE ET OPERATIONNEL No poste: 76253 | |
| | | Décision déléguée - DA187729355 | |
| 2018-12-21 10:29:53 | **2187729354** | EMBAUCHE - SOUSA,PAULO Matricule: 100185489 A/C du: 2019-01-09 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 78488 | |
| | | Décision déléguée - DA187729354 | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| 2018-12-14 16:10:56 | **2187729345** | PROMOTION - JALBERT-LEBOEUF,MYLENE Matricule: 100007802 A/C du: 2019-01-03 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU BUDGET No poste: 76268 | |
| Décision déléguée - DA187729345 | | | |
| 2018-12-14 16:10:38 | **2187729347** | PROMOTION - DENAULT,BENJAMIN Matricule: 100103169 A/C du: 2019-01-03 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU BUDGET No poste: 78487 | |
| Décision déléguée - DA187729347 | | | |
| 2018-12-14 13:16:06 | **2187729346** | PROMOTION - PINARD,DIANE Matricule: 100025736 A/C du: 2019-01-05 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 74843 | |
| Décision déléguée - DA187729346 | | | |
| 2018-12-14 10:07:32 | **2187729348** | EMBAUCHE - PAGEAU,MARC Matricule: 100178116 A/C du: 2019-01-07 Titre d'emploi: CONCEPTEUR(TRICE) REALISATEUR(TRICE) PROGRAMME DE FORMATION No poste: 77354 | |
| Décision déléguée - DA187729348 | | | |
| 2018-12-06 14:21:34 | **2187729340** | MUTATION - CHIN,LAETITIA Matricule: 100136732 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) ANALYSE - CONTROLE DE GESTION No poste: 74267 | |
| Décision déléguée - DA187729340 | | | |
| Article 18.03 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau B | | | 1 |
| 2018-12-20 11:13:13 | **2184196020** | INTERRUPTION D'AFFECTATION - DECARIE,VERONIQUE Matricule: 100008772 A/C du: 2018-12-10 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA GESTION DES CONTRATS No poste: 76271 | |
| Décision déléguée - DB184196020 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme | | | 9 |
| Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 6 |
| 2018-12-19 15:37:02 | **2187524055** | Approuver la délivrance du permis 3001420217 relativement à la construction d'un immeuble mixte de 13 étages situé au 971-975, boulevard Saint-Laurent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB187524055 | | | |
| 2018-12-18 11:17:11 | **2184869005** | Approuver la délivrance du permis relativement à l'agrandissement du bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB184869005 | | | |
| 2018-12-11 09:33:32 | **2187400002** | Approbation, en vertu du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans relatifs à la construction d'un immeuble de 56 étages situé au 700, rue Saint-Jacques | |
| Décision déléguée - DB187400002 | | | |
| 2018-12-03 16:40:27 | **2187524054** | Approuver la délivrance du permis 3001403611 relativement à la construction d'un immeuble situé au 2233, rue de Champlain, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB187524054 | | | |
| 2018-12-03 15:23:53 | **2187524053** | Approuver la délivrance du permis 3001417422 relativement à la modification d'un escalier et l'ajout d'une rampe sur l'immeuble situé au 421, rue Saint-Jacques, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB187524053 | | | |
| 2018-12-03 14:54:27 | **2187524052** | Approuver la délivrance du certificat 3001417430 relativement à l'installation d'une enseigne en saillie sur l'immeuble situé au 421, rue Saint-Jacques, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB187524052 | | | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 2 |
| 2018-12-12 11:20:47 | **2182682049** | Approuver la délivrance du permis 3001427741 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2518, rue Montgomery, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB182682049 | | | |
| 2018-12-07 15:20:21 | **2182682037** | Approuver la délivrance du certificat 3001450534 relativement à l'installation d'enseignes pour l'immeuble situé au 1440, rue de la Montagne, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB182682037 | | | |
| Article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 1 |
| 2018-12-20 11:09:52 | **2187199010** | Approuver la délivrance de l'autorisation de travaux 3001477926 relativement à l'installation de 2 enseignes de signalisation publique aux entrées et sorties du parc de stationnement public intérieur souterrain du square Dorchester, situé au 1191, rue Peel, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel | |
| Décision déléguée - DB187199010 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme | | | 8 |
| Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 8 |
| 2018-12-18 16:47:04 | **2181044097** | Approuver la délivrance du permis #3001472820 visant à autoriser des modifications aux portes et alcôves des entrées du bâtiment situé au 901, rue du Square-Victoria en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 8 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044097 | | | |
| 2018-12-18 16:46:52 | **2181044098** | Approuver la délivrance du permis #3001459194 visant à autoriser le remplacement d'une vitrine commerciale et le percement d'ouverture en façade latérale au bâtiment situé au 1370, rue Sainte-Catherine Ouest en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 9 octobre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044098 | | | |
| 2018-12-18 16:46:41 | **2181044099** | Approuver la délivrance du certificat #3001469435 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "ARITZIA" au bâtiment situé au 1125, rue Sainte-Catherine Ouest en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 23 octobre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044099 | | | |
| 2018-12-18 16:46:29 | **2181044100** | Approuver la délivrance du certificat #3001472294 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "STAN BROOKE" au bâtiment situé au 2051, rue Stanley en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus 6 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044100 | | | |
| 2018-12-18 16:44:49 | **2181044101** | Approuver la délivrance du permis #3001467858 visant à autoriser des modifications aux facades avant et latérales au bâtiment situé au 2445, rue Fullum en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 16 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044101 | | | |
| 2018-12-11 13:23:15 | **2187176103** | Approuver la délivrance du permis 3001447143 relativement au rehaussement de 6 étages et à l'agrandissement du 2e étage, pour l'hôtel Germain situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB187176103 | | | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| 2018-12-03 14:54:02 | **2181044094** | Approuver la délivrance du permis #3001467418 visant à autoriser des modifications aux facades avant et latérale au bâtiment situé au 1133, rue Sainte-Catherine Ouest en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 28 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044094 | | | |
| 2018-12-03 14:53:47 | **2181044095** | Approuver la délivrance du permis #3001447126 visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment situé au 1768, avenue Cedar en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 28 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB181044095 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections | | | 2 |
| Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2 | | | 2 |
| 2018-12-17 09:53:59 | **2185082050** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Pascal Beaulieu, arpenteur-géomètre, le 23 août 2018, minute: 2447, pour le remplacement des lots 1 339 827 et 6 243 504 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 272 019. | |
| Décision déléguée - D2185082050 | | | |
| 2018-12-10 10:15:15 | **2185082043** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Philippe Grondin, arpenteur-géomètre, le 7 décembre 2017, minute: 5588, pour le remplacement du lot 3 361 091 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 192 140, 6 192 141 et 6 258 450. | |
| Décision déléguée - D2185082043 | | | |
| Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques | | | 2 |
| Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 2 |
| 2018-12-18 11:35:28 | **2186376021** | Autoriser la création d'un poste professionnel temporaire de conseiller en planification dont le code d'emploi est 302240 à la division de la culture et des bibliothèques (uadm 52-06-02 / centre de responsabilité 306124) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, à compter de la signature du présent dossier. | |
| Décision déléguée - DA186376021 | | | |
| 2018-12-14 16:08:17 | **2186376022** | Autoriser la création d'un poste col blanc permanent d'agent de projets - promotion et événements spéciaux dont le code d'emploi est 705340 à la division de la culture et des bibliothèques (uadm 52-06-02 / centre de responsabilité 306124) de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, à compter du 1er janvier 2019. | |
| Décision déléguée - DA186376022 | | | |
| Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie | | | 11 |
| Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 5 |
| Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 6 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 30.02

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1136140004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Abroger la résolution CA13 240394 acceptant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet |

Attendu que lors de la séance ordinaire du mercredi 10 juillet 2013 , le conseil d'arrondissement a accepté l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, du transport et de l'environnement pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet.

Attendu que le dossier 1196937001 a pour effet d'autoriser l'arrondissement a procéder aux travaux.

D'abroger la résolution: CA13 240394

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:04

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 10 juillet 2013 | Résolution: CA13 240394 |
|---|---|

**Accepter l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet**

Il est proposé par Sammy Forcillo

appuyé par Pierre Mainville

D'accepter l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, pour les travaux de réfection et de construction des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet du promoteur Touchette Automobile ltée sur l'avenue Goulet dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1136140004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 juillet 2013

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1136140004

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Abroger la résolution CA13 240394 acceptant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent addenda est à l'effet d'abroger la Résolution: CA13 240394 prise lors de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du mercredi 10 juillet 2013 concernant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, du transport et de l'environnement pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet.

Une entente d'infrastructure a été signée entre l'arrondissement de Ville-Marie et le promoteur Touchette Automobile ltée relativement à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. Cette entente prévoit que la Ville réalise la construction et la réfection des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet Conformément au Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013).

De nouveau plan et devis ont été demandé par l'arrondissement suite à l'octroi d'un contrat de service professionnel avec la firme AXOR Experts-conseils.(VMP-17-035 ) 1176140004

Les travaux à réaliser sont situés dans une rue locale et incluront des travaux qui sont de la compétence du Service des infrastructures, de la voirie et des transports SIVT et du service de l'eau.

Des travaux de prolongement de la conduite d’aqueduc et le raccordement à la conduite d’eau secondaire dans la rue Cartier, sont prévus afin d’assurer la protection d’incendie. De plus l’avenue Goulet sera prolongée jusqu'à la rue Cartier et sera éclairée en ajoutant des lampadaires de rue.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

514 872 8392
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872 1899

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.02

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1136140004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter l'offre de services professionnels du service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. |

Il est recommandé :
d'accepter l'offre des services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal pour les travaux de réfection et de construction des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet du promoteur Touchette Automobile ltée sur l'avenue Goulet dans l'arrondissement de Ville-Marie.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2013-06-21 11:30

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1136140004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter l'offre de services professionnels du service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Conformément au Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013), une entente d'infrastructure a été signée entre l'arrondissement de Ville-Marie et le promoteur Touchette Automobile ltée relativement à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. Cette entente prévoit que la Ville réalise la construction et la réfection des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet.
Compte tenu de la nature des travaux à réaliser et du peu de ressources disponibles dans l'arrondissement de Ville-Marie, il est proposé d'autoriser le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (SITE) à offrir à l'arrondissement ses services professionnels pour ces travaux, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal. Cet article stipule que le « conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier; La résolution du conseil de la ville prend effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services »

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CM12 1116** - 18 décembre 2012 - Offrir à l'arrondissement de Ville-Marie, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet ( dossier 1124360001)

**CA12 240530** – 5 septembre 2012 – Approbation de l'entente avec Touchette Automobile ltée pour la réalisation d'infrastructures nécessaires à la réalisation d'un développement résidentiel mixte (dossier 1124657002)

**CA11 240590** – 11 octobre 2011 – Autorisation pour la construction de trois bâtiments résidentiels projetés sur les avenues Papineau et Goulet et la rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (dossier 1114400040).

**DESCRIPTION**

Le SITE offre ses services professionnels (préparation des plans et devis, gestion de l'appel d'offres et surveillance des travaux) pour la réalisation des travaux mentionnés dans l'entente d'infrastructure conclue entre l'arrondissement de Ville-Marie et le promoteur. Il revient à l'arrondissement de faire adopter une résolution à l'effet d'accepter cette offre.

Les travaux consistent en :

- la construction de l'avenue Goulet projetée vers la rue Cartier – environ 43 mètres linéaires (les infrastructures sur site);
- la réfection de l'avenue Goulet existante au nord de la rue Ontario Est – environ 130 mètres linéaires (le prérequis).

**JUSTIFICATION**

Accepter l'offre de services du SITE à l'arrondissement permettra la réalisation du projet immobilier.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Comme mentionné dans l'entente d'infrastructure :

- le coût des infrastructures sur site est payable par le promoteur. Lors de l'octroi des contrats pour les travaux, ce dernier devra verser par chèque visé le coût total estimé des travaux qu'il doit assumer;

- le coût du prérequis est assumé par la Ville.

Le budget nécessaire à la réalisation du prérequis était prévu initialement à l'intérieur du PTI régulier 2013 de la Direction du développement économique et urbain. actuellement le projet sera financé par le fonds d'investissement. Critère du financement du fonds: délais maximum de récupération de dix (10) ans des investissements d'infrastructures de la Ville.

Le projet immobilier privé ajoute une valeur marchande de 8,1 M$ à l'assiette fiscale de Montréal par la construction de 21 unités d'habitation sur l'avenue Goulet. À terme, ces unités généreraient des revenus annuels bruts de taxes qui s'élèvent à 66 100 $ par année. Le délai maximum de récupération est de dix (10) ans.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le projet immobilier, à proximité des transports collectifs (autobus, métro), favorise la rentabilité de ces services, une vie plus active et une diminution de la consommation d'énergie.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue .

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Approbation de l'offre de services par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville : juillet 2013
- Appel d'offres pour la réalisation des travaux (infrastructures sur site et prérequis) : début septembre 2013
- Octroi du contrat et début des travaux (infrastructures sur site et prérequis) : Printemps 2014.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Guy CHARBONNEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation (Claudia VIERECK)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Yasmina ABDELHAK
Ingenieure

**Tél :** 000 000 000
**Télécop. :** 514 868 3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2013-05-27

Andrés BOTERO
C/d etudes techniques <<arr.>60000>>

**Tél :** 000 000 000
**Télécop. :** 514 868-3293

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation**

**Dossier # : 1136140004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Objet :** | Accepter l'offre de services professionnels du service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Avis favorable avec commentaires

**COMMENTAIRES**

Selon le présent dossier décisionnel, l'arrondissement recommande d'accepter les services de la Direction des infrastructures, du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement tel qu'ils sont offerts au dossier décisionnel 1124360001.

**NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Claudia VIERECK
Conseillère en aménagement
**Tél :** 514.872.7541

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2013-06-20

Christian CHAMPAGNE
Chef de division
**Tél :** 514 872-4194
**Division :**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des travaux publics**

**Dossier # : 1136140004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques |
| **Objet :** | Accepter l'offre de services professionnels du service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Avis favorable

**COMMENTAIRES**

**NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Guy CHARBONNEAU
Directeur des travaux publics
**Tél :** 514-872-0100

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2013-05-27

Guy CHARBONNEAU
Directeur des travaux publics
**Tél :** 514-872-0100
**Division :**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.03

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1194105001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le dépôt d'un projet dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet |

Approuver le projet dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal ;
Garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans le projet ;

Autoriser l'utilisation de la somme consentie via le Programme.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:06

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1194105001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le dépôt d'un projet dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Pour une quatrième année, la Ville de Montréal met en œuvre son programme cyclovia pour donner aux cyclismes, joggeurs, marcheurs une place de choix.
Afin de participer à ce programme, l'arrondissement de Ville-Marie doit présenter une résolution du conseil d'arrondissement approuvant le projet, garantissant sa participation financière dans le projet et autorisant l'utilisation de la somme consentie via le Programme cyclovia pour lequel la demande a été soumise.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE18 1933 (1186340001) : Approuver les modifications au Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal et son renouvellement pour 2019
CA18 240182 (1184105005) : Autoriser la tenue de 6 événements « Cyclovia » et réserver une somme de 60 000 $ pour la réalisation de ces activités

**DESCRIPTION**

Le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovia (Programme cyclovia) de Montréal vise à encourager les arrondissements à organiser des événements qui obtiendront du succès aux quatre coins de la Ville de Montréal.
Ce concept est avant tout un événement rassembleur, gratuit et récurrent permettant aux usagers de se promener en vélo, en patins ou à pied. Le choix du parcours est important. Selon la configuration et le degré de difficulté, il pourrait correspondre aux attentes des adeptes de l'entraînement à vélo ou rejoindre les préoccupations des familles qui recherchent une ambiance festive permettant d'initier leurs enfants à la pratique sécuritaire du vélo.
Ce programme à pour objectifs :

- d'offrir un circuit sportif ou populaire festif/familial;
- de transformer certaines rues en espaces publics favorables aux cyclistes, aux piétons et aux coureurs, en lieux de rencontre pour faire valoir l'identité des quartiers montréalais;

- de mettre en place des environnements favorables à l'activité physique et à la pratique du sport pour inciter les gens à devenir et à rester physiquement actifs;
- d'accroître l'intérêt pour les déplacements actifs.

Pour 2019, l'arrondissement désire déposer une demande de subvention dans le cadre du Programme pour six cyclovias sportives (pour tous).

**JUSTIFICATION**

Pour une quatrième année, suite à une popularité de plus en plus grande des cyclovias, l'arrondissement de Ville-Marie veut de nouveau offrir aux adeptes du vélo, les coureurs et les marcheurs la possibilité de se dépasser physiquement dans ce parcours sportif.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les activités seront diffusées via des prospectus, des affiches, sur le site internet et dans Bulletin de l'arrondissement.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Linda GOULET
Agente de développement

**Tél :** 514 868-4182
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Josée POIRIER
Chef de division

**Tél :** 514 872-1769
**Télécop. :** 514 868-4160

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
**Tél :** 514 872-0831
**Approuvé le :** 2019-01-31

# PROGRAMME « CYCLOVIA »

2019

# FORMULAIRE

Montréal

## 1. Identification de l'arrondissement

| | |
|---|---|
| Arrondissement : | Ville-Marie |
| Service : | Division des sports, des loisirs et du développement social |
| Répondant : | Linda Goulet |
| Fonction : | Agente de développement |
| Adresse : | 800. boul. de Maisonneuve Est, 18ième étage, Montréal, H2L 4L8 |
| Courriel : | lgoulet_2@ville.montreal.qc.ca |
| Téléphone : | 514 868-4182 |

## 2. Identification du projet de cyclovia

Nom du projet : Cyclovia sportive Camillien-Houde

Récurrence du projet :
- ☐ Hebdomadaire
- ☑ Mensuelle
- ☐ Sporadique

Nombre d'événements : (min. deux fois à l'exception d'une première édition) 6

Dates de réalisation : (jour/mois/année)

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | 19 mai 2019 | 4 | 4 août 2019 |
| 2 | 16 juin 2019 | 5 | 25 août 2019 |
| 3 | 14 juillet 2019 | 6 | 29 septembre 2019 |

Parcours :
- ■ Unique - Longueur : environ 2 km
- ☐ Multiple - Longueur moyenne :

Nombre d'intersection : 2

Type de parcours :
- ☐ Artère commerciale
- ☐ Rues résidentielles
- ☑ Institutionnel (musée, bibliothèque, etc.)
- ☐ Mixte

Principaux sites d'intérêt : Parc du Mont-Royal

Participation prévisionnelle : (nombre attendu)
- Usagers / citoyens : (total des événements) 3 500
- Organismes de quartiers : à déterminer

## 3. Soutien financier demandé

50 000 $ en 2019

## 4. Prévisions budgétaires

| | |
|---|---|
| **Financement public :** | |
| Fédéral | $ |
| Provincial | $ |
| Municipal | |
| Ville de Montréal | 50 000 $ |
| Arrondissements | 42 000 $ |
| Autres : | $ |
| Total partiel | **$** |
| **Autres revenus :** | |
| Participation financière de tiers : | $ |
| Soutien en biens et services de tiers : | $ |
| Autre **:** | $ |
| Autre **:** | $ |
| Total partiel | **$** |
| **TOTAL DES REVENUS ANTICIPÉS :** | **$** |

| | |
|---|---|
| **Dépenses admissibles :** | |
| Achat et location de matériel et équipements | 8 000 $ |
| Préparation ou réparation de matériel et équipements | 3 000 $ |
| Marketing (communication, matériel promotionnel, promotion, publicité) | 2 000 $ |
| Personnel de location d'équipements et d'animation des activités | $ |
| Opérations (logistique, aménagement, santé, sécurité, signalisation, plan de détour, etc.) | 30 000 $ |
| Équipements nécessaires à l'évaluation du nombre d'utilisateurs | $ |
| Permis et autorisations | $ |
| Autres : Navettes entre la Maison Smith et les métros Mont-Royal et Snowdon (pour assurer une accessibili | 40 000 $ |
| Autres : Premiers soins (exigence d'Urgence-Santé) | 4 000 $ |
| Total partiel | 87 000 **$** |
| **Dépenses non admissibles :** | |
| Rémunération des employés municipaux | 5 000 $ |
| Frais d'utilisation du domaine public municipal | $ |
| Frais de déplacement et de représentation | $ |
| Achat de nourriture, boissons et de biens offerts dans le cadre des activités | $ |
| Autre **:** | $ |
| Autre **:** | $ |
| Total partiel | **$** |
| **TOTAL DES DÉPENSES ANTICIPÉES :** | 92 000 **$** |
| **SOLDE (REVENUS – DÉPENSES) :** | **$** |

## 5. Documents à annexer au formulaire

**Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire (si applicable) :**

- [x] Une résolution du conseil d'arrondissement approuvant le projet de cyclovia et autorisant l'utilisation de la somme consentie via le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovia pour réaliser le projet pour lequel la présente demande a été soumise.
- [x] Description détaillée du projet : objectifs visés, environnement immédiat, partenaires, accessibilité, sites d'intérêt, durée de chaque événement et récurrence, organisation de l'événement, plan d'action, plan de communications, acceptabilité sociale, cohérence, etc.
- [x] Plan identifiant clairement le parcours proposé.
- [ ] Autorisations et permis requis pour la réalisation du projet (si nécessaire).

## 6. Gestion et fonctionnement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, pour assurer la saine gestion du programme, l'arrondissement accepte de :

- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné aux activités ou à l'événement de tout changement d'importance aux activités ou l'événement pour lequel une aide financière a été demandée;
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation des activités ou de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le portail Internet de la Ville : **ville.montreal.qc.ca**;
- Informer la Ville de Montréal de toute organisation d'événements de presse ou de diffusion de communiqués de presse et convenir avec celle-ci de toute intervention publique;
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à la tenue du projet.

## 7. Renseignements et mode de transmission de la demande

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : cyclovia@ville.montreal.qc.ca

Le formulaire dûment rempli et signé par le gestionnaire autorisé de l'arrondissement incluant les annexes doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante : cyclovia@ville.montreal.qc.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour les demandes transmises électroniquement.
La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

# CYCLOVIA SPORTIVE CAMILIEN-HOUDE

## DESCRIPTION DU PROJET

### DURÉE DE CHAQUE ÉVÉNEMENT ET RÉCURENCE

Six événements auront lieu au cours de l'année 2019. Les dates proposées sont les dimanches 19 mai, 16 juin, 14 juillet, 4 août, 25 août et 29 septembre de 7h30 à 12h.

### PARCOURS

Les événements auront lieu sur la voie Camillien-Houde. Cette route donne accès au parc du Mont-Royal à partir du versant est de la montagne.

Ce parcours unique de 2 km, s'expliquant par sa configuration évidente, fait la promotion de l'activité physique par la pratique du vélo, de la course et de la marche.

Seule la montée de la voie Camillien-Houde par l'avenue Mont-Royal sera fermée aux voitures et autobus et ce jusqu'à qu'à l'entrée du cimetière Mont-Royal afin d'assurer une sécurité optimale pour les cyclistes et les piétons.

Étant donné que le transport collectif sera perturbé par la fermeture de cette voie, il est prévu d'offrir un service de navettes aux usagers du parc du Mont-Royal de 9h30 à 13h. Ce service sera offert à partir des métros Mont-Royal et Snowdon.

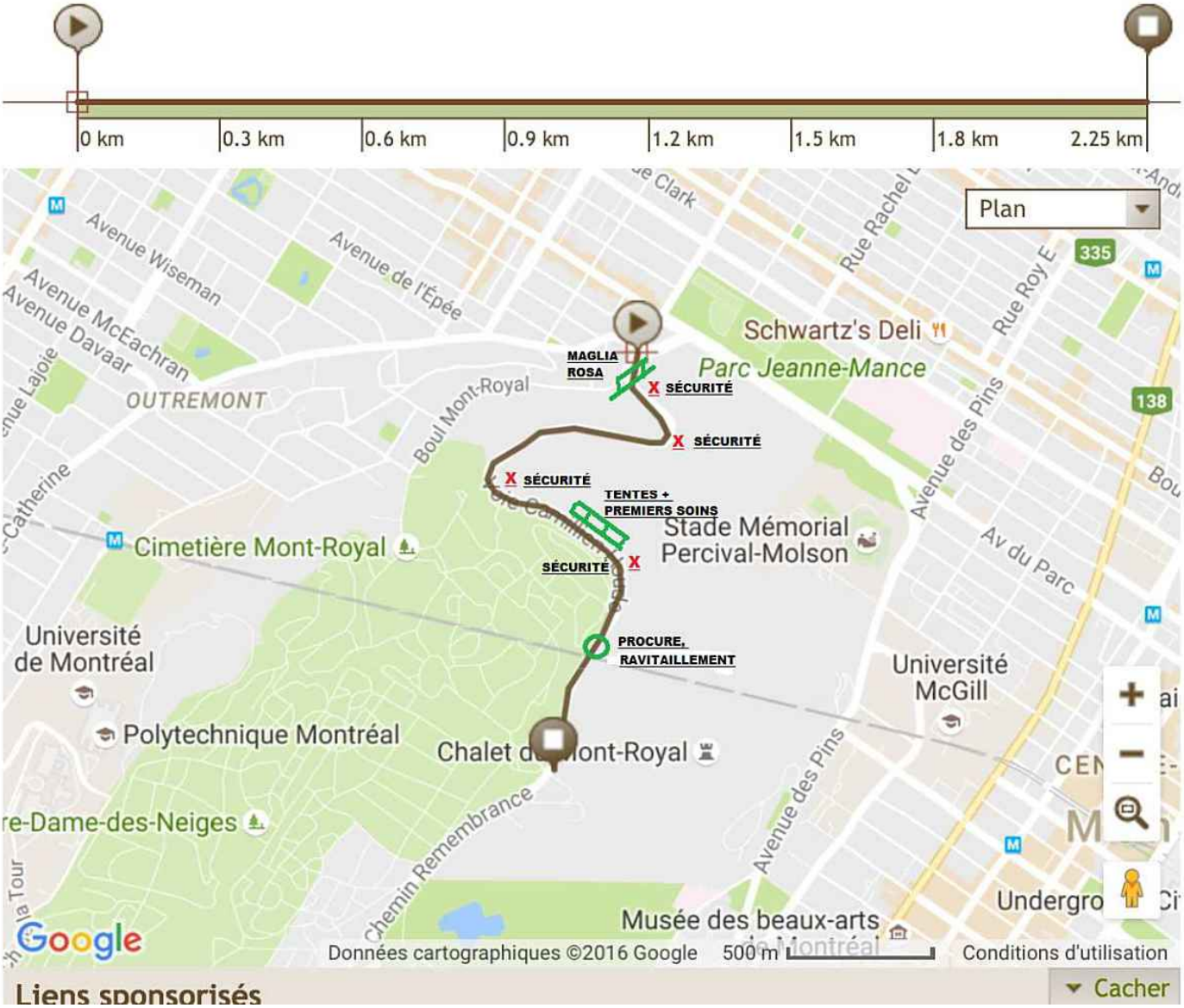
### ACCESSIBILITÉ À L'ACTIVITÉ

Ce projet ne vise aucunement le seul domaine de l'élite du vélo mais bien toutes celles et ceux qui aiment les défis que ce parcours leur offre. La voie Camillien-Houde est unique à Montréal tant par sa localisation évidente que son défi qu'il procure et en plus, c'est une route qui ne donne accès direct à aucun quartier résidentiel.

### LOGISTIQUE

- Une équipe de bénévole provenant du Club Cycliste Maglia Ross devra assurer la sécurité des lieux
- Un service de mécaniciens qualifié sera placé au bas du parcours
- Il y aura la présence d'encadreurs ainsi qu'une équipe de premiers soins

## PLAN


0 km
0.3 km
0.6 km
0.9 km
1.2 km
1.5 km
1.8 km
2.25 km
Plan
MAGLIA ROSA
SÉCURITÉ
SÉCURITÉ
SÉCURITÉ
TENTES + PREMIERS SOINS
SÉCURITÉ
PROCURE, RAVITAILLEMENT
Schwartz's Deli
Parc Jeanne-Mance
Stade Mémorial Percival-Molson
Cimetière Mont-Royal
Université de Montréal
Polytechnique Montréal
Université McGill
Musée des beaux-arts
OUTREMONT
Avenue Wiseman
Avenue de l'Épée
Avenue McEachran
Avenue Davaar
Boul Mont-Royal
Rue Rachel
Rue Roy E
Avenue des Pins
Av du Parc
Chemin Remembrance
Google
Données cartographiques ©2016 Google
500 m
Conditions d'utilisation
Liens sponsorisés
Cacher

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.04

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1195125003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023 |

D'approuver la réservation d'une somme de 3,0 M $ (net de ristourne) à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie pour financer le budget de fonctionnement reliés au futur centre de Peter-McGill en vue de son ouverture prévue en 2023.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-05 14:39

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1195125003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le projet du centre de Peter-McGill fera l'objet d'une présentation au Comité directeur du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques (Programme RAC) le 22 février prochain. La présentation comporte, entre autres, un estimé de l'ensemble des coûts de construction du projet qui seront assumés par ce programme. À cette étape préalable à l'approbation par les instances, le Comité directeur demande une confirmation écrite de la part de l'arrondissement de son intention d'allouer les sommes requises pour les opérations du centre après son ouverture (budget de fonctionnement).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240268 - 1187979001 - Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

### DESCRIPTION

Le présent dossier vise à réserver les sommes requises pour le budget de fonctionnement estimé pour la première année d'opération du centre, le tout, selon le calendrier de livraison du projet.

### JUSTIFICATION

La réservation des sommes vise à permettre au directeur d'arrondissement délégué de pouvoir confirmer auprès du Comité directeur du Programme RAC l'engagement de l'arrondissement à prévoir le budget de fonctionnement du futur centre.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon le calendrier actuel prévu de livraison du projet (soumis à changements) :
Les coûts d'opération en vue de la première année d'ouverture sont évalués à 3,3 M $, taxes incluses, soit 3,0 M $ (net de ristourne)

La dotation de l'arrondissement fera l'objet d'un ajustement par la ville centre pour couvrir en partie les coûts d'opération du nouvel équipement collectif selon les paramètres qui seront en vigueur au moment de l'ouverture du centre.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s.o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le dossier complet de présentation et d'approbation du projet du centre de Peter-McGill sera soumis au conseil d'arrondissement du mois de mars, après son approbation par le Comité directeur.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Minosoa RANDRIAMIARY
Secrétaire de direction

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-01

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

**Tél :** 514 868-3519
**Télécop. :** 514 868-3292

**Tél :** 514 872-7667
**Télécop. :** 514 868-3292

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1195125003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Objet :** | Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1195125003.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-05

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1195125003

**Nature du dossier :** Autre

Précision: Réserver une somme de 3,3 M $ (taxes incluses) à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie, soit 3 M $ net de ristourne.

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

**Financement :** Affectation de surplus

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | | | | | | 3 000 000,00 $ | | **3 000 000,00 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :**

Date de début : jour (si connu) | mois | année

Date de fin : jour (si connu) | mois | année

**Formulaire complété par :** Minosoa, Randriamiary

Prénom, nom

Date et heure système : 05 février 2019 11:46:37

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1195125003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  *"Approuver une affectation de surplus de trois millions de dollars ( 3,0 M $) en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023."*

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): **3 000 000,00 $**

| | Années antérieures | **2023** |
|---|---|---|
| Montant | | 3 000 000,00 $ |

**Informations comptables**:

**Provenance** (nets de ristournes)

Montant: **3 000 000,00 $**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM95125003**


*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512


*Date:* **2019-02-05**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.05

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1190326001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE |

1. Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371, 93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE. afin de prévenir un recours en dommages suite à l'imposition par la Ville d'une réserve sur le lot 1 182 642 du Cadastre du Québec.
2. D'autoriser le Service des finances à émettre et à transmettre à Me Caroline Proulx du Service des affaires juridiques, le chèque suivant:

Au montant de cinquante-quatre mille trois cent soixante et onze dollars et quatre-vingt treize cents (54 371, 93 $),
Le chèque pour ce montant devra être émis à l'ordre de :***U-HAULCO CANADA LTÉE*** :

**U-HAULCO CANADA LTÉE**
2000 rue Notre-Dame Est,
Montréal, (Québec)
H2K 2N3

3. D'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement de Ville-Marie.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-23 16:37

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1190326001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE |

## CONTENU

### CONTEXTE

U-Haul Co Canada Ltée. (ci-après : «U-Haul») est propriétaire du lot 1 182 642 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Le 24 novembre 2014, la Ville de Montréal (ci-après : la «Ville») faisait publier au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 21 204 695, un avis de réserve, à des fins de parc, sur une PARTIE du lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX (1 182 642 ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, identifiée au plan N-52 Sainte-Marie, article 1.

Le 9 novembre 2016, la Ville faisait publier au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 22 728 382, sur cette même partie de lot, un avis de renouvellement de cette réserve.

Cette réserve et son renouvellement ont expiré le 9 novembre 2018.

Considérant que l'article 85 de la *Loi sur l'expropriation* (RLRQ, c. E-24) prévoit que la Ville doit indemniser U-Haul pour le préjudice réellement subi et directement causé par l'imposition de la réserve et considérant que la Ville et U-Haul désiraient éviter un recours devant le Tribunal administratif du Québec, les parties ont négocié une entente ayant trait à cette indemnité.

En effet, en 2014, lors de l'imposition de la réserve, U-Haul était à préparer un projet d'agrandissement de son bâtiment principal situé sur le lot réservé. Considérant qu'une réserve empêche l'émission de permis de construction, d'amélioration ou d'addition, suite à l'imposition de la réserve U-Haul a dû modifier ses plans d'architecte et obtenir un nouveau certificat d'implantation afin d'adapter son projet pour pouvoir agrandir son bâtiment malgré la réserve. U-Haul a également consulté un cabinet d'avocats pour connaître ses droits.

Les parties ont convenu que la Ville versera à titre d'indemnité totale et finale à U-Haul la somme de cinquante-quatre mille trois cent soixante et onze dollars et quatre-vingt-treize cents (54 371, 93 $), détaillée comme suit :

| | |
|---|---|
| Honoraires d'architectes | 28 984, 06 $. |

| | |
|---|---|
| Frais d'arpenteurs-géomètres | 4 282, 82 $. |
| honoraires extrajudiciaires du cabinet d'avocats | 21 105, 05 $ |
| Total | 54 371, 93 $ |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA14 240543 - 25 septembre 2014 Décréter l'implantation d'une réserve foncière à des fins de parc sur une partie du lot 1 182 642 situé au sud de la rue Notre-Dame Est entre l'avenue Papineau et le pont Jacques-Cartier (2000, rue Notre-Dame Est / Cité 2000)
CA16 240465 - 13 septembre 2016 Décréter le renouvellement de l'imposition d'une réserve foncière, à des fins de parcs, sur une partie du lot 1 182 642, située au sud de la rue Notre-Dame Est entre l'avenue Papineau et le pont Jacques-Cartier.

**DESCRIPTION**

Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371, 93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul Co Canada Ltée. afin de prévenir un recours en dommages suite à l'imposition par la Ville d'une réserve sur le lot 1 182 642 du Cadastre du Québec.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'imposition de cette réserve, la Ville était au courant du projet de U-Haul pour l'agrandissement de son bâtiment principal. Ce règlement compense U-Haul uniquement pour les coûts supplémentaires occasionnés pour la modification de son projet afin de l'adapter à la nouvelle configuration du lot suite à l'imposition de la réserve. La jurisprudence est claire à l'effet que la réservante doit rembourser les honoraire, extrajudiciaires des avocats mandatés par la réservée. Ce règlement préventif permet de limiter les honoraires d'avocats et les coûts liés à la mise en état et à l'audition d'un dossier judiciarisé.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il y aura lieu d'émettre un chèque au montant de cinquante-quatre mille trois cent soixante et onze dollars et quatre-vingt treize cents (54 371, 93 $),
Ce chèque sera émis à l'ordre de :

**U-HAULCO CANADA LTÉE**
2000 rue Notre-Dame Est,
Montréal, (Québec)
H2K 2N3

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des Communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marc LABELLE, Ville-Marie
Viviane LANCIAULT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Caroline PROULX
Avocate

**Tél :** 514 872-2922
**Télécop. :** 514 872-0733

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-14

Annie GERBEAU
Avocate chef d'équipe

**Tél :** 514 872-3093
**Télécop. :** 514-872-0733

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

**Tél :** 514 872-2919
**Approuvé le :** 2019-01-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

**Tél :** 514 872-2919
**Approuvé le :** 2019-01-23

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1190326001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction |
| **Objet :** | Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1190326001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-17

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie Montréal

## Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1190326001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  *"Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371, 93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE. afin de prévenir un recours en dommages suite à l'imposition par la Ville d'une réserve sur le lot 1 182 642 du Cadastre du Québec."*

- Montant total à rembourser pour ce dossier : **54 371,93 $**

| | Années antérieures | **2019** |
|---|---|---|
| Montant | | 54 371,93 $ |

**Informations comptables**:

Le montant du remboursement proviendra du compte indiqué ci-dessous.

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: **54 371,93 $**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306100 | 01819 | 66501 | 015809 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2019-01-17**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 30.06

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public |

Nous ajoutons que le programme de murales dans l'arrondissement de Ville-Marie fera partie des sommes réservées de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années (2019-2020-2021) .

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 10:38

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 4 juillet 2018 | Résolution: CA18 240417 |
|---|---|

**Réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réserver une somme de 1 650 000 $ pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public;

De répartir cette somme sur les années 2019, 2020 et 2021;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.08
1184206001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 juillet 2018

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1184206001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le budget annuel prévu à l''enlèvement des graffitis, nous ajoutons que les projets de murales de l'arrondissement de Ville-Marie feront partie de cette enveloppe budgétaire. La direction des travaux publics met tous les efforts possibles pour contribuer au sentiment de sécurité dans tous les secteurs de l'arrondissement de Ville-Marie.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon OUELLET
Contremaître

514 872-6697
**Tél :**
**Télécop. :** 514 872-4229

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.06

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public |

De réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années (2019-2020-2021) pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-06-28 13:43

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1184206001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'enlèvement des graffitis fait partie des priorités que la direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie s'est donné. A cet effet, un montant de 550 000 $ est investit annuellement dans le programme d'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public et c'est un service gratuit qui est offert aux citoyens de l'arrondissement.
La brigade graffitis enlève en moyenne 40 000 m2/annuellement sur le territoire de l'arrondissement et les demandes de citoyens sont traitées dans les 36 à 48 heures suivant leur dénonciation. Pour ce qui est du volet "hauteur", la direction des travaux publics planifie le nettoyage des graffitis en hauteur sur plus de 180 bâtiments par année.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Depuis déjà quelques années, la direction des travaux publics a mis en place un programme d'enlèvement des graffitis à - de 5m du sol ainsi qu'un volet d'enlèvement des graffitis en hauteur, soit à + 5m du sol.. Les efforts déployés depuis quelques années procurent une grande satisfaction aux citoyens qui en sont victimes et, au surplus, rehaussent leur sentiment de sécurité.

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon OUELLET
Contremaître

**Tél :** 872-6697
**Télécop. :** 872-4229

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-06-28

Alain DUFRESNE
Directeur

**Tél :** 514-872-9763
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2018-06-28

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1184206001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction |
| **Objet :** | Réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1184206001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres
**Tél :** (514) 868-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-06-28

Corinne ANDRIEU
Directive addjointe

**Tél :** 514 872-9857
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie Montréal

# Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1184206001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  *"De réserver une somme de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années (2019-2020-2021) pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public."*

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 1 650 000,00 $

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 0,00 $ | 550 | 550 | 550 | | | | **1 650 $** |

**Informations comptables**:

**Provenance** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 1 650 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| De: | 2438 | 0000000 | 000000 | 00000 | 31025 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: 1 650 000,00 $

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306119 | 03101 | 54590 | 000000 | 0000 | 000000 | 028035 | 00000 | 00000 |

Les surplus affectés par le présent dossier seront intégrés au budget régulier à compter de 2019 au compte ci-dessus.

- Les crédits seront réservés par l'engagement de gestion no VM84206001

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.


*Responsable de l'intervention:*

**Nathalie Hébert**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567


*Date:* **2018-06-28**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.07

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1196937001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur l'avenue Goulet au nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE) |

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le tronçon de l'avenue Goulet au Nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction réseaux d'eau (DRE) :

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 12:29

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1196937001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur l'avenue Goulet au nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Direction des Réseaux d'Eau poursuit, via son programme d'intervention dans les réseaux PTI 2019-2021, sa stratégie de gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ces interventions contribuent à améliorer les infrastructures collectives, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués au maintien des réseaux d'eau témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer le service offert aux citoyens en offrant une eau potable de qualité irréprochable, assurant ainsi la sécurité de la ressource et par le fait même, la santé et la qualité de vie des citoyens.

L'apport des arrondissements dans la mise en œuvre des travaux requis est donc souhaitable afin d'accroître le niveau de réalisation des projets et contribuer à la résorption du déficit d'investissement accumulé.

Le Service de l'eau assure le financement des projets autant au niveau des services professionnels externes que de la réalisation des travaux et conserve la responsabilité d'autoriser la conception ou la réalisation des ouvrages proposés. La procédure de prise en charge de projets a été transmise par écrit à tous les arrondissements.

Dans ce contexte, il est opportun de faire appel à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , afin que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception et la réalisation des travaux d'infrastructures sur l'avenue Goulet faisant partie du réseau administratif, dans le but de ne pas ralentir le processus d'appels d'offres et de promouvoir l'amélioration de la condition du réseau de l'arrondissement de Ville-Marie.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CM18 0523** - 23 avril 2018 - d'accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

**CA13 240394** –10 juillet 2013 – Acceptation de l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet. (dossier 1136140004)

**CM12 1116** – 17 décembre 2012 – Recommandation d'offrir à l'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , les services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement pour les travaux de réfection et de construction des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet du promoteur Touchette Automobile ltée sur l'avenue Goulet. (dossier 1124360001)

**CE12 2046** – 12 décembre 2012 – Recommandation d'offrir à l'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , les services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement pour les travaux de réfection et de construction des infrastructures municipales nécessaires à la réalisation du projet du promoteur Touchette Automobile ltée sur l'avenue Goulet. (dossier 1124360001)

**CA12 240530** – 5 septembre 2012 – Approbation de l'entente avec Touchette Automobile ltée pour la réalisation d'infrastructures nécessaires à la réalisation d'un développement résidentiel mixte (dossier 1124657002)

**CA11 240590** – 11 octobre 2011 – Autorisation pour la construction de trois bâtiments résidentiels projetés sur les avenues Papineau et Goulet et la rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (dossier 1114400040)

**DESCRIPTION**

Puisque les interventions sur le réseau local administratif relèvent du Service de l'eau, la DRE, il est recommandé de prendre en charge, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , la conception, la coordination, la réalisation et la surveillance des travaux visant la réhabilitation du réseau d'aqueduc existant, ajout d'un segment d'aqueduc permettant de boucler avec la rue Cartier, installation de trois nouveaux puisards sur le réseau d'égout, reconstruction complète de la structure de la chaussée de l'avenue Goulet au Nord de la rue Ontario, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Les mandats de conception des plans et devis et les études de caractérisation environnementales et géotechniques ont débuté en 2018. Les travaux de construction sont prévus en 2019.

La planification de ces interventions est basée sur l'analyse des résultats obtenus dans le plan d'intervention eau voirie ainsi que sur une multitude de critères, tels que la sécurité des piétons, la configuration des intersections, le niveau de service et l'usage des rues. Les plans de soumissions seront validés par l'équipe de la DRE avant le lancement des appels d'offres selon les exigences de la Ville centre.

Les conditions et exigences de la Ville centre comprennent les modalités suivantes :

· La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
· L'arrondissement s'assurera d'obtenir l'approbation, par le Service de l'eau, des plans et devis réalisés;
· L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
· L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
· L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
· L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés, sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
· L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement, de manière à permettre la reddition de comptes exigée dans le cadre des programmes de subvention.

En réponse à l'offre de l'arrondissement et afin de rendre la prise en charge des projets possible, le Service de l'eau devra collaborer et fournir le support nécessaire à la réalisation du projet.

La DRE a examiné le dossier et accepte l'offre émanant du conseil d'arrondissement de Ville -Marie visant la prise en charge, par ce dernier, de la conception, la coordination, la réalisation, la gestion et la supervision des travaux sur les conduites d'égout et d'aqueduc sur l'avenue Goulet en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

**JUSTIFICATION**

Ce dossier permet à l'arrondissement de répondre à ses engagements envers les citoyens concernant l'amélioration des infrastructures collectives. Aussi, l'arrondissement de Ville-Marie s'assure de diminuer ses interventions d'urgence sur son réseau pour travailler de façon planifiée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts des travaux seront partagés entre le promoteur, l'arrondissement, Direction de l'habitation et par la DRE.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ces travaux permettent de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· Renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· Diminuer les pertes d'eau

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans cette autorisation, l'arrondissement ne pourra octroyer de contrat touchant les infrastructures qui relèvent du Service de l'eau.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une procédure de communication sera établie lors de la réalisation des travaux afin d'aviser les citoyens et de réduire les impacts des travaux.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Appel d'offres pour travaux : Avril 2019
Octroi du contrat de construction : Mai 2019
Période de travaux : Août à novembre 2019

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Kathy DAVID, Service de l'eau
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Kathy DAVID, 31 janvier 2019
Marianne CLOUTIER, 31 janvier 2019

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

**Tél :** 514 872-8392
**Télécop. :** 514 872-1899

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-31

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

**Tél :** 514-872-1048
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE

Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.08

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1195377001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter l'offre du conseil municipal et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans l'arrondissement auprès de l'organisme Ré:Sonne, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal |

D'approuver l'offre de service de la ville Centre, et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances auprès de l'organisme Ré:sonne;
De payer, à cette fin, la somme totale de 3 727, 61$ (taxes incluses) couvrant ainsi tous les frais des années 2013 à 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 15:16

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1195377001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter l'offre du conseil municipal et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans l'arrondissement auprès de l'organisme Ré:Sonne, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal |

## CONTENU

### CONTEXTE

En vertu de la Loi sur les droits d'auteur, chaque arrondissement doit verser à l'organisme Ré:Sonne (société fédérale autorisée à percevoir des redevances pour le compte d'artistes interprètes et de producteurs d'enregistrements sonores publiés) une redevance annuelle afin de diffuser dans ses lieux et locaux de la musique publiée. Dans un souci d'efficacité administrative, une entente qui regroupe l'ensemble des redevances sur le territoire a été négociée par le Service de la culture.
En vertu de l'article 130 et 141 de la Charte de la Ville de Montréal, chaque arrondissement doit être conforme avec la loi sur les droits d'auteur. Toutefois, selon l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, « le conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil de la Ville prend effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services».

Il importe de préciser que la Ville paie déjà des droits à la SOCAN en ce qui concerne les redevances aux auteurs, compositeurs, paroliers et éditeurs de musique, et par la présente entente, via Ré:Sonne, la Ville veillera à payer les redevances aux artistes interprètes et producteurs d'enregistrement sonores publiés, en conformité avec la Loi sur les droits d'auteur.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

### DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite mandater le Service de la Culture pour conclure une entente unique avec tous les arrondissements et la Ville centre concernant les redevances dues en droit d'auteur à l'organisme Ré:Sonne, réduisant ainsi les coûts de redevances unitaires et les frais administratifs.
Le mandat consiste:

a) à régulariser les redevances spécifiques pour le TARIF 3.T3 Utilisation et distribution de musique de fond; le TARIF 5 parties A à G Utilisation de musique pour accompagner des événements en direct et le TARIF 6.B Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de conditions physiques. Toutes autres utilisations ne sont pas couvertes par la présente entente.
b) à couvrir les redevances dues pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018.
c) à procéder au partage des coûts à part égale à partir de la proposition établie.

Cette entente est effective uniquement pour toute musique diffusée dans un emplacement appartenant à la Ville et dans le cadre d'une activité réalisée par la Ville.

**JUSTIFICATION**

En vertu de la Charte, la Ville centre ne peut négocier des ententes liées à l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels relevant des compétences des arrondissements. En conséquence, s'il désire bénéficier de ces tarifs, l'arrondissement doit accepter l'offre de service par résolution de son conseil d'arrondissement et mandater la direction associée, soit le Service de la Culture.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour chaque arrondissement, l'entente de redevances avec Ré:Sonne représente 3 565, 51$ (soit 3 242,11 $ + TVQ) couvrant les années 2013 à 2018. Pour les années subséquentes, une nouvelle entente sera négociée pour les cinq prochaines années et fera l'objet d'un sommaire décisionnel distinct.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

N/A

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Par la présente, l'arrondissement se donne des moyens efficaces et efficients pour respecter les lois en vigueur au Canada en matière de droits d'auteur et ce au meilleur coût.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Février 2019 : Signature de l'entente avec Ré:Sonne
Mars 2019 : Facturation des redevances dues à chaque arrondissement par la Ville Centre
Mars 2019 : Paiement de la redevance et de la cotisation annuelle à Ré:Sonne par le Service de la Culture

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4).

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

**Tél :** 514 872-9587
**Télécop. :** 5148684160

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-04

Josée POIRIER
Chef de division

**Tél :** 514 872-1769
**Télécop. :** 514 868-4160

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
Directrice, par intérim
**Tél :** 514 872-7667
**Approuvé le :** 2019-02-04

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1195377001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social |
| **Objet :** | Accepter l'offre du conseil municipal et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans l'arrondissement auprès de l'organisme Ré:Sonne, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1195377001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-04

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

# Aspect financier relatif au dossier décisionnel

**N° de dossier :** 1195377001

**Nature du dossier :** Contribution financière

**Fournisseur(s) :**

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

| | Nom du fournisseur | Numéro (dans fichier des fournisseurs) |
|---|---|---|
| 1. | RE:SOUND/RE:SONNE | 423637 |

**Financement :** Budget de fonctionnement

**Montants annuels à prévoir :** (Taxes incluses)

Commentaires:

Contributions couvrant les années 2013 à 2018.

| | Années antérieures | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Années ultérieures | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 3 727,61 $ | | | | | | | **3 727,61 $** |

**Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :** 72

Date de début : jour (si connu) | mois | année

Date de fin : jour (si connu) | mois | année

**Formulaire complété par :** Isabelle Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 04 février 2019 12:08:21

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1195377001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  *" Accorder, à cette fin, une contribution totalisant la somme de **3 727, 61 $** (taxes incluses) pour les années 2013 à 2018."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : **3 727,61 $**

| | Années antérieures | **2019** |
|---|---|---|
| Montant | | 3 727,61 $ |

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): **3 403,80 $**

| | Années antérieures | **2019** |
|---|---|---|
| Montant | | 3 403,80 $ |

**Informations comptables**:

**Imputation** (Montants Nets de ristournes)

Montant: **3 403,80 $**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Au: | 2438 | 0010000 | 306125 | 07189 | 61900 | 016491 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM95377001**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.


*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512


*Date:* **2019-02-04**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.09

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1181440001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | - |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Aliéner à titre gratuit, des équipements informatiques désuets de 2018 à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec (OPEQ) |

L'arrondissement doit se départir de postes informatiques désuets (ordinateurs, écrans, claviers, souris, imprimantes) qui sont entreposés au 800 de Maisonneuve (la liste descriptive est jointe au présent sommaire décisionnel) . Malgré la fin de l'entente en 2018 nous avions tout de même besoin de faire affaire à leurs services. Nous consolidons donc les équipements de 2018 dans ce dossier.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-05 14:01

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1181440001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | - |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Aliéner à titre gratuit, des équipements informatiques désuets de 2018 à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec (OPEQ) |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'arrondissement doit se départir de postes informatiques désuets (ordinateurs, écrans, claviers, souris, imprimantes) qui sont entreposés au 800 de Maisonneuve (la liste descriptive est jointe au présent sommaire décisionnel) . Malgré la fin de l'entente en 2018 nous avions tout de même besoin de faire affaire à leurs services. Nous consolidons donc les équipements de 2018 dans ce dossier.
Cette action suit les recommandations du plan d'action d'aliénation des actifs, provenant du rapport de vérification du bureau du vérificateur général.
Une entente approuvée par le conseil d'agglomération avec l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec permet à toutes les unités administratives de l'agglomération de Montréal de disposer de leurs actifs informatiques de façon sécuritaire et de favoriser une réutilisation des appareils qui sont encore bons.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG13 0019 du conseil d'agglomération du 16 janvier 2013, (GDD 1120695002) Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et l'organisme à but non lucratif OPEQ (Ordinateurs pour écoles du Québec) afin de disposer de façon sécuritaire et de valoriser les actifs informatiques de l'agglomération de Montréal - entente s'étalant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2017.
Résolution : CE18 1234 du 1 er août 2018 (GDD 1182357001) : d'approuver un projet de convention avec l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec (OPEQ), pour une période de 5 ans, à coût nul, afin de valoriser et disposer de façon sécuritaire des actifs informatiques de l'agglomération de Montréal.

Résolution: CA15 240564 du 10 novembre 2015 (GDD 1151440002) : aliéner à titre gratuit des équipements informatiques désuets à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec
Résolution : CA16 240519 du 08 novembre 2016 (GDD 1161440002) : aliéner à titre gratuit

des équipements informatiques désuets à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec
Résolution : CA17 240446 du 12 septembre 2017 (GDD 1171440001) : aliéner à titre gratuit des équipements informatiques désuets à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec

**DESCRIPTION**

L'arrondissement disposera à titre gratuit du matériel informatique désuet en faveur de l'organisme à but non lucratif Ordinateurs pour écoles du Québec (OPEQ). Cet organisme se spécialise dans la récupération et la remise à neuf du matériel informatique pour ensuite le redistribuer aux écoles, centres de la petite enfance (CPE), organismes à but non lucratif à vocation éducative et bibliothèques publiques du Québec.
Préalablement à l'envoi, toutes les données contenues sur les disques durs ont été effacées, ils seront retirés de tous les ordinateurs et remis à la STI.

**JUSTIFICATION**

Les équipements seront remis à l'organisme OPEQ qui se chargera de les redistribuer ou d'en disposer de façon écologique.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Céline SIROIS
Chef de section - Soutien général

**Tél :** 868-3552
**Télécop. :** 868-3330

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-04

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

**Tél :** 514-872-2995
**Télécop. :** 514-868-3330

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe
**Tél :** 514 872-9052
**Approuvé le :** 2019-02-05

| Matériel désuet | 2018-AVRIL | |
|---|---|---|
| **PHOTOCOPIEUR** | **# de série** | **# de ville** |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| **PORTABLE** | | |
| **PANASONIC touchbook** | 9605705372 | 925551 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| FAX | | |
| BROTHER 5750 | U56481B2J118979 | 772945 |
| Brother intellifax 4100 | U61639A7J593162 | 1133276 |
| IMPRIMANTES | | |
| HPLASERJET5100 | CNGN152022 | 846091 |
| HPcolorlaserjet3505 | CNBC7573NB | 1121599 |
| HPlaserjetpro 400 | CNBH303612 | 987394 |
| HP officejetpro 8100 | CN33NB4G80 | 0 |
| Lexmark t520 | 9904792 | 1121472 |
| HPlaserjet4250 | CNR04189 | 858399 |
| HPLaserjet 700 | CNBCDCY02V | 1133283 |
| HPLaserjet5100 | CNGN160344 | 858079 |
| HPLaserjet pro400color | CNDFF10058 | – |
| ÉCRANS | | |
| LG | 803NDZJOU621 | |
| LG | 810NDDM2Q130 | |
| LG | 803NDPHOU616 | |
| LG | 703NDEZ2R300 | |
| LG | 803NDHBOU761 | |
| LG | 806NDDM7T226 | |
| LG | 601MXHBOV529 | |

| | | |
|---|---|---|
| LG | 510MXBP1R509 | |
| LG | 909NDDM7G098 | |
| LG | 111NDWE6U905 | |
| LG | 412MXCR2L315 | |
| LG | 806NDZJB8501 | |
| LG | 901NDYG3T778 | |
| LG | 510MXCR1R827 | |
| LG | 511MXBPOG613 | |
| LG | 011NDBPOR301 | |
| LG | 909NDFV7G203 | |
| LG | 803NDSKOU958 | |
| LG | 011NDEZOR292 | |
| LG | 706NDEZ8Q908 | |
| LG | 703NDEZ2R276 | |
| LG | 701NDHB51249 | |
| LG | 701NDMT51211 | 906801 |
| **LG** | 802NTDC58905 | 949641 |
| **LG** | 602MXJX27388 | 949607 |
| LG | 803NDPHOU616 | |
| **LG** | 803NDHBOU761 | |
| LG | 703NDEZ2R300 | |
| LG | 512MXMT0Z803 | |
| VIEW SONIC | PSB065201322 | |
| DELL | CNOKW14V7426146A11WL | |
| ORDINATEUR | | |
| **DELL** | 26053051394 | 1127199 |
| DELL | 26053424642 | 11227275 |
| DELL | B2PTR52 | 1128546 |
| DELL | BYU9B42 | 1127260 |
| **DELL** | 2ZKFR52 | 1130000 |
| HP | 2UA2441011 | 1127507 |
| HP | 2UA23618FW | 1108653 |
| **HP** | 2UA23618J4 | 1108654 |
| HP | CAC03104R0 | 934109 |
| HP | 2UA2361FGR | 1108715 |
| HP | 2UA2360JQH | 1109904 |
| HP | 2UA23618DC | 1108734 |
| HP | 2UA23618G1 | 1108733 |
| HP | 2UA2361FL9 | 1108708 |
| HP | 2UA23618FZ | 1108729 |
| HP | 2UA2430GOM | 1109154 |
| HP | 2UA2361FLP | 1108716 |
| HP | 2UA15009PT | 997710 |
| HP | 2UA24315MO | 1106661 |
| HP | 2UA2361FM6 | 1108719 |
| HP | 2UA2430G64 | 1108912 |
| HP | CAC901027D | 902681 |
| HP | CAC92401QF | 902652 |
| HP | 2UA0451RP7 | 934177 |
| HP | CAC03700SH | 934118 |
| HP | 2UA0451RNW | 997716 |

| | | |
|---|---|---|
| HP | 2UA1401WRB | 902743 |
| HP | 2UA2300481 | 997844 |
| HP | 2UA3242DC3 | 1127510 |
| HP | 2UA2191LTC | 997535 |
| HP | CAC02000M7 | 934215 |
| HP | 2UA21200P2 | 997850 |
| HP | 2UA140WQZ | 934224 |
| HP | CAC02000MN | 997717 |
| HP | 2UA0451RPB | 934195 |
| HP | 2UA048028G | 934185 |
| HP | 2UA2361B3H | 1188195 |
| HP | 2UA3261FLG | 997827 |
| HP | 2UA2430G0L | 1109155 |
| HP | 2UA2431775 | 1107899 |
| HP | 2UA15009TH | 1127513 |
| HP | 2UA15009V1 | 997703 |
| HP | 2UA2361FG0 | 1127537 |
| HP | 2UA238238R | 1108549 |
| HP | 2UA2361FLK | 997829 |
| HP | 2UA23618G3 | 1108722 |
| HP | 2UA2430G0V | 1109150 |
| HP | 2UA2430G68 | 1108907 |
| HP | 2UA2410K90 | 1188184 |
| HP | 2UA2361FLN | 997750 |
| HP | 2UA23618G5 | 1108732 |
| HP | 2UA15009V3 | 987353 |
| HP | 2UA23618GF | 1108739 |
| HP | 2UA23618HS | 1108745 |
| HP | CAC807032T | 902621 |
| HP | 2UA15009YH | 987352 |
| HP | CAC01403W6 | 934104 |
| HP | 2UA0441FG4 | 934143 |
| HP | 2UA15009Q0 | 997701 |
| HP | 2UA2361FMR | 1108712 |
| HP | 2UA2361FFG | 1108704 |
| HP | 2UA23618DF | 1108740 |
| HP | 2UA23618JG | 1108750 |
| HP | 2UA23618CV | 1108747 |
| HP | 2UA23618FY | 1108735 |
| HP | CAC90200CQ | 902591 |
| HP | 2UA2361FLZ | 1108707 |
| HP | 2UA23618JL | 1108746 |
| HP | 2UA249110T | 1109099 |
| HP | 2UA3141BY6 | 1106185 |
| HP | 2UA23012QQ | 997728 |
| HP | 2UA3020B0P | 1188187 |
| HP | 2UA21200P8 | 987390 |
| HP | 2UA1401WQV | 902742 |
| HP | 2UA23012QR | 997730 |
| HP | 2UA21200NX | 987399 |
| HP | 2UA0451RPH | 934178 |
| HP | 2UA23012QP | 997843 |
| HP | 2UA21200NV | 987395 |
| HP | 2UA230047Y | 997825 |
| HP | 2UA1401WQS | 987388 |
| HP | 2UA21200P0 | 997706 |
| HP | 2UA1401WR7 | 997714 |
| HP | 2UA1401WR3 | 997719 |
| HP | CAC02503GM | 934103 |
| HP | 2UA1220LKG | 934145 |
| HP | 2UA1220LKH | 934184 |
| HP | 2UA1381FK3 | 934192 |
| HP | 2UA1401WQY | 997707 |

| | | |
|---|---|---|
| HP | 2UA20715BF | 997718 |
| HP | 2UA2191LV6 | 997727 |
| HP | 2UA1401WR6 | 902687 |
| HP | 2UA1401WR0 | 902744 |
| HP | 2UA230047Z | 977960 |
| HP | 2UA15009KJ | 839924 |
| PLUSIEURS BOITES DE | TELEPHONES<br>CLAVIERS<br>SOURIS<br>FILLAGES<br>AUTRES | |

| Matériel désuet | 2018-janvier | |
|---|---|---|
| **PHOTOCOPIEUR** | **# de série** | **# de ville** |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| **PORTABLE** | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| FAX | | |
| BROTHER 5750 | U56481B2J118979 | VM772945 |
| | | |
| | | |
| IMPRIMANTES | | |
| HPcolorlaserjet3505 | CNBC7573NB | VM1121599 |
| HPlaserjetpro 400 | CNBH303612 | VM987394 |
| HP officejetpro 8100 | CN33NB4G80 | 0 |
| Lexmark t520 | 9904792 | VM1121472 |
| HPlaserjet4250 | CNR04189 | 858399 |
| HPLaserjet 700 | CNBCDCY02V | 1133283 |
| HPLaserjet5100 | CNGN160344 | 858079 |
| HPLaserjet pro400color | CNDFF10058 | – |
| HPLaserjet5100 | CNGN152022 | 846091 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| ECRAN | | |
| LG | 806NDDM7T226 | |
| LG | 601MXHBOV529 | |

| | | |
|---|---|---|
| LG | 510MXBP1R509 | |
| LG | 909NDDM7G098 | |
| LG | 111NDWE6U905 | |
| LG | 412MXCR2L315 | |
| LG | 806NDZJB8501 | |
| LG | 901NDYG3T778 | |
| LG | 510MXCR1R827 | |
| LG | 511MXBPOG613 | |
| LG | 011NDBPOR301 | |
| LG | 909NDFV7G203 | |
| LG | 803NDSKOU958 | |
| LG | 011NDEZOR292 | |
| LG | 706NDEZ8Q908 | |
| LG | 703NDEZ2R276 | |
| LG | 701NDHB51249 | |
| LG | 701NDMT51211 | 906801 |
| | | |
| | | |
| | | |
| **VIEW SONIC** | PSB065201322 | |
| DELL | CNOKW14V7426146A11WL | |
| | | |
| | | |
| | | |
| ORDINATEUR | | |
| **DELL** | 26053051394 | 1127199 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| Matériel désuet | JUILLET 2018 | |
|---|---|---|
| **IMPRIMANTE** | **# de série** | **# de ville** |
| LEXMARK X342 | 6803NKM | 885398 |
| LEXMARK T644 | 7902T3K | 858078 |
| **FAX BROTHER 5750** | U56481L1J754636 | 779839 |
| **HP colorlaserjet 5550** | JPSCB4F04B | 1126115 |
| **HP officejet 100 mobile** | MY4ADD11N1 | 1127194 |
| **HP laserjet2100** | USGW020582 | 1127003 |
| **HPlaserjet2300** | CNBFB39756 | 756660 |
| **HPlaserjet2300** | CNBFB39759 | 756659 |
| **HPlaserjet2100** | USGW068143 | 718290 |
| **FAX BROTHER 4100** | U60298E6J47225 | 1127002 |
| **ÉCRAN** | | |
| **LG** | 706NHB8R145 | |
| **"** | 909NDRF7G110 | |
| **"** | 901NDDM3T786 | |
| " | 701NDDM51258 | |
| **"** | 701NDEZ51188 | |
| **"** | 602MXAY1F928 | |
| **"** | 601MXCR20907 | |
| " | 709NDHB1U665 | |
| " | 506MXCR1R723 | |
| **"** | 803NDLS0U600 | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| PHOCOPIEUR | | |
| STUDIO 352 | C6J743362 | 885371 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| AUTRES | | |
| Videotron Explorer4642HD | SACJTRRTK | |
| Projecteur canon view sonic | QUR074801483 | 997801 |
| Projecteur canon view sonic | RU4100901023 | 1138581 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| | | |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 30.10

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1192701016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019 |

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-06 11:27

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1192701016

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er au 31 janvier 2019.

### JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-04

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| **Année 2019** | | | 1346 |
| **Janvier 2019** | | | 1256 |
| **Arrondissement Ville-Marie** | | | 61 |
| Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines | | | 39 |
| Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 2 |
| 2019-01-11 08:54:59 | **2194196001** | PROMOTION - LAUZON,DOMINIQUE Matricule: 018891020 A/C du: 2018-10-20 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72389 | |
| Décision déléguée - DA194196001 | | | |
| 2019-01-08 16:12:49 | **2187729351** | CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - FORCIER,HUGO Matricule: 100085169 A/C du: 2019-01-05 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72391 | |
| Décision déléguée - DA187729351 | | | |
| Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 20 |
| 2019-01-30 08:53:01 | **2197729021** | DEPLACEMENT - FOURNIER,NICOLAS Matricule: 100153471 A/C du: 2019-01-26 Titre d'emploi: ANIMATEUR(TRICE) SPECIALISE(E) - LOISIRS SOCIAUX & CULTURELS No poste: 65098 | |
| Décision déléguée - DB197729021 | | | |
| 2019-01-29 15:02:00 | **2192944007** | TITULARISATION - LAFOREST,SEBASTIEN Matricule: 100070502 A/C du: 2019-01-19 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB192944007 | | | |
| 2019-01-25 09:56:46 | **2192944006** | PROMOTION - LEPINE,SOPHIE Matricule: 781905000 A/C du: 2019-01-22 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION - DIRECTEUR DE PREMIER NIVEAU No poste: 78689 | |
| Décision déléguée - DB192944006 | | | |
| 2019-01-25 09:49:19 | **2197729018** | PROMOTION - RESTREPO,ALEJANDRO Matricule: 100174264 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: INGENIEUR(E) No poste: 78690 | |
| Décision déléguée - DB197729018 | | | |
| 2019-01-25 09:02:28 | **2197729017** | RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - GAGNON-LEGER,MAXIME Matricule: 100165159 A/C du: 2018-06-15 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727 | |
| Décision déléguée - DB197729017 | | | |
| 2019-01-25 09:02:09 | **2197729016** | RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BASANETS,ANASTASIYA Matricule: 100115873 A/C du: 2018-06-15 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727 | |
| Décision déléguée - DB197729016 | | | |
| 2019-01-23 13:51:27 | **2197729014** | DEPLACEMENT - AUGER,ALEXIS Matricule: 100110235 A/C du: 2019-01-12 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 75428 | |
| Décision déléguée - DB197729014 | | | |
| 2019-01-17 14:07:56 | **2197729010** | PROMOTION - LAVOIE,MYRIAM Matricule: 020772060 A/C du: 2019-01-12 Titre d'emploi: ASSISTANT(E)-ÉVÉNEMENTS CULTURELS No poste: 77813 | |
| Décision déléguée - DB197729010 | | | |
| 2019-01-17 07:26:14 | **2197729009** | EMBAUCHE - TREMBLAY,FRANCIS Matricule: 100240246 A/C du: 2019-01-08 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 1 A 59 CREDITS No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB197729009 | | | |
| 2019-01-16 09:33:54 | **2192944004** | DETITULARISATION - DUGAS,NANCY Matricule: 100050941 A/C du: 2018-12-08 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB192944004 | | | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| 2019-01-14 09:30:05 | **2197729008** | EMBAUCHE - KAOUACHI,SAMIR Matricule: 100239335 A/C du: 2019-01-09 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 72738 | |
| Décision déléguée - DB197729008 | | | |
| 2019-01-08 15:54:52 | **2197729003** | MISE EN DISPONIBILITE - DAGENAIS,MARYSE Matricule: 763880000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78577 | |
| Décision déléguée - DB197729003 | | | |
| 2019-01-08 15:54:37 | **2197729002** | MISE EN DISPONIBILITE - GENDRON,MICHELE Matricule: 752437000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78576 | |
| Décision déléguée - DB197729002 | | | |
| 2019-01-08 15:54:20 | **2197729001** | MISE EN DISPONIBILITE - ROYAL,ELISE Matricule: 147832000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78574 | |
| Décision déléguée - DB197729001 | | | |
| 2019-01-07 11:00:26 | **2182944140** | TITULARISATION - CHISAR,PAUN Matricule: 100027675 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944140 | | | |
| 2019-01-07 07:20:31 | **2182944143** | TITULARISATION - ILIESCU,TRANDAFIR NICOLAE Matricule: 100077648 A/C du: 2018-12-01 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944143 | | | |
| 2019-01-07 07:20:06 | **2182944142** | TITULARISATION - GODIN,MARC-ANDRE Matricule: 100058793 A/C du: 2018-12-15 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES A No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944142 | | | |
| 2019-01-07 07:19:32 | **2182944144** | TITULARISATION - MARTINEZ,CHARLES Matricule: 673041000 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944144 | | | |
| 2019-01-07 07:19:10 | **2182944141** | TITULARISATION - MARTIN,ROGER Matricule: 100033554 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944141 | | | |
| 2019-01-07 07:18:41 | **2182944139** | TITULARISATION - KOUASSI,ODJE ANDRE Matricule: 100024248 A/C du: 2018-12-22 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000 | |
| Décision déléguée - DB182944139 | | | |
| Article 10.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 1 |
| 2019-01-09 07:36:21 | **2192944001** | INTERRUPTION D'AFFECTATION - WANG,XIALIN Matricule: 100038530 A/C du: 2019-01-01 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 76519 | |
| Décision déléguée - DB192944001 | | | |
| Article 13.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 1 |
| 2019-01-29 10:48:11 | **2192944002** | Autoriser monsieur Robert Bédard (146255000) à utiliser ses heures de vacances, congés mobiles, congés personnels (à travers la banque de maladie pour un maximum de 70h) et temps compensé pour fin de départ à la retraite (le 25 juillet 2019), à compter du 6 février 2019 jusqu'au 24 juillet inclusivement | |
| Décision déléguée - DB192944002 | | | |
| Article 14.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 1 |
| 2019-01-17 11:48:06 | **2194196003** | INTERRUPTION D'AFFECTATION - BARBO,EMILIE Matricule: 100053340 A/C du: 2019-01-12 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 52974 | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| | | Décision déléguée - DB194196003 | |
| Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 3 |
| 2019-01-18 12:00:57 | **2192944005** | Autoriser l'abrogation du dossier décionnel 2180734006 qui autorisait la transformation du poste permanent (52964) de Conseiller en aménagement chef d'équipe (402890) en poste permanent de Conseiller en aménagement (402860) au sein de la division de l'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, à compter de la signature du présent dossier | |
| | | Décision déléguée - DA192944005 | |
| 2019-01-16 17:04:41 | **2192944003** | Autoriser la création d'un poste permanent de secrétaire de direction - directeur de premier niveau (720870) au sein de la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 1er janvier 2019 | |
| | | Décision déléguée - DA192944003 | |
| 2019-01-09 14:35:23 | **2197729004** | Approbation des mouvements d'affectations suite à l'obtention d'un numéro de demande collective pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2018. | |
| | | Décision déléguée - DA197729004 | |
| Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A | | | 9 |
| 2019-01-30 16:53:47 | **2197729022** | PROMOTION - ROUSSELET,CAROLINE Matricule: 100183712 A/C du: 2019-02-23 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 77712 | |
| | | Décision déléguée - DA197729022 | |
| 2019-01-29 16:03:15 | **2197729020** | PROMOTION - MICHAUD,GENEVIEVE Matricule: 100008787 A/C du: 2019-02-09 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SOUTIEN ADMINISTRATIF No poste: 78587 | |
| | | Décision déléguée - DA197729020 | |
| 2019-01-25 10:16:12 | **2197729015** | DEPLACEMENT - CIOPALI,VALENTIN Matricule: 100005601 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78702 | |
| | | Décision déléguée - DA197729015 | |
| 2019-01-22 08:40:21 | **2197729013** | DEPLACEMENT - DAGENAIS,MARYSE Matricule: 763880000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78648 | |
| | | Décision déléguée - DA197729013 | |
| 2019-01-22 08:40:14 | **2197729012** | DEPLACEMENT - GENDRON,MICHELE Matricule: 752437000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78647 | |
| | | Décision déléguée - DA197729012 | |
| 2019-01-22 08:40:05 | **2197729011** | DEPLACEMENT - ROYAL,ELISE Matricule: 147832000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78646 | |
| | | Décision déléguée - DA197729011 | |
| 2019-01-15 12:27:10 | **2197729007** | DEPLACEMENT - BAVARO,ROSARIA Matricule: 100006054 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78583 | |
| | | Décision déléguée - DA197729007 | |
| 2019-01-14 09:37:12 | **2197729006** | DEPLACEMENT - ZNAKI,HABIBA Matricule: 688605000 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78572 | |
| | | Décision déléguée - DA197729006 | |
| 2019-01-14 09:36:42 | **2197729005** | DEPLACEMENT - RICARD,JOHANNE Matricule: 100009434 A/C du: 2018-11-24 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78571 | |
| | | Décision déléguée - DA197729005 | |
| Article 18.01.1 (RCE02-004) - Directeur général | | | 1 |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| 2019-01-18 13:51:14 | **2194196002** | Reconduction d'une allocation automobile à monsieur Marc Labelle, directeur de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C401 est le 608861, à compter du 21 décembre 2018. | |
| Décision déléguée - DG194196002 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme | | | 7 |
| Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 3 |
| 2019-01-17 15:44:44 | **2186255003** | Approuver, conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme, les plans déposés pour l'étude d'une transformation située au 81, rue Duke - Requête no 3001466519 | |
| Décision déléguée - DB186255003 | | | |
| 2019-01-14 10:46:04 | **2184869006** | Approuver la délivrance de la demande de permis 3001429925 relativement à la construction du nouveau pavillon HEC Montréal projeté au 501, rue de la Gauchetière E, en vertu de l'article 21 du Règlement sur les clôtures CA-24-225 de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB184869006 | | | |
| 2019-01-09 14:34:46 | **2197524003** | Approuver la délivrance du permis 3001472354 relativement au remplacement des portes et fenêtres sur l'immeuble situé au 2307, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB197524003 | | | |
| Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 4 |
| 2019-01-29 17:12:58 | **2192682003** | Approuver la délivrance du permis 3001434674 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 1315, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB192682003 | | | |
| 2019-01-29 17:11:46 | **2182682038** | Approuver la délivrance du permis 3001434674 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 1315, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB182682038 | | | |
| 2019-01-29 16:27:45 | **2192682001** | Approuver la délivrance du permis 3001472530 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 2494, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie | |
| Décision déléguée - DB192682001 | | | |
| 2019-01-25 15:55:46 | **2197199002** | Approuver la délivrance du certificat 3001484638 relativement à l'abattage de 134 frênes et 229 autres arbres au parc Jean-Drapeau, sur l'immeuble situé au 99999, rue Île Sainte-Hélène, dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel | |
| Décision déléguée - DB197199002 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme | | | 5 |
| Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 5 |
| 2019-01-16 17:05:33 | **2191044007** | Approuver la délivrance des permis #3001475626 et #3001475628 visant à autoriser l'installation de persiennes d'évacuation aux bâtiments situé aux 61 et 155, boulevard De Maisonneuve Est en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 23 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB191044007 | | | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| 2019-01-16 17:05:22 | **2191044006** | Approuver la délivrance du permis #3001477364 visant à ajouter des ouvertures à la construction hors-toit du bâtiment situé au 1220, rue Saint-Marc en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 3 décembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB191044006 | | | |
| 2019-01-16 14:05:53 | **2191044005** | Approuver la délivrance du certificat #3001481857 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "SQDC" au bâtiment situé au 970, rue Sainte-Catherine Ouest en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 18 décembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB191044005 | | | |
| 2019-01-16 14:02:43 | **2191044004** | Approuver la délivrance du permis #3001475497 visant à autoriser le revêtement de brique d'argile et la modification de la composition de la façade Nord (ruelle) du bâtiment situé aux 1212 à 1216, rue Bishop, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 22 novembre 2018. | |
| Décision déléguée - DB191044004 | | | |
| 2019-01-14 14:20:29 | **2197176001** | Approuver la délivrance du certificat 3001266707 relativement à l'installation des enseignes "Steve's", pour le bâtiment situé au 150, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. | |
| Décision déléguée - DB197176001 | | | |
| Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections | | | 6 |
| Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2 | | | 6 |
| 2019-01-25 12:17:20 | **2175082045** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Réjean Archambault, arpenteur-géomètre, le 22 novembre 2017, minute: 59315, pour le remplacement des lots 1 885 486 et 2 317 252 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 188 666 et 6 188 667. | |
| Décision déléguée - D2175082045 | | | |
| 2019-01-25 08:58:40 | **2185082044** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, le 11 juin 2018, minute: 10119, pour le remplacement du lot 2 160 962 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-40302. | |
| Décision déléguée - D2185082044 | | | |
| 2019-01-17 13:51:35 | **2185082058** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Vital Roy, arpenteur-géomètre, le 26 septembre 2017, Minute: 49514, pour le remplacement des lots 5 467 786, 5 467 787, 5 467 791, 5 467 793, 5 719 061, 6 032 110, 6 032 111, 6 032 112, 6 032 113, 6 032 114, 6 032 115, 6 032 116, 6 032 117 et 6 032 118 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-39464. | |
| Décision déléguée - D2185082058 | | | |
| 2019-01-14 14:20:04 | **2185082039** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean Paquin, arpenteur-géomètre, le 11 mai 2018, minute: 17252, pour le remplacement des lots 1 851 298, 1 851 300 et 1 851 301 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 250 974. | |
| Décision déléguée - D2185082039 | | | |
| 2019-01-14 14:19:52 | **2185082037** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean Paquin, arpenteur-géomètre, le 13 juin 2018, minute: 17304, pour le remplacement du lot 1 180 676 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-40301. | |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| | | Décision déléguée - D2185082037 | |
| 2019-01-14 14:19:35 | **2185082003** | Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Éric Deschamps, arpenteur-géomètre, le 20 novembre 2017, minute: 12120, pour le remplacement du lot 1 424 520 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot PC-39683. | |
| | | Décision déléguée - D2185082003 | |
| Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie | | | 4 |
| Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 2 |
| Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 2 |

| Date Décision | Dossier | Objet | |
|---|---|---|---|
| **Janvier 2019** | | | |
| **Arrondissement Ville-Marie** | | | 61 |
| Article 10.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A | | | 1 |
| 2019-01-25 07:51:21 | **2195204001** | INTERRUPTION D'AFFECTATION - ANNAB,LAHOUARI Matricule: 100025136 A/C du: 2019-01-12 Titre d'emploi: MAXIM'EAU - GT08 No poste: 00000 | |
| Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie | | | 4 |
| Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 2 |
| 2019-01-21 09:47:13 | **2185850051** | Imposer une suspension de quatre (4) jours à un employé portant le numéro de matricule 100034664, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2019-01-17 13:26:19 | **2185850050** | Imposer une suspension d'un (1) jour à une employée portant le numéro de matricule 100050941, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B | | | 2 |
| 2019-01-17 10:37:19 | **2185850053** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |
| 2019-01-17 10:21:42 | **2185850052** | Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100038557, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| ABRILOC | 1252284 | 26-JANV.-2018 | Abri temporaire pour la réalisation des travaux sur les portes de la Place d'Armes-soumission # 2018-01-19 - TP direction | 2 251,98 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 251,98 | |
| AMUSEMENTS EXPERTS INC. | 1251958 | 25-JANV.-2018 | BC ouvert 2018 pour achats et locations selon les besoins dans le cadre des activités citoyennes | 2 565,90 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 2 565,90 | |
| AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC. | 1252834 | 30-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Produits hors-entente | 5 249,37 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 5 249,37 | |
| ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL | 1242512 | 15-JANV.-2018 | Commande ouverte 2017-2018 / Surveillance et l'encadrement des patinoires et chalets des Parc des Vétérans et Walter Stewart/ Montant max: $ 48 954. sans taxes/ Du 03 décembre 2017 au 17 mars 2018 (selon météo)/ | 6 348,09 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 6 348,09 | |
| BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS | 1249207 | 15-JANV.-2018 | Facture du 18-12-17 # 17-916 - Installation de réceptacles de bordure et tige de repère - TP voirie | 2 662,48 | BOIVIN, MARIE-EVE |
| | | | | 2 662,48 | |
| BRAULT ET MARTINEAU | 1249774 | 17-JANV.-2018 | Achat de 2 réfrigérateurs et 2 micro-ondes pour le 1455 Bercy - TP | 3 548,57 | DUFRESNE, ALAIN |
| | 1252426 | 29-JANV.-2018 | Télé, support mural et grille-pain pour le 1455 Bercy - soumission CP69632- TP Direction | 2 276,13 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 5 824,70 | |
| CEGA ELECTRICITE MULTIMEDIA INC. | 1252130 | 26-JANV.-2018 | Service de réparation, problème de chauffage dans le P.A. du QDS. Facture 7185, 7186 et 7187. | 3 304,47 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 3 304,47 | |
| CLEAN WATER WORKS INC | 1249961 | 17-JANV.-2018 | Paiement de 2 factures: W64928 et W64927 du 11 janvier 2018/ pour travaux d'égout/ Krystel Martin | 4 461,97 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 4 461,97 | |
| CLEMENT HYDRAULITECH INC. | 1252389 | 26-JANV.-2018 | Lève plaque 4 tonnes-soumission # 29468 - TP aqueduc | 3 107,73 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 3 107,73 | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC | 1246747 | 04-JANV.-2018 | Bon de commande ouvert 2018 pour services de formations. | 4 289,79 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 4 289,79 | |
| COMPUGEN INC. | 1250699 | 22-JANV.-2018 | 20 x Écrans 24 pouces(5B) / entente 1163303/ RFM-Riheb Meddeb | 3 412,09 | SIROIS, CELINE |
| | | | | 3 412,09 | |
| CONSTRUCTION DJL INC | 1251785 | 25-JANV.-2018 | 2018 - BC ouvert - Enrobés bitumineux à chaud pour les nids-de-poule-TP voirie Entente 1192862 Montant estimé: 5000$ Fin de l'entente: 31 mars 2019 | 3 814,59 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | | | | 3 814,59 | |
| C.P.U. DESIGN INC. | 1250209 | 18-JANV.-2018 | 6 x Ordinateurs de table-ultra petit(1B) /Entente 1164102/RFM-Céline Sirois | 3 497,15 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 3 497,15 | |
| CYCLONE SANTE INC. | 1252514 | 29-JANV.-2018 | Expertises médicales sur demande -BC ouvert 2018 - montant initial de 8 000$ plus tx | 3 196,87 | DUFORT, ALAIN |
| | | | | 3 196,87 | |
| DASSYLOI | 1248018 | 10-JANV.-2018 | Travaux de réparation sans tranchée de l'égout rue De Bullion entre Ontario et Saint-Norbert/ Soum du 02 janv 2018/ TP-Jonathan Labonté | 17 063,09 | ROY, JULIE |
| | 1249845 | 17-JANV.-2018 | Travaux de réparation de conduite d'égout Boul. de Maisonneuve O entre Towers et Saint-Marc/soumission du 12 janvier 2018/ TP- Jonathan Labonté | 10 026,30 | ROY, JULIE |
| | | | | 27 089,39 | |
| DEC ENVIRO | 1229656 | 05-JANV.-2018 | Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet Hôpital de Montréal pour enfant. Tel que l'offre de service Réf.: S-COQ-17739.REV | 7 048,86 | GAGNON, VALERIE |
| | | | | 7 048,86 | |
| DIMENSION DPR INC. | 1246843 | 05-JANV.-2018 | Réalisation de la mise à jour de la base de données pour la Carte de l'arrondissement Ville-Marie/Mandat du 14 déc 2017/ Div. Comm-Isabelle Rougier. | 2 939,65 | ROUGIER, ISABELLE |
| | | | | 2 939,65 | |
| EBI MONTREAL INC. | 1252574 | 29-JANV.-2018 | Location de toilette portative pour l'édicule du métro Champs-de-Mars (St-Antoine est/Gosford) du 1er février au 31 juillet 2018 - Entretien 7 jours sur 7 - soumission du 25 janvier 2018 - montant estimé de 8 950$ | 6 425,23 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 6 425,23 | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| ENGLOBE CORP. | 1181378 | 19-JANV.-2018 | Réf.: 2017-P025-0021-01 VMP17-003. Préparation d'un devis technique, support et travaux de réhabilitation environnementale des sols. Réaménagement du parc La Presse. Saint-Antoine Ouest/côte de la Places d'armes. | 6 902,93 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 6 902,93 | |
| ETUDE PIETRO MACERA INC. | 1247710 | 09-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour frais de service de huissiers sur demande pour le client MTLTRA4 (Mtl110-Mtl200). | 2 670,67 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 2 670,67 | |
| FRANCOIS LEDUC, CONSULTANTS INC. | 1248757 | 12-JANV.-2018 | Services professionnels en psychologie pour mandats spéciaux en RH-Johanne Gagné | 5 543,34 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 5 543,34 | |
| GAZ METRO PLUS | 1251756 | 25-JANV.-2018 | Contrat de service pour entretien annuel, inspection mensuelle et main-d'oeuvre des 22 réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - rue Ste-Hélène. | 2 630,36 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 630,36 | |
| GESTION C. & L. LAROCHELLE INC. - CANADIAN TIRE | 1252302 | 26-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour l'achat de fourniture diverse - Division des parcs et Parc du Mont-Royal. Ville-Marie. | 4 199,50 | PIERRE, JOSE |
| | | | | 4 199,50 | |
| GESTION HYGIENE DU BATIMENT | 1247718 | 10-JANV.-2018 | Services en Hygiène et Salubrité de 2018-à 2022, pour la Cour Municipale en référence à l'Offre de service du 09 nov 2017, TP-Manon Ouellet . Montant total: $ 15 750 avant taxes Fin : 2022 | 6 981,67 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 6 981,67 | |
| GIRARD-HEBERT INC. | 1253014 | 30-JANV.-2018 | Service professionnels en ingénierie, aménagement (aire de jeu d'eau) du parc Saint-Jacques. | 17 847,87 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 17 847,87 | |
| GROUPE ABS INC. | 1251263 | 23-JANV.-2018 | Évaluation environnementale de site - Phase I et II au parc Miville-Couture. OS : 16096730 / entente 1188594 (CG16 0710). | 4 417,19 | DUFRESNE, ALAIN |
| | 1251920 | 25-JANV.-2018 | Caractérisation environnementale, dans le cadre du projet d'installation de toilettes autonettoyantes. (1170225005, VMP17-037). OS 173432-rév02. | 6 678,25 | HOULE, ANNIE |
| | | | | 11 095,44 | |
| GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE (LE) | 1246919 | 05-JANV.-2018 | Publicité et mot du camelot pour parution en 2018, en référence au bons 1661 et 1662 du 04 déc 2017/ Div. Comm-Émilie walch | 15 768,70 | DUFORT, ALAIN |
| | | | | 15 768,70 | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| GROUPE NICKY | 1249765 | 17-JANV.-2018 | Travaux de déneigement de différents bâtiments appartenant à la Ville de Montréal situés à proximité de l'Esplanade du Champs de Mars/ Contrat Gré à Gré , Montant: $ 12 500 avant taxes/ Du 12 janvier au 15 avril 2018/ | 12 965,97 | HOULE, ANNIE |
| | | | | 12 965,97 | |
| GROUPE RNET | 1253122 | 30-JANV.-2018 | Soumission # 2018-01-01 - Nettoyage de graffiti en hauteur rue Ste-Catherine et rue Drummond-TP entretien | 2 309,72 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 309,72 | |
| INOLEC | 1252450 | 29-JANV.-2018 | Disques et lame fer ductile/asphalte-soumissions # 50080251-00 et # 50080291-00 - TP aqueduc | 10 486,15 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 10 486,15 | |
| J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC. | 1250528 | 19-JANV.-2018 | Bon de commande ouvert 2018 pour divers achats au besoin pour l'équipe des parcs Ville-Marie. | 2 951,30 | PIERRE, JOSE |
| | 1251137 | 23-JANV.-2018 | 2018 - BC ouvert pour achat de quincaillerie diverse-TP-Voirie | 2 488,29 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | | | | 5 439,59 | |
| K+S SEL WINDSOR LTEE. | 1249920 | 17-JANV.-2018 | BC ouvert pour achat de sel - Entente 1222702 - TP Voirie Période du 1er janvier au 30 avril 2018 | 1 054 115,80 | ALI, SAMBA OUMAR |
| | | | | 054 115,80 | |
| LABORATOIRES CHOISY LTEE | 1249948 | 17-JANV.-2018 | Bon de commande ouvert 2018 Fondant à glace ARTIKA WARWICK BLEU 10 kg / Livraison à l'Hôtel de Ville/ Soum ES8012469 du 08 nov 2017/ TP-Entretien-Sylvie Goulet | 4 199,50 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 4 199,50 | |
| LANAUCO LTEE | 1248685 | 12-JANV.-2018 | Paiement de la facture bloquée 95759 du 13 nov 2017, pour travaux 920 rue Mills, pour soutenir un poteau. | 2 887,16 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 2 887,16 | |
| LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL | 1252316 | 26-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 - Réparation et entretien de véhicules Kubota RTV900 (matr.Ville: 118-07377/plaque VM65379 et matr.Ville: 118-10287/plaque VP3676) et tracteur chenilles Kubota (Matr.Ville: 422-12606/plaque FHS4396) - Mont-Royal, VM. | 7 349,12 | HOULE, ANNIE |
| | | | | 7 349,12 | |
| LES ENTREPRISES UNI-T O&M | 1247711 | 09-JANV.-2018 | 2018 - Contrat d'entretien salle mécanique Place Émilie-Gamelin-soumission # UC1091 1er janvier au 31 décembre 2018 | 4 094,51 | DUFRESNE, ALAIN |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 4 094,51 | |
| | | | | | |
| LOCATION GUAY | 1251748 | 25-JANV.-2018 | Contrat de déneigement , du nouveau stationnement du 1455 Bercy, Mtl/ Soumission du 19 janvier 2018/ Montant max: $ 17 900. avant taxes/ Du 29 janvier au 15 avril 2018/ | 18 792,76 | ANDRIEU, CORINNE |
| | | | | 18 792,76 | |
| | | | | | |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | 1249485 | 22-JANV.-2018 | Location de 2 véhicules Grand Caravan pour les contremaîtres Propreté pour une durée d'environ 7 mois - TP voirie déc.2017 à juillet 2018 | 3 474,03 | CHARBONNEAU, GUY |
| | 1249543 | 16-JANV.-2018 | Location d'un véhicule Ford T-150 pour une durée d'environ 12 mois en 2018 - TP aqueduc | 8 506,13 | CHARBONNEAU, GUY |
| | 1249966 | 17-JANV.-2018 | Location d'une camionnette Grand Caravan Blanche/avec flèche de signalisation, environ 5 mois, soum du 15 janvier 2018/ TP-Martin Lazure | 5 273,57 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | 1252492 | 29-JANV.-2018 | Location en 2018 d'une fourgonnette -7 passagers , Dodge Grand Caravan, modèle Crew avec bancs Stow'n'go Du 1er janvier au 31 décembre 2018 | 3 143,33 | ARCHAMBAULT, DOMINIQUE |
| | | | | 20 397,06 | |
| | | | | | |
| MANOREX INC. | 1251782 | 25-JANV.-2018 | Travaux d'égout face au 3135 Le Boulevard/ Soumission du 17 janvier 2018/ TP-AqueducJ/Jonathan Labonté | 19 685,16 | ANDRIEU, CORINNE |
| | | | | 19 685,16 | |
| | | | | | |
| MARIELLE DELORME | 1253114 | 30-JANV.-2018 | Bon de commande ouvert 2018 pour révision et correction du bulletin d'arrondissement à la demande de l'équipe des communications de Ville-Marie | 3 950,15 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 3 950,15 | |
| | | | | | |
| MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS | 1252249 | 26-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour la RÉPARATION et ENTRETIEN SEULEMENT de divers appareils (tondeuses, débroussailleuses et autres) | 9 521,51 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 9 521,51 | |
| | | | | | |
| MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC. | 1252255 | 26-JANV.-2018 | Bon de commande ouvert 2018 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM. | 8 503,99 | RESTREPO, JUAN CARLOS |
| | | | | 8 503,99 | |
| | | | | | |
| MECANIQUE J. CLAIR INC. | 1250429 | 19-JANV.-2018 | Inspection présaison, service routier : pour ski dozer du parc du Mont-Royal. | 2 974,19 | PIERRE, JOSE |
| | | | | 2 974,19 | |
| | | | | | |
| MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C | 1247702 | 09-JANV.-2018 | Compte 11429 -BC ouvert 2018 pour appels d'offre, journal constructo se@a en ligne. | 6 299,25 | BEAULIEU, JOHANNE |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 6 299,25 | |
| | | | | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 1248682 | 12-JANV.-2018 | Contrat gré à gré (courriel du 21-12-17-Martin Lazure) pour une remorqueuse pour opérations de déneigement à 110$/h secteur 201 - TP voirie Montant total: 21 310$ avant taxes Fin saison hiver 2017-2018 | 7 853,07 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | | | | 7 853,07 | |
| | | | | | |
| MULTI ROUTES INC. | 1247776 | 10-JANV.-2018 | Facture du 29-12-17 # 028477 - Chlorure de calcium liquide pour dégeler la Chute Fullum | 10 960,69 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 10 960,69 | |
| | | | | | |
| NI CORPORATION | 1252862 | 30-JANV.-2018 | Soumission # 3350 - Chariots de manutention pour le 1455 Bercy | 2 613,14 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 2 613,14 | |
| | | | | | |
| ONOMAT CANADA INC. | 1248835 | 12-JANV.-2018 | Panneaux Publi-Adapt et supports d' attaches diverses/ Soumission courriel du 10 janvier 2018/ TP-Voirie-Michel Chénier | 9 503,15 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 9 503,15 | |
| | | | | | |
| PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC. | 1252173 | 26-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour l'achat de peinture, solvant, teinture et autres - TP - Parcs VM. | 2 702,12 | HOULE, ANNIE |
| | | | | 2 702,12 | |
| | | | | | |
| PRODUITS PRAXAIR | 1252180 | 26-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour produits de soudure (acétylène - oxygène et autres) Équipe Parcs VM. | 2 099,75 | RESTREPO, JUAN CARLOS |
| | | | | 2 099,75 | |
| | | | | | |
| PROFESSIONNELS EN REGLEMENT DES DIFFERENDS S.A. | 1245183 | 05-JANV.-2018 | Offre de services - Analyse de recevabilité en matière de harcèlement psychologique | 8 399,00 | DUFORT, ALAIN |
| | | | | 8 399,00 | |
| | | | | | |
| R3D CONSEIL INC. | 1252470 | 29-JANV.-2018 | Accompagnement pour le déploiement du projet Aïdi en 2018 - Q-villemarie-o-002vf20180118 - montant maximal de 21 300$ avant tx | 14 698,25 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 14 698,25 | |
| | | | | | |
| RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L | 1173947 | 10-JANV.-2018 | Diagnostic opérationnel au TP (voirie/aqueduc) | 4 335,98 | CHARBONNEAU, GUY |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 4 335,98 | |
| | | | | | |
| RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. | 1248822 | 12-JANV.-2018 | Factures du 15 et 30 nov. 2017 # 017439 et # 017580 - Résidus de balais et dépôts de neige - TP voirie | 14 801,79 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 14 801,79 | |
| | | | | | |
| SERRUBEC INC | 1248612 | 12-JANV.-2018 | Cadenas à combinaison + cle de contrôle/ Soumission 16180 du 19 déc. 2017/ Krystel Martin | 2 469,61 | BISSONNETTE, CHRISTIAN |
| | | | | 2 469,61 | |
| | | | | | |
| SERVICE DE L'ESTRIE (VENTE ET REPARATION) INC. | 1253112 | 30-JANV.-2018 | Soumission 864775 - 4 frigos et 4 micro-ondes pour le 1455 Bercy - TP Direction | 7 533,85 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 7 533,85 | |
| | | | | | |
| SIGNEL SERVICES INC | 1248806 | 12-JANV.-2018 | Décalque sur fond orange fluo grade diamant, 9 1/2 x 15 1/2" / Hors-entente, selon comm # 77327 du 09 janvier 2018/ TP-Voirie-Martin Lazure | 5 070,90 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 5 070,90 | |
| | | | | | |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 1246683 | 04-JANV.-2018 | Facture 9640048217 - Envoi programmation hivernale | 8 585,10 | ROUGIER, ISABELLE |
| | 1250860 | 22-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux - TP (Inspections) | 5 249,37 | CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES |
| | 1252519 | 29-JANV.-2018 | Convention 40064063 - C166291382 - Client 7308237 - Distribution de la programmation de la Maison de la culture Frontenac | 2 207,93 | BOUCHARD, MARYSE |
| | 1253119 | 30-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux (bulletins d'arrondissement envoyés 4 fois par année aux résidents de Ville-Marie) - Communications | 27 400,57 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 43 442,97 | |
| | | | | | |
| SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM) | 1246808 | 05-JANV.-2018 | 8 places de stationnements à Chaussegros pour 2018 (5 pour TP entretien et 3 pour Direction VM) | 15 446,60 | ANDRIEU, CORINNE |
| | | | | 15 446,60 | |
| | | | | | |
| SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL | 1249155 | 15-JANV.-2018 | Devis # 00151487 - Autodesk Autocad - Renouvellement du plan de maintenance commerciale (1 an)-pour les TP 26 janvier 2018 au 25 janvier 2019 | 4 603,70 | DUFRESNE, ALAIN |
| | | | | 4 603,70 | |
| | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom du fournisseur | # BC | Date d'approbation | Description bon de commande | Montant BC | Dernier approbateur |
|---|---|---|---|---|---|
| (S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX | 1252895 | 30-JANV.-2018 | Convention de services animaliers signée le 29 janvier 2018 Montant total de 4 740$ avant taxes Pour la période du 1er au 15 février 2018 | 4 740,00 | EZZAHER, DRISS |
| | | | | 4 740,00 | |
| | | | | | |
| TENAQUIP LIMITED | 1248093 | 10-JANV.-2018 | 3 chariots à outils - TP aqueduc | 2 139,38 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 2 139,38 | |
| | | | | | |
| TRANSELEC / COMMON INC. | 1249976 | 17-JANV.-2018 | 11 factures datées du 31-12-16 au 30-11-17 pour signalisation routière en 2017 (entente échue) - TP aqueduc | 20 061,48 | CHARBONNEAU, GUY |
| | | | | 20 061,48 | |
| | | | | | |
| UBA INC. | 1249878 | 17-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018 , sur entente 1177548, pour fourniture et livraison sur demande pour Hypochlorite de sodium (Chlore) 12%. en vrac pour les Piscine Quintal et Jean-Claude Malépart-/Div. Sp-Loisirs-Mélanie Favreau | 3 085,68 | MARTHET, DOMINIQUE |
| | | | | 3 085,68 | |
| | | | | | |
| VIDEOTRON LTEE . | 1248393 | 11-JANV.-2018 | Commande ouverte 2018, pour frais de télédistribution pour les différents comptes de Ville-Marie. | 4 367,92 | BEAULIEU, JOHANNE |
| | | | | 4 367,92 | |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1-800-GOT-JUNK | 4363775 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 270,87 |
| AGENCE D'ARTISTES ET DE CONCERTS DANIELLE LEFEBVRE INC. | pm042719 | Cachet pour présentation de Oktopus le 27 avril au Sanctuaire de l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 2 099,75 |
| ANGLOCOM INC. | 77183 | Traduction anglais fichier Avis aux résidents | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 62,99 |
| ANNCHALY APRIL PETCHSRI | 108 | Club de lecture le 14 janvier 19 bibliothèque P. Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 150,00 |
| | 109 | Club de lecture le 11 février 19 - bibliothèque P. Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 150,00 |
| | 110 | Club de lecture le 11 mars 19 - bibliothèque P. Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 150,00 |
| | 111 | Club de lecture le 15 avril 19 - bibliothèque P. Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 150,00 |
| | 112 | Club de lecture le 13 mai 19 - bibliothèque P. Ambroise | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 150,00 |
| | 133 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 25-Janv.-19 | 150,00 |
| ANNE-LAURE NADIN | 06012019 | Atelier du dimanche 6 janvier 2019 de 14h à 15h00 | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 08-Janv.-19 | 230,00 |
| ANNIE ETHIER | 0155 | 1 photo supplémentaire | Services administratifs | Conseil et soutien aux instances politiques | 15-Janv.-19 | 15,00 |
| ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS A L'OUTILLAGE MUNICIPAL (A.P.O.M.) | 2670 | Membres réguliers - Cotisation annuelle 2019 B. Sauvé | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 16-Janv.-19 | 100,45 |
| | 2671 | Membres réguliers - Cotisation annuelle 2019 E.Belleveille | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 16-Janv.-19 | 100,45 |
| | 2672 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 18-Janv.-19 | 100,45 |
| | 2673 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 23-Janv.-19 | 100,45 |
| | 2686 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 25-Janv.-19 | 100,45 |
| ATEDRA INC. | 10186 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 58,33 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| AVEC PLAISIRS | 422655 | 7 repas, livraison - dîner du BAM | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Janv.-19 | 146,72 |
| | | | | | | |
| BOUCHARD, MARYSE | rembempl1901 | galettes des rois pour les employés à l'épiphanie | Culture, sports, loisirs et développement social | Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir | 25-Janv.-19 | 65,00 |
| | | | | | | |
| CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS | 944528 | Formation comm 7 déc, et rencontre 26 nov, BAM | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 132,28 |
| | 944530 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 01-Janv.-19 | 149,08 |
| | 944538 | Rencontre chefs RH le 30 nov. 18 | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 18-Janv.-19 | 44,09 |
| | | | | | | |
| CELINE FAUCHER | fr201902142 | Cachet pour Une journée en fabulettes le 2 février 2019 à la Maison de la culture | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 900,00 |
| | | | | | | |
| CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q ) | 972174 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 18-Janv.-19 | 209,97 |
| | | | | | | |
| CHARLES-HENRY TREMBLAY | r139298 | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Émission des permis et inspections | 18-Janv.-19 | 1 443,79 |
| | | | | | | |
| CLUB TECHNO CULTURE | 00336 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 25-Janv.-19 | 262,47 |
| | | | | | | |
| CNW-TELBEC INC | df006511 | Comm. internet Dév. économique, permis et inspections les 10 et 13 décembre | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 39,90 |
| | | | | | | |
| COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM) | sdip0000826 | Formation Ma retraite j'en prends le contrôle les 22, 29 nov. et 6 déc. | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 173,01 |
| | srm0000886 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des centres commun. - Act.récréatives | 24-Janv.-19 | 176,38 |
| | srm0000895 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des centres commun. - Act.récréatives | 24-Janv.-19 | 138,22 |
| | srm0000896 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des centres commun. - Act.récréatives | 24-Janv.-19 | 500,27 |
| | | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| COMPAGNIE DE CREATION LE GROS ORTEIL | fr201903151 | Cachet pour la représentation de Petit voilier le 2 mars 2019 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 18-Janv.-19 | 1 049,87 |
| COMPOST MONTREAL INC. | 10266 | Collecte bacs à composts, agent sensibilisation, pesée | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 07-Janv.-19 | 398,69 |
| CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC. | 54072 | 1 cabinet de sécurité - Permis | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 5,72 |
| | 54073 | 3 cabinets et 1 bac roulant 360L | Services administratifs | Greffe | 07-Janv.-19 | 27,09 |
| | 54095 | Destruction de documents et frais d'appels-Sandra Nenes | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 09-Janv.-19 | 56,59 |
| | 54253 | 3 cabinets sécurité - 1 bac roulant 360L - Grefffe | Services administratifs | Greffe | 22-Janv.-19 | 27,09 |
| COPIE EXPRESS | in0002795 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 238,32 |
| | in0002827 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 08-Janv.-19 | 203,68 |
| | in0002831 | Lettres, formulaires demande permis animalier | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 582,05 |
| | in0002833 | 2750 avis aux résidents Shaughnessy Village | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 274,28 |
| | in0002835 | 45 affiches, 250 flyers | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 118,64 |
| | in0002846 | 150 dépliants Déneigement, 300 avis aux résidents | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 294,23 |
| DAVID BONTEMPS | fr201902143 | Cachet pour Makaya en concert le 7 février 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 973,23 |
| DENIS DESJARDINS | 181206 | Correction du bulletin de janvier 2018 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 100,00 |
| DES MOTS D'LA DYNAMITE | fr201904181 | Cachet pour la présentation de Magie lente le 6 avril 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 889,77 |
| DIDEM BASAR | pm032319 | Cachet pour Didem Basar ensemble le 23 mars 2019 au Sancutaire St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 784,79 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DISTRIBUTIONS LG INC. | 18999221 | Distribution avis propreté secteur Shaughnessy Village | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Janv.-19 | 787,41 |
| DUBO ELECTRIQUE LTEE | 3142402 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 14-Janv.-19 | 73,39 |
| DUBOIS, PIERRE | rembempl1901 | Remboursement location nacelle + essence | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 23-Janv.-19 | 483,90 |
| ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC | 01456091 | Clôture, tige d'armature | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 16-Janv.-19 | 53,63 |
| | 01459729 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 11-Janv.-19 | 53,63 |
| ETUDE PIETRO MACERA INC. | 40888 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 11-Janv.-19 | 268,09 |
| FERNANDE MATHIEU | 190105 | 1 animation du conte , 3 à 5 ans (Les contes d'Églantine) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 08-Janv.-19 | 250,00 |
| GRISVERT INC. | inv082511 | Étape 4-rédaction doc. Récolte, frais coordination | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 721,79 |
| GROUPE DAGE | 2018338 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 04-Janv.-19 | 107,27 |
| G-TEK | m35677 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 23-Janv.-19 | 104,99 |
| GUYON, CHRISTIAN | rembempl1812 | Remboursement achat semelles à crampons | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 09-Janv.-19 | 10,52 |
| HKD SNOWMAKERS (TURBOCRISTAL INC.) | 45021 | Snowblaster, alum, snow coupling | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 16-Janv.-19 | 520,42 |
| HYDRO WESTMOUNT | 651385 | Consommation du 9 sept.18 au 7 janv. 19 | Travaux publics | Éclairage des rues | 23-Janv.-19 | 57,90 |
| IMPRIMERIE G.G. INC. | 74474 | 7500 flyers bibliothèque Père Ambroise Temps des fêtes | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Janv.-19 | 787,41 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| JARON FREEMAN | pm031619 | Cachet pour représentation du 16 mars 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 10-Janv.-19 | 2 362,22 |
| JEUNESSES MUSICALES CANADA | pm031619 | Cachet Anit Ghosh le 16 mars 2019 au Sanctuaire de l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 419,95 |
| JOLI THE | 200001417 | Service de thé- Événement Maison de la culture | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 16-Janv.-19 | 150,00 |
| KAREN SHERMAN | 2573 | Traduction formulaire CJVM | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 90,71 |
| KATTAM LARAKI-COTE | pm033019 | Cachet pour prestation du 30 mars 2019 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 2 099,75 |
| LABONTE, JONATHAN | rembempl1901 | la conception, l'auscultation et la gestion de l'entretien des voies cyclables (1er avril 2019) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 11-Janv.-19 | 666,58 |
| L'ALUMETTE, THEATRE DE MARIONNETTES | fr201904182 | Cachet pour la présentation de Bijoux le 11 avril 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 889,77 |
| LAMCOM TECHNOLOGIES INC. | 00148285 | Impression, laminage Maison de la Culture | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 788,39 |
| LAMIA YARED | fr201903159 | Cachet pour Ensemble Zaman le 28 mars 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 750,00 |
| L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE | 0023301218 | 4 coupons le 31 déc. 18 | Services administratifs | Conseil et soutien aux instances politiques | 15-Janv.-19 | 49,33 |
| | 0038371218 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 11-Janv.-19 | 42,94 |
| | 0077631218 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 21-Janv.-19 | 25,00 |
| | 0147651118 | 3 coupons le 30 nov. 18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 07-Janv.-19 | 32,21 |
| | 0147651218 | 6 coupons (comm.) 31 déc.18 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 63,14 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| LA TANIERE | fr201901135 | Cachet pour Misc le 31 janvier 2019 à la Maison de la culture | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 940,69 |
| LATITUDE 45/ ARTS PROMOTION INC. | fr201903153 | Cachet Ensemble Kamaan pour prestation du 7 mars 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 588,46 |
| L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC. | 185748 | 250 cartes d'affaire A. Bluteau nov. 18 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir | 24-Janv.-19 | 18,66 |
| | 185952 | Impression de cartes d'affaires (Déc 2018) pour Billal uyyahia et Nicolea Florea(circ) | Travaux publics | Autres - Transport | 24-Janv.-19 | 32,06 |
| | 186373 | Impression de cartes d'affaires-de déc2018-Bruno Collin | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 22-Janv.-19 | 18,66 |
| | 186388 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Conseil et soutien aux instances politiques | 09-Janv.-19 | 21,73 |
| | 186541 | Impression-Cartes d'aff-Déc 2018 pr Sergio Campos et Sylvain Daoust | Services aux entreprises et aménagement urbain | Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir | 15-Janv.-19 | 32,06 |
| | 186796 | Impression de cartes d'affaires (Jan 2019) pour Billal uyyahia (Circulation) | Travaux publics | Autres - Transport | 24-Janv.-19 | 18,66 |
| LE MUSEE MCCORD D'HISTOIRE CANADIENNE | z007384 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 25-Janv.-19 | 200,00 |
| L'EQUIPE SPECTRA INC | pm040619 | Cachet pour prestation de Jordan Officer le 6 avril 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 2 887,16 |
| LES ENSEIGNES ICUBIC INC. | 00018941 | Découpe vinyl pour 1 plaque | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 18,90 |
| | 00018942 | Découpe vinyle pour 8 plaques | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 480,27 |
| | 00019055 | Découpe 4 plaques | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 96,54 |
| LES EQUIPEMENTS COLPRON INC | 8374 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 08-Janv.-19 | 279,98 |
| LES MARCHES LOUISE MENARD INC. | 2667 | Fruits - souper fin d'année | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 09-Janv.-19 | 5,18 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| LES PRODUCTIONS PASA MUSIK INC. | pm051819 | Cachet pour la prestation de Shault le 18 mai 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 2 099,75 |
| | | | | | | |
| LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C. | 286627j2 | Boyau | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 09-Janv.-19 | 54,37 |
| | 286627l2 | Boyaux, succions | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 09-Janv.-19 | 446,35 |
| | | | | | | |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | m20318107 | Location d'une voiture pour Manon Ouellet-Déc 2018 | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 16-Janv.-19 | 739,11 |
| | | | | | | |
| LOUIS-PHILIPPE PAULHUS | fr201903157 | Cachet pour Le Cygne le 23 mars 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 839,90 |
| | pm041619 | Cachet pour la représentation du Théâtre de Deux mains le 13 avril 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 839,90 |
| | | | | | | |
| MADELEINE ROYER | fr201903156 | Cachet pour Une voix pour les poètes le 19 mas 2019 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 400,00 |
| | | | | | | |
| MARIE-THERESE DUVAL | avm1 | Révision bulletin d'arrondissement VM, hiver 18-19 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Janv.-19 | 180,00 |
| | | | | | | |
| MASIART | pm050419 | Spectacle jazz Mamselle Ruiz à St Jax le 4 mai 2019 | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 24-Janv.-19 | 2 099,75 |
| | | | | | | |
| MIKHAELLE SALAZAR | fr201904207 | Cachet pour la présentation de Deslembraca du 9 avril 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 600,00 |
| | | | | | | |
| MINISTRE DES FINANCES | 190115a | Programme -préposé à l'aqueduc - Sébastien Laforest | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 24-Janv.-19 | 115,00 |
| | 190115b | Programme préposé à l'aqueduc - Didier Beaudin | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 24-Janv.-19 | 115,00 |
| | 190115c | Programme préposé à l'aqueduc - Denis Lacasse | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 24-Janv.-19 | 115,00 |
| | | | | | | |
| MOBIDIC | 581 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 456,70 |
| | 583 | Développement dépliant 4 volets + illustration | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 10-Janv.-19 | 393,70 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| MOBIDIC | 586 | Version anglaise bulletin Hiver 2019 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 18-Janv.-19 | 787,41 |
| | | | | | | |
| MOUCHAORAB, SAMI | rembempl1901 | Remboursement frais de requalification sauveteur national le 15 janv.19 | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 24-Janv.-19 | 82,82 |
| | | | | | | |
| NICHOLAS WILLIAMS | pm030919 | Cachet pour Genticorum le 9 mars 2019`au Sanctuaire de l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 574,81 |
| | | | | | | |
| PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L. | 865054 | Frais de huissier-Div Circulation | Travaux publics | Autres - Transport | 24-Janv.-19 | 20,40 |
| | | | | | | |
| PATRICK MAYER-GREAVES | r139296 | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Émission des permis et inspections | 14-Janv.-19 | 140,00 |
| | | | | | | |
| PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST | b0000pd60s12 | Loyer août 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer avril 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer décembre 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer février 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 03-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer juillet 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer juin 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer mai 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer mars 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 03-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer novembre 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer octobre 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | b0000pd60s12 | Loyer septembre 2019 local s123 | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 04-Janv.-19 | 352,75 |
| | | | | | | |
| POPUPCAMP | 1356 | Halte garderie le 21 nov. 18 | Services administratifs | Greffe | 10-Janv.-19 | 427,50 |
| | 1357 | Halte garderie le 5 dec. 18 | Services administratifs | Greffe | 10-Janv.-19 | 427,50 |
| | | | | | | |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PRINCE, ANDREANNE | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de décembre | Travaux publics | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 08-Janv.-19 | 18,40 |
| PRODUCTIONS STRADA | fr201902144 | Cachet pour Amerikas le 12 février 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 2 099,75 |
| PROMOTIONS C.S.L. (LES) | 13302 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 11-Janv.-19 | 850,40 |
| QUACH, NGAN-HA-CATHY | rembempl1901 | Requalification moniteur de sécurité aquatique | Culture, sports, loisirs et développement social | Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 18-Janv.-19 | 108,00 |
| REMORQUAGE CENTRE-VILLE | c45708 | Service de remorquage-déplacement bombardier-M.Lazure | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 09-Janv.-19 | 68,24 |
| RONA INC | 411101077822 | livraison urbaine | Travaux publics | Épandage d'abrasifs | 16-Janv.-19 | 187,55 |
| ROSETTE D'ARAGON | 20190119 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Bibliothèques | 24-Janv.-19 | 140,00 |
| ROUGIER, ISABELLE | rembempl1812 | Achat chez renaissance (des tasses et du livre ) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 04-Janv.-19 | 85,30 |
| | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de août 2018 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 03-Janv.-19 | 27,82 |
| | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de novembre | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 03-Janv.-19 | 21,35 |
| | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de septembre 2018 | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 03-Janv.-19 | 15,28 |
| | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de décembre | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 04-Janv.-19 | 6,04 |
| | rembempl1812 | Déplacements ponctuels pour le mois de octobre | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 04-Janv.-19 | 17,33 |
| SALIM HAMMAD | pm042719 | Cachet pour la représentation du Rossignol le 27 avril 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 900,00 |
| SANIVAC | 0000499049 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 15-Janv.-19 | 94,01 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SANIVAC | 0000501020 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux | 15-Janv.-19 | 87,30 |
| | | | | | | |
| SAX SUR LE FLEUVE S.E.C._2 | r139295 | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Émission des permis et inspections | 11-Janv.-19 | 500,00 |
| | | | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | | 565,00 |
| | | | | | | |
| SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC. | 228310 | Livraison courrier du 3 déc. 18 | Direction - Ville-Marie | Gestion du personnel | 18-Janv.-19 | 13,34 |
| | 228315 | service de messagerie pour la DAUSE(R54277) | Services aux entreprises et aménagement urbain | Aménag. du territoire, réglementation et zonage | 09-Janv.-19 | 47,54 |
| | 228352 | service courrier les 10 et 19 déc. 18 | Services administratifs | Greffe | 09-Janv.-19 | 34,65 |
| | 228355 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 18-Janv.-19 | 133,24 |
| | 228358 | Envoi courrier des 20 et 21 déc. BAM | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 17-Janv.-19 | 49,63 |
| | | | | | | |
| SERVICES INFRASPEC INC. | 016998 | Mobilisation pour chloration (travaux annulés) | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 22-Janv.-19 | 650,92 |
| | | | | | | |
| SERVICES MATREC | m2000024462 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 14-Janv.-19 | 209,97 |
| | m2000024462 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Travaux publics | Nettoyage et balayage des voies publiques | 15-Janv.-19 | 209,97 |
| | | | | | | |
| SINGULIER PLURIEL | fr201903158 | Cachet pour Valparaiso le 26 mars 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 679,80 |
| | | | | | | |
| SIX CREATIVELAB | f1498c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 817,85 |
| | f1503c40 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 806,30 |
| | | | | | | |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 9674402274 | Frais de messagerie(TP-Inspection) | Travaux publics | Autres - Transport | 15-Janv.-19 | 325,37 |
| | 9675522177 | Frais de messagerie(TP-Inspection) | Travaux publics | Autres - Transport | 15-Janv.-19 | 35,83 |
| | 9676157869 | Expédition et retour courrier | Travaux publics | Transport - Dir. et admin. - À répartir | 21-Janv.-19 | 127,78 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 9676816149 | Frais de poste pour la Div. Circulation | Travaux publics | Autres - Transport | 23-Janv.-19 | 92,47 |
| SOCIETE ECOCITOYENNE DE MONTREAL | sem20190110 | 7 m de tissus l'animation Furoshiki | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 14-Janv.-19 | 56,35 |
| SPECTRE DE RUE INC . | 819 | Distribution 7 nov.18 Centre récréatif Poupart | Direction - Ville-Marie | Rel. avec les citoyens et communications | 01-Janv.-19 | 150,00 |
| SPI SANTE SECURITE INC. | 1017995000 | Adapatateur, support pour treuil, support pour ligne de vie | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 21-Janv.-19 | 910,24 |
| STEVE STRONGMAN | pm033019 | Cachet pour représentation du 30 mars 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 10-Janv.-19 | 2 099,75 |
| THEATRE A L'EAU FROIDE | fr201903155 | Cachet pour présentation de Buffles le 14 mars 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 784,79 |
| THEATRE DE LA PETITE MAREE | fr201903137 | Cachet pour présentation de Otomonogari le 5 mars 19 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 049,87 |
| THEATRE LA BETE HUMAINE | fr201901134 | Cachet pour présentation de Béa le 25 janvier 2019 à la maison de la culture Janine-Sutto | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 18-Janv.-19 | 1 994,76 |
| TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES | ar3594800 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 08-Janv.-19 | 13,68 |
| | ar3594801 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 08-Janv.-19 | 7,53 |
| | ar3594803 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Services administratifs | Administration, finances et approvisionnement | 08-Janv.-19 | 111,36 |
| TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC. | 83865 | Transport Claude Guy inc | Travaux publics | Réseau de distribution de l'eau potable | 04-Janv.-19 | 803,15 |
| UBA INC. | 1017694 | Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes) | Culture, sports, loisirs et développement social | Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance | 09-Janv.-19 | 128,53 |

Ville-Marie Montréal

**Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées**
**Janvier 2019**

| Nom fournisseur | Numéro facture | Description | Direction | Activité | Date compt | Montant |
|---|---|---|---|---|---|---|
| VANESSA MARCOUX | pm041319 | Cachet pour la représentation de Terres éloignées le 13 avril 2019 à l'église St-Jax | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 049,87 |
| | | | | | | |
| VIDEO PHASE | fr201902145 | Cachet pour Lumens le 26 février 2019 MCF | Culture, sports, loisirs et développement social | Centres communautaires - Activités culturelles | 03-Janv.-19 | 1 889,77 |
| | | | | | | |
| ZAMBITO, DOMENICO | rembempl1901 | Remboursement frais kilométrage et stationnement le 20 dec.18 | Services administratifs | Greffe | 08-Janv.-19 | 10,97 |
| | | | | | | **79 816,03** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1187303010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

1) D'accorder, pour le lot 3 285 252 tel qu'identifié au plan numéro 1 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes, modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14 et 15 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié);
2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) les retraits d'alignements, la préservation du bâtiment existant et la relocalisation de la pinte de lait existante doivent être substantiellement conformes au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018;

b) la hauteur, la densité et l'implantation doivent être conformes au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

c) la fenestration et le traitement des ouvertures doivent être respectueux du caractère architectural d'origine;

d) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique et sur le passage piétonnier;

e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 750 360 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que la structure du quatrième étage soit complétée; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

f) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable supplémentaire d'un montant de 500 240 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restaurations et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

g) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i) la structure soutenant la pinte de lait doit tendre à reprendre l'aspect de la structure d'origine;

ii) la conservation et la restauration des portions du bâtiment à préserver doivent permettre d'assurer le respect des caractéristiques d'origine;

iii) le projet doit assurer une interface animée en bordure du passage piétonnier;

3) La présente résolution prendra effet au moment de l'enregistrement d'une servitude d'accès public pour le passage piéton projeté sur la lisière identifiée comme réserve foncière au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018. Cette servitude doit être enregistrée dans un délai de 12 mois, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-07 15:00

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 21 novembre 2018 | Résolution: CA18 240625 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'accorder le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le lot 3 285 252 tel qu'identifié au plan numéro 1 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes, modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14 et 15 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) les retraits d'alignements, la préservation du bâtiment existant et la relocalisation de la pinte de lait existante doivent être substantiellement conformes au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018;
   b) la hauteur, la densité et l'implantation doivent être conformes au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) la fenestration et le traitement des ouvertures doivent être respectueux du caractère architectural d'origine;
   d) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique et sur le passage piétonnier;
   e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 750 360 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que la structure du quatrième étage soit complétée; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

f) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable supplémentaire d'un montant de 500 240 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restaurations et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

g) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
   i) la structure soutenant la pinte de lait doit tendre à reprendre l'aspect de la structure d'origine;
   ii) la conservation et la restauration des portions du bâtiment à préserver doivent permettre d'assurer le respect des caractéristiques d'origine;
   iii) le projet doit assurer une interface animée en bordure du passage piétonnier;

3) La présente résolution prendra effet au moment de l'enregistrement d'une servitude d'accès public pour le passage piéton projeté sur la lisière identifiée comme réserve foncière au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018. Cette servitude doit être enregistrée dans un délai de 12 mois, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet.

– – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – –

*Des questions sont posées et des commentaires formulés.*

– – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – – –

Adoptée à l'unanimité.

40.18
1187303010
pp 387

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 22 novembre 2018

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240695 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

De modifier le second projet de résolution comme suit :

- par la suppression, à la première ligne de l'objet de la résolution, du mot « résidentiel »;
- par l'insertion, à la suite du sous-paragraphe i) du paragraphe g) de l'article 2), du sous-paragraphe suivant :

  « ii) l'implantation, la volumétrie et l'architecture de la tour doivent assurer la mise en valeur de la pinte de lait; »

- par le remplacement de l'article 3) par le suivant :

  « 3) La présente résolution prendra effet à la date de publication au registre foncier du Québec, d'une servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation du domaine public, sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec d'une superficie aproximative de 505,9 m², identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve, arpenteur géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute. La responsabilité de l'entretien de l'assiette de cette servitude sera convenue entre les parties. »

- par l'insertion, à la suite de l'article 3), de l'article suivant :

  « 4) Cette servitude doit être consentie à titre gratuit à la Ville et doit être publiée dans un délai de 18 mois, à partir de la date d'adoption de la résolution, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet. »

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

1) D'accorder, pour le lot 3 285 252 tel qu'identifié au plan numéro 1 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes, modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14 et 15 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) les retraits d'alignements, la préservation du bâtiment existant et la relocalisation de la pinte de lait existante doivent être substantiellement conformes au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018;
   b) la hauteur, la densité et l'implantation doivent être conformes au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) la fenestration et le traitement des ouvertures doivent être respectueux du caractère architectural d'origine;
   d) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique et sur le passage piétonnier;
   e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 750 360 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que la structure du quatrième étage soit complétée; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   f) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable supplémentaire d'un montant de 500 240 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restaurations et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   g) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i) la structure soutenant la pinte de lait doit tendre à reprendre l'aspect de la structure d'origine;
      ii) l'implantation, la volumétrie et l'architecture de la tour doivent assurer la mise en valeur de la pinte de lait;
      iii) la conservation et la restauration des portions du bâtiment à préserver doivent permettre d'assurer le respect des caractéristiques d'origine;
      iv) le projet doit assurer une interface animée en bordure du passage piétonnier;

3) La présente résolution prendra effet à la date de publication au registre foncier du Québec, d'une servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation du domaine public, sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec d'une superficie aproximative de 505,9 m², identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve , arpenteur géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute. La responsabilité de l'entretien de l'assiette de cette servitude sera convenue entre les parties.

4) Cette servitude doit être consentie à titre gratuit à la Ville et doit être publiée dans un délai de 18 mois, à partir de la date d'adoption de la résolution, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1187303010
pp 387

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1187303010** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

***Mise en situation***

Il est proposé d'apporter huit modifications au projet de résolution adopté au conseil d'arrondissement du 21 novembre 2018. Il s'agit principalement de précisions relatives à la servitude et d'un critère d'évaluation supplémentaire découlant d'une demande faite au cours de l'assemblée publique de consultation.

***Description et justification***

Tout d'abord, la première modification s'applique à l'objet de la résolution. Il s'agit de supprimer la précision affirmant que le bâtiment à construire sera résidentiel alors qu'aucune contrainte de ce type n'est prévue dans le texte de la résolution et que les dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ne sont pas limitatives non plus.

Les modifications suivantes visent à préciser et corriger les conditions d'enregistrement de la servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation ainsi qu'à modifier le délai de publication afin de répondre à une demande interne du Service de la gestion et de la planification immobilière.

Toutes les modifications susmentionnées ont été présentées lors de l'assemblée publique du 30 novembre 2018. Au cours de cette assemblée, plusieurs intervenants ont demandés à ce que le projet mette en valeur la pinte de lait. En réponse à cette demande, un nouveau critère d'évaluation pour la révision de projet assurant cette mise en valeur a été ajouté.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande d'adopter le second projet de règlement, incluant lesdites modifications.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions / Conseil du patrimoine de Montréal / Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

514872-8524
**Tél :**
**Télécop. :** 000-0000

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1187303010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de modification d'un règlement de plan d'ensemble a été déposée en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (CA-24-011). Cette modification vise à préciser les conditions de développement pour une partie du site visé par le projet particulier, soit le 1025, Lucien-L'Allier, et à y inclure la création d'une servitude réelle et perpétuelle de passage sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »). (3001429972)

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240195 – 11 avril 2017 – Décréter le renouvellement de l'imposition d'une réserve foncière, à des fins de parc/espace public, sur une partie du lot 3 285 252 correspondant à une parcelle vacante d'un terrain, située entre les rues Lucien-L'Allier et de la Montagne
CA15 240186 - 14 avril 2015 - Décréter l'imposition d'une réserve foncière à des fins de parc sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec correspondant à une parcelle vacante d'un terrain, située entre les rues Lucien-L'Allier et de la Montagne.

CA03 240070 – 4 février 2003 – Projet particulier autorisant autorisant la Cité du commerce électronique à exploiter commercialement son stationnement souterrain et à devancer la démolition partielle de l'édifice situé au 1024, rue Lucien-L'Allier

Règlement 01-313 – 21 décembre 2001 – *Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258).*

Règlement 00-258 - 13 décembre 2000 - *Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un*

*emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier.*

**DESCRIPTION**

*Le site*
Le site visé est compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine, qui devait accueillir le complexe immobilier de la Cité du commerce électronique, projet datant de l'an 2000. À terme, l'îlot devait comprendre 6 tours dont seulement deux ont été construites, en tête d'îlot sur René-Lévesque. Le programme du Gouvernement du Québec qui finançait le projet a été aboli en 2003. En 2012, la Société de développement et d'habitation de Montréal (SHDM) a vendu l'ensemble du site.

L'édifice Guaranteed Pure Milk, sis au 1025, rue Lucien-L'Allier, est inoccupé depuis plusieurs décennies. Complété en 1931, selon les plans de Hutchison & Wood, ce bâtiment avait au départ une fonction de nature industrielle (produits laitiers). Depuis sa construction, il est surmonté d'un château d'eau ornemental en forme de pinte de lait.

Au nord du site, deux tours (1350 et 1360, René-Lévesque) prévues dans le plan d'ensemble de la Cité du commerce électronique ont été érigées en 2003 et 2004. Au sud, un projet particulier autorise la construction d'un bâtiment d'une densité de 12, comprenant une tour de logements de 174 mètres, ayant front sur la rue Lucien-L'Allier. Enfin, entre ces projets situés au sud et la proposition à l'étude, un passage piéton est prévu par le programme particulier du quartier des gares.

*Le projet*
Il est proposé d'ériger une tour sur la structure du bâtiment existant dont la hauteur et la densité seraient conformes au règlement d'urbanisme. Cette tour présenterait un retrait de 9 mètres par rapport à la rue Lucien-L'Allier et entraînerait le déplacement de la pinte de lait du côté de la rue Lucien-L'Allier.L'immeuble sera grevé d'une servitude réelle et perpétuelle de passage en faveur de la Ville de Montréal pour permettre l'aménagement d'un passage piéton entre les rues Lucien-L'Allier et de la Montagne, afin de faciliter l'accès aux citoyens à la station de métro Lucien-L'Allier. Cette servitude sera consentie à la Ville à titre gratuit.

*Cadre réglementaire et dérogations*
La réglementation en vigueur sur le site présente des paramètres différant du projet proposé :

· le règlement encadrant le projet d'ensemble de la Cité du commerce électronique (00-258 modifié) fige les alignements de construction en fonction du projet de développement abandonné et ne prend pas en compte le passage piétonnier à venir ni la proposition de construction actuelle (art. 3);
· ce même règlement fixe la hauteur maximale à moins de 80 mètres (art. 4, 5,6) alors que le règlement d'urbanisme prévoit une surhauteur de plus de 120 mètres;
· le règlement de la Cité du commerce électronique fixe également la densité maximale de l'ensemble des bâtiments à être construits à un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9,2 (art. 7) alors que le règlement prévoit un maximum de 12;
· les conditions d'autorisation de démolition du bâtiment existant ne prévoit pas la conservation de la façade latérale qui sera préservée avec la nouvelle proposition (art. 12);
· la garantie bancaire de 500 000 $ associée à la démolition du bâtiment existant est inférieur au montant prévu en fonction des paramètres de la réglementation en vigueur (art. 14 et 15).

Enfin, une réserve foncière est en vigueur sur une lisière située au sud du lot pour permettre l'aménagement d'un passage piéton. Le renouvellement de la réserve foncière sur l'Immeuble viendra à échéance au mois de mai 2019.

**JUSTIFICATION**

**Encadrement de la démolition et de la préservation du bâti existant**
Le plan d'ensemble de la Cité électronique, adopté en 2000, prévoyait la conservation d'une partie du bâtiment de la Guaranteed Pure Milk (1025, Lucien-L'Allier) et de la façade de l'édifice Bell Telephone (975, Lucien-L'Allier). La partie conservée du bâtiment de l'ancienne laiterie comprenait uniquement la façade sur une profondeur variant de 2 à 13 m. En 2001, ce plan d'ensemble est modifié afin de réduire le nombre de bâtiments à ériger, et de conserver une plus large proportion des deux immeubles industriels patrimoniaux de la rue Lucien-L'Allier.

Ainsi, le règlement en vigueur prévoit que la démolition partielle du 1025, Lucien-L'Allier est permise si la partie restante du bâtiment est maintenue et réparée afin de constituer un immeuble viable, pouvant être occupé (art. 10.1). Il prévoit également qu'un devis technique décrivant les mesures à mettre en œuvre pour conserver et restaurer les façades et parties des bâtiments des 975 et 1025 Lucien-L'Allier doit être déposé lors de la demande de permis (art.12) et qu'une garantie bancaire de 500 000$ doit être déposée au moment de la démolition (art. 14).

Par ailleurs, un projet particulier a été adopté en 2015, puis modifié en 2018, pour la portion du site située au sud, incluant l'autre bâtiment industriel patrimonial, le 975, rue Lucien-L'Allier. Ce projet particulier prévoit notamment que le bâtiment industriel doit désormais être conservé sur une profondeur d'au moins 15 m par rapport au plan principal de la façade.

Ainsi, il est proposé de prévoir des conditions similaires pour encadrer la démolition et l'implantation du bâtiment, mais en incluant la conservation de la façade latérale ayant front sur le futur passage piétonnier. Enfin, il est proposé d'assortir cette autorisation de démolition d'une garantie monétaire ajustée en fonction des paramètres réglementaires adoptés en octobre 2018. Ainsi, le calcul du montant exigé inclurait non seulement la valeur du bâtiment visé, mais également le terrain. Cette augmentation est d'autant plus justifiée étant donné qu'un ornement patrimonial, la pinte de lait, devra être déplacé pour permettre la construction de la nouvelle tour.

**Servitude réelle et perpétuelle de passage**
Dans le contexte de l'aménagement d'un passage piéton afin de connecter les rues Lucien-L'Allier et de la Montagne, la proposition permet de restaurer la façade d'un bâtiment patrimonial industriel de qualité qui complétera son encadrement. De plus, la densification de cet îlot permettra d'augmenter l'achalandage et la fréquentation du passage à venir. Par conséquent, la création d'une servitude réelle et perpétuelle de passage sur l'Immeuble, en faveur de la Ville de Montréal, est requise.

**Paramètres de hauteur et de densité**
Actuellement, le règlement d'urbanisme permet une hauteur de 44 m, une surhauteur de plus de 120 m, ainsi qu'une densité de 12. De son côté, la proposition prévoit une tour d'une hauteur, d'approximativement 128 m, et une densité supérieure à celle prévue au plan d'ensemble, mais qui serait conforme au règlement d'urbanisme. Par conséquent, considérant les paramètres de densité et de hauteur prévus pour ce secteur, il est justifié de déroger au règlement de plan d'ensemble en vigueur pour permettre la réalisation d'un projet qui cadre avec le contexte actuel, soit la même justification que pour le projet situé plus au sud (1000, rue de la Montagne).

***Considérations***

· le règlement de plan d'ensemble en vigueur (00-258 modifié) n'est plus représentatif du développement de l'îlot visé par la proposition;
· la démolition partielle du bâtiment Garanteed Pure Milk doit tenir compte du développement et des aménagements futurs du secteur ;
· la garantie monétaire doit être renouvelée afin de tenir compte des éléments à conserver et restaurer, mais également des nouvelles dispositions prévue par le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) en cours d'adoption;
· la visibilité de la pinte de lait est maximisée en la déplaçant à l'angle de la rue Lucien -L'Allier et du futur passage piéton;
· les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme constituent des orientations valables pour le développement du secteur visé;
· une servitude réelle et perpétuelle de passage (au profit) sur l'Immeuble, en faveur de la Ville de Montréal, est nécessaire pour l'aménagement du passage piéton prévu au PPU du Quartier des gares;
· le comité consultatif d'urbanisme et le conseil du patrimoine ont émis des avis favorables à la proposition.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande de modification de projet particulier aux conditions suivantes :**

· le nouveau projet doit respecter les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme
· les façades ayant front sur la rue Lucien-L'Allier et sur le passage piéton doivent être conservées et restaurées;
· un plan d'implantation de la tour présentant des retraits d'alignement significatif par rapport aux façades du bâtiment à conserver doit être fourni et intégré à la résolution de projet particulier;
· la pinte de lait devra être relocalisée afin de favoriser sa visibilité et sa structure devra être conservée ou être reproduite conformément à son aspect d'origine ;
· une servitude réelle et perpétuelle de passage sur l'Immeuble, doit être consentie à la Ville de Montréal à titre gratuit. L'assiette de la servitude, d'une superficie approximative de 505,9 m², est identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve, arpenteur- géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute;
· une garantie monétaire conformément aux nouvelles dispositions du règlement sur la démolition d'immeubles doit accompagner l'autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s. o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s. o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s. o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s. o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement;

- Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation et 2ème lecture du conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Conseil d'arrondissement.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions / Conseil du patrimoine de Montréal / Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Daniel GRECESCU, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-10-12

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :** 514 123-4567

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE

Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-07

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**5 juillet 2018**
**3001429972**
**4.2.2**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 1025, rue Lucien-L'Allier

**Responsables :** Olivier Légaré et Bruno Collin

**Description :** La demande vise la modification d'un projet particulier. Il est proposé d'ériger une tour sur la structure du bâtiment existant qui serait conforme à la hauteur maximale (200 m) et à la densité maximale (12) autorisées par le règlement d'urbanisme. Cette tour présenterait un retrait de 9 mètres par rapport à la rue Lucien-L'Allier et entraînerait le déplacement de la pinte de lait du côté de la rue Lucien-L'Allier. Enfin, une lisière du terrain non construite serait cédée par servitude à la Ville de Montréal pour la réalisation du passage piéton prévu pour relier les rues Lucien-L'Allier et de la Montagne.

La réglementation en vigueur sur le site présente les paramètres suivants :

- le règlement encadrant le projet d'ensemble de la Cité du commerce électronique (00-258 modifié) fixe les alignements de construction en fonction des plans du projet de développement de l'îlot complet (art. 3);
- ce même règlement fixe la hauteur maximale à moins de 70 mètres pour un bâtiment construit sur le site visé (art. 4, 5,6)
- ce règlement fixe la densité maximale de l'ensemble des bâtiments à être construits sur ce territoire à un COS de 9,2 (art. 7);
- ce règlement comprend également les conditions d'autorisation de démolition du bâtiment existant (art. 12);
- une garantie bancaire de 500 000 $ est associée à la démolition du bâtiment existant (art. 14 et 15).

Enfin, une réserve foncière est en vigueur sur une lisière située au sud du lot pour permettre l'aménagement d'un passage piéton.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Un Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux (Règlement 00-258) a été adopté le 13 décembre 2000.

Un Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux (Règlement 01-313) a été adopté le 21 décembre 2001.

Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA03 240070) a été adopté le 4 février 2003, autorisant la Cité du commerce électronique à exploiter commercialement son stationnement souterrain et à devancer la démolition partielle de l'édifice situé au 1024, rue Lucien-L'Allier.

Décréter l'imposition d'une réserve foncière à des fins de parc/espace public, sur une partie du lot 3 285 252 (CA15 240186).

Renouvellement de l'imposition d'une réserve foncière à des fins de parc/espace public, sur une partie du lot 3 285 252 (CA17 240195).

**Considérant que :** Le règlement de plan d'ensemble en vigueur (00-258 modifié) n'est plus représentatif du développement de l'îlot visé par la proposition.

**Considérant que :** La démolition partielle du bâtiment Garanteed Pure Milk doit tenir compte du développement et des aménagements futurs du secteur.

**Considérant que :** La garantie monétaire doit être renouvelée afin de tenir compte des éléments à conserver et restaurer, mais également des nouvelles dispositions prévues par le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) en cours d'adoption.

**Considérant que :** Les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme constituent des orientations pour le développement du secteur visé.

**Considérant qu' :** Une servitude de passage au profit de la Ville de Montréal est nécessaire pour l'aménagement d'un passage piéton.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS AVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Respecter les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme pour le nouveau projet.**
- **Conserver et restaurer les façades ayant front sur la rue Lucien-L'Allier et sur le passage piéton.**
- **Fournir un plan d'implantation de la tour présentant des retraits d'alignement significatif par rapport aux façades du bâtiment à conserver et l'intégrer à la résolution de projet particulier.**
- **Relocaliser la pinte de lait selon l'option A présenté**
- **Conclure une servitude de passage public en faveur de la Ville de Montréal pour une lisière correspondant à la réserve foncière en vigueur.**
- **Fournir une garantie monétaire conformément aux nouvelles dispositions du règlement sur la démolition d'immeuble, accompagnant l'autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

**AVIS** DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 21 SEPTEMBRE 2018
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

# Transformation de l'édifice Guaranteed Pure Milk

A18-VM-02

Localisation : 1025, Lucien-L'Allier
Arrondissement Ville-Marie

Reconnaissance municipale : Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle au Plan d'urbanisme

Le Conseil du patrimoine de Montréal a demandé à l'Arrondissement Ville-Marie que le projet lui soit présenté, considérant la valeur patrimoniale du lieu[1].

## LOCALISATION ET DESCRIPTION DU PROJET

Le site du projet est occupé par l'édifice Guaranteed Pure Milk, bâtiment de 3 à 4 étages de style Art Déco, construit par les architectes Hutchison & Wood en 1931 et aujourd'hui vacant. Depuis sa construction, ce bâtiment est surmonté d'un réservoir d'eau ayant la forme d'une pinte de lait fabriquée à l'époque par la Dominion Bridge de Lachine.

Le projet prévoit la construction d'une tour résidentielle surmontant le bâtiment existant, qui sera en partie conservé et dont le rez-de-chaussée aura des fonctions commerciales. La tour serait implantée avec un retrait de 9m par rapport à la rue Lucien-l'Allier et entrainerait le déplacement de la pinte de lait, qui serait avancée en bordure de la rue. Une lisière de terrain qui longe la façade latérale de l'édifice Guaranteed Pure Milk serait cédée par servitude à la Ville, pour la réalisation d'un passage piéton reliant les rues Lucien-l'Allier et de la Montagne.

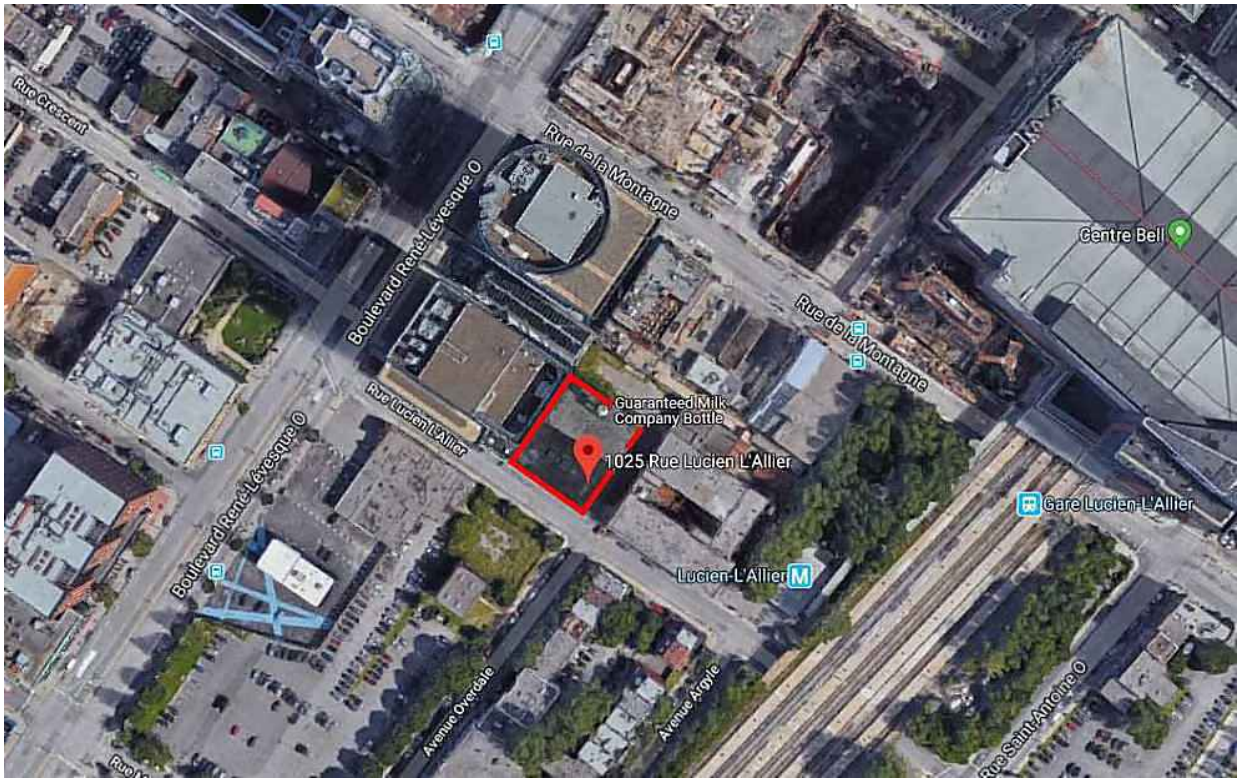



L'édifice Guaranteed Pure Milk, surmonté de la pinte de lait. Source : Arrondissement Ville-Marie 2018.

[1] Le projet a reçu un avis favorable avec conditions du Comité consultatif d'urbanisme de l'Arrondissement de Ville-Marie le 5 juillet 2018.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm




Localisation du site du projet. Source : Google Maps 2018.

## ENJEUX ET ANALYSE DU PROJET À L'ÉTUDE

Le CPM a reçu les représentants de l'Arrondissement de Ville-Marie, de la firme d'architecture responsable du projet, ainsi que les représentants du propriétaire lors de sa séance du 21 septembre 2018. Le contexte réglementaire, l'analyse de la visibilité de la pinte de lait, l'implantation et la programmation du projet, ainsi que la position de l'Arrondissement sur le projet ont été présentés. Le CPM remercie l'Arrondissement et les requérants pour leur présentation. Il émet ses commentaires dans les paragraphes suivants.

### Déplacement de la pinte de lait

Le rayonnement visuel de la pinte de lait a largement diminué au cours du temps, dû au développement de bâtiments de grande hauteur dans son environnement direct. De par sa position en retrait du domaine public, elle n'est actuellement perceptible que depuis quelques points de vue très circonscrits. Le CPM est en accord avec la proposition de déplacer la pinte à l'angle de la rue Lucien-L'Allier et du futur passage piéton, considérant que cela améliorera sa visibilité.

Le repositionnement de la pinte entre des gratte-ciel modifiera son contexte visuel, qui permettra de la découvrir au travers d'une nouvelle trame urbaine. Cela permettra également de signaler l'entrée du passage piéton. La modification de la perception de cet objet iconique dans son futur contexte soulève néanmoins certains enjeux. En particulier, le CPM se questionne sur le futur « arrière-plan », que le projet proposé offrira à la pinte. Son caractère « photogénique » est actuellement renforcé par son expression, depuis certains angles de vues, d'objet « découpé

dans le ciel ». Dans ce cadre, le CPM est d'avis qu'une attention particulière doit être accordée au traitement de la façade de la tour située directement à proximité, qui constituera le nouveau « fond de scène » de la pinte. À ce titre, il recommande d'éviter les découpes dans le volume de la tour à ce niveau, privilégiant une surface plane et uniforme.

Le CPM encourage les requérants dans leur intention d'aménager un espace commun sur la toiture de l'édifice, offrant un point de contact privilégié avec la pinte et favorisant sa mise en valeur.

**Transformation de l'édifice Guaranteed Pure Milk**

Le CPM souligne les améliorations apportées depuis le plan d'ensemble de la Cité du commerce électronique, adopté en 2000, tant sur le plan des conditions de conservation du bâtiment de l'ancienne laiterie et du bâtiment voisin de Bell Téléphone (975, Lucien-L'Allier), qu'en ce qui concerne l'imposition récente de la réserve foncière qui permettra la réalisation du passage piéton entre ces deux édifices. Le projet prévoit dans ce cadre de conserver la façade latérale de l'édifice Guaranteed Pure Milk, qui sera longée par le passage piéton.

Le CPM salue également la volonté de conserver au moins deux travées de la structure du bâtiment existant (en bordure de la rue Lucien-L'Allier), mais a des craintes quant à l'impact des contraintes techniques énoncées sur la concrétisation de cette intention. Considérant la proximité de la gare et du métro, le CPM incite le requérant à limiter l'ampleur et l'emprise du stationnement, afin de maximiser la conservation d'une partie plus importante du bâtiment, notamment en augmentant le retrait de la tour (1.50 m) prévu par rapport au passage piéton. En outre, le CPM insiste pour que l'arrimage de la nouvelle structure de la tour au bâtiment ancien permette d'éviter le passage de planchers et de colonnes devant les fenêtres des façades conservées, comme il a pu le constater dans des projets récents impliquant des interventions de « façadisme ».

Le CPM est en faveur de l'implantation de commerces au rez-de-chaussée, tel que prévu au projet. L'accessibilité à ces commerces constitue néanmoins un enjeu majeur, qu'il encourage à considérer dans la perspective d'animation du futur passage piétonnier. Il appuie donc l'intention de disposer les accès aux commerces en façade latérale, dont les ouvertures au RDC se prêtent davantage à cet usage que celles de la façade principale, qui devraient demeurer intactes. Il insiste également sur les bénéfices que pourrait générer une véritable mise en valeur des façades et des portions intérieures du bâtiment d'origine qui seront conservées dans le projet.

Le CPM fait valoir auprès de l'Arrondissement l'importance du traitement de la façade latérale de l'édifice de Bell Telephone, situé en vis-à-vis du projet. Il est d'avis que la tour prévue à cet emplacement devrait également faire l'objet d'un retrait latéral, afin de préserver l'échelle du bâtiment existant. Cela permettra d'encourager un dialogue avec le présent projet et favorisera la qualité de l'encadrement du passage piétonnier.

## AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet de transformation et d'agrandissement de l'édifice Guaranteed Pure Milk. Il est d'avis que le déplacement de la pinte de lait, en bordure de la rue Lucien-l'Allier, permettra d'accentuer le rôle de repère urbain de cette icône du paysage montréalais. Il formule les recommandations suivantes :

- Accorder une attention particulière au traitement de la façade de la tour qui jouxtera la pinte, afin de constituer un « arrière-plan » qui puisse garantir sa mise en valeur;
- Maximiser le maintien d'une partie significative et intègre de l'édifice Guaranteed Pure Milk, en façade principale comme du côté du passage piéton, en s'assurant d'un arrimage optimal de la structure de la tour à la partie subsistante;
- Garantir un encadrement soigné du passage piéton, animé et à l'échelle humaine. À cette fin, assurer le maintien d'un basilaire de petit gabarit pour l'édifice de Bell Téléphone (975, Lucien-L'Allier).

Président,

**ORIGINAL SIGNÉ**

Peter Jacobs

Le 3 octobre 2018

# 1025, RUE LUCIEN-L'ALLIER

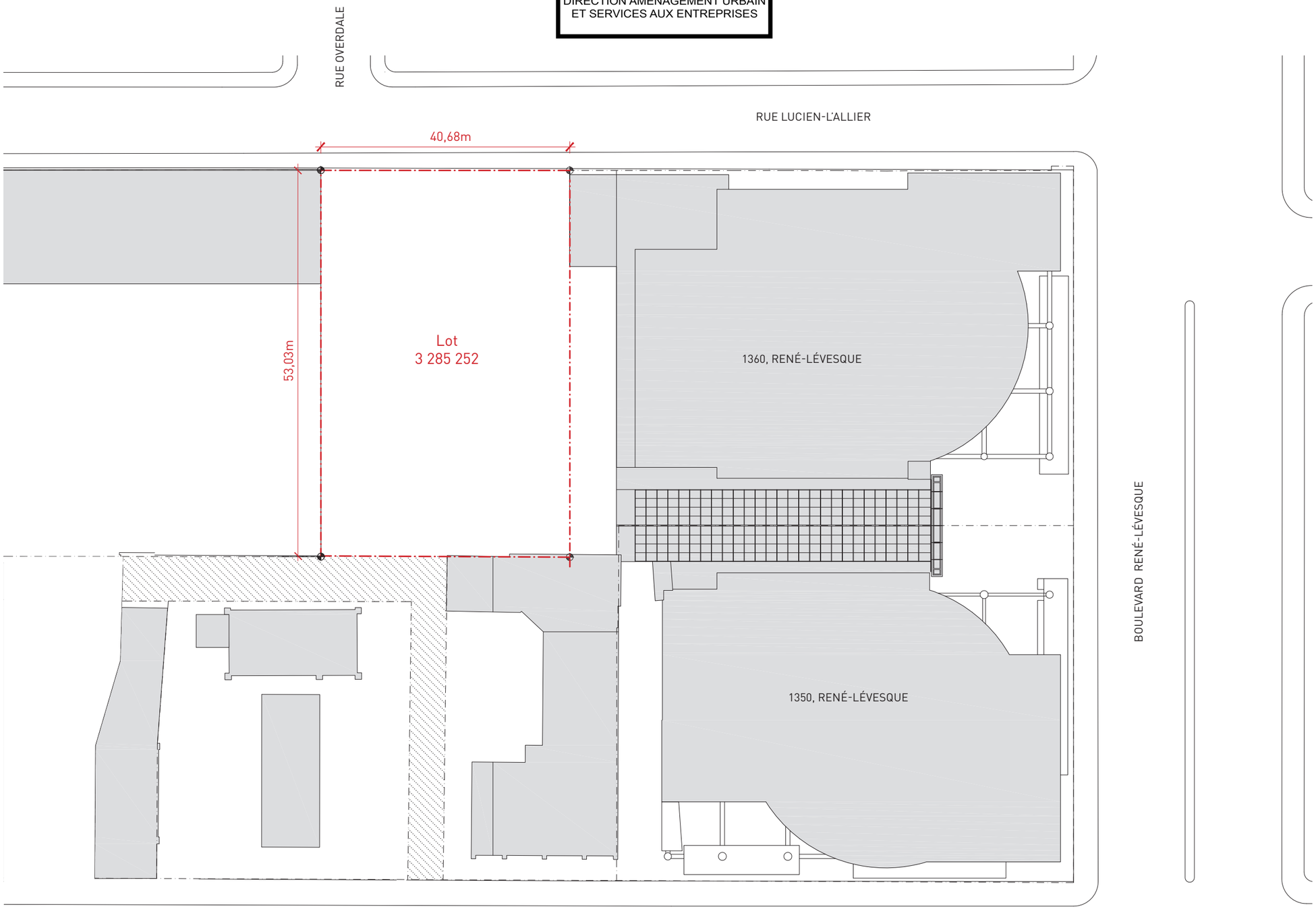
Lot visé par la demande de modification du PPCMOI du 4 juin 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 août 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES






GWL CONSEILLERS IMMOBILIERS

BÉÏQUE . LEGAULT . THUOT
ARCHITECTES

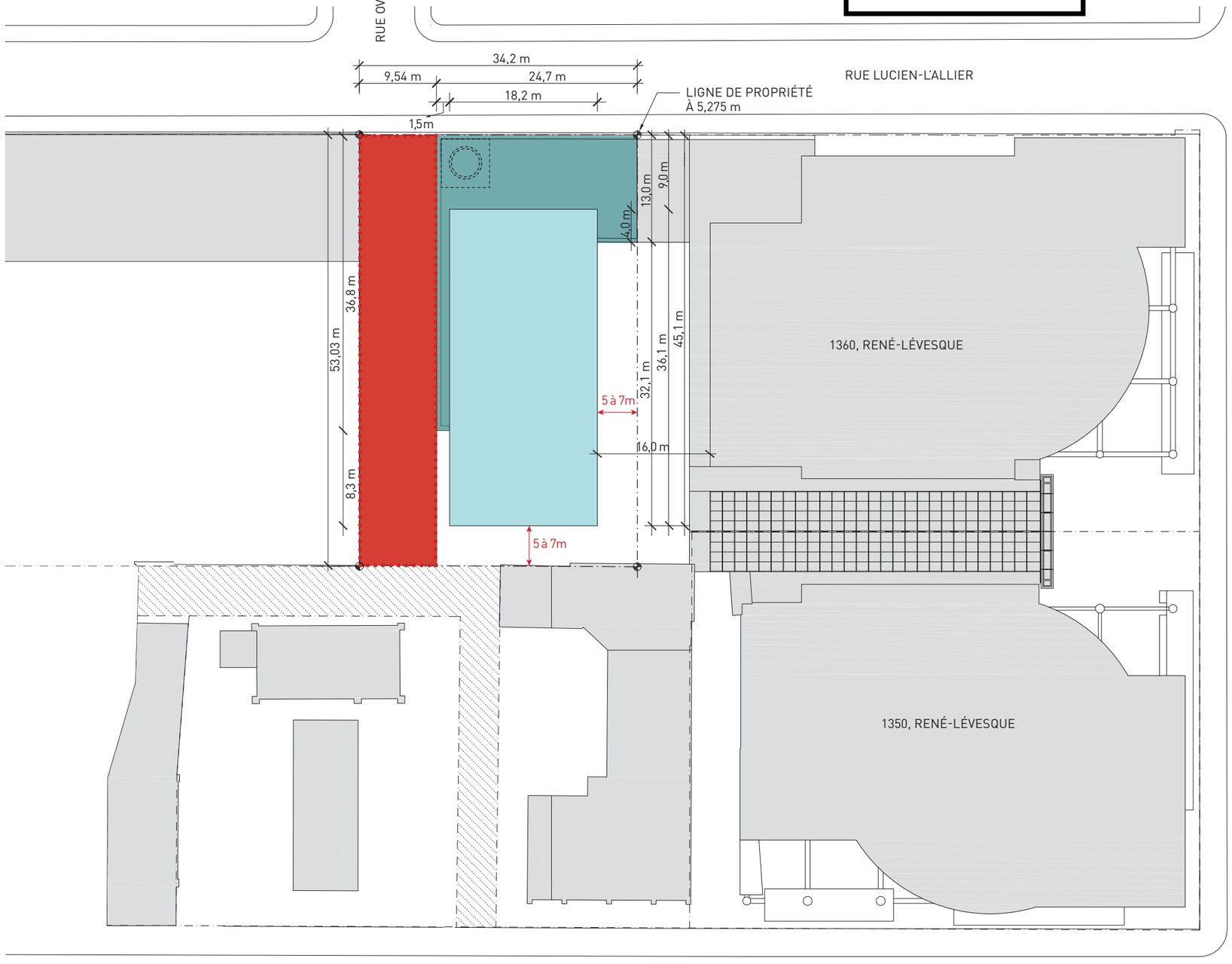
Document émis le 13 juillet 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 août 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# MODIFICATION DU PPCMOI | PLAN D'IMPLANTATION




ÉDIFICE GUARANTEED PURE MILK
PARTIE PRÉSERVÉE

AGRANDISSEMENT POTENTIEL
VOLUMÉTRIE PROPOSÉE

RÉSERVE FONCIÈRE
505,9 m²

RUELLE ARRIÈRE
(PROPRIÉTÉ DE LA VILLE)

PINTE DE LAIT
(RELOCALISATION PROPOSÉE)

FAÇADE DE RAYONNEMENT
(CCQ, ART. 3.2.3.1) *

* Distance à titre indicatif afin d'obtenir le maximum de fenestration possible.

Si l'on veut agrandir le plancher type et ainsi réduire la hauteur de l'édifice, la marge de recul latérale pourrait être réduite à 5 mètres au lieu de 7 mètres, mais cela implique de compartimenter et/ou réduire la fenestration.

# 1025, RUE LUCIEN-L'ALLIER

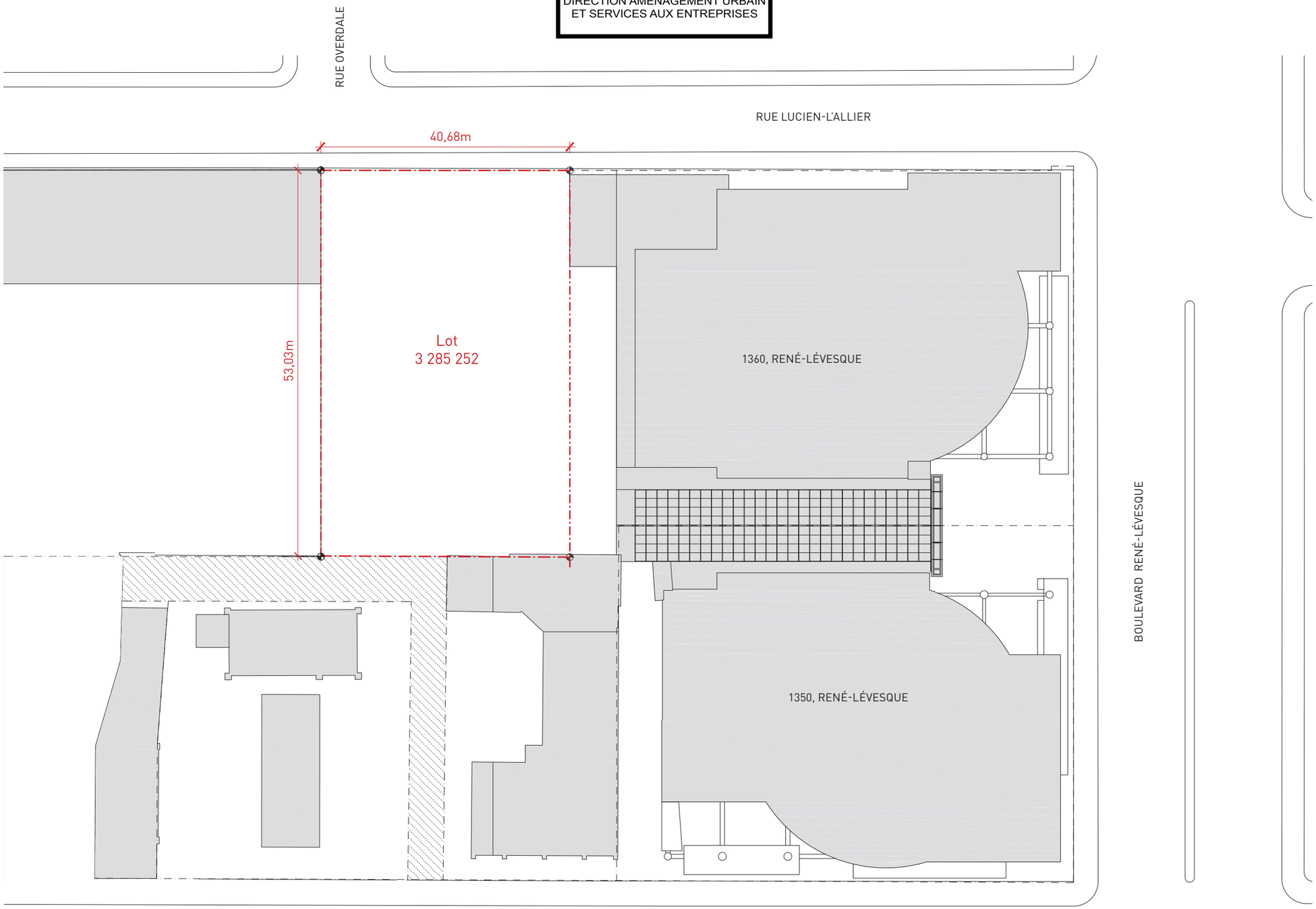
Lot visé par la demande de modification du PPCMOI du 4 juin 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 août 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES






GWL CONSEILLERS IMMOBILIERS

BÉÏQUE . LEGAULT . THUOT
ARCHITECTES

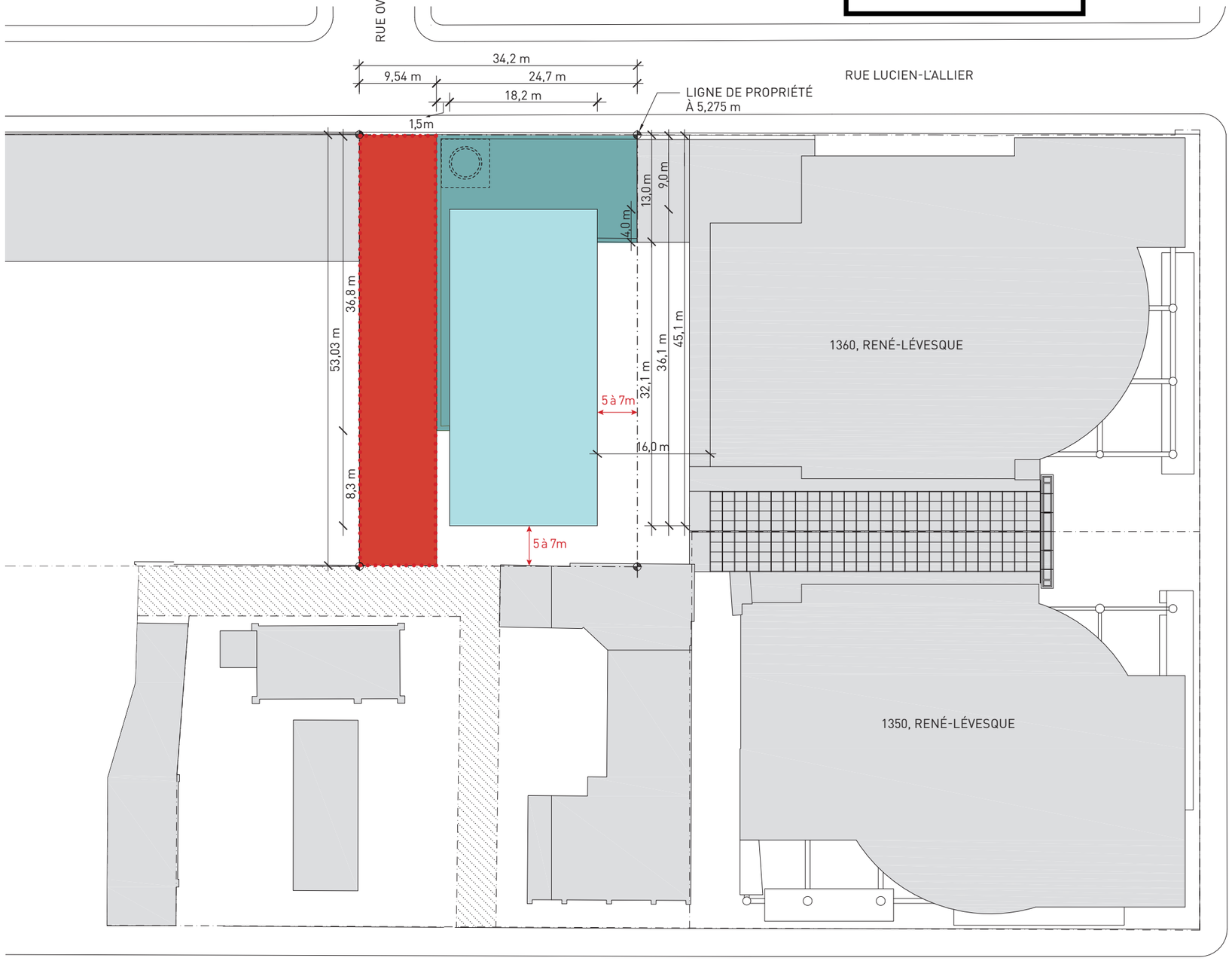
Document émis le 13 juillet 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 août 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# MODIFICATION DU PPCMOI | PLAN D'IMPLANTATION




ÉDIFICE GUARANTEED PURE MILK
PARTIE PRÉSERVÉE

AGRANDISSEMENT POTENTIEL
VOLUMÉTRIE PROPOSÉE

RÉSERVE FONCIÈRE
505,9 m²

RUELLE ARRIÈRE
(PROPRIÉTÉ DE LA VILLE)

PINTE DE LAIT
(RELOCALISATION PROPOSÉE)

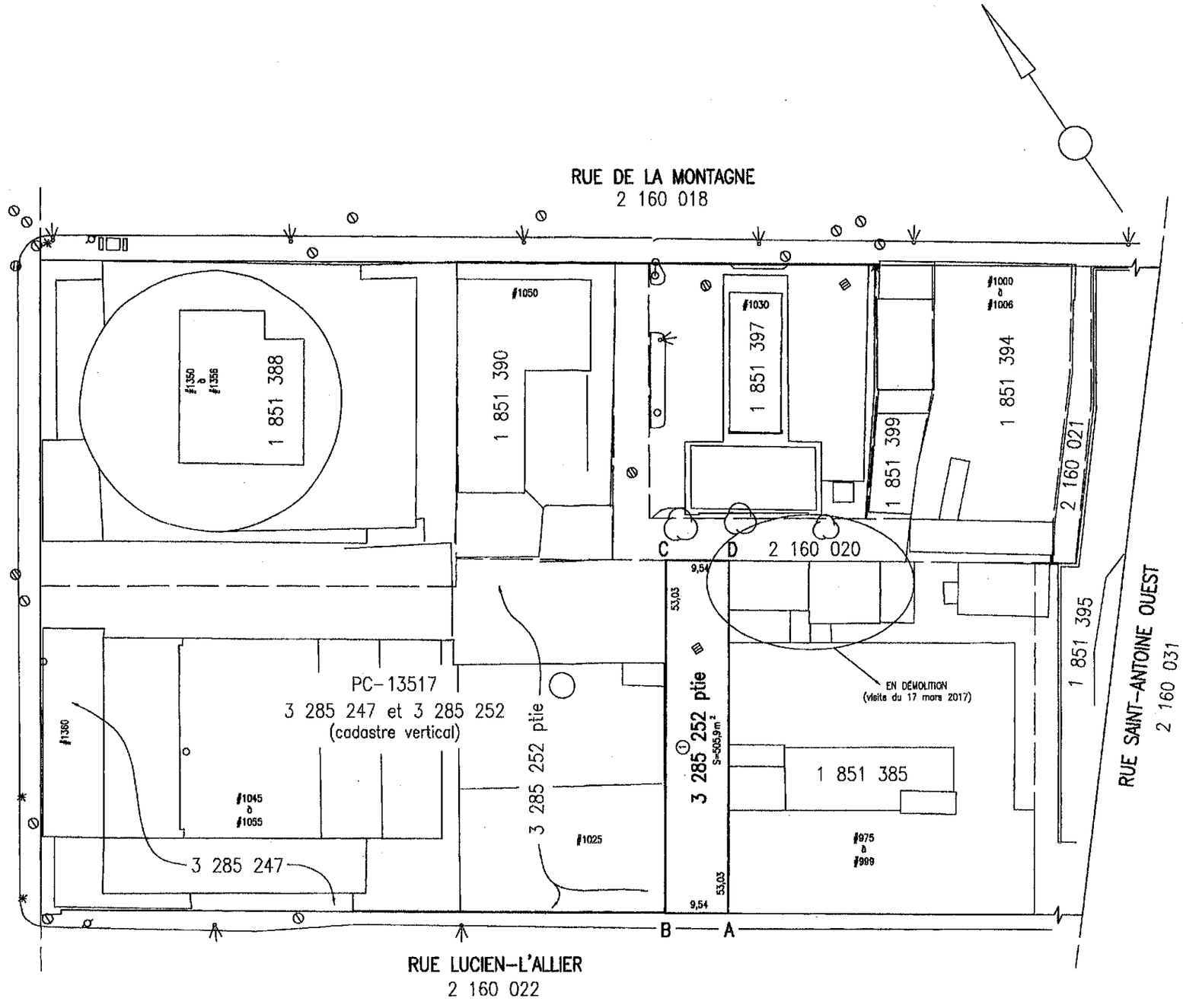
FAÇADE DE RAYONNEMENT
(CCQ, ART. 3.2.3.1) *

* Distance à titre indicatif afin d'obtenir le maximum de fenestration possible.

Si l'on veut agrandir le plancher type et ainsi réduire la hauteur de l'édifice, la marge de recul latérale pourrait être réduite à 5 mètres au lieu de 7 mètres, mais cela implique de compartimenter et/ou réduire la fenestration.

AP25614

C.F. de Mtl. 23 041 154




code du microfilm B3

## DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

**CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE:** MONTRÉAL

**CADASTRE:** Québec

**LOT(S)**

**Une partie du lot 3 285 252**

**EMPLACEMENT:**

Bien-fonds situé au nord-est de la
RUE LUCIEN-L'ALLIER
entre le
BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST
et la
RUE SAINT-ANTOINE OUEST

**FINS DU DOCUMENT:**

AVIS DE RÉSERVE FONCIÈRE À DES FINS DE PARC

NOTES:

1- Les biens-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve sont identifiés par les lettres ABCDA (article 1).

2- Les mesures et la superficie indiquées au plan sont fournies à titre informatif. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.

3- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir des données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (avril 2009).

4- Ce plan n'est produit que pour illustrer la partie de lot faisant l'objet d'un avis de réserve.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 24 mars 2017

Préparé par: VINCENT VILLENEUVE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 3 mars 2017
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 216 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-7969
(31H05-010-4035)

Dessin: N.S

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

**DOSSIER Nº** 21910-1 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

**Service des infrastructures, de la voirie et des transports**

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

**DOSSIER DE LA VILLE:**

**ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:**
Ville-Marie

**PLAN Nº** L-150 SAINT-ANTOINE

21910-1D.DWG

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.02

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1187400012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

1) D'accorder, pour l'immeuble résidentiel situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'aménager une unité de stationnement supplémentaire au sous-sol du bâtiment, pour porter à 9 le nombre total d'unités et ce, en dérogation à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
- l'aire de stationnement doit être pourvue d'une plate-forme tournante permettant au véhicule de l'unité supplémentaire autorisée par la présente résolution de sortir du stationnement en marche avant.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-07 14:21

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1187400012** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de modification de projet particulier a été déposée pour autoriser une case de stationnement supérieure au maximum d'unités prévu dans le Règlement d'urbanisme.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240647 – 9 novembre 2012 : Résolution autorisant l'agrandissement du bâtiment, le changement de vocation pour accueillir du résidentiel et plusieurs dérogations au mode d'implantation, à la hauteur en étage et à l'aménagement de l'aire de stationnement.
1960 - permission spéciale en vertu du Règlement 2713 pour occuper le bâtiment à des fins de lieu de culte.

### DESCRIPTION

**Le site**
D'une superficie d'environ 735 mètres carrés, le terrain visé par la présente demande est situé dans le quartier du Mille carré doré, à l'intersection de l'avenue du Docteur-Penfield et de la rue Simpson. Le bâtiment d'origine (côté Docteur-Penfield) date de 1871. Il a été utilisé à des fins résidentielles jusqu'en 1960, puis a été converti en lieu de culte pour l'Église évangélique luthérienne finlandaise Saint-Michel qui a occupé les lieux jusqu'en 2012. En 2012, un agrandissement du bâtiment pour accueillir un projet résidentiel de 10 logements a été autorisé. Finalement, les divisions prévues n'ont pas été réalisées et l'immeuble accueille finalement cinq logements en copropriété. Au sous-sol, on trouve un stationnement de 8 unités, accessible depuis l'avenue du Docteur-Penfield. Le bâtiment visé est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields située en face (1513, avenue du Docteur-Penfield).

**Le projet**
Le requérant souhaite aménager une nouvelle unité de stationnement au sous-sol, ce qui porterait à 9 le nombre de cases. Cette unité serait aménagée à la place d'espaces de rangement. Une plate-forme tournante sera également installée afin de permettre une sortie en marche avant pour l'usager de la nouvelle unité de stationnement.

**Le cadre réglementaire**
Selon l'article 605, le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé est 1,5 unité par logement de plus de 50 m² L'immeuble visé comportant 5 logement, il peut donc accueillir un maximum total de 8 unités de stationnement.

**JUSTIFICATION**

· Le permis de construction qui a été délivré en 2016 autorisait 9 unités stationnement car il y avait 6 logements. Or finalement le projet ne comporte que 5 logements. Le nombre maximal d'unités a donc été revu à 8, selon les paramètres du règlement d'urbanisme soit 1,5 unité par logement (article 605);
· L'immeuble compte actuellement 8 cases de stationnement aménagées, à raison de deux unités par logement pour 4 des 5 logements;
· Les modifications opérées depuis le projet initial d'agrandissement ont mené à la situation actuelle où l'une des maisons de ville ne détient aucune case de stationnement;
· Il s'agit de l'ajout d'une seule unité dans le stationnement souterrain déjà existant. L'emplacement ne permettra pas d'en ajouter davantage;
· La technologie de plateforme tournante proposée permettra aux usagers de la nouvelle case de stationnement de sortir en marche avant, l'unité est donc sécuritaire;
· Le CCU a émis un avis favorable au projet lors de sa séance du 11 octobre 2018.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s.o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - Adoption d'un premier projet de résolution : 21 novembre 2018;

- Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
- Assemblée publique de consultation : 3 décembre 2018;
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 5 décembre 2018;
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution : février 2018.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

**Tél :** 514 872-3844
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-10-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE
Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-07

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 21 novembre 2018 | Résolution: CA18 240624 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le bâtiment situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield, l'autorisation d'aménager une unité de stationnement supplémentaire au sous-sol du bâtiment, pour porter à 9 le nombre total d'unités et ce, en dérogation à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation à la condition que l'aire de stationnement doit être pourvue d'une plate-forme tournante permettant au véhicule de l'unité supplémentaire de sortir du stationnement en marche avant.

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1187400012

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 22 novembre 2018

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240696 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le bâtiment situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield, l'autorisation d'aménager une unité de stationnement supplémentaire au sous-sol du bâtiment, pour porter à 9 le nombre total d'unités et ce, en dérogation à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation à la condition que l'aire de stationnement doit être pourvue d'une plate-forme tournante permettant au véhicule de l'unité supplémentaire de sortir du stationnement en marche avant.

Adoptée à l'unanimité.

40.22
1187400012
pp 388

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 septembre 2018**
**3001455578**
**4.8.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **AVIS PRÉLIMINAIRE** |
| **Endroit :** | 1500, rue Docteur-Penfield |
| **Responsable :** | Charlotte Horny |
| **Description :** | La demande vise un avis préliminaire en vue d'une demande de modification de projet particulier pour une case de stationnement supérieure au maximum autorisé.<br><br>D'une superficie d'environ 735 mètres carrés, le terrain visé par la présente demande est situé dans le quartier du Mille carré doré. Le bâtiment d'origine (côté Docteur Penfield) date de 1871. Il a été utilisé à des fins résidentielles jusqu'en 1960, puis a été converti en lieu de culte pour l'Église évangélique luthérienne finlandaise Saint-Michel qui a occupé les lieux jusqu'en 2012. En 2012, un agrandissement du bâtiment pour accueillir un projet résidentiel de 10 logements a été autorisé. Finalement, les divisions prévues n'ont pas été réalisées et l'immeuble accueille finalement cinq logements en copropriété. Au sous-sol, on trouve un stationnement de 8 unités, accessible depuis l'avenue du Docteur-Penfield.<br><br>Le requérant souhaite aménager une nouvelle unité de stationnement au sous-sol, ce qui porterait à 9 le nombre de cases. Une plateforme tournante sera également installée afin de permettre une sortie en marche avant pour l'usager de la nouvelle unité de stationnement. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Une résolution (CA12 240647) a été adopté le 9 novembre 2012, autorisant l'agrandissement du bâtiment, le changement de vocation pour accueillir du résidentiel et plusieurs dérogations au mode d'implantation, à la hauteur en étage et à l'aménagement de l'aire de stationnement. |
| **Considérant que :** | Le permis de construction qui a été délivré en 2016 autorisait 9 unités stationnement, car il y avait 6 logements, mais que le projet ne comporte que 5 logements donc le nombre d'unités maximal a donc été revu à 8. |
| **Considérant que :** | L'immeuble compte déjà 8 cases de stationnement aménagées. |
| **Considérant que :** | Les modifications opérées depuis le projet initial d'agrandissement ont mené à la situation actuelle où l'une des maisons de ville ne détient aucune case de stationnement. |
| **Considérant qu'** | Il s'agit de l'ajout d'une seule unité et l'emplacement ne permettra pas d'en ajouter davantage |

**Considérant que :** La technologie de plateforme tournante proposée permettra aux usagers de la nouvelle case de stationnement de sortir en marche avant, l'unité est donc perçue comme sécuritaire.

**Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**MM. Richard Ryan, Karl Dorais Kinkaid et Louis Stabile désirent invoquer leurs dissidences face au dépassement du nombre maximal d'unités autorisé.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**11 octobre 2018**
**3001466582**
**4.2.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| **Endroit :** | 1500, avenue du Docteur-Penfield |
| **Responsable :** | Charlotte Horny |
| **Description :** | La demande vise à modifier un projet particulier pour une case de stationnement supérieure au maximum autorisé.<br><br>D'une superficie d'environ 735 mètres carrés, le terrain visé par la présente demande est situé dans le quartier du Mille carré doré. Le bâtiment d'origine (côté Docteur Penfield) date de 1871. Il a été utilisé à des fins résidentielles jusqu'en 1960, puis a été converti en lieu de culte pour l'Église évangélique luthérienne finlandaise Saint-Michel qui a occupé les lieux jusqu'en 2012. En 2012, un agrandissement du bâtiment pour accueillir un projet résidentiel de 10 logements a été autorisé. Finalement, les divisions prévues n'ont pas été réalisées et l'immeuble accueille finalement cinq logements en copropriété. Au sous-sol, on trouve un stationnement de 8 unités, accessible depuis l'avenue du Docteur-Penfield.<br><br>Le requérant souhaite aménager une nouvelle unité de stationnement au sous-sol, ce qui porterait à 9 le nombre de cases. Une plateforme tournante sera également installée afin de permettre une sortie en marche avant pour l'usager de la nouvelle unité de stationnement.<br><br>Le bâtiment visé est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields située en face (1513, avenue du Docteur-Penfield). |
| **Élément particulier :** | Le bâtiment est situé dans l'aire de protection de La maison Charles-G.-Greenshields. |
| **Remarque importante :** | À la séance du 13 septembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande d'avis préliminaire. |
| **Considérant que :** | Le permis de construction qui a été délivré en 2016 autorisait 9 unités de stationnement, car il y avait 6 logements. Or finalement le projet ne comporte que 5 logements. Le nombre d'unités maximal a donc été revu à 8. |
| **Considérant que :** | L'immeuble compte actuellement 8 cases de stationnement aménagées, à raison de deux unités par logement. |
| **Considérant que :** | Les modifications opérées depuis le projet initial d'agrandissement ont mené à la situation actuelle où l'une des maisons de ville ne détient aucune case de stationnement. |

**Considérant qu' :** Il s'agit de l'ajout d'une seule unité et l'emplacement ne permettra pas d'en ajouter davantage.

**Considérant que :** La technologie de plateforme tournante proposée permettra aux usagers de la nouvelle case de stationnement de sortir en marche avant, l'unité est donc perçue comme sécuritaire.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle 11-10-18
Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Caroline Cantin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.03

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1180607010**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

D'adopter, pour l'immeuble situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution modifiant la résolution CA07 240034, afin de déroger à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement au toit.
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- l'agrandissement au toit doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans A-100, A-101, A-201 et A-301 datés du 3 avril 2018, dessinés par les architectes Joly Baygin et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 11 octobre 2018;
- l'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA);
- aucun équipement mécanique, antenne ou autre élément n'est autorisé sur le toit de l'ajout ;
- les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-07 14:51

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1180607010** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande d'approbation, afin de modifier un projet particulier, a été déposée relativement à un agrandissement hors toit d'un bâtiment commercial situé au 447, rue Saint-François-Xavier, dans le Vieux-Montréal.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 6 février 2007, la résolution CA07 240034 a autorisé un agrandissement au toit de 140 m2, venant s'ajouter à l'existant. L'agrandissement n'a pas été réalisé.

### DESCRIPTION

L'immeuble existant de 5 étages est occupé par le restaurant Bonaparte au rez-de-chaussée et une auberge aux étages. Il jouxte à l'arrière le jardin du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal (monument et site classés). Le bâtiment visé, en pierre et mansarde métallique, a été édifié dans les années 1910 à 1930 avec une construction hors toit de 90 $m^2$, utilisé comme salle de conférence.

La présente demande d'agrandissement couvre environ 70% de la superficie en toiture, c'est-à-dire 259,75 $m^2$. Il y est prévu 6 chambres avec un petit hall, complémentaires à l'auberge. Le toit de la salle de conférence existante est surbaissé légèrement de 0,72 m. Sur le reste de la surface au toit, la démolition de l'entretoit est prévue et viendra s'aligner sur la nouvelle hauteur de la salle de conférence. La hauteur finale du bâtiment avec l'agrandissement sera de 21,92 m, moins haute de 0,72 m que l'actuelle.

La fenestration de l'agrandissement sera abaissée au maximum et peu visible de la rue et du jardin voisin. Les reculs sont conformes. Le matériau de revêtement métallique sera identique à l'existant.

La dérogation porte sur la hauteur de l'agrandissement (article 10). Une hauteur maximale de 16 m est autorisée selon le zonage alors que le projet d'agrandissement s'élèvera à 21,92 m.

Le ministère de la Culture et des Communications a donné un avis préliminaire favorable au projet, le bâtiment étant situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.

Le projet est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme dont la hauteur maximale est 25 m.

**JUSTIFICATION**

o La hauteur du bâtiment est plus basse de 0,72 m que la hauteur actuelle;
o Le volume ajouté n'aura qu'un impact visuel non significatif à partir de la rue ou du jardin voisin du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal;
o L'étude d'ensoleillement montre que l'impact de l'agrandissement en terme d'ombrage est également peu significatif dans la rue et dans la cour intérieure des Sulpiciens;
o Le projet est compatible avec le milieu;
o Son traitement architectural présente des qualités d'intégration en termes d'alignement, de volume et d'ouvertures;
o Les conditions déjà exigées dans le premier projet particulier sont reconduites :

- Soumettre l'émission du permis à la procédure du Titre VIII;
- N'autoriser aucun équipement mécanique, antenne ou autres éléments sur le toit de l'ajout;
- Choisir des matériaux de recouvrement assurant une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout;

o Le ministère de la Culture et des Communications a donné un avis préliminaire favorable au projet.

**Pour ces raisons, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à cette demande d'agrandissement au toit du bâtiment situé au 447, rue Saint-François-Xavier.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s/o

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Pas d'impacts significatifs ni en terme d'ombrage ni en terme visuel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution

- Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
- Assemblée publique de consultation

- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 872-9392
**Télécop. :** 514 868-4912

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-10-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE
Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-07

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 21 novembre 2018 | Résolution: CA18 240626 |
|---|---|

**Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution**

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA07 240034 adoptée à sa séance du 6 février 2007, accordé pour l'immeuble portant le numéro 439, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement hors toit;

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'adopter, pour l'immeuble situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution modifiant la résolution CA07 240034, afin de déroger à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement au toit;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'agrandissement au toit doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans A-100, A-101, A-201 et A-301 datés du 3 avril 2018, dessinés par les architectes Joly Baygin et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 11 octobre 2018;
   b) l'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA);
   c) aucun équipement mécanique, antenne ou autre élément n'est autorisé sur le toit de l'ajout;
   d) les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
1180607010
pp 389

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 22 novembre 2018

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240697 |
|---|---|

**Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 2e projet de résolution**

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 29 novembre 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'adopter, pour l'immeuble situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution modifiant la résolution CA07 240034, afin de déroger à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement au toit;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

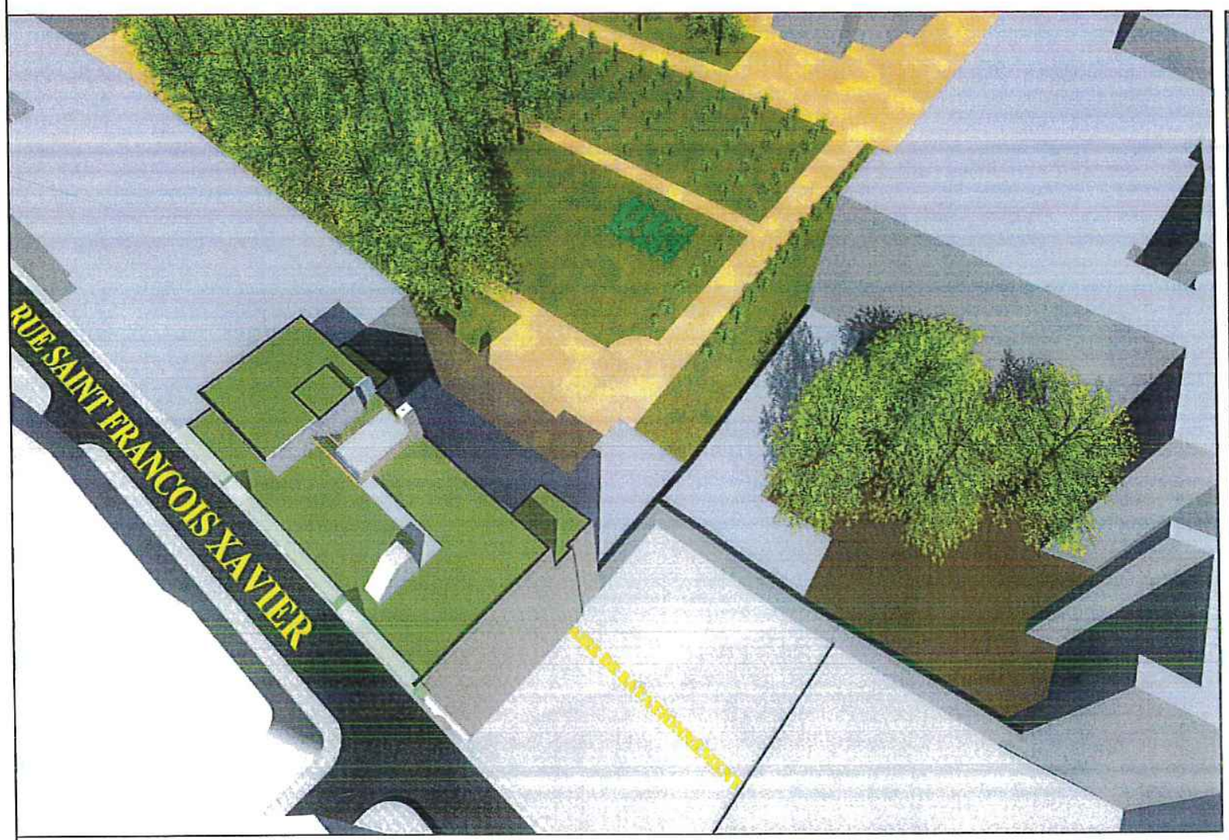
   a) l'agrandissement au toit doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans A-100, A-101, A-201 et A-301 datés du 3 avril 2018, dessinés par les architectes Joly Baygin et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 11 octobre 2018;
   b) l'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA);
   c) aucun équipement mécanique, antenne ou autre élément n'est autorisé sur le toit de l'ajout;
   d) les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.

Adoptée à l'unanimité.

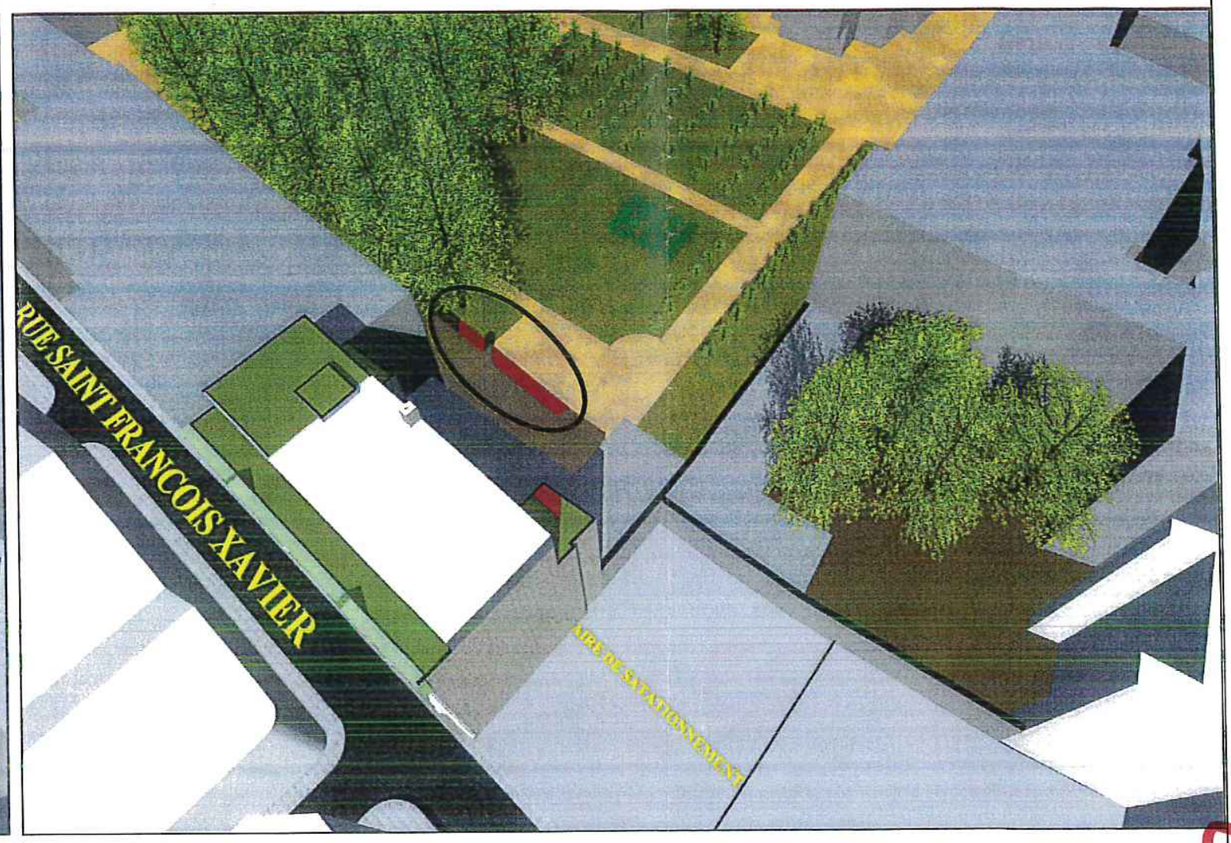
40.23
1180607010
pp 389

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018




1 EXISTANT




2 PROPOSE

- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 12H-21 MARS PETITE INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE SUR LE STATIONNEMENT DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE

OMBRE EXISTANT

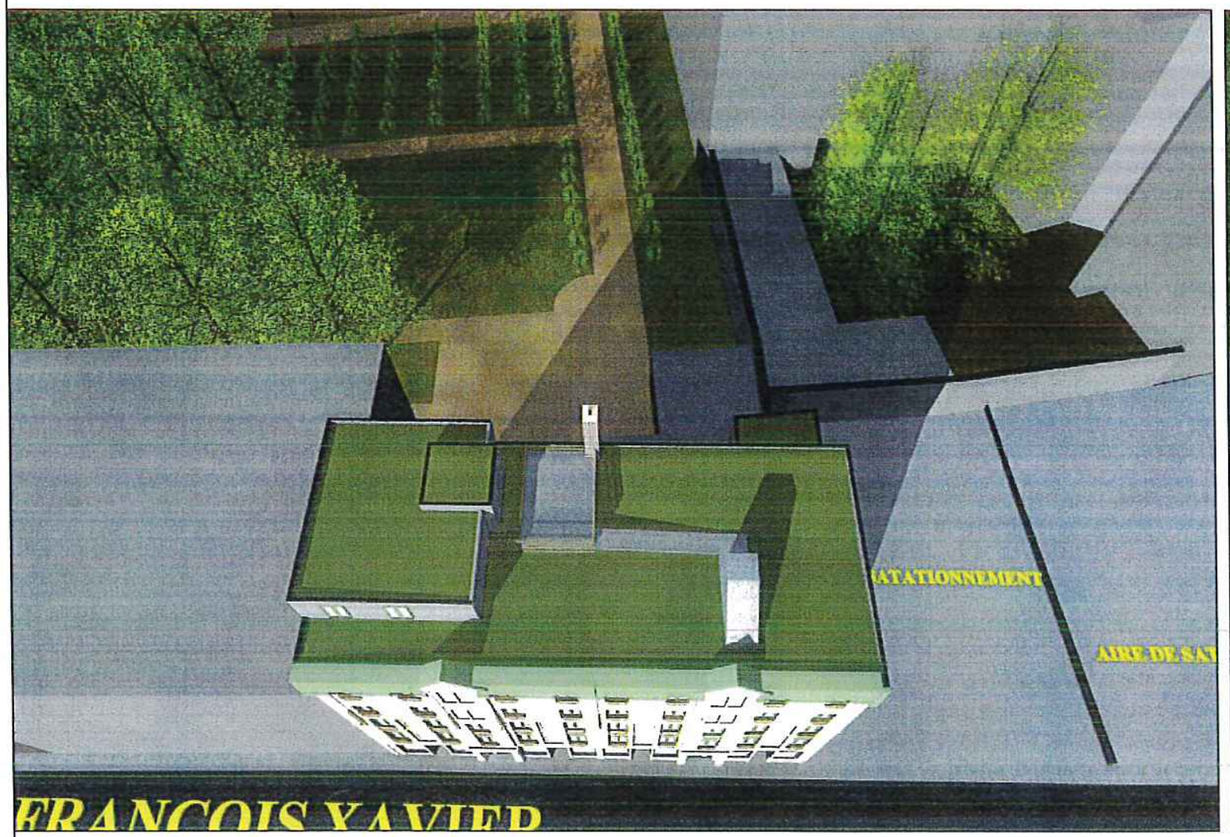
Ville-Marie
Montréal
REÇU LE 02 AOUT 2018
APPROBATION :

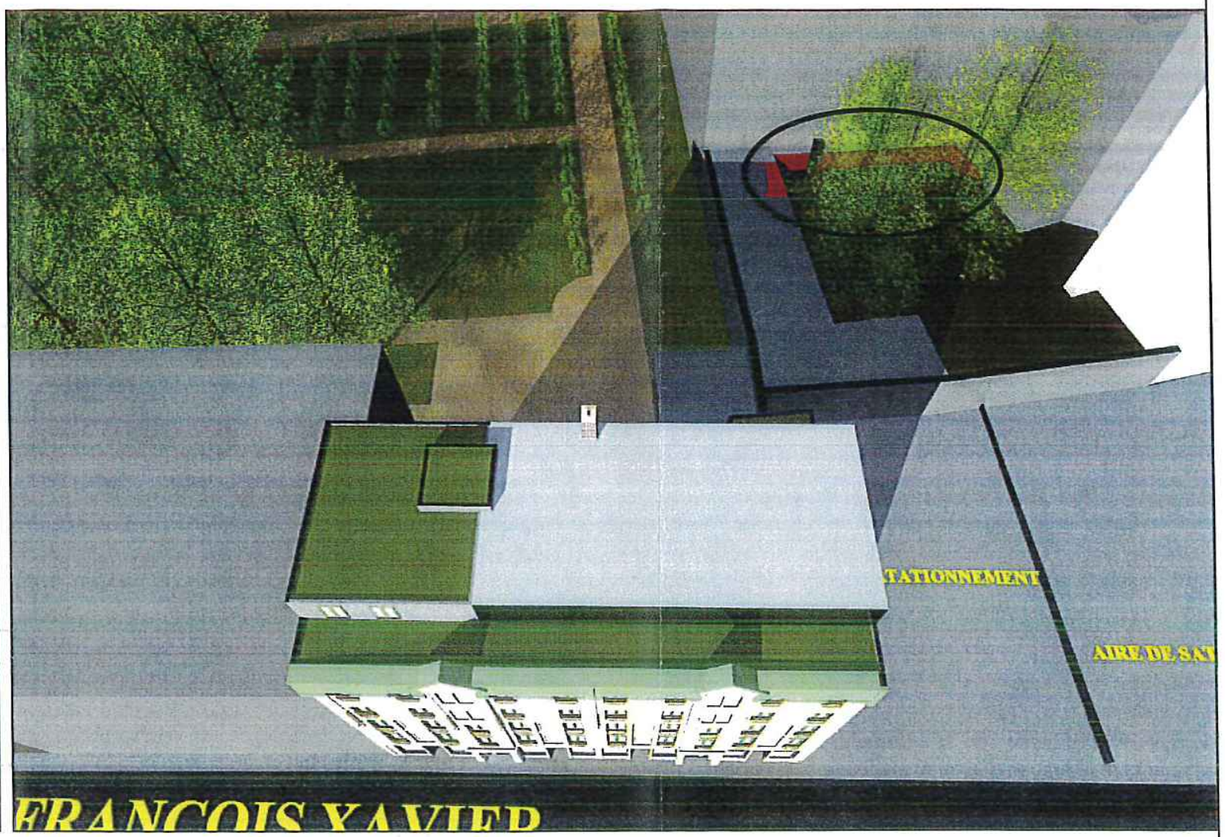
3001450-34

HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 MARS - 12H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 16H-21 MARS PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

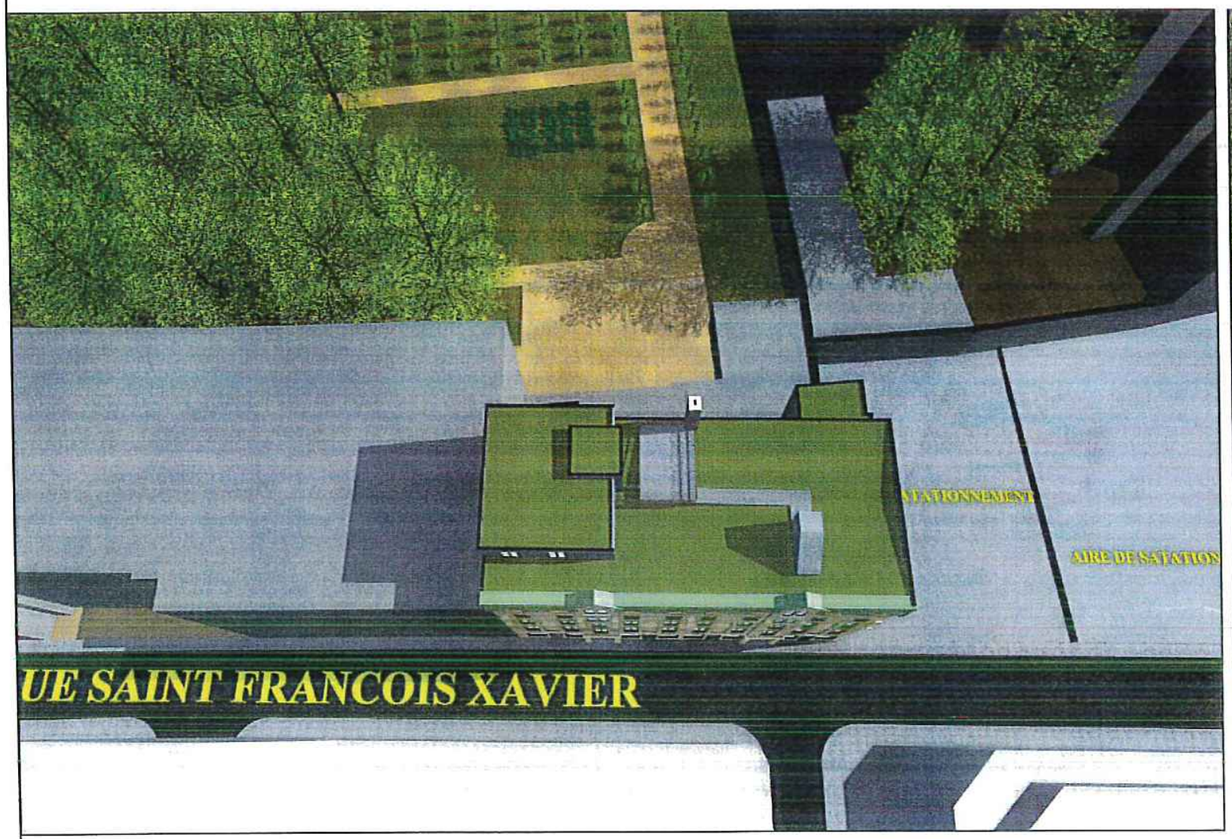
1 EXISTANT

2 PROPOSE

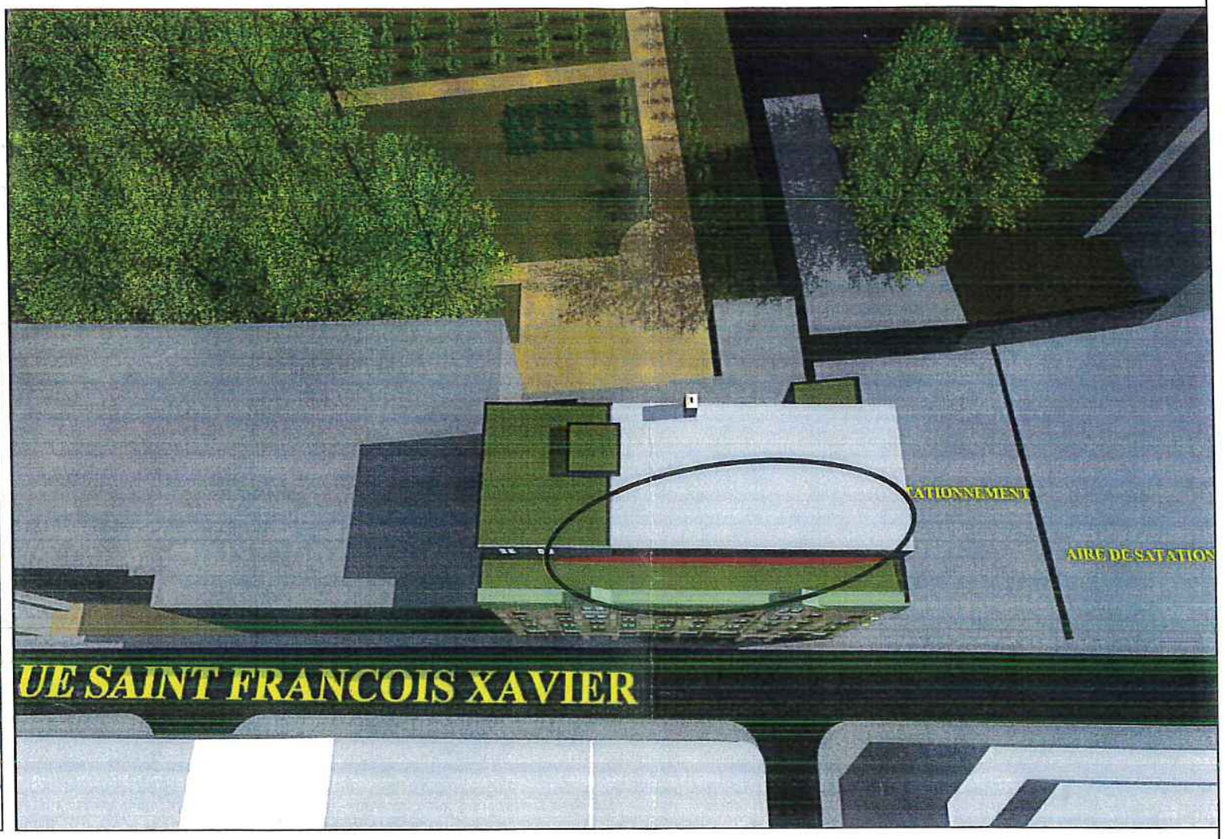
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 MARS - 16H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

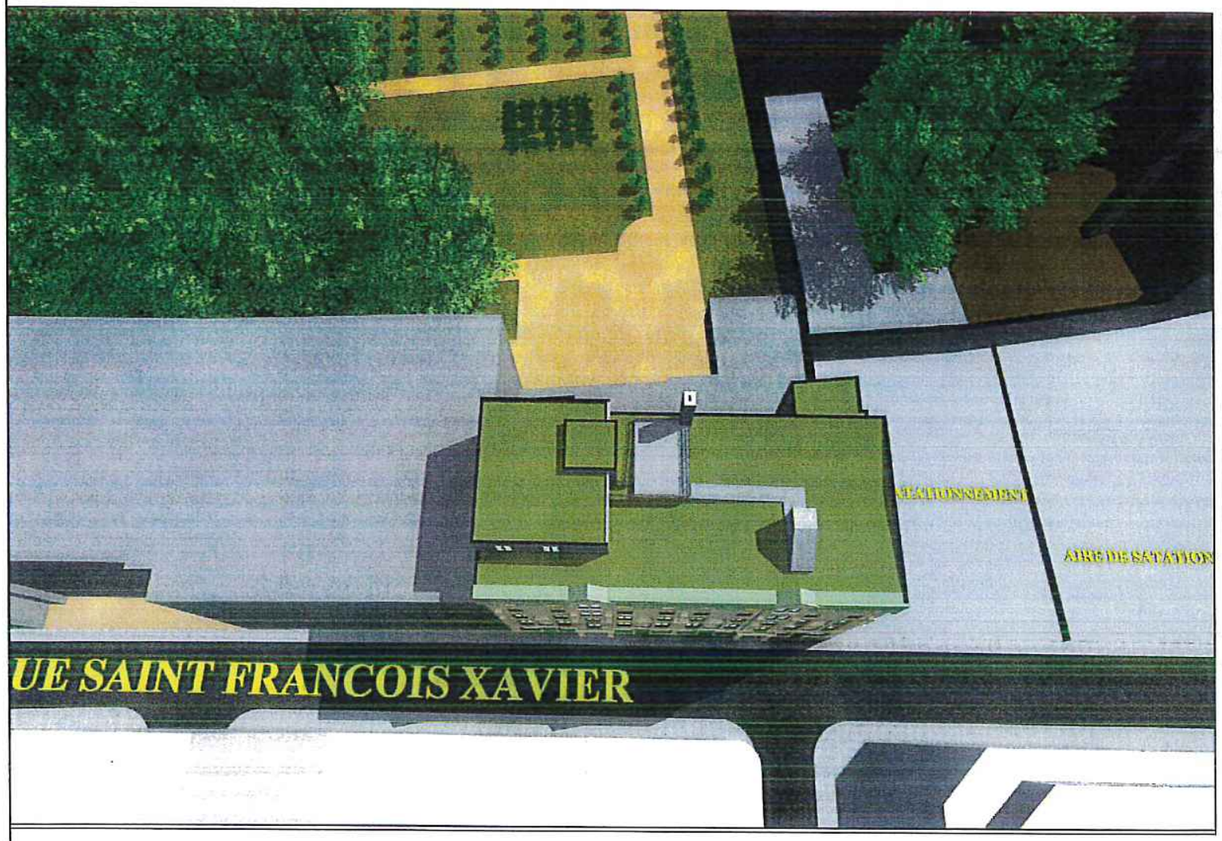
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 9H-21 MARS PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

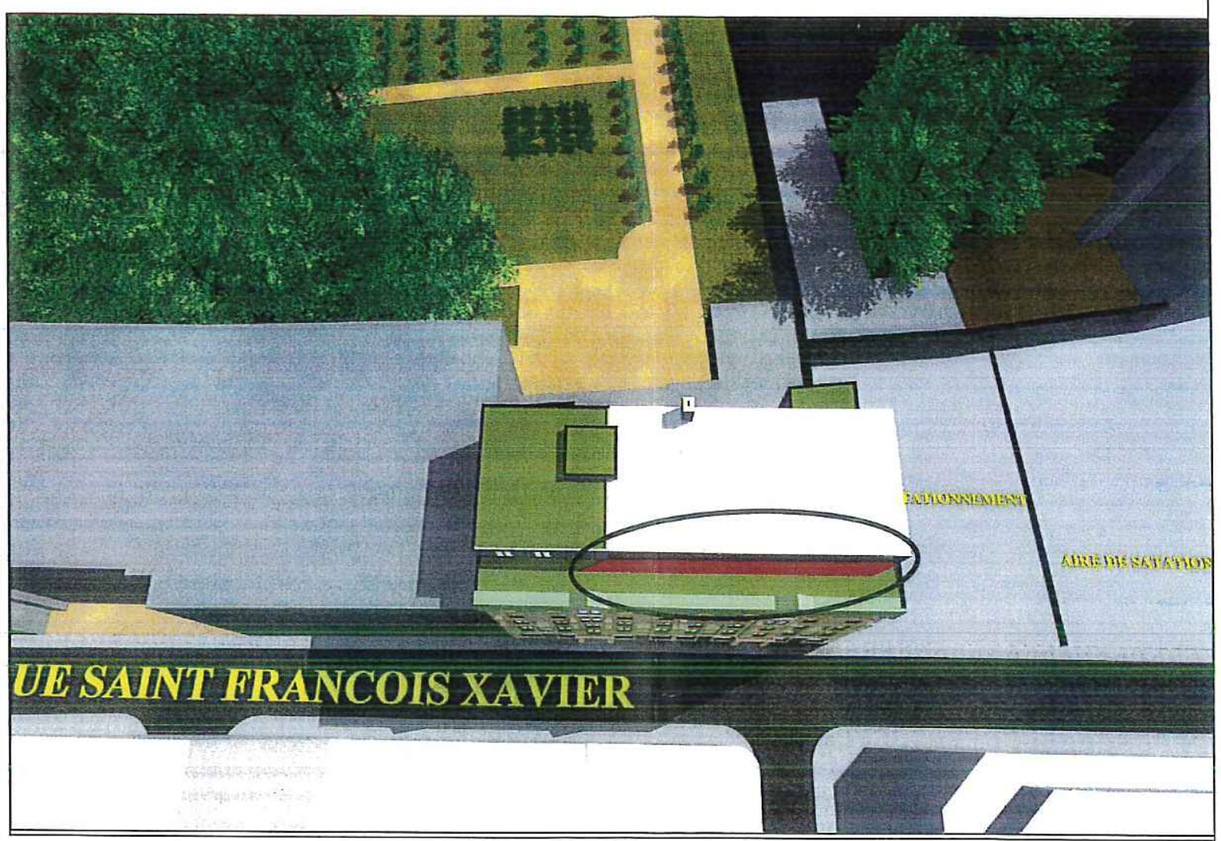
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 MARS - 9H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

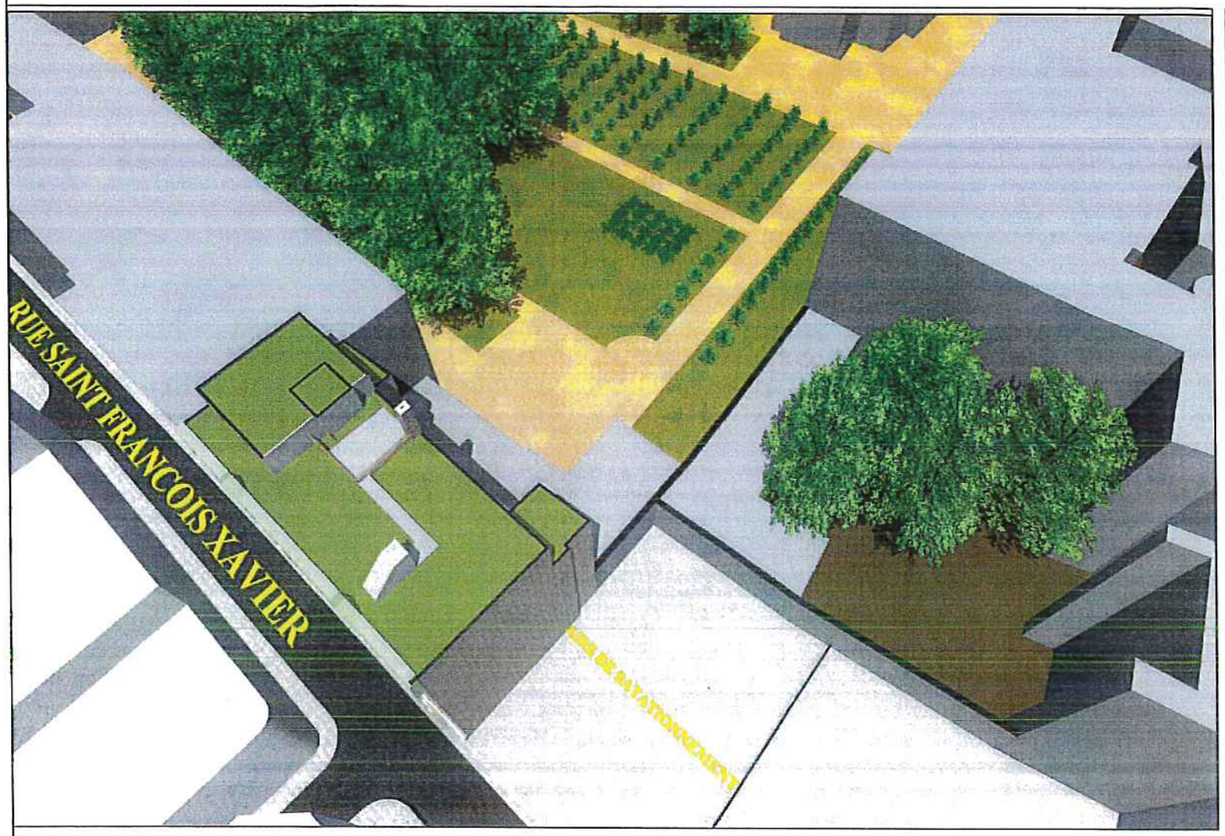
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 9H-21 JUIN PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

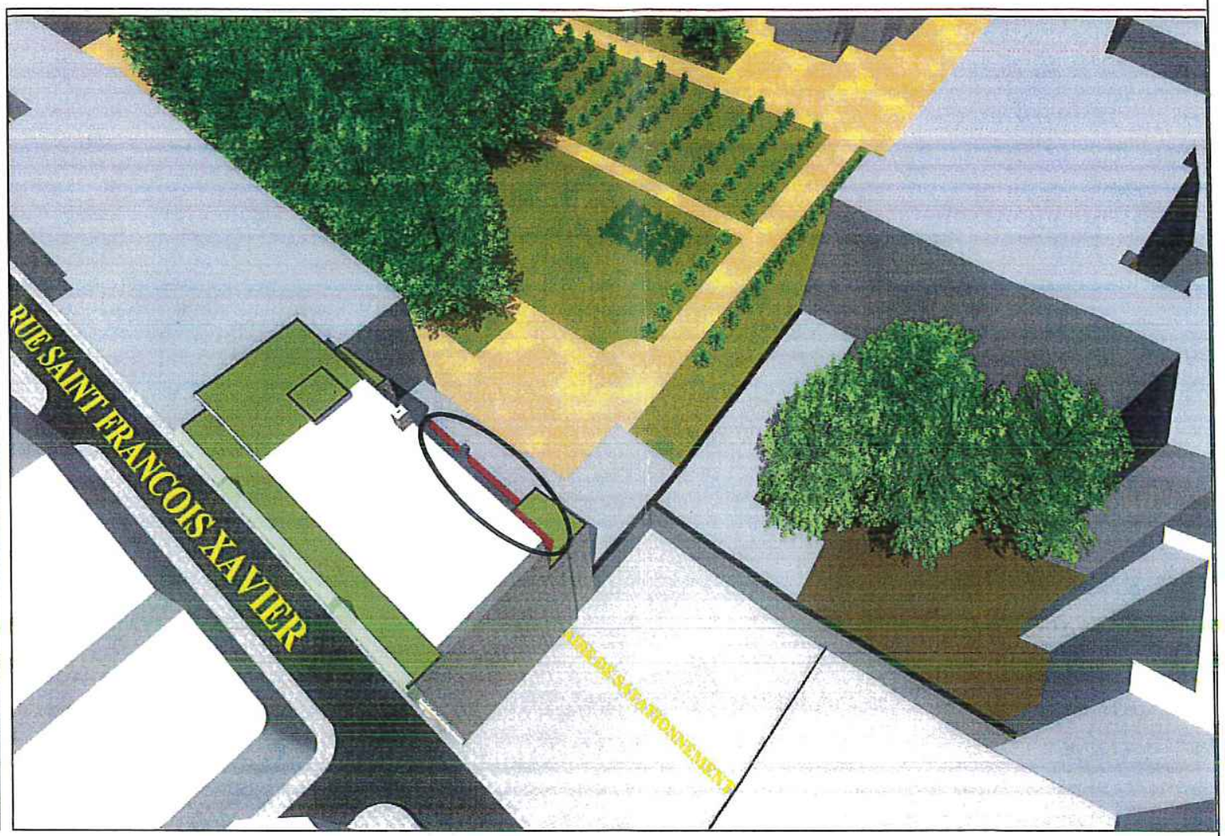
OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 JUIN - 9H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 12H-21 JUIN TRES PETITE INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE SUR LE TOIT DU GARAGE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

1 EXISTANT

2 PROPOSE

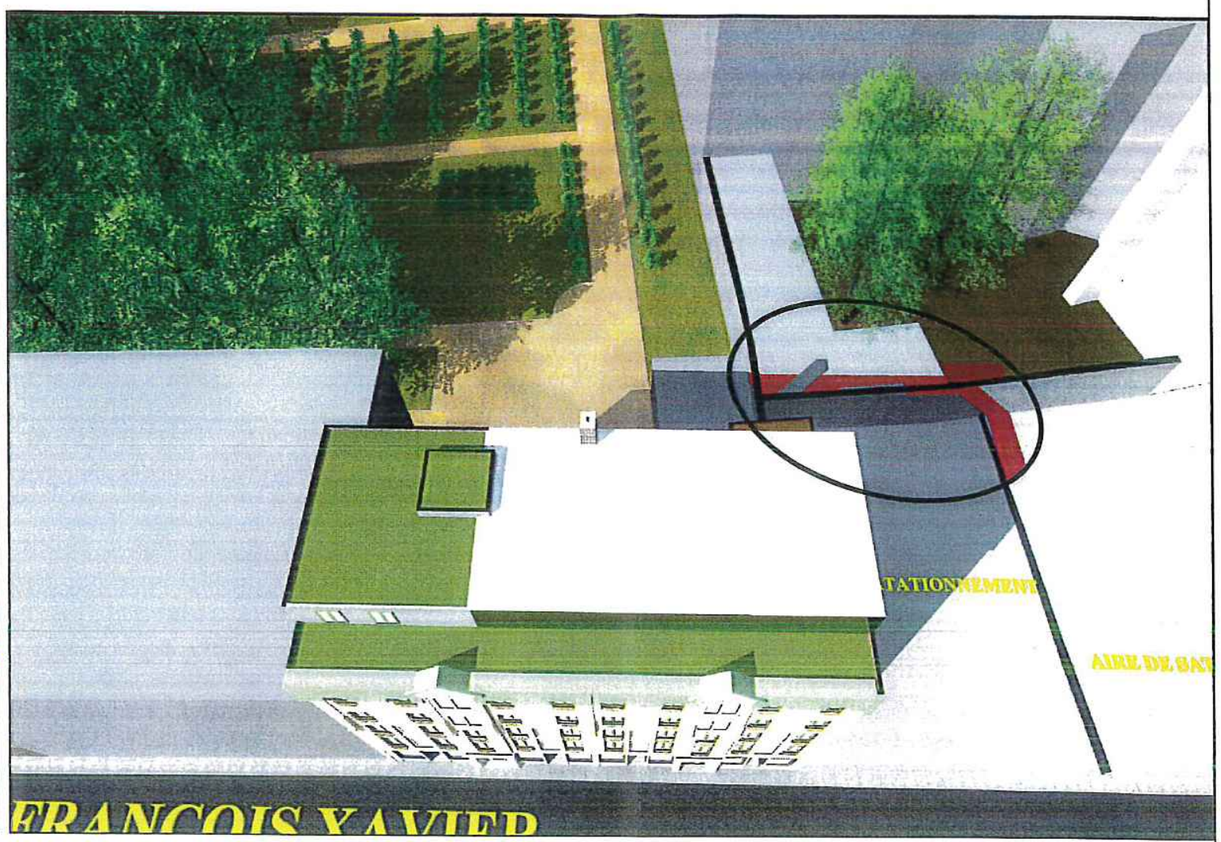
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 JUIN - 12H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1498
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

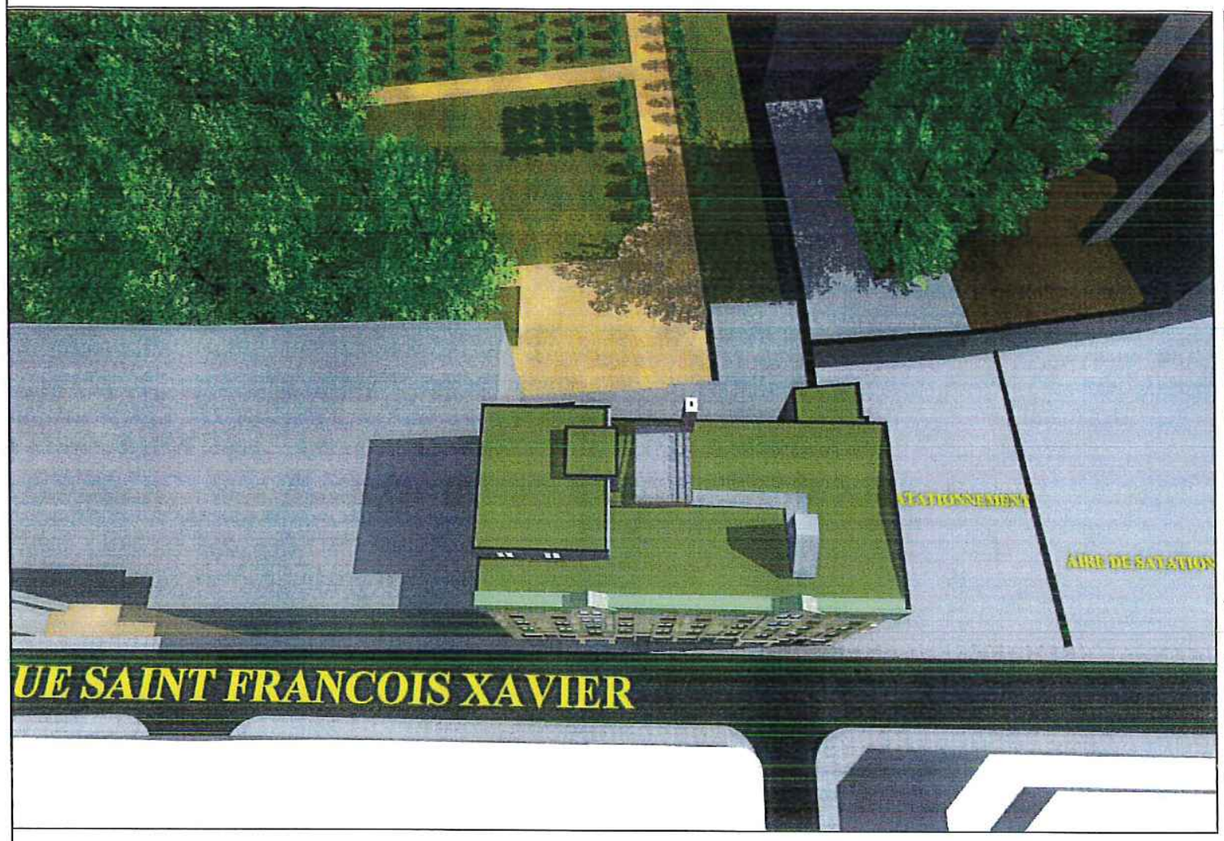
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 16H-21 JUIN PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

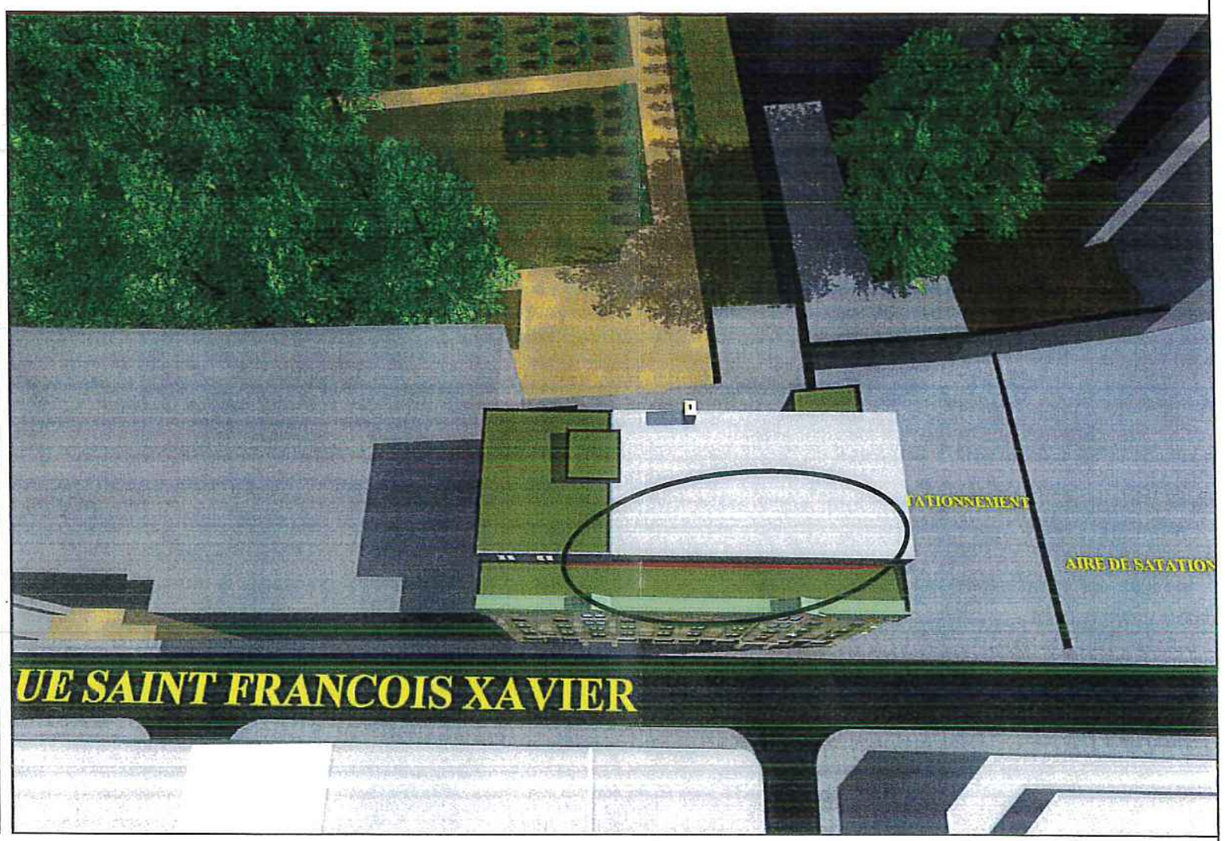
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 JUIN - 16H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

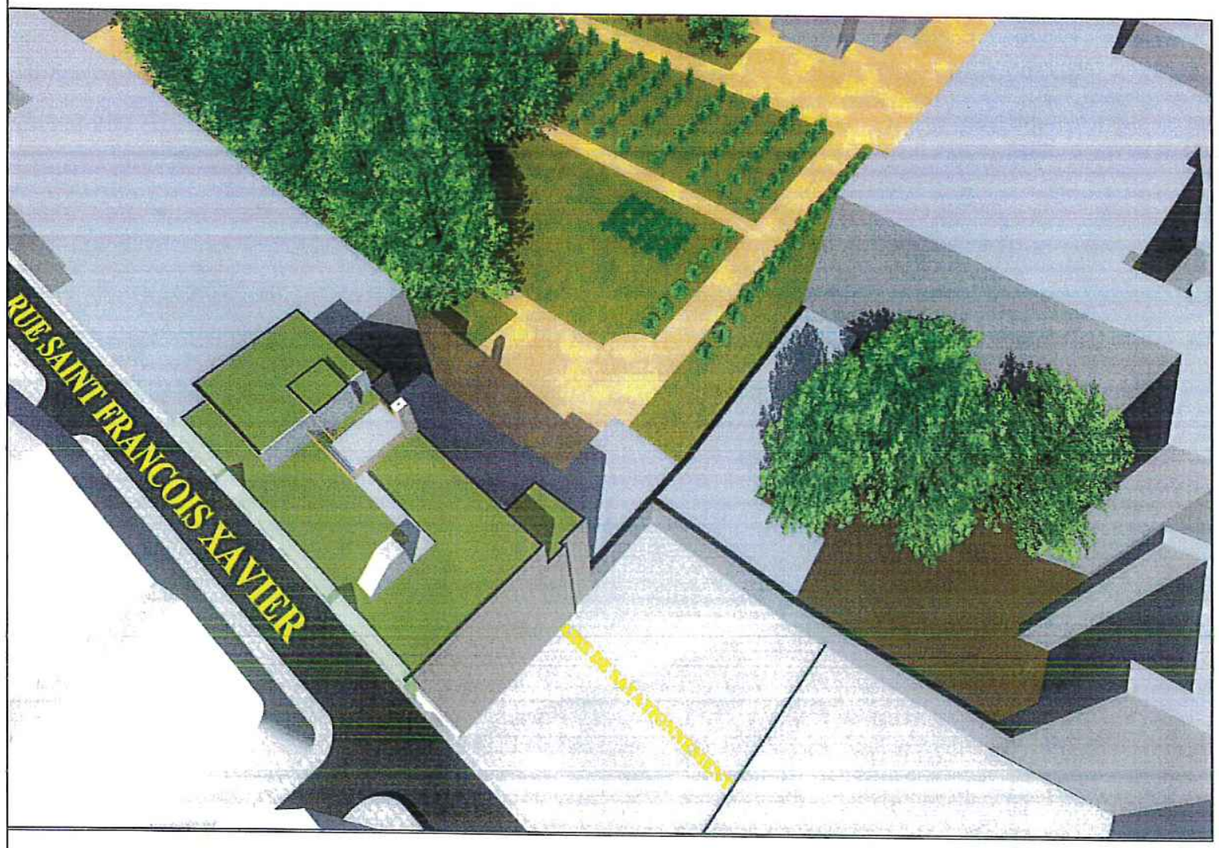
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 9H-21 SEPTEMBRE PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

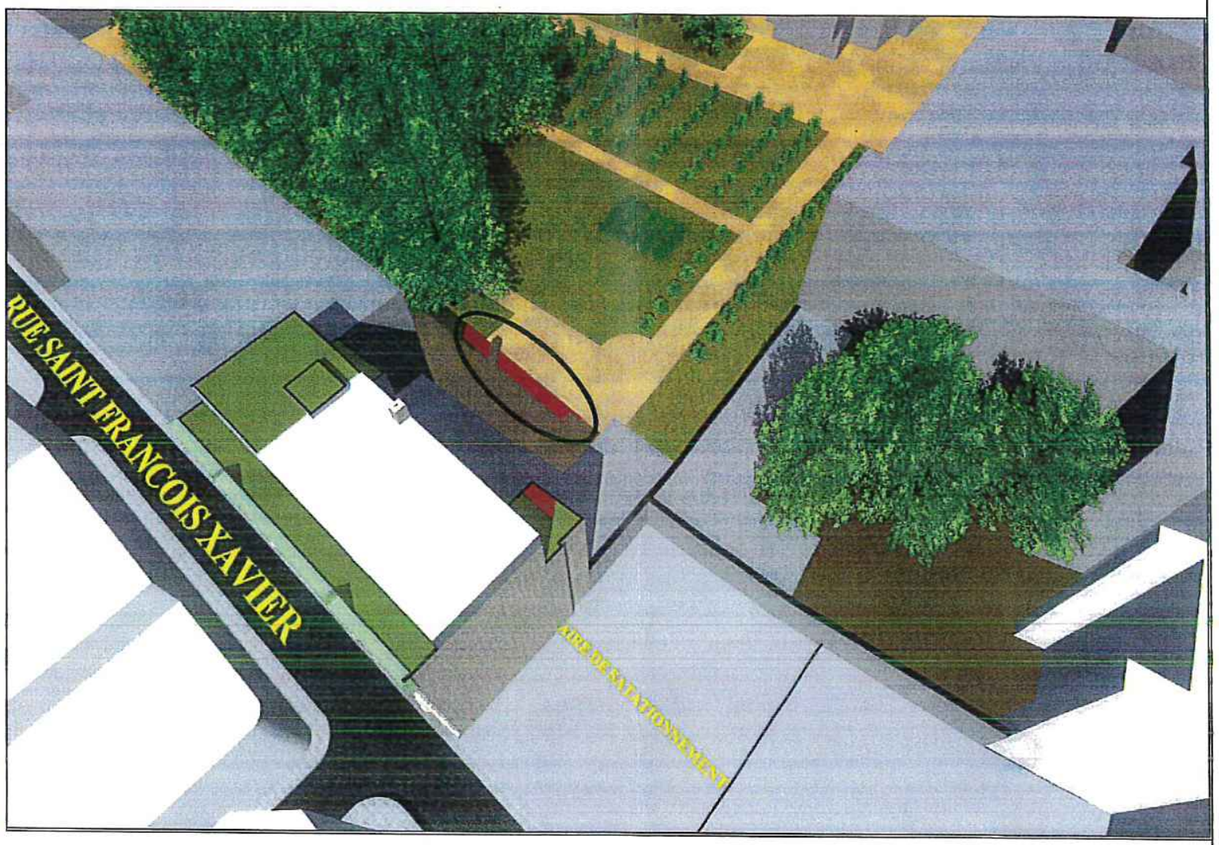
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 SEPTEMBRE - 9H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1498
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

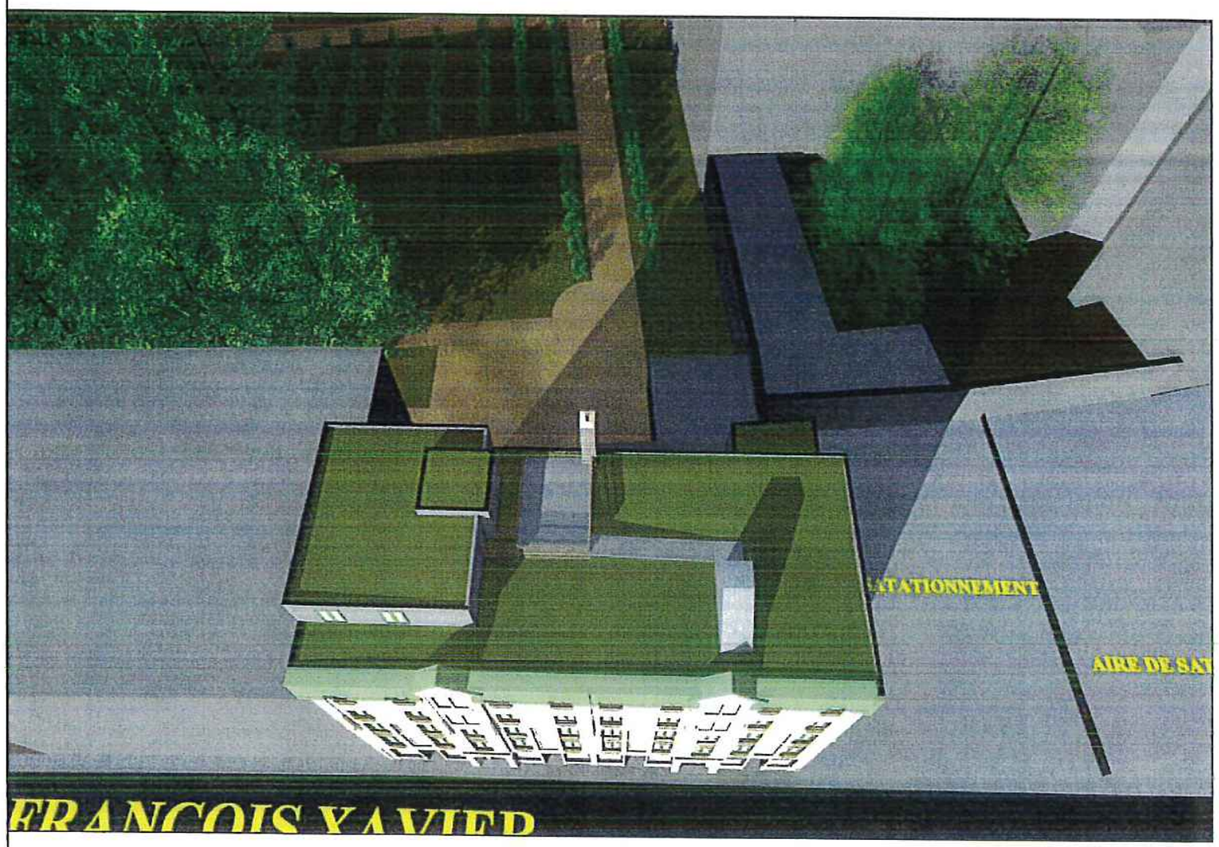
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 12H-21 SEPTEMBRE PETITE INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE SUR LE STATIONNEMENT DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

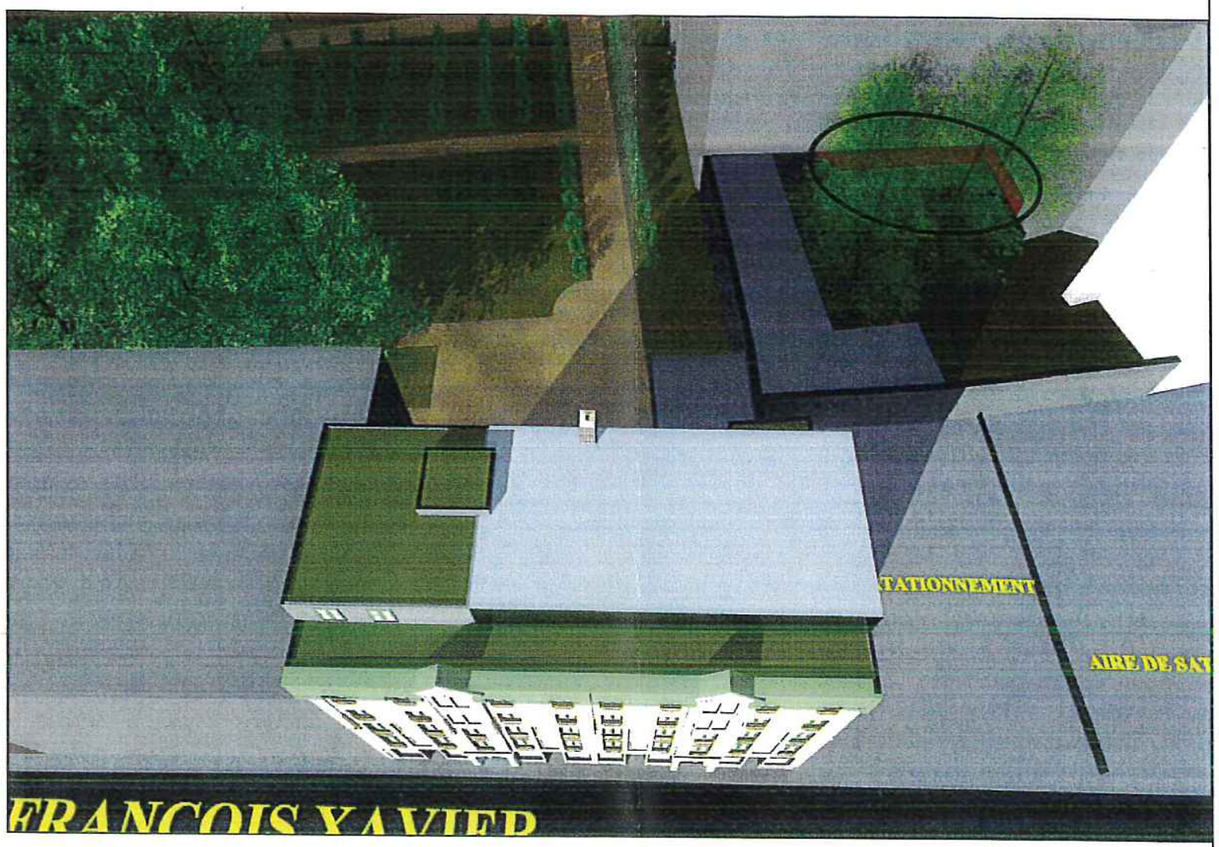
OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 SEPTEMBRE - 12H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 16H-21 SEPTEMBRE PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

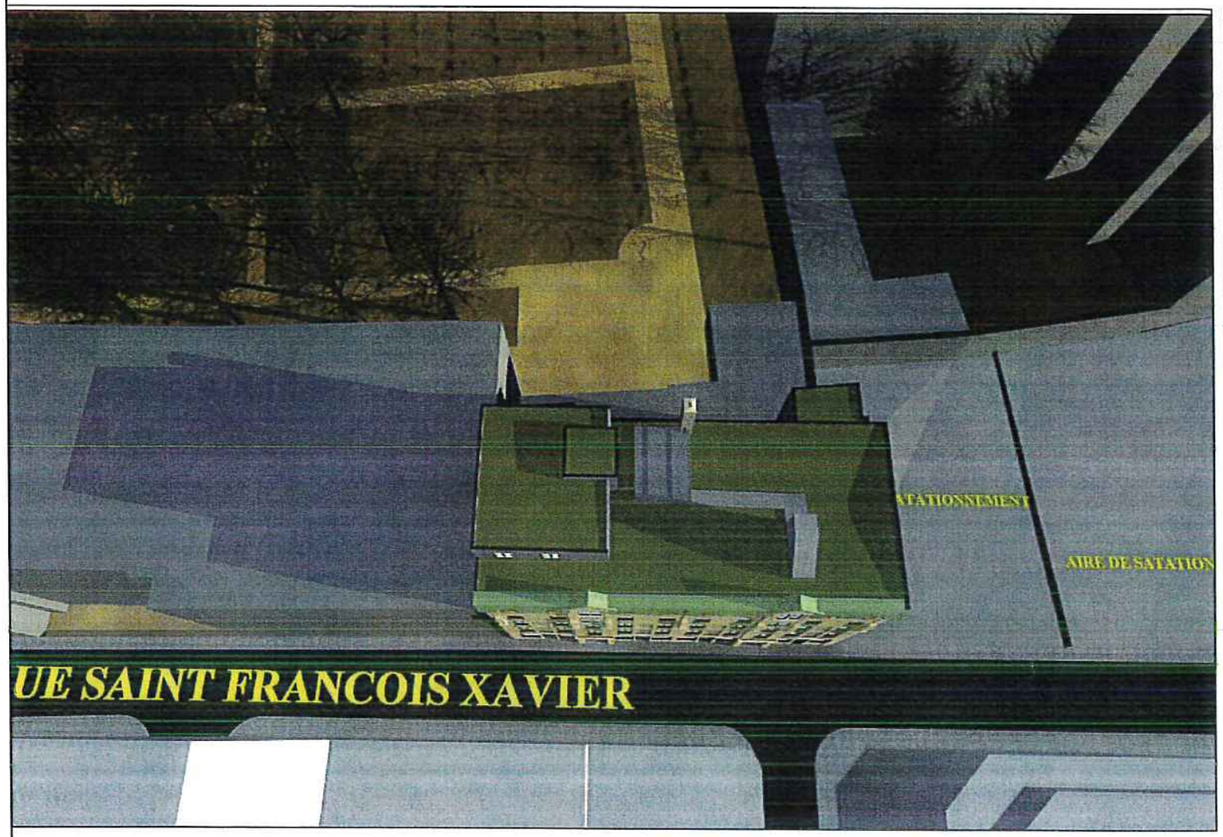
1 EXISTANT

2 PROPOSE

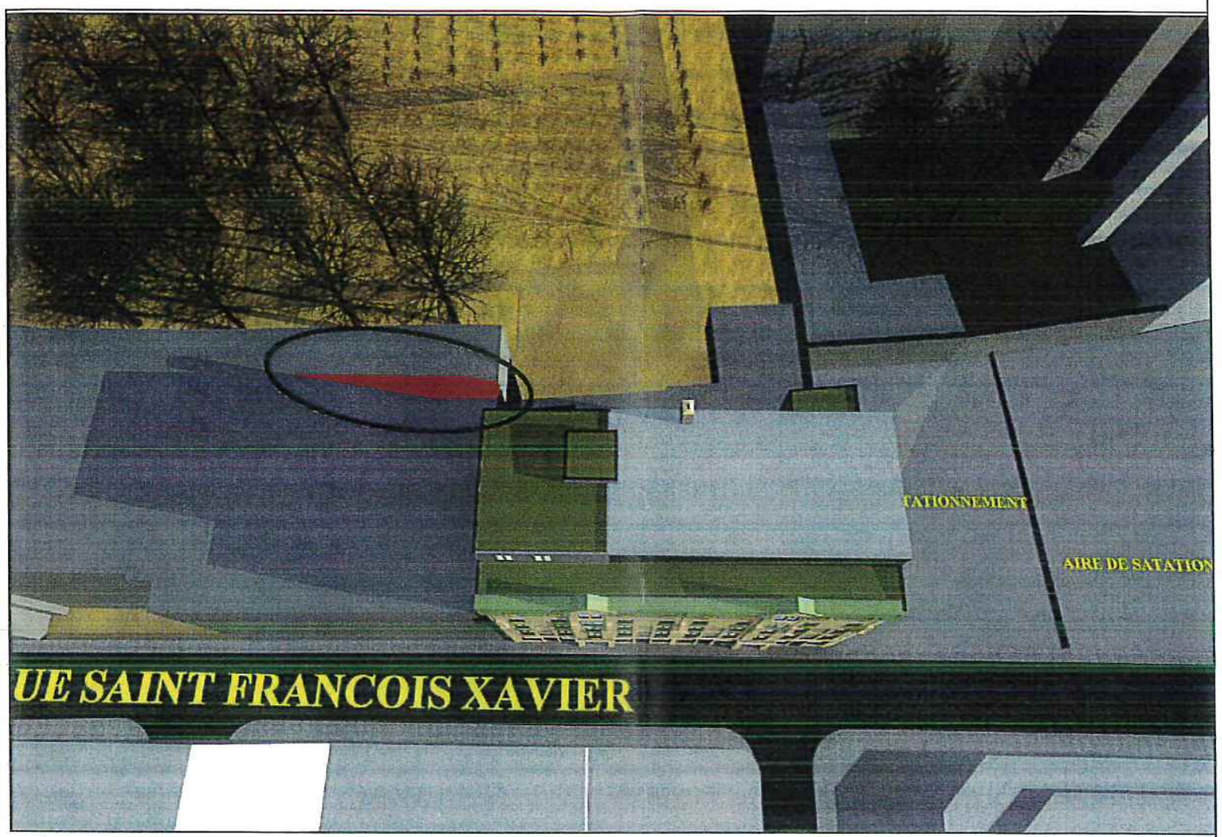
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 SEPTEMBRE - 16H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

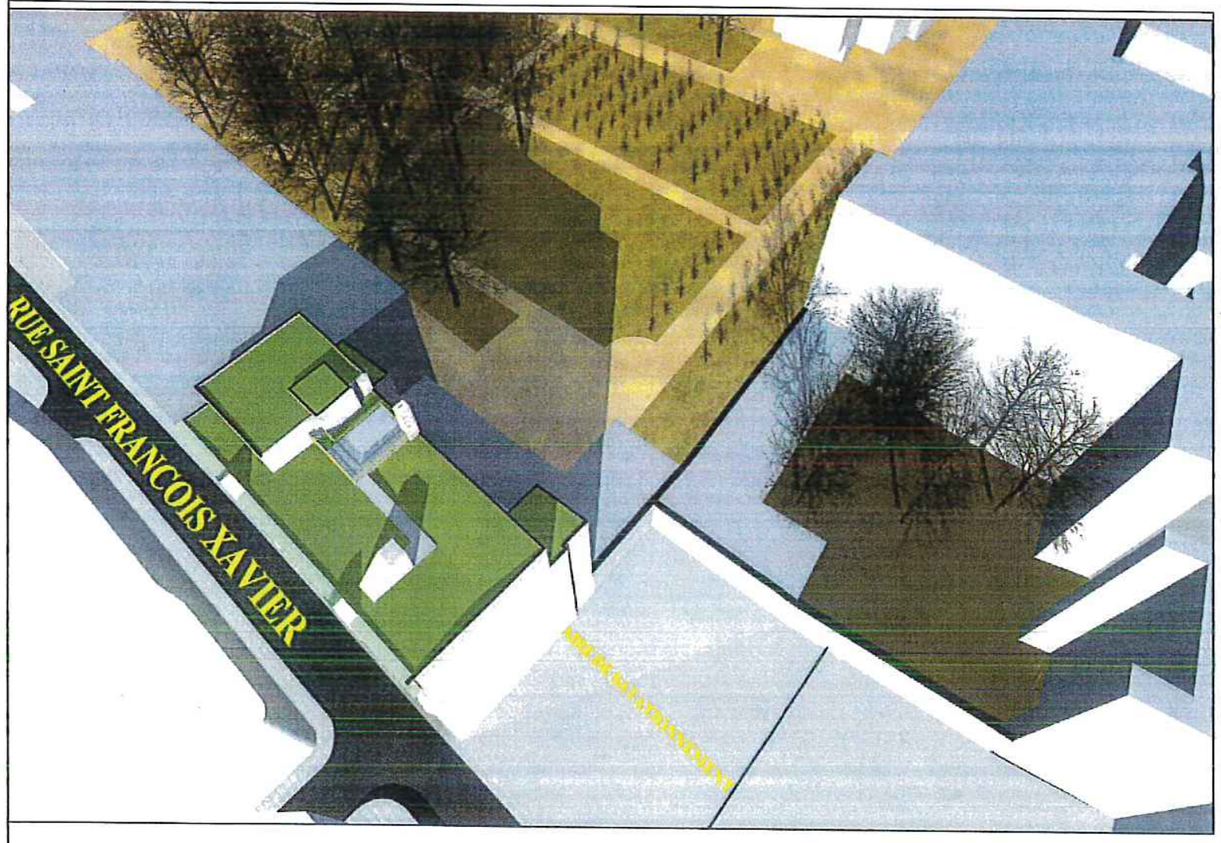
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 9H-21 DECEMBRE PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

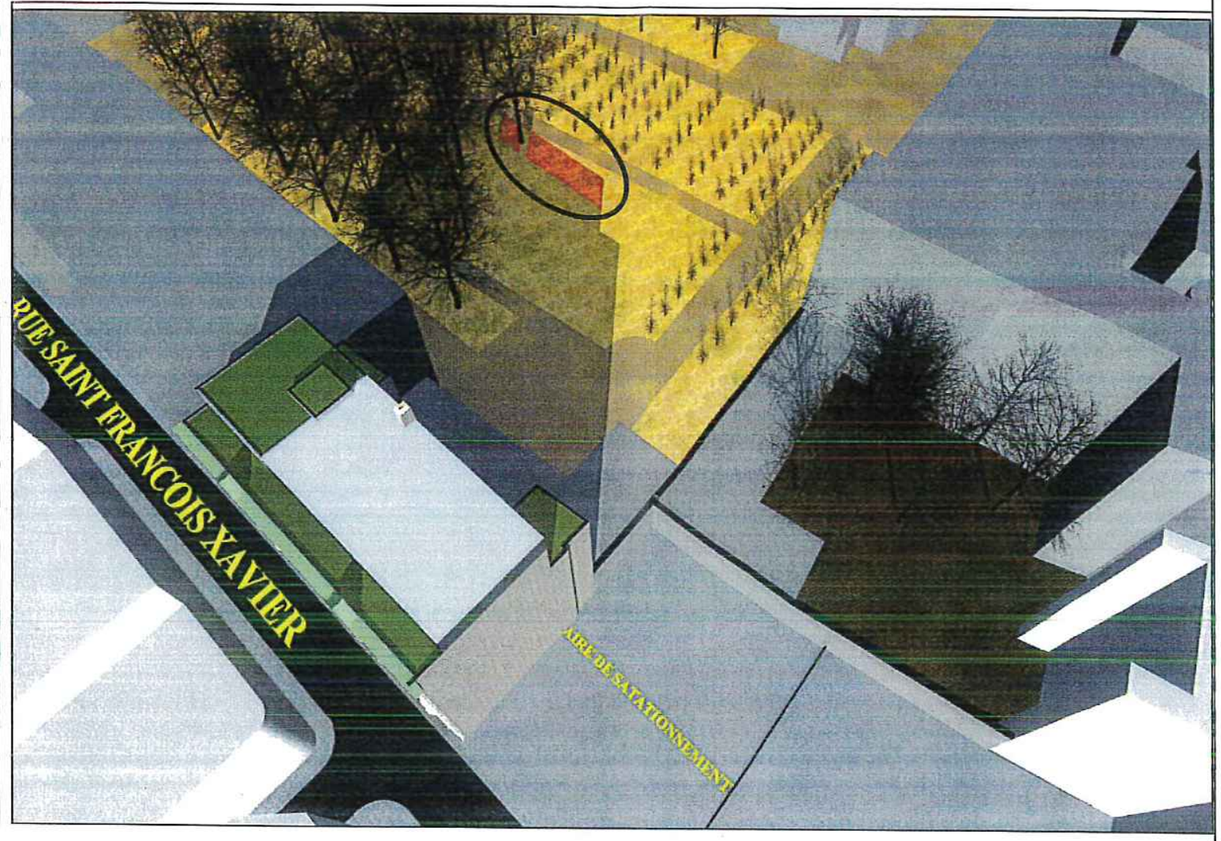
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 DECEMBRE - 9H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




1 EXISTANT




2 PROPOSE

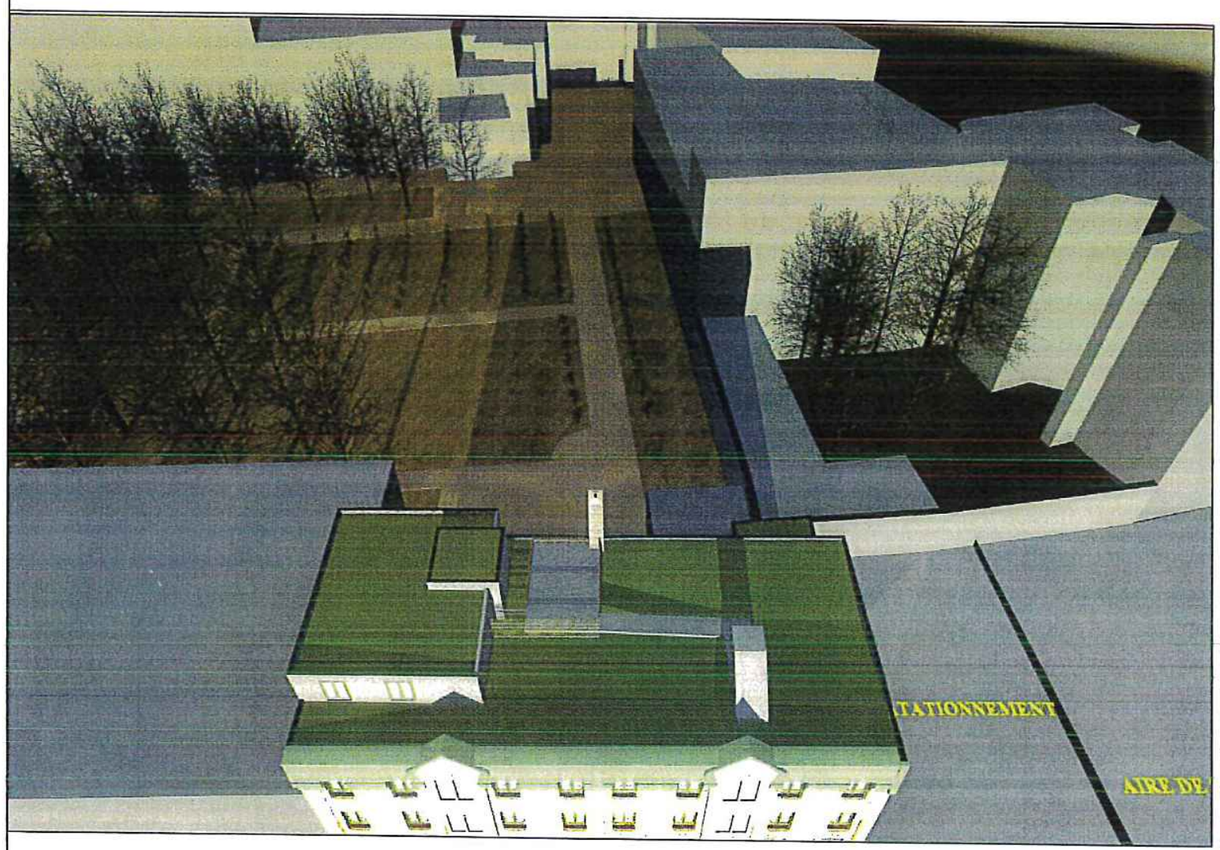
- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 12H-21 DECEMBRE PETITE INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE SUR LE JARDIN DE LA BASILIQUE

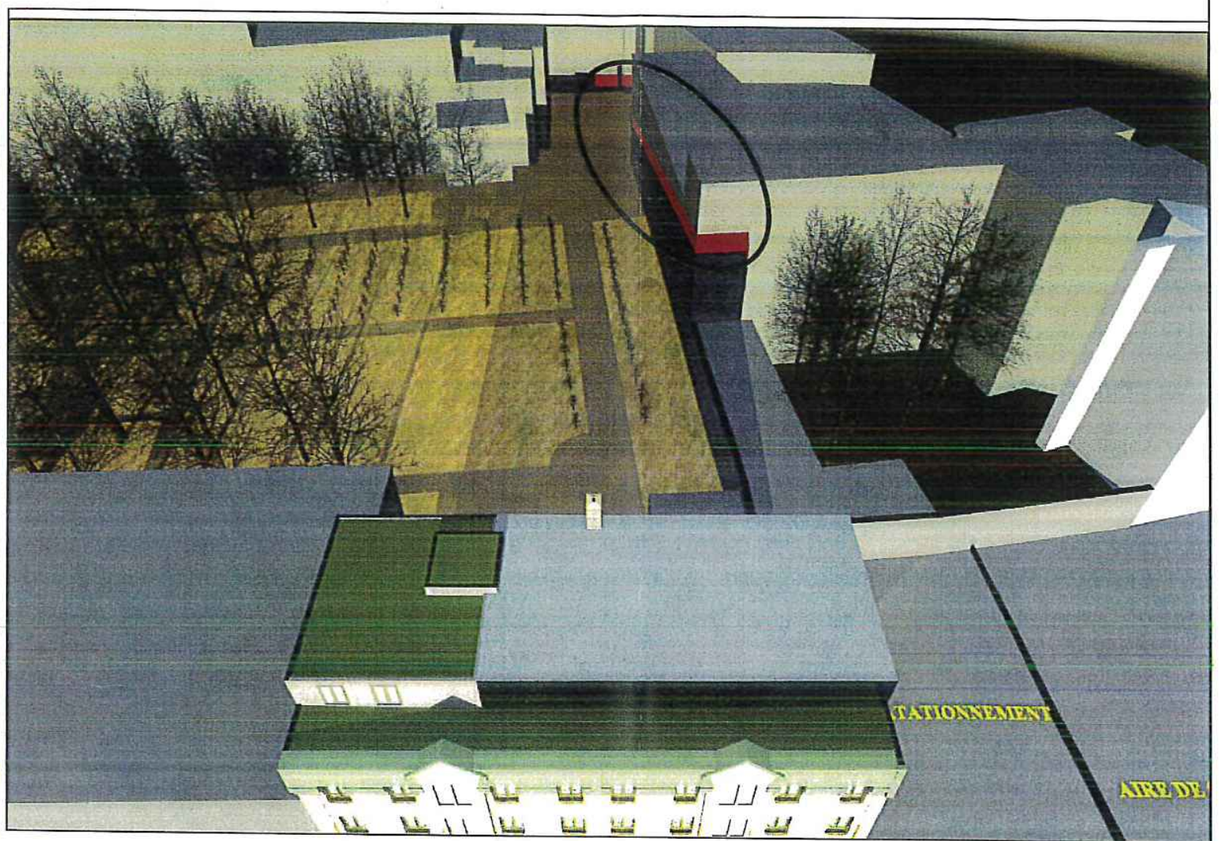
OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 DECEMBRE - 12H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com




- ETUDE D'ENSOLEILLEMENT @ 15H-21 DECEMBRE PAS D'INCIDENCE DE LA PARTIE AJOUTEE DANS LE JARDIN DE LA BASILIQUE

OMBRE DE LA PARTIE AJOUTEE
OMBRE EXISTANT

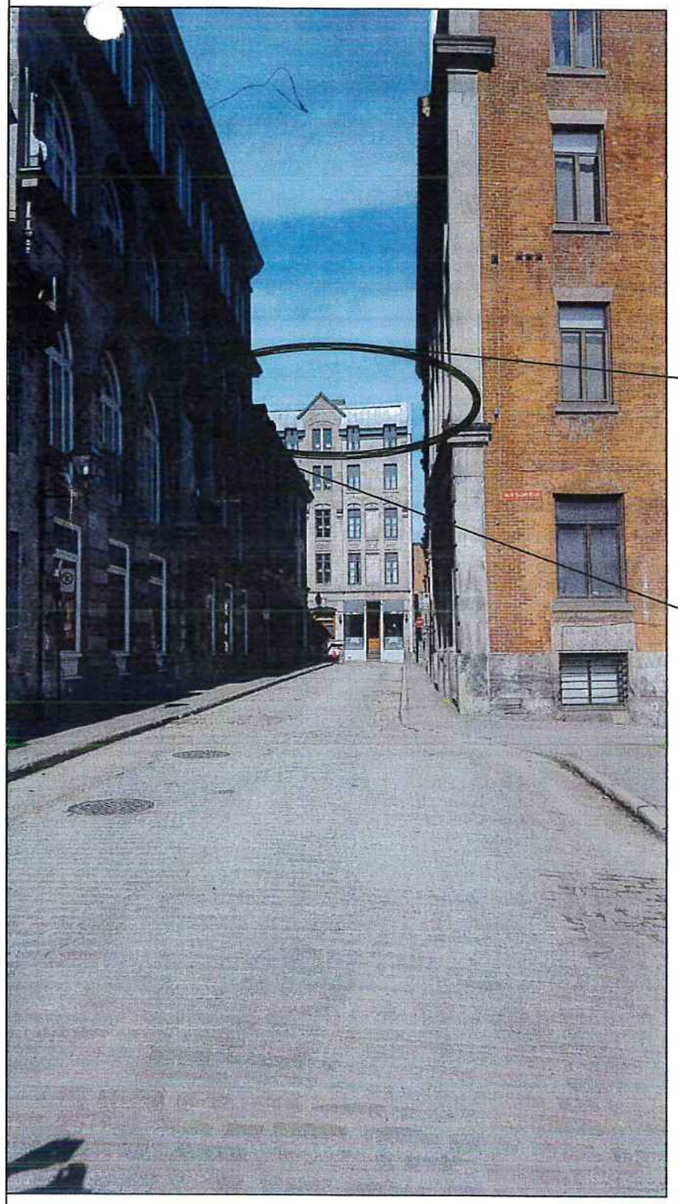
1 EXISTANT

2 PROPOSE

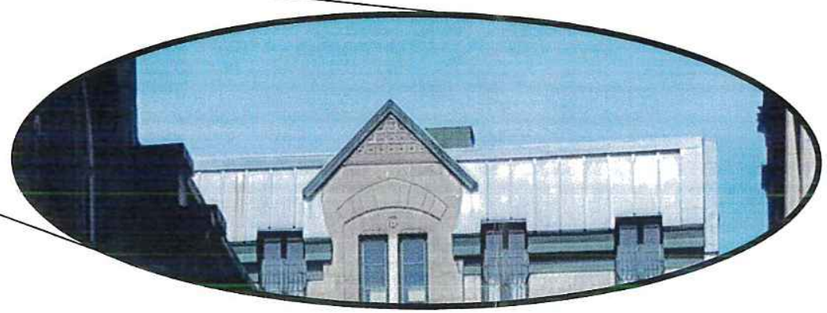
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

21 DECEMBRE - 15H
ETUDE D'ENSOLEILLEMENT

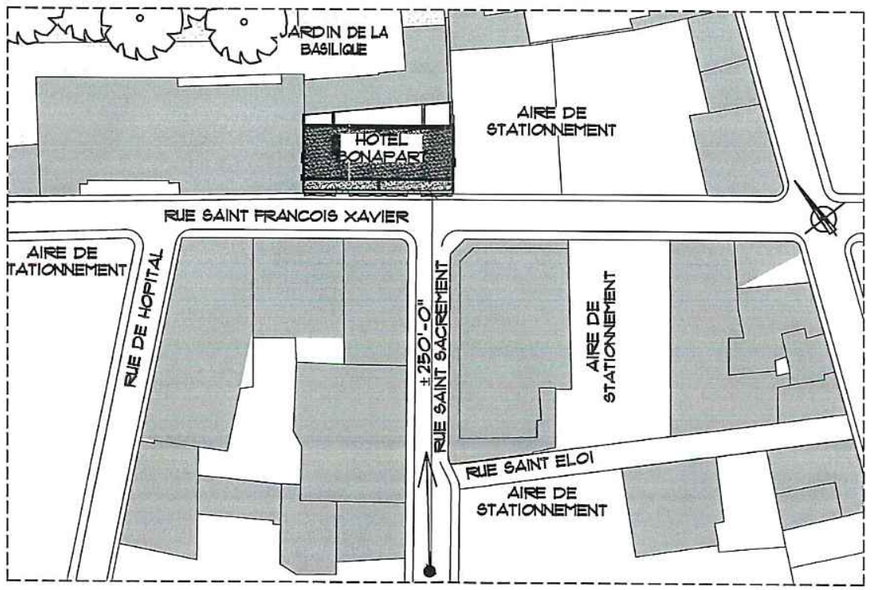
LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com

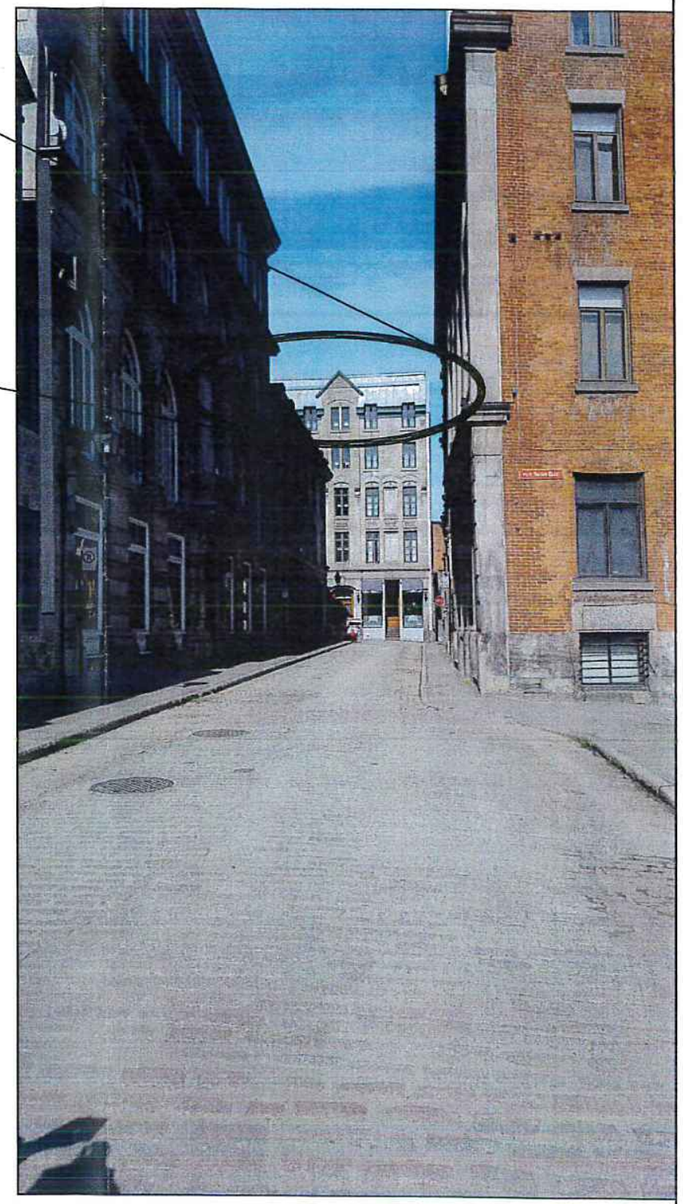


PROPOSE



EXISTANT



1 EXISTANT

2 PROPOSE

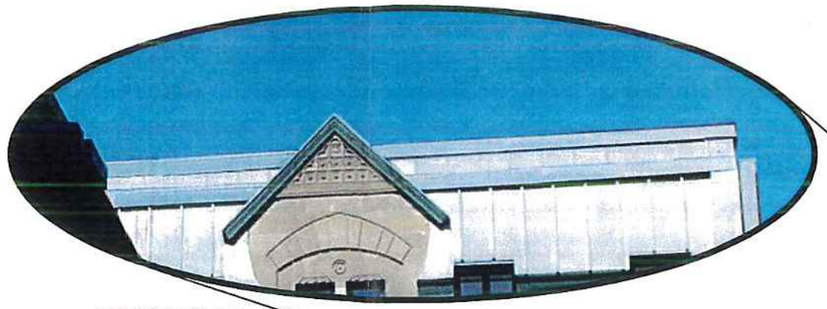
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017 / REV.1 : 01 DECEMBRE 2017

VUE SUR LE RUE DU
SAINT-SACREMENT
LOCALISATION 1

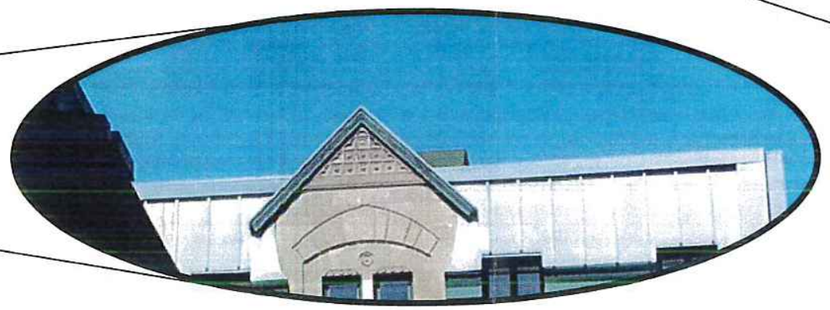
LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com



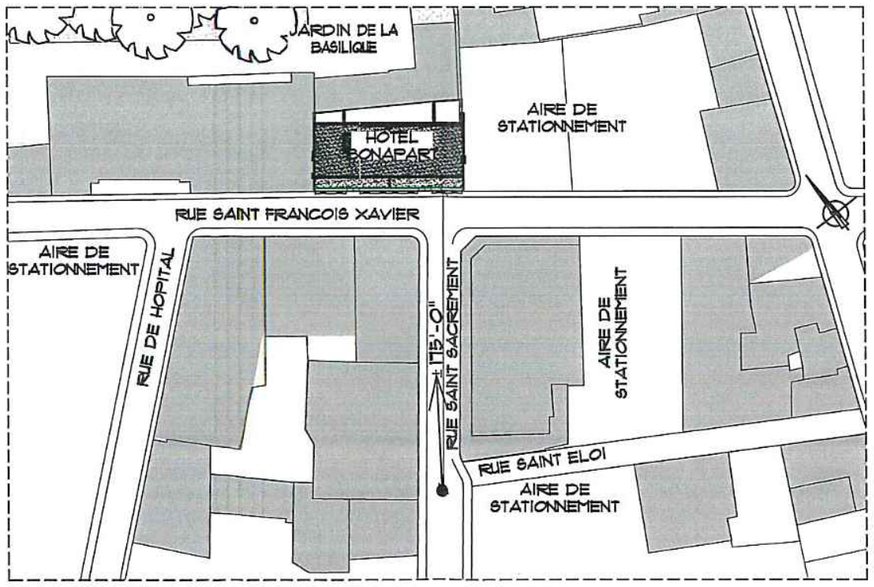
1 EXISTANT

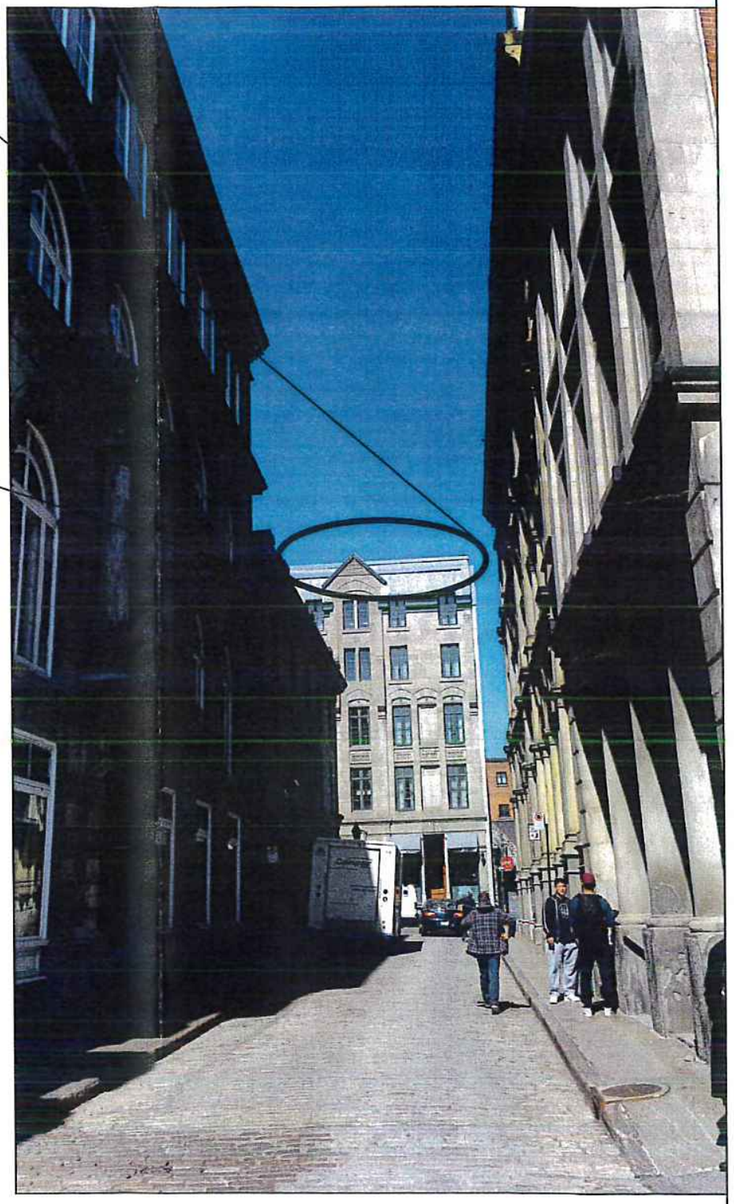


PROPOSE



EXISTANT



2 PROPOSE

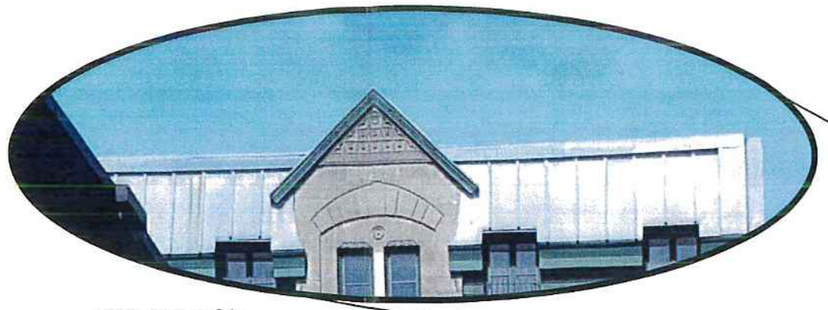
HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017 / REV.1: 01 DECEMBRE 2017

VUE SUR LE RUE DU
SAINT-SACREMENT
LOCALISATION 2

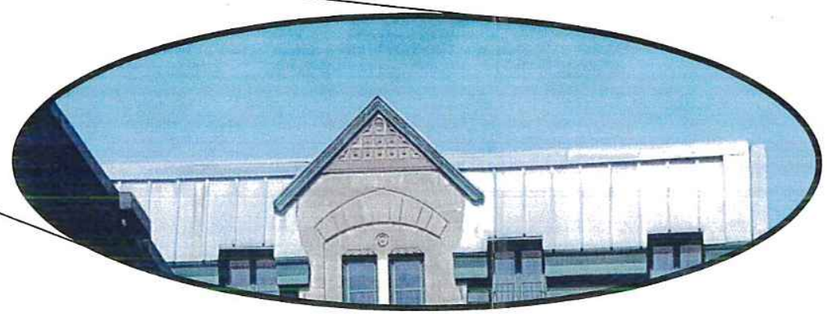
LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com



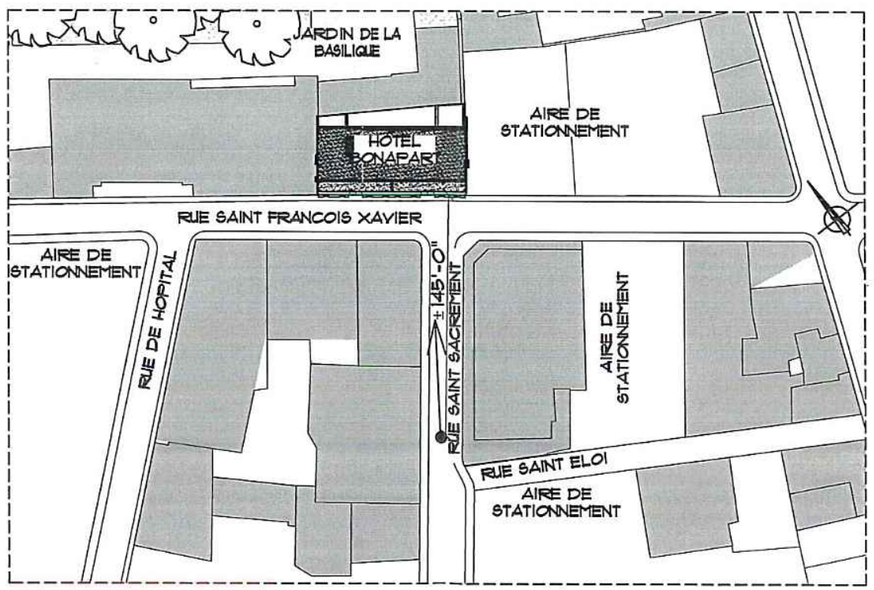
1 EXISTANT



PROPOSE



EXISTANT






2 PROPOSE

HOTEL BONAPART REVISION
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL,QC
LA-17-884 DATE: 25 AOUT 2017

VUE SUR LE RUE DU
SAINT-SACREMENT
LOCALISATION 3

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1. Tél: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com

Ville-Marie Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 7 novembre 2006 | Résolution: CA06 24 0738 |
|---|---|

**439, rue Saint-François-Xavier - projet particulier - adoption du 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sammy FORCILLO

appuyé par Karim BOULOS

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

d'accorder, pour l'immeuble portant le numéro 439, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger à l'article 8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement hors toit;

d'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- l'agrandissement au toit doit être conforme en termes d'implantation, de volumétrie et de hauteur aux plans P.02, P.04 et P.04b datés de mai 2005 et dessinés par les architectes Joly Baygin;
- la délivrance du permis doit être soumis à la procédure du titre VIII du règlement 01-282;
- aucun équipement mécanique, antenne ou autres éléments n'est autorisé sur le toit de l'ajout;
- les matériaux de revêtement choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout;

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour qu'il fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée publique de consultation dont la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.-A-19) exige la tenue.

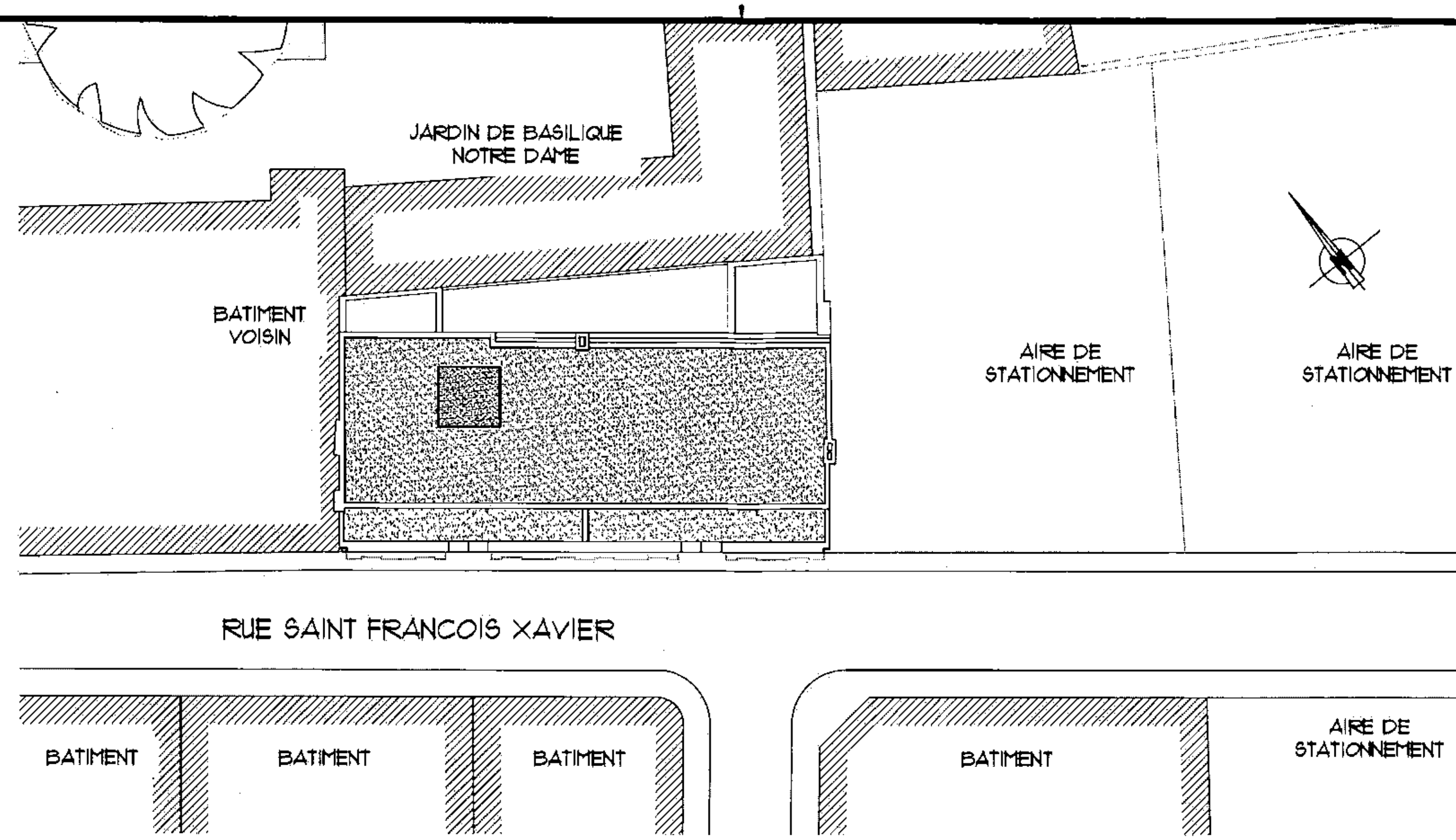
Adoptée à l'unanimité.

*Lors de l'adoption de cette résolution, le maire s'est prévalu de son droit de ne pas voter.*

40.20
(pp 123)
1064400041

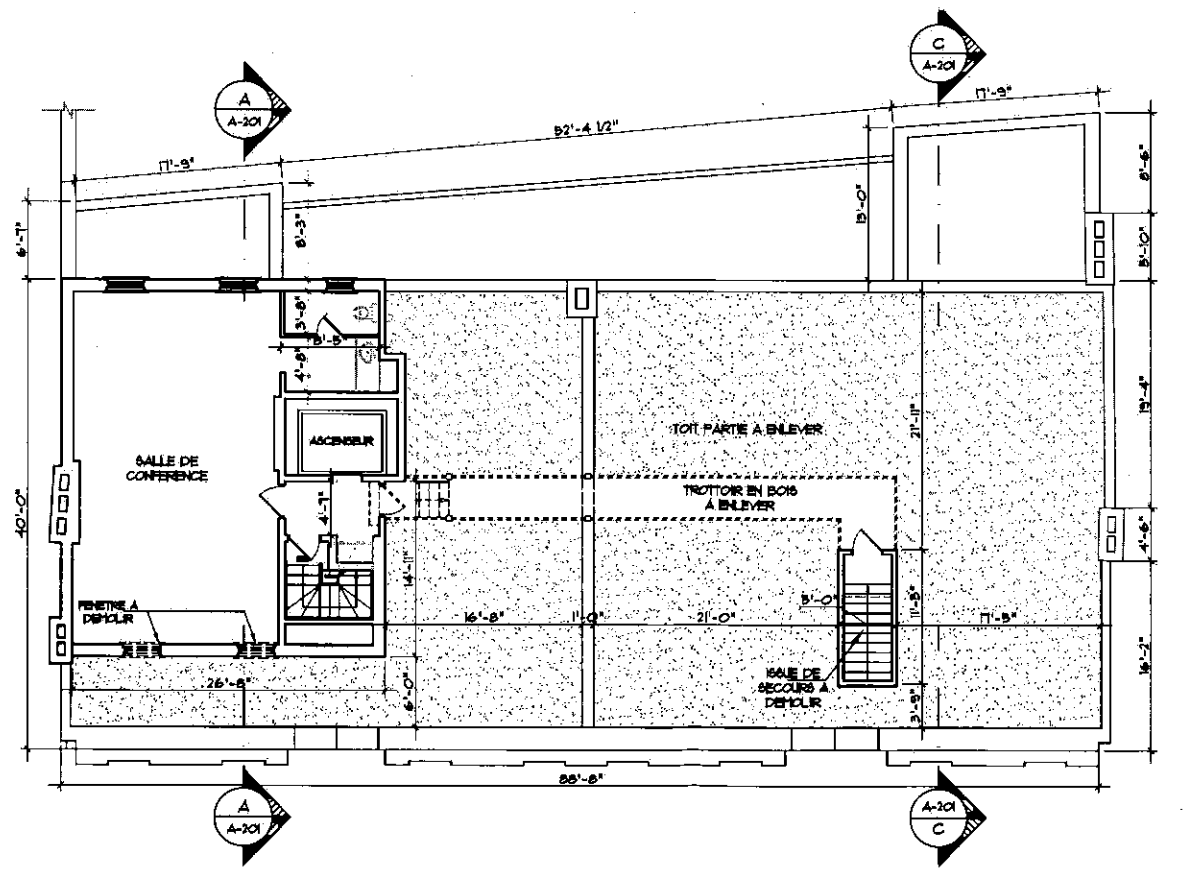
Susan MCKERCHER
_____
Secrétaire d'arrondissement et directrice du
Bureau d'arrondissement et du greffe

Signée électroniquement le 3 janvier 2007




1 PLAN DE SITE

ECHELLE : 1/16" = 1'-0"




3 PLAN ETAGE EXISTANT

ECHELLE : 1/8" = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

11 OCT. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

| Légende des abréviations | Legend of abbreviations |
| --- | --- |
| C.B.I. = [illegible] | A.F.F. = Above finished floor |
| C/C = Centre à centre | C/C = Center to center |
| ℄ = Ligne de centre | ℄ = Center line |
| C.PL. = Conduite pluviale | D.F. = Drinking fountain |
| D.Ac. = Dessus de l'acier | EL. = Elevation |
| D.Be. = Dessus de béton | E.P. = Electrical panel |
| D.P. = Drain de plancher | EX. = Existing |
| D.P.F. = Au-dessus du plancher fini | EXT. = Exterior |
| D.T. = Drain de toit | F.D. = Floor drain |
| E.G. = Entrepreneur général | F.H.C. = Fire hose cabinet |
| EL. = Elévation | F.O. = Finished opening |
| EXT. = Extérieur | G.C. = General contractor |
| EX. = Existant | INT. = Interior |
| F. = Fontaine | N.I.C. = Not in contract |
| H.C. = Hors-contrat | R.O. = Rough opening |
| INT. = Intérieur | REV. = Reversed |
| INV. = Inversé | R.D. = Roof drain |
| O.B. = Ouverture brute | R.W.L. = [illegible] |
| O.F. = Ouverture finie | S.M. = [illegible] |
| P.E. = Panneau électrique | T.o.C. = Top of concrete |
| P.T. = Panneau téléphonique | T.o.S. = Top of steel |
| S.-F. = Sous-face | T.P. = Telephone panel |
| S.M. = [illegible] | TYP. = Typical |
| TYP. = Typique | U/S = Underside |

Distribution

| No de rev. | Date d'émission | Émis pour | Ville | Propriétaire | Entrepreneur |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 00 | 2018-07-26 | [illegible] | - | - | - |

| No | Date | Par/ by | Révision/ Revision | Vér/ Ver |
| --- | --- | --- | --- | --- |

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous

This drawing shall not be used for construction purposes unless approved below

Approuvé/ Approved | Date

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN

architectes@jolybaygin.com

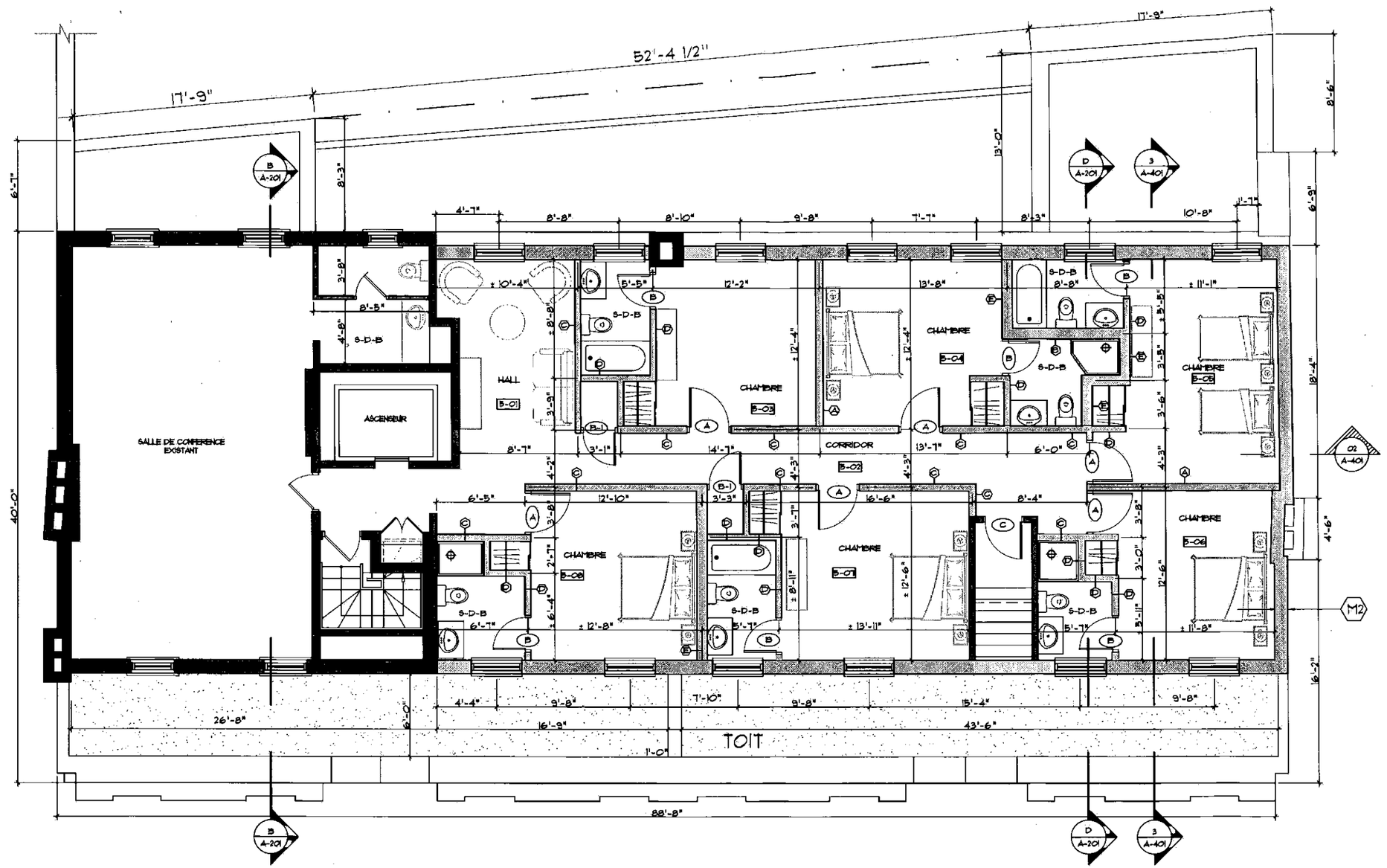
Ordre des architectes du Québec
# A-1436
MARDIROS BAYGIN
ARCHITECTE

CLIENT/
HOTEL BONAPART

447, ST-FRANCOIS-XAVIER,
MONTREAL, QC

DESSIN/
PLAN DE SITE
PLAN ETAGE EXISTANT

| | | | |
| --- | --- | --- | --- |
| Conçu par/ Designed by M.B. | Échelle/ Scale INDIQUEE | No de dessin/ Drawing no | |
| Dessiné par/ Drawn by C.L. | Date 2018-04-03 | A-100 | |
| Vérifié par/ Verified by M.B. | No de projet/ Project no LA-17-884 | Révision/ Revision 00 | |




## TYPES DE CLOISONS

**MUR TYPE A**
MUR COUPE FEU INSONORISE (JUSQU'AU PONTAGE METALIQUE)
ITS : 60, DRF : 1 HEURE.

- GYPSE TYPE FIRECODE 2 x 5/8".
- MONTANT METALIQUE 3-5/8" @ 24" C/C
- LAINE DE ROCHE INSONORISANTE 3-5/8"
- BARRE RESILIANTE 1/2"
- GYPSE TYPE FIRECODE 2 x 5/8".

**MUR TYPE B**
MUR COUPE FEU INSONORISE (JUSQU'AU PONTAGE METALIQUE)
ITS : 66, DRF : 1 HEURE.

- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE HYDROFUGE OU PANNEAU DE BETON LEGER
- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE
- 2 x 3-5/8" MONTANT METAL. @ 24" C/C EN QUINCONCE
- 3-5/8" LAINE DE ROCHE INSONORISANTE
- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE
- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE HYDROFUGE OU PANNEAU DE BETON LEGER

**MUR TYPE C**
COUPE FEU INSONORISE (JUSQU'AU PONTAGE METALIQUE)
ITS : 64, DRF : 1 HEURE.

- 1/2" GYPSE TYPE F.C HYDROFUGE OU PANNEAU DE BETON.
- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE
- 3-5/8" MONTANT METAL. @ 16" C/C
- 3-5/8" LAINE DE ROCHE INSONORISANTE
- 1/2" BARRE RESILIANTE
- 2 x 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE

**MUR TYPE D**

- 5/8" GYPSE TYPE HYDROFUGE OU PANNEAU DE BETON LEGER.
- 1/2" BARRE RESILIANTE
- 3-5/8" LAINE DE ROCHE INSONORISANTE
- 3-5/8" MONTANT MET. CAL. 16 @ 16" C/C
- 5/8" GYPSE TYPE.

**MUR TYPE E**
MUR COUPE FEU INSONORISE (JUSQU'AU PONTAGE MET.)
ITS : 68, DRF : 1 HEURE.

- 1/2" GYPSE TYPE F.C HYDROFUGE OU PANNEAU DE BETON LEGER.
- 1/2" GYPSE TYPE FIRECODE
- 2 x 3-5/8" MONTANT METAL. @ 24" c/c EN QUINCONCE
- 3-5/8" LAINE DE ROCHE INSONORISANTE
- 2 X1/2" GYPSE TYPE FIRECODE

NOTES GENERALES :

1. L'ENTREPRENEUR SERA RESPONSABLE DE DETERMINER LES CALIBRES ET LES METHODES D'ASSEMBLAGE DES CLOISONS EN MONTANTS METALLIQUES POUR REPONDRE AUX NORMES ET CODES EN VIGUEUR, SELON LES HAUTEURS ET LES PORTEES DES CLOISONS,
2. LE GYPSE SERA HYDROFUGE DANS LES MURS ET PLAFOND DES SALLES D'EAU ET DANS TOUT AUTRE ENDROIT HUMIDE,
3. POUR LES MURS INSONORISES, SCELLER LA BASE ET LA TETE DES MURS AVEC UN CALFEUTRAGE,
4. L'ENTREPRENEUR PEUT INSTALLER LES GYPSES SPECIFIES OU DES EQUIVALENTS APPROUVES PAR L'ARCHITECTE.
5. PREVOIR LES FONDS DE CLOUAGE LA OU C'EST NECESSAIRE,
6. AUX ENDROITS OU LA CERAMIQUE SERA INSTALLEE, REMPLACER LE GYPSE AVEC DES PANNEAUX DE BETON LEGER

1 PLAN ETAGE PROPOSE

ECHELLE : 1/4" = 1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
11 OCT. 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

| Légende des abréviations | | Legend of abbreviations |
|---|---|---|
| CBL | Cabinet de bagay d'incendie | AFF. Above finished floor |
| CC | Centre à centre | CC Center to center |
| CL | Ligne de centre | CL Center line |
| CM | Cimentage intérieur | CM Drywall finish |
| DAC | Dessus de l'acier | EL Elevation |
| DB | Dessus de béton | EP Electrical panel |
| DP | Drain de plancher | EX Existing |
| DPF | Au-dessus du plancher fini | EXT Exterior |
| DT | Dessus de toit | FC Floor drain |
| EA | Entrepreneur général | FHC Fire hose cabinet |
| EL | Elevation | FO Finished opening |
| EX | Existant | GC General contractor |
| INT | Intérieur | INT Interior |
| MB | Matériaux | NIC Not in contract |
| NC | Non-contact | RO Rough opening |
| NIV | Nivelant | RWD Rainwater drain |
| OU | Ouverture | RD Roof drain |
| OB | Ouverture brute | RSL Resilient base |
| OF | Ouverture finie | SC Starter |
| PE | Panneau électrique | TC Top of concrete |
| PT | Panneau téléphonique | TM Top of metal |
| RF | Rez-de-fixe | TP Telephone panel |
| SIM | Similaire | TYP Typical |
| TYP | Typique | UC Underside |

**Distribution**

| No de rev. | Date d'émission | Emis pour | Ville | Propriétaire | Entrepreneur |
|---|---|---|---|---|---|
| 00 | 2018-07-26 | PIIA-18 | - | - | - |

| No | Date | Par/ by | Révision/ Revision | Ver/ Ver |
|---|---|---|---|---|

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessus

This drawing shall not be used for construction purposes unless approved below

Approuvé/ Approved

Date

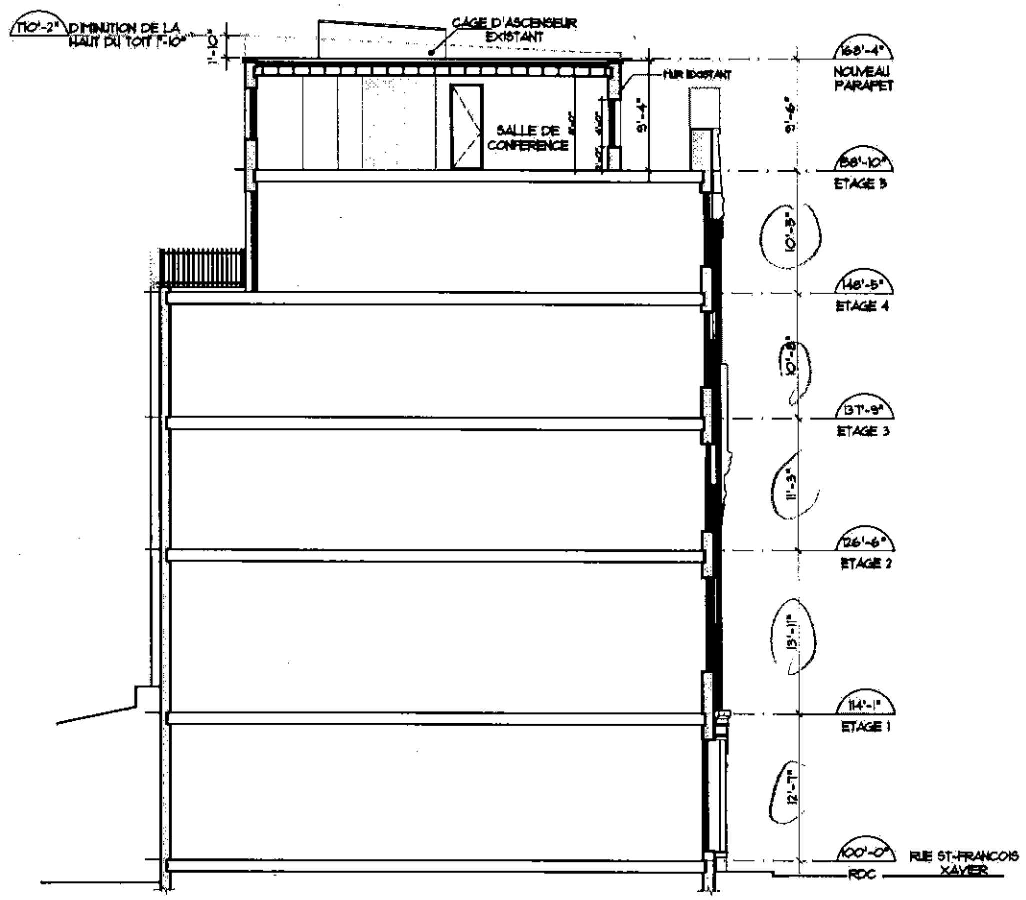
LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc
H3P 2T1 Tel: 514-344-1806 Fax: 514-344-1498
architectes@jolybaygin.com

CLIENT/
HOTEL BONAPART

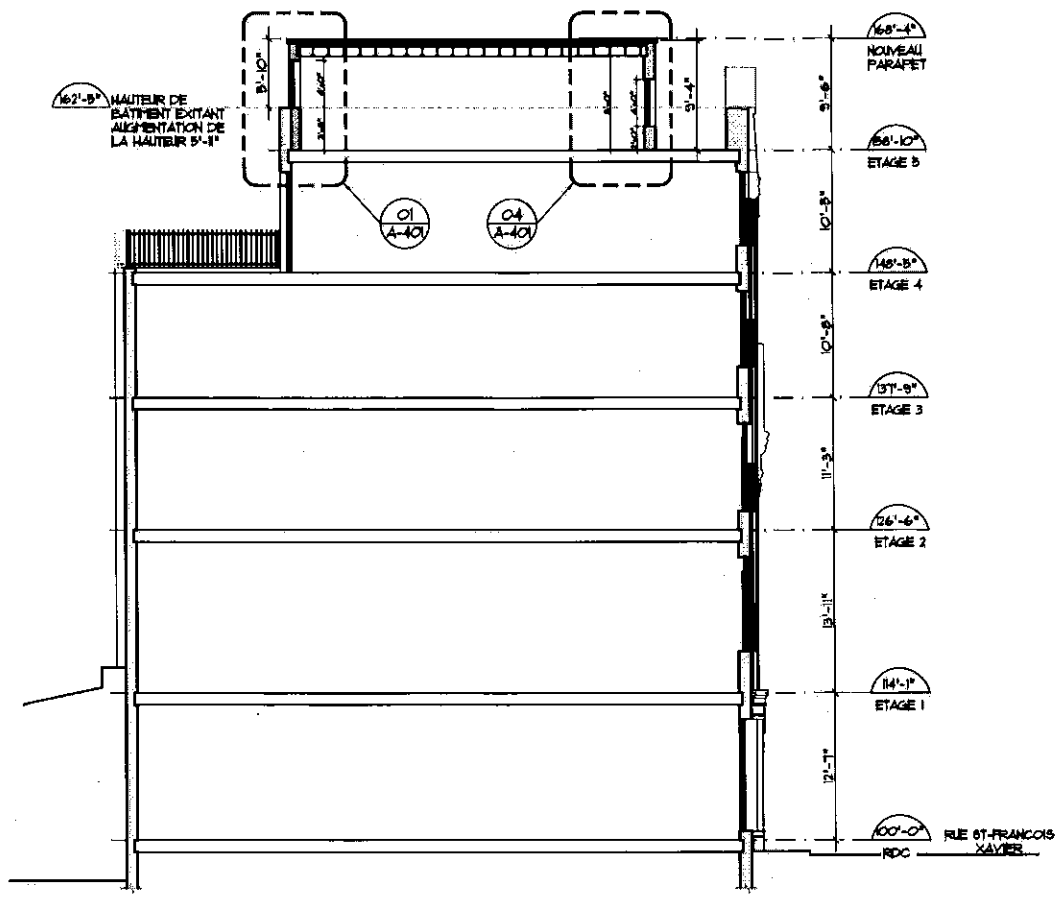
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL, QC

DESSIN/
PLAN ETAGE PROPOSE

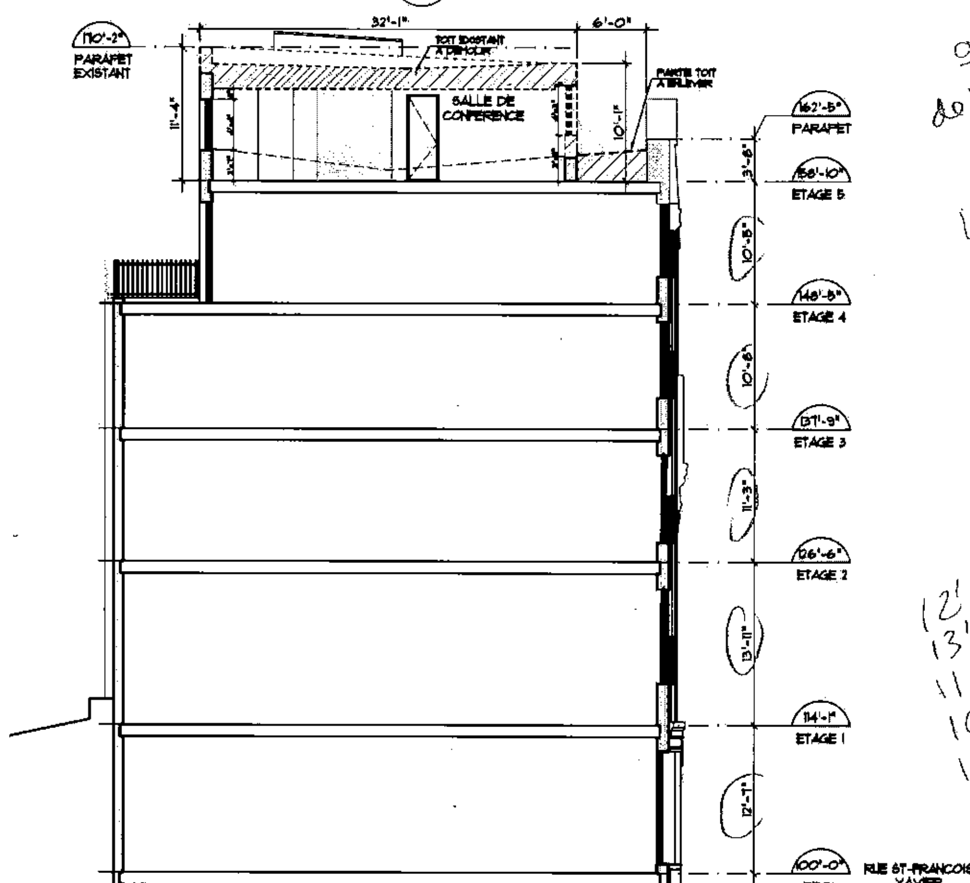
| | | | |
|---|---|---|---|
| Conçu par/ Designed by M.B. | Echelle/ Scale INDIQUEE | | No de dessin/ Drawing no |
| Dessiné par/ Drawn by C.U. | Date 2018-04-03 | | A-101 |
| Vérifié par/ Verified by M.B. | No de projet/ Project no LA-17-884 | Révision/ Revision 00 | |



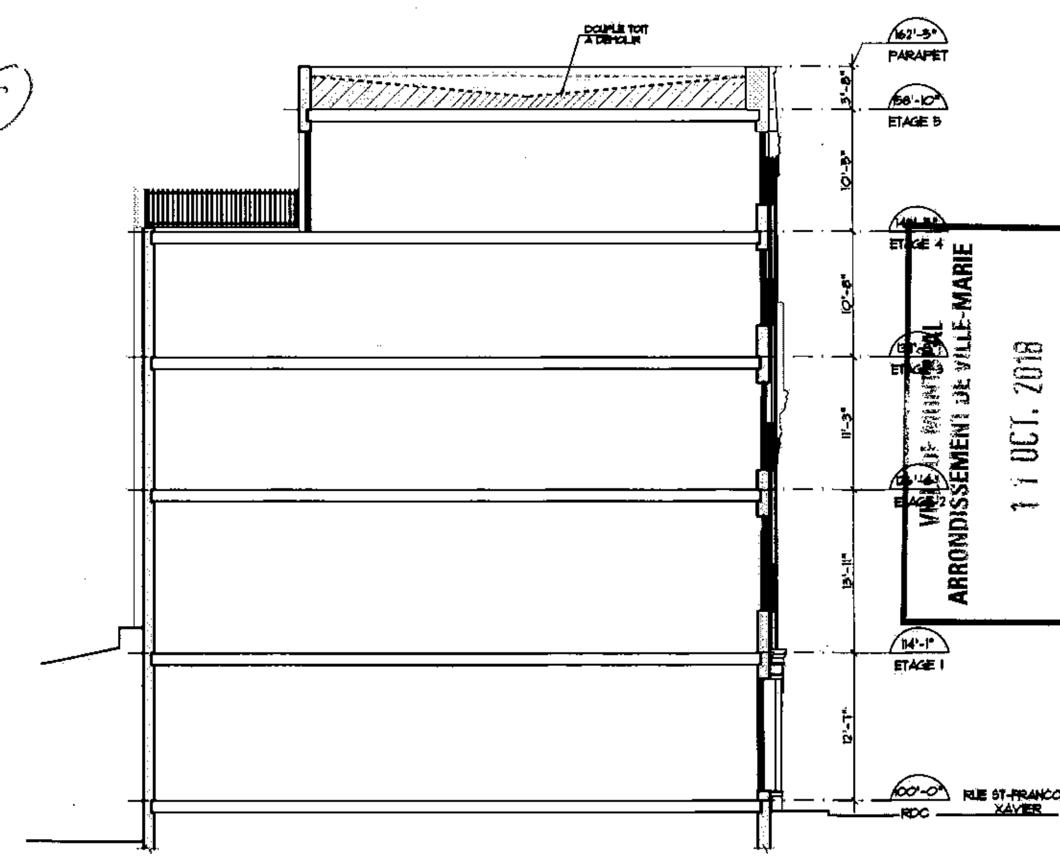

1 COUPE B-B / PROPOSE




2 COUPE D-D / PROPOSE




3 COUPE A-A / EXISTANT




3 COUPE C-C / EXISTANT

9'6" au lieu de 11'4"
2' (-2")
12
12
12
0,56 de moins

12'7
13'11
11'3
10'8
10'5
11'4
67'38"
(70'2')

21.31
5
21.36

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
11 OCT. 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

| Légende des abréviations | | Legend of abreviations | |
|---|---|---|---|
| C.B.I. | Cabinet de boyau d'incendie | A.F.F. | Above finished floor |
| C/C | Centre à centre | C/C | Center to center |
| ℄ | Ligne de centre | ℄ | Center line |
| C.P. | Conduite pluviale | D.F. | Drinking fountain |
| D.Ac. | Dessus de l'acier | EL. | Elevation |
| D.Bé. | Dessus du béton | E.P. | Electrical panel |
| D.P. | Drain de plancher | EX. | Existing |
| D.P.F. | Au-dessus du plancher fini | EXT. | Exterior |
| D.T. | Drain de toit | F.D. | Floor drain |
| E.G. | Entrepreneur général | F.H.C. | Fire hose cabinet |
| EL. | Élévation | F.O. | Finished opening |
| EXT. | Extérieur | G.C. | General contractor |
| EX. | Existant | INT. | Interior |
| F. | Fontaine | N.I.C. | Not in contract |
| H.C. | Hors-contrat | R.O. | Rough opening |
| INT. | Intérieur | REV. | Reversed |
| INV. | Inversé | R.D. | Roof drain |
| O.B. | Ouverture brute | R.W.L. | Rain water leader |
| O.F. | Ouverture finie | SIM. | Similar |
| P.E. | Panneau électrique | T.O.C. | Top of concrete |
| P.T. | Panneau téléphonique | T.O.S. | Top of steel |
| S.-F. | Sous-face | T.P. | Telephone panel |
| SIM. | Similaire | TYP. | Typical |
| TYP. | Typique | U/S | Underside |

Distribution

| No de rev. | Date d'émission | Émis pour | Ville | Propriétaire | Entrepreneur |
|---|---|---|---|---|---|
| 00 | 2018-07-26 | PERMIS | - | - | - |

| No | Date | Par/ by | Révision/ Revision | Ver/ Ver |
|---|---|---|---|---|
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fin de construction sans approbation ci-dessous / This drawing shall not be used for construction purposes unless approved below

Approuvé/ Approved — Date

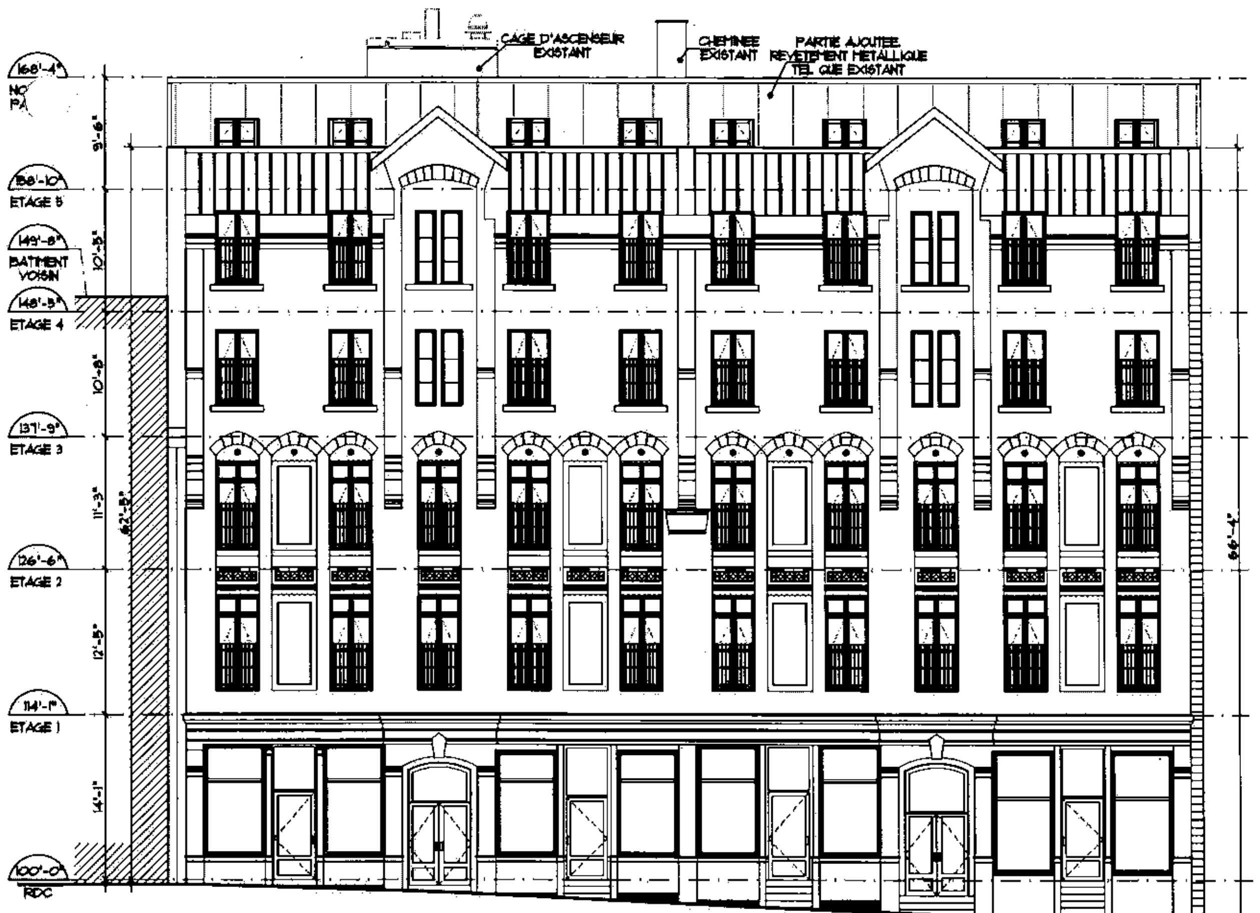

LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc H3P 2T1 Tel: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com


Ordre des architectes du Québec
# A-1430
MARDIROS BAYGIN
ARCHITECTE

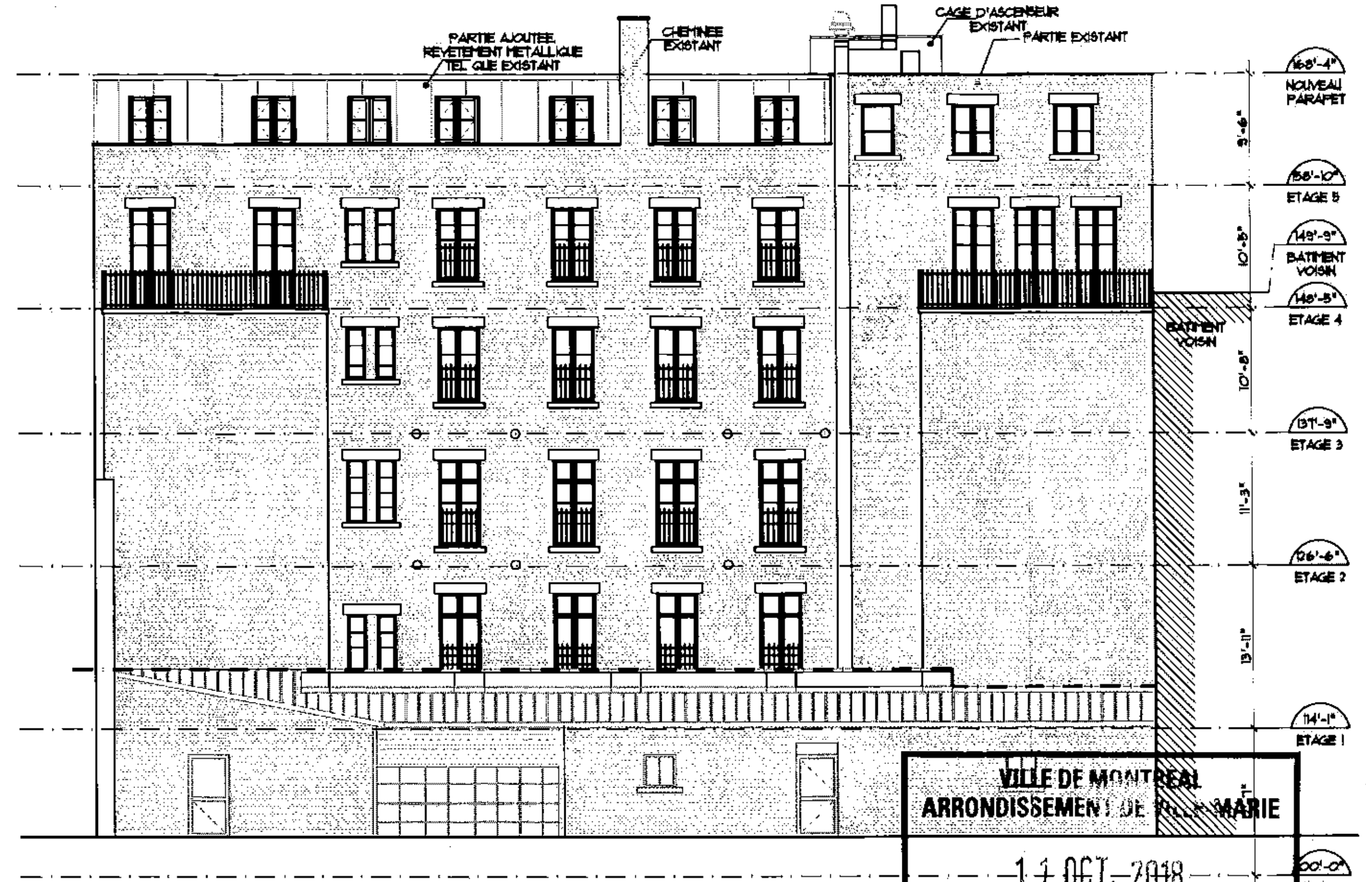
CLIENT/
HOTEL BONAPART
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL, QC

DESSIN/
COUPES AA & CC- EXISTANT.
COUPE BB & DD - PROPOSE

| | | |
|---|---|---|
| Conçu par/ Designed by M.B. | Échelle/ Scale 1/8"=1'-0" | No de dessin/ Drawing no A-201 |
| Dessiné par/ Drawn by C.L. | Date 2018-04-03 | |
| Vérifié par/ Verified by M.B. | No de projet/ Project no. LA-17-884 | Révision/ Revision 00 |




1 ELEVATION PRINCIPALE / PROPOSE

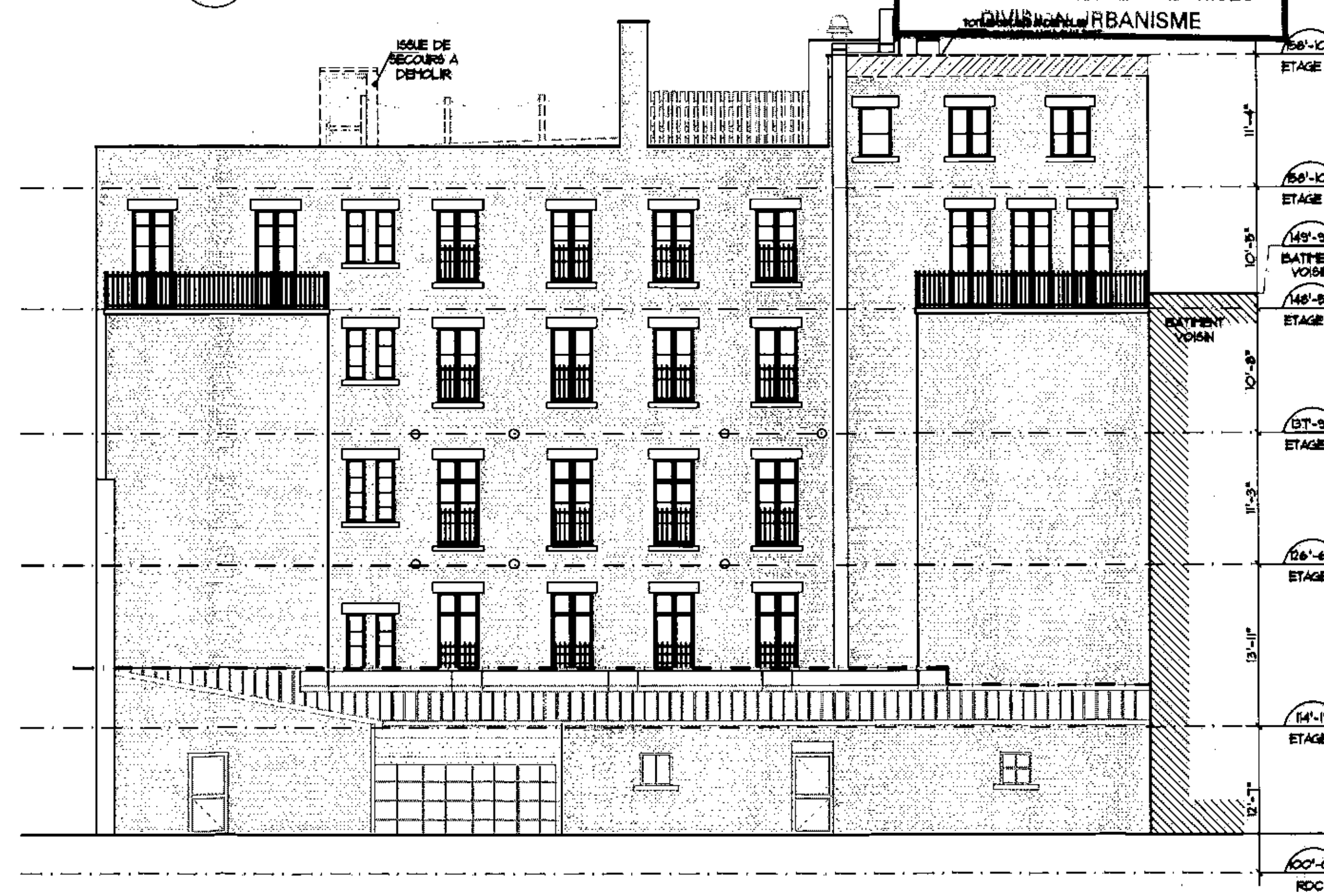



2 ELEVATION ARRIERRE / PROPOSE

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
1 1 OCT. 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICE AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME




3 ELEVATION PRINCIPALE / EXISTANT




4 ELEVATION ARRIERRE / EXISTANT

| Légende des abréviations | | Legend of abreviations | |
|---|---|---|---|
| C.B.I. | Cabinet de boyau d'incendie | A.F.F. | Above finished floor |
| C/C | Centre à centre | C/C | Center to center |
| C | Ligne de centre | C | Center line |
| C.PL. | Conduite pluviale | D.F. | Drinking fountain |
| D.Ac. | Dessus de l'acier | EL. | Elevation |
| D.Be. | Dessus de béton | E.P. | Electrical panel |
| D.P. | Drain de plancher | EX. | Existing |
| D.P.F. | Au-dessus du plancher fini | EXT. | Exterior |
| D.T. | Drain de toit | F.D. | Floor drain |
| E.G. | Entrepreneur général | F.H.C. | Fire hose cabinet |
| EL. | Elévation | F.O. | Finished opening |
| EXT. | Extérieur | G.C. | General contractor |
| EX. | Existant | INT. | Interior |
| F. | Fontaine | N.I.C. | Not in contract |
| H.C. | Hors-contrat | R.O. | Rough opening |
| INT. | Intérieur | REV. | Reversed |
| INV. | Inverse | R.D. | Roof drain |
| O.B. | Ouverture brute | R.W.L. | Rain water leader |
| O.F. | Ouverture finie | SM. | Similar |
| P.E. | Panneau électrique | T.o.C. | Top of concrete |
| P.T. | Panneau téléphonique | T.o.A. | Top of steel |
| S.-F. | Sous-face | T.P. | Telephone panel |
| SIM. | Similaire | TYP. | Typical |
| TYP. | Typique | U/S | Underside |

Distribution

| No de rev. | Date d'émission | Émis pour | Ville | Propriétaire | Entrepreneur |
|---|---|---|---|---|---|
| 00 | 2018-07-26 | PERMIS | | | |

| No | Date | Par/by | Révision/Revision | Ver/Ver |
|---|---|---|---|---|

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessus / This drawing shall not be used for construction purposes unless approved below

Approuvé/Approved — Date

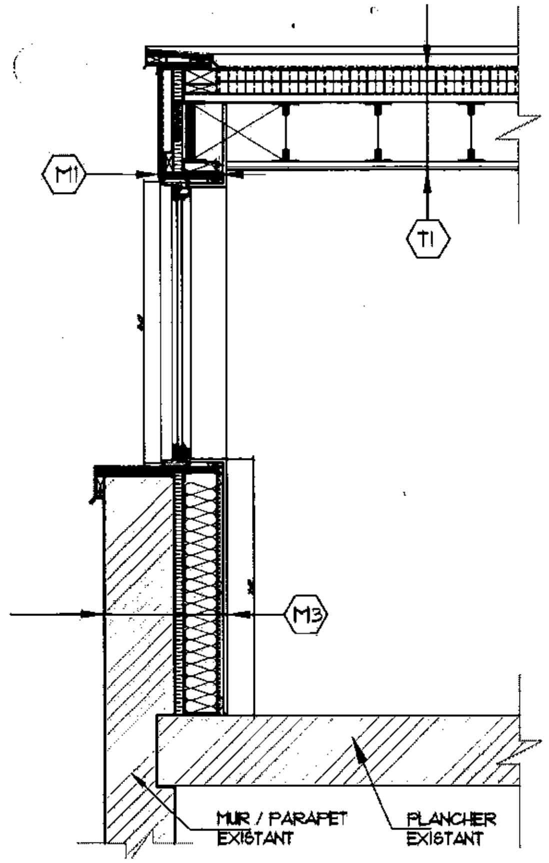
LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc H3P 2T1 Tel: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com

Ordre des architectes du Québec — # A-1430 MARDIROS BAYGIN ARCHITECTE

CLIENT/
HOTEL BONAPART
447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL, QC

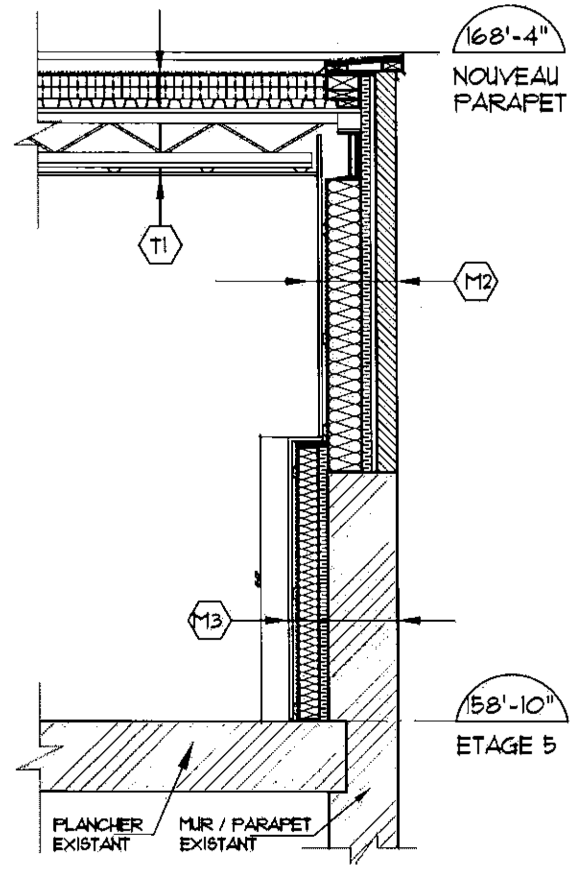
DESSIN/
ELEVATIONS 01 & 02 - PROPOSE
ELEVATIONS 03 & 04 - EXISTANT

| | | | |
|---|---|---|---|
| Conçu par/Designed by: M.B. | Echelle/Scale: 1/8"=1'-0" | No de dessin/Drawing no | A-301 |
| Dessiné par/Drawn by: C.L. | Date: 2018-04-03 | | |
| Vérifié par/Verified by: M.B. | No de projet/Project no: LA-17-884 | Révision/Revision | 00 |



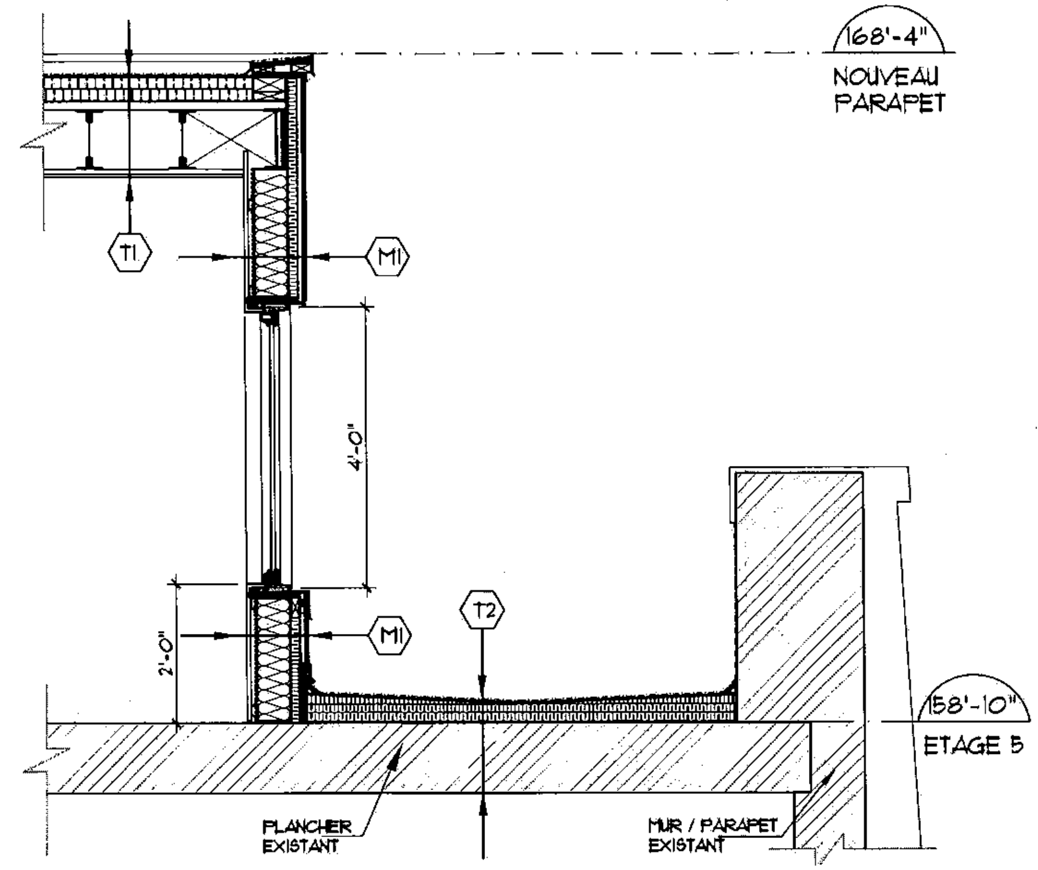

01 DETAIL DE MUR et TOIT

ECHELLE : 3/4" = 1'-0"



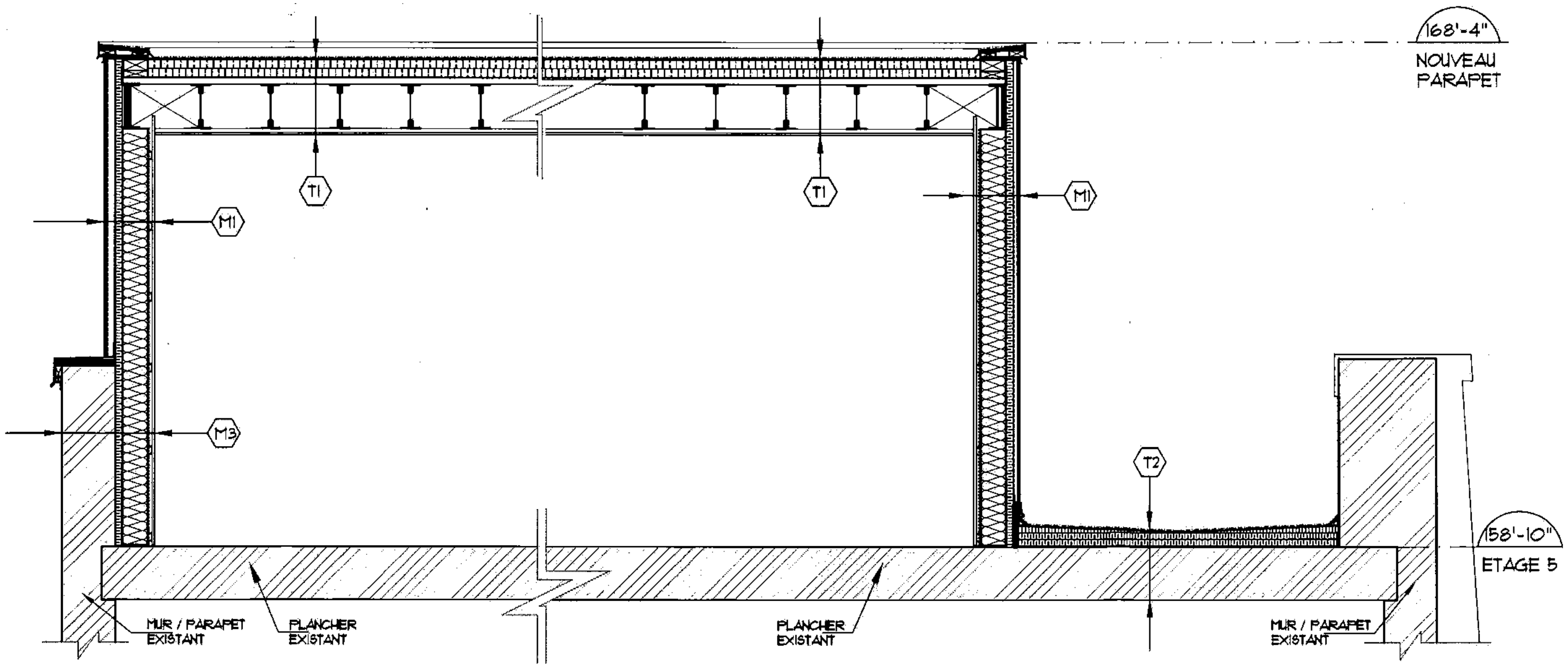

02 DETAIL DE MUR et TOIT

ECHELLE : 3/4" = 1'-0"




04 DETAIL DE MUR et TOIT

ECHELLE : 3/4" = 1'-0"




03 COUPE 3-3 - DETAIL

ECHELLE : 3/4" = 1'-0"

**M1**
- REVETMENT METALIQUE TEL QU'EXISTANT
- FOURRURE METALIQUE 7/8"
- ISOLANT RIGIDE 1-1/2", TYPE CODEBORD A JOINTS SCELLES
- MONTANT METALIQUE 20G 6" @ 16" C/C
- ISOLANT FIBRE DE ROCHE 5-1/2"
- PARE-VAPEUR
- FOURRURE MET. 7/8"
- PANNEAU GYPSE INT. 5/8"

**M2**
- MUR DE BRIQUE TEL QU'EXISTANT
- VIDE D'AIRE 1"
- ISOLANT RIGIDE 1-1/2", TYPE CODEBORD A JOINTS SCELLES
- MONTANT METALIQUE 20G 6" @ 16" C/C
- ISOLANT EN FIBRE DE ROCHE 5-1/2"
- PARE-VAPEUR
- FOURRURE MET. 7/8"
- PANNEAU GYPSE INT. 5/8"

**M3**
- MUR EXISTANT - EXISTANT
- ISOLANT RIGIDE 1-1/2" - TYPE CODEBORD A JOINTS SCELLES
- MONTANT METALLIQUE 6" @ 16" C/C
- ISOLANT FIBRE DE ROCHE 5-1/2"
- PARE-VAPEUR
- FOURRURE MET. 7/8"
- PANNEAU GYPSE INT. 5/8"

**T1**
- MEMBRANE DE FINITION GARANULEE SOPRASTAR BLANCHE HAUTEMENT REFLECHISSANTE
- MEMBRANE SOUS-COUCHE SOPRALENE FLAM 180
- PANNEAU DE SUPPORT SUPRABOARD 1/4"
- ISOLANT POLYISOCIANURATE 2x2" CROISE
- PARE-VAPEUR
- PONTAGE METALIQUE
- POUTRELLES DE TOIT PREFAB 10"@16" C/C
- FOURRURE METALIQUE 7/8"
- GYPSE 1/2".

**T2**
- MEMBRANE DE FINITION GARANULEE SOPRASTAR BLANCHE HAUTEMENT REFLECHISSANTE
- MEMBRANE SOUS-COUCHE SOPRALENE FLAM 180
- PANNEAU DE SUPPORT SUPRABOARD 1/4"
- ISOLANT POLYISOCIANURATE 2x2" CROISE
- ISOLANT DE PENTE 1% (OU NECESSAIRE)
- PARE-VAPEUR
- PLANCHER EXISTANT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
11 OCT. 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

Légende des abréviations / Legend of abreviations

Distribution

| No | Date | Par/by | Révision/Revision | Ver/Ver |
|---|---|---|---|---|
| 00 | - | - | PERMIS | - |

Ce dessin ne doit pas être utilisé pour fins de construction sans approbation ci-dessous | This drawing shall not be used for construction purposes unless approved below

Approuvé/Approved | Date


LES ARCHITECTES JOLY BAYGIN
1255 boul. Laird #250 Ville Mont-Royal, Qc H3P 2T1 Tel: 514-344-1806 Fax: 514-344-1496
architectes@jolybaygin.com


Ordre des architectes du Québec
# A-1430
MARDIROS BAYGIN
ARCHITECTE

CLIENT/
HOTEL BONAPART

447, ST-FRANCOIS-XAVIER, MONTREAL, QC

DESSIN/
DETAILS

| | | |
|---|---|---|
| Conçu par/Designed by M.B. | Échelle/Scale 1/8"=1'-0" | No de dessin/Drawing no A-401 |
| Dessiné par/Drawn by C.U. | Date 2018-04-03 | |
| Vérifié par/Verified by M.B. | No de projet/Project no LA-17-884 | Révision/Revision 00 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.04

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184869013**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes:

a) La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2$^{e}$ étage ne doit pas dépasser 48,3 m$^{2}$;
b) Accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
c) Interdire au public d'accéder au commerce par le 2$^{e}$ étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:20

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1184869013** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » au 2$^{e}$ étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est. Ce projet dérogerait à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Cette demande pourrait être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

### DESCRIPTION

**Le site**
Le bâtiment de trois étages a été construit en 1987, au coin de la rue Dorion et du boulevard De Maisonneuve Est. Au rez-de-chaussée, on retrouve deux commerces, dont une clinique dentaire aménagée au même endroit depuis la construction du bâtiment et qui compte aujourd'hui une équipe de 17 employés. Aux étages supérieurs, 18 logements sont aménagés en copropriété.

**Le projet**
La demande vise à autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » permettant d'utiliser la superficie du logement no.103 au deuxième étage, d'une superficie de 48.3 m$^{2}$, afin de le transformer en salle de repos pour l'équipe de professionnels de la clinique dentaire. Un escalier intérieur serait percé afin d'éviter que les employés circulent dans les espaces communs des résidents; l'apparence extérieure du bâtiment demeurerait inchangée.

**Cadre réglementaire**
La proposition déroge à l'article 183 du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

· Au-dessus du rez-de-chaussée, aucun usage commercial ou industriel n'est autorisé au même niveau qu'un logement ou à un niveau supérieur.

**JUSTIFICATION**

La demande est justifiée par l'impossibilité d'agrandir la clinique dentaire, ni au rez-de-chaussée et ni au sous-sol. La clinique dentaire desservant une clientèle marginalisée, étant situé au même endroit depuis de nombreuses années et nécessitant une superficie importante afin de répondre à la demande, il est souhaitable qu'elle s'agrandisse à même le bâtiment plutôt que de la voir quitter le secteur.
Aucune modification à l'apparence extérieure n'est prévue au 2$^{e}$ étage permettant de conserver son apparence d'occupation résidentielle et minimiser les impacts d'un changement d'occupation. Aucune éviction n'est nécessaire puisque l'appartement no.103 appartient au demandeur et sera vacant d'ici quelques mois. De plus, le demandeur a obtenu une résolution écrite des copropriétaires du bâtiment autorisant l'aménagement d'une salle de repos/cuisine ainsi que l'ajout d'un escalier à l'intérieur de la clinique pour y avoir accès directement afin de ne pas incommoder les occupants de l'immeuble.

Les transformations proposées permettraient de conserver un établissement commercial établi depuis plusieurs années au même endroit, de moderniser la clinique dentaire, de créer une nouvelle salle opératoire adaptée au rez-de-chaussée pour traiter la clientèle bariatrique souffrant d'obésité et d'avoir des installations adéquates pour accommoder les employés utilisant les transports actifs.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande de donner une suite favorable à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :

· La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2$^{e}$ étage ne doit pas dépasser 48,3 m$^{2}$;
· Accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévues par la réglementation d'urbanisme;
· Interdire au public d'accéder au commerce par le 2$^{e}$ étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Lors de la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution -
- Émission du certificat d'occupation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-4987
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-19

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE
Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-22

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240698 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) la superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 $m^2$;
   b) accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
   c) interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
1184869013
pp392

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

**LESQUELS AVANT D'EN VENIR AUX PRÉSENTES RÉSOLUTIONS ONT DÉLARÉ CE QUI SUIT :**

ATTENDU QUE la présente assemblée générale a été dûment convoquée et que ce fait est reconnu par tous les copropriétaires présents, leurs signatures en faisant foi ;

ATTENDU QUE les copropriétaires ayant signé les présentes résolutions peuvent l'avoir fait sans assister à ladite assemblée, leurs signatures étant alors apposées pour indiquer leur accord aux résolutions ci-après;

ATTENDU QUE le syndicat de la copropriété et deux des copropriétaires soit **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC.** et **Dr Marc CLOUTIER** ont soumis aux copropriétaires un projet ayant pour but de permettre l'agrandissement de la clinique dentaire sise au 1935, Boulevard De Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2K 4P4 par l'annexion à cette clinique de l'une des unité résidentielle situé immédiatement au-dessus de ladite clinique soit celle portant le numéro civique 103-1550, rue Dorion, Montréal (Québec) H2K 4A6;

ATTENDU QUE cette utilisation à des fins commerciales d'une unité résidentielle requiert l'approbation des autorités municipales ainsi que celles des copropriétaires ;

ATENDU QUE **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** et **Dr Marc CLOUTIER** déclarent ne pas avoir l'intention d'utiliser ladite unité résidentielle à d'autres fins que l'aménagement d'une salle de repos pour les employés de la clinique et qu'en principe il n'y aura pas d'utilisation de cette partie située à l'étage de nature commerciale comme tel;

ATTENDU QU'il est prévu que cet agrandissement se fasse de l'intérieur de la bâtisse en perçant un trou dans le plancher de 1er étage pour y installer un escalier permettant de communiquer entre la clinique dentaire et l'unité résidentielle et qu'en conséquence les parties communes situées sur les étages ne seront d'aucunes façons sollicitées de façon additionnelle par suite de cet agrandissement;

ATTENDU QUE pour réaliser le perçage du plancher du premier étage le syndicat de la copropriété devra soumettre aux copropriétaires en assemblée le projet de céder à titre gratuit et sans aucune garantie une portion des parties communes de l'immeuble étant cette partie constituée par l'orifice ou sera installé l'escalier ci-dessus mentionné ;

ATTENDU QUE cette cession aura pour effet de réduire les parties communes ce qui entraînera la nécessité de les modifier et de renuméroter la partie cédée et les parties restantes de celles-ci ;

ATTENDU QUE tous les frais afférents à cet agrandissement de même que toutes les modifications requises à la copropriété seront à l'entière charge de **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** ;

ATTENDU QUE ces projets sont dans le meilleur intérêt de l'ensemble de la copropriété ;

ATTENDU QUE les copropriétaires présents à cette assemblée spéciale et signataires de ces résolutions forment la majorité requise par la Loi pour décider les présentes résolutions ;

IL EST RÉSOLU QUE :

1- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent leur consentement au syndicat de copropriété de même qu'à **Dr Marc CLOUTIER** et à **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** afin qu'ils entreprennent les démarches nécessaires auprès des autorités ayant juridiction sur l'immeuble pour effectuer l'agrandissement prévu aux présentes par l'adjonction à la clinique dentaire de l'unité résidentielle susdite lesquelles seront reliées ensemble par un escalier devant être bâti entre ces 2 parties privatives. Et qu'ils retiennent les services des professionnels qui contribueront à ce projet d'agrandissement

2- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent également leur consentement pour que le syndicat cède à titre gratuit à **Dr Marc CLOUTIER** et/ou à **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** mais sans aucune garantie (et sujet à tous les autres termes et à toutes les autres conditions usuels et habituellement retrouvés dans un acte de cession de cette nature) cette portion des parties communes de l'immeuble étant cette partie qui sera perforée dans la dalle de plancher du premier étage de la bâtisse. Ladite portion des parties communes devra faire l'objet d'une description technique accompagnée d'un plan et devra recevoir l'assentiment des copropriétaires en assemblée de même que du syndicat de copropriété avant que telle cession ne soit exécutée

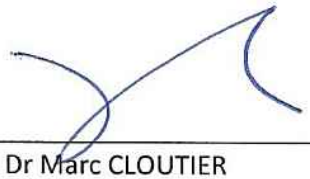
3- Les copropriétaires réunis en assemblée acceptent et reconnaissent que cette cession aura possiblement pour effet de réduire légèrement leurs quotes-parts des parties communes et qu'elle porte sur une portion des parties communes dont la conservation n'est pas nécessaire au maintien de la destination du reste de l'immeuble.

4- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent leur consentement afin que les parties communes soient renumérotées et fassent l'objet de toutes les modifications cadastrales nécessaires pour donner suite à la réduction de celles-ci résultant de la cession dont il est question plus haut. Ce consentement inclue celui des créanciers hypothécaires.

5- Les copropriétaires signeront lorsque cela sera requis, un amendement à la déclaration de copropriété afin de faire refléter les changements exposés ci-dessus ;

DONNÉES à Montréal, ce dixième jour de juillet 2018

**MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC**



Par : Dr Marc CLOUTIER

RÉSOLUTIONS ÉCRITES DES COPROPRIÉTAIRES DE PLACE MAISONNEUVE-PAPINEAU tenue à la copropriété au 1550, rue Dorion à Montréal et 1901, Boulevard De Maisonneuve Est à Montréal à laquelle étaient présents :

Nom : Hôpital Vétérinaire Victoria unité : 1901 Signature :

Nom : Alice Joyce unité : 108 Signature :

Nom : Guy Lalo unité : 107 Signature :

Nom : Paul Blouin unité : 109 Signature :

Nom : FREDERIC CÔTE unité : 209 Signature : Frédéric Côté

Nom : Christian Reeves unité : 201 Signature : Christian Reeves

Nom : Christopher Candelo unité : 101 Signature :

Nom : Raymond Saucier unité : 106 Signature : R. Saucier

Nom : Marc Cloutier unité : 102 Signature :

Nom : Marc Cloutier unité : 103 Signature :

Nom : Clinique Dentaire DeTC unité : 1935 Signature :

Nom : André Sauvé unité : 205 Signature : André Sauvé

Nom : DANIEL DUCHARME unité : 104 Signature :

Nom : HEATHER SCHLOSSER unité : 204 Signature :

Nom : LOUISE TOUPIN unité : 203 Signature :

SYNDICAT PLACE MAISONNEUVE-PAPINEAU

Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle,

Tenue le 10 juillet 2018 au 1935 rue de Maisonneuve est à Montréal à 19 h 00.

1) Présences et quorum :
Le gestionnaire du syndicat, Yves L'Ecuyer confirme que 14 copropriétaires étaient présents, certains représentés par procuration et que le quorum atteint fut de 76.78 %. Il a déclaré la réunion conforme.

2) Nomination d'un président/secrétaire de la réunion :
Yves l'Ecuyer fut élu à ce titre et M. Marc Cloutier (1935) a demandé d'ajouter un point à l'item VARIA : Il désire faire une demande de dérogation à la Ville de Montréal pour qu'il puisse aménager une cuisine/salle de repos dans le condo 103 qui lui appartient.
M. Benoit Bernard de Fenêtres Magistral est venu répondre aux questions des copropriétaires.

3) Approbation du procès-verbal de la réunion du 23 mai et du 23 novembre 2017 :
Ces procès-verbaux furent adoptés à l'unanimité par une proposition de Marc Cloutier (1935) appuyée par Cristian Reeves (201).

4) Adoption des résultats financiers au 31 décembre 2017 :
Le gestionnaire présente le rapport qui démontre un surplus d'opérations de 27 844.80 $ mais il y a le paiement d'une cotisation spéciale pour le remplacement des fenêtres au montant de 25 090 $ au 31 décembre 2017.
La balance du compte de banque est de 64 436.32 $ et il y a un solde de 24 606.99 $ à percevoir pour la cotisation spéciale et certains frais de condo.
Les copropriétaires ont accepté qu'une hypothèque légale soit prise sur l'unité105 Adrien Gill (105) au montant de 4 725.15 $ et sur l'unité de John Cliff Denisowsky au montant de 4 329.97 $ (206).
Les résultats financiers furent adoptés à l'unanimité par une proposition de M. Guy l'italien (107) appuyée par M. Paul-Hubert Tremblay (1901).

5) Approbation du budget d'opérations pour 2018-2019 :
Le gestionnaire présente le budget proposé et il n'y a pas d'augmentation des frais de condo. Le budget a été adopté.

6) Élection des administrateurs pour 2018-2019
Marc Cloutier, Guy l'italien et Paul Hubert Tremblay furent élus par acclamation.
Les gens les remercièrent pour leur travail en 2017.

7) Varia :

Tel que mentionné plus haut, Marc Cloutier désire faire une demande de dérogation auprès de la Ville de Montréal pour pouvoir aménager une cuisine pour le bien-être de son personnel et ce dans l'unité 103 qui lui appartient.

Un vote fut pris et tous les copropriétaires présents ont accepté cette demande de M. Marc Cloutier.

Il fera construire un escalier à l'intérieur de sa clinique pour avoir accès à cette nouvelle cuisine. Toutes les précautions seront prises pour ne pas incommoder les occupants de l'immeuble.

Présentation de Benoit Bernard :

Guy L'italien sera le maître d'œuvre pour aviser les gens. M. Bernard explique que la couleur des nouvelles portes et fenêtres sera un brun commercial et que les grillages doivent être conservés car cela est une exigence de sécurité demandée par la ville.
Les fenêtres seront remplacées au rythme d'une condo par jour.. Il doit venir prendre des mesures soit durant le jour ou soit pour deux soirées à déterminées.
M. Bernard mentionne que le programme de subvention Eco-Vert ne s'applique pas à ces travaux.

Location à court terme style Air B & B.

Les copropriétaires désirent accepter un nouveau règlement qui interdit ce type de location. La période de location minimale serait pour une période de douze mois.
Le syndicat attendra l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de la Ville de Montréal à ce sujet avant de faire modifier la déclaration de copropriété.

Un comité pour la décoration des espaces communs sera formé au printemps de 2019.

La réunion fut terminée à 20 h 10.

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**15 novembre 2018**
**3001468732**
**4.2.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| **Endroit :** | 1935, boulevard De Maisonneuve Est |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise à autoriser une occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est.<br><br>Le bâtiment a été construit en 1987, au coin de la rue Dorion et du boulevard De Maisonneuve Est. Au rez-de-chaussée, on retrouve deux commerces dont une clinique dentaire aménagée, au même endroit depuis la construction du bâtiment et compte aujourd'hui une équipe de 17 employés. Aux étages supérieurs, 18 logements sont aménagés en copropriété. La demande vise à autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » permettant d'utiliser la superficie du logement no.103 au deuxième étage, d'une superficie de 48.3 $m^2$, afin de le transformer en salle de repos pour l'équipe de professionnels de la clinique dentaire. Un escalier intérieur serait percé afin d'éviter la circulation des employés de la clinique dans les espaces communs des résidents et l'apparence extérieure demeurerait inchangée. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | La demande est justifiée par l'impossibilité d'agrandir la clinique dentaire, ni au rez-de-chaussée et ni au sous-sol. |
| **Considérant que :** | La clinique dentaire dessert une clientèle marginalisée, étant située au même endroit depuis de nombreuses années et nécessitant une superficie importante afin de répondre à la demande, il est souhaitable d'agrandir à même le bâtiment plutôt que quitter le secteur. |
| **Considérant qu' :** | Aucune modification à l'apparence extérieure n'est prévue au 2e étage permettant de conserver son apparence d'occupation résidentielle et minimiser les impacts d'un changement d'occupation. |
| **Considérant qu' :** | Aucun évincement de locataire n'est nécessaire puisque l'appartement no.103 qui appartient au demandeur sera vacant d'ici quelques mois et que le demandeur a obtenu une résolution écrite des copropriétaires du bâtiment pour autoriser l'aménagement d'une salle de repos/cuisine ainsi que l'ajout d'un escalier à l'intérieur de la clinique pour y avoir accès directement afin de ne pas incommoder les occupants de l'immeuble. |

**Considérant que :** Les transformations proposées permettraient de conserver un établissement commercial établi depuis plusieurs années au même endroit, moderniser la clinique dentaire, créer une nouvelle salle opératoire adaptée au rez-de-chaussée pour traiter la clientèle bariatrique souffrant d'obésité et avoir des installations adéquates pour accommoder les employés utilisant les transports actifs.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 $m^2$.**
- **Accompagner cette intervention d'une étude d'impacts acoustiques démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévues par la réglementation d'urbanisme.**
- **Interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.05

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184869014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent) |

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme *Campanella & associés architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage de tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé;
d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de

construction soient terminés;
f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:22

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1184869014** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée afin de démolir le bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte comprenant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé, sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239. Une telle proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut-être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modifications ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

### DESCRIPTION

**Le site**
Le site visé, situé à l'entrée du Quartier chinois dans le cadran nord-ouest de l'avenue Viger et du boulevard Saint-Laurent, présente une superficie de 806,5 $m^2$ provenant de l'addition de la superficie des lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239. Le bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest serait démoli en totalité. Contrairement aux têtes d'îlot voisines, le zonage ne permet pas la surhauteur sur ce site, mais plutôt une hauteur sur rue de 16 m maximum. Notons que le site a été exempté du secteur de surhauteur afin de préserver l'édifice Robillard d'une grande valeur patrimonial situé au 974, boulevard Saint-Laurent, désormais disparu par les flammes. Cet édifice a abrité la première salle exclusivement cinématographique du Canada.

En matière d'occupation, les usages résidentiels, les établissements de vente de détail, de service et les équipements collectifs et institutionnels y sont autorisés (M.6C).

Au départ, le demandeur souhaitait acquérir le lot 1 180 673 appartenant à la Ville de Montréal, mais cette opération s'est avérée impossible dû à la présence d'infrastructures souterraines de la CSEM et d'Hydro-Québec.

**Le projet**
Le projet proposé comprend la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger afin de construire un bâtiment mixte dont le volume le plus haut s'élève à 9 étages (25 m hors tout) et qui doit abriter les éléments suivants :

· Un rez-de-chaussée commercial (3 commerces)
· 94 unités résidentielles aux étages supérieurs;
· 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités automobiles et 40 emplacements de vélo.
· 14 emplacements extérieurs pour vélo

L'accès au stationnement souterrain se ferait par la rue Clark tandis que l'entrée des résidents serait aménagée en bordure de la rue Viger, à l'intersection des deux volumes. L'aménagement d'une clôture de faible hauteur à l'entrée de la cour intérieure aurait comme fonction de délimiter l'entrée des résidents en plus d'assurer un niveau de sécurité plus élevée pour les résidents du bâtiment.

**Cadre réglementaire**
La proposition comprend une dérogation à la hauteur (art.10), c'est-à-dire que la hauteur de 25 m prévu, dépasse la hauteur maximale de 16 m autorisée au Règlement d'urbanisme (01-282) mais qui demeure conforme à la hauteur hors-tout de 25 m prescrite au Plan d'urbanisme.

Cette dérogation peut être autorisée conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

Selon l'article 1 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), une démolition se définit comme une destruction de plus de 40 % du volume hors-sol d'une construction. Dans ce cas-ci, un certificat de démolition est nécessaire puisque 100 % du bâtiment serait démoli.

**JUSTIFICATION**

Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme. En ce sens, le projet vise à densifier et consolider une tête d'îlot ayant une visibilité importante à partir de plusieurs endroits stratégiques dans la ville.
L'implantation du volume en « U » réduit son implantation au sol (92.5 %) ce qui permet de créer une cour intérieure et assurer un maximum d'éclairage naturel pour la totalité des logements. L'implantation en contigüité ainsi que l'alignement à 0 en bordure du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark répond aux caractéristiques dominantes de ce secteur.
Le dépassement de la hauteur au règlement d'urbanisme s'explique par son emplacement en tête d'îlot et son insertion dans un contexte déjà construit où les hauteurs varient entre 10 et 44 m. Également, il faut se rappeler que lors de l'exercice de révision de hauteur et densité réalisée en 2011, la présence de l'édifice Robillard a influencé le décision de ne pas permettre la surhauteur sur ce site, alors qu'elle est autorisée sur certains lots voisins. Cette décision venait appuyer la volonté de préserver le bâtiment patrimonial et éviter de le dénaturer. Quelques années plus tard, un incendie ayant ravagé le bâtiment, le site est désormais vacant et en attente d'une nouvelle construction qui est limité à une hauteur de 16 m.

L'accès au stationnement souterrain serait aménagé sur la rue Clark laissant ainsi le rôle aux deux autres façades d'animer la rue et participer à l'ambiance du secteur. L'accès aux unités résidentielles au centre du volume serait clôturé permettant de signaler l'accès tout en minimisant les incivilités et assurer la sécurité des résidents.

Le projet présente une volumétrie générale plutôt atypique composée de trois volumes imbriqués s'ouvrant sur l'interstice de l'accès principal, qui est situé au cœur du lot. Celle-ci est issue des conditions spécifiques du site, telles la présence de chambres électriques souterraines dans la portion Sud et la volonté de distinguer le parcours d'accès résidentiel de l'intense activité commerciale caractérisant l'enfilade des façades du boulevard Saint-Laurent. Hautement visible de par le dégagement offert par l'autoroute Ville-Marie, cette proposition architecturale semble convenir en tête d'ilot.

La matérialité proposée est également singulière. Les deux volumes principaux sont recouverts de mur-rideau de couleur noire animé de capuchons en saillie de la même teinte. L'interstice de l'accès principal est revêtu d'un panneau métallique contrastant de couleur or. Un volume donnant sur l'intersection des rue Viger et Clark est revêtu de blocs de béton architectural d'une teinte gris pâle. Le même matériau est proposé pour un volume faisant office de transition entre la nouvelle façade et celle de l'édifice Swatow voisin sur le boulevard Saint-Laurent.

Le volume donnant sur le boulevard Saint-Laurent présente un retrait à ses deux premiers niveaux permettant de projeter l'illusion d'un rez-de-chaussée haut de 6 mètres. Cette stratégie permet ainsi d'inscrire avec succès le projet dans le continuum commercial du boulevard.

Le projet engendrait inévitablement un changement par rapport aux conditions d'ensoleillement puisqu'actuellement le site est quasi vacant.

Le site se trouvant à moins de 100 m d'une voie rapide, les exigences relatives aux usages sensibles s'appliquent. Pour cette raison, une étude acoustique devra être fournie et le cas échéant, des mesures de mitigations devront être prises en compte.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**, à la condition suivante :

- Fournir un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants.
- Afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé.
- Prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6$^{e}$ étage.
- Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 220 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés.
- Déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin et s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.

À la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- assemblée publique de consultation
- conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de construction

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-4987

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-21

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545

**Télécop. :** **Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE
Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-23

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240699 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent) – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
   b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme Campanella & associés *architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
   b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
   c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de tenir compte davantage des critères pour cette unité de paysage, « prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé »;
   d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
   e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;
   f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.25
1184869014
pp 393

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

représentation artistique seulement



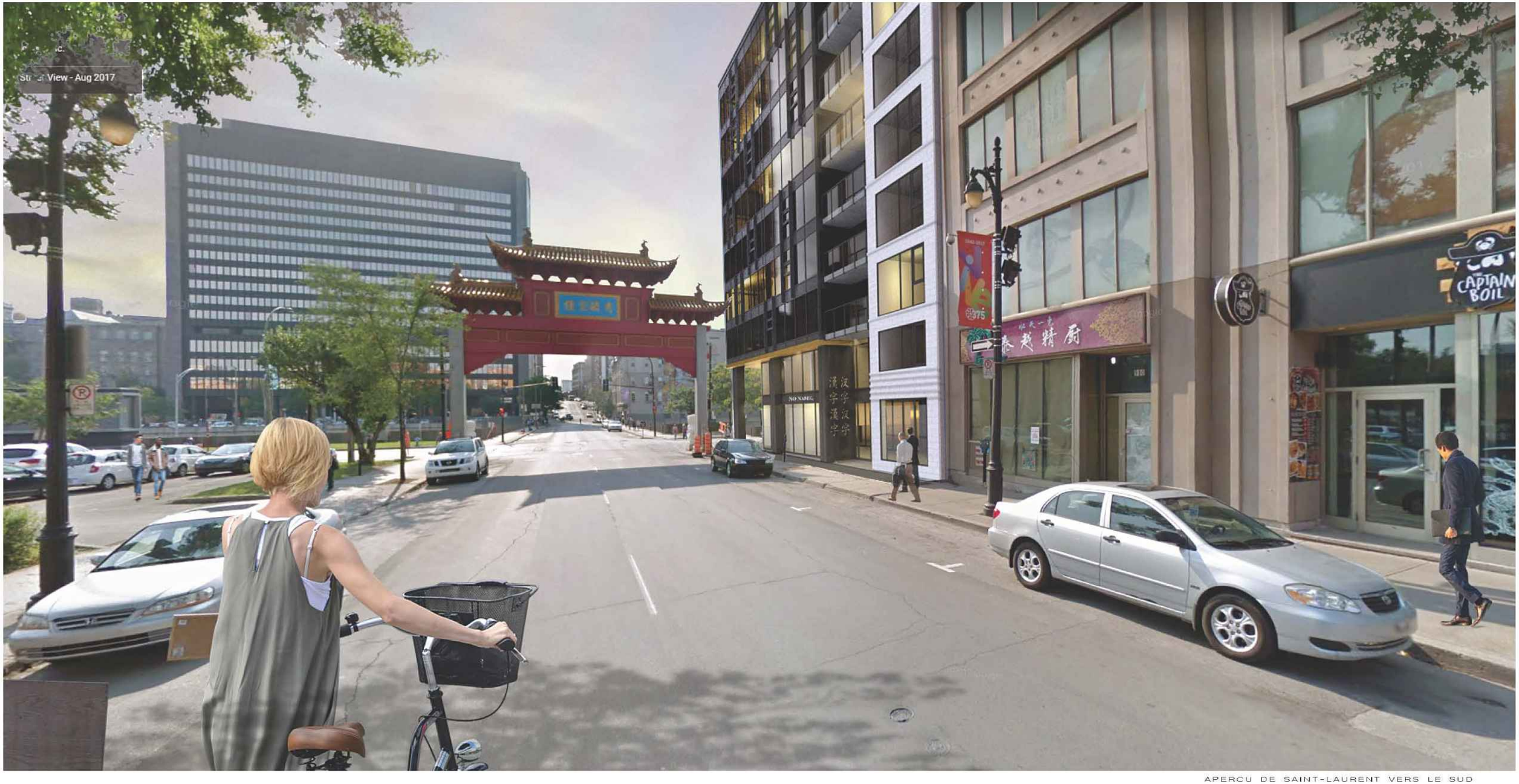

COIN SAINT-LAURENT ET VIGER

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




APERCU SUR L'AVENUE VIGER

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



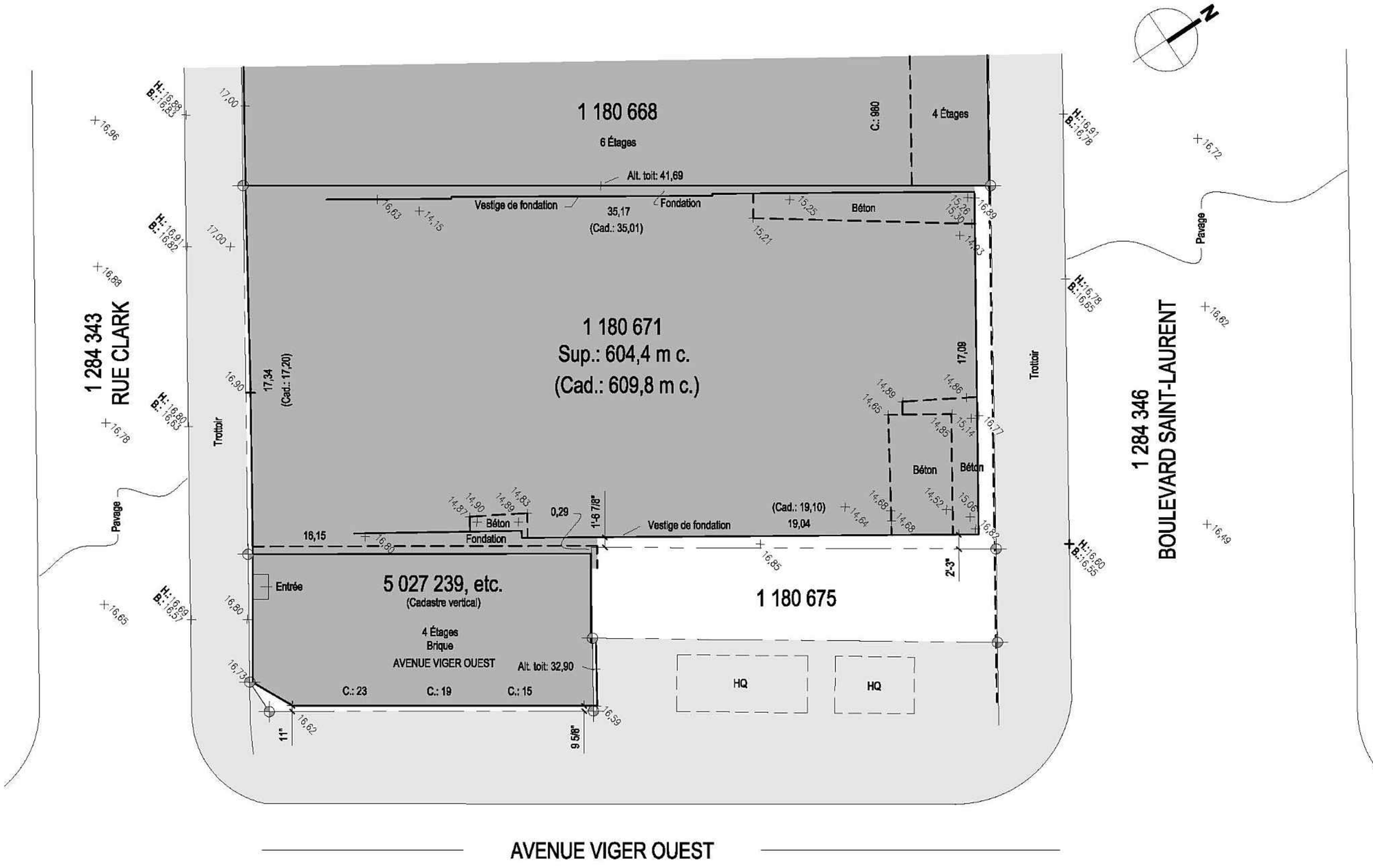

APERCU DE SAINT-LAURENT VERS LE SUD

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



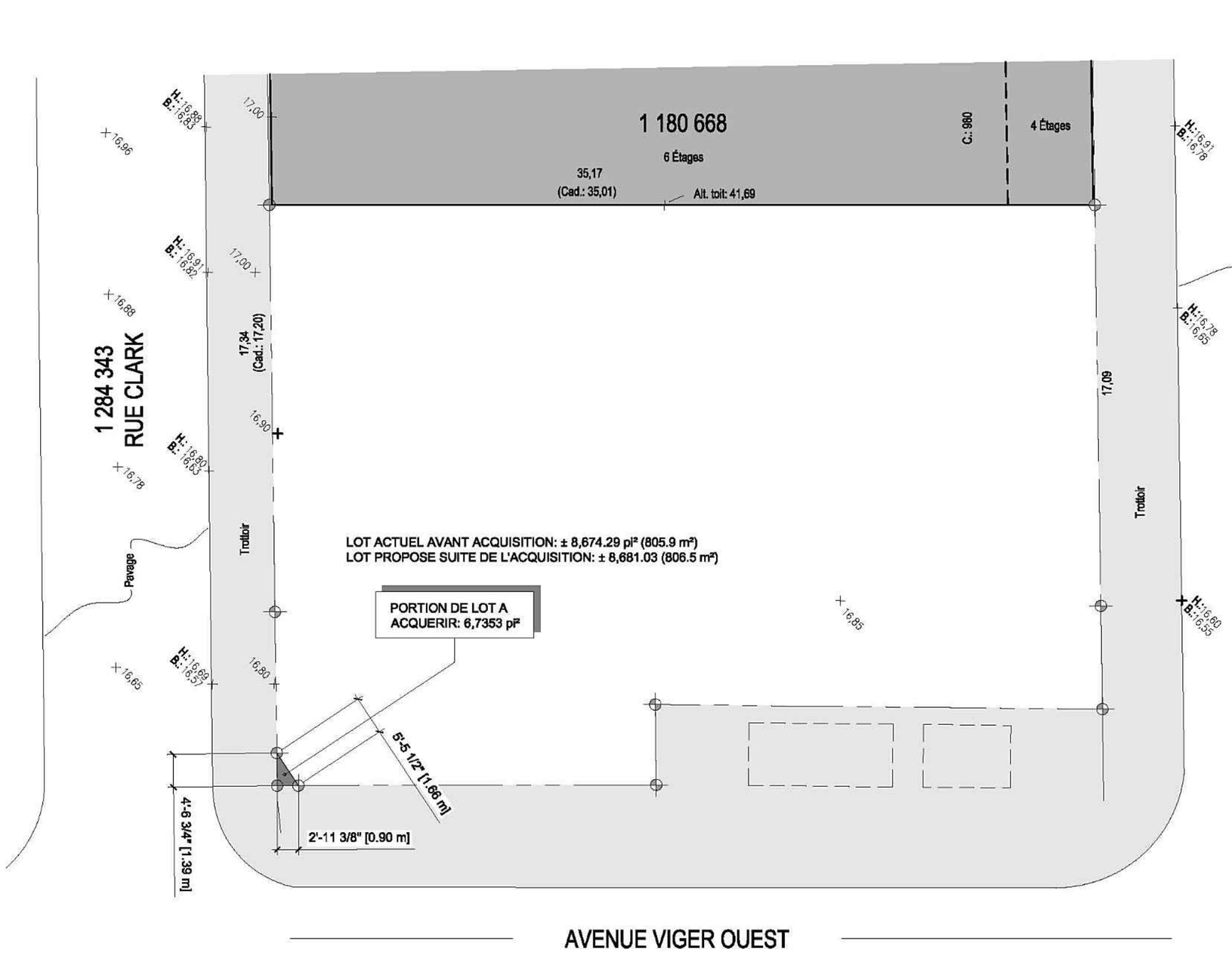

APERCU DE VIGER ET CLARK

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




PLAN D'ARPENTEUR

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

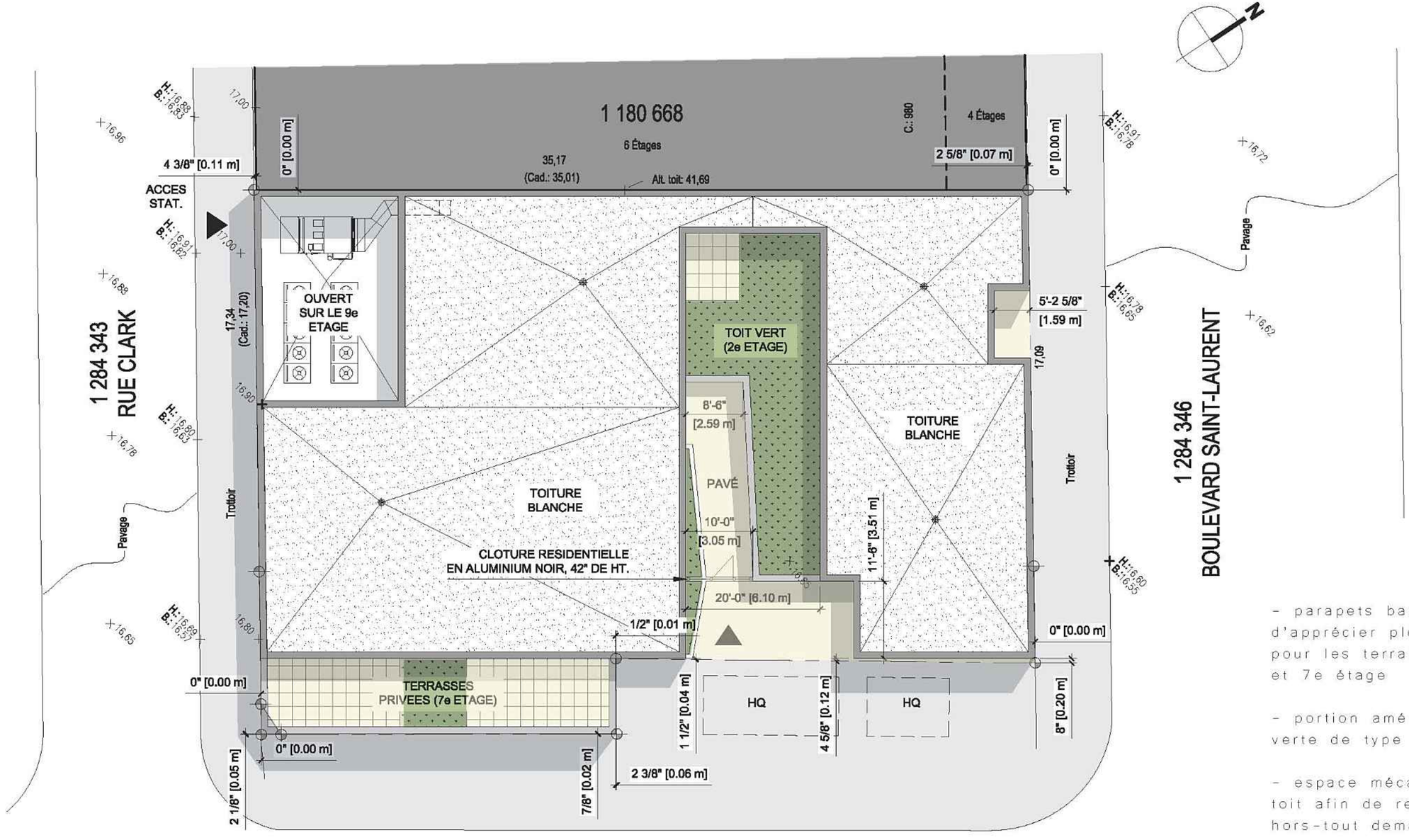



- Suite à la recommandation du département d'urbanisme, une demande d'acquisition d'une parcelle de lot au coin des rues Viger et Clark afin de rectifier un angle de l'ancien cadstre de la ville a été déposé. La Division de la géomatique de la ville de Montréal étudie le dossier et devra faire une demande d'opération cadastrale.

- Le bâtiment proposé dans ce document intègre ce bout de lot afin de conformer un volume à angle droit à l'intersection.

PROCESSUS D'OPÉRATION CADASTRALE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



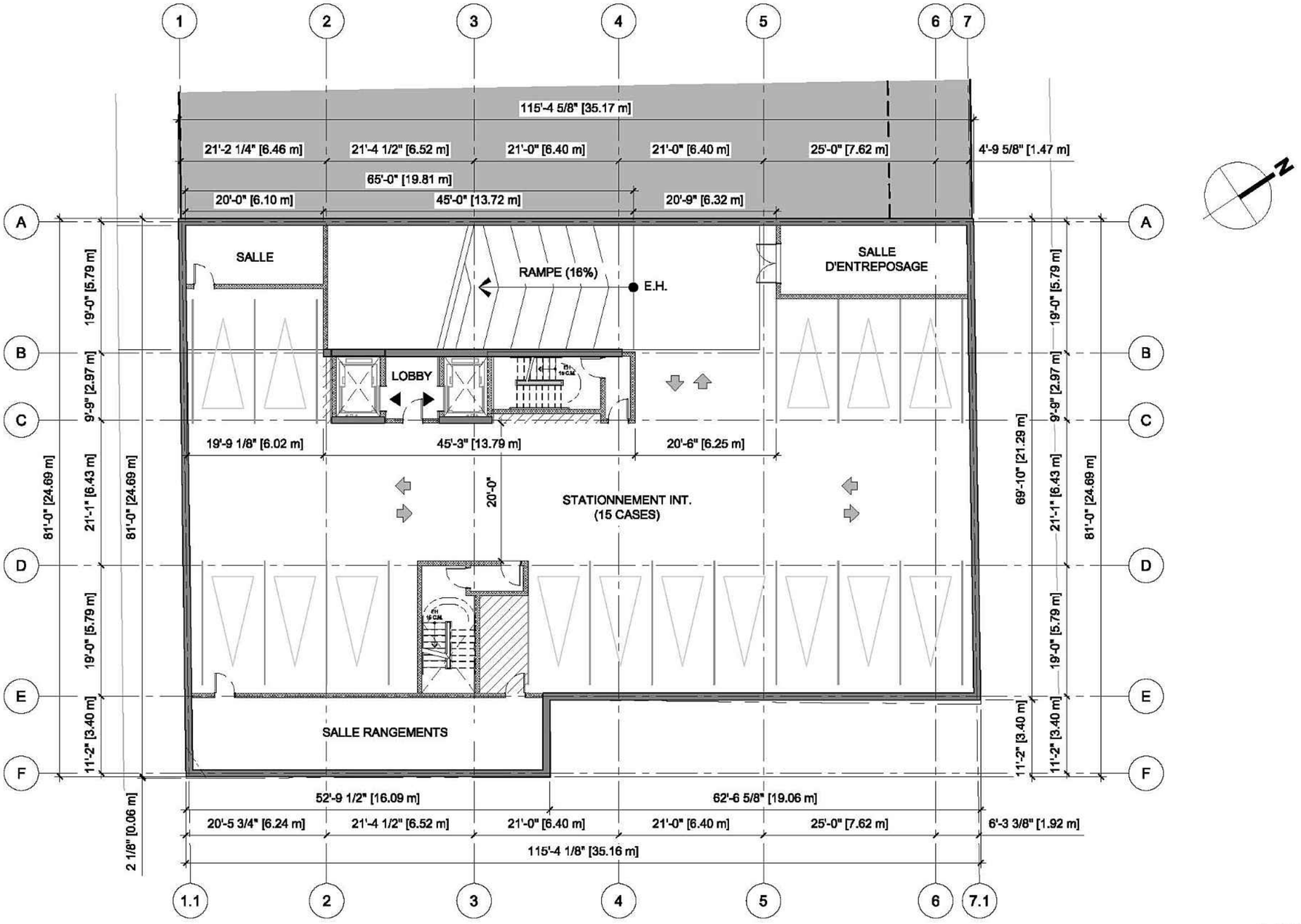

- parapets bas pour assurer afin d'apprécier pleinement la vue pour les terrasses privées du 2e et 7e étage

- portion aménagée en toiture verte de type LiveRoof ou eq.

- espace mécanique ouvert au toit afin de respecter le 25m hors-tout demandé.

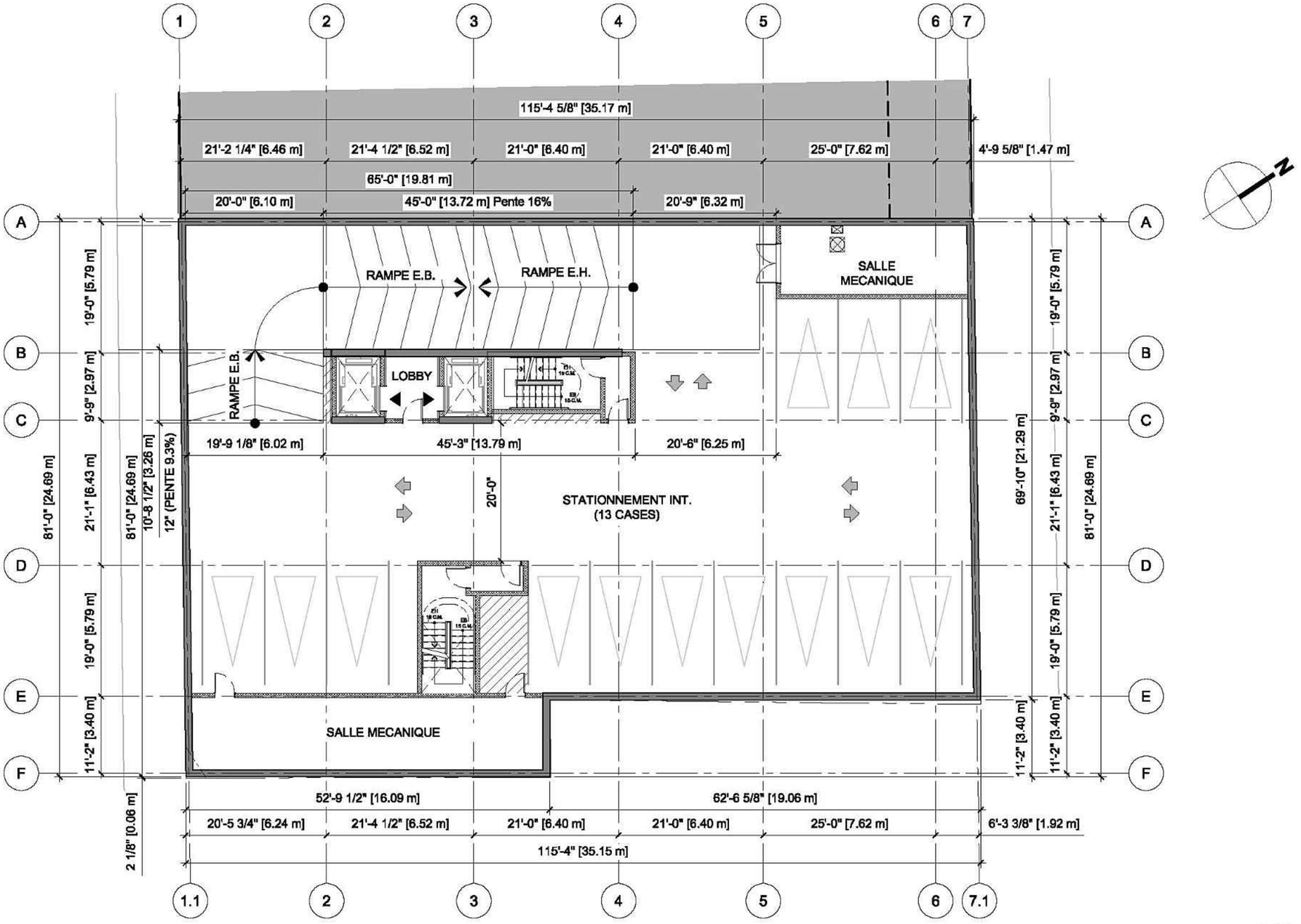
PLAN D'IMPLANTATION

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



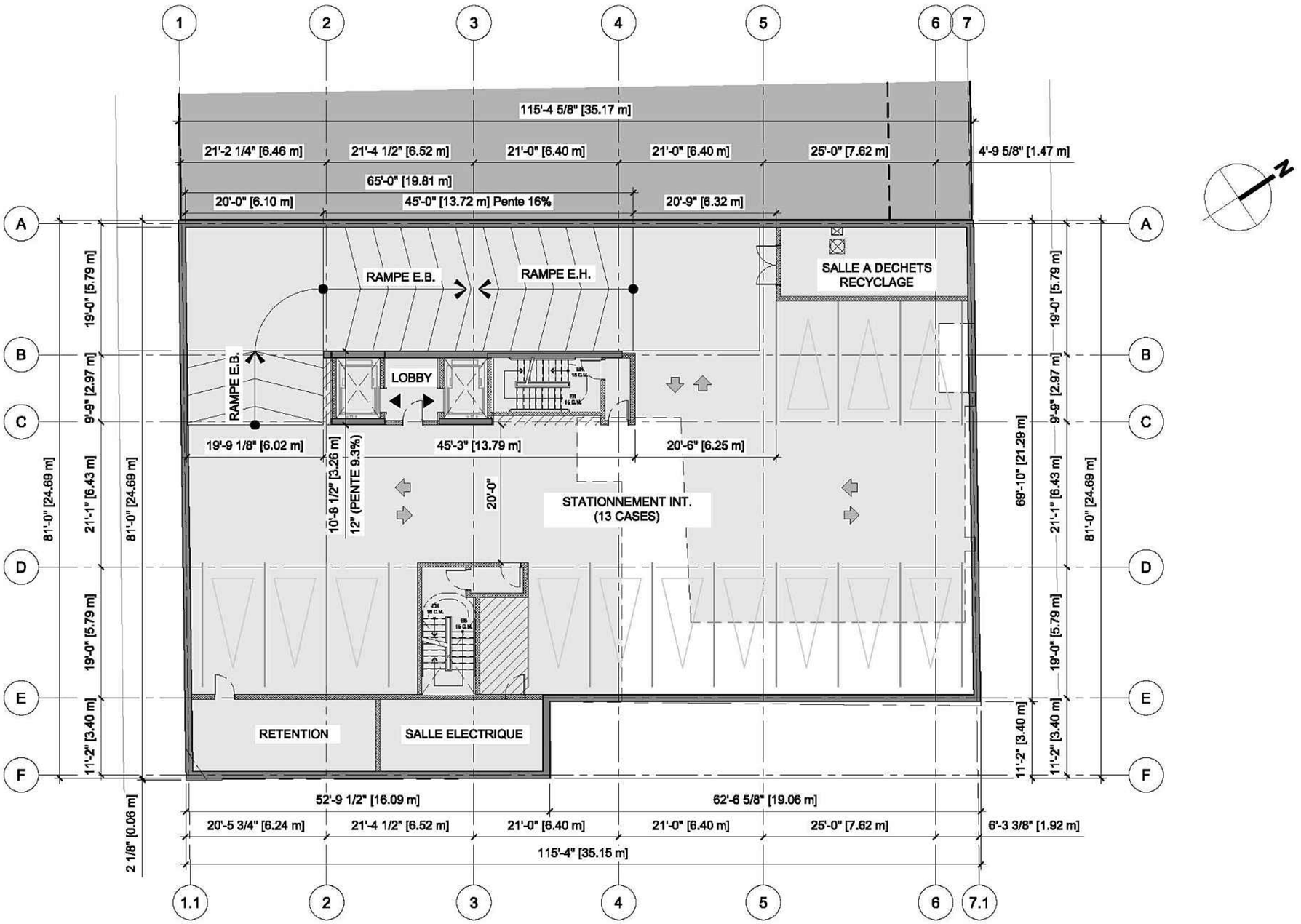

SOUS-SOL P3

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



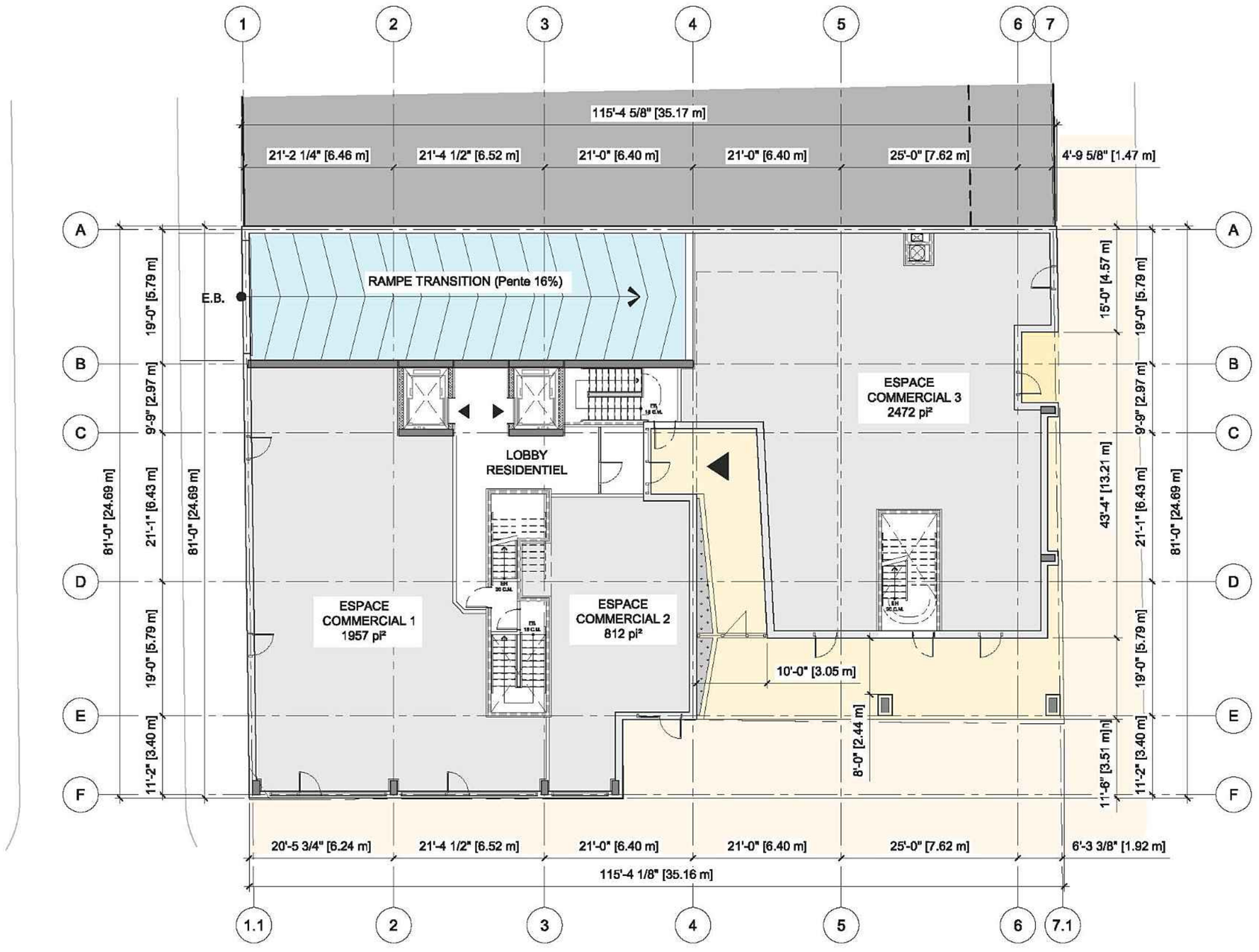

SOUS-SOL P2

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




SOUS-SOL P1

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




- dégagement du rdc sur Viger pour assurer une perméabilité du projet au sol, et l'accès aux résidents depuis le boul. Saint-Laurent.

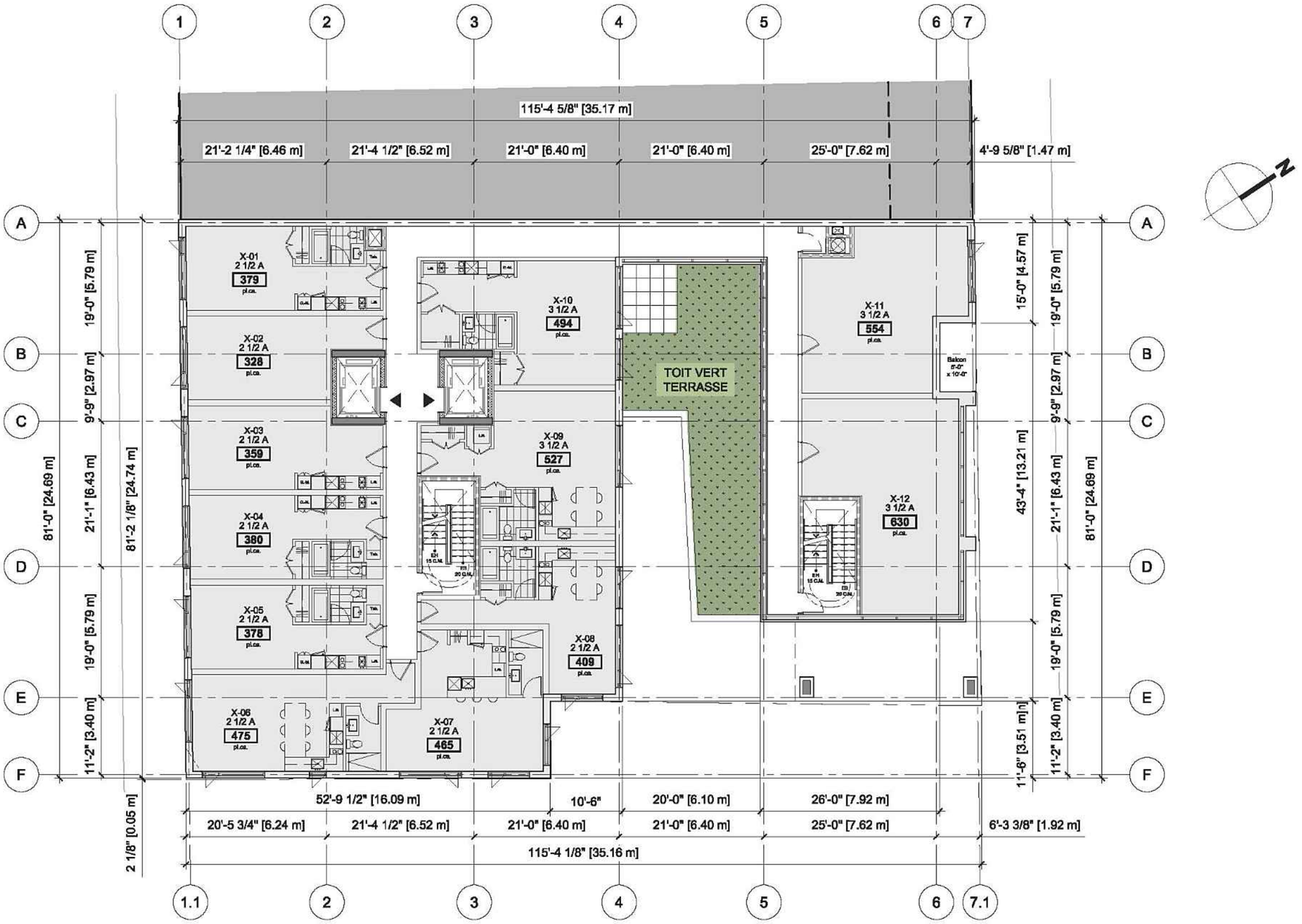
- entrée résidentielle en cour intérieure et passage piétonnier cloturé pour assurer la sécurité des occupants.

- entrée véhiculaire sur Clark minimise l'impact Saint-Laurent Viger.

- Une seule alcove au rdc prévue sur Saint-Laurent afin d'assurer une entrée commerciale avec portes ouvrantes vers l'extérieur.

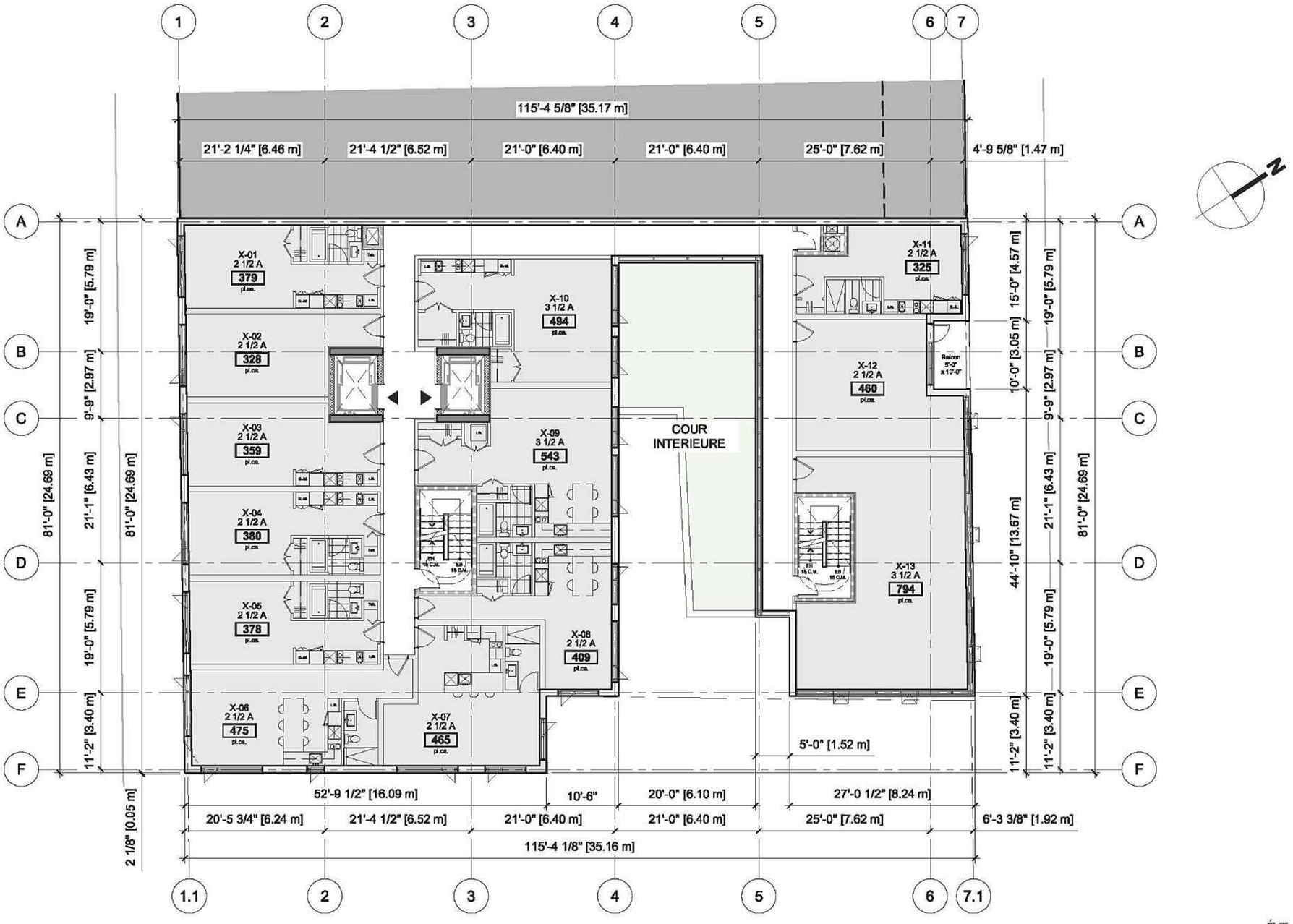
REZ-DE-CHAUSSÉE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



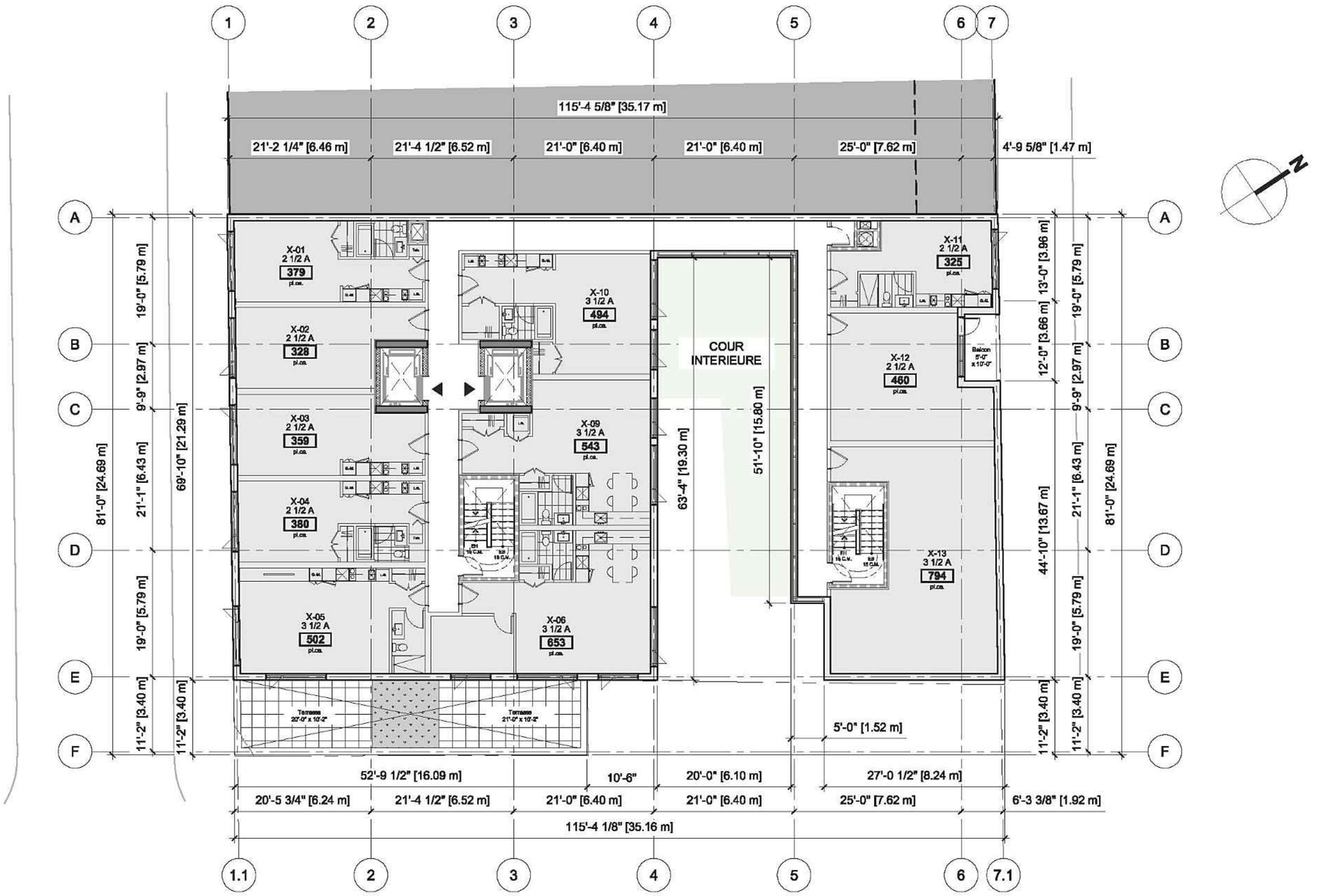

ÉTAGE 2

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



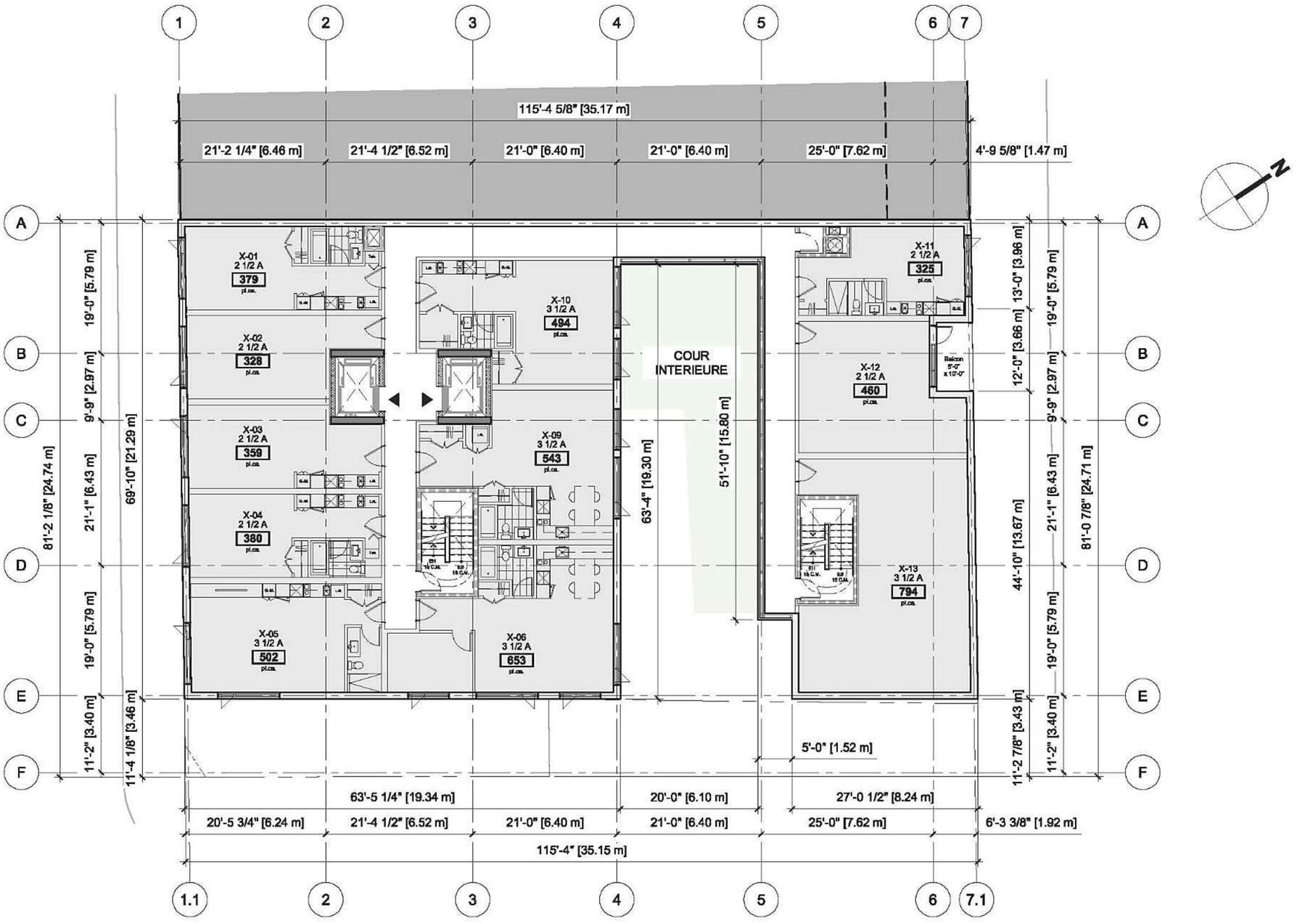

ÉTAGES 3-6

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



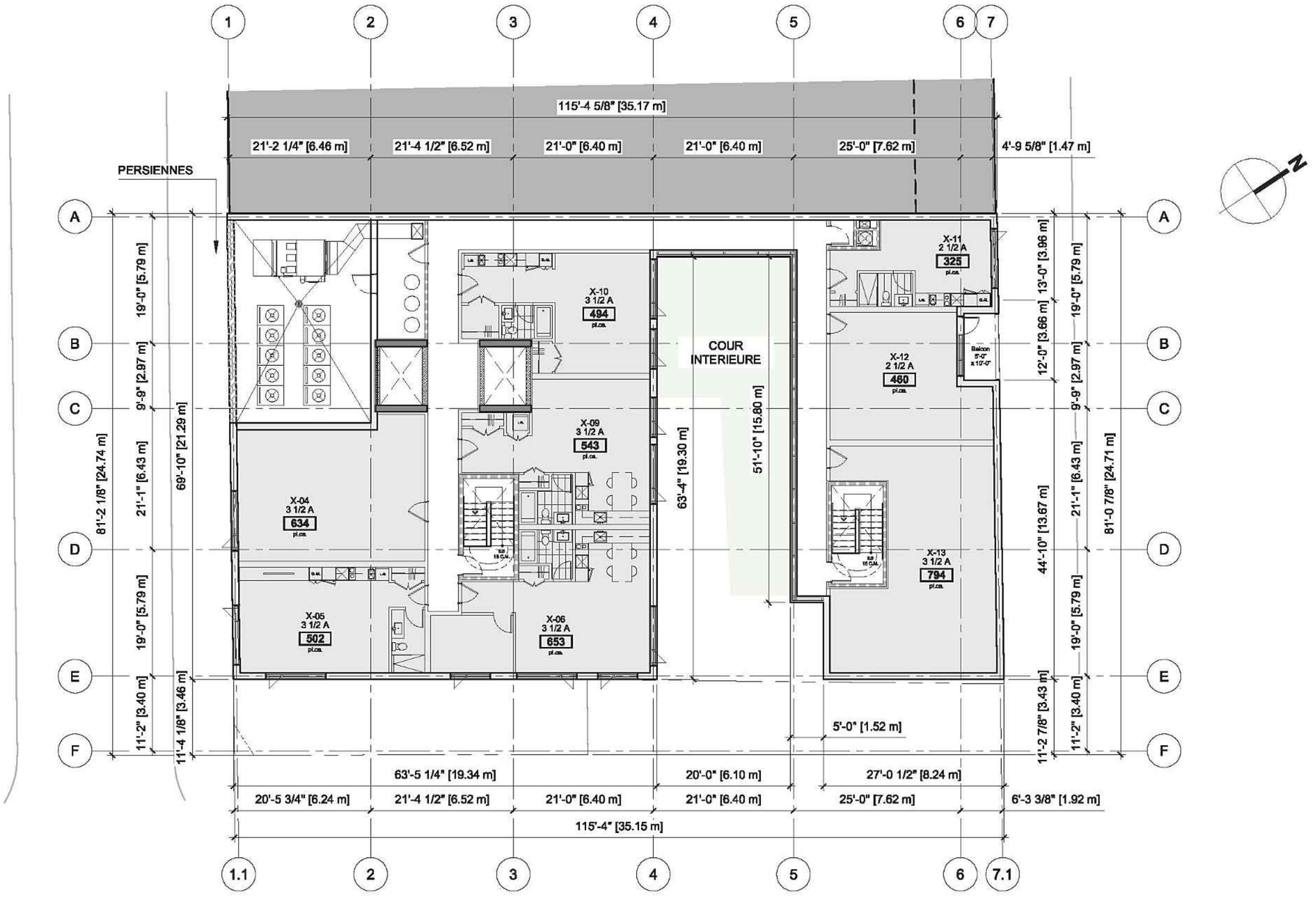

ÉTAGE 7

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



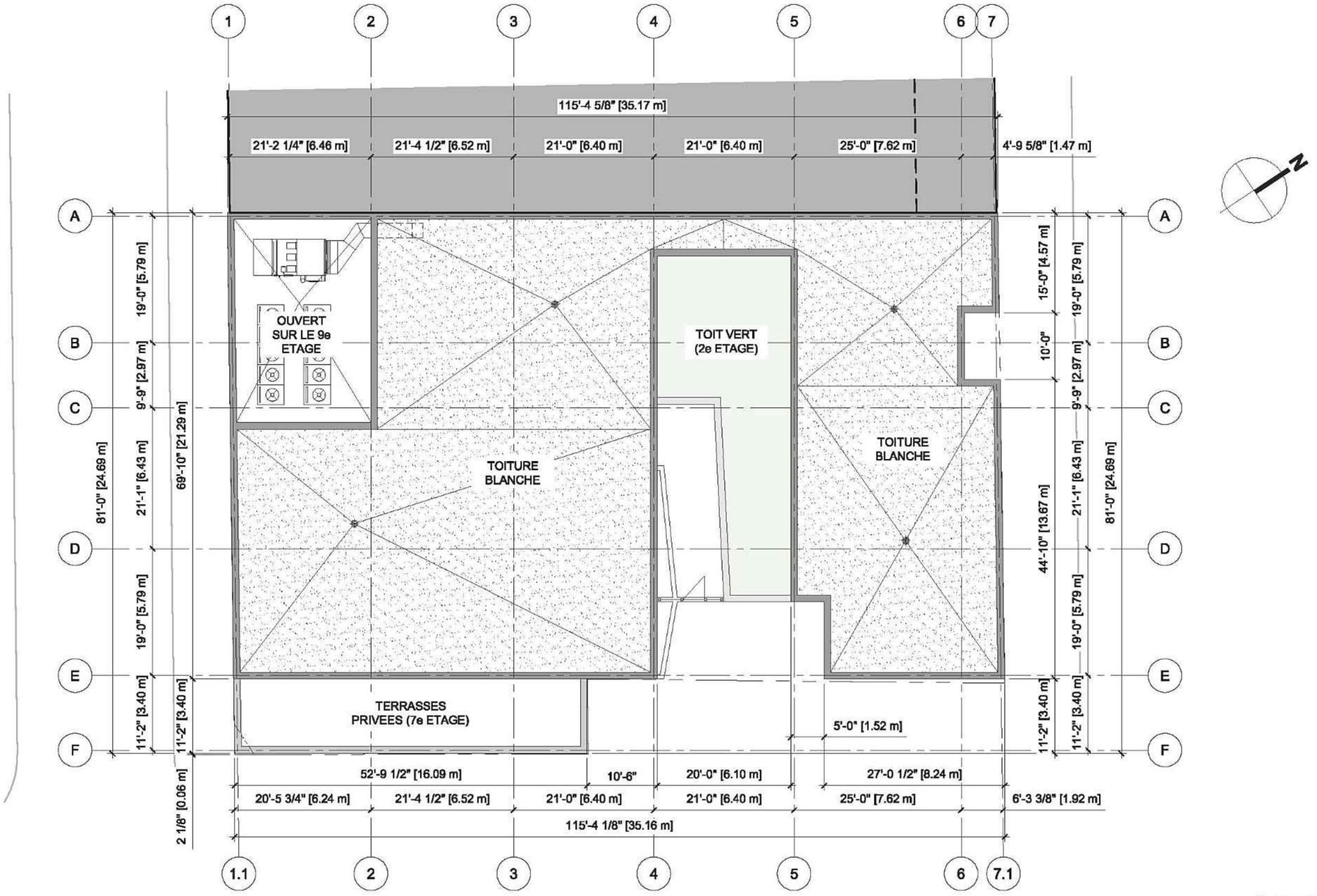

ÉTAGE 8

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




ÉTAGE 9

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



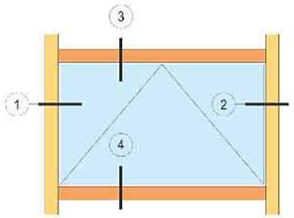

ÉTAGE TOITURE

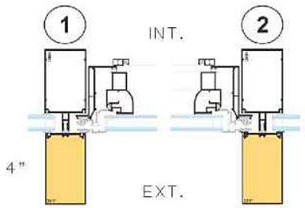
SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



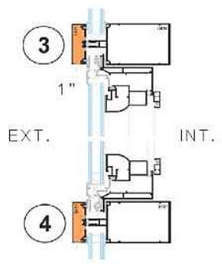

COUPE TRANSVERSALE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS – ARCHITECTURE + DESIGN




DÉTAIL DE CAPUCHON MUR-RIDEAUX VERTICAUX
EN PROJECTION DE 4" POUR LES SECTIONS
OUVRANTES MUR-RIDEAU (FENETRES)




LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT — A

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120" — B

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) — C

MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E — D

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM

PAGE 26




ÉLÉVATION AVANT OUEST (VIGER)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT (A)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE) (B)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120"

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) (C)

MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E (D)

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM




AFFICHAGE COMMERCIAL SUR MENEAUX EN PROJECTION DE 4"

ÉLÉVATION AVANT NORD (SAINT-LAURENT)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT (A)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120" (B)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) (C)

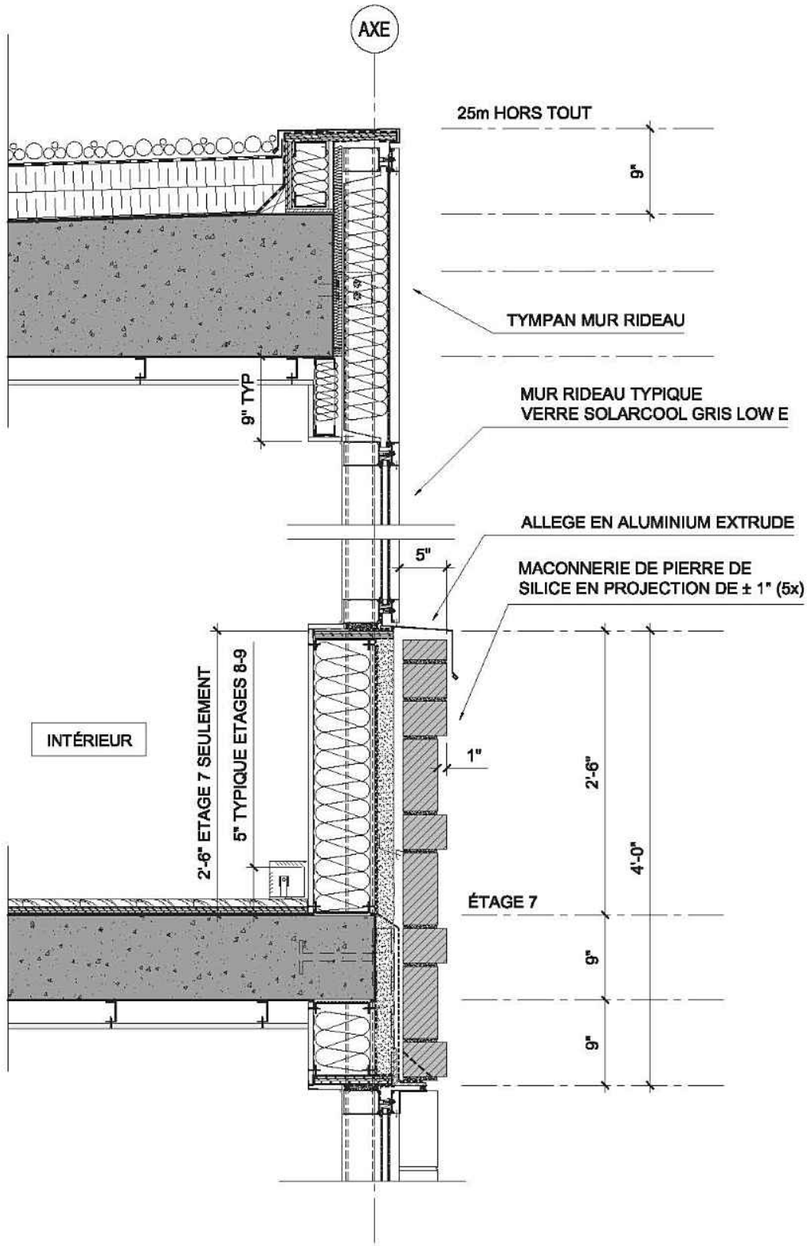
MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E (D)

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM

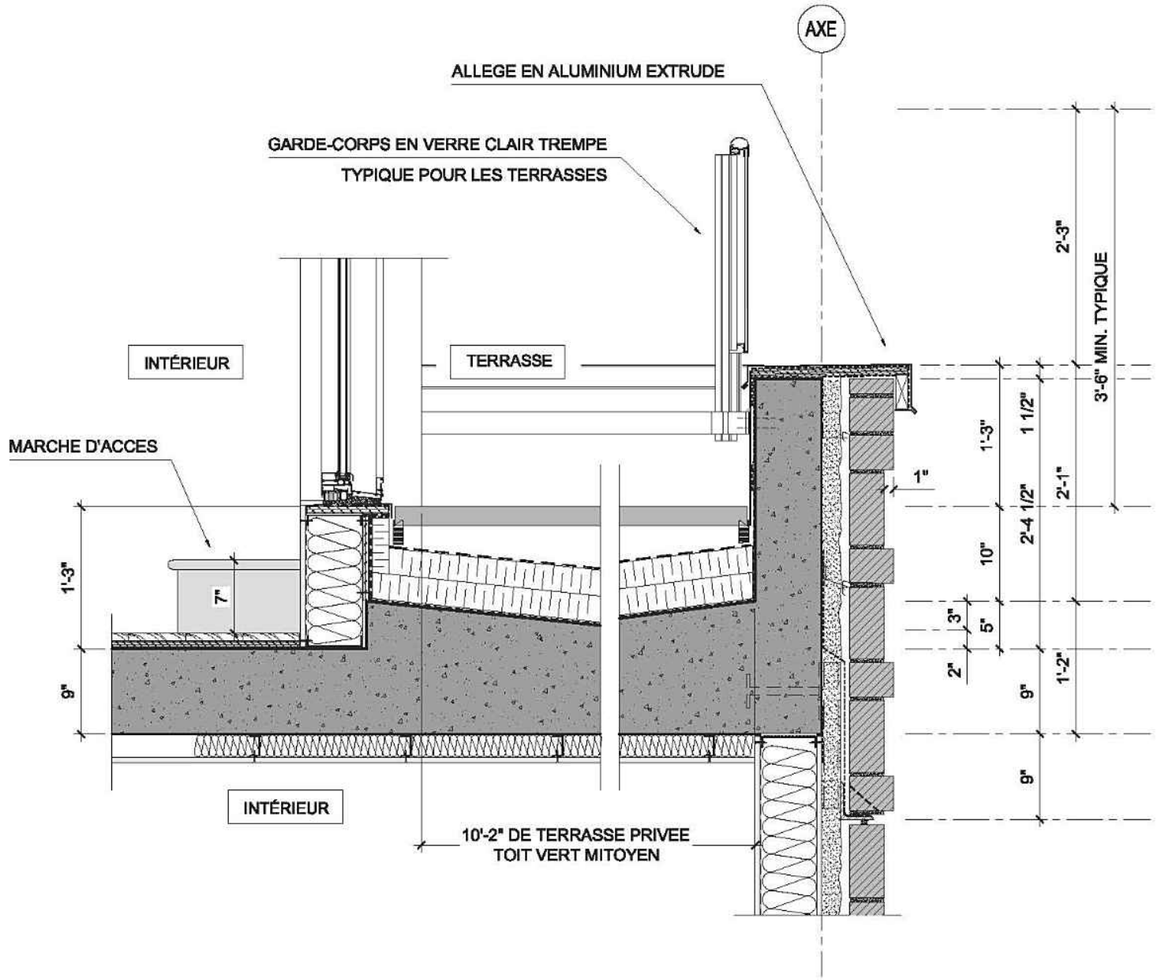



ÉLÉVATION AVANT SUD (CLARK)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



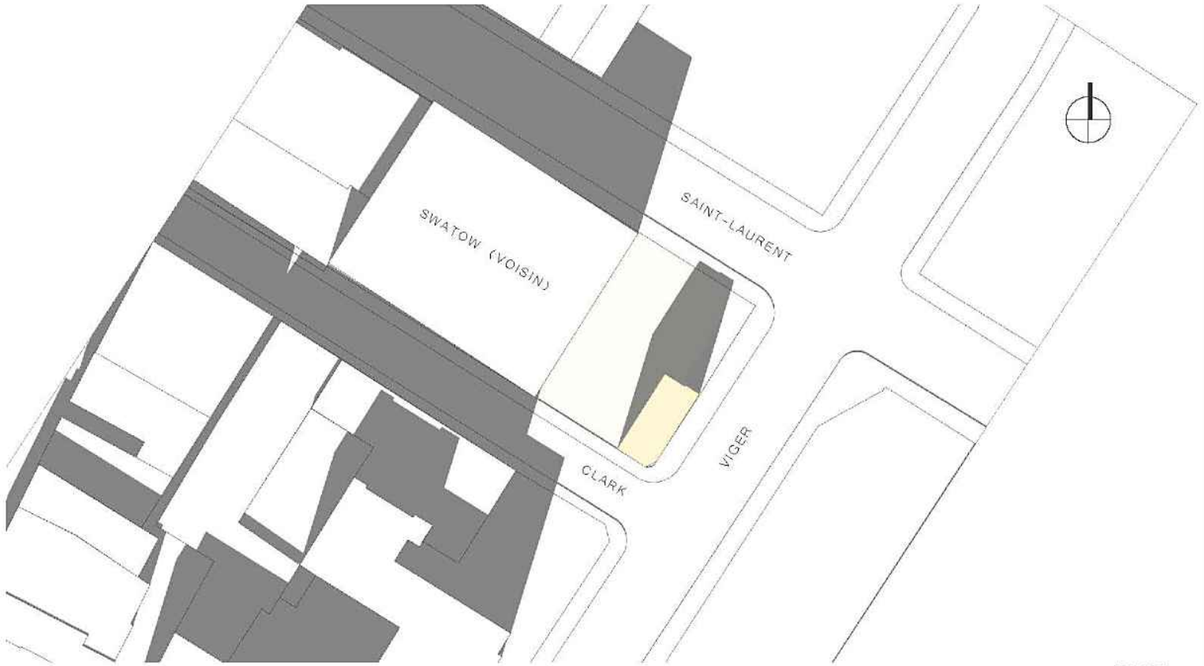

DÉTAIL DE TRANSITION ENTRE MUR-RIDEAU
ET MACONNERIE EN PROJECTION (FACADE SUR CLARK)



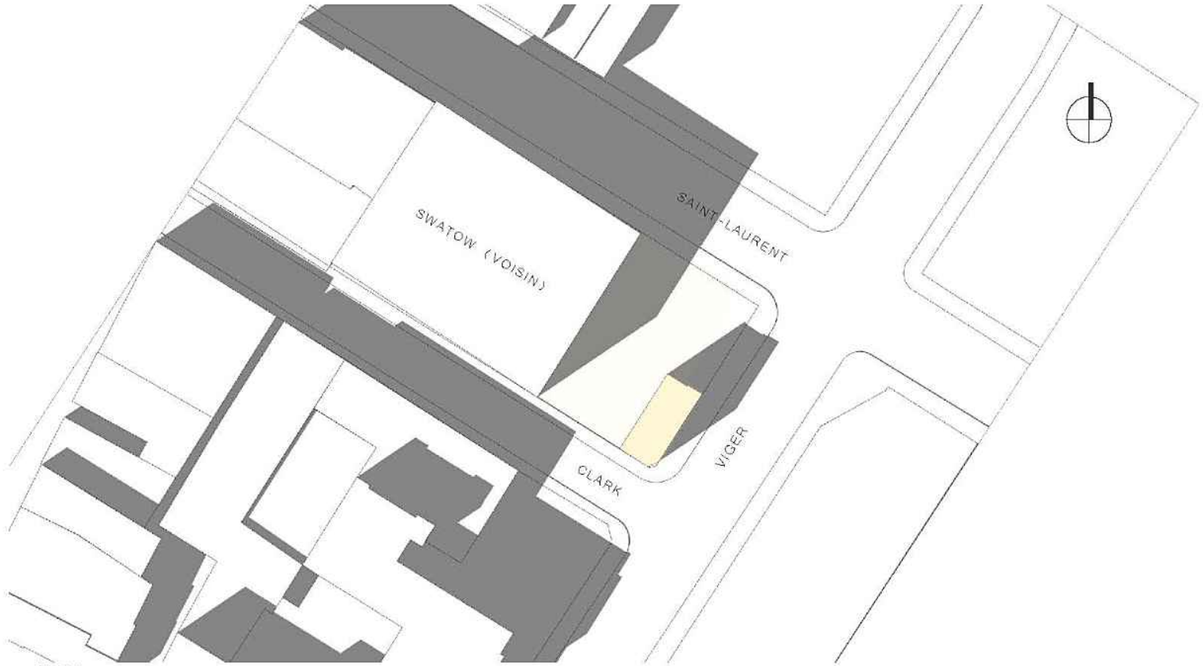

DÉTAIL DE TERRASSE ET HAUTEUR DE
PARAPET VS GARDE-CORPS VITRE (FACADE SUR VIGER)

3/4"=1'-0"

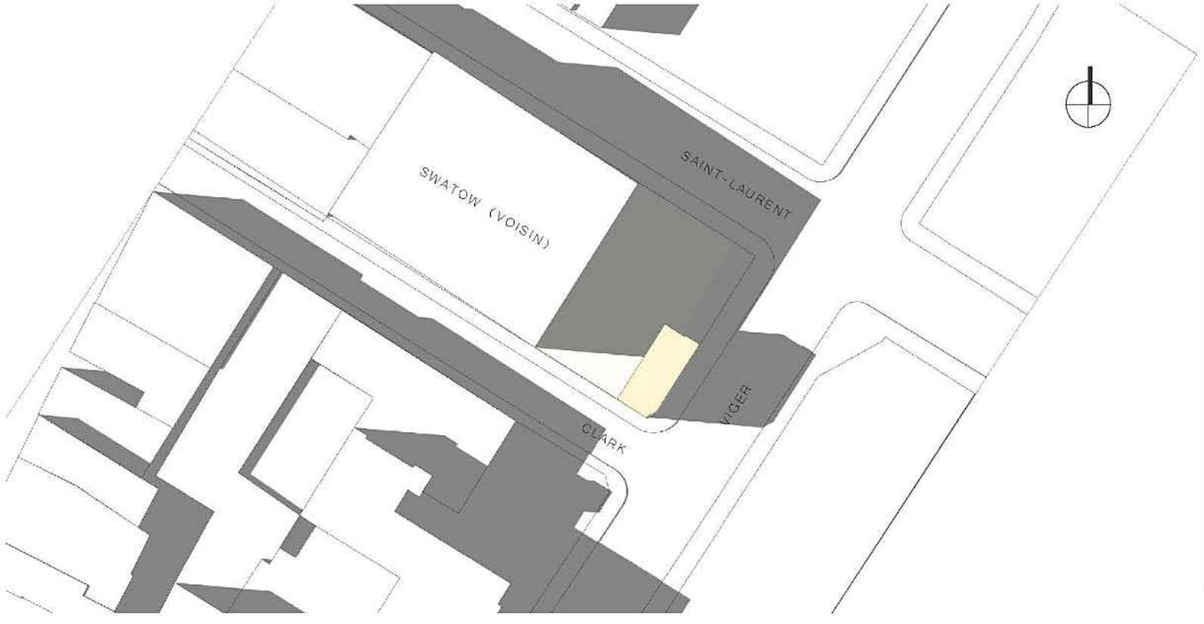
SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN




10:00




12:00




14:00




16:00

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**15 novembre 2018**
**3001465553**
**4.2.3**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| **Endroit :** | 970, boulevard Saint-Laurent |
| **Responsables :** | Catherine Beaulieu et Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise une démolition d'un bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte comprenant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé, sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239.<br><br>Le projet proposé comprend la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger afin de construire un bâtiment mixte dont le volume le plus haut s'élève à 9 étages (25 m hors tout) et qui doit abriter les éléments suivants :<br>• Un rez-de-chaussée commercial (3 commerces<br>• 94 unités résidentielles aux étages supérieurs<br>• 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités automobiles et 40 emplacements de vélo<br>• 14 emplacements extérieurs pour vélo<br><br>Le projet présente une volumétrie générale composée de trois volumes imbriqués s'ouvrant sur l'interstice de l'accès principal et que celle-ci est issue des conditions spécifiques du site, telles la présence de chambres électriques souterraines dans la portion Sud et la volonté de distinguer le parcours d'accès résidentiel de l'intense activité commerciale caractérisant l'enfilade des façades du boulevard Saint-Laurent.<br><br>L'accès au stationnement souterrain se ferait par la rue Clark tandis que l'entrée des résidents serait aménagée en bordure de la rue Viger, à l'intersection des deux volumes. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme. En ce sens, le projet vise à densifier et consolider une tête d'îlot ayant une visibilité importante à partir de plusieurs endroits stratégiques dans la ville. |
| **Considérant que :** | L'implantation du volume en « U » réduit son implantation au sol (92.5 %) ce qui permet de créer une cour intérieure et assurer un maximum d'éclairage naturel pour la totalité des logements et que l'implantation en contigüité ainsi que l'alignement à 0 en bordure du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark répond aux caractéristiques dominantes de ce secteur. |

**Considérant que :** Le dépassement de la hauteur au règlement d'urbanisme s'explique par son emplacement en tête d'îlot et son insertion dans un contexte déjà construit où les hauteurs varient entre 10 et 44 m.

**Considérant que :** L'accès aux unités résidentielles au centre du volume serait clôturé permettant de signaler l'accès tout en minimisant les incivilités et assurer la sécurité des résidents.

**Considérant que :** La matérialité proposée est également singulière pourrait davantage incarner le caractère prestigieux du boulevard Saint-Laurent.

**Considérant que :** Le volume donnant sur le boulevard Saint-Laurent présente un retrait à ses deux premiers niveaux permettant de projeter l'illusion d'un rez-de-chaussée haut de 6 mètres et que cette stratégie permet ainsi d'inscrire avec succès le projet dans le continuum commercial du boulevard.

**Considérant que :** Le site se trouve à moins de 100 m d'une voie rapide et qu'une étude acoustique devra être fournie et le cas échéant, des mesures de mitigations devront être prises en compte.

**Considérant que :** L'édifice Robillard avait une grande valeur patrimoniale et historique ayant été le premier cinéma du Canada, une commémoration symbolique pourrait être envisagée.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Fournir un plan d'aménagement paysager de la cour avant notamment en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants.**
- **Afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé.**
- **Prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage.**
- **Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 220 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés.**
- **Déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard et s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.06

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184869015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme *Lemay Mich aud Architecte Design* et estampillés le 4 octobre 2018;
b) de déroger notamment aux articles 10 (para 2°), 11 et 61 (para 2°) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:25

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1184869015** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'autoriser une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield. Une telle proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modifications ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.
Le site étant situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, une autorisation du MCC est nécessaire pour les travaux extérieurs.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0815 – 19 juin 2018 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Groupe Germain Inc., à des fins commerciales, un terrain vacant avec servitude de passage et de non-construction en faveur de la ville, situé du côté nord du boulevard de Maisonneuve, à l'est de la rue Metcalfe, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme totale de 150 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public une partie du lot 1 514 324 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. (1176337003)
CA18 240559 – 9 octobre 2018 – Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les usages « restaurant » et « débit de boissons alcooliques » au deuxième étage du bâtiment situé au 2050, rue Mansfield. (1184869011)

### DESCRIPTION

**Le site**
Le bâtiment a été construit en 1967 à des fins de bureau pour l'Institut canadien des ingénieurs. L'hôtel *Le Germain* occupe les lieux depuis 1999, on y compte 101 chambres ainsi que le restaurant Laurie Raphaël. L'établissement est situé dans le Centre des affaires, un endroit stratégique pour un tel établissement avec une clientèle diversifiée. À cet effet, l'hôtel *Le Germain* souhaite se renouveler, s'actualiser et s'agrandir afin de répondre à la demande.

Lors de la séance du 13 septembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable avec conditions pour la demande de révision de projet et de suhauteur visant à exhausser de 6 étages ainsi que procéder à la réfection de l'enveloppe existante. Cette proposition prévoyait un avant-corps au deuxième étage faisant saillie de 4 m qui venait réduire substantiellement la hauteur de l'entrée de l'immeuble avec une hauteur libre sous soffite d'environ 2,5 m et dérogeant à la hauteur minimale. Pour ces raisons, le CCU a mis comme condition de respecter le 1,5 m de saillie autorisé de plein droit afin d'éviter l'effet d'écrasement.

**Le projet**
Le projet consiste à agrandir le bâtiment en ajouter un avant-corps au deuxième étage pour augmenter la superficie de restauration en plus de créer une marquise à l'entrée de l'hôtel. Le porte-à-faux proposé permettrait l'ajout d'environ 50 $m^2$ de superficie au restaurant, tout en abritant l'entrée d'une hyper-marquise de verre sérigraphié, qui viendrait contraster avec le corps principal du bâtiment composé entièrement de béton.

**Cadre réglementaire**
Le projet tel que proposé déroge à trois articles du règlement d'urbanisme soit :

· le paragraphe 2 de l'article 10 qui prévoit que dans un secteur de hauteur en mètres, la hauteur d'un bâtiment doit être égale ou supérieure à la hauteur en mètres minimale prescrite, soit de 16 m sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade alors que la hauteur minimale serait de 6,91 m y compris l'agrandissement au $2^e$ étage;

- l'article 11 prévoit que bâtiment situé dans un secteur de surhauteur doit, sur au moins 60 % de sa largeur face à une voie publique, être en tout point égale ou supérieure à la hauteur en mètres ou en étages minimale prescrite, sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade alors que l'intégralité de l'avant -corps n'atteint pas la hauteur minimale;

· le paragraphe 2 de l'article 61 prévoit qu'au plus 40 % de la superficie d'une façade, excluant une construction hors-toit, peut-être implanté devant l'alignement de construction, cet avant-corps ne devant pas faire saillie de plus de 1,5 m alors que le projet propose une saillie de 2,97 m.

Ainsi, de telles dérogations peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

**JUSTIFICATION**

La proposition répond aux besoins et exigences du milieu hôtelier tout en respectant une intégration sobre et singulière par sa forme et sa matérialité dans le contexte urbain. L'agrandissement en porte à faux, faisant saillie de 2,97 m et ayant une hauteur libre de 3 m réduit l'effet d'écrasement que l'on retrouvait dans la proposition précédente. La projection de la saillie a été limitée par l'alignement de la dernière marche des escaliers existants. En plus de ses fonctions principales, soit de marquer l'entrée de l'établissement et offrir un espace couvert extérieur pour la clientèle, la proposition telle que présentée contribue à l'animation de la rue et permet de réintroduire le bâtiment dans la trame de la rue Mansfield de par son alignement principal qui se trouve davantage en retrait par rapport à l'alignement des façades adjacentes.

Le choix de la matérialité s'est arrêté sur une boîte de verre sérigraphié ultraclair ainsi qu'un soffite composé de deux verres clairs sérigraphiés, laminés avec intercalaire. Cette composition crée une marquise lumineuse unique de par son choix de matérialité en plus de s'agencer respectueusement au cadre bâti existant.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable.

Lors de la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat de transformation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-4987
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marc LABELLE
Directeur
**Tél :** 514 872-2698
**Approuvé le :** 2018-11-23

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018 | Résolution: CA18 240700 |
|---|---|

**Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution**

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés le 4 octobre 2018;
   b) de déroger notamment aux articles 10 (paragraphe 2°), 11 et 61 (paragraphe 2°) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

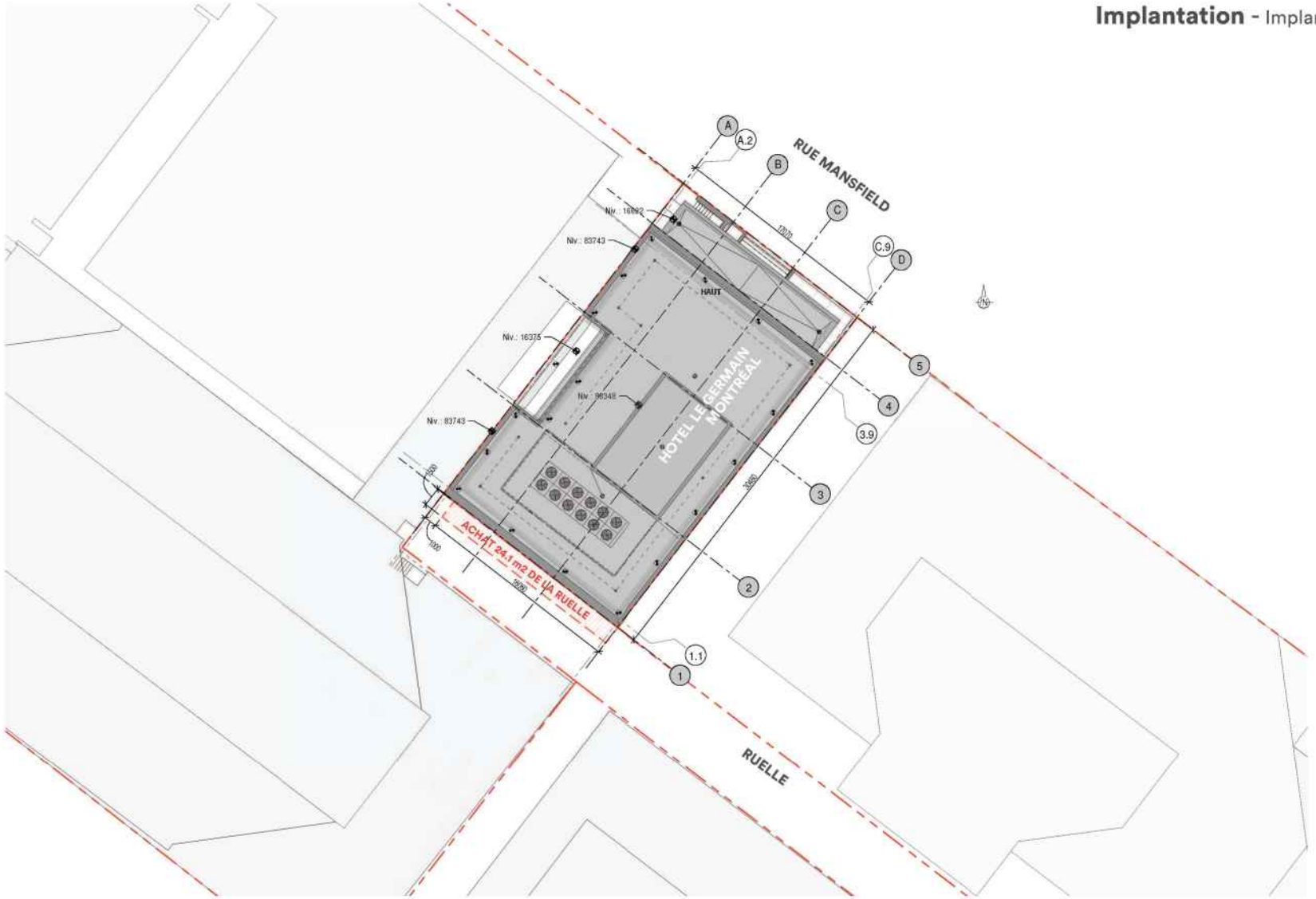
Adoptée à l'unanimité.

40.26
1184869015
pp 394

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

## **Implantation** - Implantation projettée




LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

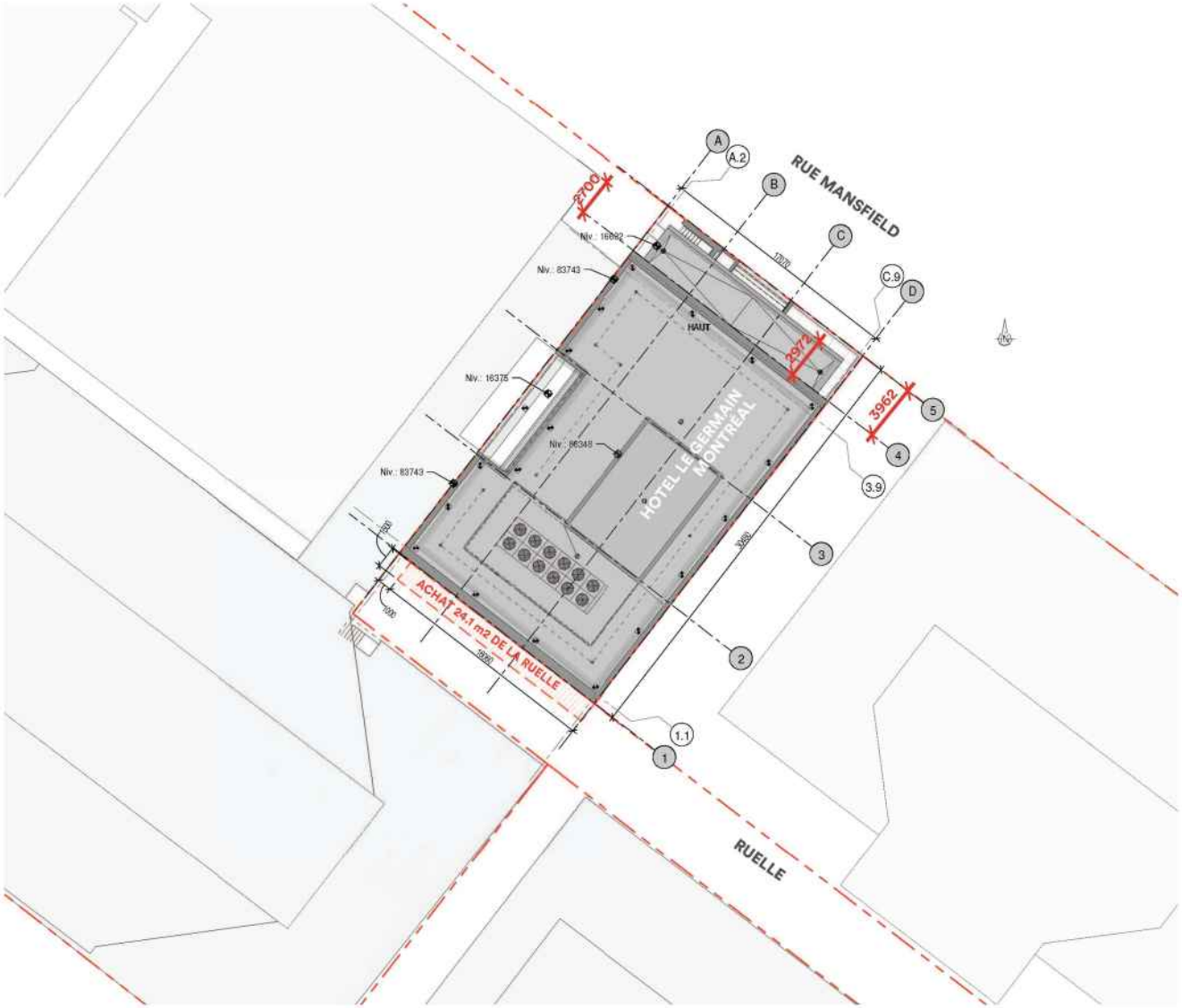
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

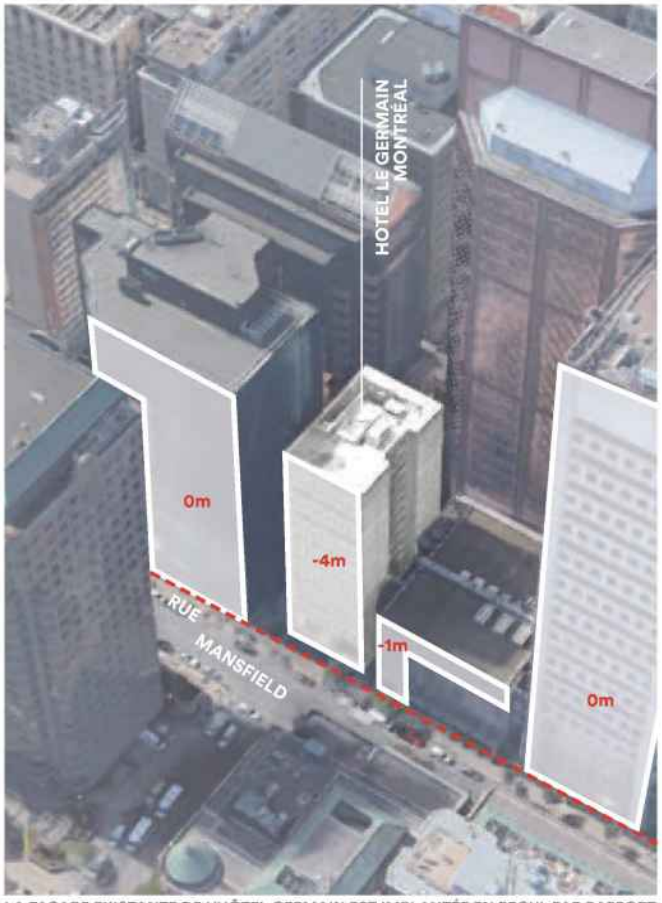
PROJET NO
38114Z
03/10/2018

04

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

## **Contexte urbain** - Recul des implantations




LA FAÇADE EXISTANTE DE L'HÔTEL GERMAIN EST IMPLANTÉE EN RECUL PAR RAPPORT À LA RUE MANSFIELD, À ENVIRON 4 MÈTRES DE L'ALIGNEMENT AU TROTTOIR. CE RECUL PLACE LA FAÇADE DE L'HÔTEL EN RETRAIT DE 3 À 4 MÈTRES PAR RAPPORT À L'ALIGNEMENT DE SES DEUX PLUS PROCHES VOISINS QUI PRÉSENTENT TOUS DEUX DES FAÇADES LATÉRALES SANS ANIMATION.

L'ÉTROITESSE DU LOT PAR RAPPORT AU RECUL DONNE À L'HÔTEL UNE TRÈS FAIBLE VISIBILITÉ LORS DES APPROCHES NORD ET SUD SUR MANSFIELD.

LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

## **Perspective** - Existant / Proposition

RUE MANSFIELD / EXISTANT



RUE MANSFIELD / PROPOSÉ



LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




**Perspective** - Entrée

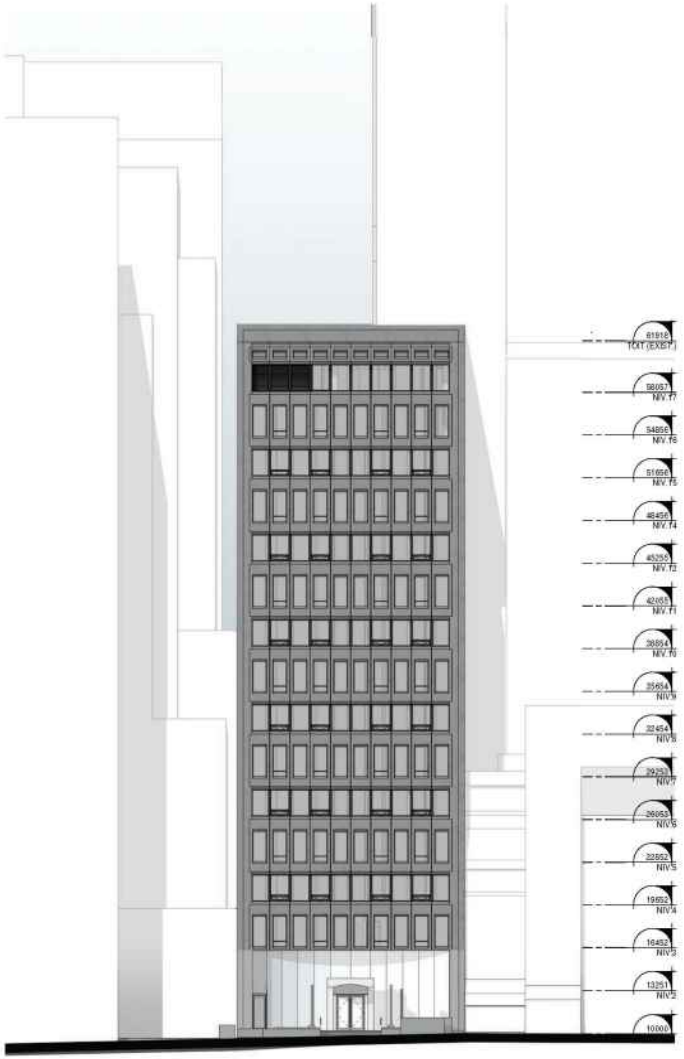
LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

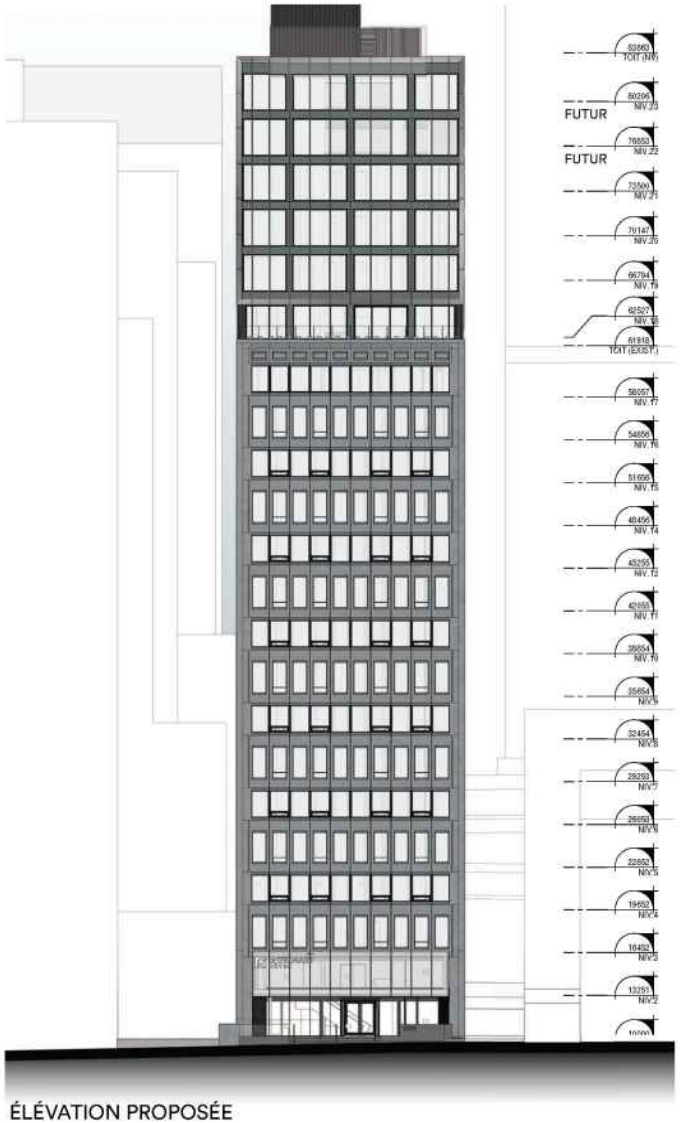
4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

## **Élévations** - Rue Mansfield



ÉLÉVATION EXISTANTE




ÉLÉVATION PROPOSÉE

LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

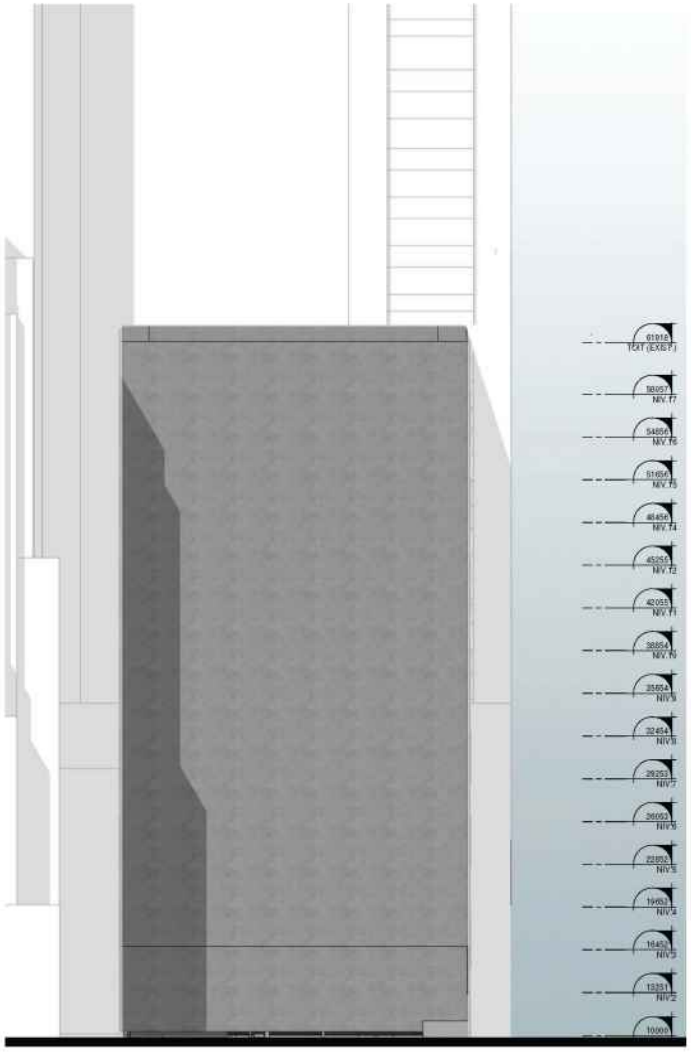
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

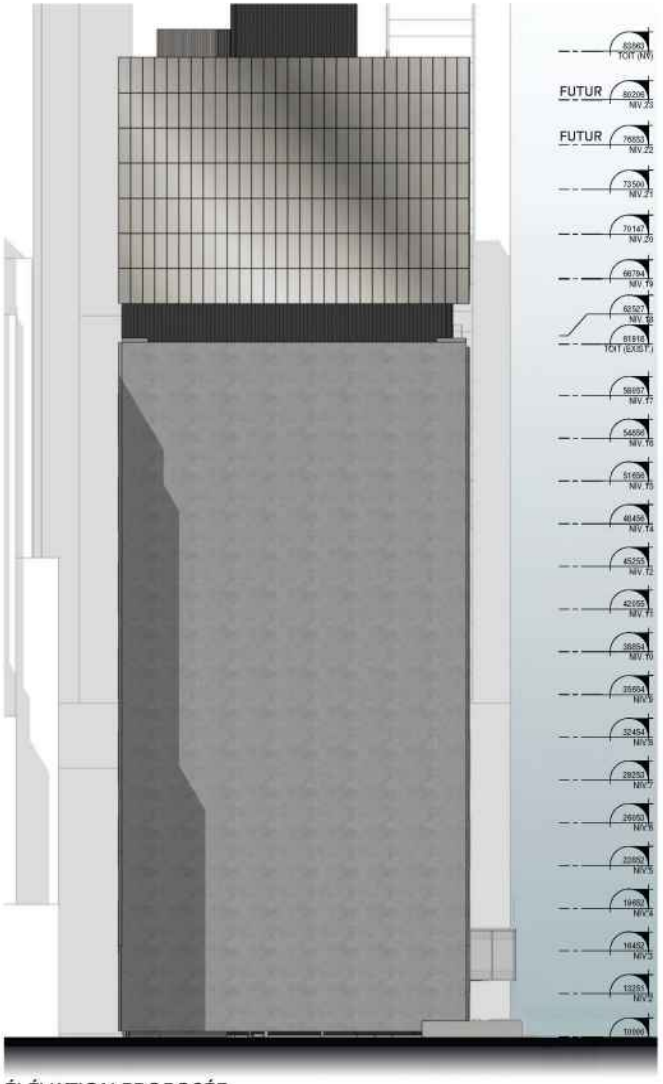
18

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

## **Élévations** - Sud



ÉLÉVATION EXISTANTE




ÉLÉVATION PROPOSÉE

LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

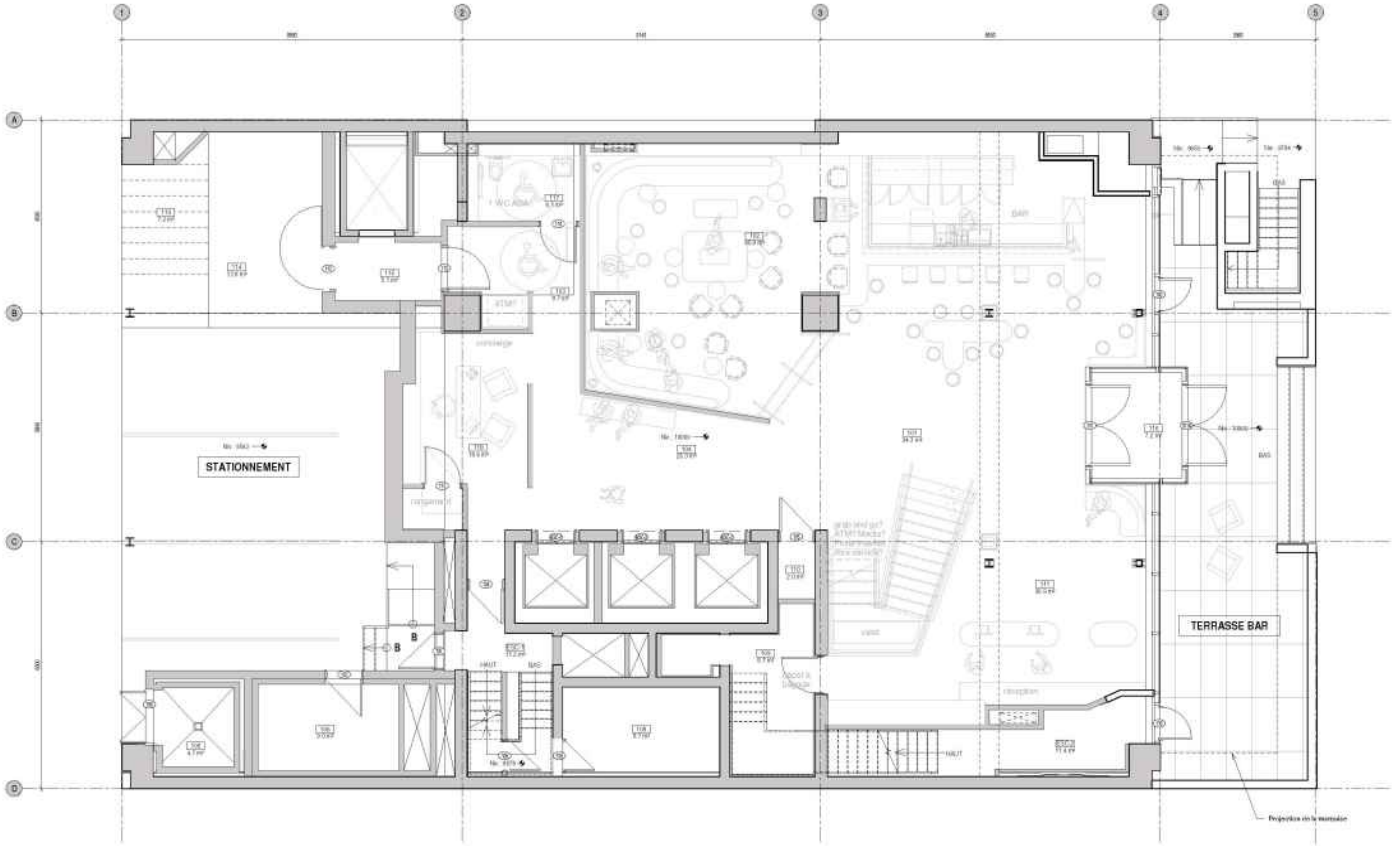
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

19

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

# **Plan** - 1er Niveau - PROPOSÉ




**NV_PIÈCES_NIV.01**

| NUMÉRO | NOM | SUPERFICIE |
|---|---|---|
| NIV.1 | | |
| 101 | CIRCULATION | 54.8 m² |
| 102 | BAR HÔTEL | 85.8 m² |
| 103 | CORRIDOR DE SERVICE | 8.7 m² |
| 104 | HALL DES ASCENSEURS | 25.3 m² |
| 105 | SALLE À DÉCHETS RÉFRIGÉRÉE | 4.7 m² |
| 106 | ENTREPOSAGE | 9.0 m² |
| 108 | SALLE DES POMPES | 8.7 m² |
| 109 | CONSIGNE DES VALISES | 8.7 m² |
| 110 | CONSIGNE DES VALISES | 9.0 m² |
| 111 | LOBBY - HÔTEL | 56.9 m² |
| 114 | ZONE DE DÉCHARGEMENT/CHARGEMENT EXTÉRIEURE | 15.8 m² |
| 115 | ACCÈS MONTE CHARGE | 6.1 m² |
| 116 | VESTIBULE | 7.2 m² |
| 117 | TOILETTE HAND | 6.1 m² |
| 118 | CONCIERGE - HÔTEL | 18.4 m² |
| 119 | STATIONNEMENT VÉLOS EXTÉRIEUR (7 CLASSE) | 7.2 m² |
| ESC-1 | ESCALIER | 11.2 m² |
| ESC-2 | ESCALIER | 15.4 m² |

LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

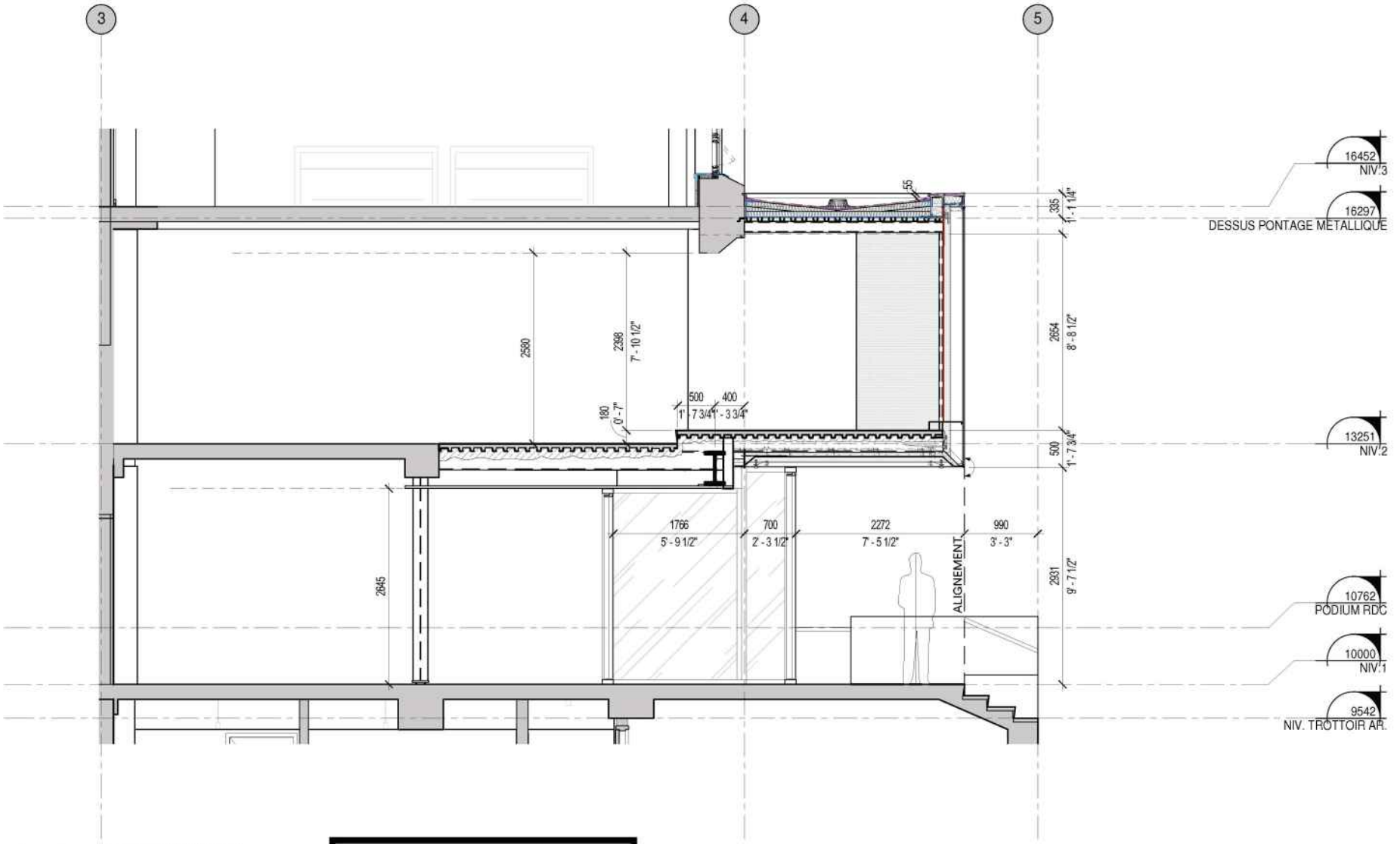
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

23

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

**Coupe -** Marquise d'entrée et volume du restaurant en projection




LE GERMAIN HÔTELS

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

26

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**15 novembre 2018**
**3001467699**
**4.2.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| **Endroit :** | 2050, rue Mansfield |
| **Responsables :** | Catherine Beaulieu et Francis Lefebvre |
| **Description :** | La demande vise à autoriser une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment. Le projet consiste à agrandir le bâtiment en ajoutant un avant-corps au deuxième étage pour augmenter la superficie de restauration. Le porte-à-faux proposé permettrait l'ajout d'environ 50 $m^2$ de superficie au restaurant, tout en abritant l'entrée d'une hyper-marquise de verre sérigraphié, qui viendrait contraster avec le corps principal du bâtiment composé entièrement de béton. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal. |
| **Remarque importante :** | À la séance du 13 septembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande de révision de projet et de surhauteur. Le comité s'était montré réticent envers la proposition précédente d'agrandissement du second étage qui, en ne réservant qu'une hauteur de 2,5 m au-dessous, se trouvait à opprimer l'espace de l'entrée. |
| **Considérant que :** | La proposition répond aux besoins et exigences du milieu hôtelier tout en respectant une intégration sobre et singulière par sa forme et sa matérialité dans le contexte urbain. |
| **Considérant que :** | L'agrandissement en porte à faux, faisant saillie de 2,97 m et ayant une hauteur libre de 3 m réduit l'effet d'écrasement que l'on retrouvait dans la proposition précédente. |
| **Considérant que :** | La projection de la saillie a été limitée par l'alignement de la dernière marche des escaliers existants. |
| **Considérant qu' :** | En plus de ses fonctions principales, soit de marquer l'entrée de l'établissement et offrir un espace couvert extérieur pour la clientèle, la proposition telle que présentée contribue à l'animation de la rue et permet de réintroduire le bâtiment dans la trame de la rue Mansfield de par son alignement principal qui se trouve davantage en retrait par rapport à l'alignement des façades adjacentes. |
| **Considérant que :** | La composition crée une marquise lumineuse unique de par son choix de matérialité en plus de s'agencer respectueusement au cadre bâti existant. |

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.07

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1187199004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

1) D'accorder, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'installer, en bordure l'angle nord-ouest du square Dorchester, une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable et intégrant des équipements mécaniques existants, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018, en remplacement de l'enseigne préexistante.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:27

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1187199004** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre de la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester, une demande de projet particulier (3001476274) a été déposée afin d'autoriser, pour un parc de stationnement public intérieur souterrain, une enseigne au sol avec un message lumineux animé ou lumineux variable.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB187199010 - 20 décembre 2018 - D'approuver, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, la délivrance de l'autorisation de travaux 3001477926 selon les plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018 relativement à l'installation de 2 enseignes de signalisation publique aux entrées et sorties du stationnement, et ce, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (2187199010);
DB186399001 - 26 mars 2018 - Approuver, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard René-Lévesque Ouest, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, la délivrance du permis 3001400945 et du certificat 3001400798 selon les plans reçus le 23 février 2018 et le 9 mars 2018 relativement à la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester, et ce, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (2186399001).

### DESCRIPTION

**Le site**
L'immeuble visé est situé sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec. Il s'agit d'un parc de stationnement public intérieur souterrain appartenant en partie à la Ville de Montréal et en partie à la compagnie « Dominion Square Management inc. ». Aménagé dans la portion nord du square Dorchester, le parc de stationnement est exploité par la compagnie « Indigo ». Ce secteur fait actuellement l'objet d'un réaménagement important,

déjà autorisé, visant principalement à rétablir la figure géométrique victorienne du square et à étanchéiser la dalle du toit du stationnement souterrain.

Avant les travaux de réaménagement de la section nord du square, deux enseignes au sol étaient présentes, soit une indiquant l'entrée du stationnement à partir de la rue Peel avec un message variable et l'autre indiquant la sortie du stationnement sur la rue Metcalfe. Cette dernière ne sera pas reconduite puisqu'elle provoquait la confusion des usagers quant à l'emplacement de l'entrée. Des panneaux indiquant l'entrée et la sortie des véhicules étaient également installés directement au-dessus des portes d'accès. Dans la cadre des travaux de réaménagement du square, toutes ces enseignes ont été retirées.

L'emplacement est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada et il est compris dans l'unité de paysage « Square Dorchester – Place du Canada (SDPC) » au Règlement d'urbanisme.

**Le projet**
La demande vise à autoriser une nouvelle enseigne au sol à l'entrée du stationnement sur la rue Peel. D'une hauteur de 3,5 m, elle comprend trois sections soit l'entête avec l'identifiant «°P°» et une flèche d'acheminement, l'écran numérique à message variable pour les tarifs applicables d'une superficie d'environ 0,5 m² par face et un emplacement destiné au logotype du gestionnaire accompagné des informations requises par le Règlement d'urbanisme pour l'exploitation d'un parc de stationnement public intérieur.

Seules les deux premières parties de l'enseigne sont rétroéclairées, créant un contraste du lettrage blanc sur le verre noir opaque et assurant ainsi une bonne lisibilité du message. L'enseigne au sol dissimule dans sa partie inférieure des équipements mécaniques existants et nécessaires aux fins du stationnement souterrain (conduits d'aération et siamoises d'incendie) ainsi qu'un grillage permettant l'aération du système électronique de l'enseigne dans sa partie supérieure.

Deux enseignes de signalisation publique non lumineuse, posées à plat au-dessus de l'entrée et de la sortie du stationnement, serviront également à orienter les usagers et sont déjà autorisés par la réglementation.

**Le cadre réglementaire**
L'enseigne au sol déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

· aux secteurs de catégorie d'usages où sont autorisées les enseignes comportant une source lumineuse clignotante ou qui affiche un message lumineux animé ou lumineux variable (article 508).

Par ailleurs, les travaux visés doivent tendre à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du Règlement sur la constitution du site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada (12-006), dont les critères prévus pour l'installation d'enseignes (article 21).

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.
En effet, l'enseigne au sol proposée permet d'intégrer les équipements mécaniques présents sur le site au sein d'une proposition de facture sobre et qualité, signalant adéquatement la présence du stationnement souterrain au sein du square Dorchester. Sa hauteur assure une bonne visibilité, tout en demeurant compatible avec le milieu qui est assez dégagé.

De plus, la conception et la localisation de l’enseigne s’intègrent harmonieusement aux aménagements du parc, améliorant nettement la situation actuelle. Les messages variables permettront une diffusion de l’information relative aux tarifs applicables en fonction des événements et du moment de la journée.

**Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S. O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S. O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S. O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S. O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-0958
**Télécop. :**

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-15

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476274 et 3001477926**
**4.2.2 et 4.9.1**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ** |
| **Endroit :** | 1191, rue Peel |
| **Responsables :** | Étienne Longtin et Sophie Cournoyer |
| **Description :** | La demande vise à autoriser par projet particulier une nouvelle enseigne au sol à l'entrée du stationnement sur la rue Peel. D'une hauteur de 3,5 m, elle comprend trois sections soit l'entête avec l'identifiant « P » et une flèche d'acheminement, l'écran numérique à message variable pour les tarifs applicables d'une superficie d'environ 0,5 m² par façade et un emplacement destiné au logotype du gestionnaire accompagné des informations requises par le *Règlement d'urbanisme 01-282* pour l'exploitation d'un parc de stationnement public intérieur.<br><br>Seules les deux premières parties de l'enseigne sont rétro éclairées créant ainsi un contraste du lettrage blanc sur le verre noir opaque et assurant ainsi une bonne lisibilité du message. L'enseigne au sol dissimule dans sa partie inférieure des équipements mécaniques existants et nécessaires aux fins du stationnement souterrain (conduits d'aération et siamoises d'incendie) et un grillage permettant l'aération du système électronique de l'enseigne dans sa partie supérieure.<br><br>La présente demande vise également à autoriser des travaux dans un site patrimonial cité soit l'installation de deux enseignes destinées à orienter les usagers posées à plat au-dessus de l'entrée et de la sortie du stationnement. Ces enseignes non lumineuses, d'une superficie de 3,76 m² chacune, sont en métal et recouvertes d'une pellicule réfléchissante. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'enseigne au sol proposée permet d'intégrer les équipements mécaniques présents sur le site au sein d'une proposition de facture sobre et qualité, signalant adéquatement la présence du stationnement souterrain au sein du square Dorchester. |
| **Considérant que :** | Sa hauteur assure une bonne visibilité, tout en demeurant compatible avec le milieu qui est assez dégagé. |

**Considérant que :** La conception et la localisation de l'enseigne s'intègrent harmonieusement aux aménagements du parc, améliorant nettement la situation actuelle.

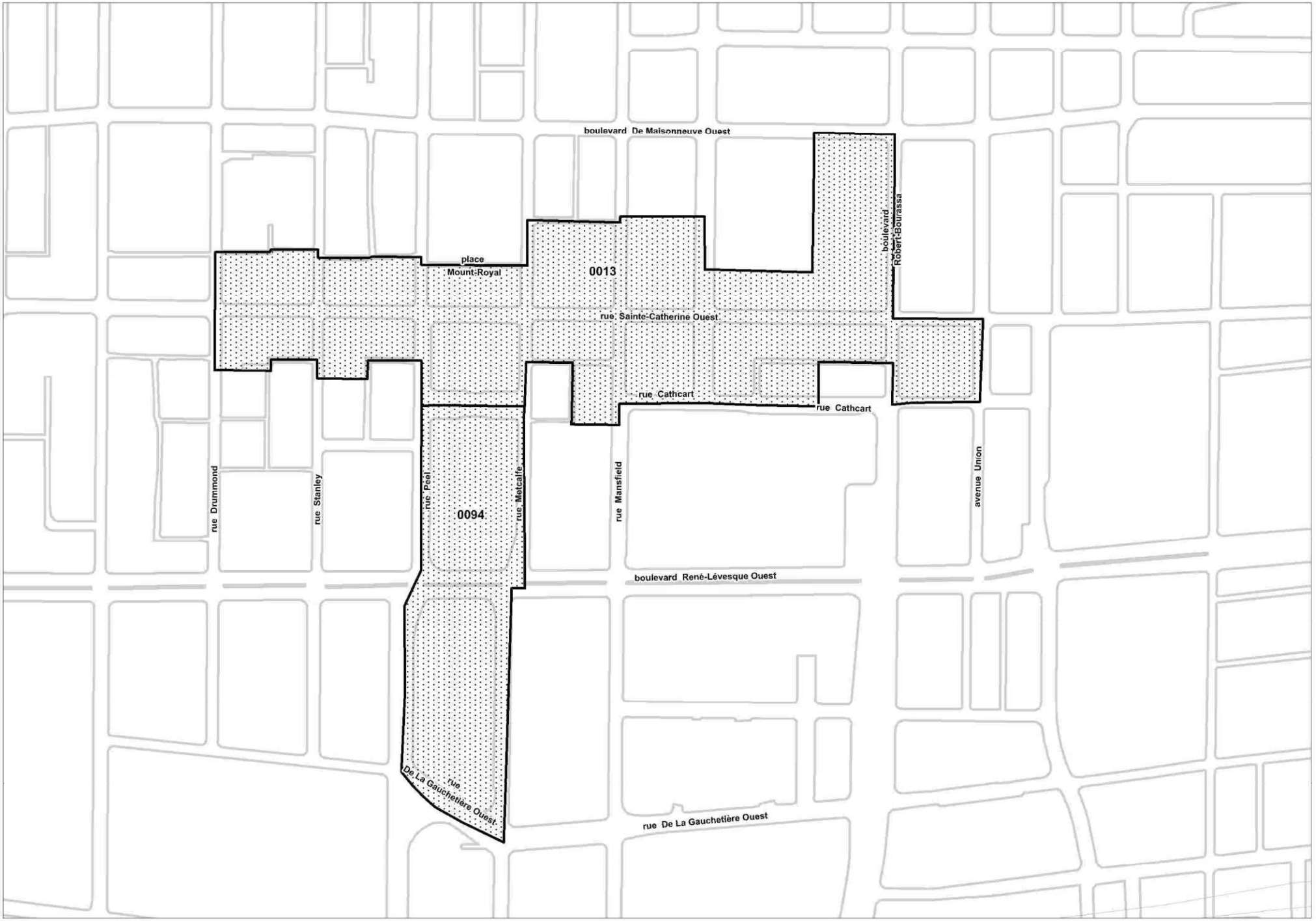
**Considérant que :** Les messages variables permettront une diffusion de l'information relative aux tarifs applicables en fonction des événements et du moment de la journée.

**Considérant que :** Les autres enseignes proposées sur le site sont conformes aux dispositions réglementaires applicables et s'harmonisent adéquatement avec l'architecture des édicules d'accès au stationnement sur lesquels elles sont installées.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire




**Localisation** | **Dossier: 1187199004** | **Date: 19 décembre 2018**

Zone(s) visée(s) — — — — — Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

# Principal Stèle Square Dorchester 23 novembre 2018

## Design Final

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Tailles

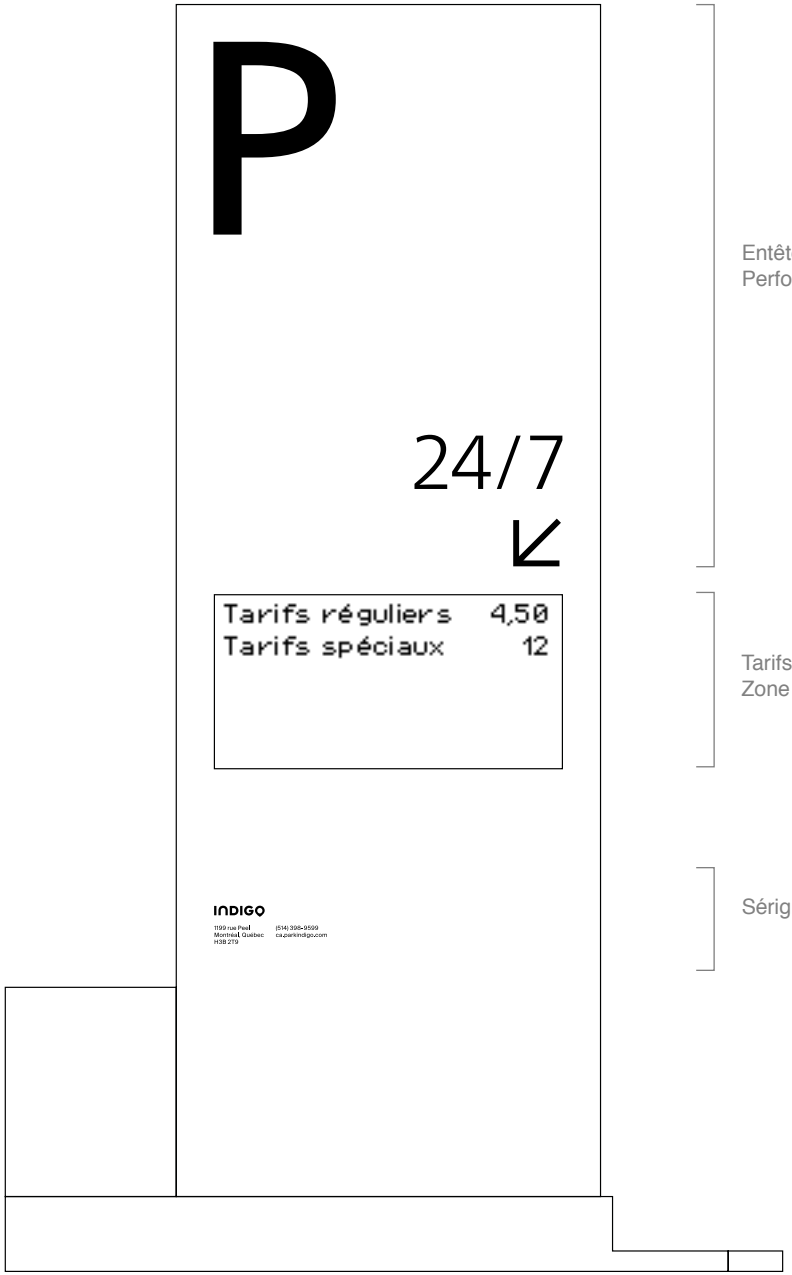



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Tailles




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

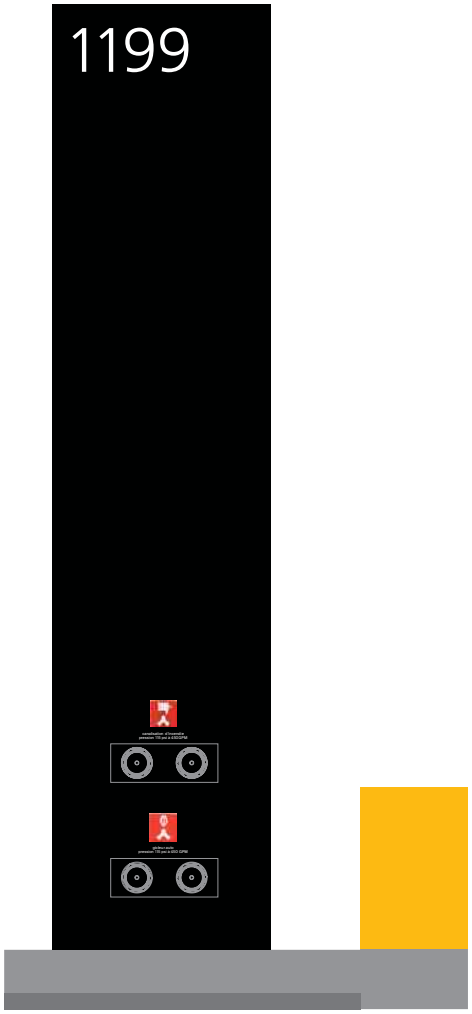
10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Aperçus




Vue Nord




Vue côté




Vue Sud

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

| | | |
|---|---|---|
| Tarifs réguliers<br>Regular rates | 30 min | 4.50 |
| | 12h | 16.00 |
| | 24h | 23.00 |

---

| | | |
|---|---|---|
| Tarifs spéciaux<br>Special rates | Après 17h<br>After 5pm | 8.00 |
| | Fins de semaines<br>Weekends | 8.00 |

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.08

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1184869016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandi dans la cour intérieure, situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est |

Autoriser, dans le bâtiment situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est, l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandie dans la cour intérieure, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels, au paragraphe $1^{o}$ de l'article 232 et à l'article 274 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à la condition suivante:

- L'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement au rez-de-chaussée et ne peut dépasser 65 $m^2$.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:24

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1184869016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandi dans la cour intérieure, situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour l'établissement *Bar Le Stud* situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

S.O.

**DESCRIPTION**

**Le site**
Le bâtiment s'inscrit dans la trame commerciale du Village à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et l'avenue Papineau à l'extrémité ouest du secteur Sainte-Marie. Actuellement, l'usage « débit de boissons alcooliques » occupe la majorité du rez-de-chaussée ainsi qu'une partie du 2$^{e}$ étage pour une superficie totale de 553 m$^{2}$ dont 355 m$^{2}$ autorisés en droit acquis uniquement, au rez-de-chaussée.

Dans le même bâtiment, on y retrouve également un café, un nettoyeur et un salon de coiffure.

Pour la partie du bâtiment bordant l'avenue Papineau, les travaux de transformation intérieurs (3000708153-18) afin d'aménager un nouvel escalier d'issue et un ascenseur permettant de desservir les 6 nouveaux bureaux au 2$^{e}$ et 3$^{e}$ étage sont débutés.

**Le projet**
Le projet vise essentiellement à ajouter 65 m$^{2}$ de superficie de l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée permettant d'atteindre une superficie totale de 420 m$^{2}$. Cet agrandissement serait le résultat de la fermeture d'une partie de la cour intérieure par la construction d'un volume de 3 étages composé d'un mur rideau vitré encadré par une surface de panneaux de fibrociment de couleur gris foncé. Pour permettre la réalisation de cet agrandissement, il sera nécessaire de démolir certains éléments tels que des escaliers ainsi que des balcons tout en respectant le Code national du bâtiment.

**Le cadre réglementaire**
Selon les articles 137 et 270 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un établissement de débit de boissons alcooliques au rez-de-chaussée, dans un secteur de catégorie M.7C peut occuper un maximum de 300 $m^2$ de superficie de plancher alors qu'avec l'agrandissement proposé, la superficie atteindrait 420 $m^2$.

Selon les articles 274 et 232 de ce même règlement, dans un secteur où est autorisé la classe C de la catégorie M.7, un débit de boissons alcooliques peut être autorisé sans limites de superficie de plancher en respectant la procédure des usages conditionnels.

Selon l'article 319, les critères d'évaluation pour un débit de boissons alcooliques dépassant la superficie maximale de plancher prescrite sont les suivants :

1. L'usage proposé doit être compatible avec le milieu environnant;
2. Les caractéristiques du projet visé doivent permettre de limiter les nuisances, notamment sur l'intensité commerciale du secteur, l'intensité de la circulation, la disponibilité d'espaces de stationnement, le bruit et, le cas échéant, sur les autres activités exercées à l'intérieur de l'établissement et du bâtiment;
3. Le projet doit s'intégrer harmonieusement au milieu environnant quant à l'apparence extérieure de la construction, l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs.

**Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)**

- À la séance du 16 avril 2015, le CCU a émis un avis défavorable à la demande d'avis préliminaire pour l'aménagement d'un café-terrasse dans la cour intérieure.
- À la séance du 14 juin 2018, le CCU a émis un avis favorable à la demande de permis de transformation extérieur à la condition de proposer un revêtement harmonisé à l'agrandissement pour la réfection du mur existant. (3001413030)

**JUSTIFICATION**

Considérant que :
· L'usage débit de boissons alcooliques est compatible et complémentaire avec le secteur puisque l'établissement est situé directement en bordure de la rue Sainte-Catherine;
· L'agrandissement du volume existant tel que proposé plutôt que l'aménagement d'un café-terrasse au même endroit est beaucoup moins nuisible pour les riverains;
· Aucune plainte en lien avec l'établissement n'a été enregistrée dans le système Oracle depuis de nombreuses années;
· Les transformations extérieures qu'occasionne cet agrandissement ont déjà obtenu l'avis favorable des membres du CCU lors de la séance qui s'est tenue le 14 juin dernier.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

**· L'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement au rez-de-chaussée et ne peut dépasser 65 $m^2$.**

Lors de la séance qui s'est tenue le 13 décembre 2018, les membres ont émis un avis favorable.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'occupation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

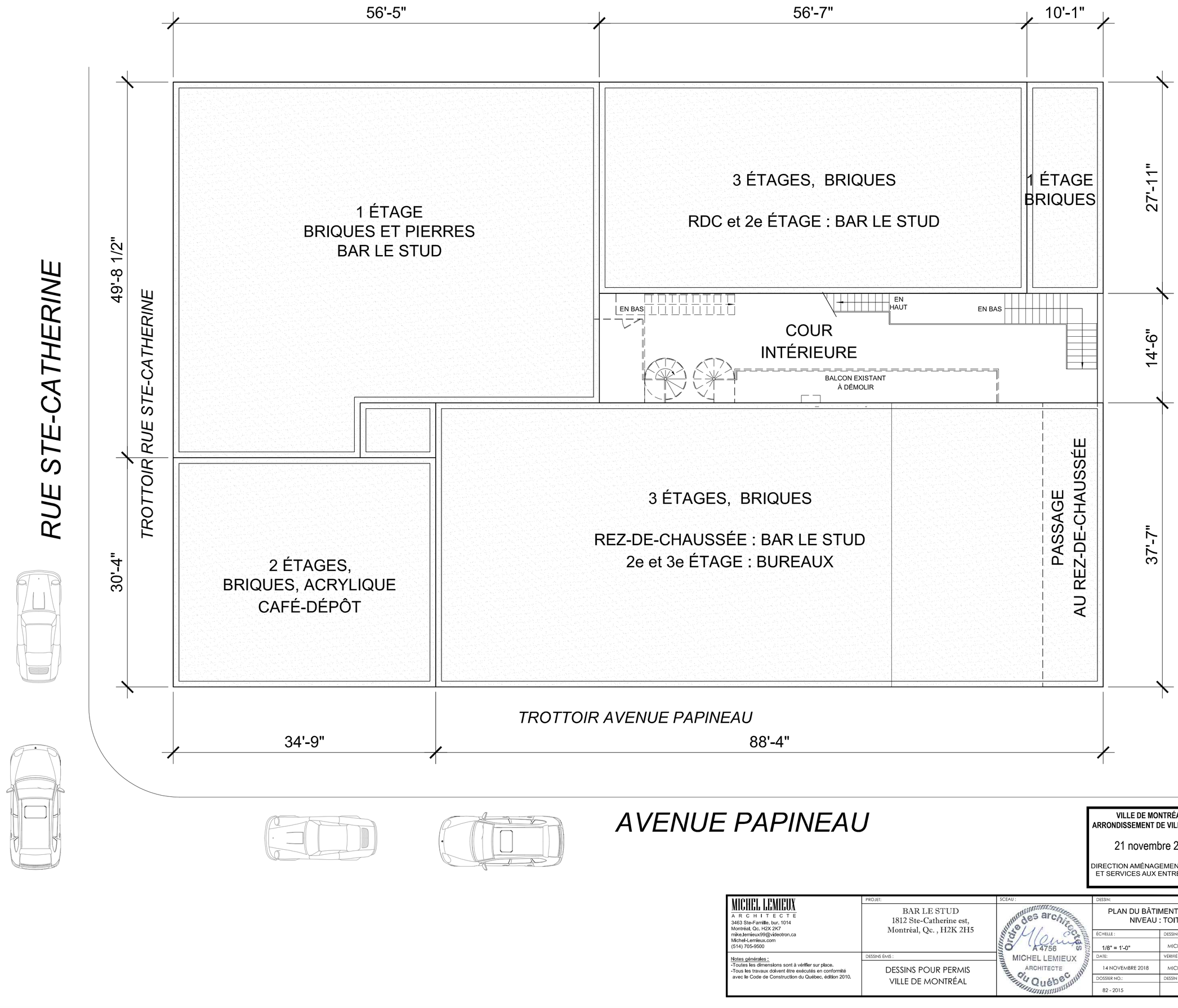
**Tél :** 514 868-4987

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-21

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545

**Télécop. :** **Télécop. :**




**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

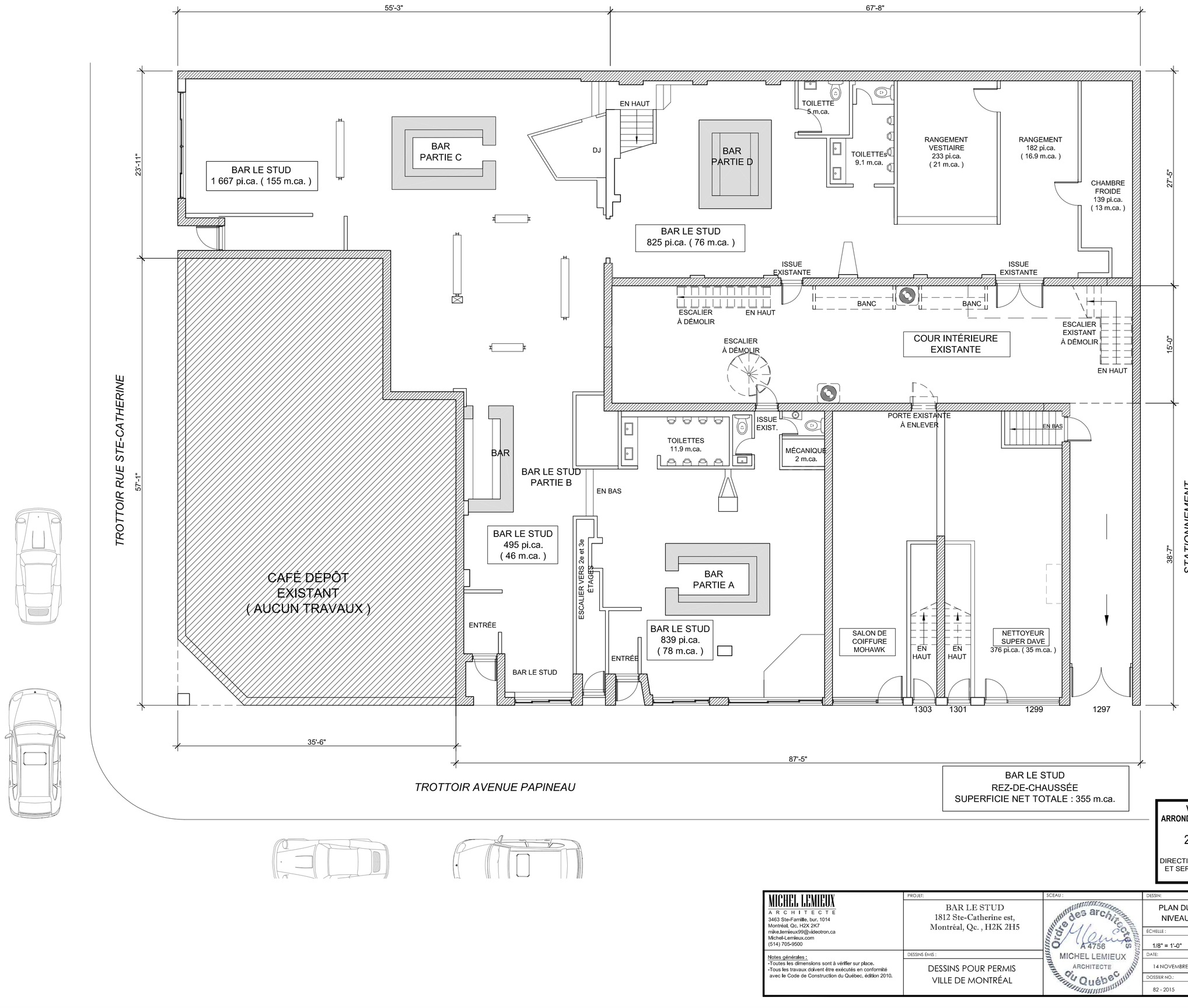
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT EXISTANT
NIVEAU : TOITURE

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-01 |




**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT EXISTANT
NIVEAU : REZ-DE-CHAUSSÉE

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-02 |

RUE STE-CATHERINE

56'-5"

67'-7"

49'-8"

TOITURE
BAR LE STUD
SECTION 1 ÉTAGE

TOITURE
EXISTANTE
1 ÉTAGE

TOILETTES

RANGEMENT

TOITURE
EXISTANTE
1 ÉTAGE

EN HAUT

EN BAS

BAR
EXISTANT

BAR LE STUD
2e ÉTAGE, EXISTANT
976 pi.ca. ( 90.7 m.ca. )

D.J.

PORTE À
DÉMOLIR

PORTE À
DÉMOLIR

OUVERTURE À FAIRE
POUR NOUVELLE PORTE
D'ISSUE

EN BAS

ESCALIER À DÉMOLIR

COUR INTÉRIEURE

EN BAS

ESCALIERS ET PALIERS
À DÉMOLIR

AMÉNAGEMENT
DE BUREAUX
DEMANDE DE PERMIS
SÉPARÉE

EN BAS

EN
HAUT

EN BAS

EN BAS

EN
HAUT

EN
HAUT

31'-4"

CAFÉ DÉPÔT
EXISTANT
2 ÉTAGES
( AUCUN TRAVAUX )

38'-7"

STATIONNEMENT
VOISIN

36'-7"

25'-3"

24'-0"

87'-5"

AVENUE PAPINEAU

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales ;
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT EXISTANT
NIVEAU : 2e ÉTAGE

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-03 |

55'-3"
67'-8"
13'-1"
30'-0"
23'-11"
57'-1"
25'-2"
27'-5"
38'-7"
47'-0"
19'-6"
3'-0"
15'-0"
35'-6"
87'-5"

BAR LE STUD
1 667 pi.ca. ( 155 m.ca. )

BAR
PARTIE C

DJ

EN HAUT

BAR
PARTIE D

TOILETTE
5 m.ca.

TOILETTES
9.1 m.ca.

RANGEMENT
VESTIAIRE
233 pi.ca.
( 21 m.ca. )

RANGEMENT
182 pi.ca.
( 16.9 m.ca. )

CHAMBRE
FROIDE
139 pi.ca.
( 13 m.ca. )

BAR LE STUD
825 pi.ca.
( 76 m.ca. )

ISSUE
EXISTANTE

ISSUE
EXISTANTE

MUR EXTÉRIEUR
EXISTANT CONSERVÉ

COUR INTÉRIEURE EXISTANTE :
RÉAMÉNAGÉE POUR NOUVEL
ESPACE DU BAR LE STUD,
AVEC DÉBIT ALCOOL
ET PETITE SCÈNE POUR
SPECTACLES OCCASIONNELS.
700 pi.ca. ( 65 m.ca. )

NOUVELLES
PORTES

NOUVEAU
MUR VITRÉ
( SUR 3 ÉTAGES )

EN HAUT

NOUVELLE ISSUE
AU REZ-DE-CHAUSSÉE
POUR LE 2e ÉTAGE,
ESCALIER D' ACIER.

ISSUE
EXIST.

TOILETTES
11.9 m.ca.

EN BAS

BAR

BAR LE STUD
PARTIE B

EN BAS

BAR LE STUD
839 pi.ca.
( 78 m.ca. )

BAR LE STUD
495 pi.ca.
( 46 m.ca. )

BAR
PARTIE A

ESCALIER VERS 2e et 3e ÉTAGES

ENTRÉE

EN HAUT

ENTRÉE

BAR LE STUD

SALON DE COIFFURE
EXISTANT
MOHAWK
365.8 pi.ca. ( 34 m.ca. )
EXISTANT
CONSERVÉ

EN HAUT

PASSAGE
EXTÉRIEUR
COUVERT,
EXISTANT
CONSERVÉ

ISSUE
EXISTANTE

PORTES
EXISTANTES

1305
1301
1299
1297

CAFÉ DÉPÔT
EXISTANT
( AUCUN TRAVAUX )

TROTTOIR RUE STE-CATHERINE

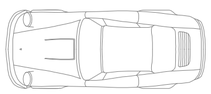
STATIONNEMENT
VOISIN

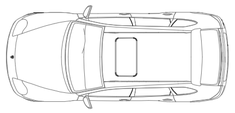
TROTTOIR AVENUE PAPINEAU

BAR LE STUD
REZ-DE-CHAUSSÉE
SUPERFICIE NET EXISTANTE : 355 m.ca.

AIRE AJOUTÉE
AU BAR LE STUD :
SUPERFICIE DE L' AMÉNAGEMENT
DANS LA COUR INTÉRIEURE : 65 m.ca.

NOUVELLE SUPERFICIE NET
BAR LE STUD
REZ-DE-CHAUSSÉE : 420 m.ca.





**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT
REZ-DE-CHAUSSÉE RÉAMÉNAGÉ

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-04 |

RUE STE-CATHERINE

56'-5"

67'-7"

49'-3"

TOITURE
BAR LE STUD
SECTION 1 ÉTAGE

PORTE ET ESCALIER
RÉSERVÉS AU
PROPRIÉTAIRE DU BÂTIMENT
SEULEMENT
( POUR LOCAL TECHNIQUE
AU 3e ÉTAGE )

EN HAUT

EN BAS

TOITURE
EXISTANTE
1 ÉTAGE

TOILETTES

RANGEMENT

TOITURE
EXISTANTE
1 ÉTAGE

BAR
EXISTANT

D.J.

BAR LE STUD
2e ÉTAGE
976 pi.ca. ( 90.7 m.ca. )
60 PERSONNES

NOUVEAU MUR EXTÉRIEUR
PAREMENT DE BRIQUES

NOUVEAU MUR EXTÉRIEUR
PAREMENT DE BRIQUES

NOUVELLE
ISSUE

PALIER
ACIER PEINT

EN BAS

NOUVEAU MUR
EXTÉRIEUR VITRÉ,
VOIR ÉLÉVATION
RUE STE-CATHERINE

47'-0"

COUR INTÉRIEURE:
ESPACE COUVERT AU-DESSUS
PAR UN NOUVEAU LANTERNEAU,
VOIR PLAN DE TOIT.

NOUVELLE ISSUE
POUR LE 3e et 2e
ÉTAGES, PALIER
ET ESCALIER D'ACIER

3'-0"

15'-0"

AMÉNAGEMENT
DE BUREAUX
DEMANDE DE PERMIS
SÉPARÉE

CAFÉ DÉPÔT
EXISTANT
2 ÉTAGES
( AUCUN TRAVAUX )

31'-4"

38'-7"

STATIONNEMENT
VOISIN

36'-7"

34'-2"

25'-3"

24'-0"

87'-5"

AVENUE PAPINEAU

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT
2e ÉTAGE RÉAMÉNAGÉ

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-05 |

RUE STE-CATHERINE

STATIONNEMENT VOISIN

AVENUE PAPINEAU

56'-5"

67'-7"

49'-8"

31'-4"

TOITURE
BAR LE STUD
SECTION 1 ÉTAGE

CAFÉ DÉPÔT
EXISTANT
2 ÉTAGES
( AUCUN TRAVAUX )

TOITURE
1 ÉTAGE

TOITURE
1 ÉTAGE

SORTIE
EXISTANTE
CONSERVÉE

ÉCHELLE D'ACIER
MURALE, ET PALIER
D'ACIER EXISTANTS À
CONSERVER

PORTE ET ESCALIER
RÉSERVÉS AU
PROPRIÉTAIRE
DU BÂTIMENT
SEULEMENT

EN BAS

3e ÉTAGE :
LOCAL TECHNIQUE
1 096 pi.ca.
( 101.8 m.ca. )

UNITÉS DE VENTILATION
CLIMATISATION POUR
BAR LE STUD.

UNITÉ DE VENTILATION
CLIMATISATION POUR
LA COUR INTÉRIEURE.

NOUVEAU MUR EXTÉRIEUR
PAREMENT DE BRIQUES

NOUVEAU MUR EXTÉRIEUR
PAREMENT DE BRIQUES

EN BAS

NOUVEAU MUR
EXTÉRIEUR VITRÉ,
VOIR ÉLÉVATION
RUE STE-CATHERINE

47'-0"

ESPACE COUVERT :
NOUVEAU
LANTERNEAU AU-DESSUS

NOUVEL ESCALIER
DE SECOURS EN
ACIER PEINT AU 2E
ÉTAGE

AMÉNAGEMENT
DE BUREAUX
DEMANDE DE PERMIS
SÉPARÉE

27'-5"

15'-0"

36'-7"

38'-7"

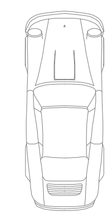
38'-7"

36'-7"

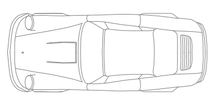
25'-3"

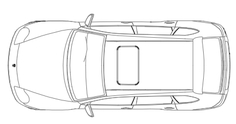
24'-0"

87'-5"









**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

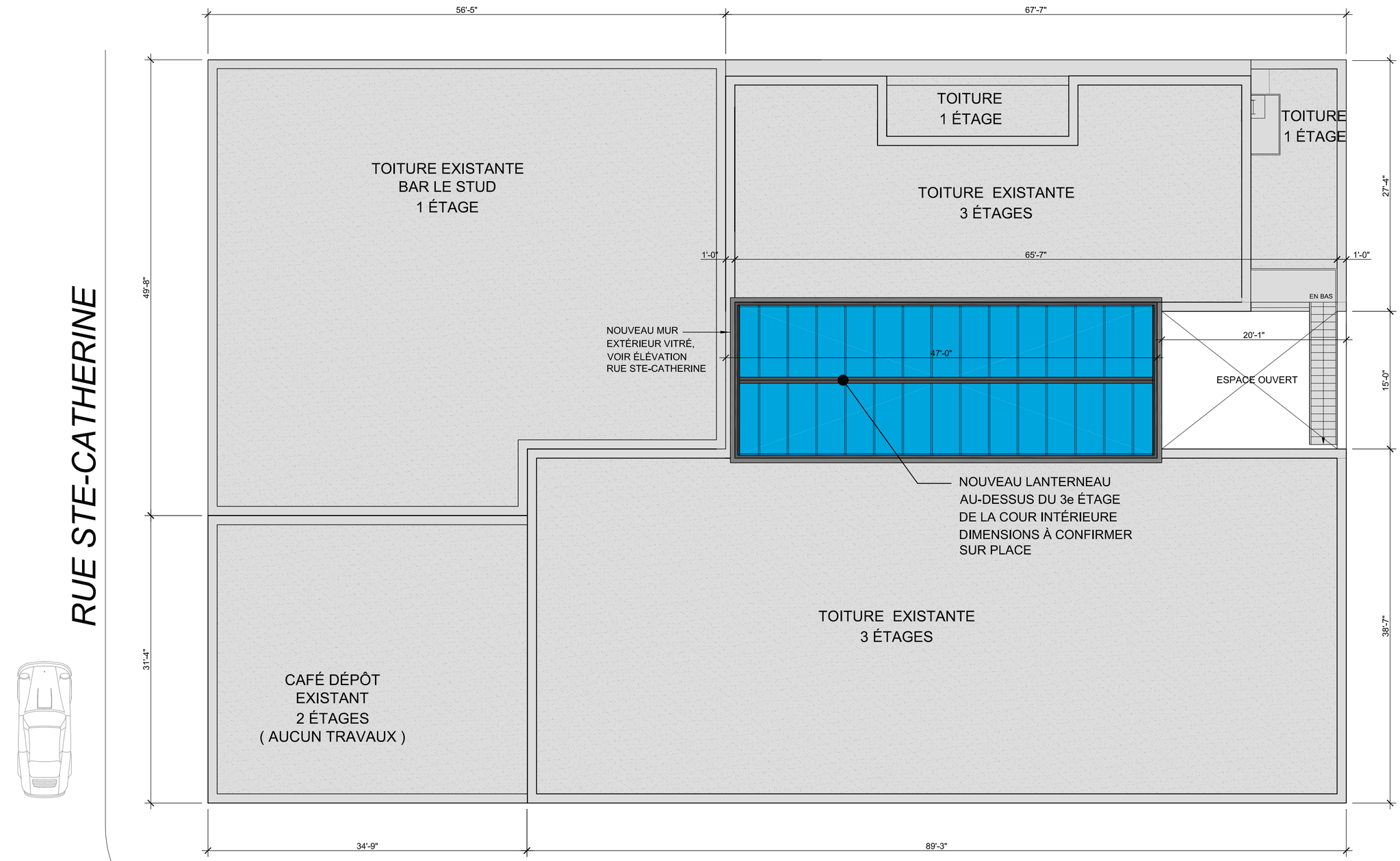
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT
3e ÉTAGE RÉAMÉNAGÉ

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-06 |




RUE STE-CATHERINE

STATIONNEMENT VOISIN

AVENUE PAPINEAU

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500

Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

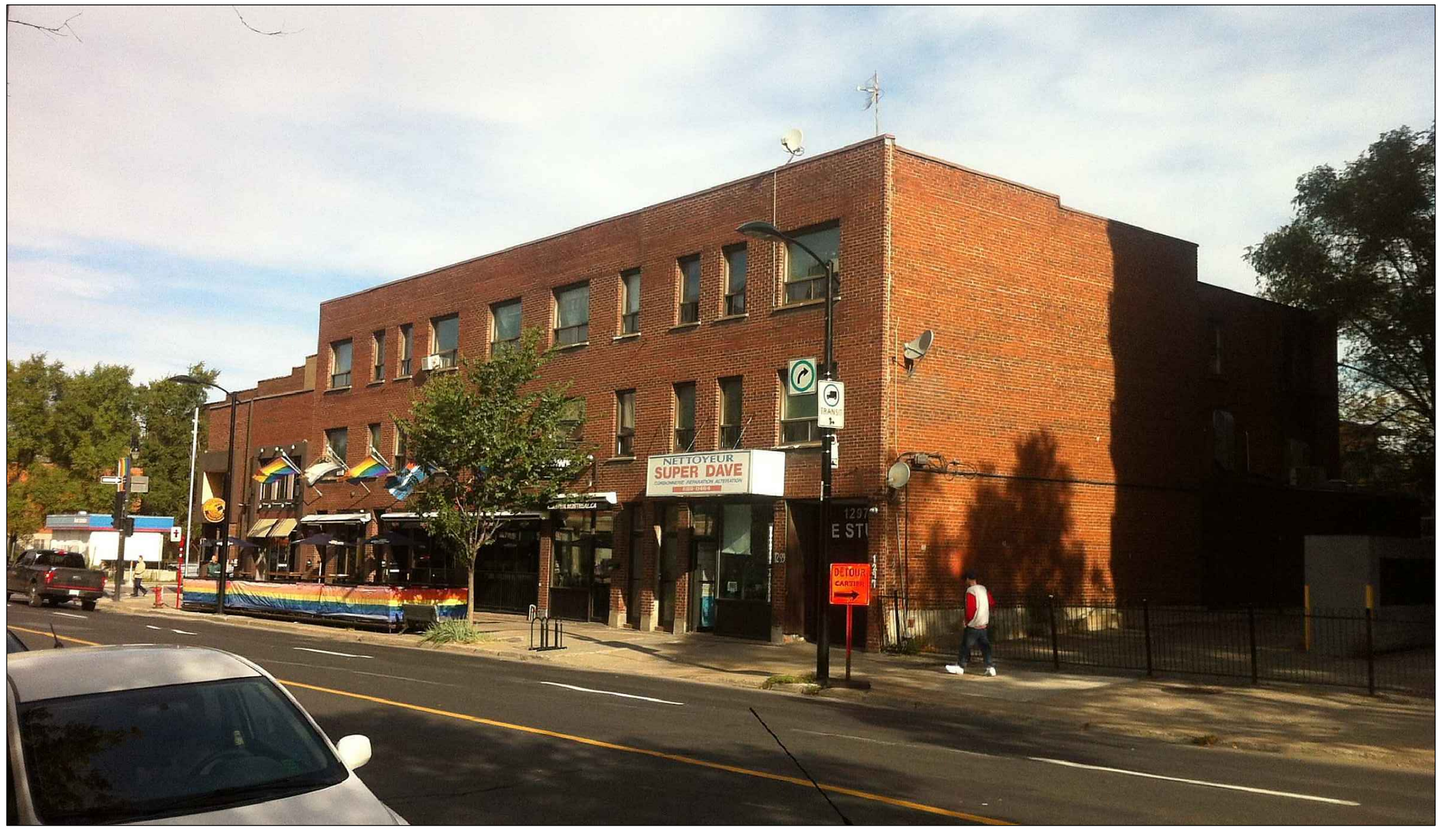
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
PLAN DU BÂTIMENT EXISTANT
TOITURE - NOUVEAU LANTERNEAU

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-07 |










ÉLÉVATION DU BÂTIMENT
AVENUE PAPINEAU
NOUVEAU LANTERNEAU
AU-DESSUS DE LA COUR INTÉRIEURE

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500

Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

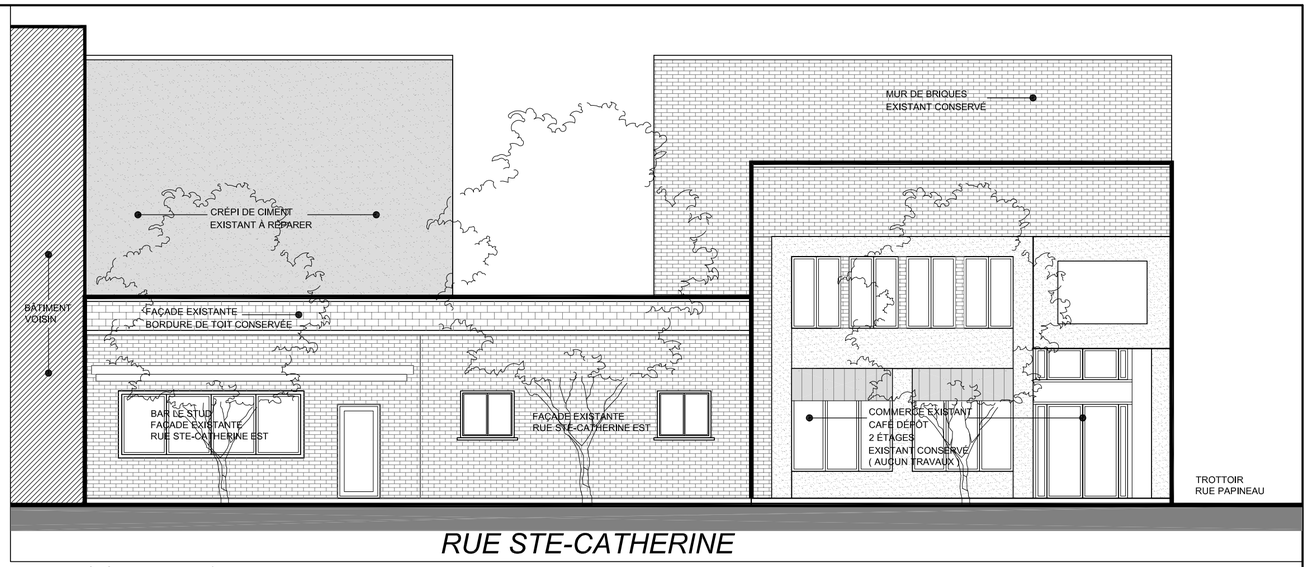
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

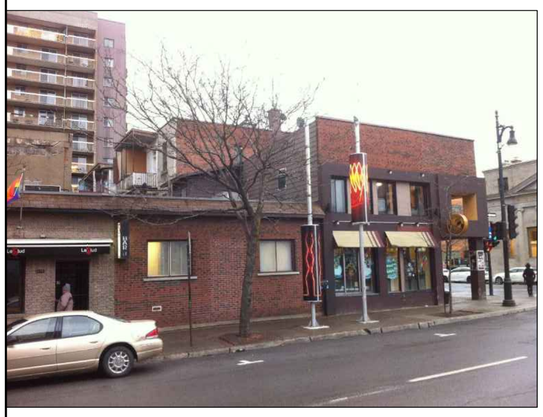
DESSIN:
ÉLÉVATION DU BÂTIMENT,
AVENUE PAPINEAU

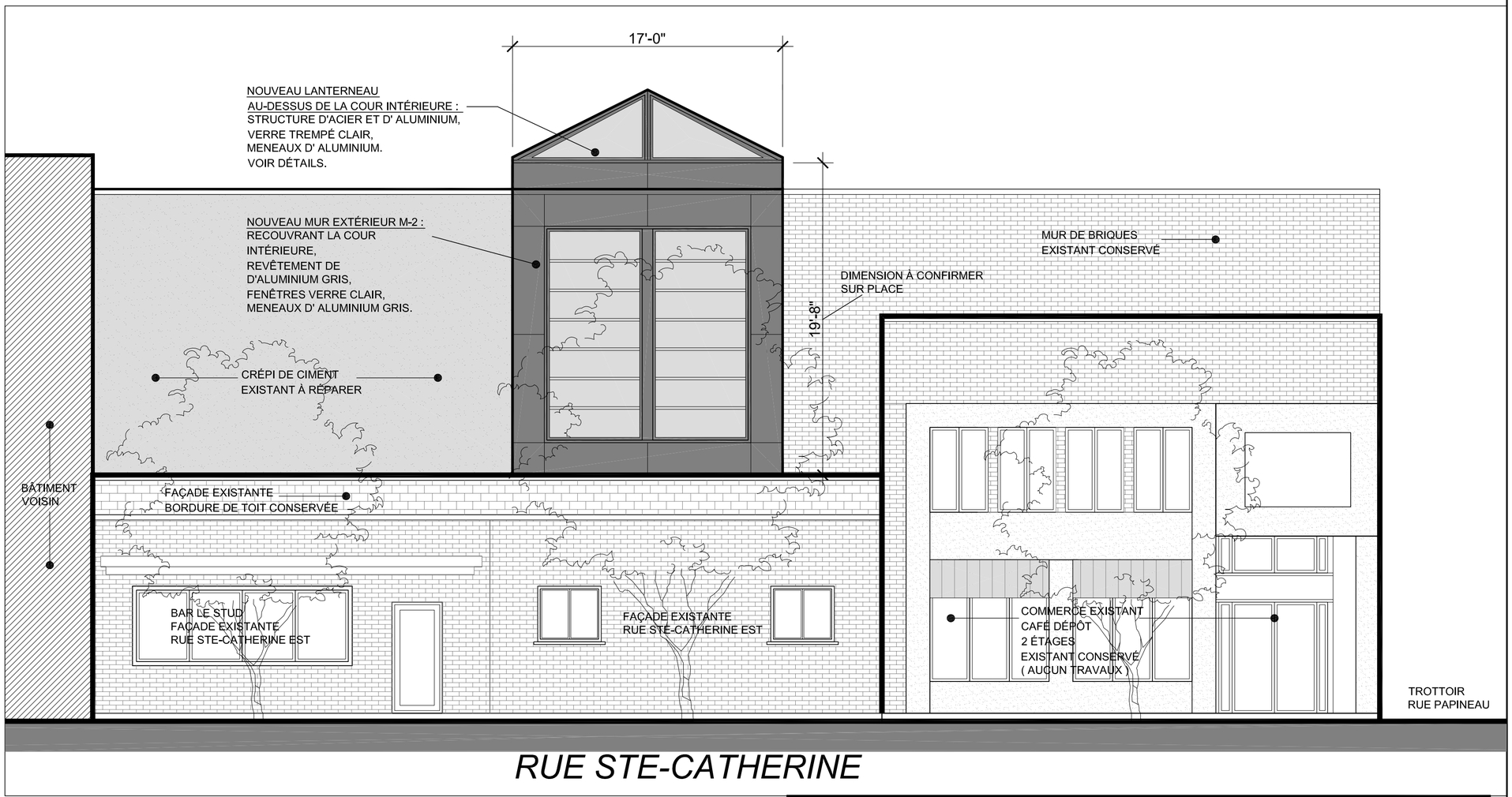
| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-08 |




ÉLÉVATION DU BÂTIMENT,
CÔTÉ RUE STE-CATHERINE :
EXISTANT / DÉMOLITION








ÉLÉVATION DU BÂTIMENT,
CÔTÉ RUE STE-CATHERINE :
NOUVEAUX MURS EXTÉRIEURS
ET LANTERNEAU.

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500

Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

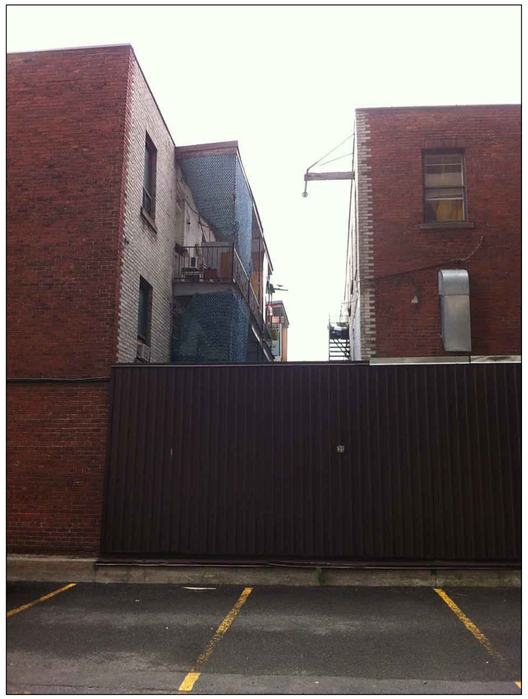
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

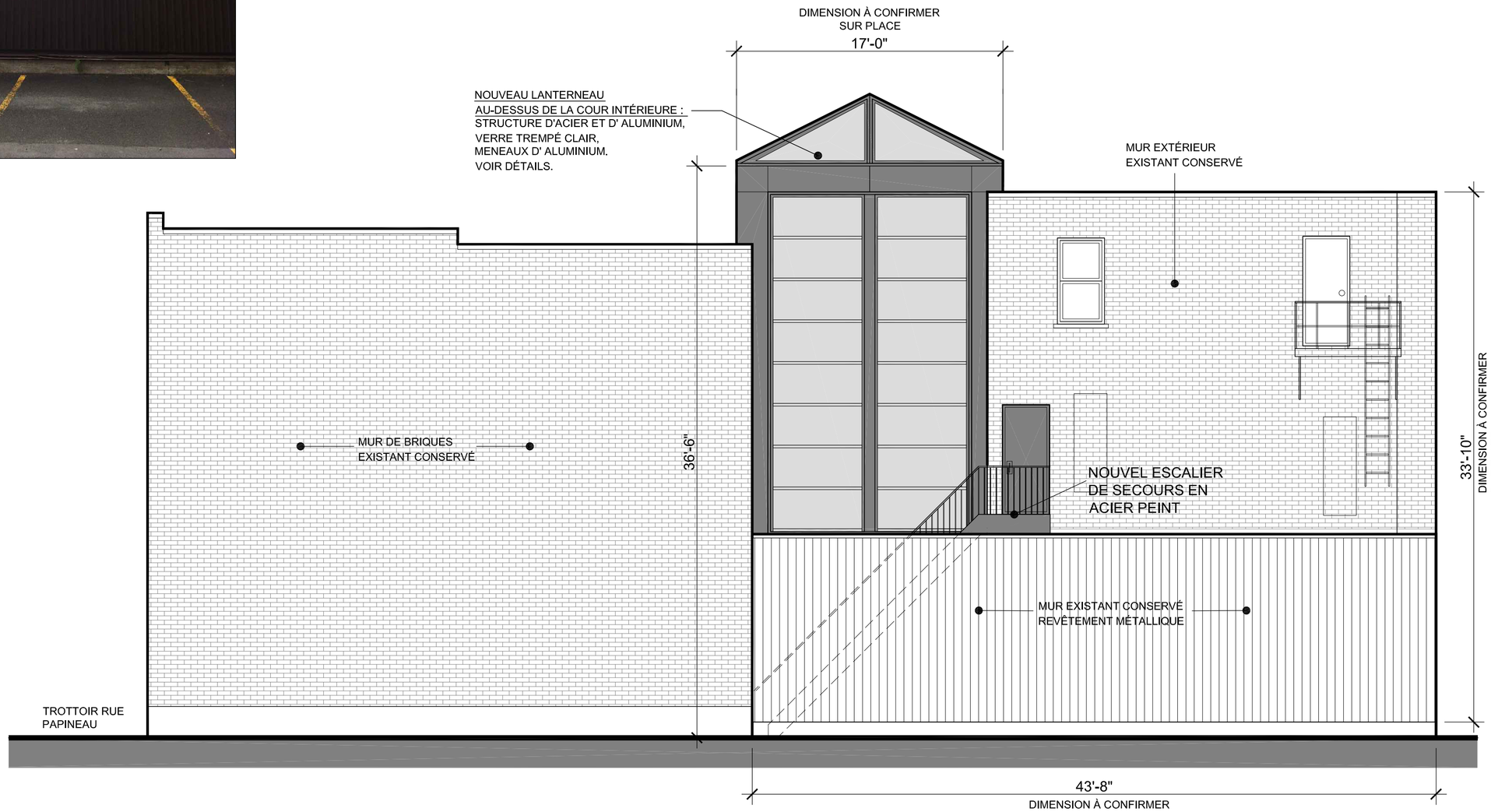
DESSIN:
ÉLÉVATION DU BÂTIMENT
CÔTÉ RUE STE-CATHERINE

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/8" = 1'-0"<br>3/16" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-09 |










ÉLÉVATION LATÉRALE DU BÂTIMENT,
CÔTÉ DU STATIONNEMENT VOISIN :
NOUVEAUX MURS EXTÉRIEURS
ET LANTERNEAU.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES


MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500


Notes générales :
•Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
•Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

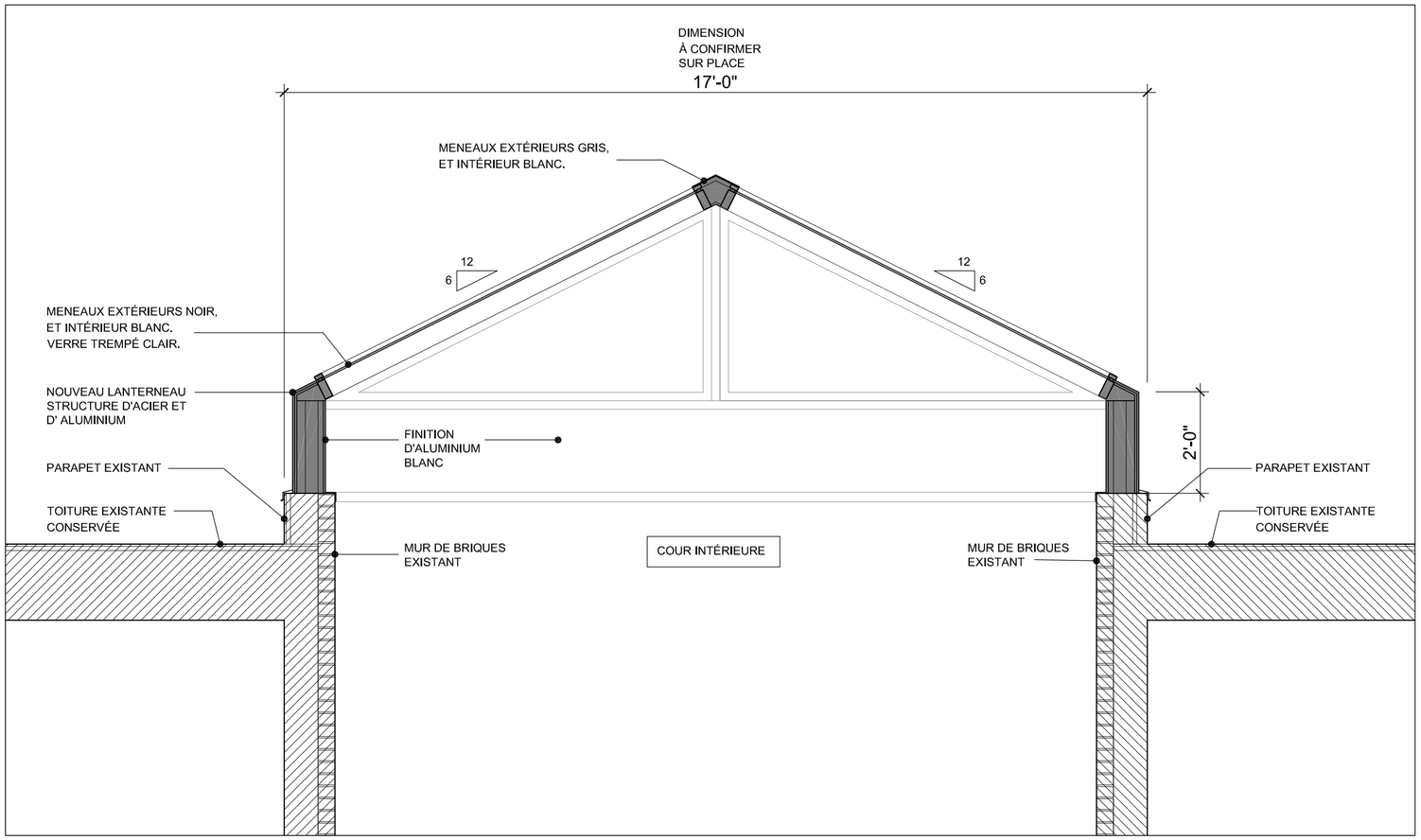
PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
ÉLÉVATION DU BÂTIMENT,
CÔTÉ STATIONNEMENT VOISIN

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 3/16" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-10 |




COUPE DU NOUVEAU
LANTERNEAU

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

21 novembre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE
3463 Ste-Famille, bur. 1014
Montréal, Qc. H2X 2K7
mike.lemieux99@videotron.ca
Michel-Lemieux.com
(514) 705-9500

Notes générales :
-Toutes les dimensions sont à vérifier sur place.
-Tous les travaux doivent être exécutés en conformité avec le Code de Construction du Québec, édition 2010.

PROJET:
BAR LE STUD
1812 Ste-Catherine est,
Montréal, Qc. , H2K 2H5

DESSINS ÉMIS :
DESSINS POUR PERMIS
VILLE DE MONTRÉAL

SCEAU :
Ordre des architectes du Québec
A 4756
MICHEL LEMIEUX
ARCHITECTE

DESSIN:
COUPE DU NOUVEAU
LANTERNEAU

| ÉCHELLE : | DESSINÉ PAR: |
|---|---|
| 1/2" = 1'-0" | MICHEL LEMIEUX |
| DATE: | VÉRIFIÉ PAR : |
| 14 NOVEMBRE 2018 | MICHEL LEMIEUX |
| DOSSIER NO.: | DESSIN NO.: |
| 82 - 2015 | A-11 |

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001267565**
**4.5.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **USAGE CONDITIONNEL** |
| **Endroit :** | 1812, rue Sainte-Catherine Est |
| **Responsable :** | Catherine Beaulieu |
| **Description :** | La demande vise essentiellement à ajouter 65 $m^2$ de superficie de l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée permettant d'atteindre une superficie totale de 420 $m^2$. Cet agrandissement serait le résultat de la fermeture d'une partie de la cour intérieure par la construction d'un volume de 3 étages composé d'un mur rideau vitré encadré par une surface de panneaux de fibrociment de couleur gris foncé. Pour permettre la réalisation de cet agrandissement, il sera nécessaire de démolir certains éléments tels que des escaliers ainsi que des balcons tout en respectant le Code national du bâtiment.<br><br>Le bâtiment s'inscrit dans la trame commerciale du Village à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et l'avenue Papineau à l'extrémité ouest du secteur Sainte-Marie. Actuellement, l'usage « débit de boissons alcooliques » occupe la majorité du rez-de-chaussée ainsi qu'une partie du 2$^e$ étage pour une superficie totale de 553 $m^2$ dont 355 $m^2$ uniquement au rez-de-chaussée.<br><br>Dans le même bâtiment, on y retrouve également un café, un nettoyeur et un salon de coiffure.<br><br>Pour la partie du bâtiment bordant l'avenue Papineau, les travaux de transformation intérieurs (3000708153-18) afin d'aménager un nouvel escalier d'issue et un ascenseur permettant de desservir les 6 nouveaux bureaux au 2$^e$ et 3$^e$ étage sont débutés. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | L'usage débit de boissons alcooliques est compatible et complémentaire avec le secteur puisque l'établissement est situé directement en bordure de la rue Sainte-Catherine. |
| **Considérant que :** | L'agrandissement du volume existant tel que proposé plutôt que l'aménagement d'un café-terrasse au même endroit est beaucoup moins nuisible pour les riverains. |

**Considérant qu' :** Aucune plainte en lien avec l'établissement n'a été enregistrée à l'arrondissement depuis de nombreuses années.

**Considérant que :** Les transformations extérieures qu'occasionne cet agrandissement ont déjà obtenu l'avis favorable des membres du CCU lors de la séance qui s'est tenue le 14 juin dernier.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **L'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement au rez-de-chaussée et ne peut dépasser 65 m$^2$.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.09

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1197199001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

1) D'accorder, pour bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, sur le lot 1 340 258 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de transformer le bâtiment par la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro, situé en bordure du boulevard De Maisonneuve, et son agrandissement par la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill, comprenant notamment un ascenseur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2019.

2) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 10:13

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1197199001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de projet particulier (3001482656) a été déposée afin d'autoriser la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro pour y aménager un édicule d'accès à la station McGill bordant le côté nord du boulevard De Maisonneuve.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

### DESCRIPTION

**Le site**
L'immeuble visé est constitué du lot 1 340 258 du cadastre du Québec, comprenant l'édifice « Le 1981 McGill College », deux tours de bureaux jumelées de 16 et 20 étages, construites en 1981-1982, occupant la majorité du site. Dans sa partie sud-est, en bordure nord du boulevard De Maisonneuve, un poste de ventilation naturelle desservant la station de métro McGill avait été aménagé en retrait et dissimulé derrière un volume constitué d'une série de bacs de plantation de béton en terrasses successives. Ce dernier est immédiatement bordé à l'est par l'édifice « Le 2020 Robert-Bourassa », une tour de bureaux de 25 étages, construite en 1973. La ligne-1 (verte) du métro se déploie sous le boulevard De Maisonneuve dans ce secteur depuis l'inauguration du réseau d'origine en 1966.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Centre-Ville » au Règlement d'urbanisme.

**Le projet**
La demande vise la démolition du poste de ventilation naturelle existant ainsi que la construction d'un nouveau volume d'une largeur d'environ 6,2 m et d'une hauteur de 2 étages pour environ 8 m, comme agrandissement de la station de métro McGill. Celui-ci comprend 2 étages en sous-sol permettant de rejoindre les niveaux « mezzanine » et « quai » de la station existante. Il est principalement occupé par un escalier d'accès et un ascenseur pour permettre l'accessibilité universelle de cette station, alors qu'un puits de ventilation naturelle (sans équipements mécaniques) s'implante dans sa partie nord à

l’arrière. Cette construction, d’environ 94 m², serait un agrandissement du bâtiment commercial auquel il est jumelé.

La volumétrie de l’édicule présente un mur à la limite de lot ouest longeant deux volumes superposés en escalier. Le mur, revêtu de panneaux métalliques texturés, fait office de cloison d’intimité entre l’accès de l’édicule et la terrasse de l’espace commercial jouxtant le site. Une enseigne de signalisation publique (logo du métro) y est apposée en saillie.

Le volume du rez-de-chaussée, revêtu de mur rideau vitré, est implanté en recul d’environ 0,8 m depuis la limite d’emprise de la voie publique afin de permettre l’ouverture sécuritaire des portes pivotantes. Des enseignes de signalisation publique (nom de la station) sont apposées au-dessus des portes d’entrée.

Le volume du 2e étage, revêtu de persiennes métalliques, est implanté à environ 6,6 m de la limite d’emprise de la voie publique afin de minimiser sa visibilité depuis celle-ci.

**Le cadre réglementaire**
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d’urbanisme, à savoir notamment :

- à l’absence de l’usage « installations du métro » aux usages autorisés (article 134).

Les travaux projetés doivent viser à atteindre les objectifs de l'article 99, à respecter les caractéristiques des articles 103, 103.1, 105, 115 et 127.8 ainsi qu’à répondre aux critères énoncés à l’article 713 du Règlement d’urbanisme.

**JUSTIFICATION**

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d’évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu’à ceux applicables à la révision de projet.
En effet, la proposition contribue à améliorer la qualité de l’espace public et celle du paysage urbain par la maximisation des ouvertures dans la façade bordant la rue, une intégration urbaine et architecturale en continuité avec le cadre bâti adjacent, tout en assurant les impératifs d’accessibilité universelle portés par ce projet de mise à niveau du réseau du métro.

De plus, le projet n’est pas susceptible d’impacter les conditions environnementales du site, encourageant plutôt au passage l’utilisation des transports collectifs, tant le métro existant, que le Réseau électrique métropolitain (REM), en construction, se raccordant à cette station.

**Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S. O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S. O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S. O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S. O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-0958
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001482656**
**4.2.1 et 4.6.23**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET** |
| **Endroit :** | 1981, avenue McGill College |
| **Responsable :** | Étienne Longtin et Thomas Fontaine |
| **Description :** | La demande vise la démolition du poste de ventilation naturelle existant ainsi que la construction d'un nouveau volume d'une largeur d'environ 6,2 m et d'une hauteur de 2 étages pour environ 8 m, comme agrandissement de la station de métro McGill. Celui-ci comprend 2 étages en sous-sol permettant de rejoindre les niveaux « mezzanine » et « quai » de la station existante. Il est principalement occupé par un escalier d'accès et un ascenseur pour permettre l'accessibilité universelle de cette station, alors qu'un puits de ventilation naturelle (sans équipements mécaniques) s'implante dans sa partie nord à l'arrière. Cette construction, d'environ 94 m², serait un agrandissement du bâtiment commercial auquel elle est jumelée.<br><br>La volumétrie de l'édicule présente un mur à la limite ouest longeant deux volumes superposés en escalier. Le mur, revêtu de panneaux métalliques texturés, fait office de cloison d'intimité entre l'accès de l'édicule et la terrasse de l'espace commercial jouxtant le site. Une enseigne de signalisation publique (logo du métro) y est apposée en saillie.<br><br>Le volume du rez-de-chaussée, revêtu de mur rideau vitré, est implanté en recul d'environ 0,8 m depuis la limite d'emprise de la voie publique afin de permettre l'ouverture sécuritaire des portes pivotantes. Des enseignes de signalisation publique (nom de la station) sont apposées au-dessus des portes d'entrée.<br><br>Le volume du 2e étage, revêtu de persiennes métalliques, est implanté à environ 6,6 m de la limite d'emprise de la voie publique afin de minimiser sa visibilité depuis celle-ci.<br><br>La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, notamment à l'absence de l'usage « installations du métro » aux usages autorisés (article 134). |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu'à ceux applicables à la révision de projet. |

**Considérant que :** La proposition contribue à améliorer la qualité de l'espace public et celle du paysage urbain par la maximisation des ouvertures dans la façade bordant la rue, une intégration urbaine et architecturale en continuité avec le cadre bâti adjacent, tout en assurant les impératifs d'accessibilité universelle portés par ce projet de mise à niveau du réseau du métro.

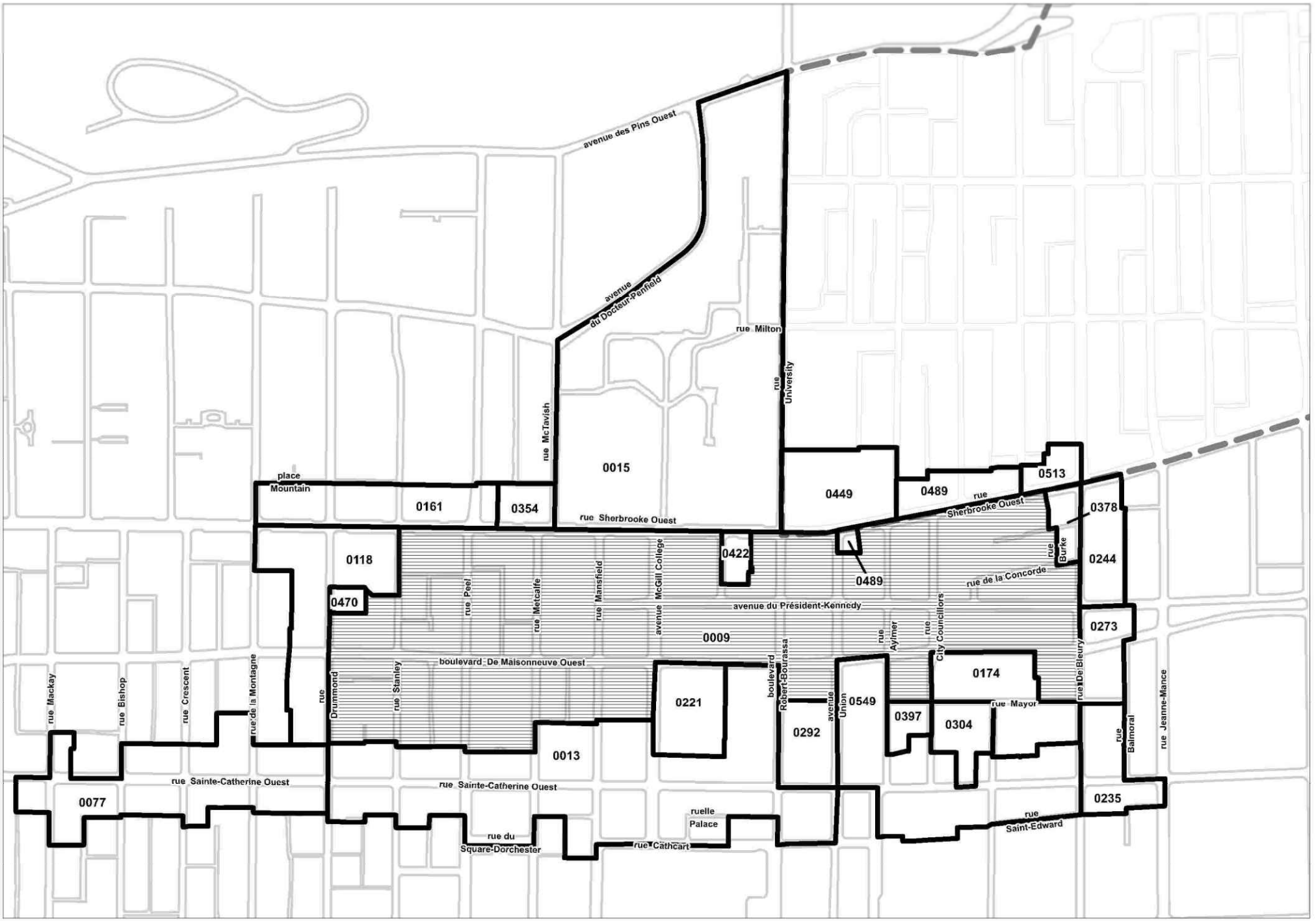
**Considérant que :** Le projet n'est pas susceptible d'impacter les conditions environnementales du site, encourageant plutôt au passage l'utilisation des transports collectifs, tant le métro existant, que le Réseau électrique métropolitain (REM), en construction, se raccordant à cette station.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

**Par ailleurs, les membres du comité ont souligné que, de façon générale, les accès universels devraient être mieux identifiés, afin de faciliter la circulation des personnes à mobilité réduite.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire




**Localisation** | **Dossier: 1197199001** | **Date: 18 janvier 2019**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

# Parc Jean-Drapeau

Île Sainte-Hélène

Île Notre-Dame

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN 2019
CONFORME AU RÈGLEMENT D'URBANISME
ET DÉPOSÉ AUX DOSSIERS PUBLICS

Fichier : 0391LOCALISATION_FRENES CARTE 1 / 1

*AIRE D'ÉTUDE*

Limite du parc

*INTERVENTION*

Frêne à faire abattre 2018
Île Sainte-Hélène 26
Île Notre-Dame 187

0 50 100m

Projection : NAD 83 QUEBEC MTM ZONE 8 Échelle : 1 / 2 200

Titre :

Programme de lutte contre l'agrile du frêne

Localisation :

Source :

Montréal

Division Forêt urbaine
Direction Gestion des parcs et biodiversité
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Orthophoto - avril 2016 EP / 2018-12-18

| Nom_arrond | Proprio | Invent | Type_empl | Nom_parc | Sigle | Inj_18 | boise | DHP_18 | Multitige | CauseAB_18 | Notes_P18 | No_empl | New_id | OBJECTID * **(No sur le plan)** | Coord_X | Coord_Y |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | 1 - Oui | 27 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 300429 | 58164 | 3 | 302347,8805 | 5041814,1207 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 11 | | 12 - Moins de 15 cm | | 300477 | 58212 | 4 | 301943,2296 | 5041897,5604 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 56 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 501017 | 58035 | 1 | 302074,3116 | 5041705,5477 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 32 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005249 | 64757 | 70 | 302307,3141 | 5041773,5840 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 18 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005255 | 64763 | 71 | 302246,5385 | 5041726,9448 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | 1 - Oui | 27 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005256 | 64764 | 72 | 302237,9754 | 5041713,7581 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 11 | | 12 - Moins de 15 cm | Non-marqué | 7005275 | 64781 | 73 | 302208,7413 | 5041560,8818 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 12 | | 12 - Moins de 15 cm | | 7005312 | 64811 | 74 | 302019,3388 | 5041360,0908 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 11 | | 12 - Moins de 15 cm | | 7005323 | 64822 | 75 | 301990,5419 | 5041425,4786 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 10 | | 12 - Moins de 15 cm | | 7005340 | 64839 | 76 | 301975,9605 | 5041388,4692 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 48 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005360 | 64859 | 77 | 301953,4118 | 5041331,8819 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 48 | | 10 - Mort | | 7005398 | 64896 | 78 | 301936,9294 | 5041483,7549 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 33 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005401 | 64899 | 79 | 301922,4957 | 5041506,1676 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 10 | | 12 - Moins de 15 cm | Non-marqué | 7005408 | 64906 | 80 | 301930,8445 | 5041570,4323 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 10 | | 12 - Moins de 15 cm | Non-marqué | 7005410 | 64908 | 81 | 301932,9461 | 5041571,0113 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 12 | | 12 - Moins de 15 cm | | 7005431 | 64925 | 82 | 302115,6908 | 5041639,4034 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 23 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005436 | 64930 | 83 | 302124,6096 | 5041668,5180 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 27 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005445 | 64939 | 84 | 302224,4467 | 5041684,5617 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 27 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005447 | 64941 | 85 | 302218,3501 | 5041640,9161 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 60 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | Non-marqué | 7005458 | 64951 | 86 | 302048,6959 | 5041691,3186 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 63 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | Non-marqué | 7005459 | 64952 | 87 | 301950,4479 | 5041595,8105 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 57 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | Non-marqué | 7005462 | 64955 | 88 | 301911,8129 | 5041588,3390 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 70 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7005478 | 64971 | 89 | 301892,5352 | 5041631,3456 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 29 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7006422 | 65891 | 90 | 301958,951 | 5041306,4243 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 16 | | 8 - Mauvaise structure | | 7006438 | 65907 | 91 | 301994,487 | 5041312,6942 |
| PARCS-NATURE | Ville | H - Hors-Rue | PA - Parc | JEAN-DRAPEAU (ÎLE STE-HÉLÈNE), PARC | FR | 4 - N-Q Printemps 2018 | | 20 | | 11 - Dépérissement de la cime (30%) | | 7009319 | 68587 | 204 | 302043,4517 | 5041305,3471 |

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




**Arbres avec intervention non prioritaire :** [1]

- Arbre à abattre (6 à 24 mois)
- Route et chemin

***Sources***

Groupe Conseil UDA (Inventaire forestier) 2018.
Parc Jean-Drapeau (Orthophotos, 25 cm) 2015.

[1] *Information détaillée relative aux arbres nécessitant une intervention non prioritaire en raison dans le tableau fourni séparément : 3647-500_01f001_Parc Jean-Drapeau_Arbres nécessitant un abattage 5 24 mois_Ile-Hélène_2018-12-05.*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

<<<PRÉLIMINAIRE>>>

Échelle approx. 1 : 1 500
50 m
MTM, fuseau 8, NAD 83

# *INVENTAIRE ET CARACTÉRISATION PHYTOSANITAIRE DES ARBRES PARC JEAN-DRAPEAU*

Parc Jean-Drapeau

**INTERVENTIONS NON PRIORITAIRES**
**PARC JEAN-DRAPEAU**
ÎLE SAINTE-HÉLÈNE

N

UDA

| | |
|---|---|
| Cartographie : Laurent Savard | Date : 2018-12-06 |
| Chargé de projet : Pierre-Yves Michon, ing. f. | Dossier : 3647-500 |

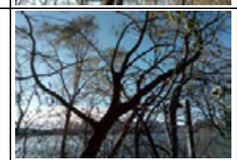
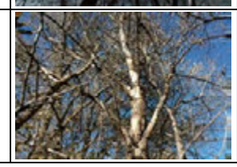
X:\Cad_Dossier_1000_9999\3000\4000\3647_SP\3D\647_500\MXD\3647500_ca001_ABBATAGE_6_24_MOIS_MTL_ISH_20181206.mxd

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 1_Secteur de la place des Nations | 6885 | 302070,68 | 5040819,61 | ROPS | 27 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Incliné vers route | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 1_Secteur de la place des Nations | 6960 | 302220,64 | 5040878,68 | ACPL | 23,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 1_Secteur de la place des Nations | 6965 | 302223,13 | 5040880,70 | ACPL | 18,5 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 1_Secteur de la place des Nations | 6979 | 302241,38 | 5040843,35 | PODE | 45,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7092 | 301990,50 | 5040946,08 | ACNE | 10,9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7095 | 301991,02 | 5040939,10 | ACNE | 9,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7098 | 301991,69 | 5040938,64 | ACNE | 9,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7101 | 301992,64 | 5040939,95 | ULPU | 11 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7107 | 301995,24 | 5040942,79 | ACNE | 32,5 | 3 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Décollement d'écorces, coupe du tronc de 18.3 cm | UDA inc. |  |  | |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7157 | 302014,34 | 5040946,23 | PIGL | 11,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7169 | 302018,27 | 5040940,67 | PIGL | 15,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7196 | 302027,47 | 5040936,31 | PIGL | 17 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7198 | 302028,28 | 5040933,69 | PIGL | 16,2 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7237 | 302040,70 | 5040875,01 | MA | 14,5 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 2_Secteur du lac des Cygnes | 7256 | 302047,27 | 5040895,06 | PIGL | 19,3 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 3_Secteur du Mail central | 7505 | 302360,55 | 5041354,66 | PNST | 20,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 3_Secteur du Mail central | 7531 | 302371,70 | 5041370,04 | BEPE | 11,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7548 | 302179,06 | 5041046,38 | FRPE | 19,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7557 | 302184,40 | 5041063,71 | BEPE | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7560 | 302187,08 | 5041056,33 | FRPE | 23 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7568 | 302191,41 | 5041051,17 | JUCI | 20 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7571 | 302192,98 | 5041054,86 | JUCI | 20,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 4_Secteur du Parterre | 7619 | 302214,52 | 5041082,57 | FRPE | 26,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7755 | 302239,53 | 5041069,66 | JUCI | 24,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7758 | 302240,45 | 5041090,96 | SA | 12 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7793 | 302243,86 | 5040991,22 | PIGL | 11,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7802 | 302244,90 | 5040993,64 | PIGL | 21,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7808 | 302245,61 | 5040990,78 | PIGL | 13,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7841 | 302248,02 | 5040994,93 | PIGL | 13,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7868 | 302249,83 | 5040998,07 | PIGL | 15,9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7887 | 302251,49 | 5040995,76 | PIGL | 11,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 7985 | 302258,20 | 5040995,01 | QUAL | 11,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8077 | 302264,14 | 5041041,63 | JUCI | 13,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8079 | 302264,53 | 5041036,64 | JUCI | 22 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8157 | 302269,77 | 5040998,62 | QUAL | 10,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8303 | 302282,56 | 5041053,66 | PIGL | 19 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |



François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8334 | 302284,95 | 5041221,02 | FRPE | 18 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8340 | 302285,22 | 5041110,86 | ACSA | 24,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8360 | 302286,10 | 5041123,97 | PNST | 17,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8367 | 302287,13 | 5041128,00 | PNST | 21 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8400 | 302290,50 | 5041071,27 | PIGL | 18,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8485 | 302301,70 | 5041252,41 | FRPE | 27 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8497 | 302303,65 | 5041260,32 | PNRE | 32 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8508 | 302304,43 | 5041197,46 | ACPLDR | 17 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8535 | 302308,46 | 5041172,05 | ACSA | 20 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

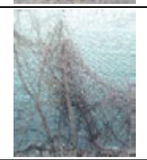
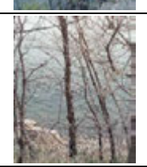
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8631 | 302324,19 | 5041206,98 | FRPE | 19 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 5_Secteur des Buttes | 8648 | 302329,21 | 5041207,48 | PNST | 22 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8932 | 302351,30 | 5042220,05 | ULPU | 26,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8936 | 302352,28 | 5042265,53 | ULPU | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8937 | 302352,38 | 5042263,52 | ULPU | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8938 | 302352,43 | 5042260,98 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8940 | 302352,99 | 5042249,67 | ULPU | 18,1 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8941 | 302354,19 | 5042212,40 | ULPU | 18,3 | 2 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8942 | 302354,53 | 5042248,19 | ULPU | 30,1 | 3 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

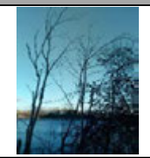
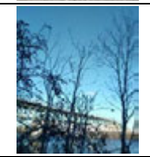
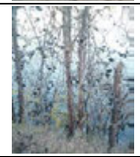
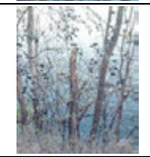
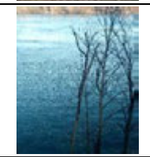
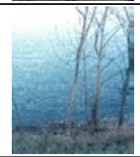
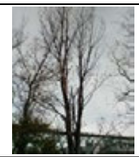
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8945 | 302355,32 | 5042246,50 | ULPU | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8949 | 302356,30 | 5042230,45 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8952 | 302356,43 | 5042246,34 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8954 | 302356,64 | 5042244,22 | ULPU | 22 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8955 | 302356,69 | 5042226,19 | ULPU | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8956 | 302357,13 | 5042235,99 | ULPU | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8957 | 302357,18 | 5042194,59 | ULAM | 27,6 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8959 | 302357,41 | 5042192,40 | ULAM | 17,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8961 | 302357,61 | 5042208,62 | ULPU | 23,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |

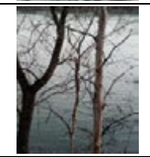
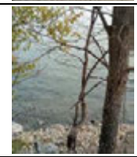
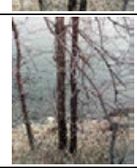
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8962 | 302357,82 | 5042233,82 | ULPU | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8963 | 302358,17 | 5042226,99 | ULPU | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8965 | 302358,50 | 5042190,22 | ULAM | 12,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8970 | 302360,18 | 5042227,73 | ULPU | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8972 | 302360,42 | 5042195,34 | ULAM | 12,8 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8976 | 302361,19 | 5042199,18 | ULAM | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8977 | 302361,45 | 5042197,55 | ULAM | 15 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8979 | 302361,95 | 5042196,79 | ULAM | 13 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8981 | 302363,16 | 5042156,85 | ULAM | 28 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

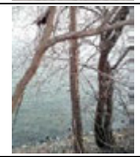
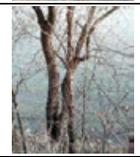
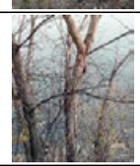
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8982 | 302364,15 | 5042171,00 | ULAM | 28 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8988 | 302366,16 | 5042164,25 | ULAM | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8989 | 302366,27 | 5042160,45 | ULPU | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8994 | 302367,67 | 5042159,16 | ULAM | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 8996 | 302368,12 | 5042157,08 | ULAM | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9000 | 302369,62 | 5042142,81 | ULAM | 23,5 | 3 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9004 | 302370,13 | 5042154,93 | ULAM | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9005 | 302370,28 | 5042150,84 | ULAM | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9008 | 302371,54 | 5042127,20 | ULAM | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

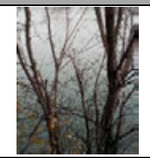
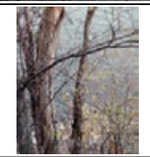
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9009 | 302372,02 | 5042153,26 | ULAM | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9010 | 302372,10 | 5042137,93 | ULAM | 15 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9011 | 302372,29 | 5042134,77 | ULPU | 30 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9012 | 302372,33 | 5042126,73 | ULAM | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9013 | 302372,44 | 5042132,35 | ULPU | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9014 | 302372,60 | 5042131,51 | ULAM | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9015 | 302372,78 | 5042151,82 | ULAM | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9016 | 302373,12 | 5042127,83 | ULAM | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9017 | 302373,23 | 5042148,71 | ULAM | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

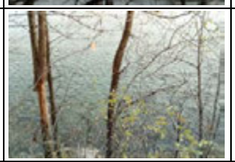
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9019 | 302373,76 | 5042147,50 | ULAM | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9020 | 302373,99 | 5042146,44 | ULAM | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9024 | 302377,33 | 5042123,87 | ULAM | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9025 | 302377,44 | 5042124,55 | ULAM | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9027 | 302377,74 | 5042118,61 | AAAA_MORT | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9029 | 302378,50 | 5042116,04 | ULAM | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9071 | 302400,11 | 5042057,52 | ULAM | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9074 | 302401,55 | 5042056,76 | ULAM | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9086 | 302412,91 | 5042001,00 | AAAA_MORT | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |

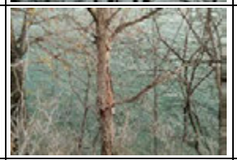
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9110 | 302418,01 | 5041963,61 | AAAA_MORT | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9112 | 302418,26 | 5041968,49 | AAAA_MORT | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9116 | 302418,41 | 5041940,88 | ULAM | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9117 | 302418,58 | 5041948,55 | ULAM | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9122 | 302419,63 | 5041964,42 | AAAA_MORT | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9128 | 302422,30 | 5041911,57 | ULAM | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9131 | 302422,77 | 5041903,59 | ULAM | 18,4 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9134 | 302422,91 | 5041908,81 | AAAA_MORT | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.17_Berges_17_Secteur de la prairie | 9136 | 302423,08 | 5041907,77 | AAAA_MORT | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

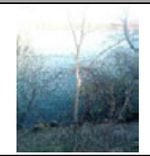
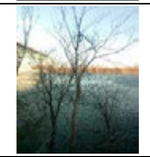
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.19_Berges_19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 9177 | 302347,36 | 5042291,81 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.19_Berges_19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 9178 | 302347,41 | 5042286,84 | ULPU | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.19_Berges_19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 9180 | 302349,15 | 5042281,97 | ULPU | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.19_Berges_19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 9181 | 302349,57 | 5042307,39 | ULPU | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.19_Berges_19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 9182 | 302349,89 | 5042284,45 | ULPU | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.2_Berges_2_Secteur du lac des Cygnes | 9220 | 301908,97 | 5041077,64 | ULPU | 16,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé et près de la piste cyclabl | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.2_Berges_2_Secteur du lac des Cygnes | 9250 | 301933,87 | 5041026,04 | ULPU | 15,6 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé, près de la piste cyclable | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.2_Berges_2_Secteur du lac des Cygnes | 9286 | 301997,20 | 5040905,14 | ULPU | 11,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.32_Berges_3_Secteur du Mail central | 9387 | 302408,83 | 5041430,91 | ULPU | 11,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |

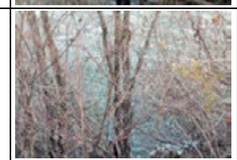
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9448 | 302325,05 | 5041050,46 | SA | 22 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9459 | 302327,73 | 5041040,14 | ULPU | 40 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9482 | 302334,61 | 5041086,89 | ULPU | 17,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9484 | 302334,92 | 5041082,01 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9523 | 302348,84 | 5041123,52 | ULPU | 10 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9525 | 302349,46 | 5041115,34 | ULPU | 17 | 2 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9584 | 302395,77 | 5041272,69 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.5_Berges_5_Secteur des Buttes | 9587 | 302397,83 | 5041291,02 | ULPU | 21,6 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9601 | 302410,39 | 5041461,75 | ULPU | 13 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |

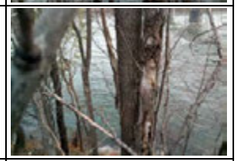
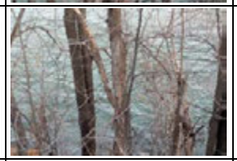
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9603 | 302410,71 | 5041459,77 | ULPU | 15,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9615 | 302413,74 | 5041472,62 | ULPU | 9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9623 | 302414,96 | 5041479,24 | ULPU | 15,4 | 2 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9645 | 302419,15 | 5041472,31 | ULPU | 22,8 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9650 | 302421,58 | 5041462,82 | ULPU | 36,2 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9660 | 302424,60 | 5041517,93 | AAAA_MORT | 22 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9708 | 302436,13 | 5041531,04 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9755 | 302447,80 | 5041568,22 | ULPU | 30,1 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9771 | 302450,34 | 5041579,86 | ULPU | 12 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

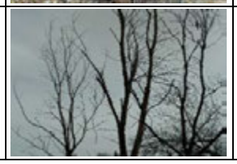
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9794 | 302452,29 | 5041598,75 | ULAM | 9,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9807 | 302453,32 | 5041597,13 | ULPU | 13,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9812 | 302453,63 | 5041581,83 | ULPU | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9823 | 302454,47 | 5041603,99 | ULPU | 15,8 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9845 | 302458,77 | 5041591,36 | ULPU | 27,2 | 2 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.8_Berges_8_Secteur de la Biosphère | 9848 | 302459,51 | 5041586,79 | AAAA_MORT | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 6.9_Berges_9_Secteur Hélène-de-Champlain | 9863 | 302446,56 | 5041775,35 | ULPU | 36 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.9_Berges_9_Secteur Hélène-de-Champlain | 9868 | 302451,38 | 5041713,00 | PR | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 6.9_Berges_9_Secteur Hélène-de-Champlain | 9871 | 302452,21 | 5041730,79 | ULPU | 32 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 6.9_Berges_9_Secteur Hélène-de-Champlain | 9910 | 302459,26 | 5041662,20 | ULPU | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 6.9_Berges_9_Secteur Hélène-de-Champlain | 9938 | 302465,43 | 5041625,95 | AAAA_MORT | 38 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 8_Secteur de la Biosphère | 10080 | 302302,46 | 5041582,12 | MA | 14 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 9_Secteur Hélène-de-Champlain | 10186 | 302301,32 | 5041726,13 | ACPL | 30,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Blessure mécanique affaiblie la structure | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 9_Secteur Hélène-de-Champlain | 10250 | 302411,10 | 5041646,83 | ACGI | 46 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10278 | 301955,10 | 5041416,32 | ACPL | 59,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10331 | 302001,91 | 5041407,39 | FRAM | 65 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10409 | 302029,38 | 5041387,38 | FRPE | 20,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10424 | 302031,00 | 5041336,43 | ULPU | 12,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10442 | 302035,37 | 5041329,36 | ULPU | 12,4 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10464 | 302038,75 | 5041311,86 | ULAM | 9,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10469 | 302040,39 | 5041323,38 | ACSA | 24,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10478 | 302042,60 | 5041341,93 | FRPE | 12,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10489 | 302044,76 | 5041305,44 | FRPE | 20,1 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10540 | 302055,67 | 5041302,02 | ACFR | 11,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10559 | 302059,32 | 5041321,23 | ULAM | 10,9 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10561 | 302060,20 | 5041301,20 | ACFR | 27,7 | 2 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. | | | |
| Île Ste-Hélène | 10_Secteur du Complexe aquatique | 10574 | 302063,14 | 5041332,78 | BEPO | 12,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Innacessible (clôture) | UDA inc. | | | |



François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10784 | 301886,60 | 5041400,85 | MA | 18,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10801 | 301896,21 | 5041300,12 | LALA | 21 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10804 | 301897,82 | 5041284,37 | LALA | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10807 | 301898,98 | 5041287,30 | LALA | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10887 | 301934,63 | 5041355,86 | PODE | 14 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10919 | 301947,32 | 5041299,54 | PIPU | 27,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10923 | 301951,11 | 5041331,63 | FRPE | 48,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10927 | 301953,82 | 5041306,98 | FRPE | 28,9 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10934 | 301960,50 | 5041343,00 | SYRE | 15,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10935 | 301961,51 | 5041345,18 | SYRE | 17,5 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10946 | 301965,50 | 5041344,69 | SYRE | 9,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 11_Secteur du Quai | 10954 | 301992,57 | 5041313,14 | FRPE | 15,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 10988 | 301861,77 | 5041804,69 | FRPE | 23,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 10996 | 301862,65 | 5042082,08 | ULAM | 30,3 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11015 | 301864,43 | 5042082,30 | FRPE | 16,8 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11017 | 301864,46 | 5042074,51 | ACNE | 29,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11041 | 301866,51 | 5042093,04 | FRPE | 9,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11058 | 301867,99 | 5042066,80 | ACNE | 23,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé, stationnement de la ronde | UDA inc. |  |  |  |

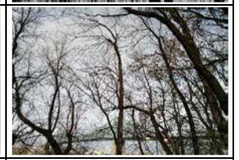
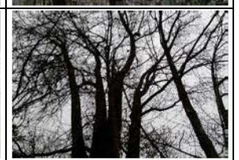
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11070 | 301868,74 | 5042118,76 | FRPE | 10,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Tronc cassé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11079 | 301869,17 | 5042050,78 | FRPE | 16,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11080 | 301869,27 | 5042073,18 | ACNE | 47,6 | 2 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11082 | 301869,26 | 5042049,97 | FRPE | 24,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11092 | 301869,60 | 5042104,01 | FRPE | 16,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11096 | 301869,92 | 5042055,85 | FRPE | 21,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11097 | 301870,07 | 5042056,28 | FRPE | 20 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11105 | 301870,42 | 5042060,21 | FRPE | 19 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11113 | 301870,87 | 5042064,39 | AAAA_MORT | 24,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

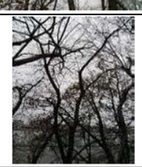
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11116 | 301870,92 | 5042049,96 | FRPE | 10,1 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11123 | 301871,10 | 5042031,43 | FRPE | 44,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11146 | 301872,19 | 5042105,51 | FRPE | 16,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11153 | 301872,45 | 5041857,05 | FRAM | 30,7 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11154 | 301872,48 | 5041839,64 | FRPE | 15,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11164 | 301872,82 | 5042022,36 | ACNE | 11,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11182 | 301873,29 | 5042001,84 | FRPE | 44,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11216 | 301874,10 | 5042121,02 | FRPE | 11,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11217 | 301873,97 | 5041839,00 | FRPE | 20,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |

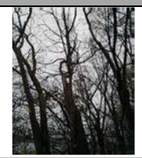
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11222 | 301874,22 | 5041831,15 | ULAM | 13,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11231 | 301874,62 | 5042121,37 | FRPE | 15,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11253 | 301875,42 | 5041960,06 | FRPE | 47 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11255 | 301875,57 | 5042119,41 | FRPE | 17,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11257 | 301875,59 | 5042105,10 | FRPE | 18,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11263 | 301875,72 | 5041830,61 | ULAM | 21,5 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11270 | 301875,93 | 5041794,01 | FRPE | 35,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11272 | 301876,47 | 5042041,87 | ACNE | 16,2 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11273 | 301876,44 | 5041964,52 | FRPE | 36,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

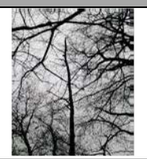
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11280 | 301876,57 | 5041998,75 | ACNE | 16 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11291 | 301877,04 | 5041910,14 | FRPE | 13,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11293 | 301877,11 | 5041826,64 | ULAM | 38 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11309 | 301877,77 | 5042109,33 | ACNE | 13,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11315 | 301878,05 | 5041833,84 | ULAM | 26 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11318 | 301878,35 | 5042121,39 | FRPE | 11,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11328 | 301879,28 | 5042045,54 | FRPE | 15,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11334 | 301879,72 | 5042049,54 | ACNE | 12,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11337 | 301879,84 | 5042041,06 | FRPE | 9,7 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11339 | 301879,92 | 5041903,32 | FRPE | 20 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11341 | 301879,96 | 5041913,31 | FRPE | 16,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11361 | 301881,12 | 5041851,72 | FRPE | 19,9 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11362 | 301881,13 | 5041847,38 | FRPE | 14 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11363 | 301881,24 | 5042042,48 | FRPE | 19,7 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11364 | 301881,39 | 5042044,73 | FRAM | 15,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11387 | 301882,73 | 5041885,42 | FRPE | 12,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11390 | 301882,95 | 5042044,35 | ACNE | 14,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11391 | 301882,97 | 5041967,10 | ACNE | 62,9 | 3 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

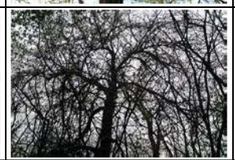
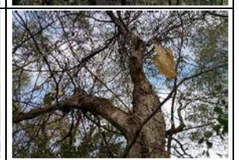
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 12_Secteur du stationnement P8 | 11510 | 301948,17 | 5042275,43 | ulam | 40 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 13_Secteur de la Plaine des jeux | 11534 | 301893,31 | 5041695,69 | FRPE | 49,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Étêté et structure faible | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 13_Secteur de la Plaine des jeux | 11584 | 301926,33 | 5041822,72 | ACPL | 45,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Arbre à risque de tomber | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 13_Secteur de la Plaine des jeux | 11605 | 301944,75 | 5041863,04 | FRPE | 38,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11803 | 301955,38 | 5041947,76 | ROPS | 20,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Chancre affaiblie la structure | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11839 | 301961,43 | 5041942,50 | ROPS | 25,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Arbre dangereux structure affaiblie par cavité | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11846 | 301962,81 | 5042071,70 | FRPE | 46,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11877 | 301969,08 | 5041943,73 | OSVI | 25,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11913 | 301978,41 | 5042096,70 | ACPL | 70 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

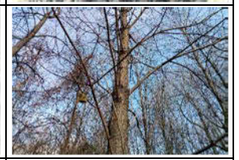
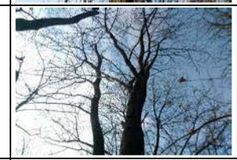
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 11940 | 301983,11 | 5042095,75 | FRPE | 39,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé, près du sentier | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12070 | 302007,90 | 5041941,58 | FRPE | 27,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12162 | 302024,65 | 5041835,46 | FRPE | 12,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12222 | 302033,75 | 5041827,54 | FRPE | 10,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12243 | 302036,49 | 5041858,59 | FRPE | 23,4 | 1 | Bonne | Abattage | 6-24 mois | Condition mauvaise en 2018 (agrile du frêne) | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12255 | 302037,57 | 5041827,13 | FRPE | 15,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12256 | 302037,65 | 5041829,38 | FRPE | 14,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12289 | 302041,83 | 5041869,26 | FRPE | 13,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12334 | 302046,64 | 5041817,05 | FRPE | 10,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |

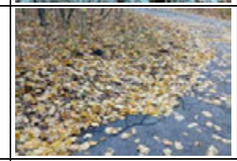
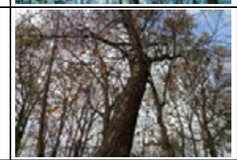
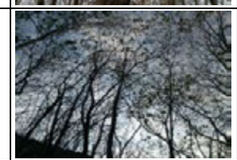
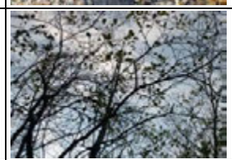
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12521 | 302069,81 | 5041787,53 | FRPE | 53,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12579 | 302077,04 | 5041706,00 | FRPE | 55,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12828 | 302103,72 | 5041924,31 | FRPE | 14 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12853 | 302105,63 | 5041855,77 | FRPE | 10,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  | | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12853 | 302105,63 | 5041855,77 | FRPE | 10,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12917 | 302110,51 | 5041931,33 | FRPE | 18,6 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 12918 | 302110,46 | 5041783,20 | FRPE | 28 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13023 | 302118,95 | 5041964,07 | FRPE | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13027 | 302119,33 | 5041922,25 | FRPE | 22,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

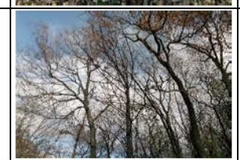
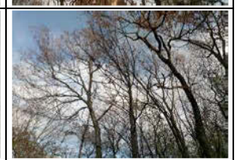
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13037 | 302120,85 | 5041919,10 | ULAM | 21,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13068 | 302123,44 | 5041670,64 | FRPE | 23,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13117 | 302127,76 | 5041774,41 | FRPE | 14,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13162 | 302131,41 | 5042063,06 | THOC | 7,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13171 | 302132,08 | 5042077,84 | TIAM | 39 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Au dessus de la poudrière, dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13224 | 302135,89 | 5042079,25 | ULAM | 33,8 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13232 | 302136,66 | 5041791,57 | ULAM | 13,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13245 | 302137,71 | 5041933,25 | FRPE | 12,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13321 | 302143,01 | 5042079,78 | ACSC | 52,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Au dessus de la poudrière, dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |

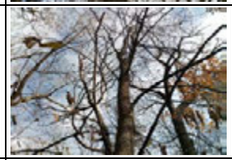
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13490 | 302155,47 | 5041797,05 | ULAM | 23 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13519 | 302157,67 | 5041796,48 | ULAM | 18,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13696 | 302171,17 | 5042082,50 | FRPE | 29,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13730 | 302172,98 | 5041800,64 | ULAM | 27,9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13748 | 302174,02 | 5041777,48 | FRPE | 18,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13790 | 302177,55 | 5041764,64 | FRPE | 10,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13802 | 302178,56 | 5041799,02 | ULAM | 26 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13807 | 302178,83 | 5041826,53 | FRPE | 9,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13812 | 302179,21 | 5041828,73 | ULAM | 32,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

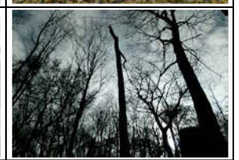
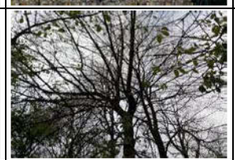
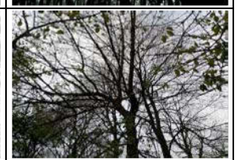
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13823 | 302180,02 | 5041797,69 | ULAM | 17 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13840 | 302181,74 | 5041826,19 | ULAM | 15 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13898 | 302185,05 | 5041889,10 | FRPE | 33,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13900 | 302185,24 | 5041956,62 | JUCI | 22,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13924 | 302186,98 | 5041825,10 | ULAM | 28,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 13953 | 302189,30 | 5042127,85 | FRPE | 30,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14025 | 302194,30 | 5041993,15 | TIAM | 50,3 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14027 | 302194,50 | 5042147,21 | FRPE | 30,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14055 | 302196,09 | 5041811,19 | ULAM | 27 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14207 | 302206,61 | 5041834,20 | ULAM | 19,9 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14225 | 302208,36 | 5041561,27 | FRPE | 11,4 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14309 | 302214,23 | 5041960,95 | ULAM | 11,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14345 | 302216,61 | 5041763,28 | FRPE | 18,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14388 | 302219,49 | 5042157,67 | ACPL | 46,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Chancre affaiblie la structure | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14396 | 302219,48 | 5041678,65 | FRPE | 37,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14408 | 302220,53 | 5041764,17 | PIGL | 13,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14462 | 302223,61 | 5041613,43 | CEOC | 54,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14549 | 302232,41 | 5042167,71 | ACPL | 27 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé et à risque à moyen terme | UDA inc. |  |  |  |

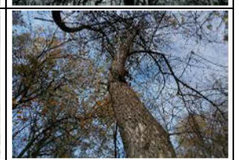
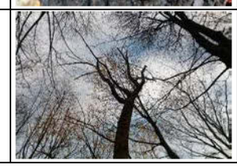
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14565 | 302233,49 | 5042127,11 | ACSC | 47,3 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14596 | 302236,62 | 5041769,53 | FRPE | 30,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14652 | 302241,51 | 5041866,84 | PIGL | 14,1 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14735 | 302247,30 | 5041727,96 | FRPE | 18,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14763 | 302250,25 | 5041817,13 | FRPE | 12,3 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14795 | 302252,70 | 5041868,82 | CEOC | 19,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14823 | 302254,66 | 5042135,05 | FRPE | 33,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14835 | 302255,93 | 5041753,00 | FRPE | 18,9 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14838 | 302256,48 | 5041957,68 | FRPE | 37,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14864 | 302258,68 | 5041967,61 | ULAM | 20 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14876 | 302259,82 | 5041976,04 | ACPL | 28,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Arbre dangereux près du sentier | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14882 | 302259,99 | 5041685,28 | ACPL | 24,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Étêté | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14906 | 302261,93 | 5041773,19 | FRPE | 12,6 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14939 | 302264,68 | 5041793,80 | FRPE | 19,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14956 | 302265,99 | 5041747,00 | FRPE | 34,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 14989 | 302269,30 | 5041952,28 | FRAM | 27 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15022 | 302271,66 | 5041788,42 | PIGL | 13,4 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15023 | 302271,75 | 5041783,36 | FRPE | 25,7 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |

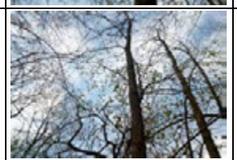
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15028 | 302272,43 | 5041762,33 | CEOC | 58,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15129 | 302281,23 | 5042080,79 | FRPE | 36,8 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15182 | 302285,60 | 5041843,92 | PIGL | 18 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 15_Secteur du mont Boulé | 15214 | 302289,33 | 5041934,99 | ACPL | 28,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15402 | 302024,40 | 5041920,15 | PODE | 25,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15434 | 302049,35 | 5041916,38 | FRPE | 16,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  | |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15443 | 302054,02 | 5041915,93 | TIAM | 13,2 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15446 | 302055,67 | 5041916,40 | FRPE | 12,9 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15451 | 302059,84 | 5041915,59 | FRPE | 17,3 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |

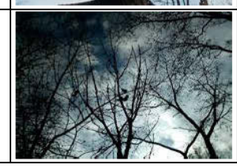
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15466 | 302066,82 | 5041974,15 | FRPE | 13,5 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15484 | 302077,09 | 5041993,69 | FRPE | 22,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15500 | 302085,57 | 5041973,30 | ULAM | 23,5 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15501 | 302085,69 | 5041974,05 | ULAM | 26 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15531 | 302100,45 | 5042028,95 | FRPE | 21,4 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15543 | 302105,53 | 5042013,36 | FRPE | 15,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15565 | 302118,97 | 5042018,25 | ULAM | 35 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15581 | 302128,33 | 5041991,88 | ACSC | 61 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé, près du sentier | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15625 | 302156,60 | 5042033,58 | FRPE | 21,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |

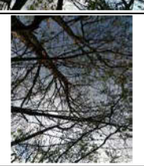
François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15661 | 302181,71 | 5042004,28 | FRAM | 29,4 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15663 | 302182,23 | 5042044,52 | FRPE | 15 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 16_Secteur des étangs | 15732 | 302234,85 | 5042084,11 | FRPE | 35,3 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15802 | 302287,07 | 5042183,31 | FRPE | 46 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15864 | 302333,08 | 5042188,14 | FRPE | 19,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15952 | 302354,48 | 5041815,26 | ULAM | 46,7 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15974 | 302356,83 | 5041843,24 | ULAM | 42 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15982 | 302358,94 | 5041825,76 | FRPE | 13,2 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Agrile | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15988 | 302360,10 | 5041827,36 | ULAM | 28,1 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Maladie hollandaise de l'Orme | UDA inc. |  |  |  |

François Richard, ing.f.
Permis OIFQ: 14-009
Date: Le 6 décembre 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**Parc Jean-Drapeau - Liste des arbres à abattre - Priorité d'intervention de 6 à 24 mois - Île Ste-Hélène**

| ILE | SECTEUR | ID | X_METRE | Y_METRE | CODE_ESPEC | DHP | MULTI TRONC | COTE_SANTE | TRAITEMENT | PRIORITE | REMARQUE | EVALUATEUR | PHOTO_1 | PHOTO_2 | PHOTO_3 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 15989 | 302360,35 | 5041903,73 | ULAM | 33,7 | 1 | Mauvaise | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 17_Secteur de la prairie | 16026 | 302366,04 | 5041890,63 | ACPL | 20,7 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 18_Secteur militaire de la poudrière | 16136 | 301888,29 | 5041891,08 | FRPE | 26,6 | 1 | Faible | Abattage | 6-24 mois | Dépérissant avancé | UDA inc. |  |  |  |
| Île Ste-Hélène | 19_Secteur du pont Jacques-Cartier | 16411 | 302131,74 | 5042241,82 | RHCA | 18 | 1 | Mort | Abattage | 6-24 mois | Mort | UDA inc. |  |  |  |

**François Richard, ing.f.**
**Permis OIFQ: 14-009**

**Date : Le 6 décembre 2018**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.10

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1196255001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au mode d'implantation d'un agrandissement situé au 2036, rue Saint-Denis |

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 2036, rue Saint-Denis, une dérogation relativement au mode d'implantation, et ce, malgré les dispositions de l'article 55 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-29 14:20

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1196255001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au mode d'implantation d'un agrandissement situé au 2036, rue Saint-Denis |

## CONTENU

### CONTEXTE

La demande vise l'agrandissement d'un bâtiment situé au 2036, rue Saint-Denis dont le mode d'implantation déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

### DESCRIPTION

Le site
Le site est situé dans le Quartier latin, entre la rue Saint-Denis et l'avenue Joly. Il accueille actuellement un bâtiment de trois étages avec un rez-de-chaussée commercial et un usage résidentiel aux étages Le bâtiment n'occupe environ que le tiers du terrain, alors que la réglementation permet un taux d'occupation de 85%. La partie ouest du lot, qui n'est pas construite, a une largeur de 12 mètres sur Joly et une profondeur de 29 mètres. Sur les terrains contigus se trouvent des usages commerciaux pour les locaux ayant front sur Saint-Denis, et des logements aux étages et dans la partie arrière du bâtiment au nord. Sur la petite avenue Joly se côtoient des bâtiments résidentiels et des arrière-cours. Le terrain sud accueille d'ailleurs un hangar en bordure de Joly.

Le projet
Le demandeur a soumis un projet d'agrandissement qui se déploie vers l'avenue Joly, et dont le taux d'implantation de l'ensemble du bâtiment serait porté à 72%. Le nouveau volume de 3 étages avec mezzanine accueillerait 8 logements de 4 et 6 chambres. Deux logements occupent le sous-sol. Une terrasse et un gymnase communs sont aménagés sur le toit du 3e niveau et à la mezzanine. L'ajout se ferait en longeant la limite nord du lot, jusqu'à l'avenue Joly, laissant un dégagement de 2,5 m entre le nouveau volume et la limite latérale sud. Ce mode d'implantation en jumelé se trouve à enclaver 2 petites courettes distribuant l'aération et la lumière naturelle au bâtiment contigu du côté Nord, qui seraient prolongées pour assumer la même fonction pour l'agrandissement. D'autre part, il permet d'accéder à l'entrée principale qui se situe en cour latérale, au milieu de l'agrandissement. Les espaces de ce nouveau volume ne communiquent pas avec ceux du bâtiment existant.

Le cadre réglementaire
Selon le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), le mode d'implantation prescrit pour ce secteur est contigu (article 55).

**JUSTIFICATION**

La forme rectangulaire du lot permet un agrandissement dans le sens de la profondeur plutôt que de la largeur. La configuration du volume ajouté, qui n'occupe que la partie nord du lot, permet d'optimiser l'apport de lumière naturelle dans les logements. L'implantation en contigu sur l'avenue Joly, par exemple avec l'aménagement d'une porte cochère, annulerait la conformité du parcours d'issue du bâtiment existant, ce qui causerait un préjudice sérieux au requérant en terme de sécurité. La proposition en implantation jumelée permet quant à elle un meilleur accès à l'avenue Joly, en plus de limiter l'impact sur l'ensoleillement. De plus, l'espace laissé libre tel que proposé ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété. Enfin, l'agrandissement du bâtiment contribuera à consolider le front bâti de l'avenue Joly.
Le demandeur devra apporter des ajustements au projet afin de répondre aux conditions du Comité consultatifs d'urbanisme, émises dans le cadre de la révision de projet, conformément au Titre VIII du Règlement d'urbanisme de Villa-Marie (01-282).

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande**.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s.o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
Émission du permis de transformation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-5827
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001477599 et 3001431466**
**4.4.1 et 4.6.24**

**Objet :** **DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**

**Endroit :** 2036, rue Saint-Denis

**Responsable :** Gabrielle Leclerc-André et Francis Lefebvre

**Description :** La demande vise à autoriser un projet d'agrandissement dont le mode d'implantation déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Le site accueille actuellement un bâtiment de trois étages avec un rez-de-chaussée commercial et un usage résidentiel aux étages. Le bâtiment n'occupe qu'environ le tiers du terrain, alors que la réglementation permet un taux d'occupation de 85%.

L'agrandissement proposé se déploie vers l'avenue Joly, et le taux d'implantation de l'ensemble du bâtiment serait porté à 72%. Le nouveau volume de 3 étages avec mezzanine accueillerait 8 logements de 4 et 6 chambres. Deux logements occupent le sous-sol. Une terrasse et un gymnase communs sont aménagés sur le toit du 3e niveau et à la mezzanine.

Le demandeur propose une façade occupant 9,45 m, alors que le lot mesure 11,9 m., laissant donc un dégagement de 2,5 m entre le nouveau volume et la limite latérale sud. Ce mode d'implantation en jumelé se trouve à enclaver 2 petites courettes distribuant l'aération et la lumière naturelle au bâtiment contigu du côté nord, qui seraient prolongées pour assumer la même fonction pour l'agrandissement. D'autre part, le dégagement permet d'accéder à l'entrée principale qui se situe en cour latérale, au milieu de l'agrandissement. Les espaces de ce nouveau volume ne communiquent pas avec ceux du bâtiment existant.

La façade est encadrée de brique de béton charbon format 10 cm x 30 cm, qui entoure un noyau traité en verre pour les ouvertures, en panneaux de béton préfabriqué jaune et en blocs de béton gris pâle de format 20 cm x 60 cm. La construction hors toit serait également habillée de maçonnerie.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** La configuration du volume ajouté, qui n'occupe que la partie nord du lot, permet d'optimiser l'apport de lumière naturelle dans les logements.

**Considérant que :** La proposition en implantation jumelée permet quant à elle un meilleur accès à l'avenue Joly, en plus de limiter l'impact sur l'ensoleillement.

**Considérant qu' :** L'agrandissement du bâtiment contribuera à consolider le front bâti de l'avenue Joly.

**Considérant que :** La composition souligne la verticalité qui est très présente dans le secteur ; par contre, elle utilise des éléments de grand format, comme la construction contiguë au Nord, alors que le contexte historique utilise plutôt la brique de format Québec

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour une composition plus structurée et plus simple, comportant moins de matériaux différents.**
- **En ce qui concerne l'aile donnant sur la rue Joly, opter pour une brique d'argile de format Québec au lieu de la brique de béton; éliminer le bloc de grand format.**
- **Au sous-sol, agrandir le format des fenêtres situées du côté nord de l'élévation Joly.**
- **Réduire le niveau du sol de la cour latérale afin de dégager davantage les logements en sous-sol.**
- **Souligner la verticalité de l'aile donnant sur la rue Joly, et marquer le coin visible de l'agrandissement.**
- **Présenter à nouveau le projet en Titre VIII lors d'une séance subséquente du comité.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.11

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1180607012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure |

**Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure.**

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-29 16:21

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1180607012

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum, aux fins de l'École de Technologie Supérieure.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement 8600 du 17 septembre 1990 autorisant la corporation du « Mouvement national des Québécois » à occuper le rez-de-chaussée et une partie du sous-sol du bâtiment sis au 2207, rue Fullum à des fins culturelles.

### DESCRIPTION

**Le site**
Le bâtiment de deux étages se situe entre l'école Jean-Baptiste-Meilleur et l'église Saint-Eusèbe, désormais vacante. Il s'agit d'une bâtisse en brique rouge, datant de 1930, avec un couronnement de bois. L'accès au sous-sol se fait directement par la rue. Le terrain à l'arrière comporte une dizaine de places de stationnement.

Le secteur est résidentiel et institutionnel. On trouve en face du site une clinique dentaire ainsi que le centre PRIM (Productions réalisations indépendantes de Montréal). La rue Ontario se trouve à environ 5 minutes de marche.

Les espaces visés sont localisés au sous-sol et au rez-de-chaussée du bâtiment. Ils accueillaient jusqu'à tout récemment la corporation du Mouvement national des Québécois (règlement 8600 du 17 septembre 1990 à des fins culturelles). Le deuxième étage est occupé par un logement et n'est pas touché par le projet.

**Le projet**
L'École de technologie Supérieure souhaite louer des espaces de bureaux afin de réaliser des recherches dans le domaine de l'électronique applicable, l'énergie solaire, les capteurs détecteurs, les dispositifs électroniques imprimés et l'application micro-électronique.

La superficie visée totalise 278 m2 et sera aménagée avec des espaces de bureau et de

recherche ainsi que des salles de réunion et de vie (cuisinette) pour un nombre de personnes variant de 10 à 25. Ces dernières occuperont les lieux aux heures d'ouverture de travail. Aucune clientèle ne fréquentera le site.

L'apparence du bâtiment n'est pas affectée. Il n'y a pas d'affichage projeté ni de travaux extérieurs ou intérieurs, à l'exception d'un système de climatisation, de chauffage et de ventilation qui sera installé sur la façade arrière.

**Le cadre réglementaire**

o Dans la catégorie E5, l'usage « université » peut être autorisé par le biais de la procédure des usages conditionnels en vertu du paragraphe 1 de l'article 301 du Règlement d'urbanisme (01-282);
o Selon l'article 315, les critères d'évaluation d'un usage conditionnel associé à une catégorie sont applicables :

1. l'usage proposé doit être compatible et complémentaire avec le milieu environnant;
2. l'apparence extérieure, l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant.

**JUSTIFICATION**

o Le projet répond aux critères d'évaluation de l'article 315 :

1. Il est compatible et complémentaire avec le milieu environnant. Il ne présente pas de risque particulier et les équipements spécialisés répondent aux exigences de sécurité du service incendie. Il n'y aura pas d'émission de poussière, d'odeur, de lumière ou de vibrations. Le logement existant au deuxième étage est conservé;
2. Il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment;

o Le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs en termes de circulation compte tenu de la nature des activités visées, de la proximité de nombreux transports en commun et du terrain de stationnement existant à l'arrière du bâtiment;
o Il n'est pas susceptible non plus d'entraîner d'impacts négatifs en terme de bruit, compte tenu de la nature des activités visées.

À la séance du 13 décembre 2018, le comité consultatif d'urbanisme a donné un avis favorable à l'unanimité au projet.

**En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à ce projet d'occupation du rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, par l'usage «université».**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s/o

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Publication d'un avis et affichage 15 jours avant la séance du conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement : 13 février 2019
- Délivrance du permis

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable à l'unanimité

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 872-9392
**Télécop. :** 514 868-4912

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476921**
**4.5.1**

**Objet :** **USAGE CONDITIONNEL**

**Endroit :** 2207, rue Fullum

**Responsables :** Anne-Rose Gorroz

**Description :** La demande vise à autoriser l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum, aux fins de l'École de Technologie Supérieure. Le bâtiment de deux étages se situe entre l'école Jean-Baptiste-Meilleur et l'église Saint-Eusèbe, désormais vacante. Il s'agit d'une bâtisse en brique rouge, datant de 1930, avec un couronnement de bois. L'accès au sous-sol se fait directement par la rue. Le terrain à l'arrière comporte une dizaine de places de stationnement.

Le secteur est résidentiel et institutionnel. On trouve en face du site une clinique dentaire ainsi que le centre PRIM (Productions réalisations indépendantes de Montréal). La rue Ontario se trouve à environ 5 minutes de marche.

Les espaces visés sont localisés au sous-sol et au rez-de-chaussée du bâtiment. Ils accueillaient jusqu'à tout récemment la corporation du Mouvement national des Québécois (règlement 8600 du 17 septembre 1990 à des fins culturelles). Le deuxième étage est occupé par un logement et n'est pas touché par le projet. L'École de technologie Supérieure souhaite louer des espaces de bureaux afin de réaliser des recherches dans le domaine de l'électronique applicable, l'énergie solaire, les capteurs détecteurs, les dispositifs électroniques imprimés et l'application micro-électronique.

La superficie visée totalise 278 m2 et sera aménagée avec des espaces de bureau et de recherche ainsi que des salles de réunion et de vie (cuisinette) pour un nombre de personnes variant de 10 à 25. Ces dernières occuperont les lieux aux heures d'ouverture de travail. Aucune clientèle ne fréquentera le site.

L'apparence du bâtiment n'est pas affectée. Il n'y a pas d'affichage projeté ni de travaux extérieurs ou intérieurs, à l'exception d'un système de climatisation, de chauffage et de ventilation qui sera installé sur la façade arrière.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet répond aux critères d'évaluation de l'article 315 puisqu'il est compatible et complémentaire avec le milieu environnant et qu'il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment.

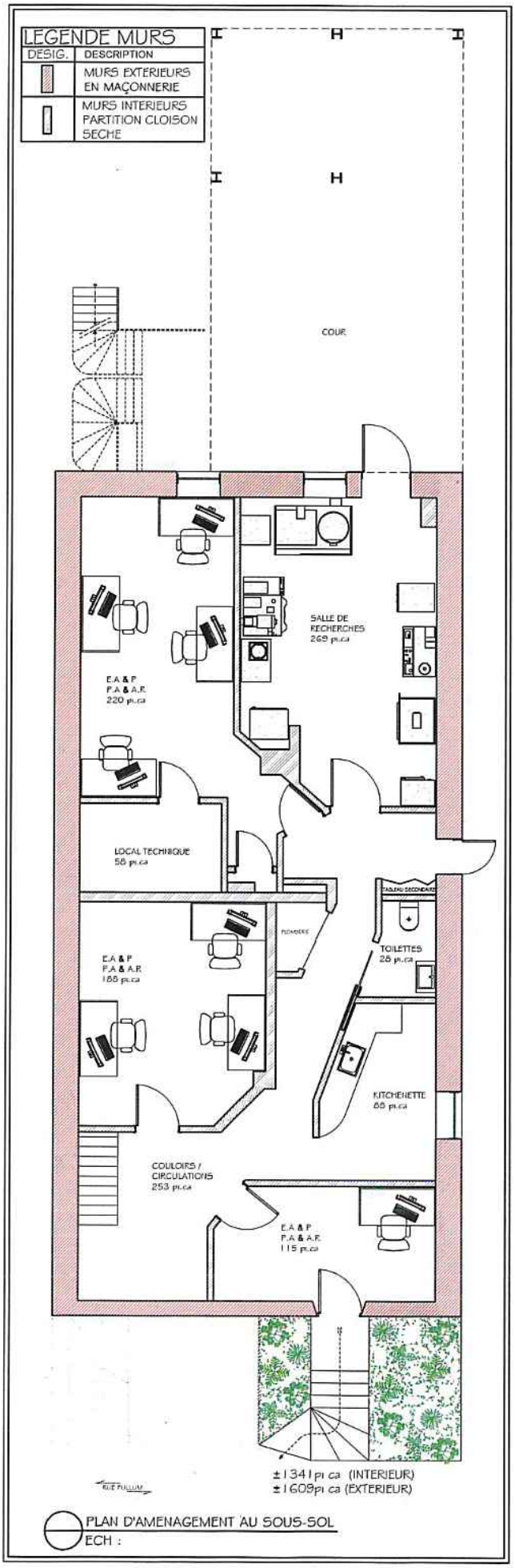
**Considérant que :** Le projet n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts négatifs en termes de circulation compte tenu de la nature des activités visées, de la proximité de nombreux transports en commun et du terrain de stationnement existant à l'arrière du bâtiment.

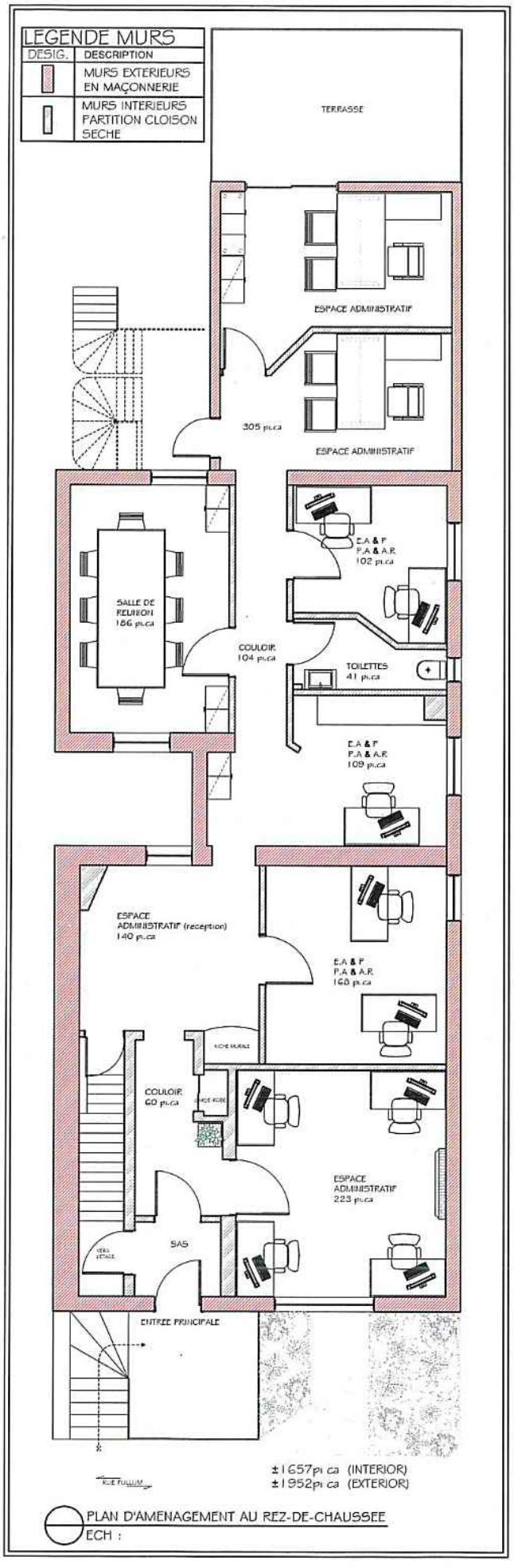
**Considérant que :** Il n'est pas susceptible non plus d'entraîner d'impacts négatifs en termes de bruit, compte tenu de la nature des activités visées.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire


LEGENDE MURS
DÉSIG.
DESCRIPTION
MURS EXTÉRIEURS EN MAÇONNERIE
MURS INTÉRIEURS PARTITION CLOISON SÈCHE
COUR
SALLE DE RECHERCHES 269 pi.ca
E.A & P. P.A & A.R. 220 pi.ca
LOCAL TECHNIQUE 56 pi.ca
TABLEAU SECONDAIRE
TOILETTES 28 pi.ca
E.A & P. P.A & A.R. 155 pi.ca
KITCHENETTE 55 pi.ca
COULOIRS / CIRCULATIONS 253 pi.ca
E.A & P. P.A & A.R. 115 pi.ca
±1341pi ca (INTÉRIEUR)
±1609pi ca (EXTÉRIEUR)
PLAN D'AMÉNAGEMENT AU SOUS-SOL
ÉCH :


LEGENDE MURS
DESIG.
DESCRIPTION
MURS EXTERIEURS EN MAÇONNERIE
MURS INTERIEURS PARTITION CLOISON SECHE
TERRASSE
ESPACE ADMINISTRATIF
305 pi.ca
ESPACE ADMINISTRATIF
E.A & F
P.A & A.R
102 pi.ca
SALLE DE REUNION
166 pi.ca
COULOIR
104 pi.ca
TOILETTES
41 pi.ca
E.A & F
P.A & A.R
109 pi.ca
ESPACE ADMINISTRATIF (reception)
140 pi.ca
E.A & F
P.A & A.R
168 pi.ca
COULOIR
60 pi.ca
ESPACE ADMINISTRATIF
223 pi.ca
SAS
ENTREE PRINCIPALE
±1657pi ca (INTERIOR)
±1952pi ca (EXTERIOR)
PLAN D'AMENAGEMENT AU REZ-DE-CHAUSSEE
ECH :

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.12

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1197195001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1re partie, B) |

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1ère partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance jointe à la présente permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance jointe à la présente permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que la consommation de boissons alcooliques, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:11

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1197195001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1re partie, B) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 1er dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :
· Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
· Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
· Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
· Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240622 - du 21 novembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240496 - du 11 septembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240420 - du 04 juillet 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240356 - du 12 juin 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240204 - du 10 avril 2018 pour les mêmes demandes
CA17 240690 - du 12 décembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240125 - 14 mars 2017 pour les mêmes demandes

### DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle développement social.

Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal.

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | P-1 art. 8 (vente) | | | P-1 art. 3 | B-3 art. 20 | 01-282 art. 560 | CA-24-175 | CA- ar |
| Événements | Organismes | Dates | Lieux | Marchandises | Aliments et boissons non alcooliques | Boissons alcooliques | Consommation d'alcool | Bruit | Affichage domaine privé | Affichage domaine public | Écha |
| Festival Montréal en Lumière | Festival Montréal en Lumière inc. | Montage: 7 au 20 février 2019<br>Événement : 21 février au 3 mars 2019<br>Démontage: 4 au 8 mars | QDS : Pôle PDA délimité par les rues : René-Lévesque, De Maisonneuve, De Bleury et Saint-Urbain | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Du 16 février au 3 mars de 11h à 23h et le samedi 2 mars de 11h à 03h00 (3 mars) | du 7 février au 8 mars 2019 | du 7 février au 8 mars 2019 | Les 28 et ma 17h le fév 11h le sa ma I Blan 14h le févr ma 14h |
| Les tuques bleues | Les amis de la Montagne | 21-févr | Mont-Royal proche de la maison Smith et le chalet du Mont-Royal | 21-févr | 21-févr | 21 février de midi à minuit | 21 février de midi à minuit | 21-févr | n/a | 21-févr | |
| Nuit Blanche dans le Quartier Latin 2019 | Société de développement du Quartier latin | Montage samedi 2 mars de 7h à 20h; Événement samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h; Démontage dimanche 3 mars de 3h à 14h | Rue St-Denis (entre Ontario et Maisonneuve); Rue Emery (entre Sanguinet et St-Denis) | samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h | samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h | n/a | n/a | samedi 2 mars de 12h au dimanche 3 mars à 3h | 20 février au 4 mars | 20 février au 4 mars | sar ma 12 dima mar |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Semaine de relâche | Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière | Montage: 1er et 2 mars de 7h à 17h Événement: 2 au 8 mars 10h à 16h Démontage: 8 mars de 16h à 20h | Place Royle, Place d'Youville (entre Place Royale est et Place Royale ouest) | 2 au 8 mars de 10h à 16h | 2 au 8 mars de 10h à 16h | n/a | n/a | 2 au 8 mars de 10h à 16h | 1er mars à compter de 00h00 jusqu'au 8 mars 20h | 1er mars à compter de 00h00 jusqu'au 8 mars 20h | 2 ma 10h |
| | | | | | | | | | | | |
| Grand événement XP | Expérience centre-ville | Montage: 6 mars 10h au 7 mars 19h Événement: 7 mars 19h à 23h59 Démontage: 8 mars 24h00 à 16h | Square Phillips, rue Cathcart, rue Union, rue place-Phillips | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 6 mars de 10h à 21h 7 mars de 10h à 23h | 6 mars 10h au 7 mars 23h59 | 6 mars 10h au 7 mars 23h59 | 7 m 1 2 |
| Saison XP | Expérience centre-ville | Conteneur animé: 7 mars au 24 mars | rue Sainte-Catherine entre McGill College et Mansfield (espace de stationnement au nord de la rue) | 7 mars au 24 mars | n/a | n/a | n/a | 7 mars au 24 mars de midi à 21h | 7 mars au 24 mars | 7 mars au 24 mars | 7 m 24 |
| Défilé de la St-Patrick | United Irish Societies | dimanche 17 mars 2019 | Zone de montage : René-Lévesque, rue Du Fort, rue Ste-Catherine Défilé : Ste-Catherine entre Du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Ste-Catherine et René-Lévesque) et René-Lévesque entre De la Cathédrale et Peel | n/a | n/a | n/a | n/a | 10 h à 17 h | n/a | n/a | |
| Vélo Sans Relâche | Coalition Vélo Montréal | samedi 23 février 2019 | rue De la Gauchetière, Notre-Dame, McGill, De la Commune, Berri, Ste-Catherine, Fullum, Ontario, De Maisonneuve Est, St-Laurent, Ontario/Président-Kennedy, Metcalfe/De la Cathédrale | n/a | n/a | n/a | n/a | de 13 h à 15 h | n/a | n/a | |

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un é public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

**JUSTIFICATION**

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réalisation des événements

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Josée POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 30 janvier 2019
Stéphanie TURCOTTE, 29 janvier 2019
Josée POIRIER, 28 janvier 2019
Alain DUFRESNE, 28 janvier 2019

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

**Tél :** 514 872-4058
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-28

Kevin DONNELLY
Chef de division

**Tél :** 514-872-5189
**Télécop. :** 514 872-1153

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
**Tél :** 514-872-2884
**Approuvé le :** 2019-01-31

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe). Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

**2.** Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (voir en pièce jointe).
3. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est un Leq 1 minute de 80 dBA et 100dBC mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

**2.** Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

**3.** À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

**4.** Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète que :

**1.** Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcoolisées et non alcoolisées ainsi que la consommation de boissons alcoolisées selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

**2.** L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

**3.** La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

# Programmation des événements publics, 1ère partie, B
# Sommaire 1197195002 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 février 2019

| Ordonnances | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Événements | Organismes | Dates | Lieux | P-1 art. 8 (vente) | | | P-1 art. 3 | B-3 art. 20 | 01-282 art. 560 | CA-24-175 | CA-24-085 art. 45 | P12.2 art. 7 | P-12-2, art. 21 |
| | | | | Marchandises | Aliments et boissons non alcooliques | Boissons alcooliques | Consommation d'alcool | Bruit | Affichage domaine privé | Affichage domaine public | Échantillons | Peinture sur chaussée | Affichage sur lampadaire |
| Festival Montréal en Lumière | Festival Montréal en Lumière inc. | Montage: 7 au 20 février 2019 Événement : 21 février au 3 mars 2019 Démontage: 4 au 8 mars | QDS : Pôle PDA délimité par les rues : René-Lévesque, De Maisonneuve, De Bleury et Saint-Urbain | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | Du 16 février au 3 mars de 11h à 23h et le samedi 2 mars de 11h à 03h00 (3 mars) | du 7 février au 8 mars 2019 | du 7 février au 8 mars 2019 | Les 21, 22, 28 février et le 1er mars; de 17h à 23h; le 23 février de 11h à 23h; le samedi 2 mars (La Nuit Blanche) de 14h à 03h, les 24 février et 3 mars de 14h à 23h. | du 7 février au 8 mars 2019 | du 7 février au 8 mars 2019 |
| Les tuques bleues | Les amis de la Montagne | 21-Feb | Mont-Royal proche de la maison Smith et le chalet du Mont-Royal | 21-Feb | 21-Feb | 21 février de midi à minuit | 21 février de midi à minuit | 21-Feb | n/a | 21-Feb | n/a | n/a | n/a |
| Nuit Blanche dans le Quartier Latin 2019 | Société de développement du Quartier latin | Montage samedi 2 mars de 7h à 20h; Événement samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h; Démontage dimanche 3 mars de 3h à 14h | Rue St-Denis (entre Ontario et Maisonneuve); Rue Emery (entre Sanguinet et St-Denis) | samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h | samedi 2 mars de 20h au dimanche 3 mars à 3h | n/a | n/a | samedi 2 mars de 12h au dimanche 3 mars à 3h | 20 février au 4 mars | 20 février au 4 mars | samedi 2 mars de 12h au dimanche 3 mars à 3h | n/a | 2 et 3 mars |
| Semaine de relâche | Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière | Montage: 1er et 2 mars de 7h à 17h Événement: 2 au 8 mars 10h à 16h Démontage: 8 mars de 16h à 20h | Place Royle, Place d'Youville (entre Place Royale est et Place Royale ouest) | 2 au 8 mars de 10h à 16h | 2 au 8 mars de 10h à 16h | n/a | n/a | 2 au 8 mars de 10h à 16h | 1er mars à compter de 00h00 jusqu'au 8 mars 20h | 1er mars à compter de 00h00 jusqu'au 8 mars 20h | 2 au 8 mars de 10h à 16h | n/a | n/a |
| Grand événement XP | Expérience centre-ville | Montage: 6 mars 10h au 7 mars 19h Événement: 7 mars 19h à 23h59 Démontage: 8 mars 24h00 à 16h | Square Phillips, rue Cathcart, rue Union, rue place-Phillips | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | 6 mars de 10h à 21h 7 mars de 10h à 23h | 6 mars 10h au 7 mars 23h59 | 6 mars 10h au 7 mars 23h59 | 7 mars de 19h à 23h59 | n/a | n/a |
| Saison XP | Expérience centre-ville | Conteneur animé: 7 mars au 24 mars | rue Sainte-Catherine entre McGill College et Mansfield (espace de stationnement au nord de la rue) | 7 mars au 24 mars | n/a | n/a | n/a | 7 mars au 24 mars de midi à 21h | 7 mars au 24 mars | 7 mars au 24 mars | 7 mars au 24 mars | n/a | n/a |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Défilé de la St-Patrick | United Irish Societies | dimanche 17 mars 2019 | Zone de montage : René-Lévesque, rue Du Fort, rue Ste-Catherine Défilé : Ste-Catherine entre Du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Ste-Catherine et René-Lévesque) et René-Lévesque entre De la Cathédrale et Peel | | | | | 10 h à 17 h | | | | Un trait vert sera peint sur la chaussée le 4 et le 17 mars (selon la température) | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.13

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192624002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A) et édicter les ordonnances |

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1er partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur.

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 3 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons, pour chaque événement identifié au dossier;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 Art. 560), l'ordonnance permettant de présenter des projections artistiques sur les murs identifiés à l'Annexe 1.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:09

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1192624002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A) et édicter les ordonnances |

## CONTENU

### CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le premier dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2019 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 3;
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1182624006 / CA18 240678 adopté le 5 décembre 2018 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 10e partie, A) et édicter les ordonnances
1182624004 / CA18 240627 adopté le 21 novembre 2018 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 9e partie, A) et édicter les ordonnances

### DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les

encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

**JUSTIFICATION**

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réalisation des événements

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Isabelle CARBONNEAU
Secrétaire

**Tél :** 514-868-4402
**Télécop. :** 514-868-3292

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

**Tél :** 514 872-0831
**Télécop. :** 514 868-3292

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m
**Tél :** 514 872-0831
**Approuvé le :** 2019-01-30

# ANNEXE 1
# PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 1er PARTIE A)

| Événements à autoriser | | | | Conseil d'arrondissement | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Dérogations | | | | | | | | | | |
| Événements | Organismes | Dates jj/mm | Lieu (x) | O-0.1 Occ. dom. public | C-4.1 Circ & Stat | P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public | | | P-1 art. 3 Consom. d'alcool | B-3 art. 20 Bruit | 01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières) | CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain) | CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons) | 17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles |
| | | | | | | Marchandise | Aliment et boisson non-alcooliques | Boissons alcooliques | | | | | | |
| The coldest night of the year | Centre St-James | 23-Feb | **Parcours sur les trottoirs - Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.**<br><br>**PARCOURS 5 KM** : Départ devant le 1439, Ste-Catherine Ouest, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à De la Montagne, De la Montagne vers le sud jusquà René-Lévesque; René-Levesque vers l'est jusqu'à Robert-Bourassa; Robert-Bourassa vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater; Atwater vers le sud jusqu,à Ste-Catherine; Ste-Catherine vers l'est jusqu'au 1439, Ste-Catherine Ouest.<br>**PARCOURS 2 KM:** Départ devant le 1439, Ste-Catherine Ouest, Ste-Catherine direction est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le sud jusqu'à René-Lévesque; René-Lévesque vers l'est jusqu'à Metcalfe; Metcalfe vers le nord jusqu'à De Maisonneuve; De Maisonneuve vers l'ouest jusqu'à Bishop; Bishop vers le sud jusqu'à Ste-Catherine; Ste Catherine vers l'est jusqu'au 1439 Ste-Catherine. | 17 h à 20 h | - | - | - | - | - | 17 h à 20 h | - | - | - | - |
| La Nuit aux flambeaux | Voies culturelles des faubourgs | 2 mars au 3 mars | Parcours sur les trottoirs à déterminer.<br>Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place. | 19 h à 2 h | - | - | - | - | - | 19 h à 23 h | - | - | - | - |
| La Nuit blanche<br>*** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).** | Fonderie Darling | 2 mars au 3 mars | Rue Ottawa entre Queen / Prince | 9 h à 3 h | 9 h à 3 h | - | - | - | - | 19 h à 23 h | 20 h à 23 h 59 | - | - | - |
| Fête nationale de la Bulgarie | Centre culturel canadien bulgare | 03-Mar-19 | Place Vauquelin | 9 h à 15 h | - | - | - | - | - | de 10 h à 14 h | - | - | - | - |
| | | | | | | | | | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | | | | - | - | - | - | - | - |

***Légende***

*R : Récurrent*

*N : Nouvel événement*

*A : Amplification*

*AF : Amplification faible*

*PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)*

*MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes*

*GA : Grande affluence (plus de 500)*

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624002 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.*

| **P-12.2 art.7 Propréte et protection du domaine public** (Peinture sur chaussée) | **Autres informations** |
|---|---|
| - | R-AF-PA |
| - | R-AF-PA |
| - | R-A-MA |
| - | N - A -MA |
| - | |
| - | |

Ville-Marie
Montréal

**01-282, o.** **Ordonnance relative à la programmation des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2019, 1e partie, A)**

**Vu** l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** À l'occasion des événements, il est permis de présenter des projections artistiques sur les murs identifiés à l'Annexe 1;

Elle ne peut être transférée ou substituée pour tout autre projet de projection.

Cette autorisation est valide pour le 2 mars 2019 20 h à 23 h 59

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.*

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
**P-1**

**ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 1E PARTIE, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

**2.** L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

**3.** La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1182624008 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.*

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
**B-3**

**ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 1E PARTIE, A)**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 février 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

**2.** Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1182624008) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.*

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.14

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1195914001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame, côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles |

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:06

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1195914001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame, côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles |

## CONTENU

### CONTEXTE

Nous proposons d'implanter 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles. Ces espaces tarifés seront gratuits pour les détenteurs d'un permis de stationnement sur rue réservé aux résidents (SRRR) du secteur 50.
Actuellement, la réglementation de stationnement sur ces rues permet à tout véhicule de se stationner durant toute la journée, excepté pour les périodes d'entretien. Nous proposons l'instauration d'espaces de stationnement tarifés afin d'assurer une meilleure rotation des véhicules et faciliter la fréquentation des commerces.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Implanter 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles. Ces espaces tarifés, d'une durée maximale de deux ou trois heures selon le cas, seront gratuits pour les détenteurs d'un permis de stationnement sur rue réservé aux résidents du secteur 50.

### JUSTIFICATION

Le taux d'occupation élevé des espaces gratuits présentement accessibles démontrent qu'ils sont principalement utilisés par des travailleurs, des étudiants et des usagers du transport en commun, et ce durant plusieurs heures consécutives.
Cette mesure vise donc à augmenter l'offre de stationnement de courte durée – durée maximale de deux ou trois heures, selon le cas - et tarifée du secteur et, par le fait même, de créer une meilleure rotation des véhicules stationnés sur la rue Notre-Dame, ce qui facilitera la fréquentation et améliorera la rentabilité des commerces.

Aussi, des espaces tarifés sont déjà offerts aux usagers sur le côté sud de la rue Notre-Dame. Par ailleurs, ces espaces tarifés seront gratuits pour les véhicules munis d'un permis de stationnement sur rue réservé aux résidents du secteur 50.

Précisions additionnelles : Conserver toutes autres réglementations en vigueur.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ajout de revenus reliés à la mise en place de 13 espaces de stationnement tarifés. L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Améliorer l'offre de stationnement tarifé et de courte durée à proximité des commerces.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conception, transmission et exécution des ordres de travail à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée le tout en coordination avec Société en commandite Stationnement de Montréal,

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Benoit CHAMPAGNE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Claude CARETTE, Service des infrastructures du réseau routier
Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pascale VINET, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Claude CARETTE, 23 janvier 2019

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

**Tél :** 514-872-3415
**Télécop. :** 514-872-2802

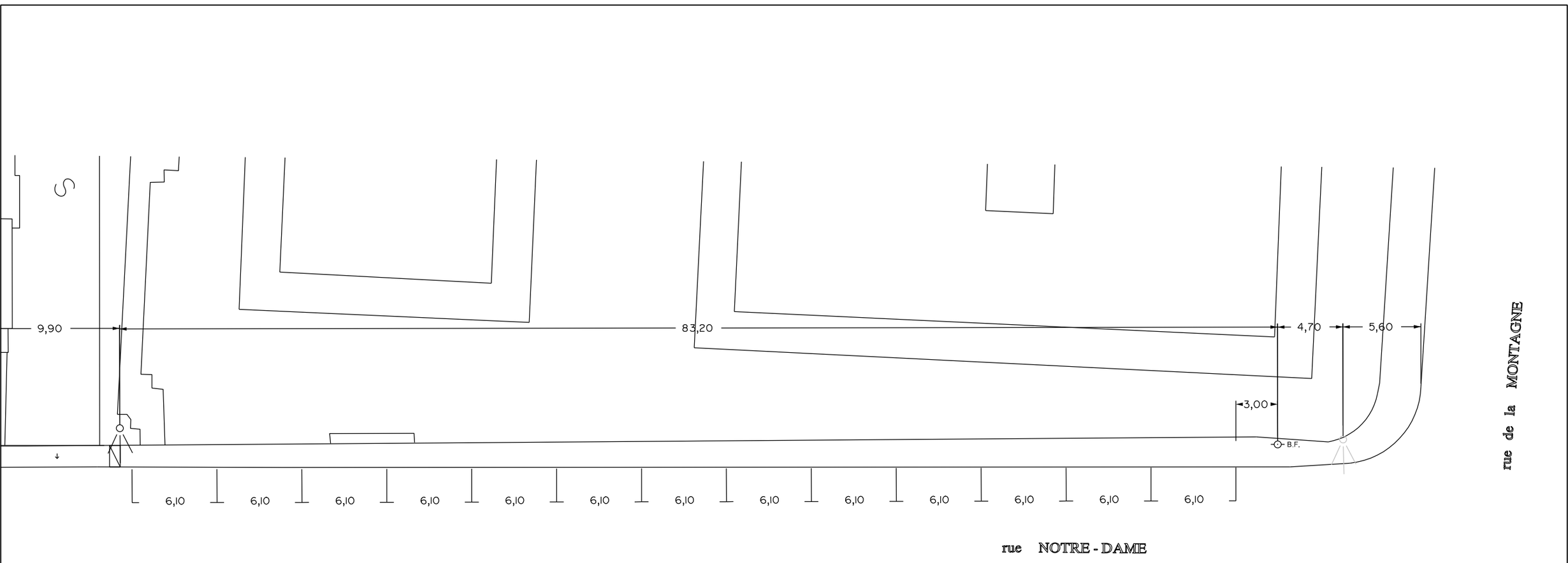
**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-22

Driss EZZAHER
Chef de division

**Tél :** 514 868-4529
**Télécop. :** 514 872-2802

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-01-23




UP-219.DGN Default 2018-12-21 09:53:30 Patrice Dansereau

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.15

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1196255002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011) |

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA09 240398 par le remplacement des mots « plans numérotés 1 à 22, préparés par Michelange Panzini architectes, estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2009 » par les mots suivants « plans numérotés 8, 9, 11, 13 à 15, 21 à 23 préparés par Béïque, Legault, Thuot architectes, datés de février 2019, et estampillés par l'arrondissement le 6 février 2019 »;
2) D'assortir cette autorisation des conditions additionnelles suivantes :

a) intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;
b) fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.
c) soumettre le projet à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

i) la façade et l'accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
ii) la composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de grande qualité devrait être favorisée.

3) De fixer un délai de 36 mois, suivant l'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débuter la réalisation des travaux visés par la résolution CA09 240398, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-06 16:26

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1196255002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Un projet particulier avait été adopté en 2009 afin de permettre la transformation des bâtiments situés aux 1900 et 1950, rue Sherbrooke Ouest et de permettre la construction d'un troisième volume à l'intersection des rues Saint-Marc et Lincoln. Le projet accordait des dérogations entre autres à la densité et à la hauteur maximale permise. Les nouveaux propriétaires souhaitent modifier le projet afin qu'il corresponde mieux à la programmation souhaitée. Une demande de modification des annexes du projet particulier initial a été déposée afin d'améliorer les interventions sur les bâtiments existants et d'agrandir vers la rue Lincoln le 1900, rue Sherbrooke. Une extension du délai de réalisation est aussi demandée.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA09 240398 - 2 juin 2009 - Adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978);
CA14 240435 - 8 juillet 2014 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet le Gramercy).

### DESCRIPTION

**Le site**
Le site se situe à l'extrémité est de l'îlot formé des rues Sherbrooke, Saint-Marc et Lincoln, face au Collège de Montréal et à l'intérieur de l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. Actuellement il se trouve deux bâtiments vacants de 5 et 10 étages ayant front sur Sherbrooke. La partie sud des lots correspond à d'anciens terrains de stationnement qui sont encadrés de murets de béton pouvant atteindre une hauteur d'environ 3 mètres. Le site présente également un dénivelé important entre Sherbrooke et Lincoln. Il se caractérise enfin par la présence de conciergeries et de tours d'habitation

d’une dizaine d’étages.

**Le projet**
Le requérant propose de simplifier les transformations sur les bâtiments existants. Ainsi, les nombreux balcons prévus dans la première version sur la façade latérale est du 1950, rue Sherbrooke Ouest sont abandonnés. Afin d’améliorer l’apport de lumière naturelle aux logements, une série de fenêtres dans les mêmes proportions que celles existantes sera ajoutée à la façade arrière de l’immeuble. Quelques persiennes remplaceront des ouvertures, notamment celles au niveau du saut-de-loup de la façade est. Enfin, la passerelle entre les deux bâtiments sera démantelée.

L’agrandissement qui consiste en un troisième volume à l’intersection des rues Saint-Marc et Lincoln diffère de quelque peu de la proposition initiale. Sommairement, les éléments qui y sont modifiés sont le déplacement de l’un des accès au stationnement sur la rue Saint-Marc, l’ajout d’ouvertures au rez-de-chaussée et l’abandon des balcons. Les espaces extérieurs communs sont également conservés.

Le projet prévoit au total 273 logements (148 studios, 121 1CC et 4 2CC), des bureaux et des espaces commerciaux aux immeubles existant.

**L’autorisation demandée**
La présente requête consiste à maintenir l’ensemble des autorisations, conditions et obligations prévues dans la résolution CA09 240398, de remplacer les plans annexés et de permettre une prolongation du délai de pour débuter la réalisation dans les 36 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution. En cas de non-respect de ce délai, l’autorisation prévue en 2009 devient nulle et sans effet.

**JUSTIFICATION**

La nouvelle proposition pour la rénovation des bâtiments existants est simplifiée, mettant ainsi davantage en valeur leurs caractéristiques architecturales. L’ajout d’une série de fenêtres à chaque étage du 1950, Sherbrooke Ouest s’intègre de façon harmonieuse à la dimension et à la répartition des ouvertures existantes. L’abandon des balcons et des structures d’entrée entre les deux bâtiments permet une meilleure lecture de leur volume et de leur mode d’implantation isolé. L’aménagement de la terrasse au 10e étage favorise des interventions simplifiées de façons à dégager les appentis mécaniques d’origine.
La bonification du projet est toutefois moins notable pour la proposition du nouveau volume au coin des rues Saint-Marc et Lincoln. L’ajout d’ouvertures au niveau du rez-de-chaussée est insuffisant en termes d’animation des rues puisque les usages qui se trouvent à ce niveau sont du stationnement et des salles mécaniques, et les fenêtres sont en verre dépoli. En ce sens, des logements sont exigés sur la rue Lincoln. Sur la rue Saint-Marc, l’espace entre ce nouveau volume et celui au nord, qui mène aux espaces extérieurs communs pourrait également être amélioré afin de bonifier l’environnement bâti de la rue.
Finalement, la composition des façades en quatre registres donne une expression trop horizontale à la construction. Les façades pourraient arborer une composition tripartite tel que les deux autres bâtiments déjà présents sur le site et la proposition architecturale pourrait se distinguer de la première version. L’impact du nouveau bâtiment sur l’ensoleillement est minime.

**Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- Intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;

- La façade et l’accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
- La composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de qualité devrait être favorisée;
- Fournir les plans d’aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S.O.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

S.O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S.O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 868-5827
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001481476**
**4.2.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **PROJET PARTICULIER** |
| **Endroit :** | 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest |
| **Responsables :** | Gabrielle Leclerc-André et Louis Routhier |
| **Description :** | La demande vise à autoriser une demande de modification des annexes du projet particulier initial ayant pour objectifs d'améliorer les interventions sur les bâtiments existants et d'agrandir vers la rue Lincoln le 1900, rue Sherbrooke. Une extension du délai de réalisation est aussi demandée.<br><br>Les demandeurs proposent de simplifier les transformations sur les bâtiments existants. Ainsi, les nombreux balcons sur la façade latérale est du 1950, rue Sherbrooke sont abandonnés. Afin d'améliorer l'apport de lumière naturelle aux logements, une série de fenêtres dans les mêmes proportions que celles existantes sera ajoutée à la façade arrière de l'immeuble. Quelques persiennes remplaceront des ouvertures, notamment celles au niveau du saut-de-loup de la façade est. Enfin, la passerelle entre les deux bâtiments sera démantelée.<br><br>L'agrandissement qui consiste en un troisième volume à l'intersection des rues St-Marc et Lincoln diffère de quelque peu de la proposition initiale. Les éléments qui y sont modifiés sont le retrait d'un étage pour atteindre 8 étages (30,8 m), l'agrandissement de l'aire de plancher ayant pour effet d'étirer le volume vers le nord le long de St-Marc, le déplacement de l'un des accès au stationnement sur cette rue, l'ajout d'ouvertures au rez-de-chaussée et l'abandon des balcons. Les espaces extérieurs communs sont également conservés.<br><br>Le projet prévoit au total 273 logements locatifs, des bureaux et des espaces commerciaux aux immeubles existants. |
| **Élément particulier :** | Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. |
| **Remarque importante :** | CA09 240398 - 2 juin 2009 - Adopter une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978).<br><br>CA14 240435 - 8 juillet 2014 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest (Projet le Gramercy). |

**Considérant que :** La nouvelle proposition pour la rénovation des bâtiments existants est simplifiée, mettant ainsi davantage en valeur leurs caractéristiques architecturales.

**Considérant que :** L'ajout d'une série de fenêtres à chaque étage du 1950, Sherbrooke s'intègre de façon harmonieuse à la dimension et la répartition des ouvertures existantes.

**Considérant que :** L'abandon des balcons et des structures d'entrée entre les deux bâtiments permet une meilleure lecture de leur volume et de leur mode d'implantation isolé.

**Considérant que :** L'aménagement de la terrasse au 10e étage favorise des interventions simplifiées de façon à dégager les appentis mécaniques d'origine.

**Considérant qu' :** La bonification du projet est toutefois moins notable pour la proposition du nouveau volume au coin des rues Saint-Marc et Lincoln.

**Considérant que :** Le retrait d'un niveau est appréciable, puisqu'il s'intègre davantage à la hauteur du bâtiment au nord et à celui à l'est de Saint-Marc, et ce, sans avoir pour effet d'écraser le volume.

**Considérant que :** L'ajout d'ouvertures au niveau du rez-de-chaussée n'a cependant pas l'effet escompté en termes d'animation des rues puisque les usages qui se trouvent à ce niveau sont du stationnement et des salles mécaniques, et les fenêtres sont en verre dépoli.

**Considérant que :** Sur la rue Saint-Marc, l'espace entre ce nouveau volume et celui au nord, qui mène aux espaces extérieurs communs pourrait également être amélioré afin de bonifier l'environnement bâti de la rue.

**Considérant que :** La composition des façades en quatre strates donne un effet trop horizontal à la construction. Les façades pourraient arborer une composition tripartite telle que les 2 autres bâtiments déjà présents sur le site et la proposition architecturale pourrait se distinguer de la première version.

**Considérant que :** L'impact du nouveau bâtiment sur l'ensoleillement est minime.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un avis favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln.**
- **La façade et l'accès aux espaces extérieurs sur St-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues.**
- **La composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de qualité devrait être favorisée.**
- **Fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire




**1900-1950, SHERBROOKE O.**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

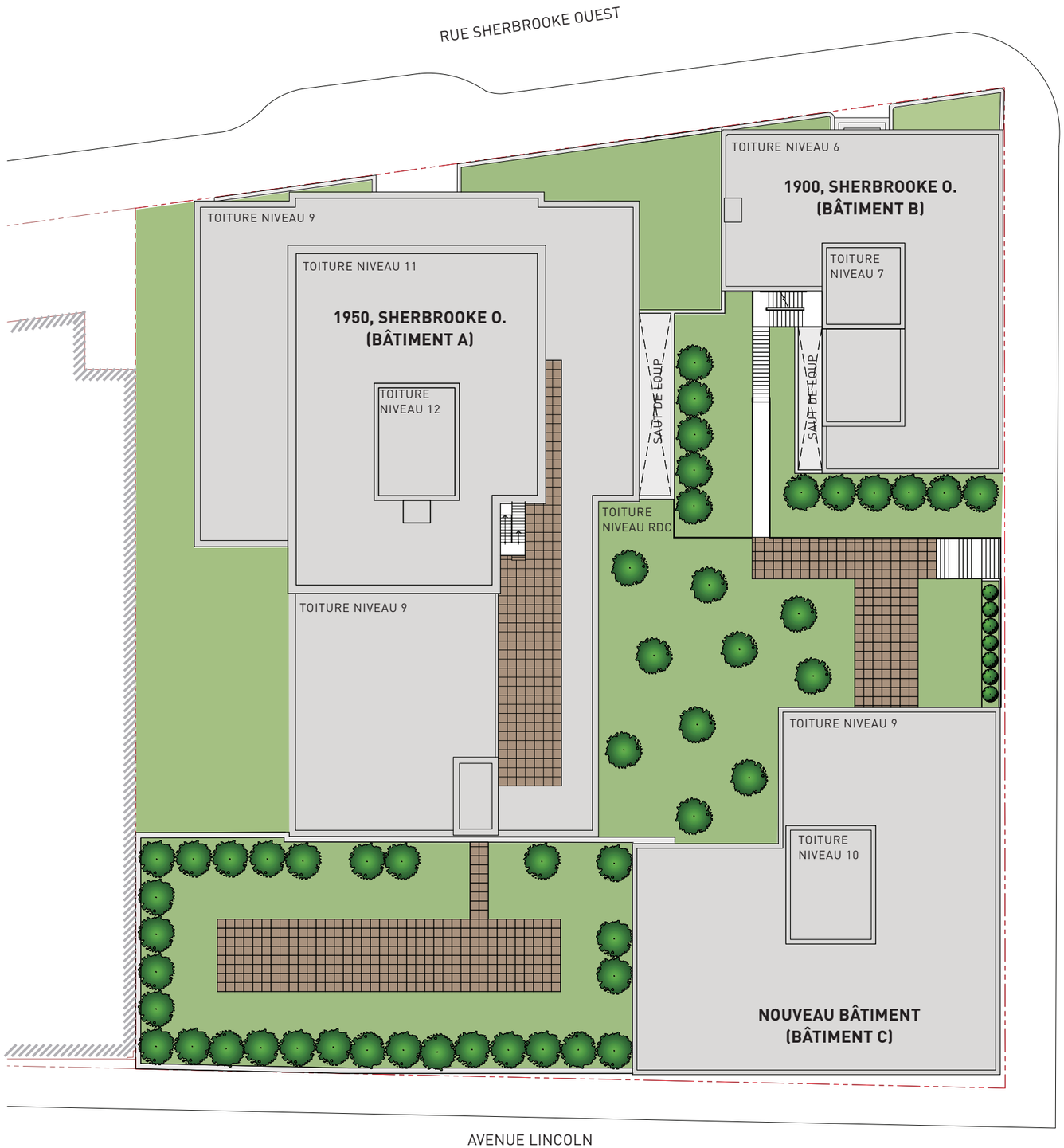
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

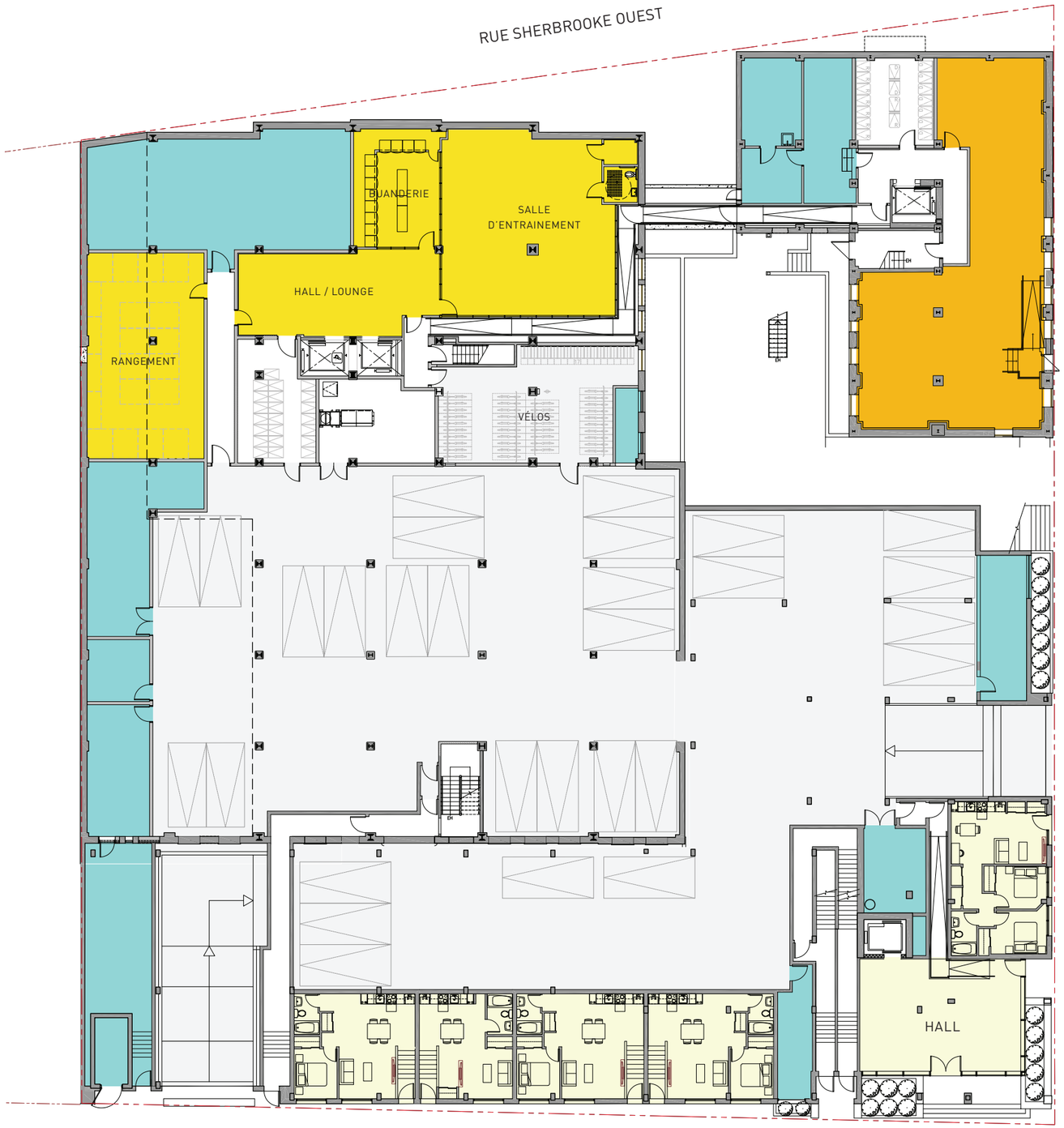
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




- Stationnement
- Résidentiel
- Services communs
- Commerce
- Espace mécanique

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# REZ-DE-CHAUSSÉE




- Résidentiel
- Commerce
- Bureau
- Espace mécanique

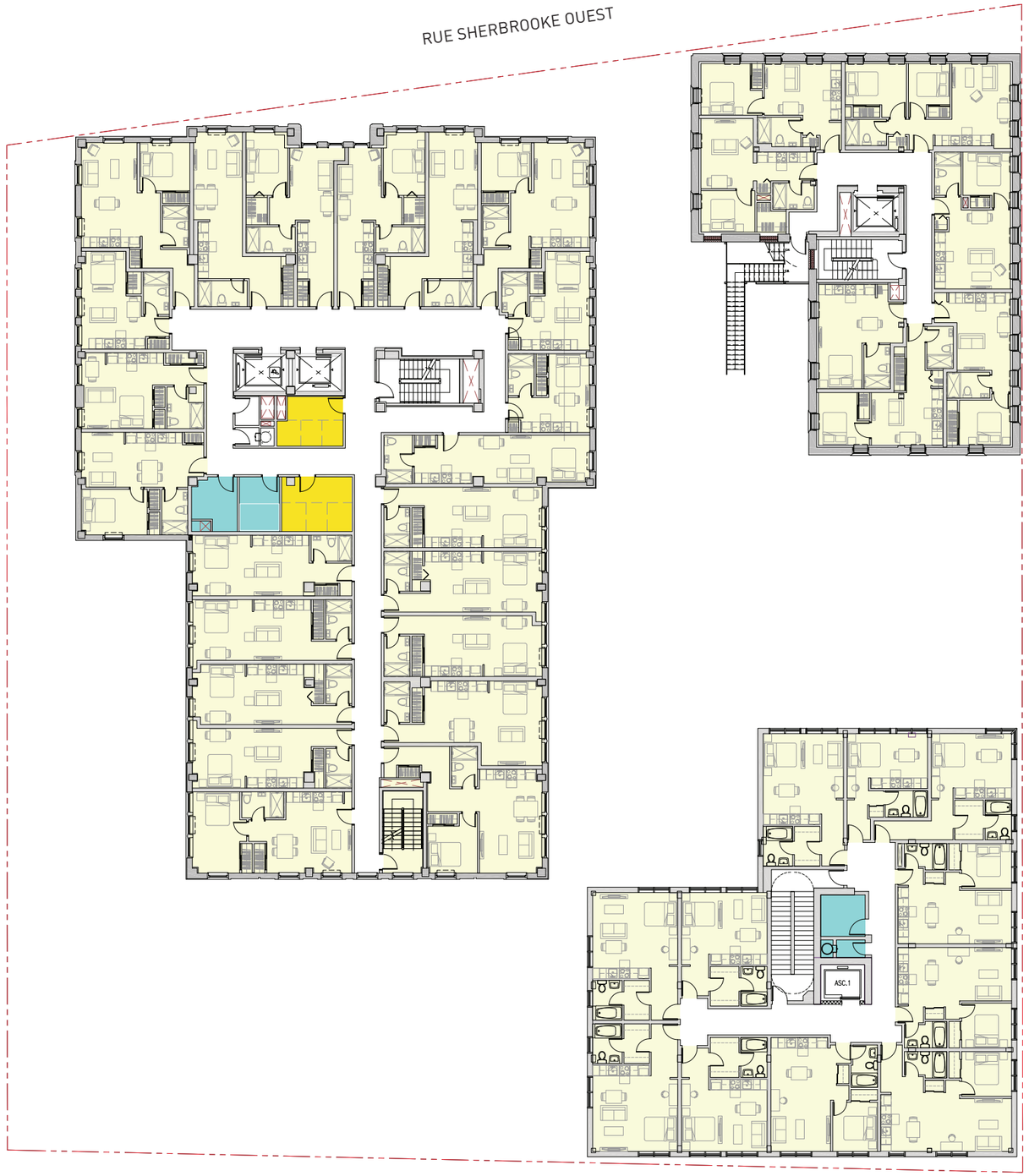
**1900-1950, SHERBROOKE O.**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES






Résidentiel

Services communs

Espace mécanique

# ÉLÉVATIONS | RUE SHERBROOKE

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

## LÉGENDE

MATÉRIAUX (BÂTIMENTS EXISTANTS)

- E1 BRIQUE ROUGE
- E2 PIERRE GRIS PÂLE
- E3 PIERRE NOIRE

MATÉRIAUX (NOUVEAU BÂTIMENT)

- N1 BRIQUE ROUGE
- N2 BRIQUE NOIRE
- N3 PIERRE DE BÉTON GRIS PÂLE
- F1 FENÊTRE VERRE CLAIR




**1900-1950, SHERBROOKE O.**

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

MATÉRIAUX (BÂTIMENTS EXISTANTS)

- E1 BRIQUE ROUGE
- E2 PIERRE GRIS PÂLE
- E3 PIERRE NOIRE

MATÉRIAUX (NOUVEAU BÂTIMENT)

- N1 BRIQUE ROUGE
- N2 BRIQUE NOIRE
- N3 PIERRE DE BÉTON GRIS PÂLE
- F1 FENÊTRE VERRE CLAIR



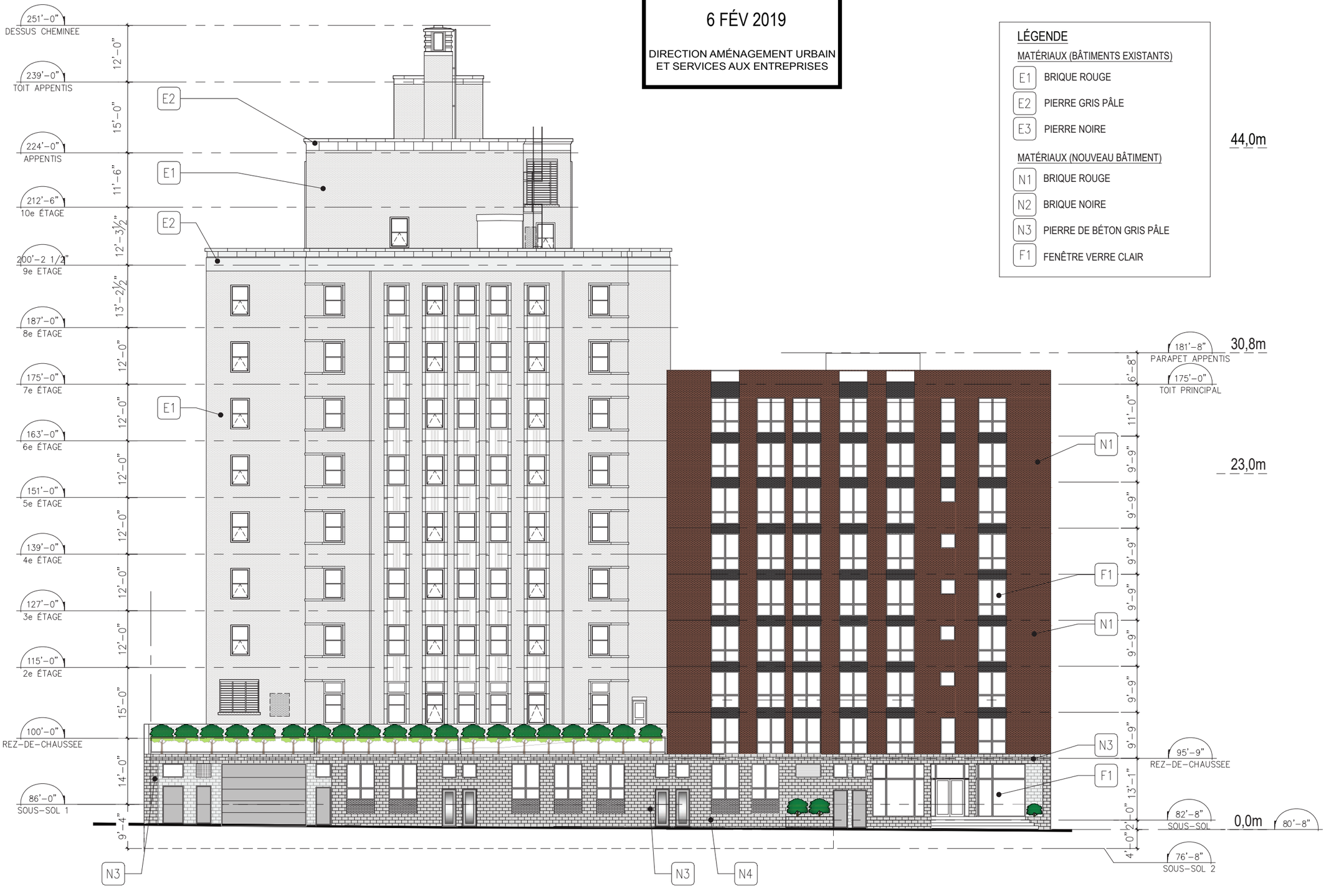

**1900-1950, SHERBROOKE O.**
22

# ÉLÉVATIONS | RUE LINCOLN

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




**1900-1950, SHERBROOKE O.**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.16

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1187400014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un usage résidentiel dans les locaux du 2e et 3e étages du bâtiment, adjacents au mur mitoyen avec le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest, et donc adjacents à un studio de production, et ce, en dérogation à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- Soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:14

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1187400014** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée en vue d'autoriser l'aménagement de quatre logements dans l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, adjacents à un immeuble abritant l'usage «studio de production», soit le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA10 240388 – 12 juillet 2010 : résolution autorisant l'agrandissement de l'immeuble commercial pour un usage « débit de boisson alcoolique ».

### DESCRIPTION

**Le site**
L'immeuble visé est construit en 1935, selon les plans de l'architecte montréalais Maxwell M. Kalman (1905-2009). La facture architecturale du bâtiment est typique de l'architecture des années 1930 et est inspirée du style Art déco. Le rez-de-chaussée est occupé par un bar-restaurant (la Station des sports). Jusqu'en 2017, les étages étaient occupés par des locaux commerciaux.

**Le projet**
En 2017, un permis a été demandé en vue de transformer les espaces commerciaux du 2$^{e}$ et 3$^{e}$ étages en 25 logements. Toutefois, comme l'immeuble voisin, le 2077-2101, rue Sainte-Catherine Ouest, abrite des bureaux et studios de production de films (firme Technicolor), les quatre logements situés le long du mur mitoyen ont été ciblés comme non conformes à la réglementation (contiguïté entre un usage sensible et une source de bruit) et furent remplacés dans les plans par des espaces de rangements, formant une zone tampon.

Le propriétaire ayant contesté en cour cette interprétation puisque des logements étaient présents dans cet édifice au moment où l'usage « studio de production » a été autorisé par règlement en 1993, il a été convenu qu'une dérogation à la réglementation devait être examinée.

La présente demande vise donc l'aménagement de quatre logements soit deux au 2e étage et deux au 3e dans les locaux situés le long du mur mitoyen avec le 2077, Sainte-Catherine. Ces logements sont des studios ou une chambre à coucher d'une superficie allant de 23 à 29 m².

**Le cadre réglementaire**
· Selon l'article 307.8, un local occupé à des fins résidentielles ne doit pas être adjacent à un local occupé par un studio de production.

**JUSTIFICATION**

La demande vise la création de quatre logements supplémentaires dans l'immeuble, en remplacement d'espaces de rangement exigés comme zone tampon. L'usage résidentiel est autorisé de plein droit dans ce secteur et l'immeuble était occupé par des logements lors de l'autorisation, en 1993, d'implanter un studio de production dans l'immeuble adjacent.

- Une évaluation de l'insonorisation actuelle a été réalisée par l'inspecteur en contrôle du bruit de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 septembre 2018 au 3e étage de l'édifice. Pour les besoins de l'inspection, il avait été demandé que le son soit monté au maximum dans le studio de production. L'analyse des résultats a permis de constater qu'il n'y a aucune variation du niveau sonore et que le son est inaudible.
- Actuellement, le local adjacent accueille une salle d'enregistrement de doublure de film, donc les seuls sons sont des voix humaines. Toutefois, le règlement en vigueur autorise d'autres activités, comprises dans un « studio de production », qui pourraient engendrer des nuisances sonores, tel qu'un studio de mixage par exemple.
- L'ordonnance sur le bruit n°4996 fixe à 70 décibels (70dBA) le niveau de bruit maximum toléré pour un local commercial sonorisé, tel qu'un studio de production.
- De manière préventive et pour assurer la pérennité des deux usages, l'insonorisation du mur mitoyen devrait donc être réalisée en fonction du niveau maximum de bruit autorisé pour l'usage studio de production.

A l'issue de la séance du 13 décembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec la condition de soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

n/a

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

n/a

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

n/a

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

n/a

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

· Conseil d'arrondissement - Adoption d'un premier projet de résolution :12 février 2019;
· Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· Assemblée publique de consultation : 27 février 2019;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 12 mars 2019
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution :9 avril 2019.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité Consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

**Tél :** 514 872-3844
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001472644**
**4.2.3**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 2051, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsable :** Charlotte Horny

**Description :** La demande vise l'aménagement de 4 logements, soit deux au 2e étage et deux au 3e dans les locaux situés le long du mur mitoyen avec le 2077, Ste-Catherine qui abrite l'usage «studio de production». Ces logements sont des studios ou une chambre à coucher d'une superficie allant de 23 à 29 m². Le rez-de-chaussée est occupé par un bar-restaurant (la Station des sports). Jusqu'à la fin des années 1990, ces étages étaient occupés par des logements puis par des locaux commerciaux, et ce jusqu'en 2017.

En 2017, un permis a été demandé en vue de transformer les espaces commerciaux du 2e et 3e étages en 25 logements. Toutefois, comme l'immeuble voisin, le 2077-2101, rue Ste-Catherine Ouest, abrite des bureaux et studios de production de films (firme Technicolor), les 4 logements situés le long du mur mitoyen ont été ciblés comme non conformes à la règlementation (contigüité entre un usage sensible et une source de bruit) et furent remplacés dans les plans par des espaces de rangement, formant une zone tampon.

Le propriétaire ayant contesté en cour cette interprétation puisque des logements étaient présents dans cet édifice au moment où l'usage « studio de production » a été autorisé par règlement en 1993, il a été convenu qu'une dérogation à la règlementation devait être examinée.

Selon l'article 307.8, un local occupé à des fins résidentielles ne doit pas être adjacent à un local occupé par un studio de production.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** L'analyse réalisée par l'arrondissement de Ville-Marie en septembre 2018, au 3e étage de l'édifice, a permis de constater qu'il n'y a aucune variation du niveau sonore et que le son du studio de production est inaudible.

**Considérant que :** Le local adjacent accueille actuellement une salle d'enregistrement de doublure de film, donc les seuls sons sont des voix humaines, mais que le règlement en vigueur autorise d'autres activités, comprises dans un « studio de production », qui pourraient engendrer des nuisances sonores, tel qu'un studio de mixage par exemple.

**Considérant que :** L'ordonnance sur le bruit n°4996 fixe à 70 décibels (70dBA) le niveau de bruit maximum toléré pour un local commercial sonorisé, tel qu'un studio de production.

**Considérant que :** De manière préventive et pour assurer la pérennité des deux usages, l'insonorisation du mur mitoyen devrait donc être réalisée en fonction du niveau maximum de bruit autorisé pour l'usage studio de production.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Soumettre des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.17

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1187400011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

1) D'accorder, pour l'immeuble sis au 1181, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 229 (usage «restaurant» au 3ème étage), 377.1 (empiètement sur le domaine public d'un battant de porte) et 392 (terrasse de restaurant sur un toit) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) de réaliser les transformations et de procéder à l'occupation de l'immeuble conformément aux plans numérotés A102 à A105 et A107 à A109, réalisés par Atelier-S et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 29 janvier 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) Les plans d'aménagement de la terrasse au niveau du sol en cour avant ainsi que la proposition de remise à l'état d'origine de la fenêtre en façade avant doivent être soumis à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 12 mois pour effectuer les travaux de transformation prévus dans les plans estampillés par l'arrondissement le 29 janvier 2019, à défaut de quoi, la présente autorisation sera nulle et sans effet.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:12

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1187400011** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La demande vise à régulariser des aménagements effectués sans permis ainsi que l'occupation du 3ème étage par l'usage restaurant, incluant la terrasse, pour l'immeuble du 1181, de la Montagne. Cette demande est faite via la procédure des projets particuliers (CA -24-011).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2126090044 – 6 août 2013 – Approbation, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, les plans préparés par Brian Burrows architecte et déposés le 17 mai 2013 à l'arrondissement, concernant le bâtiment situé au 1181, rue de la Montagne, suite à la demande de permis de transformation #3000674104. (permis n°3000333285).

### DESCRIPTION

**Le site**
Bâtiment de la fin du 19ème siècle, l'édifice est une ancienne résidence victorienne. Dans les années 2000, elle abritait des bureaux, dont ceux d'Héritage Montréal. Les éléments d'intérêt sont la marquise triangulaire couvrant l'entrée, les portes de bois sculptées d'origine, le revêtement de pierre grise, la toiture mansardée et ses lucarnes, la corniche moulurée en bois.

En 2013, l'édifice fait l'objet de transformations pour l'installation du restaurant la Queue de cheval. Le CCU, lors de la révision du permis de transformation le 11 avril 2013, avait émis un avis favorable avec les conditions suivantes: aménager la terrasse au niveau du sol pour préserver la caractéristique d'origine et la lisibilité de l'implantation en recul du bâtiment, renoncer à la transformation de la fenêtre en porte, et prévoir une issue de secours en cour avant qui soit discrète et minimale dans ses dimensions.

Les plans pour permis avaient donc été modifiés pour satisfaire aux conditions du CCU. Toutefois, lors des travaux, plusieurs modifications qui n'avaient pas été autorisées par le permis ont été réalisés. À l'avant, la cour végétalisée (comprenant un arbre) a disparu pour faire place à un volume surélevé de 0,62 m sur lequel est aménagée une terrasse, ceinturée d'une grille en fer forgé. L'une des deux fenêtres du rez-de-chaussée a été transformée en porte pour donner un accès direct à la terrasse et des marquises ont été installées sur les escaliers menant à la porte d'entrée et à la porte d'issue de secours. Une porte d'issue de secours a été percée entre la terrasse et la porte d'entrée.

Le projet de transformation de 2013 autorisait un agrandissement à l'arrière du bâtiment, jusqu'à la ligne de lot, ce qui a été réalisé. La façade arrière comprend des fenêtres à l'étage et au rez-de-chaussée. Ces dernières servent actuellement de comptoir de vente pour de la nourriture à emporter, ce qui est interdit à l'extérieur.

Par ailleurs, le 3$^{e}$ étage accueille une salle de toilettes et des espaces de bureau pour le restaurant, et une terrasse destinée à la clientèle est aménagée sur le toit.

**Le projet**
Des travaux de transformation sont proposés en vue de corriger plusieurs non conformités. D'autres dérogations constatées depuis 2013 font l'objet de la présente demande d'autorisation de projet particulier en vue d'un maintien des aménagements existants.

Les transformations proposées comprennent :

- la démolition du podium qui accueillait la terrasse avant et l'aménagement d'une terrasse au niveau du sol;

- l'installation d'une nouvelle fenêtre, identique à celle d'origine, au premier étage, en remplacement de la porte percée en 2013;

- le remplacement des deux marquises par des marquises en toile de forme arrondie;

- la relocalisation du comptoir de vente à l'intérieur du bâtiment : une ouverture sera percée dans le mur latéral de l'alcôve de la porte arrière. Cette ouverture servira de comptoir de vente en remplacement du comptoir ouvrant directement sur la ruelle. L'alcôve sera fermée par une porte vitrée, dont le battant empiètera sur le domaine public;

- la conversion du local utilisé comme chambre froide en salle à déchet.

Le projet vise également à rendre conforme l'occupation du 3$^{ème}$ étage par l'usage restaurant (bureau pour l'administration du restaurant ou espace de consommation, toilettes destinées aux clients du restaurant), ainsi que l'aménagement de la terrasse sur le toit, toujours au 3$^{e}$ étage. La capacité d'accueil de la terrasse est de 30 à 100 personnes, selon l'aménagement.

**Le cadre réglementaire**
Le projet visé comprend des dérogations au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (02-282) concernant les aspects suivants :

· *Terrasse du restaurant sur le toit* : selon l'article 392, dans le secteur visé, une terrasse ne peut être aménagée sur le toit d'un bâtiment, donc la terrasse sur le toit au 3$^{ème}$ étage n'est pas autorisée.

· *Usage « restaurant » au 3 ème étage* : selon l'article 229, l'usage du rez-de-chaussée peut uniquement être prolongé au niveau immédiatement supérieur, donc l'occupation du 3ème étage par le restaurant n'est pas autorisée.

· *Empiètement sur le domaine public d'un battant de porte* : selon l'article 377.1, aucun vantail de porte, dans son débattement, ne peut empiéter sur le domaine public. Or la nouvelle porte arrière fermant l'alcôve pour le comptoir de vente étant sur la ligne de lot, elle ouvrira sur le domaine public.

**JUSTIFICATION**

Le projet prévoit plusieurs transformations en vue de respecter le permis de transformation (n°3000333285) délivré en 2013, et de corriger certaines dérogations, existantes depuis 2013.

- À cet égard, la démolition du podium qui accueille la terrasse avant construit sans permis est bien accueillie et l'aménagement au sol proposé respecte le permis en vigueur et donc, les conditions du CCU de 2013.
- La remise en l'état d'origine de la fenêtre qui avait été transformée en porte sans permis est également bien accueillie.
- De même, la relocalisation du comptoir de vente dans l'alcôve abritant la porte arrière est une avenue qui répond à la mise aux normes attendue. La fermeture de l'alcôve par une porte de verre permet de considérer que la vente a lieu à l'intérieur du bâtiment. L'empiètement du battant de la porte sur le domaine public est acceptable dans la mesure où il s'agit d'une ruelle et que la circulation des piétons ou des autos n'en sera pas affectée.
- La demande visant à régulariser l'occupation du 3ème étage par le restaurant apparaît acceptable dans la mesure où la majeure partie de l'étage est destiné à la salle de toilettes et que l'aire de consommation qui pourrait être ajoutée (actuellement occupée par l'administration du restaurant) est de petites dimensions (20 m² ou 214 pi²);
- Une terrasse sur le toit est envisageable à cet emplacement car les bâtiments adjacents ne comprennent pas de logements : sur la rue de la Montagne, on retrouve le Collège O'Sullivan au nord et un restaurant au sud; sur la rue Drummond, de l'autre côté de la ruelle, un projet d'hôtel a été autorisé en 2018 sur le terrain actuellement utilisé comme stationnement. Le bruit généré par la terrasse ne risque donc pas d'indisposer le voisinnage.
- La marquise proposée pour l'entrée principale a toujours pour effet de masquer le fronton de la porte d'entrée, néanmoins la forme s'intègre davantage à l'ensemble. Dans un souci de lisibilité de la façade, la marquise abritant l'entrée vers le sous-sol devra être supprimée.
- À l'issue de la séance du 17 janvier 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la condition suivante : supprimer la marquise de l'entrée du sous-sol. le projet a ensuite été corrigé en conséquence.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

n/a

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

n/a

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

n/a

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

n/a

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

12 février 2019 : conseil d'arrondissement - 1ère lecture

- *Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet*
- 27 février 2019 : assemblée publique de consultation
- 12 mars 2019 : conseil d'arrondissement - 2ème lecture
- *Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum*
- 9 avril 2019 : conseil d'arrondissement - Adoption

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme (CCU) / Avis favorable avec conditions

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

**Tél :** 514 872-3844
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001428915**
**4.2.3**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 1181, rue de la Montagne

**Responsable :** Charlotte Horny

**Description :** La demande vise à régulariser des aménagements effectués sans permis depuis 2013, pour le restaurant la Queue de cheval. Le projet de réaménagement diffère de celui présenté en août 2018. Une visite de l'immeuble en septembre 2018 a notamment permis d'établir des constats qui ont modifié la nature des dérogations.

Les transformations proposées comprennent tout d'abord la démolition du podium qui accueillait la terrasse avant et l'aménagement d'une terrasse au niveau du sol. Aussi, il est prévu d'installer une nouvelle fenêtre, identique à celle d'origine, au premier étage, en remplacement de la porte percée en 2013, de remplacer les deux marquises par des marquises en toile de forme arrondie, de relocaliser le comptoir de vente à l'intérieur du bâtiment. Une ouverture sera percée dans le mur latéral de l'alcôve de la porte arrière. Cette ouverture servira de comptoir de vente en remplacement du comptoir ouvrant directement sur la ruelle. L'alcôve sera fermée par une porte vitrée, dont le battant empiètera sur le domaine public.

Le projet inclut par ailleurs la conversion du local utilisé comme chambre froide en salle à déchet. Il vise également à rendre conforme l'occupation du 3$^{e}$ étage par l'usage restaurant (bureau pour l'administration du restaurant ou espace de consommation, toilettes destinées aux clients du restaurant), ainsi que l'aménagement de la terrasse sur le toit, toujours au 3$^{e}$ étage. La capacité d'accueil de la terrasse est de 30 à 100 personnes, selon l'aménagement.

Les dérogations au *Règlement d'urbanisme 01-282* concernent la terrasse du restaurant qui dans le secteur visé, ne peut être aménagée sur le toit d'un bâtiment, ainsi que l'usage du rez-de-chaussée qui peut uniquement être prolongé au niveau immédiatement supérieur, donc l'occupation du 3$^{e}$ étage par le restaurant n'est pas autorisée.

Une autre dérogation concerne l'empiètement sur le domaine public d'un battant de porte qui ne peut empiéter sur le domaine public. Or la nouvelle porte arrière fermant l'alcôve pour le comptoir de vente étant sur la ligne de lot, elle ouvrira sur le domaine public.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** Aucune

**Considérant que :** Le projet prévoit plusieurs transformations en vue de respecter le permis de transformation délivré en 2013, et de corriger certaines dérogations, existantes depuis 2013.

**Considérant que :** La démolition du podium qui accueille la terrasse avant, construit sans permis, est bien accueillie et l'aménagement au sol proposé respecte le permis en vigueur et donc, les conditions du CCU de 2013.

**Considérant que :** La remise en l'état d'origine de la fenêtre qui avait été transformée en porte sans permis est également bien accueillie.

**Considérant que :** La relocalisation du comptoir de vente dans l'alcôve abritant la porte arrière est une avenue qui répond à la mise aux normes attendue et que la fermeture de l'alcôve par une porte de verre permet de considérer que la vente a lieu à l'intérieur du bâtiment.

**Considérant que :** L'empiètement du battant de la porte sur le domaine public est acceptable dans la mesure où il s'agit d'une ruelle et que la circulation des piétons ou des autos n'en sera pas affectée.

**Considérant que :** La demande visant à régulariser l'occupation du 3$^{e}$ étage par le restaurant apparaît acceptable dans la mesure où la majeure partie de l'étage est destiné à la salle de toilettes et que l'aire de consommation qui pourrait être ajoutée (actuellement occupée par l'administration du restaurant) est de petites dimensions (20 m² ou 214 pi²).

**Considérant que :** Une terrasse sur le toit est envisageable à cet emplacement, car les bâtiments adjacents ne comprennent pas de logements et que le bruit généré par la terrasse ne risque donc pas d'indisposer le voisinage.

**Considérant que :** La marquise proposée pour l'entrée principale a toujours pour effet de masquer le fronton de la porte d'entrée, néanmoins la forme s'intègre davantage à l'ensemble.

**Considérant que :** Dans un souci de lisibilité de la façade, la marquise abritant l'entrée vers le sous-sol devra être supprimée.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :**

- **Supprimer la marquise de l'entrée du sous-sol.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

**2019.01.30**

**WWW.ATELIER-S.CA**




VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE AVANT

VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE VOISINE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**N-C #1-N-C #2**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A102**

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

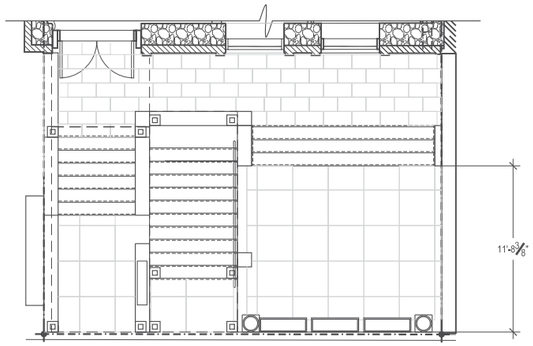
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

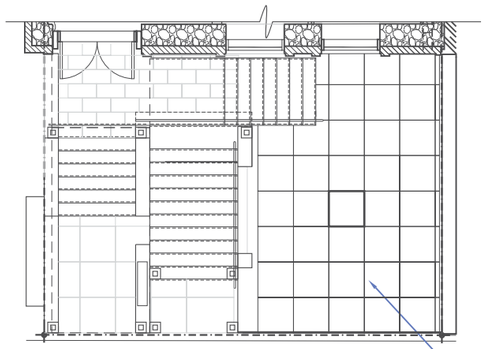
400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

**2019.01.30**

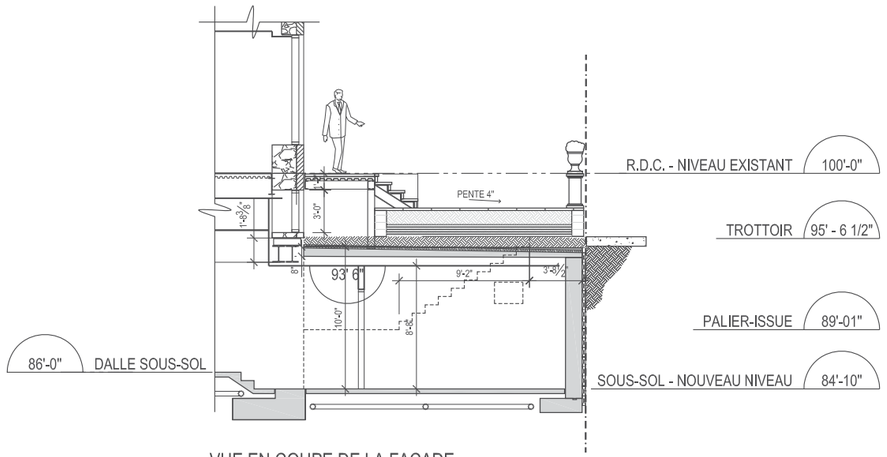
**WWW.ATELIER-S.CA**



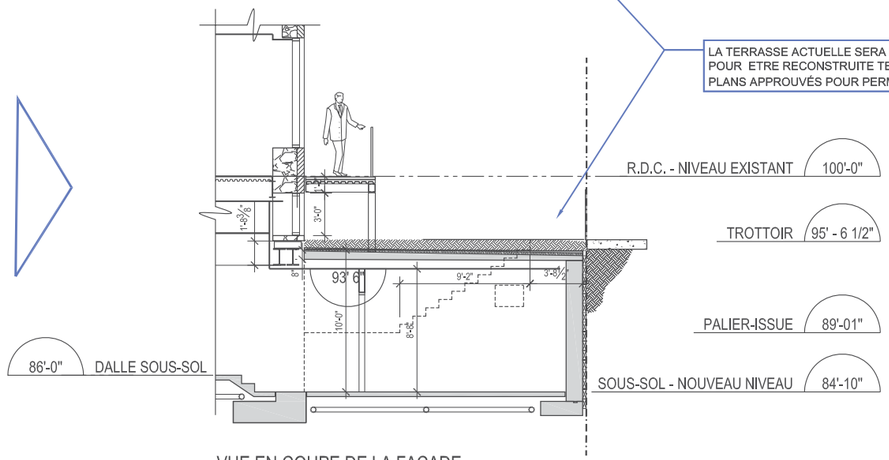

VUE EN PLAN DE LA FAÇADE
AVANT EXISTANTE



VUE EN PLAN DE LA FAÇADE
AVANT PROPOSÉE




VUE EN COUPE DE LA FAÇADE
AVANT EXISTANTE




VUE EN COUPE DE LA FAÇADE
AVANT PROPOSÉE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**N-C #1-N-C #2**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A103**

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA



VUE EN ÉLÉVATION DE LA CONDITION ACTUELLE



VUE EN ÉLÉVATION DE LA PROPOSITION POUR CORRIGER LA NON-CONFORMITÉ

**NON-CONFORMITÉ N-C #3**
**FENÊTRE D'ORIGINE REMPLACÉE PAR UNE PORTE**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Malgré le fait que la porte qui concerne cette non conformité ait été installée dans le plus grand respect du style, des formes et des couleurs du bâtiment existant, nous recommandons, afin de retrouver l'aspect original de la façade, de remplacer la porte par une nouvelle fenêtre identique à celle d'origine.
La section du parement coupée sera reproduite afin de s'agencer au parement original adjacent. Toute pièce de quincaillerie architecturale associée à cette nouvelle fenêtre devra être reproduite selon l'aspect d'origine et la valeur patrimonial de l'immeuble.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**N-C #3**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A104**

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5






VUE PHOTOGRAPHIQUE DE L'AUVENT EXISTANT




VUE PHOTOGRAPHIQUE DE L'AUVENT PROPOSÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

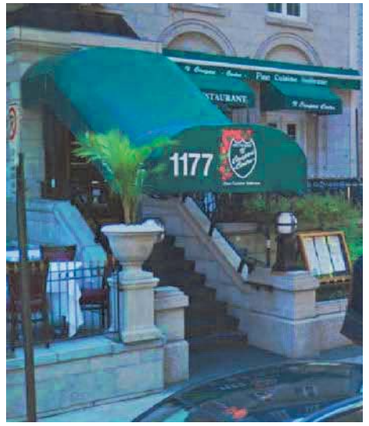
**NON-CONFORMITÉ N-C #4**
**AUVENTS NON APPROUVÉES**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Dans le soucis de s'harmoniser d'avantage avec le voisinage, nous proposons de revoir les qualités esthétiques de l'auvent protégeant l'escalier en avant. Pour se faire, nous proposons l'installation d'un auvent en toile, similaire à celui de l'immeuble voisin, sur une structure en acier, le tout suivant un concept simple et élégant qui ne sera pas en conflit avec l'architecture Victorienne de l'édifice.

Les photos 1. et 2. montrent l'auvent de l'immeuble voisin.

1.




2.




**N-C #4**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A105**
PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

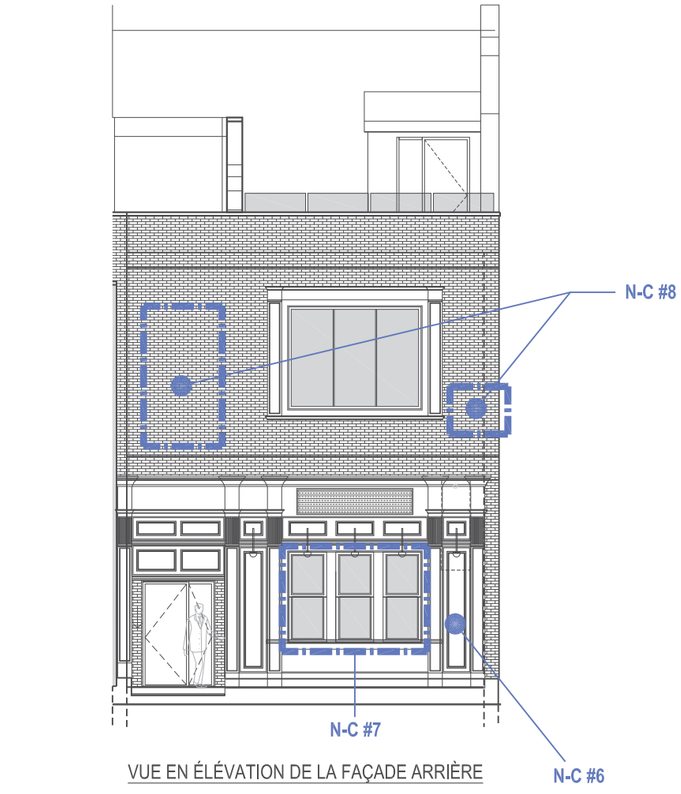
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

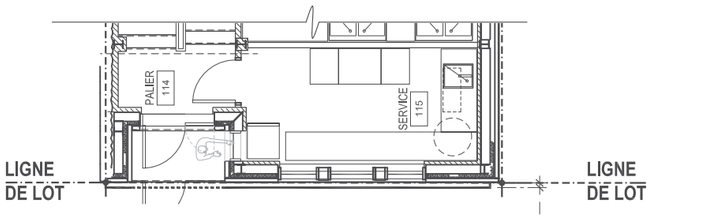
400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

**2019.01.30**

**WWW.ATELIER-S.CA**




VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE ARRIÈRE




VUE EN PLAN DE LA FAÇADE ARRIÈRE
N-C #6 dépassement du parement
décoratif par rapport à la ligne de lot

**NON-CONFORMITÉ N-C #6, N-C #7 ET N-C #8**

- **EMPIÈTEMENT MINEUR DES MOULURATIONS EN APPLIQUE DE LA FAÇADE EXTÉRIEURE ARRIÈRE SUR LE DOMAINE PUBLIC.**
- **DIMENSION DES FENETRES DIFÉRENTES DE CELLES AUTORISÉES AU PERMIS.**
- **ENSEIGNES NON AUHORISÉES**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

N-C #6: Nous croyons que l'ajout des moulures en applique s'inscrit dans le style patrimonial appuyant l'héritage du bâtiment et en le poursuivant jusque sur la façade arrière du bâtiment. De plus, une valeur esthétique et attrayante embellit l'impact visuelle de la ruelle.

Le client est ouvert à travailler conjointement avec la ville afin de trouver une solution qui satisfera les deux parties impliqués.

N-C #7: Même si l'ouverture dans le mur est unique malgré la proposition de 3 fenêtres distinctes lors de la demande de permis, la fenêtre qui a été installée respecte le concept tripartite initiale de par ces divisions verticales.

N-C #8: Les enseignes installées sans demande de permis seront retirées de la façade.
Si le règlement d'urbanisme en vigueur permet l'installation de telles enseigne sur la façade arrière, une demande de permis respectant les caractéristiques des enseignes pour le secteur M7 sera déposée afin d'installer à nouveau les dites enseignes.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




VUE PHOTOGRAPHIQUEDU PAREMENT DÉCORATIF SUR LA FAÇADE ARRIÈRE

## N-C #6 / N-C #7 / N-C #8
## CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

**A107**

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

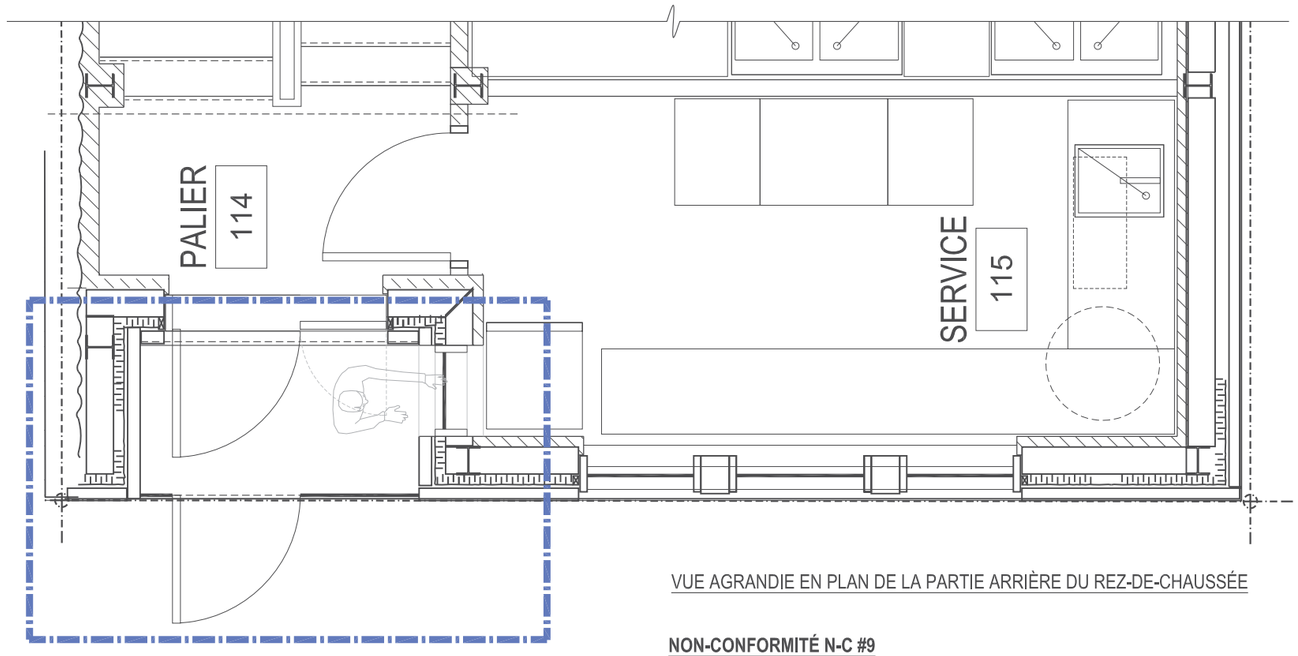
400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA




VUE PHOTOGRAPHIQUE LOCALISANT LE FUTURE COMPTOIR




VUE AGRANDIE EN PLAN DE LA PARTIE ARRIÈRE DU REZ-DE-CHAUSSÉE

**NON-CONFORMITÉ N-C #9**
**COMPTOIR DE VENTE DE NOURRITURE NON AUTORISÉ**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Suite à la non-conformité liée à l'article 170. "À moins d'indication contraire, toutes les opérations reliées à l'exploitation d'un usage commercial ou industriel doivent se faire à l'intérieur d'un bâtiment. ", les tablettes rétractables actuelles seront retirées et les fenêtres à guillotines seront utilisées à des fins de ventilation seulement.
Le comptoir de service sera déplacé à l'intérieur des limites du lot occupé par le restaurant, dans une partie abritée qui sera fermée par une paroi vitrée et une porte, vitrée elle aussi et ouvrant vers l'extérieur pour être conforme avec l'issue.
Une partie du mur latéral devra être démolie afin d'y installer un comptoir de vente fermé par une vitre (de type comptoir de commande à l'auto).

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**N-C #9**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A108**
PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

**RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL**
**1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL**
**ÉMIS POUR MISE AUX NORMES**

CLIENT

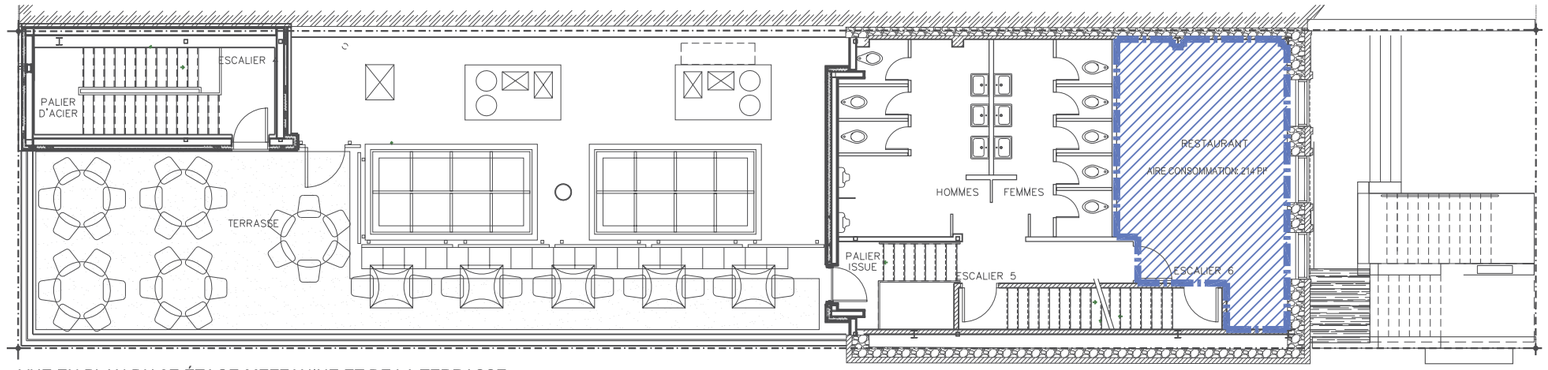
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

**2019.01.30**

**WWW.ATELIER-S.CA**




VUE EN PLAN DU 3E ÉTAGE-MEZZANINE ET DE LA TERRASSE
(Le plan de la terrasse représente un exemple possible d'aménagement)

**NON-CONFORMITÉ N-C #10**
**NIVEAU 3 - USAGE RESTAURANT: DEMANDE DE DÉROGATION**
**USAGE TERRASSE: DEMANDE DE DÉROGATION**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Le 3e étage, qui représente une superficie bien inférieure aux autres étages, permet l'installation de la quasi-totalité des besoins en toilettes pour le restaurant et l'aménagement d'un espace pouvant servir d'espace de consommation plus intime ou d'espace destiné à l'administration. C'est pourquoi nous recommandons qu'un usage restaurant soit accordé pour cet étage.

La terrasse située à ce même niveau sert d'accès à l'issue qui se trouve à l'arrière du bâtiment. Afin de profiter de cet espace et d'accommoder la clientèle de l'établissement, nous recommandons qu'un aménagement destiné au public soit possible en terrasse. La capacité d'accueil peut varier entre 30 et 100 personnes selon la confirguration (Canapés Cocktails ou Salle à Diner)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**N-C #10**
**CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS**

**A109**
PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.18

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1192701018**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué |

D'adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:04

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1192701018** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué |

## CONTENU

### CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

### DESCRIPTION

Les modifications proposées visent d'abord à remplacer le directeur général adjoint par le directeur d'arrondissement délégué .
De plus, les modifications visent à supprimer le régisseur, abroger l'article 21.1.1 et insérer dans l'article 21.1.4 les mots "ou d'opération cadastrale".

### JUSTIFICATION

Le 21 décembre 2018 le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA18 240707, approuvé la création d'un poste de directeur d'arrondissement délégué à la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie et a approuvé la nomination d'un directeur d'arrondissement délégué à la Direction d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie. Sous l'autorité du conseil d'arrondissement et du directeur général adjoint - Service aux citoyens, le directeur d'arrondissement délégué est responsable de l'administration de l'arrondissement et à cette fin planifie, organise, dirige et contrôle les activités de l'arrondissement.
Suite à l'adoption du CA-24-282.116 qui élimine l'obligation de fournir des unités de stationnement pour automobile pour l'ensemble des usages sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, l'article 21.1.1. du Règlement CA-24-009 n'est plus requis.

Enfin, suivant les modification apportées par le conseil municipal, entrées en vigueur au 21

septembre dernier, le pouvoir d'approuver une opération cadastrale dans un site patrimonial cité en vertu de l'article 141 de la LPC est dorénavant délégué au conseil d'arrondissement. Afin de ne pas alourdir les processus administratifs liées à la gestion du patrimoine cité, nous proposons que l'article 21.1.4 soit modifié afin d'y insérer les mots "ou d'opération cadastrale" .

Il importe de souligner que les fonctionnaires investis d'une délégation de pouvoirs restent assujettis à une reddition de comptes et que l'autorité ainsi conférée doit faire rapport au conseil d'arrondissement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion et dépôt du projet de règlement
Adoption
Entré en vigueur

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29 |
|---|---|
| Jacinthe MEILLEUR | Domenico ZAMBITO |

Analyste de dossiers

**Tél :** 514 872-8944
**Télécop. :** 514 872-5607

Secrétaire d'arrondissement

**Tél :** 514 872-3125
**Télécop. :** 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

**CA-24-297** **Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

**Vu** l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** L'article 1 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié comme suit :

1° par le remplacement de la définition « fonctionnaire de niveau A » par la suivante :

« directeur d'arrondissement délégué et directeur des relations avec les citoyens, du greffe et des services administratifs »;

2° par la suppression, dans la définition « fonctionnaire de niveau C », des mots « , régisseur ».

**2.** L'article 7 de ce règlement est modifié comme suit :

1° par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué » partout où ils se trouvent.

2° par la suppression des mots « au directeur général adjoint ni ».

**3.** L'article 10 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

**4.** L'article 11.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « directeur général adjoint » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

**5.** L'article 15 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

**6.** L'article 21.1.1 de ce règlement est abrogé.

**7.** L'article 21.1.4 de ce règlement est modifié par l'insertion, entre les mots « (02-136) » et « , dans », des mots « ou d'opération cadastrale ».

**8.** L'article 23 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « directeur général adjoint » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

**9.** L'article 23.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

**10.** L'article 26 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « de la Direction des services administratifs ».

---

*Un avis relatif à ce règlement (dossier* 1192701018*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.19

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1197303002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition |

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:10

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1197303002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition |

## CONTENU

### CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'ajouter un article permettant de conserver ou de reconstruire les volumes d'origine dans le cadre d'une démolition d'immeuble et de modifier le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de soumettre les bâtiments résidentiels dérogatoires et tous les bâtiments vacants depuis trois ans au comité d'étude des demandes de démolition.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

*Situation actuelle*
Le règlement d'urbanisme prévoit des dispositions normatives, telles que les hauteurs minimales en mètres et en étages, qui s'appliquent à tous les projets de constructions incluant les projets intégrant des éléments patrimoniaux.

Par ailleurs, le règlement de démolition d'immeuble prévoit que certains bâtiments sont exemptés des décisions du comité d'étude des demandes de démolition, notamment les suivants :

· les bâtiments dérogatoires commerciaux, industriels ou résidentiels situé en fond de lot;
· les bâtiments vacants depuis plus de 3 ans situés dans les unités de paysage AC, BSL, C, CH, FO, FR, FS, GPI, MR, RS, SCC, SDPC, SJSP ou VM.

*Proposition*
Il est proposé d'ajouter un article permettant de conserver ou reconstruire les bâtiments ou parties de bâtiment dérogeant aux paramètres de hauteur minimale exigés, dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. De

plus, il est proposé de supprimer les exemptions relatives aux bâtiments dérogatoires résidentiels et aux bâtiments vacants depuis 3 ans.

**JUSTIFICATION**

*Règlement d'urbanisme*
Les dispositions de hauteurs minimales du règlement visent à assurer un encadrement bâti harmonieux de l'espace public et à mettre en valeur des caractéristiques du bâti patrimonial. Par ailleurs, lorsqu'une démolition est autorisée, il est très fréquent que la conservation d'un volume appréciable du bâtiment à démolir soit exigée pour des questions de protection du bâti de valeur, mais également afin d'enrichir l'encadrement de la rue.

Or, il peut arriver que l'exigence de conservation de ce bâtiment soit dérogatoire à la hauteur minimale et qu'une dérogation mineure doive être accordée afin d'autoriser ce qui, à l'origine, est une condition d'autorisation de la démolition. Ainsi, la modification proposée permettrait de corriger cette contradiction et faciliterait les efforts déployés en vue d'intégrer des éléments architecturaux d'intérêt qui ont souvent une valeur historique à même les projets immobiliers.

*Règlement sur la démolition d'immeubles*
D'autre part, le règlement sur la démolition d'immeubles a pour objectif, en plus de protéger les bâtiments de valeur architecturale ou patrimoniale, de préserver le parc de logement existant. Dans cette perspective, il est pertinent de soumettre les bâtiments dérogatoires résidentiels au comité de démolition, notamment les bâtiments ne respectant pas la hauteur minimale en étages.

En ce qui concerne, les unités de paysages où les bâtiments vacants depuis trois ans étaient exemptés d'une décision du comité, cette modification constitue une mise à jour en regard des modifications apportées à la réglementation en 2013. En effet, auparavant, le règlement d'urbanisme prévoyait deux types de secteurs significatifs : les secteurs soumis à des normes, qui correspondent aux unités de paysages exemptées, et les secteurs soumis à des critères. Toutefois, puisque l'ensemble de l'arrondissement est désormais soumis à des critères, cette mesure d'exception n'a plus lieu d'être.

**En conséquence, la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises est d'avis que cette modification réglementaire devrait recevoir une suite favorable.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s.o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - 1e lecture du projet de règlement

- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e lecture du projet de règlement
- Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :** 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

| | |
|---|---|
| **CA-24-282.XXX** | **Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition** |

Vu les articles 113, 148.0.2 et 148.0.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 155 et 169 de l'annexe C de cette Charte.

À sa séance du XX XXXX 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

**1.** Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par l'insertion, après l'article 15, de l'article suivant :

« **15.1.** Malgré les articles 9, 10, 11 et 24 à 28, lorsque le conseil d'arrondissement ou le comité visé par le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) requiert la conservation d'une façade ou d'une partie de façade d'intérêt architectural ou patrimonial comme condition à la démolition d'un bâtiment, la hauteur minimale en mètres et en étages et les règles d'insertion de hauteur ne s'appliquent pas au volume associé à la reconstruction ou au maintien du volume bâti d'origine de cette façade ou partie de façade.

La présente disposition ne s'applique pas à la hauteur minimale en étages d'un secteur situé à l'est de la rue Amherst. ».

**2.** L'article 7 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 1°, des mots « , industriel ou résidentiel, » par les mots « ou industriel »;

2° la suppression du paragraphe 5°.

**3.** L'article 26 de ce règlement est modifié par la suppression de « 5, ».

---

*Un avis relatif à ce règlement (dossier* 1197303002*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date d'entrée en vigueur des articles 2 et 3; L'article 1 de ce règlement est entré en vigueur le _____ 2018, date de la délivrance d'un certificat de conformité et un avis a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019.*

GDD : 1197303002

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**s.o.**
**4.3.2**

| | |
|---|---|
| **Objet :** | **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE** |
| **Endroit :** | Arrondissement de Ville-Marie |
| **Responsable :** | Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier |
| **Description :** | Il est proposé de modifier le *Règlement d'urbanisme 01-282* afin d'ajouter un article permettant de déroger aux dispositions de hauteurs pour les portions de bâtiments à conserver dans le cadre d'une démolition d'immeuble.<br><br>Le *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoit des hauteurs minimales et maximales en mètres et en étages qui s'appliquent à tous les projets de constructions incluant les projets intégrant des éléments patrimoniaux. À titre d'exemple, le projet situé au 2025, rue Peel autorisé par le comité de démolition comprenait une façade à conserver dérogeant à la hauteur minimale.<br><br>Il est proposé d'ajouter un article permettant une exception relative aux paramètres de hauteurs et aux règles d'insertion pour un volume en façade dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement.<br><br>Lorsqu'une démolition est autorisée, il est très fréquent que la conservation ou la reproduction d'un volume significatif du bâtiment à démolir soit exigée pour des questions de valeur patrimoniale, mais également afin d'enrichir l'encadrement de la rue. Il peut arriver que l'exigence de conservation de ce bâtiment soit dérogatoire à la hauteur et qu'une dérogation mineure soit requise afin d'autoriser ce qui, à l'origine, est une condition à l'autorisation de la démolition. |
| **Élément particulier :** | Aucun |
| **Remarque importante :** | Aucune |
| **Considérant que :** | Les hauteurs minimales visent à assurer un encadrement bâti continu et harmonieux de l'espace public, notamment pour le confort des piétons ou afin d'assurer une harmonisation avec le tissu urbain existant. |
| **Considérant que :** | Les hauteurs en étages jouent un rôle déterminant dans le maintien et la mise en valeur des caractéristiques du bâti patrimonial d'échelle modeste, soit les bâtiments de 3 étages ou moins. L'idée maîtresse consiste à s'assurer d'une continuité de la hauteur des étages dans les ensembles bâtis homogènes. |

**Considérant que :** La modification proposée permettrait de corriger une contradiction et faciliterait les efforts déployés en vue d'intégrer des éléments architecturaux d'intérêt, qui ont souvent une valeur historique, à même les projets immobiliers.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.20

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1195353002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne |

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:04

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1195353002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des gares, plusieurs interventions ont été mises en place, principalement à la géométrie de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, afin de réduire la vitesse de circulation des véhicules et ainsi améliorer la qualité de vie des usagers et résidants du secteur concerné.
On retrouve principalement dans ces aménagements réalisés, un élargissement du trottoir Sud, des trottoirs abaissés, des saillies de trottoirs, une texture de chaussée différente, une réduction de la voie de circulation et la suppression des espaces de stationnement.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240279

### DESCRIPTION

Concrètement, le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal se fera vers l'Ouest, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne, et vers l'Est entre la rue Stanley et la rue Peel. En coupant ainsi le transit, le débit véhiculaire sera *de facto* réduit.

### JUSTIFICATION

Cet inversement du sens de circulation, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne permettra notamment une réduction du débit véhiculaire, optimisant ainsi le caractère « rue partagée » de l'avenue des Canadiens-de-Montréal.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts à défrayer pour la modification des panneaux de signalisation requis selon les taux demandés par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement (Rosemont–La Patrie-Patrie).

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

-

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une diminution du débit véhiculaire.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un avis public sera émis dans le journal Le Devoir annonçant l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Adoption de l’ordonnance;
- Conception et transmission des ordres de travail demandant l’installation des panneaux;
- Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement (Rosemont–La Patrie-Patrie);

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux normes, politiques, règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR | Le : 2019-01-30 |
|---|---|---|
| Luc COULOMBE<br>AGENT TECHNIQUE - CIRCULATION & STATIONNEMENT | Driss EZZAHER<br>chef de division | |

**Tél :** 514 872-5848
**Télécop. :**

**Tél :** 514 868-4529
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-01

Ville-Marie
Montréal

| C-4.1, o. XX | **Ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne** |
|---|---|

Vu le paragraphe 3 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

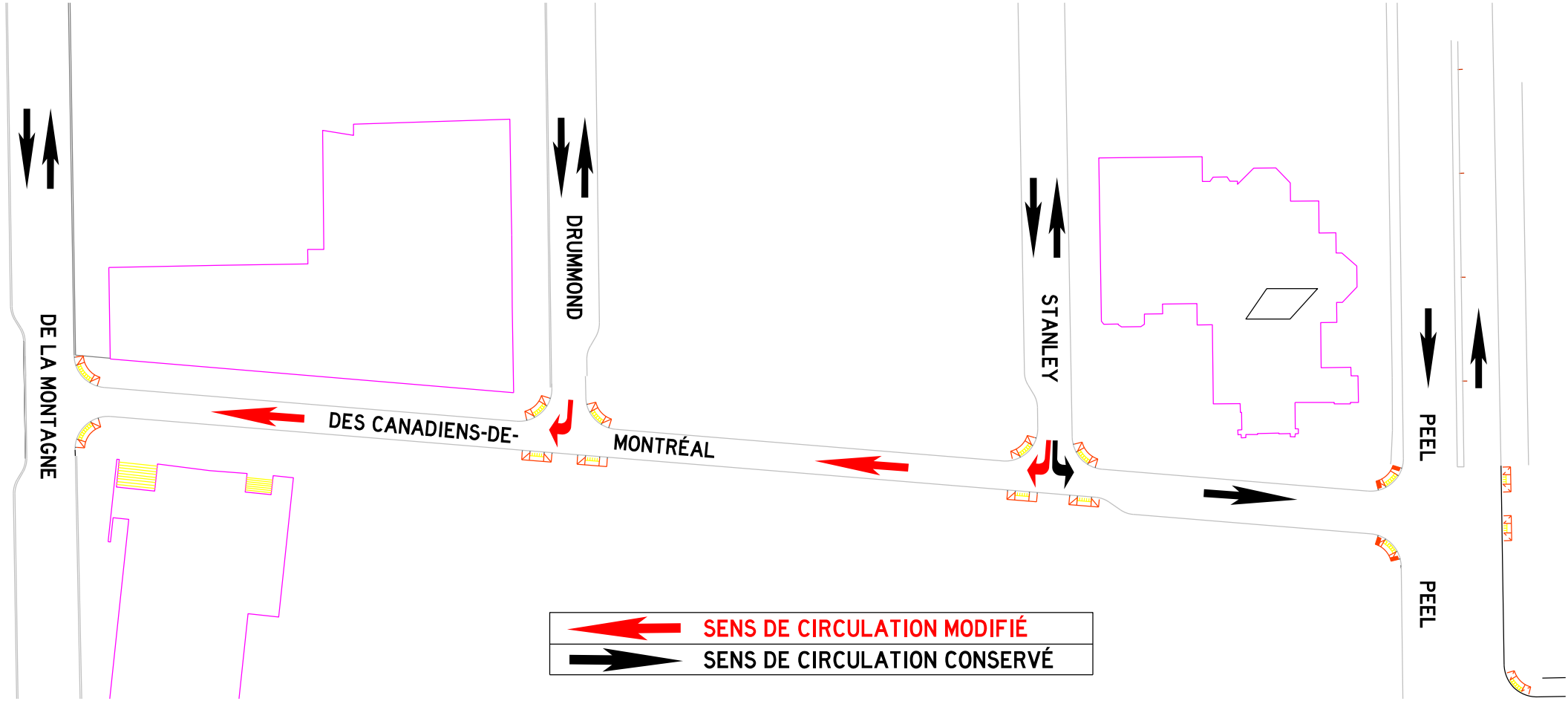
Le changement de direction, établissant la création d'un sens unique en direction Ouest sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne, et en conservant le sens unique en direction Est pour le tronçon de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue Peel.

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195353002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le _____, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

| | |
|---|---|
| DOSSIER : | 1195353002 |
| OBJET : | Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne |



**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.21

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1195353001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h, dans l'esprit d'une rue partagée, sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne |

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:04

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1195353001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h, dans l'esprit d'une rue partagée, sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des gares, plusieurs interventions ont été mises en place, principalement à la géométrie de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, afin de réduire la vitesse de circulation des véhicules et ainsi améliorer la qualité de vie des usagers et résidants du secteur concerné.
On retrouve principalement dans ces aménagements réalisés, un élargissement du trottoir Sud, des trottoirs abaissés, une texture de chaussée différente, et un réaménagement des espaces dédiés à chacun des utilisateurs. Avec ces nouveaux aménagements, il est jugé opportun de revoir la limite de vitesse dans le tronçon de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne afin d'inciter les automobilistes à circuler à une vitesse maximale de 20 km/h.

Ce changement de vitesse vise à préparer les usagers de ce tronçon de rue à une nouvelle réglementation de rue partagée.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Résolutions: CA16 240562, CA17 240218, CA18 240675

**DESCRIPTION**

Actuellement, la vitesse affichée sur le tronçon de rue mentionné en objet est de 40 km/h. Dans le contexte ci-haut mentionné, il est recommandé d'abaisser la limite de vitesse à 20 km/h sur ledit tronçon.

La limite de vitesse sur rue est régie par le code de sécurité routière du Québec qui stipule à l'article 626 que:

"Une municipalité peut, par règlement ou, si la loi lui permet d'en édicter, par ordonnance: fixer la vitesse minimale ou maximale des véhicules routiers dans son territoire, laquelle peut être différente selon les endroits, sauf sur les chemins publics dont l'entretien est sous la responsabilité du ministre des Transports ou sur lesquels le ministre des Transports a placé une signalisation conformément à l'article 329."

Depuis le 9 décembre 2016, pour la Ville de Québec, et depuis le 16 juin 2017, pour les autres municipalités, les règlements et ordonnances visant à fixer les limites de vitesse sur le réseau routier municipal n'ont plus à être transmis au ministre, et ce dernier n'a plus le pouvoir de les désavouer.

**JUSTIFICATION**

-

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Coûts à défrayer pour la modification des panneaux de signalisation requis selon les taux demandés par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement (Rosemont–La Patrie-Patrie).

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

-

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- Une obligation légale et un incitatif aux automobilistes de conduire à une vitesse maximale de 20 km/h dans le tronçon visé;
- Une diminution attendue du nombre et de la gravité des accidents routiers dans le secteur;
- Une amélioration du confort des piétons et des cyclistes et une diminution de leur sentiment de vulnérabilité;
- Sensibiliser et modifier le comportement des automobilistes circulant sur le tronçon visé;
- Améliorer l'efficacité de la signalisation et des mesures déjà en place en facilitant la compréhension des usagers aux abords de ce tronçon.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un avis public sera émis dans le journal Le Devoir annonçant l'entrée en vigueur de l'ordonnance.
La signalisation de la nouvelle limite de vitesse ne doit être installée qu'à l'entrée en vigueur de l'ordonnance en vertu du règlement municipal.
Toutefois, seulement lorsqu'il s'agit d'une réduction de limite de vitesse, la municipalité peut indiquer la mise en vigueur prochaine d'une nouvelle limite de vitesse en ajoutant le panneau prévu à cet effet (D-40-8) un mois avant la date d'entrée en vigueur du règlement.

Pendant une période de 30 à 60 jours suivant l'entrée en vigueur du règlement, la municipalité peut indiquer qu'une nouvelle limite de vitesse a été fixée, en ajoutant le panneau prévu à cet effet (D-40-P-2).

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Adoption de l’ordonnance;
- Conception et transmission des ordres de travail demandant l’installation de panneaux de limite de vitesse ainsi que des panonceaux indiquant « nouvelle vitesse »;
- Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement (Rosemont–La Patrie-Patrie);
- 30 à 60 jours suivant l’installation, les panonceaux « nouvelle vitesse » seront retirés.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux normes, politiques, règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Luc COULOMBE
AGENT TECHNIQUE - CIRCULATION & STATIONNEMENT

**Tél :** 514 872-5848
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-01

Driss EZZAHER
chef de division

**Tél :** 514 868-4529
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-01

**VILLE DE MONTRÉAL**
**ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**
**C-4.1, o. xx**

**ORDONNANCE FIXANT LA LIMITE DE VITESSE PRESCRITE À 20 KM/H SUR L'AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL, ENTRE LA RUE PEEL ET LA RUE DE LA MONTAGNE**

Vu le paragraphe 9 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

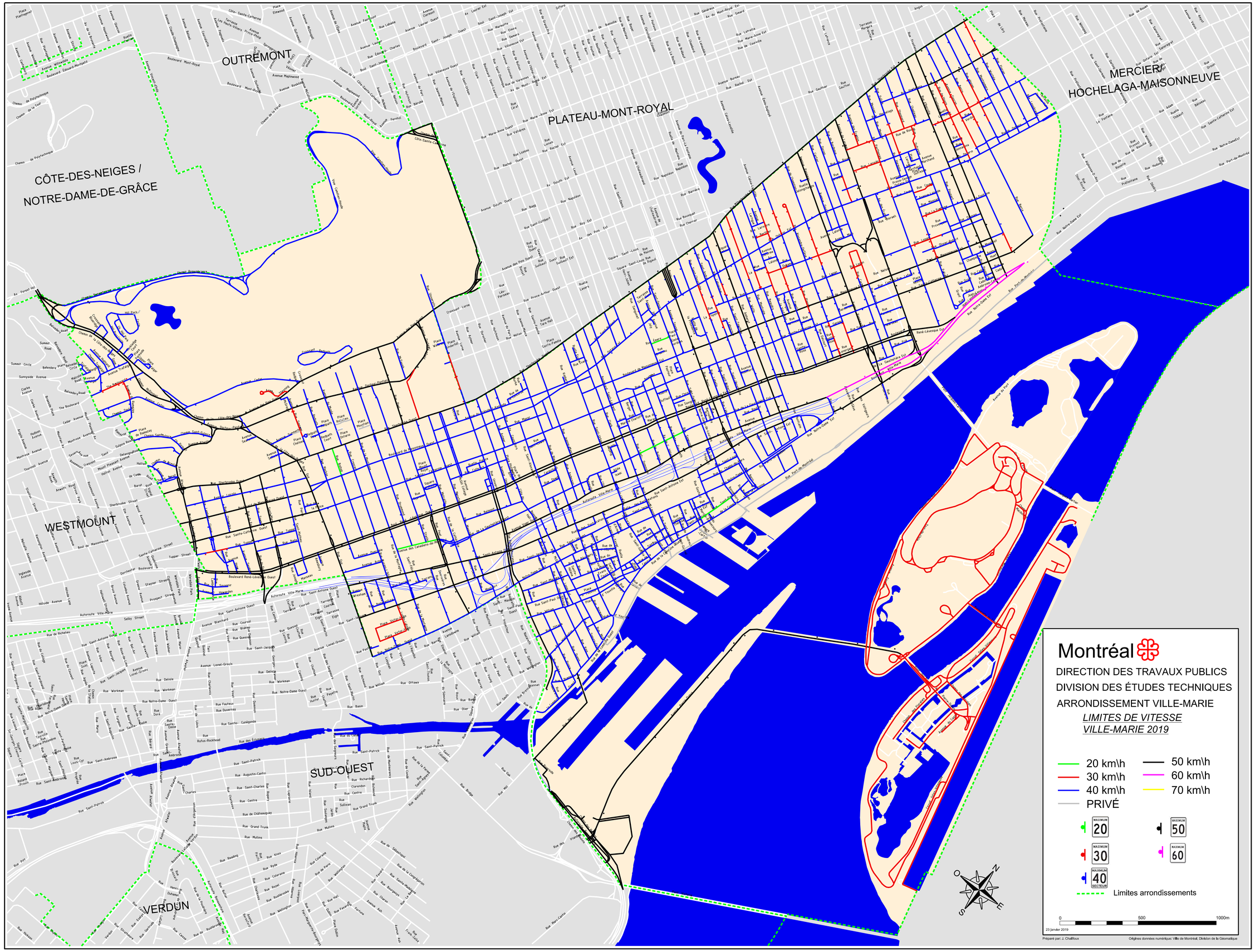
1. La réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h sur l'avenue des Canadiens-de Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne.

2**.** La présente ordonnance remplace toute disposition antérieure ayant pour effet de fixer les limites de vitesse sur tout ou partie du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195353001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le XXXXXXX, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement


OUTREMONT
PLATEAU-MONT-ROYAL
MERCIER/
HOCHELAGA-MAISONNEUVE
CÔTE-DES-NEIGES /
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
WESTMOUNT
SUD-OUEST
VERDUN
Montréal
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DIVISION DES ÉTUDES TECHNIQUES
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
LIMITES DE VITESSE
VILLE-MARIE 2019
20 km\h
30 km\h
40 km\h
PRIVÉ
50 km\h
60 km\h
70 km\h
MAXIMUM 20
MAXIMUM 30
MAXIMUM 40 SECTEUR
MAXIMUM 50
MAXIMUM 60
Limites arrondissements
0
500
1000m
23 janvier 2019
Préparé par: J. Chalifoux
Origines données numériques: Ville de Montréal, Division de la Géomatique

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.22

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1195914002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de l'avenue De Lorimier |

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Ste-Catherine est, à l'est de l'avenue De Lorimier.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 09:57

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1195914002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de l'avenue De Lorimier |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Nous proposons d'implanter 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Ste-Catherine est, à l'est de la rue De Lorimier.
Actuellement, la réglementation de stationnement sur ces rues permet à tout véhicule de se stationner pour une durée maximale d'une heure. Cette restriction n'étant pas pleinement respectée et appliquée, nous proposons donc l'instauration d'espaces de stationnement tarifés afin d'assurer une meilleure rotation des véhicules et faciliter la fréquentation des commerces.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

· Sainte-Catherine, côté nord et sud, entre De Lorimier et Parthenais : 42 places tarifées

· Sainte-Catherine, côté nord et sud, entre Parthenais et Fullum : 19 places tarifées
· Retrait de la réglementation de temps limité 60 minutes 09h30-18h LUN. AU SAM. pour le tronçon concerné par l'installation d'espaces tarifés
· Retrait de la réglementation de temps limité 60 minutes 09h-18h LUN.AU SAM pour le tronçon concerné par l'installation d'espaces tarifés.

La réglementation de stationnement interdit ainsi que d'arrêt interdit en vigueur sera sujette à changement selon les besoins opérationnels de la division de la voirie.

**JUSTIFICATION**

Actuellement, la réglementation de stationnement sur ces rues permet à tout véhicule de se stationner pour une durée maximale d'une heure. Cette restriction n'étant pas pleinement respectée et appliquée, nous proposons donc l'instauration d'espaces de stationnement tarifés afin d'assurer une meilleure rotation des véhicules et faciliter la fréquentation des commerces
Étant situé à proximité du Village ainsi que du métro Papineau, cette mesure vise donc à augmenter l'offre de stationnement de courte durée – durée maximale de deux ou trois

heures selon le cas - et tarifée du secteur et, par le fait même, de créer une meilleure rotation des véhicules stationnés sur la rue Ste-Catherine ce qui facilitera la fréquentation et améliorera la rentabilité des commerces.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ajout de revenus reliés à la mise en place de 61 espaces de stationnement tarifés. L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Améliorer l'offre de stationnement tarifé et de courte durée à proximité des commerces.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conception, transmission et exécution des ordres de travail à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée le tout en coordination avec Société en commandite Stationnement de Montréal,

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

**Tél :** 514-872-3415
**Télécop. :** 514-872-2802

Driss EZZAHER
Chef de division

**Tél :** 514 868-4529
**Télécop. :** 514 872-2802

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-01

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.23

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1195914003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter une ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15h à 19h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est |

D'édicter une ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15h à 19h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 09:58

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1195914003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Édicter une ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15h à 19h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est |

## CONTENU

### CONTEXTE

Lors de l'heure de pointe post-meridiem (PM), le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) nous a fait part de problèmes de circulation dû à de l'interblocage – véhicule immobilisé au milieu de l'intersection, entre deux feux de circulation - aux intersections suivantes :

· Papineau/Viger
· Papineau/René-Lévesque.

Une demande d'analyse de la problématique relevée par le SPVM a été transmise à la Division de l'exploitation du réseau artériel.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Interdire le virage à gauche du lundi au vendredi de 15h à 19h sur la rue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est (direction nord vers l'ouest).

### JUSTIFICATION

Le projet de prolongement vers l'Est de la piste cyclable sur le boulevard de Maisonneuve améliore la mobilité et la sécurité des cyclistes. La Division de l'exploitation du réseau artériel fait son possible pour réduire l'impact sur la circulation automobile sans compromis quant à la sécurité; voire même en l'améliorant lorsque possible ou nécessaire. Un arbitrage a dû être fait entre tous les mouvements et les usagers de manière à réduire les impacts. Au niveau des intersections ne disposant d'aucune capacité résiduelle (stationnement en rive déjà éliminé, virages en double présents etc,) comme l'intersection de Maisonneuve/Papineau, c'est le temps consacré à l'automobiliste qui doit être ajusté à la baisse.
Les relevés démontrent que l'impact sur l'alimentation du pont à partir du sud sur la rue Papineau en période de pointe PM est plus important que prévu. La Division de l'exploitation

du réseau artériel a déjà réalisé 2 interventions au niveau des intersections Papineau/René-Lévesque et Papineau/Ste- Catherine pour améliorer la fluidité en direction nord en pointe PM. Les analyses font ressortir que la faible capacité qui pourrait être dégagée à ce carrefour se situe au niveau des virages à gauche permis, particulièrement celui du sud vers l'ouest puisqu'il croise un flux de circulation automobile en direction sud

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Adoption de l'ordonnance;
- Conception et transmission des ordres de travail demandant l'installation des panneaux;
- Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement (Rosemont–La Patrie-Patrie).

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-30

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

**Tél :** 514-872-3415
**Télécop. :** 514-872-2802

Driss EZZAHER
Chef de division

**Tél :** 514 868-4529
**Télécop. :** 514 872-2802

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763
**Approuvé le :** 2019-02-04

Ville-Marie
Montréal

| | |
|---|---|
| **C-4.1, o. XX** | **Ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15h à 19h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est** |

Vu le paragraphe 3 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

L'interdiction de la manœuvre de virage à gauche à l'intersection du boulevard De Maisonneuve, en provenance du Sud par l'avenue Papineau. Cette interdiction sera en vigueur du lundi au vendredi entre 15 h et 19 h.

_____

*Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195914003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le _____, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 40.24

2019/02/12
18:30

(2)

**Dossier # : 1197303001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria |

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA13 240403 par le remplacement du troisième paragraphe du premier alinéa par le suivant :

- d'ériger un complexe immobilier conformément aux plans numérotés 43 à 46, 53 à 56, 61, 63 à 65 et 67 à 69, réalisés par Lemay architectes et estampillés par l'Arrondissement de Ville-Marie le 1er février 2019;

2) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'insertion, après le deuxième paragraphe, du paragraphe suivant :

- la placette projetée en bordure de la rue Sainte-Catherine, doit être ouverte et accessible au public durant les heures d'ouverture des commerces;

3) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'ajout, au quatrième paragraphe, des sous-paragraphes suivants :

- les soffites des loggias devraient être recouverts d'un parement architectural de grande qualité afin de participer à l'animation des façades des tours;

- le traitement des balcons en loggia, incluant les garde-corps, devraient être intégrés à la trame du mur-rideau;
- la passerelle devrait permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble et pour se faire, une attention particulière doit être accordée au traitement visible depuis la rue, notamment en regard des soffites;

- la structure prévue pour marquer l’interface entre la rue Sainte-Catherine et la placette, de même que le soffite en surplomb devraient être réalisés avec des matériaux de qualité et des détails assurant leur pérennité.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 09:59

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1197303001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de construire un bâtiment sur un site compris entre les rues De Bleury, Sainte-Catherine et Jeanne-Mance qui fait l'objet d'une résolution en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). Il est proposé de modifier cette résolution afin de remplacer les plans annexés. Cette modification peut être autorisée en vertu de ce même règlement, moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA08 240256 – 1er avril 2008 – Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.
CA13 240403 – 10 juillet 2013 – Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA17 24 0698 – 12 décembre 2017 – Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

### DESCRIPTION

*Le site*
Le site du projet est partiellement vacant depuis plusieurs décennies. Six bâtiments, dont l'ancien Spectrum, ont été démolis à la suite de deux autorisations accordées en 2008 et en 2013. Ainsi, au total, le terrain, dont la topographie est marquée d'un dénivelé de 6 m entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, présente une superficie de 8 656 m² partiellement occupée par des stationnements en droits acquis et par une ancienne ruelle qui fait l'objet d'une promesse d'acquisition.

La plus récente autorisation associée à ce site était rattachée à une résolution de projet particulier qui permettait la démolition d'un bâtiment ayant front sur la rue Jeanne-Mance et

la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 m et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation était conforme aux paramètres de hauteur et de densité en vigueur depuis 1992, mais comprenait des dérogations à l'alignement, à la hauteur minimale (de la cour intérieure), à la localisation de locaux commerciaux au niveau de la cour intérieure (qui est située au troisième étage calculé à partir du rez-de-chaussée de la rue Jeanne-Mance), au mode d'implantation et à la marge latérale. Dans l'ensemble, ces dérogations étaient liées à la topographie du site.

*Le projet*
La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 198 et 185 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Plus précisément, la programmation est la suivante :

· 1636 logements, dont 700 locatifs;
· 2 700 m² de commerce;

· 677 places de stationnement souterrain ou moins puisque une partie de cet espace pourrait être aménagé en espace d'entreposage pour le Partenariat du Quartier des spectacles.

Sur la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée proposé sera occupé par des usages commerciaux répartis autour d'une placette accessible aux heures d'ouvertures des commerces, mais fermée par un claustra en acier tubulaire peint. Les étages supérieurs du plus petit volume seront commerciaux et ceux du volume de six étages seront résidentiels.

Sur la rue De Bleury, le niveau du rez-de-chaussée occupé par des espaces commerciaux et deux lobbys résidentiels sera composé d'un mur rideau entrecoupé d'insertions de granite, de trois entrées piétonnes et d'un accès véhiculaire surmonté d'un toit-terrasse. Tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée donnant sur la rue De Bleury comporteront des usages résidentiels. Sur le volume de six étages, les balcons de la façade De Bleury seront intégrés en loggia et concentrés dans la partie sud.

Puisque le site est marqué par un fort dénivelé, le rez-de-chaussée des rues De Bleury et Sainte-Catherine constituent le second niveau de la rue Jeanne-Mance. Ainsi, la rue Jeanne-Mance, en plus d'être occupée par des commerces et les lobbys résidentiels de la seconde tour, comprendra un second niveau commercial et des gradins accessibles aux résidents du bâtiment.

Pour le reste du basilaire, le niveau immédiatement supérieur sera occupé par des bureaux alors que les deux tours reliées par une passerelle seront entièrement résidentielles. La tour sud, la plus élevée, présente une forme élancée alors que la tour nord présente un linéaire de façade moins important, une profondeur plus grande et un décroché du côté de la rue De Bleury qui peut rappeler la forme d'un « L » lorsque vu en plan. Les matériaux privilégiés pour les tours sont le verre gris clair alors que le basilaire a une teinte plus foncée avec une présence importante de granite noir fini au jet de sable ou poli.

*Le cadre réglementaire*
Par rapport à la résolution de projet particulier en vigueur, le projet ne comporte aucune dérogation supplémentaire. Par contre, les plans proposés étant différents des plans en annexe, il est nécessaire d'obtenir une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers afin de modifier les plans annexés à la résolution en vigueur.

**JUSTIFICATION**

Cette proposition de développement présente plusieurs avantages par rapport à la version actuellement autorisée. Les volumes ayant front sur la rue Sainte-Catherine offrent une occasion idéale de retisser la trame urbaine en marquant le rythme du parcellaire traditionnel, ainsi que la topographie naturelle du site. Les nouveaux volumes bâtis sur rue permettent de conserver la présence de la Place Ville-Marie dans le panorama et assurent une meilleure transition entre les anciennes maisons existantes à l'est et l'édifice Belgo à l'ouest.
Le volume bâti situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury présente un revêtement de granite noir ayant deux textures différentes (poli et dépoli), ainsi qu'une absence de balcon afin de mieux se marier au caractère commercial de la rue. Dans le contexte de la rue Sainte-Catherine dominée par la pierre grise, il est intéressant que le granite noir fini au jet de sable ait une présence prédominante par rapport au fini poli.

La placette semi-publique qui sera animée par des commerces est susceptible d'enrichir la trame commerciale du secteur. Elle permet également de faire un pendant à celle de la Maison du développement durable, située plus à l'est sur la même rue et s'inscrit en continuité avec le réseau d'espace public et semi-public du quartier des spectacles. La possibilité de fermer cette placette en dehors des heures d'ouverture permet également d'assurer une continuité de l'encadrement spatial de la rue et offre une démarcation très nette entre le domaine public et le domaine privé.

En ce qui concerne les tours, celles-ci offrent un pendant plus léger à la matérialité plus foncée qui se trouve au niveau de la rue et leur impact sur les vues protégées du mont Royal est faible. Qui plus est, malgré l'importance des volumes en surhauteur, les critères généraux d'ensoleillement sont respectés et l'impact sur la place des Festivals est concentré le matin. Somme toute, le projet possède des éléments distinctifs permettant d'intégrer le projet dans le contexte du quartier des spectacles :

· la passerelle, notamment par le traitement de son soffite réfléchissant et sa volumétrie, agit comme un élément signal du projet : une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue sera d'ailleurs portée au cours de la révision de projet;
· un étage de transition généré par la passerelle anime les façades et vient briser la masse des deux tours;
· les loggias sont disposées dans une trame rappelant celle d'un tissage comportant un maillage très fin au bas de la tour qui s'agrandit progressivement vers le haut;
· les soffites des loggias présentent un matériau blanc réfléchissant, constitué d'un panneau métallique réfléchissant, qui amène une texture à l'ensemble de la façade et qui permet de mettre en valeur le tissage proposé;
· les détails d'enveloppe proposés pour la réalisation des loggias dissimulent l'ensemble de la dalle de chacun des balcons en l'intégrant dans la trame du mur-rideau;
· sur la rue Sainte-Catherine, un préau donnant accès à une cour est créé par la construction d'un claustra métallique contemporain évoquant une grille ornementale traditionnelle : ce claustra est également recouvert d'un soffite réfléchissant.

Enfin, notons qu'en raison du caractère résidentiel de l'édifice et de son emplacement, au pied de la place des Festivals, l'enveloppe fera l'objet d'une insonorisation importante, notamment avec l'emploi de verre à triple épaisseurs. À cet effet, une étude des impacts sonores devra accompagner la demande de permis de construction.

***Considérations***

· la proposition constitue une version améliorée du projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire;

· la proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme;
· le projet a été présenté à deux reprises au comité consultatif d'urbanisme et a reçu des avis favorables avec conditions;
· l'unité de paysage de la Sainte-Catherine – Centre (SCC) requiert normalement des matériaux de revêtement en pierre naturelle grise ou en brique d'argile, mais le contexte immédiat de l'édifice Blumenthal avec son grès blanc et du Complexe Desjardins avec sa brique de béton brune permet d'envisager d'autres types de maçonnerie;
· l'affichage proposé est discret et s'insère bien autant dans le contexte de la rue Sainte-Catherine que dans les rues Jeanne-Mance et De Bleury;
· le traitement des soffites des loggias et de la passerelle permettra d'assurer de réduire l'aspect rectiligne du projet tout en conservant une certaine sobriété et une unité d'ensemble;
· une étude éolienne démontrant le faible impact du projet doit être déposée dans le cadre de la demande de permis de construction.

**Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande de modification de projet particulier.**

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s.o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s.o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s.o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s.o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - 1ère lecture du projet de résolution
Assemblée publique de consultation
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-8524
**Télécop. :** 514 123-4567

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :** 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**13 décembre 2018**
**3001476003**
**4.2.4**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsables :** Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation était conforme aux paramètres de hauteur et de densité toujours en vigueur depuis 1992, mais comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 173 et 194 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1432 logements, dont 620 locatifs, 6 000 m² de commerce et 677 places de stationnement souterrain répartis sur trois niveaux. Le site du projet est partiellement vacant depuis plusieurs décennies. Six bâtiments, dont l'ancien Spectrum, ont été démolis à la suite de deux autorisations accordées en 2008 et en 2013. Ainsi, au total, le terrain, dont la topographie est marquée d'un dénivelé de 6 m entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, présente une superficie de 8 656 m² partiellement occupée par des stationnements en droits acquis et par une ancienne ruelle qui fait l'objet d'une promesse d'acquisition.

Sur la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée proposé sera occupé par des usages commerciaux répartis autour d'une placette accessible aux heures d'ouvertures des commerces, mais fermée par un claustra en acier tubulaire peint. Les étages supérieurs du plus petit volume seront commerciaux et ceux du volume de sept étages seront résidentiels.

Sur la rue De Bleury, le niveau du rez-de-chaussée occupé par des espaces commerciaux et deux lobbys résidentiels sera composé d'un mur rideau entrecoupé d'insertions de granite, de trois entrées piétonnes et d'un accès véhiculaire surmonté d'un toit-terrasse. Tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée donnant sur la rue De Bleury comporteront des usages résidentiels. Sur le volume de sept étages, les balcons de la façade De Bleury seront intégrés en loggia et concentrés dans la partie sud.

Puisque le site est marqué par un fort dénivelé, le rez-de-chaussée des rues De Bleury et Sainte-Catherine constituent le second niveau de la rue Jeanne-Mance. Ainsi, la rue Jeanne-Mance, en plus d'être occupée par des commerces et les lobbys résidentiels de la seconde tour, comprendra

un second niveau commercial et des gradins accessibles aux résidents du bâtiment.

Pour le reste du basilaire, le niveau immédiatement supérieur sera occupé par des bureaux et les deux tours reliées par une passerelle seront entièrement résidentielles. Sans être identiques, ces deux tours présentent des formes élancées similaires.

Les matériaux privilégiés pour les tours sont le verre gris clair alors que le basilaire a une teinte plus foncée avec une présence importante de granite noir fini au jet de sable ou poli.

Par rapport à la résolution de projet particulier en vigueur, le projet ne comporte aucune dérogation supplémentaire. Par contre, les plans proposés n'étant pas conformes aux plans en annexe, il est nécessaire d'obtenir une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers afin de modifier les plans annexés à la résolution en vigueur.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** CA08 240256 – 1er avril 2008 – Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.

CA13 240403 – 10 juillet 2013 – Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA17 24 0698 – 12 décembre 2017 – Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

**Considérant que :** La proposition constitue présente des améliorations par rapport au projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

**Considérant que :** La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

**Considérant que :** L'unité de paysage de la Sainte-Catherine – Centre (SCC) requiert normalement des matériaux de revêtement en pierre naturelle grise ou en brique d'argile, mais le contexte immédiat de l'édifice Blumenthal avec son grès blanc et du Complexe Desjardins avec sa brique de béton brune permet d'envisager d'autres types de maçonnerie.

**Considérant que :** L'affichage proposé est discret et s'insère bien autant dans le contexte de la rue Sainte-Catherine que dans les rues Jeanne-Mance et De Bleury.

**Considérant qu' :** Une étude d'impacts éoliens devra être déposée dans le cadre de la demande de permis de construction.

**Considérant que :** Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles et qu'il doit par conséquent présenter une valeur à la hauteur du milieu dans lequel il s'insère.

**Considérant que :** La proposition présente des tours d'une volumétrie imposante et massive et qu'une option plus découpée et raffinée, surtout de la tour Ste-Catherine / De Bleury, permettrait une meilleure intégration du projet dans son ensemble.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :**

- **Le volume de deux étages sur la rue Sainte-Catherine devra comprendre une proportion notable de maçonnerie.**
- **Le volume de six étages à l'angle des rues Sainte-Catherine et De Bleury devra comprendre un pourcentage plus important de granite fini au jet de sable ou de tout autre matériau plus près de la pierre naturelle.**
- **Une étude d'impacts démontrant que le projet engendre des impacts éoliens négligeables devra être fournie avec la demande de permis de construction.**
- **L'étude sur l'ensoleillement devra être mise à jour afin de mieux démontrer les impacts sur la Place des festivals et le contexte plus large du Quartier des spectacles.**
- **La volumétrie de la tour Nord devrait être revue afin de réduire le linéaire de façade sur la rue Sainte-Catherine et être située plus en retrait de la rue De Bleury. Elle pourrait notamment avoir un plus grand linéaire de façade sur la rue De Bleury, tel qu'une implantation en L, sans aucun changement avec la proposition actuelle du côté de la rue Jeanne-Mance, notamment pour le pont reliant les deux tours.**
- **La proposition devrait se démarquer de par sa créativité et sa volumétrie moins rectiligne afin de dégager une signature qui s'inscrit davantage dans le contexte dynamique du Quartier des spectacles.**
- **Le projet révisé devra être présenté à une séance subséquente du comité.**

**Par ailleurs, les membres du comité souhaitent qu'une réflexion soit envisagée sur l'intégration de logement social dans le projet. De plus, les membres suggèrent au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.**

**Les membres désirent soulever une préoccupation face à l'accès de la placette qui selon eux devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du Quartier des spectacles.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

**COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**
**17 janvier 2019**
**3001476003**
**4.2.4**

**Objet :** **PROJET PARTICULIER**

**Endroit :** 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

**Responsables :** Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

**Description :** La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation qui était conforme aux paramètres de hauteur et de densité en vigueur depuis 1992, comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 198 et 185 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1636 logements, dont 700 locatifs, 2 700 m² de commerces et bureaux ainsi que 677 places de stationnement souterrain réparties sur trois niveaux.

À la séance du mois de décembre 2018, le Comité a émis plusieurs conditions au projet, lesquelles ont été prises en compte dans sa présente proposition.

En premier lieu, le projet présente désormais un linéaire de façade de 48 m sur la rue Sainte-Catherine, soit une réduction de 6,5 m par rapport à la première proposition. Ainsi, pour permettre de réduire l'impact de la tour sur la rue Sainte-Catherine sans affecter la densité du projet, la largeur de la tour a été augmentée, la forme de son implantation a été modifiée pour prendre celle d'un « L » et la tour sud a été épaissie de 0,5 m.

Également, le projet présente plusieurs éléments distinctifs permettant son intégration dans le contexte du Quartier des spectacles :

- la passerelle, notamment par le traitement de son soffite réfléchissant et de sa volumétrie, agit comme un élément signal du projet : une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue est d'ailleurs portée.
- un étage de transition généré par la passerelle anime les façades et vient briser la masse des deux tours.
- les loggias sont disposées dans une trame rappelant celle d'un tissage comportant un maillage très fin au bas de la tour qui s'agrandit progressivement vers le haut.
- les soffites des loggias présentent un matériau blanc réfléchissant, constitué d'un panneau métallique réfléchissant, qui amène une

texture à l'ensemble de la façade et qui permet de mettre en valeur le tissage proposé.
- les détails d'enveloppe proposés pour la réalisation des loggias dissimulent l'ensemble de la dalle de chacun des balcons en l'intégrant dans la trame du mur-rideau.
- sur la rue Sainte-Catherine, un préau donnant accès à une cour est créé par la construction d'un claustra métallique contemporain évoquant une grille ornementale traditionnelle : ce claustra est également recouvert d'une marquise dotée d'un soffite réfléchissant.

**Élément particulier :** Aucun

**Remarque importante :** À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable avec conditions.

**Considérant que :** La proposition constitue une version améliorée du projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

**Considérant que :** Le traitement des soffites des loggias et de la passerelle permettra d'assurer de réduire l'aspect rectiligne du projet tout en conservant une certaine sobriété et une unité d'ensemble.

**Considérant que :** Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles, l'accès de la placette devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du secteur.

**Considérant que :** La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme.

**Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :**

- **Opter pour un claustra amovible sans compromettre la qualité architecturale proposée, afin de favoriser un meilleur accès à la placette, lors des heures d'ouverture.**
- **Accompagner la résolution de projet particulier des critères supplémentaires suivants :**
  - **Les soffites des loggias devront être recouverts d'un parement architectural de grande quaiité afin de participer à l'animation des façades des tours.**
  - **Les dalles des balcons des loggias ainsi que les garde-corps devront être intégrés à la trame du mur-rideau.**
  - **La passerelle devra permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble. Une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue devra être portée notamment par le choix des matériaux du soffite.**

**Par ailleurs, les membres du comité réitèrent leur commentaire de la dernière présentation du projet, à l'effet qu'une réflexion sur l'intégration de logement social devrait être envisagée.**

**De plus, les membres suggèrent à nouveau au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.**

*Il est à noter que M. Antonin Labossière tient à exprimer sa dissidence quant au concept de claustra donnant sur la rue Sainte-Catherine.*

Sophie Mauzerolle
Présidente

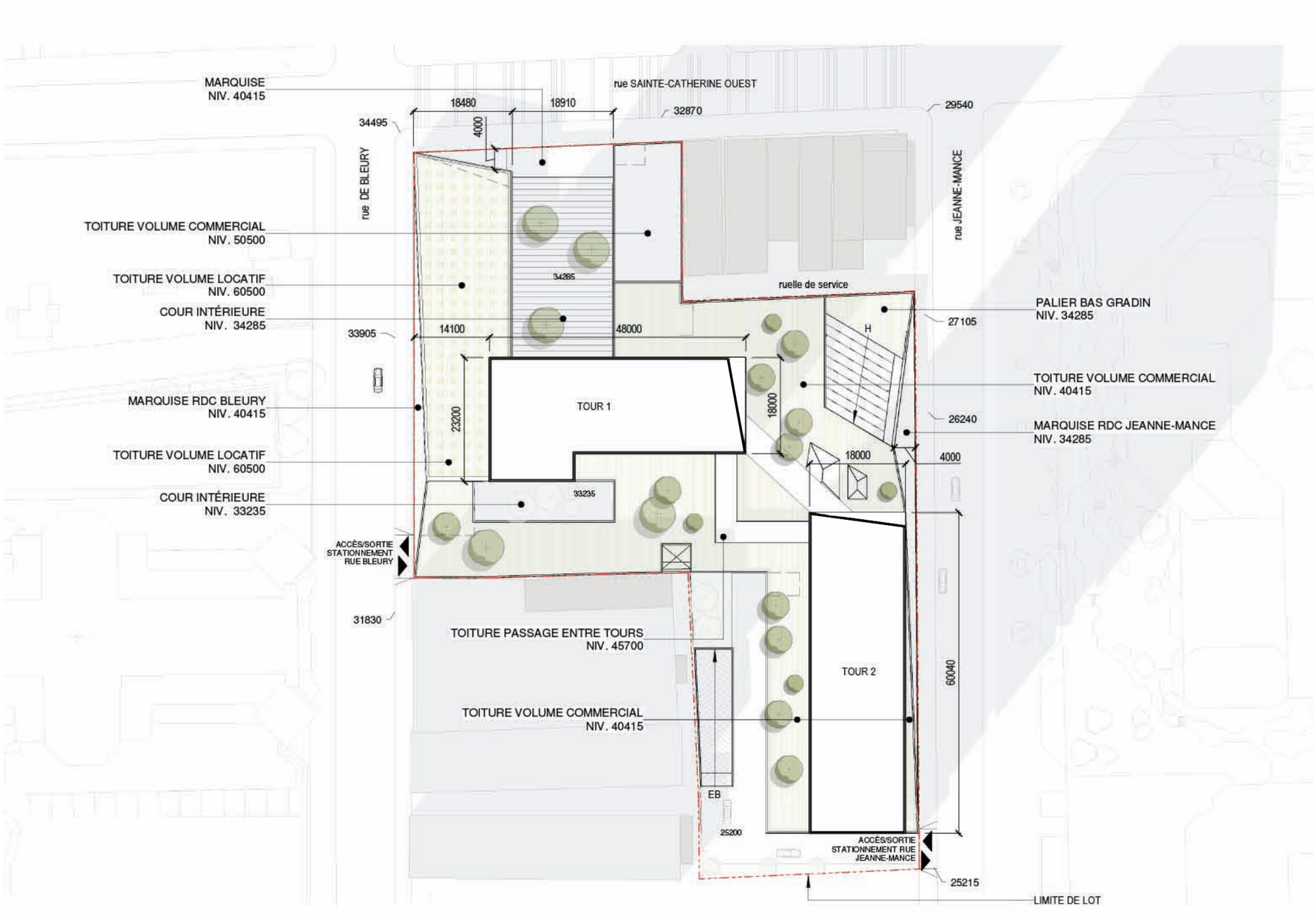
Billy Chérubin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Plan de toit

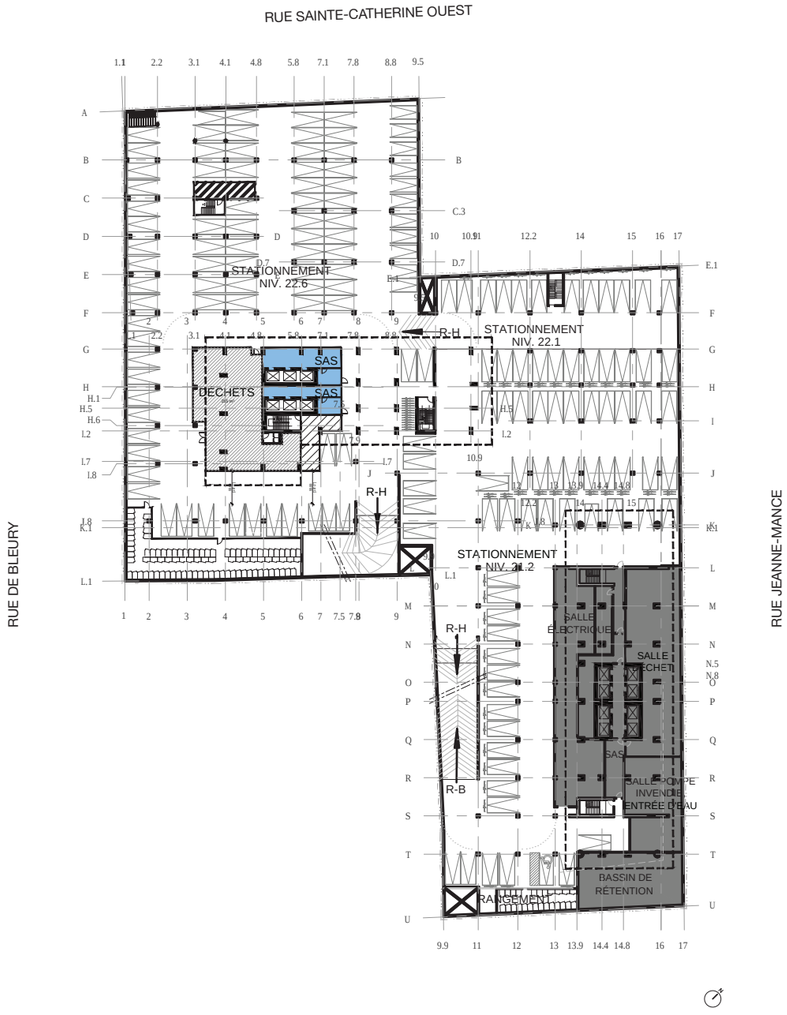


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

# Plans







LÉGENDE

- Commercial hors COS
- Commercial inclus COS
- Condominium
- Locatif
- Stationnement / chargement inclus COS
- Technique

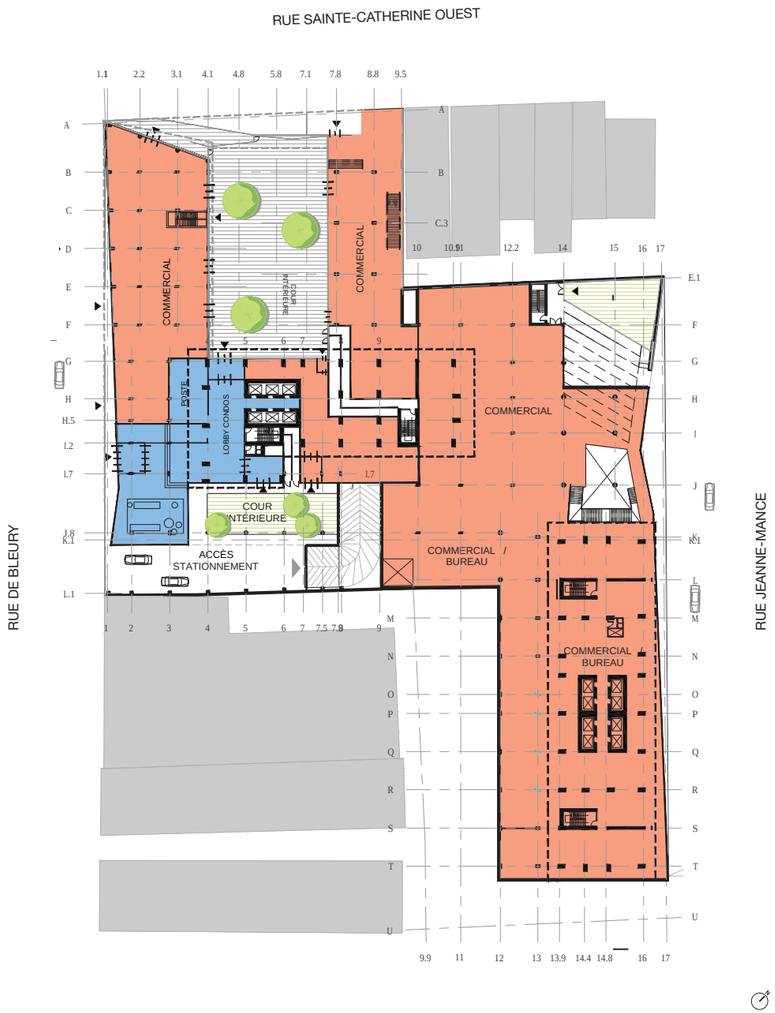
Échelle 1:1000

0 10 20 40m

## SS3 à SS1

## Rez-de-chaussée, rue Jeanne-Mance (niveau 1)*

* Niveau calculé depuis Jeanne-Mance




## Rez-de-chaussée, rue Bleury (niveau 3)*




## Étage amenities (niveau 4)* et unités locatives




## Étage type (niveaux 5 à 9)* unités locatives

* Niveau calculé depuis Jeanne-Mance

# Plans

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




## Étage type (niveaux 10 à 25)*
## unités locatives




## Étage amenities (niveau 26)*




## Étage type (niveaux 27 à 60)*
## unités condos

Échelle 1:1000

0 10 20 40m

* Niveau calculé depuis Jeanne-Mance

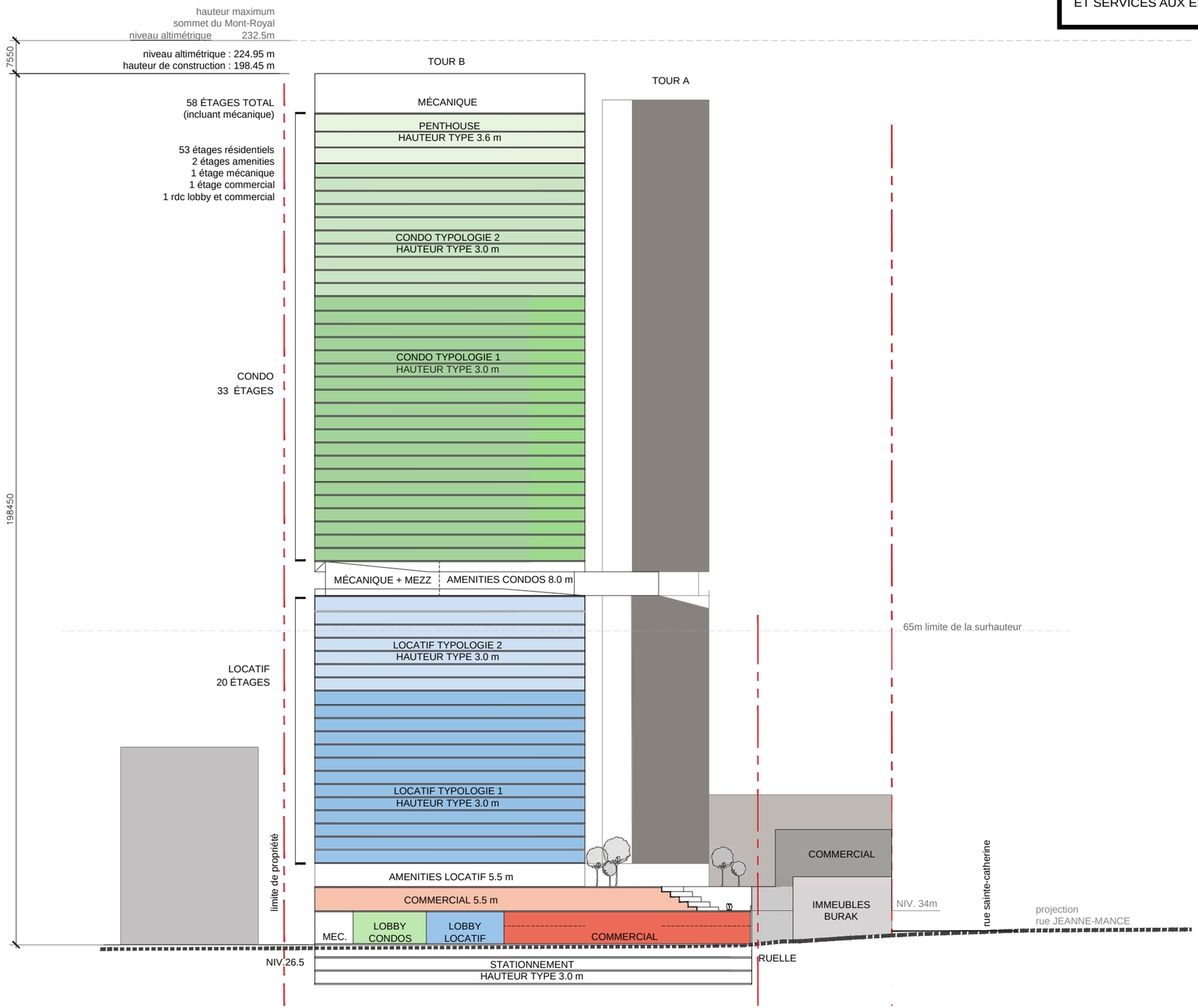
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**Coupe générale**

# Rue Jeanne-Mance (BB)




LÉGENDE

- Commercial hors COS
- Commercial inclus COS
- Condominium
- Locatif
- Stationnement / chargement inclus COS
- Technique

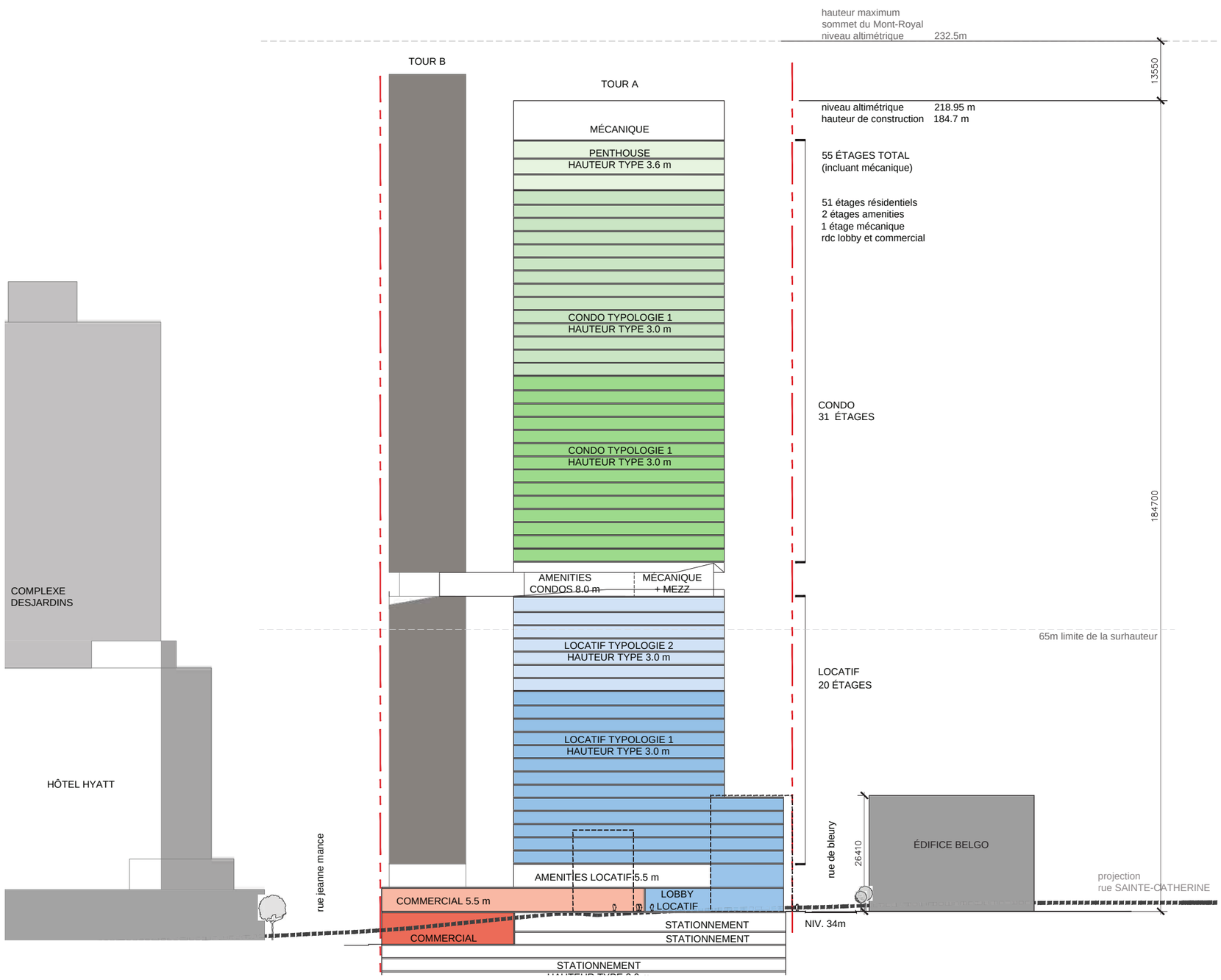
Échelle 1:1000

0 10 20 40m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




## Coupe générale

# Rue Sainte-Catherine (AA)

LÉGENDE

- Commercial hors COS
- Commercial inclus COS
- Condominium
- Locatif
- Stationnement / chargement inclus COS
- Technique

Échelle 1:1000

0 10 20 40m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**Coupe générale**

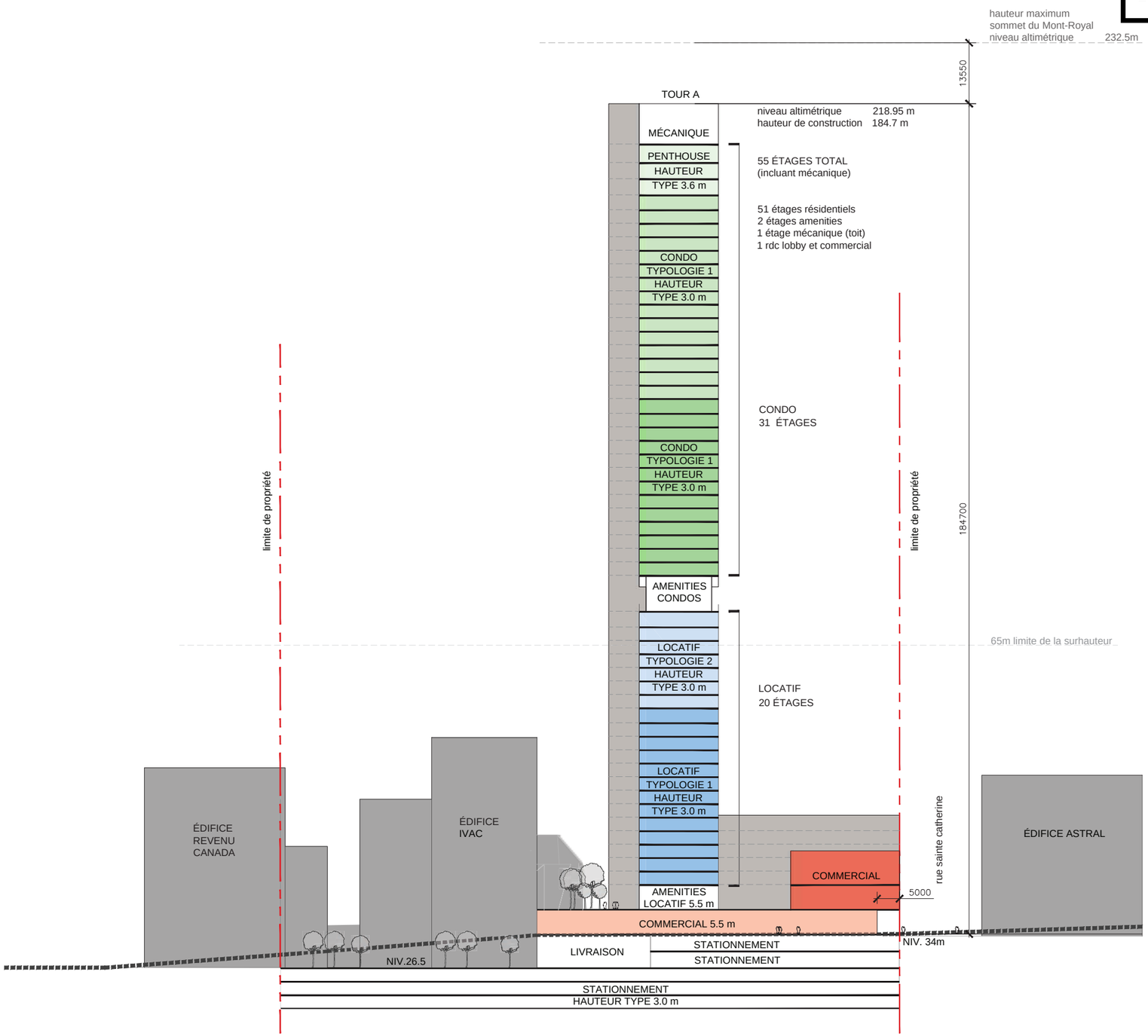
# Nord-Sud (CC)

LÉGENDE

- Commercial hors COS
- Commercial inclus COS
- Condominium
- Locatif
- Stationnement / chargement inclus COS
- Technique

Échelle 1:1000

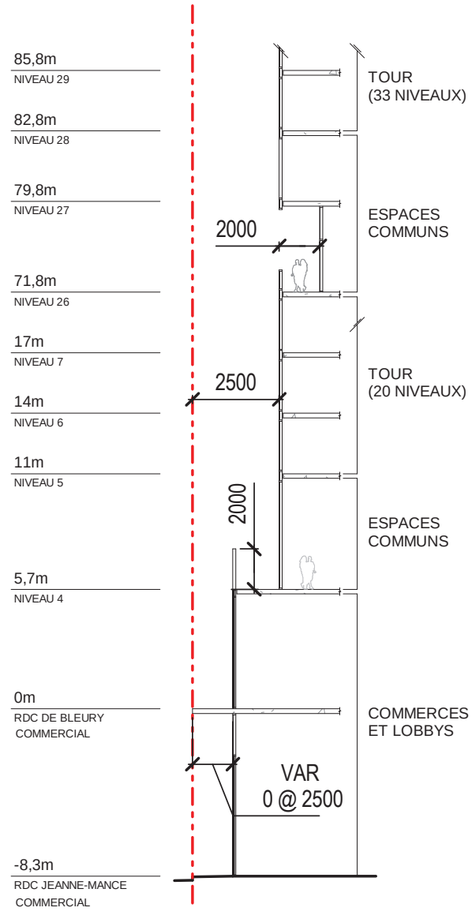
0 10 20 40m



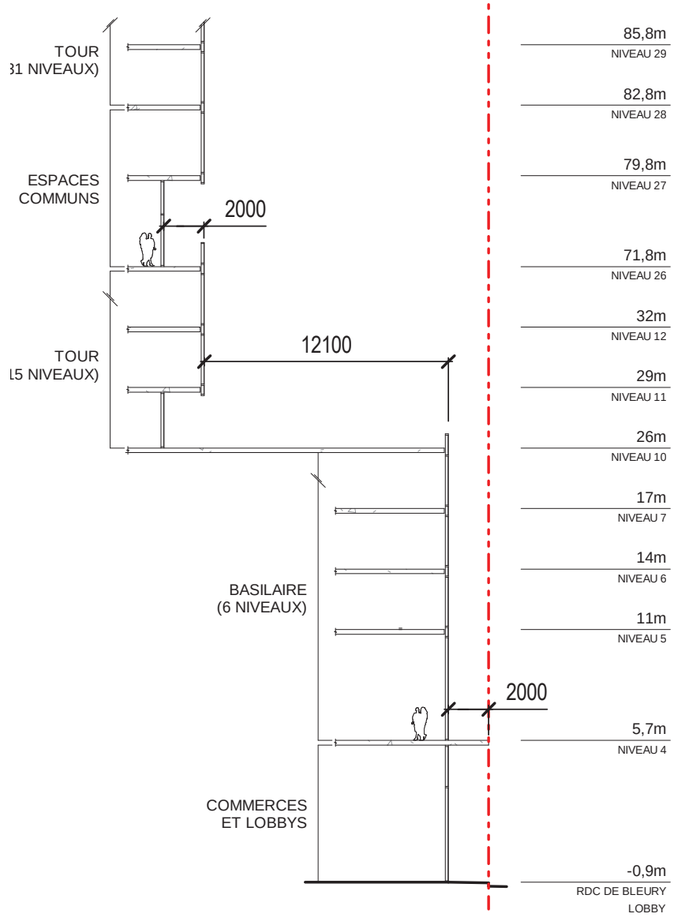
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES




— Marge de retrait sur la rue Jeanne-Mance




— Marge de retrait sur la rue De Bleury

**Coupe**

## Marges de retrait

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



**Perspective**

## De Bleury vers le Sud

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Perspective

## Les tours vues de la Place des Arts

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



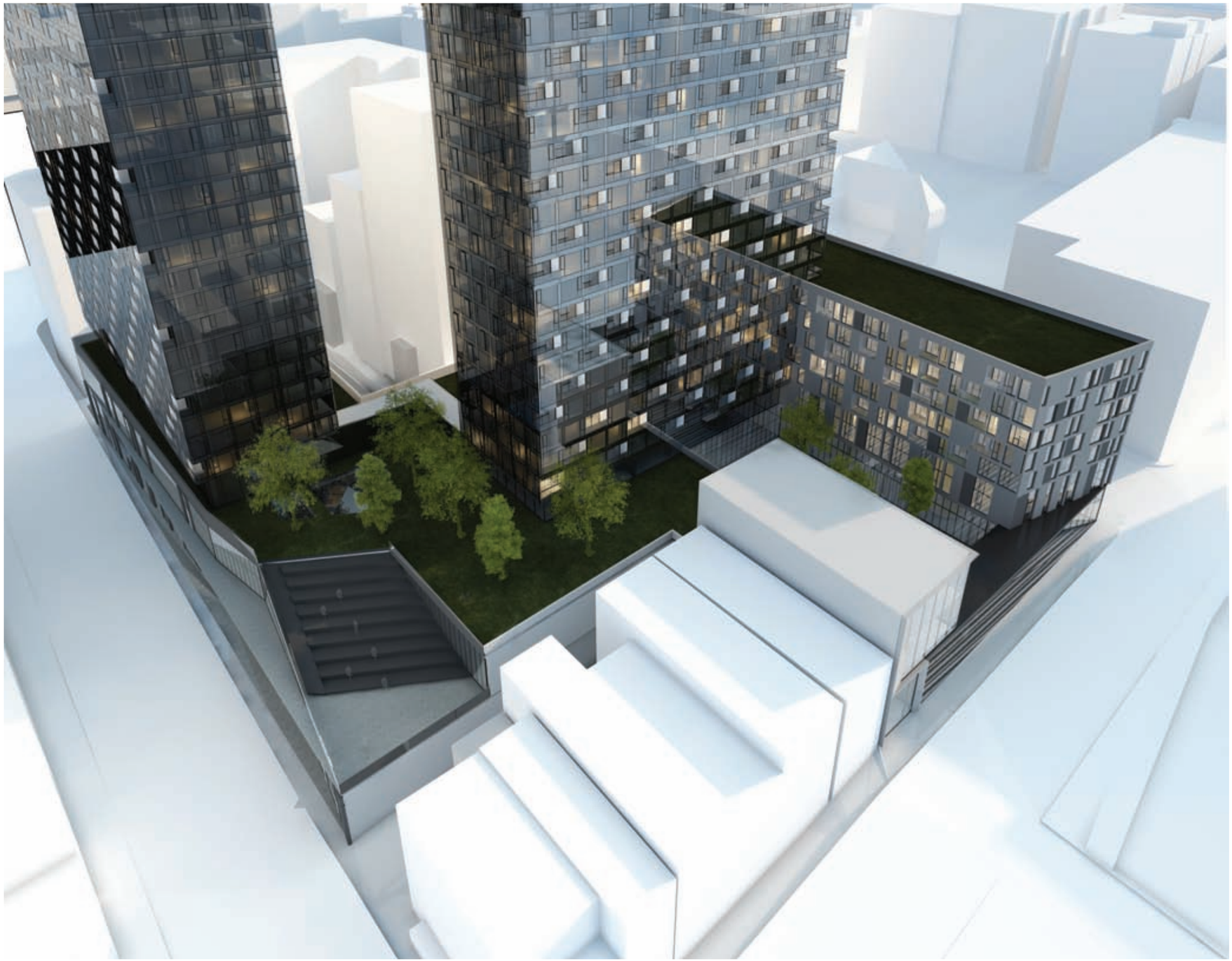
**Perspective**

## Rue Sainte-Catherine vers l'Ouest

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Perspective

## Le socle

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Placette Claustra tubulaire

**Perspective**

## Rue Sainte-Catherine Ouest

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

**Perspective**

## Cour intérieure



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er février 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



**Perspective**

## Claustra d'acier vue coin rue Sainte-Catherine Ouest vers l'Est

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CA : 50.01

2019/02/12 18:30

(1)

**Dossier # : 1183536004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prolonger, jusqu'au 12 mars 2019, la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie |

Compte tenu de la nomination du Directeur d'arrondissement délégué - Ville-Marie en date du 21 décembre 2018 ;

Considérant que l'affichage du poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie s'est déroulé du 7 au 21 janvier 2019 et que le processus d'évaluation est présentement en cours avec le Service des ressources humaines ;

Il est recommandé :

de prolonger jusqu'au 12 mars 2019 la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:19

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du mardi 9 octobre 2018 | Résolution: CA18 240565 |
|---|---|

**Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019**

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018;

D'approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019.

Adoptée à l'unanimité.

50.01
1183536004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 octobre 2018

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1183536004

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prolonger, jusqu'au 12 mars 2019, la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie |

## CONTENU

### CONTEXTE

Compte tenu de la nomination du Directeur d'arrondissement délégué - Ville-Marie en date du 21 décembre 2018 ;
Considérant que l'affichage du poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie s'est déroulé du 7 au 21 janvier 2019 et que le processus d'évaluation est présentement en cours avec le Service des ressources humaines ;

Il est recommandé :

de prolonger jusqu'au 12 mars 2019 la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

514 872-7313
**Tél :**
**Télécop. :** 514 868-3548

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 50.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1183536004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019 |

Il est recommandé :

- d'approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018.
- d'approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2018-09-27 16:33

**Signataire :** Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1183536004

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Compte tenu du départ à la retraite du titulaire, le poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie est présentement vacant. La nomination intérimaire d'un(e) directeur(trice) est requise en attendant la tenue d'un processus de comblement avec affichage qui sera amorcé dans les prochaines semaines.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et d'approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au même poste pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019.
Mesdames Poirier et Bouchard répondent aux critères d'admissibilité de cet emploi et connaissent bien le fonctionnement opérationnel et administratif de cette direction.

Madame Josée Poirier est occupe le poste de Chef de division sports, loisirs et développement social au sein de l'arrondissement Ville-Marie et ce depuis le 7 mai 2012. Quant à madame Maryse Bouchard, elle occupe le poste de Chef de division culture et bibliothèques à l'arrondissement Ville-Marie depuis le 30 juin 2013.

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) détient la classe salariale FM10 (113 722$ - 142 158$ - 170 593$).

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Cette nomination par intérim est faite en conformité avec l'article 10.2.1 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'oeuvre portant sur les nominations sans appel de candidature.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Hélène DAOUST, Service des ressources humaines

Lecture :

Hélène DAOUST, 25 septembre 2018

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

**Tél :** 872-7313
**Télécop. :** 868-3548

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-09-25

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

**Tél :** 514 872-7313
**Télécop. :** 514 868-3548

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1183536004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Objet :** | Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1183536004.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-09-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**GDD # 1183536004 - Intervention du SRH**
Hélène DAOUST A : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE 2018-09-26 09:46
Cc : Danny ST-LAURENT, Rose MILLIEN

Bonjour,

Voici l'intervention du service des ressources humaines en tant que partie prenante de ce sommaire décisionnel.

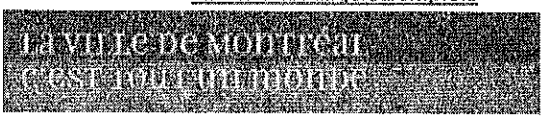
Le SRH émet un avis favorable à la promotion temporaire sans appel de candidatures sur le poste de directrice - culture, sports, loisirs et développement social à l'arrondissement de Ville-Marie de madame Josée Poirier (du 10 octobre au 10 décembre 2018) et de madame Maryse Bouchard (du 11 décembre 2018 au 11 février 2019). Ces nominations par intérim sont conformes à la politique de dotation et de gestion de la main d'oeuvre.

Le processus avec affichage pour le comblement permanent devra être réalisé au cours des prochains mois.

**Hélène Daoust**
Conseillère, acquisition de talents
Dotation, talents et développement organisationnel
Service des ressources humaines
Ville de Montréal

3711, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H4C 0C1
**T : 514 280-6640 Cell : 514 386-8311**
hdaoust@ville.montreal.qc.ca

**Visitez notre site : ville.montreal.qc.ca/emplois**




AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Les opinions véhiculées par ce message sont celles de l'expéditeur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Ville de Montréal qui se dégage de toutes responsabilités ou obligations pouvant en résulter.

----- Transféré par Hélène DAOUST/MONTREAL le 2018-09-26 09:35 -----

PROJET

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
**Sommaire décisionnel**

Résumé

| Dossier # : 1183536004 | Date de création : 18/09/25 | Date d'endossement : 18/09/25 | Date de ficelage : | Statut : En projet |
|---|---|---|---|---|
| Date d'approbation du Directeur de direction : | | | | Date d'approbation du Directeur de service: |
| Unité administrative : **Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines** | | | | |
| Catégorie : **Ressources humaines** | | | | Sous-catégorie: **Nomination** |
| Niveau décisionnel : **Conseil d'arrondissement** | | | | Séance visée : **18/10/09** |
| Charte montréalaise des droits et responsabilités : **Ne s'applique pas** | | | | |
| Projet : - | | | | |
| Objet : **Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 \| Approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 11 février 2019** | | | | |
| Responsable : **Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE** | | Endosseur : **Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE** | | Signataire : **Alain DUFORT** |
| Directeur de direction : | | Directeur de service : | | |
| Inscription au CA : | | Inscription au CE : | | Inscription au CM : |

## Pièces

## Identification

Numéro de dossier : 1183536004

| | |
|---|---|
| Unité administrative responsable | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| Niveau décisionnel proposé | Conseil d'arrondissement |
| Charte montréalaise des droits et responsabilités | Ne s'applique pas |
| Projet | - |
| Objet | Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 \| Approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 11 février 2019 |

## Information complémentaire

| Territoire concerné | Arrondissement(s)<br>Ne s'applique pas | | District(s)<br>Ne s'applique pas |
|---|---|---|---|
| Catégorie | Ressources humaines | Sous-catégorie | Nomination |

Information sur les contrats
*Champ obligatoire dans la catégorie "Affaires contractuelles.*

Cocontractant(s) Montant(s)

Échéancier initial de réalisation du projet
*Champs obligatoires pour la catégorie « Affaires contractuelles » et les sous-catégories « Immeuble - Location, Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels, Contrat de construction, Contrat de services professionnels et Entente ». Inscrivez les dates prévues de début et de fin du projet.*

Début: Fin:

## Calendrier d'inscription projeté

| Niveau décisionnel | Séance visée | Date de tombée | Ficelé le |
|---|---|---|---|
| | | | |
| Conseil d'arrondissement | 2018-10-09 18:30 | 2018-10-01 12:00 | |
| Comité exécutif | | | |
| Conseil municipal | | | |
| Conseil d'agglomération | | | |

## Contenu

### Contexte

Compte tenu du départ à la retraite du titulaire, le poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie est présentement vacant. La nomination intérimaire d'un(e) directeur(trice) est requise en attendant la tenue d'un processus de comblement avec affichage qui sera amorcé dans les prochaines semaines.

### Décision(s) antérieure(s)

### Description

Il est recommandé d'approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et d'approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au même poste pour la période du 11 décembre 2018 au 11 février 2019.

Mesdames Poirier et Bouchard répondent aux critères d'admissibilité de cet emploi et connaissent bien le fonctionnement opérationnel et administratif de cette direction.

Madame Josée Poirier est occupe le poste de Chef de division sports, loisirs et développement social au sein de l'arrondissement Ville-Marie et ce depuis le 7 mai 2012. Quant à madame Maryse Bouchard, elle occupe le poste de Chef de division culture et bibliothèques à l'arrondissement Ville-Marie depuis le 30 juin 2013.

### Justification

## Aspect(s) financier(s)

Le poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) détient la classe salariale FM10 (113 722$ - 142 158$ - 170 593$).

## Développement durable

## Impact(s) majeur(s)

## Opération(s) de communication

## Calendrier et étape(s) subséquente(s)

## Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

Cette nomination par intérim est faite en conformité avec l'article 10.2.1 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'oeuvre portant sur les nominations sans appel de candidature.

## Validation

| Intervenant et Sens de l'intervention |
| --- |
| Autre intervenant et Sens de l'intervention |

### Sélection des parties prenantes et avis de consultation du dossier

| Hélène DAOUST | Services<br>Service des ressources humaines |
| --- | --- |
| Lecture :<br>Hélène DAOUST, 25 septembre 2018 | |

| Responsable du dossier | Endossé par: |
| --- | --- |
| Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE<br>Chef de division - Ressources humaines<br>Tél. : 872-7313<br>Télécop. : 868-3548 | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE<br>Chef de division - Ressources humaines<br>Tél. : 514 872-7313<br>Télécop. : 514 868-3548<br>Date d'endossement : 2018-09-25 11:51:05 |

| Approbation du Directeur de direction | Approbation du Directeur de service |
|---|---|
| Tél. :<br>Approuvé le : | Tél. :<br>Approuvé le : |

Numéro de dossier :1183536004

## Accès au dossier

### Sécurité - Autorisations d'accès

| Auteurs : | Liste de distribution : |
|---|---|
| Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE<br>Domenico ZAMBITO<br>Nathalie DERET<br>Warda BRÉDY<br>Jacinthe MEILLEUR | |

Lecteurs :

| Par défaut | Autres |
|---|---|
| _GDD_CreatDos_Greffe_Lect<br>Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE<br>Alain DUFORT<br>Hélène DAOUST<br>Dominique MARTHET<br>Kemly DESTIN<br>[Lect_Endos_Arr]<br>0101_Direction | Corinne ANDRIEU<br>Sophie SAVOIE<br>Nathalie DERET<br>France LABRECQUE<br>Jacinthe MEILLEUR |

### Sélection des Intervenants et transmission d'une demande d'intervention

| | |
|---|---|
| Kemly DESTIN | Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe |

## Historique

Cheminement du dossier

### Endossement du sommaire décisionnel

| Date d'endossement | Demande transmise le | Par | Endossement retiré le | Par |
|---|---|---|---|---|
| 2018-09-25 11:51 | 2018-09-25 11:51 | - | | |

### Transmission pour approbations

| au Directeur de direction | Par | au Directeur de service | Par | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

### Parties prenantes

| Informer le | Par | Partie prenante | | |
|---|---|---|---|---|
| 2018-09-25 11:52 | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE | Hélène DAOUST | | |

### Interventions

| Transmise ou réaffectée le | Par | Intervenant | Complétée le | |
|---|---|---|---|---|
| 2018-09-25 11:53<br>2018-09-25 11:57 | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE<br>Dominique MARTHET | Dominique MARTHET<br>Kemly DESTIN | Réaffecter<br>- | -<br>Msg |

### Signature de la recommandation

| Date de signature | Demande transmise le | Par | Signature retirée le | Par |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

### Ficelage

| Ficelé le | Par | Déficelé le | Par |
|---|---|---|---|
| | | | |

### Inscription à l'ordre du jour

| Niveau décisionnel | Séance du | Inscrit par | Le |
|---|---|---|---|
| Ordre du jour du CA | | | |
| Ordre du jour du CE | | | |
| Ordre du jour du CM | | | |

## Gestion des ordres du jour

### Calendrier d'inscription

| Niveau décisionnel | Séance visée | Date de tombée | Ficelé le |
|---|---|---|---|
| Conseil d'arrondissement | 2018-10-09 | 2018-10-01 12:00 | |
| Comité exécutif | | | |
| Conseil municipal | | | |
| Conseil d'agglomération | | | |

### Liste des modifications

| | | Date | Rev. | Par |
|---|---|---|---|---|
| Création | : | 2018-09-25 10:49 | | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |
| Modifications | : | 2018-09-25 12:00 | 11. | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |
| | | 2018-09-25 11:53 | 10. | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |
| | | 2018-09-25 11:52 | 9. | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |
| | | 2018-09-25 11:51 | 8. | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |
| | | 2018-09-25 11:51 | 7. | Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE |

** Seules les cinq dernières modifications sont affichées.*

Ville-Marie Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

**N° de dossier :** 1183536004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

*"Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018;*

*Approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324) de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 11 février 2019."*

Le départ de la directrice actuelle permettra de générer des économies de l'ordre de **39 583$** en 2018 et de **24 288$** en 2019 (incluant les charges sociales). Ce budget disponible rendra possible le financement des deux nominations intérimaires.

Il n'y aura, par ailleurs, aucun impact financier à prévoir, car les deux postes de chefs de divisions laissés vacants, durant l'intérim, ne seront pas remplacés.

**Informations comptables**:

**Imputation: Poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (16324)**

Référence budgétaire : **097225**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salaire** | 2438 | 0010000 | 306121 | 07001 | 51100 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |
| **Maladie** | 2438 | 0010000 | 306121 | 07001 | 51240 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |
| **Cotisation Employeur** | 2438 | 0010000 | 306121 | 07001 | 52100 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

*Date:* **2018-09-27**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 50.02

2019/02/12
18:30

(3)

**Dossier # : 1193536001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 11 mars 2019 |

Il est recommandé :
d'approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve (756256000) au poste 29358 de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (105050) de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, à compter du 11 mars 2019.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-02-08 12:33

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1193536001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 11 mars 2019 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Compte tenu du sommaire décisionnel 1183536005 relatif à la nomination de monsieur Marc Labelle à titre de directeur d'arrondissement délégué de l'arrondissement de Ville-Marie, le poste de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement est devenu vacant le 21 décembre 2018.
Un processus formel de dotation avec appel de candidatures a été lancé et administré par le Service des ressources humaines. L'affichage de poste a été publié du 7 au 21 janvier 2019 et le processus d'évaluation s'est terminé le 7 février 2019.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve (756256000) au poste 29358 de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (105050) de l'arrondissement de Ville-Marie. L'entrée en fonction de monsieur Villeneuve est prévue pour le 11 mars 2019.

### JUSTIFICATION

Au terme du processus d'évaluation, le comité d'évaluation recommande la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve. Monsieur Villeneuve possède plusieurs années d'expérience de gestion. En effet, il a notamment occupé le poste de chef de division - urbanisme à l'arrondissement de Ville-Marie de 2009 à 2015 et a ensuite été promu au poste de directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine à l'arrondissement du Sud-Ouest, son emploi actuel.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le poste de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (105050) détient la classe salariale FM 11 (125 898$ - 157 376$ - 188 852$). Compte tenu de l'article 9.3.2 b) du document des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, monsieur Villeneuve bénéficiera d'une augmentation équivalant à neuf pour cent (9 %) de son salaire, sans excéder le maximum mérite prévu à la nouvelle échelle salariale.

De plus, à titre de cadre de direction à la Ville de Montréal, monsieur Villeneuve bénéficiera d'une allocation pour l'utilisation de son automobile dans le cadre de ses fonctions et d'un budget pour ses dépenses de fonction.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Hélène DAOUST, Service des ressources humaines

Lecture :

Hélène DAOUST, 7 février 2019

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

**Tél :** 872-7313
**Télécop. :** 868-3548

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-07

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

**Tél :** 514 872-7313
**Télécop. :** 514 868-3548

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe**

**Dossier # : 1193536001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines |
| **Objet :** | Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 11 mars 2019 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière _ GDD no 1193536001.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-4512

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-08

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
**Tél :** 514 872-2995
**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

**N° de dossier :** 1193536001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

*" Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve (756256000) au poste de "Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises" (105050) de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, à compter du 11 mars 2019."*

- Pour 2019, la rémunération annuelle moyenne du poste à combler est estimée à **213 356 $** (incluant les charges sociales et l'augmentation statutaire).

- Le comblement de ce poste n'engendre aucun coût suplémentaire pour la "*Direction de l'aménagement urbain et service aux entreprises*", car le poste # **29358**, celui de *"Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises"* est devenu vacant suite à la nomination de son précédent titulaire au poste de *"Directeur d'arrondissement délégué"* .

- De plus, L'arrondissement de Ville-Marie dispose d'un budget de **199 625 $** (incluant les charges sociales) sur ce poste (# **29358**) ainsi les montants non requis, au présent dossier, retourneront à la réserve pour postes vacants de l'arrondissement de Ville-Marie.

## Données financières:

◆ **IMPUTATION :**

Référence budgétaire: **223252**

| | Entité | Source | C.R | Activité | Objet | S. Objet | Inter. | Projet | Autre | Cat.actif | Futur | **2019 (10 mois)** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Salaire | 2438 | 0010000 | 306128 | 06001 | 51100 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 142 950 $ |
| Maladie | 2438 | 0010000 | 306128 | 06001 | 51240 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 2 853 $ |
| Cotisation Employeur | 2438 | 0010000 | 306128 | 06001 | 52100 | 050030 | 9950 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 31 994 $ |
| | | | | | | | | | | | **Total** | **177 797 $** |

*Responsable de l'intervention:*

**Kemly Destin**

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

*Date:* **2019-02-08**

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 60.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1186071004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2018 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal |

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2018;
De transmettre ce rapport au conseil municipal.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:19

**Signataire :** Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1186071004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2018 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal |

## CONTENU

### CONTEXTE

À la demande de la Direction de l'environnement et du développement durable du Service du développement et des opérations, le conseil d'arrondissement doit déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0316 (dossier 1020696005) (26 avril 2004)
Adopter le règlement R.V.M. 04-041 "Règlement relatif à l'utilisation des pesticides"

CA05 240460 (dossier 1050915001) (7 juin 2005)
Édicter, en vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041, A. 27), une ordonnance visant à rendre applicable ce règlement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

CM18 0291 (dossier 1176071010) (26 mars 2018)
Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2017 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

### DESCRIPTION

Il est recommandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan annuel et de le déposer au conseil municipal.

### JUSTIFICATION

Tel que stipulé dans le règlement 04-041, article 32 : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrôle de l'utilisation des pesticides permet de diminuer la quantité et la toxicité des substances appliquées. De ce fait, ces contaminants se retrouveront en moins grande quantité dans l'environnement, la santé publique ne s'en portant que mieux.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Benoit LEPAGE
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

**Tél :** 514-872-9790
**Télécop. :** 514 868-3293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-08

Juan Carlos RESTREPO
c/m aqueduc egouts <<arr.>>

**Tél :** 514.872.8400
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
**Tél :** 514-872-9763

**Approuvé le :** 2019-01-08




# Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Ville-Marie

Montréal

# Table des matières

**Lexique** ..... **3**

**Introduction** ..... **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement ..... 5

**Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement** ..... **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) ..... 6

**Ressources budgétaires et humaines** ..... **8**

**Personnel dédié à l'application du règlement** ..... **9**

**Activités de communication et de sensibilisation** ..... **10**

**Gestion des demandes de citoyens** ..... **12**

**Formation des employés** ..... **14**

**Inspections sur les pesticides** ..... **16**

**Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides** ..... **17**

**Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides** ..... **18**

**Évolution des demandes de permis** ..... **19**

**Infractions et poursuites judiciaires** ..... **20**

**Lutte intégrée** ..... **23**

**Conclusion** ..... **29**

**Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique** ..... **30**

# Lexique

**Autorisations spéciales**
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

**Biopesticide**
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

**Corporation**
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

**Espèce envahissante**
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

**Infestation**
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

**Insecte ravageur**
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

**Lutte intégrée**
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

### Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

### Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

### Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

# Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

## Orientation et objectifs de l'arrondissement

Chaque année, l'arrondissement de Ville-Marie oriente ses actions afin de diminuer l'utilisation de pesticides sur son territoire. Les contremaitres s'assurent que leurs équipes n'utilisent les pesticides que lorsque qu'une alternative biologique n'est pas possible. La sensibilisation au grand public vis-à-vis les bio-pesticides et la lutte intégrée comme alternative aux pesticides conventionnels est fait via les éco-quartiers. L'agent technique en horticulture voit quant à lui à mettre l'emphase sur la conformité aux lois et règlements par rapport aux usages de pesticides lorqu'il répond aux demandes d'utilisation de pesticides des entrepreneurs et du public. .

# Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

## Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

### Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

| No de la résolution | Date (JJ/MM/AAAA) | Objet de la décision | Note complémentaire |
|---|---|---|---|
| **VILLE DE MONTRÉAL** | | | |
| CM04 0316 | 2004-04-26 | Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides | |
| CE04 0867 | 2004-05-05 | Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides | X $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue |
| CM06 0855 | 2006-12-11 | Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1) | Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire |
| CM15 0686 | 2015-05-25 | Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2) | Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides |

| No de la résolution | Date (JJ/MM/AAAA) | Objet de la décision | Note complémentaire |
|---|---|---|---|
| CM16 0144 | 2016-01-25 | Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3) | Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire |
| **ARRONDISSEMENT** | | | |
| CA18 240075 | 2018-02-13 | Dépôt du bilan annuel | Bilan annuel 2017 |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |
| | | Choix | |

# Ressources budgétaires et humaines

### Mode de fonctionnement

Les montants accordés au dossier des pesticides et de la lutte intégrée et les ressources humaines qui y sont affectées donnent un portrait global des efforts consacrés à l'application du Règlement et de la lutte intégrée sur le territoire. Les principales dépenses concernent la sensibilisation du public, la mise en œuvre de la réglementation par les arrondissements, la formation du personnel et la poursuite de la lutte intégrée sur les terrains municipaux. C'est la division des Parcs et de l'Horticulture de l'arrondissement qui est responsable de ce dossier.

| Postes budgétaires | Montant ($) (estimé) | Détails/description |
|---|---|---|
| Communication et sensibilisation | 1 500,00 $ | Sensibilisation au grand public |
| Formation | 1 500,00 $ | Formation applicateur de pesticides |
| Lutte intégrée | 2 000,00 $ | Luttes intégrée diverses |
| Salaires (RH) | 5 000,00 $ | Ressources humaines dédiées à l'application de la règlementation sur les pesticides |
| **Budget global** | 10 000,00 $ | |

# Personnel dédié à l’application du règlement

| Titre d’emploi | Nombre de semaines de travail (estimé) | Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée |
|---|---|---|
| Agent technique | 1 | Application de la règlementation sur les pesticides. |
| Contremaître | 1 | Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée |
| Inspecteur (horticulture) | 1 | Application de la règlementation sur les pesticides. |
| Jardinier | 3 | Application de la règlementation sur les pesticides + lutte intégrée |
| **Total** | 6 | |

**Commentaires et recommandations**

L'arrondissement Ville-Marie n'a pas de personnel dédié engagé spécialement pour l'application du règlement sur les pesticides. Les demandes de permis ont été traitées par l'inspecteur et l'agent technique en horticulture et arboriculture de l'arrondissement. Les montants et nombres de semaines ont été évalués approximativement à partir du temps dédié à l'application du règlement par les employés mentionnés.

# Activités de communication et de sensibilisation

### Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

### Activités réalisées en 2018

| Activité et description | Objectif | Nombre de citoyens rejoints (estimation) |
|---|---|---|
| Dans les BAM et les éco-quartiers. Distribution du feuillet d'information sur le règlement 04-041 et de guides traitant du jardinage écologique. | Mise en évidence du règlement 04-041 et suggestion aux citoyens de pratiques horticoles écologiques | 200 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

**Commentaires et recommandations**

| |
|---|
| Insérer votre texte ici |

# Gestion des demandes de citoyens

### Provenance des demandes

La majorité des demandes des citoyens en lien avec le dossier des pesticides et de la lutte intégrée provient du BAM (311). Ces demandes relèvent parfois du domaine privé mais la majorité du temps, elles relèvent du domaine public.

### Nature des demandes

| Nature | Nombre Demandes domaine privé | Nombre Demandes domaine public | Type de demandes |
|---|---|---|---|
| Agrile du frêne | 2 | 4 | Règlementation et traitement contre l'agrile |
| Araignées | | 1 | Extermination |
| Arbres et arbustes | | 25 | Traitements des maladies apparentes aux arbres et arbustes |
| Faune | | 1 | Extermination rat |
| Fourmis | 1 | 1 | Extermination |
| Guêpes | 4 | 6 | Extermination |
| Mauvaises herbes | | 10 | Extermination |
| Choix | | | |
| Choix | | | |
| Choix | | | |

**Commentaires et recommandations**

| |
|---|
| Insérer votre texte ici |

# Formation des employés

### Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

| Titre de la formation | Formateur/Organisateur | Date | Nombre de participants |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

**Commentaires et recommandations**

Insérer votre texte ici

# Inspections sur les pesticides

### Structure administrative

Le citoyen doit compléter un formulaire de demande d'utilisation de pesticides et déposer sa demande à l'un des bureaux Accès Montréal de l'arrondissement. La demande est en suite transmise à l'agent technique en horticulture pour inspection et approbation. Si l'approbation est accordée, le citoyen doit venir chercher son permis au BAM et payer les frais qui s'y rattachent.

Dans la section Internet Montréal sans pesticide, le citoyen trouvera des renseignements concernant le jardinage écologique, les solutions de rechange aux pesticides ainsi qu'une Liste des produits autorisés (pesticides à faible impact) en tout temps par le règlement.

### Inspections

| Type d'inspections | Nombre d'effectué |
|---|---|
| Choix | |
| Choix | |
| Choix | |
| Choix | |
| Choix | |

### Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

# Demandes de permis temporaire d’utilisation de pesticides

| Permis octroyés ou refusés | Raison | Personne physique | Personne morale | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Permis octroyés** | Choix | | | |
| | Choix | | | |
| | | | | |
| | Sous-total | | | |
| **Permis refusés** | Choix | | | |
| | Choix | | | |
| | | | | |
| | Sous-total | | | |

**Commentaires et recommandations**

| |
|---|
| Insérer votre texte ici |

# Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

| Raison | Citoyens | Corporations | Total |
|---|---|---|---|
| Choix | | | |
| Choix | | | |
| Choix | | | |
| | | | |

**Commentaires et recommandations**

| |
|---|
| Insérer votre texte ici |

# Évolution des demandes de permis

### Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

### Évolution des demandes de permis de (3 ans)

| Année | Permis octroyés | Permis refusés | Total |
|---|---|---|---|
| 2016 | 3 | | 3 |
| 2017 | 0 | | 0 |
| 2018 | 0 | | 0 |
| **Total** | 3 | | 3 |

### Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

# Infractions et poursuites judiciaires

### Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune cause en 2018 ainsi que dans les dernières années.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

## Suivi des infractions et poursuites judiciaires

| Année | 2018 | 2017 | 2016 |
|---|---|---|---|
| Nombre d'avis écrits | | | |
| Nombre de constats d'infraction | | | |
| Nombre de constats non contestés et payés | | | |
| Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale | | | |
| Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées) | | | |
| Amendes totales ($) | | | |

## Liste des personnes morales reconnues coupables en 2018

| Nom et adresse du contrevenant | Infraction | Lieu de l'infraction | Date/Amende |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

## Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

# Lutte intégrée

**Mise en contexte**

Les principales actions en lutte intégrée qui ont été réalisées dans l'arrondissement sont en lien avec l'épidémie d'agrile du frêne. Le service des grands parcs ont caractérisé et inventorié les frênes pour ensuite faire des traitements par injection de TreeAzin. L'arrondissement s'est chargé de faire des abattages préventifs ainsi que d'abattre des frênes infestés.

**Agrile du frêne**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Abattage arbres infestés | Arrondissement | mars et décembre | 20 | |
| Abattage préventif de frênes | Arrondissement | mars et décembre | 20 | |
| Traitement injection Treeazin | SGPVMR | juillet-août | 735 arbres / 25 934 cm | 77,8 litres |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Rat**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Dératisation / rontendicide Contrac / Metro Papineau | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juin | 14 | 510 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / 1822 Maisonneuve Ouest | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juin | 22 | 1020 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Place Émilie Gamelin | Entreprise privée mandatée par | juillet | 5 | 300 grammes |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | l'arrondissement | | | |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Viger intersection H-de-Ville | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juin | 7 | 300 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / rue Savoie | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juin | 4 | 240 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Ruelle Palace | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juillet | 7 | 420 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Square Cabot | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juillet-août | 11 | 720 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Jadin de Lyon | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | août | 3 | 180 grammes |

**Guêpes**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Extermination / Dragnet / Parc Robert-Prévost | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | 31 août 2018 | 1 | 1 gallon |
| Extermination / Boradicate / 187, Maisonneuve Est | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | 30 juillet 2018 | 1 | 100 grammes |
| | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Chenilles**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Extermination / BTK / Avenue McGill Collège | Arrondissement | Juin 2018 | 1 | 100 ml |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Rat**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Dératisation / rontendicide Contrac / Place de la Paix | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | août | 4 | 810 grammes |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Dératisation / rontendicide Contrac / Parc de la Presse | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | août | 3 | 420 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Place des frères Charron | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | août | 2 | 180 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Rue Viger intersection rue Côté | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | août | 3 | 240 grammes |
| Dératisation / rontendicide Contrac / Palais de Congrès (rue de la Gauchetière) | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | décembre | 1 | 210 grammes |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Mulot**

| Action | Responsable | Période d'intervention (ex. : mai-juin) | Nombre d'interventions | Quantités/ Unités (si applicable) |
|---|---|---|---|---|
| Extermination / rontendicide Contrac / Mosaïque de l'hôtel de ville | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | juin - juillet | 7 | 630 grammes |
| Extermination / rontendicide Contrac / 2915 Ste-Catherine Est | Entreprise privée mandatée par l'arrondissement | Octobre | 4 | 480 grammes |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Commentaires et recommandations**

| |
|---|
| Insérer votre texte ici |

# Conclusion

L'arrondissement étant fortement urbanisé et minéralisé, les espaces verts se font rares. Ceci explique fort probablement le fait qu'il y a moins de problèmes phytosanitaires, moins d'utilisations de pesticides et ainsi moins de demandes de permis pour l'utilisation de pesticides que dans d'autres arrondissements. Toutefois, l'arrondissement met la main à la pâte pour la lutte contre l'agrile du frêne et doit aussi régler des problèmes de rats et de guêpes.

# Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

| | Outil de sensibilisation | Descriptif |
|---|---|---|
| MONTRÉAL SANS PESTICIDES | ville.montreal.qc.ca/pesticides | Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier. |
|  | Guide Maison propre et Jardin vert | Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public. |
|  | Montréal sans pesticides | Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004.<br>- Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées. |
|  | Guide d'entretien écologique de la pelouse | Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques. |
|  | Pesticides à faible impact | Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde. |
| **Banque d'info 311** | - Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)<br>- Lutte biologique agrile<br>- Puceron<br>- Pucerons du tilleul<br>- Psylle du micocoulier<br>- Guêpes fouisseuses (de sable) | Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier). |

**Arrondissement de Ville-Marie**
**Direction des travaux publics**
**Division des parcs et de l'horticulture**

**Auteur (s)**
Benoît Lepage
Agent technique en horticulture et arboriculture

10 janvier 2019

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CA : 70.01

2019/02/12
18:30

(1)

**Dossier # : 1198150001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Refuser l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition (s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés |

De refuser les 19 demandes de permis en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme ou ayant reçu un avis favorable avec une ou des conditions non-remplie(s) par les demandeurs concernés.

**Signé par** Marc LABELLE **Le** 2019-01-30 15:36

**Signataire :** Marc LABELLE

_____

Directeur
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1198150001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'arrondissement |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Refuser l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises possède plusieurs demandes de permis en suspens, car elles ont fait l'objet d'un avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme (CCU) ou d'un avis favorable avec des conditions qui n'ont jamais été remplies par les demandeurs concernés. Par conséquent, afin de compléter et de fermer ces dossiers qui dans certains cas sont en suspens depuis quelques années, une décision formelle de la part du Conseil d'arrondissement est nécessaire quant au refus ou à l'approbation de ces demandes.
En vertu de l'article 38, alinéa 5, du Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments (11-018), un permis est délivré au propriétaire si toutes les conditions sont respectées et dans le cas où la demande de permis concerne un projet assujetti à un plan d'implantation et d'intégration architecturale, les plans relatifs à l'implantation et à l'architecture ont fait l'objet de l'approbation requise.

En vertu de l'article 710 du Titre VIII, du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), préalablement à la délivrance d'un permis exigé en vertu du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018), l'approbation du conseil est requise pour les projets visés au Règlement d'urbanisme 01-282. L'article 715 de ce même règlement indique qu'au plus tard 90 jours après la réception d'une demande de permis conforme le conseil rend sa décision à l'effet d'approuver ou de rejeter le projet. L'article 716 indique qu'une copie de la résolution qui fait état de la décision du conseil doit être transmise au requérant.

En vertu de l'article 70 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation, une demande de certificat d'autorisation est nulle lorsque le requérant n'a pas complété sa demande dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis qui lui a été envoyé.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240075 - 9 février 2016 - Résolution refusant l'ensemble des 28 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non remplies par les demandeurs concernés.

**DESCRIPTION**

La Division de l'urbanisme a été mandatée, afin de produire une liste des dossiers qui possèdent un ou l'autre de ces statuts. Pour ce faire, deux tableaux ont été réalisés, l'un comptabilisant les dossiers ayant reçu un avis défavorable et l'autre comptabilisant les dossiers ayant reçu un avis favorable avec conditions. Au total, 19 demandes se retrouvent actuellement dans l'une de ces situations et nécessitent une décision du Conseil d'arrondissement.
Pour plusieurs de ces demandes, les travaux ont été réalisés ou amorcés sans permis et donc préalablement à l'avis du CCU. Les demandeurs ont été avisés d'arrêter les travaux et de déposer une demande de permis ou de certificat d'autorisation. Malgré l'arrêt des travaux par les inspecteurs, certains demandeurs ont tout de même poursuivi et complété les travaux sans respecter l'avis du CCU et les conditions énoncées. D'autres ont simplement laissé la situation telle quelle et donc les travaux sont toujours incomplets. Par ailleurs, il y a 6 dossiers dans lesquels les demandeurs n'ont pas exécuté de travaux sans permis. À ce jour, aucun demandeur n'a fourni de version modifiée respectant les recommandations du CCU.

**JUSTIFICATION**

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut pour toujours. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et d'inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la division des permis et inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s. o.

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

s. o.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s. o.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s. o.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'arrondissement - 12 février 2019
Refus des permis - fin mars 2019

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Ève GRAVEL
Agente de recherche

**Tél :** 514-868-3546
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

**Tél :** 514 872-9545
**Télécop. :**

## Avis défavorables du comité consultatif d'urbanisme

| Adresse | No demande | No de GDD (si existant) | Description de travaux | Date de l'avis du CCU | Avis du CCU | Conditions du CCU | Requêtes travaux sans permis | Travaux complétés sans permis | Décision déléguée possible | Note du suivi |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1205, rue Sainte-Catherine Ouest** | 3001157440 | N/A | Enseigne commerciale | 2016-09-15 | Défavorable | N/A | aucune requête | non | Non (avis défavorable du CCU) | Dossier à soumettre au CA |
| **3015, chemin Barat** | 3001418670 | N/A | Remplacement de fenêtres | 2018-11-15 | Défavorable | N/A | aucune requête | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **4, boulevard de Maisonneuve Ouest** | 3001464359 | N/A | Installation de persiennes de ventilation en façade | 2018-11-15 | Défavorable | N/A | aucune requête | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **1731-1733, rue Saint-Denis** | 3001057008 | 2156347285 | Démolition d'un balcon et d'un vestibule existants, installation d'un nouvel escalier en façade de l'avenue Savoie et ajout d'ouvertures | 2015-10-15 | Défavorable | N/A | 3001051091 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **1595, avenue du Docteur-Penfield** | 3001302284 | N/A | Remplacement de la couverture d'ardoise d'origine par un revêtement de bardeau d'asphalte | 2017-07-06 | Défavorable | N/A | 3001302246 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **2515, rue Montgomery** | 3001425171 | N/A | Remplacement de portes d'accès aux logements | 2018-10-11 | Défavorable | N/A | 3001262265 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **2370, rue Hogan** | 3001419544 | N/A | Remplacement de portes et fenêtres en façade | 2018-06-14 | Défavorable | N/A | 3001414651 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **1626, rue Victor-Hugo** | 3001112337 | N/A | Remplacement d'une porte et d'une porte de garage et construction d'un muret de blocs de béton à l'entrée | 2018-08-09 | Défavorable | N/A | 3001047568 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |
| **2052-2058, rue Dorion** | 3001456480 | N/A | Remplacement de portes en façade | 2018-10-11 | Défavorable | N/A | 3001448377 | oui | Non (avis défavorable du CCU) | Travaux réalisés sans permis. Dossier à soumettre au CA |

## Avis favorable avec condition(s) non-remplie(s)

| Adresse | No demande | No de GDD | Desciption de travaux | Date de l'avis du CCU | Avis du CCU | Conditions du CCU | Condition(s) CCU remplie(s) | Requêtes travaux sans permis | Travaux complétés sans permis | Décision déléguée possible | Note du suivi |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1611-1615, rue Saint-Denis** | 3001187541 | N/A | Enseigne commerciale | 2016-11-10 | Favorable avec condition | Localiser l'enseigne dans les limites de la propriété occupée par le commerce en envisageant d'installer l'enseigne de l'autre côté du poteau existant, en direction du bâtiment ou de réduire la hauteur du poteau y centrer l'enseigne sur ce dernier. | Non | 3001464382 | Oui | Oui (si condition respectée) | Conditions non remplies et travaux déjà réalisés. Dossier à soumettre au CA |
| **3450, rue Drummond** | 3001127065 | N/A | Enseigne commerciale | 2016-06-16 | Favorable avec condition | Renoncer à l'enseigne consistant en des lettres adhésives collées directement sous la marquise du bâtiment. | Non | 3001121715 | Oui | Oui (si condition respectée) | Conditions non remplies et travaux déjà réalisés en partie. Dossier à soumettre au CA |
| **2166, boulevard De Maisonneuve Ouest** | 3001221751 | N/A | Enseigne commerciale | 2016-12-13 | Favorable avec conditions | Réduire les dimensions de l'enseigne de manière à ce qu'elle permette une identification minimale du complexe résidentiel, tout en participant à signaler l'entrée des résidences. Une enseigne réduite, située au-dessus de l'alcôve d'entrée, pourrait convenir à cet effet. Prévoir un fond d'enseigne opaque, ne laissant lumineux que le lettrage. | Non | aucune requête | Non | Oui (si conditions respectées) | Conditions non remplies. Dossier à soumettre au CA |
| **1184, rue Sainte-Catherine Ouest** | 3001241466 | N/A | Enseigne commerciale | 2017-07-06 | Favorable avec condition | Renoncer aux enseignes en saillie proposées, le commerce IRepair étant déjà identifié par une enseigne en saillie dans le module d'enseigne commun installé du troisième au quatrième étage. Pour le commerce ILounge, prévoir une enseigne incorporée au même module d'enseigne commun. | Non | aucune requête | Non | Oui (si condition respectée) | Conditions non remplies. Dossier à soumettre au CA |
| **1041, rue De Bleury** | 3001295738 | N/A | Nouveau parement pour la construction hors-toit | 2017-11-23 | Favorable avec condition | Accentuer la composition aléatoire des persiennes en mettant l'emphase sur le contraste avec la géométrie de la tour. | Non | aucune requête | Oui | Oui (si condition respectée) | Conditions non remplies et travaux déjà réalisés. Dossier à soumettre au CA |
| **333, Place d'Youville** | 3001366625 | N/A | Enseigne commerciale | 2018-02-15 | Favorable avec conditions | Aligner le haut de l'enseigne en saillie avec le haut des fenêtres du rez-de-chaussée de l'immeuble. Réduire la superficie de l'enseigne en saillie afin de favoriser son intégration. | Non | aucune requête | Non | Oui (si conditions respectées) | Conditions non remplies. Dossier à soumettre au CA |
| **1978, rue Parthenais** | 3001374445 | N/A | Remplacement des fenêtres | 2018-06-14 | Favorable avec conditions | Proposer des fenêtres à battants plutôt que des fenêtres de type coulissantes. Pour les fenêtres des 3e et 4e étages, proposer des fenêtres dont la partie fixe au haut correspond au tiers de la hauteur totale de l'ouverture. Puisque les fenêtres du rez-de-chaussée s'apparentent à des vitrines commerciales avec leurs ouvertures surdimensionnées, proposer des fenêtres fixes de type vitrines commerciales. | Non | aucune requête | Non | Oui (si conditions respectées) | Conditons non remplies. Dossier à soumettre au CA |
| **2065, Rue Bishop, suite B** | 3001404619 | N/A | Enseigne commerciale | 2018-04-12 | Favorable avec conditions | Proposer des enseignes à plat avec le boitier le plus mince possible afin de ne pas modifier le profil de la vitrine existante. Si le demandeur souhaite que les affiches soient tout de même éclairées, proposer un éclairage dirigé. | Non | aucune requête | Non | Oui (si conditions respectées) | Conditions non remplies. Dossier à soumettre au CA |
| **800, boulevard de Maisonneuve Est** | 3001404975 | N/A | Modification d'une vitrine commerciale | 2018-05-10 | Favorable avec conditions | Proposer un grand panneau vitré tel que ceux qu'on retrouve plus au Sud sur l'immeuble. Éviter d'installer du mobilier fixe directement derrière les vitrines du commerce afin de maintenir la relation avec la rue. | Non | aucune requête | Oui | Oui (si conditions respectées) | Conditions non remplies et travaux déjà réalisés. Dossier à soumettre au CA |
| **2130, rue Laforce** | 3001454451 | 2182682043 | Installation d'une clôture de 1,04 m en cour avant | 2018-09-13 | Favorable avec condition | Déposer des plans montrant un modèle de clôture similaire à celui des garde-corps des accès de la façade avant. | Non | 3001424731 | Oui | Oui (si condition respectée) | Conditions non remplies et travaux déjà réalisés. Dossier à soumettre au CA |